BIBLIOTECA UNIVERSITARI
URBINO
SALA .....
SCAFFALE .....
NUMERO D'ORDINE .....

NATIONS UNIES

DÉPARTEMENT DES QUESTIONS ÉCONOMIQUES

ÉTUDE SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'EUROPE EN 1950

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA
URBINO

Préparée par la

DIVISION DES ÉTUDES ET DES PROGRAMMES
DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

GENÈVE, 1951

F 806

NATIONS UNIES

DÉPARTEMENT DES QUESTIONS ÉCONOMIQUES

ÉTUDE SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'EUROPE EN 1950

1951

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA URBINO

Préparée par la

DIVISION DES ÉTUDES ET DES PROGRAMMES
DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

GENÈVE, 1951

E/ECE/123/Rev.1
Mai 1951

Publications des Nations Unies

Numéro de vente : **1951.II.E.1.**

Prix : **2,50** dollars des Etats-Unis
(ou l'équivalent en monnaie du pays)

NOTE LIMINAIRE

L'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1950* est le quatrième ouvrage de la série de rapports économiques annuels que prépare la Division des Etudes et des Programmes du Secrétariat de la Commission économique pour l'Europe. Ces rapports, auxquels s'ajoute le *Bulletin économique pour l'Europe* publié tous les trois mois, sont destinés à répondre aux besoins de la Commission et à contribuer à l'exécution de la tâche que le Conseil économique et social des Nations Unies a confiée au Département des Questions économiques et qui consiste à présenter des rapports sur les conditions économiques mondiales.

L'*Etude* est publiée sous la responsabilité du Secrétariat, et les vues qui s'y trouvent exprimées ne doivent être attribuées ni à la Commission elle-même ni aux Gouvernements des Etats qui en font partie. Cependant les données statistiques de base sur lesquelles repose l'analyse sont, pour l'essentiel, tirées de sources officielles ou ont été, dans certains cas, communiquées directement par les Gouvernements des Etats participants ; et la place faite aux questions économiques qui se posent dans les divers pays est forcément sujette à varier d'importance selon que l'on dispose de renseignements plus ou moins abondants. En particulier, si les faits et les problèmes économiques d'Europe orientale ont fait l'objet d'une étude moins poussée que ceux d'autres pays, c'est surtout parce que l'on n'a disposé pour l'Europe orientale que de renseignements fort peu détaillés.

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre 1

LA MODIFICATION DU CLIMAT ÉCONOMIQUE EN 1950

Pages

1. La production mondiale et les prix 3
   - L'accroissement de la production industrielle 3
   - L'insuffisance de la production de matières premières 5
   - Le bouleversement de la structure des prix 9

2. Les échanges et les paiements internationaux 12
   - Le développement du commerce mondial 12
   - La nouvelle structure du système des règlements 12

3. Les modifications survenues dans la situation économique des pays extra-européens producteurs de matières premières 16
   - L'accroissement probable des recettes provenant des exportations 16
   - Le cours des événements depuis 1938 18
   - L'inégalité de la répartition du surcroît de recettes 21
   - La rareté des marchandises intéressant le développement économique 21
   - L'approvisionnement en biens de consommation 22
   - Aggravation du risque d'inflation 23

4. Les perspectives économiques aux Etats-Unis 24
   - L'inflation 25
   - Modifications probables de la balance du commerce extérieur 27

5. Perspectives économiques pour l'Europe 30

Chapitre 2

L'EXPANSION DE LA PRODUCTION

1. Introduction 33

2. L'expansion de la production dans divers pays 36
   - Pays du nord et du nord-ouest de l'Europe 36
   - Pays du sud et de l'ouest du continent européen 38
   - Allemagne occidentale 41
   - Europe orientale 42
   - Union Soviétique 44

3. Expansion de la production dans diverses industries 47
   - Agriculture 47
   - Textiles 52
   - Industries mécaniques 53
   - Industrie du bâtiment 58
   - La formation de capital 59

4. Ce que pourrait être la production industrielle en 1951 64

Chapitre 3

LA PÉNURIE DE MATIÈRES DE BASE

Pages

1. Introduction 67
   Utilisations industrielles 68

2. Evolution de la situation en fait de matières premières depuis la guerre 69
   Production de charbon 69
   Production d'acier 71
   Bois et pâte de bois 72
   Les métaux non ferreux 74
   Le soufre 78
   Le coton et la laine 81
   Caoutchouc 83

3. Les perspectives de la situation de l'offre en 1951 84
   L'approvisionnement en charbon 85
   L'acier et la pénurie des matières entrant dans la fabrication de l'acier 85
   Le bois 87
   Métaux non ferreux 88
   Etat de l'approvisionnement en soufre 89
   Fibres textiles 90
   Caoutchouc 90
   Disponibilités en matières premières et production industrielle 92

4. Les causes fondamentales du déséquilibre entre l'offre et la demande de matières premières 93
   La consommation des Etats-Unis 93
   Le caractère provisoire de la demande actuelle 95
   Politique de production des pays européens 95
   Perspectives d'accroissement de la production des matières premières importées 96

Chapitre 4

COMMERCE ET PAIEMENTS INTERNATIONAUX

1. Les prix à l'exportation et à l'importation depuis la dévaluation 98
   Les prix des denrées alimentaires et des matières premières 98
   Les prix à l'exportation des articles manufacturés 102
   Evolution comparée des prix des exportations et des importations 105

2. La structure générale du commerce 108
   Les modifications du volume et de la valeur 108
   Les fluctuations des échanges d'un trimestre à l'autre 109

3. Les importations européennes en 1950 110
   Les importations de denrées alimentaires 110
   Les importations de matières premières industrielles 115

4. Les exportations européennes en 1950 116
   Les modifications de la situation du point de vue de la concurrence sur le marché mondial 116
   Les effets de la dévaluation 119
   La libération des échanges en Europe occidentale 124

5. Le commerce des pays de l'Europe orientale 128
   Le commerce entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale 128
   Les progrès du commerce en Europe orientale 130

Pages

6. La balance des paiements avec les pays extra-européens 131
   Le compte marchandises et services 131
   L'augmentation des avoirs en or et en dollars 134
   La modification de la situation de la zone sterling 139
7. Les relations de paiements en Europe occidentale 142
   L'Union européenne de paiements 142
   Soldes créditeurs et soldes débiteurs 145
8. L'évolution possible des échanges et des paiements 149

Chapitre 5

LE PROBLÈME DE L'INFLATION

1. Introduction 152
   La hausse des prix 152
   Les ressources disponibles sont soumises à une demande accrue 156
2. Les problèmes monétaires en Europe orientale 161
3. L'expérience acquise dans les pays de l'Europe occidentale et les problèmes qui se posent à eux 164
   L'évolution des prix et de la production depuis la guerre 164
   France 170
   Italie 172
   Allemagne occidentale 174
   Les pays scandinaves, la Finlande et les Pays-Bas 176
   Royaume-Uni 180
4. La politique des changes et le problème de l'inflation 182
   L'évolution de la situation depuis la dévaluation 183
   Ce que l'on peut attendre d'une valorisation des monnaies 186
   Les modalités d'application de la politique des changes 190

INDEX DES TABLEAUX

Tableaux

1. Le mouvement de la production industrielle mondiale comparé à celui de la production de matières premières industrielles 5
2. Les disponibilités en matières premières industrielles (à l'exclusion des combustibles) comparées à l'activité de l'industrie 8
3. Indices des prix en dollars des articles manufacturés, des denrées alimentaires et des matières premières dans le commerce mondial 11
4. Mouvements trimestriels de la valeur, du volume et des prix dérivés du commerce international . . . 13
5. Réseau de corrélation des soldes des comptes des paiements courants 14
6. Solde du compte marchandises et services des pays producteurs de matières premières vis-à-vis de l'Europe et de l'Amérique du Nord, et modes de financement 18
7. Valeur — par habitant — des produits importés d'Europe et des Etats-Unis par certains pays producteurs de matières premières, par groupes principaux de produits 20
8. Solde du compte des paiements courants des Etats-Unis 29
9. Production industrielle 34
10. Données sommaires relatives à l'activité économique en Europe 35
11. Niveau de l'emploi dans l'industrie 37
12. Production industrielle de l'U.R.S.S. 45
13. Etat numérique du cheptel en U.R.S.S. 46
14. Indices de la production agricole 49

Tableaux

		Pages
15.	Effectif du cheptel bovin et porcin	50
16.	Production de viande et de lait	51
17.	Production des principales cultures agricoles par régions	52
18.	Production de filés de coton, de filés de laine, de filés de rayonne et de fibranne	53
19.	Indices de la production des industries mécaniques	54
20.	Production et exportations de produits des industries mécaniques du Royaume-Uni, des zones occidentales d'Allemagne et de la Belgique	56-57
21.	Indices de l'activité du bâtiment	58
22.	Construction de logements	59
23.	Investissement brut en capital fixe	60
24.	Investissement brut en capital fixe dans les divers secteurs de l'économie	61
25.	Investissement brut en capital fixe dans l'industrie	62-63
26.	Rendement par ouvrier dans l'industrie	66
27.	Production de houille et de lignite et consommation de combustibles solides	70
28.	Production d'acier brut et d'acier fini et consommation d'acier fini	72
29.	Production et consommation de sciages résineux	73
30.	Consommation de certains métaux non ferreux de base en Europe occidentale	75
31.	Production et consommation mondiale de certains métaux non ferreux de base	76
32.	Production et consommation de soufre en Europe occidentale	79
33.	Disponibilités des Etats-Unis en soufre	80
34.	Production, consommation et commerce de coton brut dans le monde	81
35.	Production et consommation mondiale de laine brute	82
36.	Production et consommation mondiale de caoutchouc	83
37.	Stocks visibles de certaines matières premières	91
38.	Consommation de certaines matières premières	94
39.	Changements survenus depuis la dévaluation dans les prix des produits de base	100-101
40.	Mouvement des prix dérivés à l'exportation d'articles manufacturés	103
41.	Changements survenus depuis la dévaluation dans les prix dérivés à l'importation (exprimés en monnaies nationales)	106
42.	Taux d'échange de certains pays européens	107
43.	Commerce des pays européens, en prix constants et en prix courants	108
44.	Importations de denrées alimentaires et de matières premières industrielles dans quatorze pays de l'Europe occidentale	111
45.	Importations brutes de denrées alimentaires et de matières premières industrielles de toute provenance dans les pays de l'Europe occidentale	112
46.	Importations de denrées alimentaires à destination du Royaume-Uni et des zones occidentales d'Allemagne	113
47.	Consommation de denrées alimentaires dans les zones occidentales d'Allemagne et au Royaume-Uni	114
48.	Exportations de certains pays de l'Europe occidentale et des Etats-Unis à destination de l'Europe et de pays extra-européens, réparties par principaux groupes de produits	117
49.	Changements survenus depuis la dévaluation dans la part respective des pays exportateurs sur certains marchés d'articles manufacturés	120-121
50.	Commerce d'articles manufacturés entre les pays de l'Europe occidentale	125
51.	Exportations de tissus de coton et de laine en provenance de certains pays de l'Europe occidentale	126
52.	Commerce des pays de l'Europe occidentale avec l'Europe orientale	128
53.	Exportations des pays de l'Europe occidentale et des Etats-Unis à destination de l'Europe orientale, par groupes de produits	129
54.	Compte marchandises et services de la balance des paiements de l'Europe	132
55.	Pourcentage des importations des pays européens en provenance des Etats-Unis et du Canada, couvert par des exportations	133
56.	Avoirs en or et en dollars des pays européens	135
57.	Financement du déficit de l'Europe vis-à-vis des pays extra-européens	136
58.	L'aide en dollars et la structure des règlements interrégionaux en dollars	137
59.	Solde du compte marchandises et services de la zone sterling vis-à-vis des Etats-Unis et du Canada ainsi que de l'Europe continentale	140
60.	Compensation et financement des déficits bilatéraux encourus dans les transactions effectuées entre pays de l'Europe occidentale	143
61.	Evolution des soldes de compensation dans le cadre de l'Union européenne de paiements	144
62.	Mouvement des prix entre 1949 et 1951	153

Tableaux

Pages

63. Mouvement des prix des produits textiles 155
64. Gains horaires dans l'industrie 155
65. Dépenses et production en 1950 156
66. Dépenses de l'Etat 158-159
67. Dépenses militaires exprimées en années d'ouvrier de l'industrie 160
68. L'emploi, les salaires moyens et le montant global des salaires dans les secteurs non agricoles de cinq pays d'Europe orientale en 1950 162
69. Taux réel de l'impôt sur le revenu d'un ménage avec deux enfants 168

INDEX DES DIAGRAMMES

Diagrammes

1. Production industrielle mondiale 4
2. Hausse des prix de certains produits en 1950 10
3. Mouvement des taux de fret depuis janvier 1950. 11
4. Comparaison entre la production agricole et la production industrielle de divers pays 48
5. Indices des prix dérivés des importations et des exportations 104
6. A. Commerce de l'Allemagne occidentale avec les pays appartenant à l'U.E.P. 148
   B. Balance commerciale de l'Allemagne occidentale et ses soldes de compensation avec les pays appartenant à l'U.E.P. 148
7. Indices des prix de gros et du coût de la vie 154
8. Production et prix entre 1946 et 1950 165
9. Production industrielle entre 1946 et 1950 166
10. Coût de la vie et gains horaires dans les pays scandinaves, en Finlande et aux Pays-Bas, 1946-1951 . . 178

ANNEXES

Annexe A. — STATISTIQUES SUPPLÉMENTAIRES

Tableaux

I. Indices de la production dans les industries textiles 194
II. Indices de la production dans les industries chimiques 195
III. Indices de la production de matériaux de construction 196
IV. Production de charbon 196
V. Production d'énergie électrique 197
VI. Production d'énergie hydro-électrique et d'énergie thermique 198
VII. Capacité de production d'énergie électrique 199
VIII. Production de pétrole brut et consommation de pétrole brut et de produits pétroliers 200
IX. Consommation d'énergie 201
X. Production de minerai de fer, de fonte et de ferro-alliages, et consommation de ferraille 202
XI. Production d'acier brut 203
XII. Production des principaux produits chimiques dans divers pays 204
XIII. Production d'engrais 205
XIV. Production et consommation de pâte de bois 205
XV. Production de ciment 206
XVI. Production de briques de construction 206
XVII. Flottes marchandes 207
XVIII. Tonnage de navires marchands lancés 208
XIX. Parc de véhicules utilitaires 209
XX. Production d'automobiles 210
XXI. Parc de locomotives de chemins de fer 211

Tableaux — Pages

XXII. Effectif et capacité totale de chargement des wagons . . . 212
XXIII. Nombre de tracteurs en service dans les exploitations agricoles . . . 213
XXIV. Production de tracteurs agricoles . . . 213
XXV. Production en Europe orientale et en U.R.S.S. en 1950 . . . 214-215
XXVI. Revenu national brut et revenu national net, et impôts indirects déduction faite des sommes versées au titre des subventions . . . 216
XXVII. Variations du volume des importations et des exportations des pays européens . . . 217
XXVIII. Composition, par catégories de marchandises, des importations de l'Europe en provenance des Etats-Unis . . . 218
XXIX. Composition, par catégories de marchandises, des exportations de l'Europe à destination des Etats-Unis . . . 219
XXX. Commerce des pays européens avec l'Europe et les régions extra-européennes . . . 220-221
XXXI. Balance des paiements de l'Europe et d'autres régions vis-à-vis des Etats-Unis . . . 222-223
XXXII. Exportations de certains produits de la zone sterling vers les Etats-Unis . . . 224
XXXIII. Indices des prix de gros . . . 225
XXXIV. Indices du coût de la vie . . . 226
XXXV. Gains des salariés dans l'industrie . . . 227

Annexe B. — NOTES RELATIVES AUX SOURCES ET MÉTHODES

I. Observations générales . . . 229

II. Indices de la production industrielle (Tableaux 9, 19, 21, I, II et III) . . . 229
1. Observations générales . . . 229
2. Sources des indices généraux (Tableau 9) . . . 231
3. Sources des indices des industries particulières (Tableaux 19, 21, I, II et III) . . . 234
Industrie mécanique (Tableau 19) . . . 234
Bâtiment (Tableau 21) . . . 235
Textiles (Tableau I) . . . 236
Industrie chimique (Tableau II) . . . 237
Matériaux de construction (Tableau III) . . . 238
4. Indices « européens » combinés . . . 239
5. Production industrielle mondiale (Diagrammes 1A et 1B) . . . 241

III. L'emploi (Tableaux 11 et 26) . . . 241
1. Observations générales . . . 241
2. Sources et Notes . . . 242
3. Coefficients de pondération . . . 244
4. Production par ouvrier dans l'industrie (Tableau 26) . . . 245

IV. Production et consommation des principaux produits (Tableaux 12, 16, 18, 22, 27-29, 32, 33, 47, IV-XVI, XX, XXIV et XXV) . . . 245
1. Observations générales . . . 245
2. Sources et Notes . . . 246
Production d'acier brut et d'acier fini et consommation d'acier fini (Tableaux 28 et XI) . . . 246
Production de minerai de fer, de fonte et de ferro-alliages et consommation de ferraille (Tableau X) . . . 246
Production et consommation de houille et de lignite (Tableaux 27 et IV) . . . 247
Production d'énergie électrique (Tableaux V et VI) . . . 248
Production de pétrole brut et consommation de pétrole brut et de produits pétroliers (Tableau VIII) . . . 248

Pages

Consommation totale d'énergie (Tableau IX) 249
Production des produits chimiques de base (Tableau XII) 249
Production et consommation de soufre en Europe occidentale (Tableau 32) et disponibilités des Etats-Unis en soufre (Tableau 33) 251
Production d'engrais (Tableau XIII) 251
Production de filés de coton, de filés de laine, de filés de rayonne et de fibranne (Tableau 18) . 252
Production et consommation de pâte de bois (Tableau XIV) 254
Production et consommation de sciages tendres (résineux) (Tableau 29) 254
Production de ciment (Tableau XV) 254
Production de briques de construction (Tableau XVI) 255
Construction de logements (Tableau 22) 255
Production d'automobiles (Tableau XX) 256
Production de tracteurs (Tableau XXIV) 256
Production de viande et de lait (Tableau 16) 257
Consommation de denrées alimentaires par habitant dans les zones occidentales d'Allemagne et au Royaume-Uni (Tableau 47) 258

3. La production industrielle de l'U.R.S.S. et de l'Europe orientale (Tableaux 12 et XXV) 258
La production industrielle de l'U.R.S.S. (Tableau 12) 258
Indices (1949 = 100) de la production de l'Europe orientale et de l'U.R.S.S. en 1950 (Tableau XXV) 260

V. Indices de la production agricole (Tableau 14) 260

VI. Données et calculs spéciaux relatifs aux matières premières (Tableaux 1, 2, 30, 31, 34-37, et Chapitre 1, pages 16 et 17, et Chapitre 3, page 95) 261

1. La production industrielle et les disponibilités en matières premières industrielles (Tableaux 1 et 2) 261
a) La production et les disponibilités dans le monde (Tableau 1) 261
b) La production et les disponibilités industrielles dans divers pays (Tableau 2) 262
2. Augmentation probable des recettes provenant des exportations des pays extra-européens producteurs de matières premières (voir le texte, pages 16 et 17 du Chapitre 1) 263
3. Production, consommation et stocks de certaines matières premières (Tableaux 30, 31, 34-37) . . 264
a) Production et consommation des métaux non ferreux dans le monde (Tableaux 30 et 31, et texte de la page 95 du Chapitre 3) 264
b) Production et consommation de coton brut, de laine brute et de caoutchouc dans le monde (Tableaux 34-36) 265
c) Stocks identifiables de certaines matières premières (Tableau 37) 266

VII. Effectif du cheptel, capacité de production d'énergie électrique et stocks de divers biens d'équipement (Tableaux 13, 15, VII, XIX et XXI-XXIII) 266
Etat numérique du cheptel en U.R.S.S. (Tableau 13) 266
Effectif du cheptel bovin et porcin (Tableau 15) 267
Capacité de production d'énergie électrique (Tableau VII) 267
Parc de véhicules utilitaires (Tableau XIX) 267
Parc de locomotives de chemins de fer et effectif et capacité des wagons de chemins de fer (Tableaux XXI et XXII) 267
Nombre de tracteurs en service dans les exploitations agricoles (Tableau XXIII) 268

VIII. Le revenu national et les investissements (Tableaux 23-25, 65 et XXVI) 268

1. Revenu national brut et revenu national net, et impôts indirects déduction faite des sommes versées au titre des subventions (Tableau XXVI) 268
2. Investissement brut en capital fixe (Tableaux 23-25) 268
3. Le volume réel des dépenses et de la production en 1950 (Tableau 65) 270
4. Sources et Notes 270

IX. Traitements et salaires (Tableaux 64, 68, XXXV, et Diagramme 10) 275

1. Salaires horaires dans l'industrie (Tableaux 64 et XXXV, et Diagramme 10) 275
2. L'emploi, les salaires moyens et le bordereau global des salaires dans les secteurs non agricoles des pays d'Europe orientale en 1950 (Tableau 68) 276

Pages

X. Le commerce international (Tableaux 4, 7, 43-46, 48-53, XXVII et XXX) 277
1. Le commerce des pays européens, en prix courants (Tableaux 43 et XXX) 277
2. Indices du volume des importations et des exportations (Tableau XXVII) 278
3. Mouvements trimestriels de la valeur, du volume et des prix dérivés du commerce international (Tableau 4) 280
4. Exportations en provenance de l'Europe, des Etats-Unis, du Japon et de l'Inde, à destination de l'Europe et des pays extra-européens, réparties en dix groupes principaux de produits (Tableau 7, Tableau du texte [page 22], Tableaux 48-50, Tableau 53) 282
5. Commerce des pays européens en prix constants et en prix courants (Tableau 43) 285
6. Importations de denrées alimentaires et de matières premières industrielles dans les pays de l'Europe occidentale (Tableau 44-46) 286
7. Commerce des pays de l'Europe occidentale avec l'Europe orientale (Tableau 52) 287

XI. Les prix et le taux d'échange (Tableaux 3, 39, 40-42, 62, 63, XXXIII, XXXIV, et Diagrammes 2, 5 et 7) 287
1. Les indices des prix dérivés et le taux d'échange (Tableaux 40-42, 62, et Diagramme 5) 287
2. Les indices des prix de gros et du coût de la vie (Tableaux 62, XXXIII, XXXIV, et Diagramme 7) 288
3. Les prix de certains produits particuliers (Tableaux 39, 63, et Diagramme 2) 289
4. Prix en dollars des articles manufacturés, des denrées alimentaires et des matières premières dans le commerce mondial (Tableau 3) 290

XII. Les balances de paiements (Tableaux 5, 6, 54, 56-59 et XXXI) 290
1. Réseau de corrélation des soldes des comptes des paiements courants (Tableau 5) 290
2. Solde du compte marchandises et services des pays producteurs de matières premières vis-à-vis de l'Europe et de l'Amérique du Nord, et modes de financement (Tableau 6) 291
3. Balance des paiements de l'Europe et d'autres régions vis-à-vis des Etats-Unis (Tableau XXXI) et l'aide en dollars et la structure des règlements interrégionaux en dollars (Tableau 58) . . . 292
4. La balance des paiements de l'Europe (Tableaux 54, 57 et 59) 292
5. Solde du compte marchandises et services de la zone sterling vis-à-vis des Etats-Unis et du Canada ainsi que de l'Europe continentale (Tableau 59) 293

XIII. Les dépenses publiques et les impôts (Tableaux 66, 67 et 69) 294
1. Dépenses publiques globales et dépenses militaires (Tableau 66) 294
2. Les dépenses militaires exprimées en années-ouvrier de l'industrie (Tableau 67) 295
3. Taux réel de l'impôt sur le revenu d'un ménage avec deux enfants (Tableau 69) 297

Tableaux de l'Annexe B

A. Champ des indices généraux de la production industrielle 232
B. Coefficients de pondération utilisés pour combiner les indices nationaux de la production de l'industrie . 240
C. Champ des indices de l'emploi (1948) 241
D. Coefficients de pondération utilisés pour combiner les indices nationaux de l'emploi dans l'industrie . . 244
E. Indices du coût de l'investissement 269
F. Coût annuel du salaire d'un ouvrier de l'industrie 296

ÉTUDE SUR LA
SITUATION ÉCONOMIQUE
DE L'EUROPE EN 1950

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Les signes ci-après ont été employés dans l'ensemble de la présente ETUDE :

.. = chiffre non disponible
— = zéro ou quantité négligeable.

Lorsqu'il est fait mention de groupes d'années, la barre oblique qui réunit celles-ci, par exemple 1948/49, signifie qu'il s'agit d'une période de douze mois allant par exemple du 1er juillet 1948 au 30 juin 1949. L'usage du trait d'union — par exemple 1947-1949 — signifie qu'il s'agit d'une moyenne afférente à la période entière s'étendant sur les années civiles indiquées (y compris les années initiale et finale).

Sauf indication contraire, l'unité de poids utilisée est la tonne métrique. De légères divergences dans les totaux et les pourcentages s'expliquent par le fait que les chiffres ont été arrondis.

D'une façon générale, tous les renseignements reçus jusqu'au 20 avril 1951 ont été incorporés à l'ETUDE.

Chapitre 1

LA MODIFICATION DU CLIMAT ÉCONOMIQUE EN 1950

La cinquième année de l'après-guerre a été caractérisée par un progrès soutenu et, à certains égards, inattendu de la production européenne. Dans l'ensemble de l'Europe, la production de l'industrie a encore augmenté de 14 % par rapport à 1949, et cela en grande partie grâce à une avance persistante de la productivité. La production agricole, elle aussi, a augmenté en Europe, mais — comme au cours des années précédentes de l'après-guerre — pas dans les mêmes proportions que la production industrielle. Les investissements sont demeurés très actifs, et la plupart des pays ont continué à consacrer à l'intensification du développement de leur capacité de production une part beaucoup plus considérable de leurs ressources totales qu'avant la guerre. Le fait que, dans la plupart des pays, le progrès a continué d'être considérable semble à la fois confirmer que l'Europe est capable de se développer économiquement et, à la différence de ce qui s'est produit pour certaines périodes antérieures, montrer quels résultats on peut atteindre quand les investissements sont actifs et le plein emploi maintenu.

L'accroissement de la production est allé de pair avec une augmentation impressionnante et assez générale des échanges commerciaux entre les pays d'Europe. La principale exception à cette augmentation, c'est le commerce entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale qui est demeuré faible et qui est appelé, semble-t-il, à s'amenuiser encore. A l'intérieur de chacune de ces deux régions, cependant, les échanges ont continué à s'intensifier. Les importations européennes en provenance des pays extra-européens ont légèrement diminué et l'Europe est devenue, par rapport aux années précédentes de l'après-guerre, encore moins tributaire de l'Amérique du Nord pour ses approvisionnements, tandis que le volume de ses exportations à destination des régions d'outre-mer a augmenté fortement. Le problème du dollar, qui paraissait encore si difficile à résoudre un an plus tôt, semble être désormais en voie de solution. Les réserves en or et en devises sur lesquelles est gagée la livre sterling ont beaucoup augmenté, ce qui a entraîné à la fin de l'année la suspension de l'aide accordée au Royaume-Uni au titre du plan Marshall ; les avoirs en or et en dollars d'un certain nombre d'autres pays d'Europe se sont également accrus.

Si l'Europe a pu améliorer sa situation vis-à-vis de l'étranger, c'est, bien entendu, grâce à l'augmentation de sa capacité d'exportation liée à l'augmentation de la production ; cette amélioration a été facilitée par les ajustements monétaires effectués vers la fin de 1949 pour supprimer les désavantages de prix qui, à l'époque, semblaient compromettre la reprise des exportations. Il est évident, cependant, que l'une des causes essentielles du progrès des exportations, en 1950, a été la vive accélération du rythme de l'activité économique et l'intensification de la demande provenant des pays extra-européens. Au cours de cette année, et en particulier depuis le début de la guerre de Corée, la vie économique européenne a subi de plus en plus la répercussion des événements extérieurs, à mesure que les données de l'économie mondiale se modifiaient de fond en comble par rapport à l'année précédente. Il est donc indispensable, si l'on veut pousser plus avant l'étude des problèmes et des perspectives de l'économie des pays européens, de rechercher d'abord quelles sont la nature et l'étendue des modifications intervenues dans l'ensemble de l'économie mondiale.

1. La production mondiale et les prix

L'accroissement de la production industrielle

Contrairement à l'année 1949, où les progrès avaient été relativement faibles, la production industrielle mondiale a augmenté en 1950 d'environ 13 % : c'est là un accroissement supérieur à n'importe lequel de ceux qui ont marqué les années précédentes de l'après-

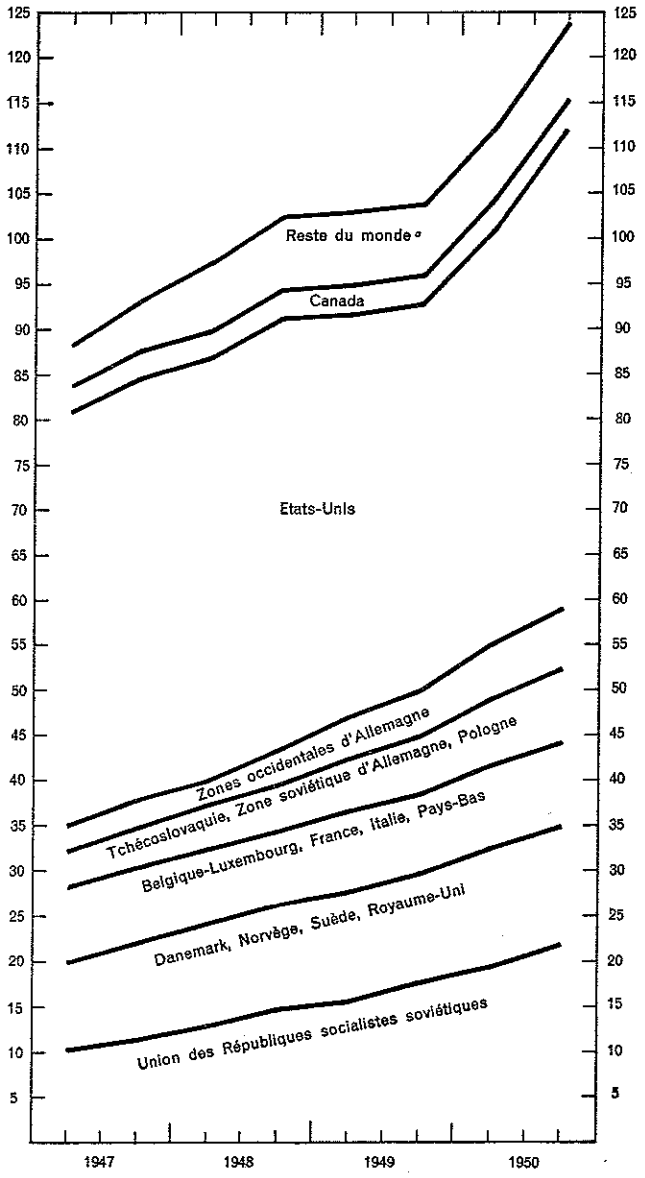
guerre, au cours desquelles pourtant maints pays avaient réalisé une avance rapide à mesure que leur capacité de production était remise en état, et c'est aussi un accroissement à peu près aussi grand que n'importe lequel de ceux qu'a connus précédemment la production industrielle mondiale d'une année à l'autre [1]. Comme il ressort des Diagrammes 1A et 1B,

[1] Le seul cas où un bond d'une amplitude comparable ait été constaté auparavant en temps de paix semble avoir été celui de 1936, où la production industrielle dans l'ensemble du monde avait augmenté de 15% par rapport à 1935, du fait du prompt relèvement du niveau extrêmement bas où cette production était tombée pendant la crise, notamment en Amérique du Nord et en Allemagne. Voir *La production mondiale et les prix 1938/39*, Société des Nations, pp. 43 et 111.

Diagramme 1

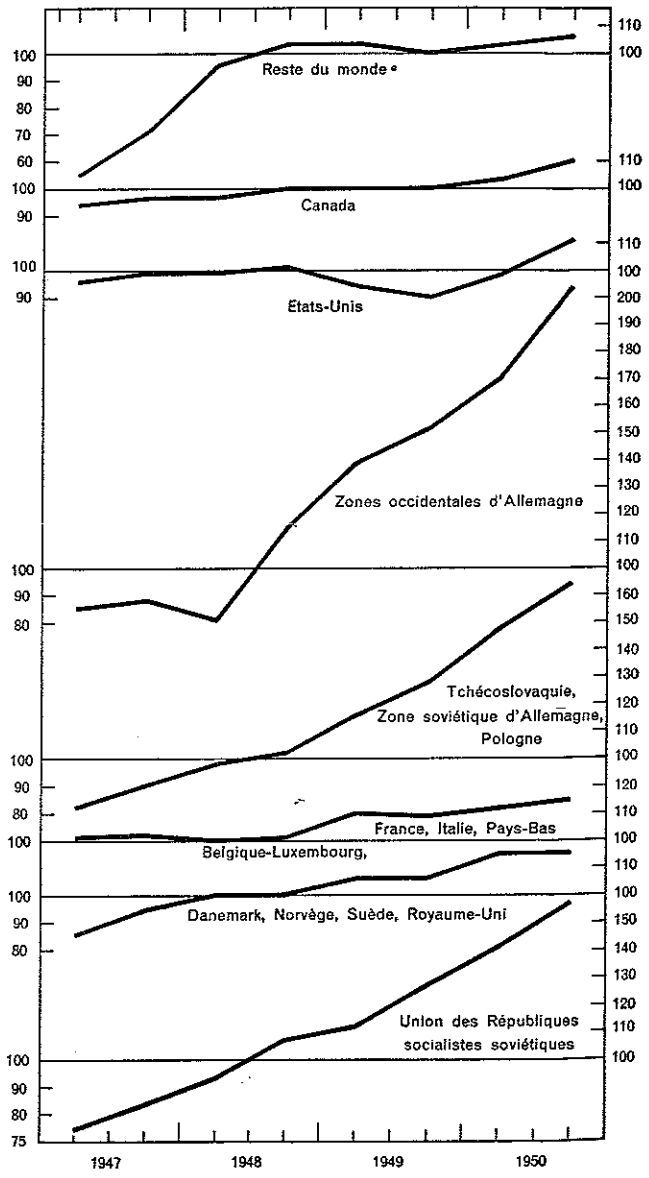
PRODUCTION INDUSTRIELLE MONDIALE

A. Contributions des différents pays ou des régions (Indice cumulatif) *(Total mondial de 1948 = 100)*



Sources et méthodes : Voir Annexe B.

B. Nombres-indices pour les différents pays ou les régions *(1948 = 100)*



a La catégorie « Reste du monde » comprend également les pays européens qui ne sont pas expressément désignés ailleurs dans ce diagramme.

l'extraordinaire amplitude de cette augmentation est le résultat de l'action conjuguée — en partie par pure coïncidence — de trois circonstances principales, à savoir : la persistance d'un développement économique assez rapide et soutenu dans un certain nombre de pays, parmi lesquels l'Union soviétique et le Royaume-Uni sont ceux qui comptent le plus ; le relèvement économique marqué de l'Allemagne occidentale ; et une reprise cyclique sensible aux Etats-Unis après la récession de 1949.

En Allemagne occidentale [1], la production, qui avait tardé à se relever et qui, pendant un certain temps, semblait appelée à ne pas dépasser les faibles chiffres du lendemain de la guerre, a progressé rapidement en 1950, et, vers la fin de l'année, son volume atteignait un chiffre supérieur à celui de 1938. Pour l'ensemble de l'année 1950, la production industrielle de l'Allemagne occidentale a dépassé celle de 1949 de plus d'un quart. L'évolution a été analogue au Japon, mais, dans ce dernier pays, le relèvement a été moins rapide et le niveau de la production est demeuré sensiblement inférieur à ce qu'il était avant la guerre.

[1] Dans la présente *Etude*, le terme « Allemagne occidentale » s'entend généralement des trois zones occidentales d'occupation. Sauf indication contraire, il n'est tenu compte des secteurs occidentaux de Berlin que dans les passages qui traitent des échanges commerciaux et des paiements.

Cependant, c'est évidemment la vive reprise économique aux Etats-Unis qui explique surtout l'évolution de la production industrielle mondiale en 1950 par rapport à 1949, ainsi que la modification très nette du climat économique général au cours de cette brève période. La production industrielle des Etats-Unis avait déjà commencé, vers la fin de l'année 1949, à se remettre de la récession survenue antérieurement au cours de l'année et son augmentation a atteint 20% en 1950. Bien que l'accroissement de la moyenne de la production pour l'année n'ait pas été très différent de celui qui a été enregistré dans le monde entier, le développement de la production industrielle des Etats-Unis ne représente pas moins de 40% de l'augmentation globale ; cet accroissement de production a été supérieur, en chiffres absolus, à celui de la totalité des territoires européens en dehors de l'U.S.S.R.

L'insuffisance de la production de matières premières

Les preuves abondent du fait que cette rapide expansion de la production industrielle mondiale en 1950 n'a pas été soutenue dans une mesure suffisante par une augmentation de la production des matières premières. Le Tableau 1, qui donne un indice d'ensemble de la production mondiale des principales matières premières industrielles comparée au mouve-

Tableau 1

LE MOUVEMENT DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE MONDIALE [a] COMPARÉ A CELUI DE LA PRODUCTION DE MATIÈRES PREMIÈRES INDUSTRIELLES

Indices — 1946-1950 = 100

Secteur de l'industrie	1946	1947	1948	1949	1950
Total					
Production industrielle [b]	85	94	102	103	116
Production de matières premières [c]	82	96	106	108	108
Textiles					
Production de tissus de coton et de laine	89	96	104	100	111
Production de filés de coton et de laine	91	95	100	100	113
Production de fibres de coton et de laine	86	95	106	112	101
Métallurgie et constructions mécaniques					
Production de l'industrie des constructions mécaniques	86	97	103	100	114
Production de métaux	75	95	105	106	119
Production de minerais métallifères	79	95	106	105	115

Sources et méthodes : voir Annexe B.

[a] Non compris l'U.R.S.S.

[b] Y compris les industries extractives et d'autres industries manufacturières, ainsi que l'industrie textile, la métallurgie et les constructions mécaniques.

[c] Séries pondérées pour les minerais de fer, de cuivre, de plomb, de zinc, d'étain, ainsi que pour la bauxite, le caoutchouc naturel, le caoutchouc synthétique, le soufre, le coton, la laine, le bois et la pâte de bois. Voir Annexe B.

ment de la production industrielle dans le monde [1], semble montrer qu'en 1950, les matières premières ont été livrées à l'appareil de production beaucoup plus lentement que les produits finis ne sortaient des usines [2]. Il n'y avait là, en partie, qu'un simple renversement de la tendance opposée des années précédentes : au lendemain de la guerre, de nombreux pays se trouvaient dans la nécessité de reconstituer leur équipement, de sorte que la production de certaines matières premières a eu tendance à croître plus vite que la consommation réelle de l'industrie et, à cause du ralentissement de la production industrielle mondiale en 1949, on pouvait croire qu'il y avait une trop grande accumulation de stocks. Néanmoins, l'écart sensible existant entre les deux séries en 1950 montre nettement qu'il faudra absolument que la production mondiale de matières premières augmente sensiblement, non seulement pour permettre à la production des produits finis de se développer davantage, mais probablement aussi pour que celle-ci puisse se maintenir à son niveau actuel [3].

Les données figurant au Tableau 1 montrent également que c'est dans le cas des fibres textiles naturelles, c'est-à-dire du coton et de la laine, que l'écart entre la production et la consommation des matières premières en 1950 a été le plus accentué. La brusque diminution de la production de ces fibres a pour cause principale la réduction de la récolte américaine de coton en 1950, réduction qui s'explique surtout par une limitation de la superficie cultivée. L'augmentation concomitante de la demande mondiale de textiles de coton a eu pour effet de diminuer d'environ 5 millions de balles les stocks de coton constitués aux Etats-Unis par l'Etat au cours des années précédentes, pendant lesquelles la production avait dépassé la demande. Pour la laine, la production mondiale, depuis la guerre, s'est maintenue à un niveau assez constant, mais sensiblement inférieur à celui de la consommation courante des industries textiles [4], le déficit étant comblé par des prélèvements sur les stocks considérables constitués pendant les hostilités par les Etats et par les exportateurs [5]. Ces stocks se sont trouvés pratiquement épuisés en 1950 du fait de la nouvelle augmentation de la production mondiale de filés et de tissus de laine.

La différence dans la courbe des nombres-indices semble être moins accusée dans le cas des métaux que dans celui des textiles. Pendant toute la durée de la période d'après guerre, la production mondiale des minerais métallifères, ferreux et non ferreux, a crû rapidement, en ayant tendance à être excessive en 1948 et 1949 et insuffisante en 1950. Mais si l'on met en parallèle l'évolution de la production de minerais métallifères et celle de la production de la métallurgie et des constructions mécaniques, on risque de sous-estimer la gravité de la situation créée en 1950. Cela vient du fait que, comme dans le cas de la laine, il existait à la fin des hostilités d'importantes réserves de matières premières — lesquelles prenaient en l'occurrence la forme de ferraille — et qui ont servi à satisfaire pour une bonne part les besoins des industries qui produisent ou consomment des métaux, notamment ceux de la sidérurgie [6]. Ces quantités

[1] Les données concernent la production du monde entier à l'exclusion de l'Union soviétique, car les renseignements sur la production des matières premières dans ce dernier pays ne permettent pas de les faire entrer dans les totaux mondiaux. On est fondé à croire, cependant, que ce fait ne compromet pas gravement la comparabilité des deux séries pour le reste du monde, car le commerce extérieur net de l'Union soviétique, en fait de matières premières, semble faible au regard du total des disponibilités mondiales.

[2] Aux fins de cette comparaison, l'indice de la production industrielle devrait en principe ne porter que sur les seules industries manufacturières et ne pas tenir compte des industries extractives (puisque les minerais métallifères sont compris dans les matières premières, tandis que le charbon et les autres combustibles en sont complètement exclus), mais on n'a pas pu mettre à part les industries extractives faute de disposer de détails suffisants au sujet des éléments constitutifs des séries statistiques de la production industrielle pour certains pays. Cependant, comme la production des industries extractives en général a augmenté plus lentement que celle des industries manufacturières, des indices corrigés accuseraient un écart encore plus important.

[3] Cette conclusion semble corroborée par l'amplitude de l'écart constaté en 1950, bien que la production des industries manufacturières ait tendance à la longue à croître plus vite que n'augmentent les livraisons de matières premières. Cette tendance à longue échéance est due à plusieurs raisons dont les principales sont : la fabrication de produits finis plus complexes dans le prix de revient desquels le coût des matières premières a moins d'importance par rapport au coût de la main-d'œuvre et au coût en capital ; les économies réalisées dans l'emploi des matières premières grâce aux perfectionnements techniques ; enfin l'utilisation de plus en plus répandue de matières premières synthétiques.

[4] Lorsqu'on interprète les données figurant aux Tableaux 1 et 2 et que l'on compare ces résultats avec les renseignements relatifs aux stocks en chiffres absolus qui figurent ailleurs dans la présente ETUDE (au Tableau 37, par exemple), il ne faut jamais perdre de vue qu'une divergence entre les indices de production et les indices des disponibilités peut indiquer une modification du *taux de variation* des stocks ou une production en cours dans les usines.

[5] Voir le Tableau 37.

[6] Il n'est pas possible, du point de vue statistique, de distinguer entre la ferraille provenant de la guerre et les autres sortes de « vieux fers » (c'est-à-dire la ferraille autre que les chutes des industries sidérurgiques et des industries consommatrices d'acier), mais la tendance de la consommation totale de vieux fers est significative. Cette consommation, d'après les évaluations de la Division de l'Energie électrique et de l'Acier de la Commission économique pour l'Europe, a passé en Europe occidentale d'environ 8 millions de tonnes en 1936-38 à 14,5 millions de tonnes en 1949 et à 16,5 millions de tonnes en 1950.

exceptionnelles de ferraille provenant de la guerre ont été presque épuisées au cours des dernières années, et en 1950 les chantiers de ferraille eux-mêmes se trouvaient sérieusement démunis dans la plupart des pays d'Europe. Il semble donc évident qu'à l'avenir les industries consommatrices devront recourir aux minerais naturels dans une mesure plus grande qu'elles ne l'ont fait ces derniers temps.

Parmi les matières premières qui entrent dans le calcul de l'indice global du Tableau 1 — mais non dans les indices partiels qui figurent dans ledit tableau —, le soufre, qui joue un rôle essentiel dans de nombreux secteurs de la production industrielle, semble constituer le plus important des cas où l'incapacité de la production de se tenir au niveau des besoins de la consommation risque d'avoir des répercussions très graves.

La divergence que l'on constate entre la tendance de l'offre de matières premières et la tendance de l'activité industrielle en 1950 semble être un phénomène commun à la plupart des pays. On pourra se faire une idée de ces deux tendances respectives dans les divers grands pays d'Europe occidentale ainsi qu'aux Etats-Unis d'après le Tableau 2, qui donne les résultats de calculs relatifs au mouvement des disponibilités en matières premières en fonction de la consommation normale de l'industrie. Ces données n'indiquent pas le chiffre absolu des disponibilités en matières premières ni celui de la consommation de ces matières, pas plus qu'elles n'expriment les variations absolues des stocks — car on ne possède pas de renseignements suffisamment complets à ce sujet — mais les modifications de chaque tendance au cours des deux dernières années ressortent assez clairement de l'évolution du rapport de l'indice des disponibilités à l'indice de l'activité industrielle pour chacun des pays énumérés. Une modification des rapports enregistrés au Tableau 2 est considérée comme indicative d'une modification correspondante du taux d'accroissement des stocks de matières premières ou d'articles semi-manufacturés, qui constitue probablement le facteur prédominant pendant de brèves périodes de temps, bien que ces rapports puissent aussi subir l'influence des modifications survenues dans la composition de la production industrielle, ainsi que des modifications de la quantité moyenne de matières premières consommées par unité de production [1]. Il convient d'ajouter que, pour chacun des pays européens sur lesquels porte la comparaison, les modifications sont imputables principalement aux variations du taux des importations, car ces pays sont fortement tributaires des livraisons de matières premières provenant de sources extérieures et leurs importations ont tendance à accuser des fluctuations d'une amplitude supérieure à celles des approvisionnements d'origine intérieure ou à celles de l'activité de l'industrie.

La plus importante des modifications qui ressortent du Tableau 2 est celle que l'on enregistre dans la situation du Royaume-Uni. Il semble qu'il y ait eu dans ce pays, au deuxième et au troisième trimestre de 1949, une tendance à la constitution de stocks, qui peut avoir été, pour une part, d'ordre saisonnier mais qui peut aussi fort bien avoir été due au fait que l'on importait davantage en prévision de la dévaluation. Depuis lors, c'est une tendance en sens opposé qui s'est fait jour, le chiffre des approvisionnements par rapport à l'activité industrielle ayant accusé au quatrième trimestre de 1950 une diminution très nette. C'est ce que corrobore la déclaration du Chancelier de l'Echiquier indiquant que le total des stocks de matières premières, à l'exclusion du pétrole, a diminué pendant cette année de 40 millions de livres sterling aux prix de la fin de 1950.

En France, comme en Italie, le mouvement des approvisionnements a été également très faible au regard de l'accroissement de la production industrielle vers la fin de l'année, bien qu'en France les résultats de l'ensemble de l'année soient dominés par les livraisons exceptionnellement fortes du premier trimestre.

En Allemagne occidentale, l'évolution a été assez différente. Alors que, pour l'ensemble de l'année 1950, l'augmentation des approvisionnements est demeurée, par comparaison avec l'année précédente, en retard sur les progrès de l'activité industrielle, la situation s'est brusquement modifiée au quatrième trimestre, les importations ayant alors progressé plus vite encore que la production industrielle.

Si l'on compare les chiffres de l'Allemagne occidentale, de la France et de l'Italie, avec ceux du Royaume-Uni, il ne faut pas perdre de vue que les principales divergences qui ont été constatées pour l'ensemble du monde entre la production et la consommation des matières premières semblent être celles qui concernent le coton et la laine, comme il ressort du Tableau 1, et que c'est surtout dans les pays d'outre-mer et au Royaume-Uni que les stocks de ces produits ont baissé. On peut se rendre compte de l'importance de la diminution des stocks de coton aux Etats-Unis en compa-

[1] On trouvera dans les notes du Tableau 2 et à l'Annexe B des précisions sur ces données.

Tableau 2

LES DISPONIBILITÉS EN MATIÈRES PREMIÈRES INDUSTRIELLES (A L'EXCLUSION DES COMBUSTIBLES) COMPARÉES A L'ACTIVITÉ DE L'INDUSTRIE [a]

Indices — 1949 = 100

	Période	Etats-Unis		Royaume-Uni	Allemagne occidentale	France	Italie [c]
		coton compris	coton non compris [b]				
	1949						
Disponibilités en matières premières	Premier trimestre	88	89	89	87	99	116
	Deuxième trimestre	101	107	111	108	113	104
	Troisième trimestre	112	104	113	100	97	95
	Quatrième trimestre	99	100	87	105	90	85
	1950						
	Premier trimestre	99	104	91	111	120	120
	Deuxième trimestre	118	128	108	115	101	98
	Troisième trimestre	126	144	99	119	89	120
	Quatrième trimestre	114	130	92	152	90	102
	1949						
Activité de l'industrie	Premier trimestre	106	106	99	89	101	95
	Deuxième trimestre	96	97	100	99	107	101
	Troisième trimestre	97	97	96	103	91	98
	Quatrième trimestre	101	100	105	109	100	106
	1950						
	Premier trimestre	109	108	108	106	98	107
	Deuxième trimestre	116	116	110	123	103	114
	Troisième trimestre	122	122	106	137	91	110
	Quatrième trimestre	127	127	116	148	109	125
	1949						
	Premier trimestre	*83*	*84*	*90*	*98*	*98*	*122*
	Deuxième trimestre	*105*	*110*	*111*	*109*	*106*	*103*
	Troisième trimestre	*115*	*107*	*118*	*97*	*106*	*97*
	Quatrième trimestre	*98*	*100*	*83*	*96*	*90*	*79*
Rapport Disponibilités / Activité	Moyenne annuelle	*100*	*100*	*100*	*100*	*100*	*100*
	1950						
	Premier trimestre	*91*	*96*	*84*	*105*	*122*	*112*
	Deuxième trimestre	*102*	*110*	*98*	*93*	*98*	*86*
	Troisième trimestre	*103*	*118*	*93*	*87*	*98*	*109*
	Quatrième trimestre	*90*	*102*	*79*	*103*	*83*	*82*
	Moyenne annuelle	*97*	*107*	*88*	*97*	*100*	*97*

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

[a] Les indices des disponibilités en matières premières expriment les modifications de la valeur, en prix constants de 1949, de la production globale d'un pays, augmentée des importations et diminuée des exportations des principales matières premières industrielles à l'exclusion des combustibles. Pour établir les indices de l'activité de l'industrie, on s'est servi des indices officiels de la production et on a procédé à une nouvelle pondération des séries industrielles constitutives de ces indices, en tenant compte de la valeur relative, établie par évaluation, de la quantité de matières premières, entrant dans les indices des disponibilités, qui a été consommée par l'industrie.

[b] Le coton brut n'entre pas dans le calcul de l'indice des disponibilités, et les industries manufacturières du coton n'entrent pas non plus dans l'indice de l'activité industrielle.

[c] Importations seulement.

rant les deux jeux de séries statistiques concernant ce pays, dont l'un comprend et l'autre exclut le coton. On remarquera qu'en dehors du coton, la tendance, en 1950 et notamment au troisième trimestre de cette année-là, s'est orientée dans le sens de la constitution de stocks importants. Comme les stocks de matières premières détenus par les particuliers ont, semble-t-il, diminué pratiquement dans tous les cas pour lesquels on dispose de renseignements [1], il y a lieu de penser que cette tendance est le résultat des opérations effectuées dans le cadre des programmes de stockage d'Etat qui avaient été entrepris très peu de temps après la guerre à titre de mesure de précaution, mais dont l'exécution n'avait pas été vigoureusement poussée au cours des années précédentes. Après le début des hostilités en Corée, la constitution des stocks s'est poursuivie à un rythme fortement accéléré et, comme on le verra au Chapitre 3, elle a constitué un facteur d'importance primordiale sur le marché d'un grand nombre des principales matières premières.

Le bouleversement de la structure des prix

L'incapacité où a été la production des matières premières de se maintenir au niveau des besoins de la consommation de l'industrie en 1950 a conduit à une forte hausse des prix des produits de base. Cependant, la hausse des prix d'un grand nombre de matières premières, survenue au cours de l'année, coïncidant avec un mouvement de hausse du niveau général des prix et avec un bouleversement de la structure des prix, a été beaucoup plus brutale que ne saurait l'expliquer la rupture de l'équilibre fondamental entre la production et la consommation. Cette hausse a été due pour une bonne part à de puissantes forces d'ordre politique qui ont agi sur le volume et sur l'urgence de la demande sur le marché mondial. Au nombre de ces forces, les plus importantes sont les demandes supplémentaires provoquées par l'accélération du stockage stratégique aux Etats-Unis de produits de base dont il y a pénurie ou dont les sources risquent de devenir inaccessibles en temps de guerre, ainsi que le brusque renversement d'attitude de la spéculation. Malgré l'écart entre l'offre et la demande de matières premières au cours de l'année, on escomptait encore généralement au début de 1950 que les prix allaient baisser. Mais, vers la fin de cette année, la spéculation s'est fortement intensifiée et une demande générale de caractère inflationniste s'est manifestée en raison des augmentations, escomptées plutôt que réelles, des dépenses militaires. Sous l'action de ces demandes anormales, il s'est produit entre les prix des divers produits de base d'amples écarts qui étaient sans rapport avec le degré plus ou moins grand de pénurie de ces produits. Le caoutchouc et l'étain fournissent des exemples typiques des cas où la production courante et la production escomptée semblent suffisantes, ou plus que suffisantes, pour répondre aux besoins de la consommation et où cependant la hausse des prix a été particulièrement forte.

La brusque augmentation des prix et l'écart très accentué que l'on constate entre les divers mouvements des prix sont illustrés graphiquement par le Diagramme 2. Il y a lieu de noter que, dans la plupart des cas, les données concernent les prix pratiqués dans les principaux pays producteurs et qu'elles peuvent par suite (notamment dans le cas des produits habituellement transportés par *tramps*) ne pas correspondre entièrement à la hausse des prix de produits rendus dans les pays importateurs. Comme le montre le Diagramme 3, l'insuffisance de moyens de transports maritimes qui s'est manifestée dans le monde entier à la fin de 1950 a entraîné une très forte augmentation des taux de fret.

Les variations de prix qu'enregistrent les diagrammes ont évolué différemment, non seulement selon les produits, mais aussi, dans le cas des mêmes produits ou de produits analogues, selon les marchés. Au Brésil, le prix du coton a accusé une hausse beaucoup plus forte qu'aux Etats-Unis, bien que ces deux pays produisent les mêmes variétés. La pénurie de ferraille a entraîné une forte augmentation du prix de cette marchandise aux Etats-Unis, mais non pas au Royaume-Uni, ni en France où le prix en est contrôlé ou dirigé. De même le prix des produits en acier au Royaume-Uni n'avait guère changé à la fin de l'année, tandis que les prix, beaucoup plus élastiques, des exportations belges ont augmenté de plus de 100% au cours de l'année 1950. Le prix du papier-journal a augmenté en France beaucoup plus qu'en Amérique du Nord en raison de la situation particulièrement difficile où se trouve la France pour l'achat du papier-journal et de la pâte de bois.

D'une façon générale, il apparaît clairement que les prix des matières premières industrielles, notamment ceux du caoutchouc, des métaux non ferreux et des fibres textiles ont augmenté beaucoup plus que les prix des denrées alimentaires ou des articles manufacturés.

[1] Voir le Tableau 37.

Diagramme 2

HAUSSE DES PRIX DE CERTAINS PRODUITS EN 1950

Indices — Décembre 1950 (décembre 1949 = 100)

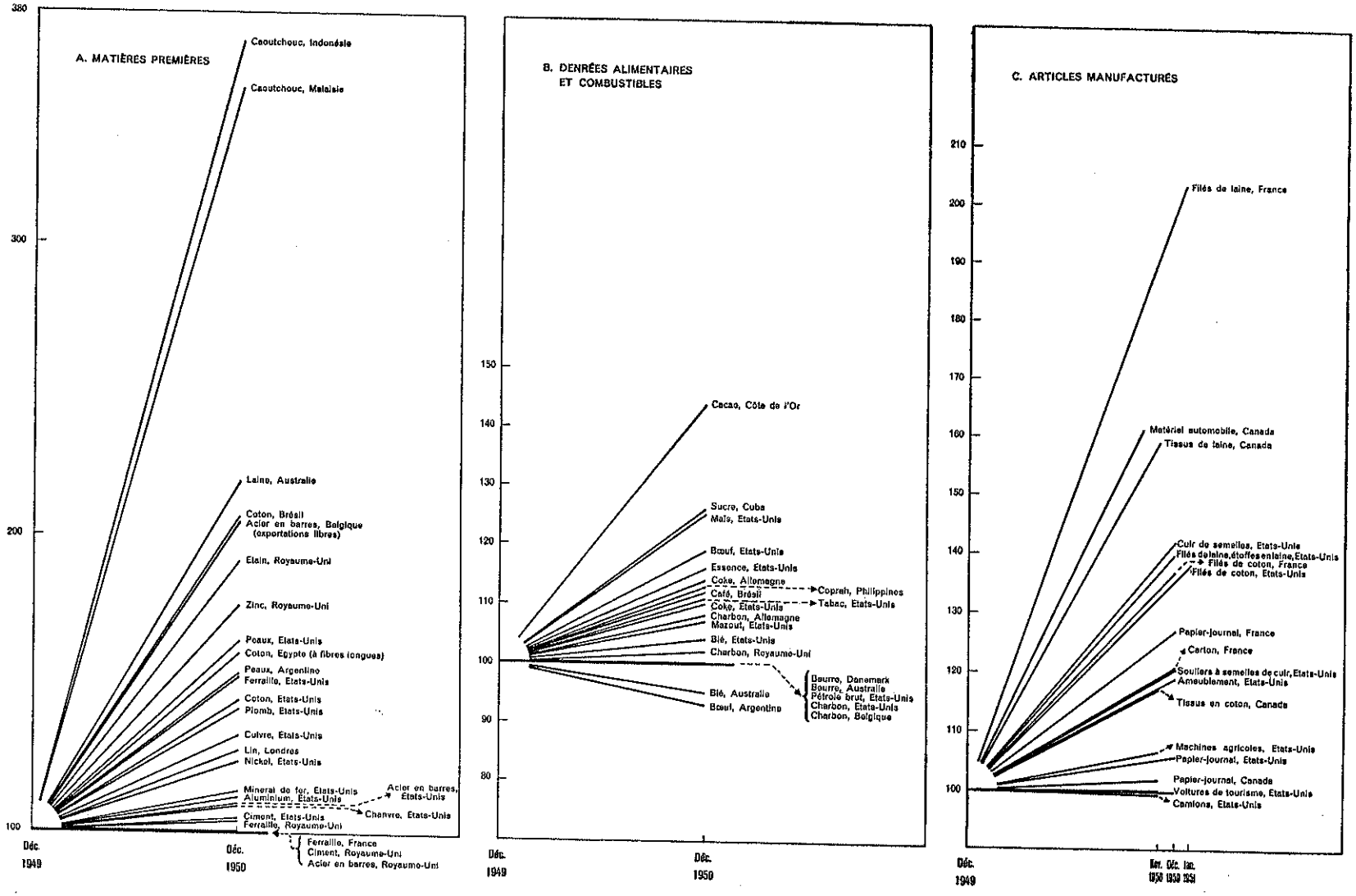
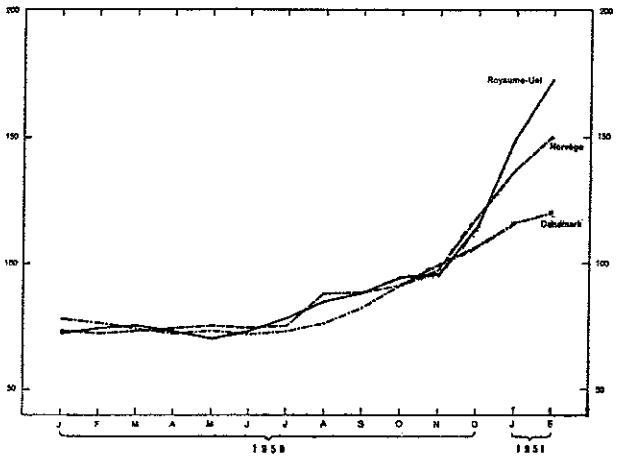


Diagramme 3

MOUVEMENT DES TAUX DE FRET DEPUIS JANVIER 1950

Indices — moyenne 1949 = 100
Les tarifs en sterling sont exprimés en dollars



Source : International Financial Statistics du Fonds monétaire international.

La hausse des prix de la laine et du coton a influé d'une façon assez générale sur les prix des filés et des tissus, mais pour la plupart des autres produits finis, les prix cotés que l'on connaît révèlent des modifications relativement modérées.

On peut se faire une idée plus précise des profondes modifications de structure qu'a entraînées le récent mouvement des prix d'après le Tableau 3 qui donne des indices de prix en dollars pour les trois catégories — articles manufacturés, denrées alimentaires et matières premières —, pondérés dans chaque cas en fonction de leur importance relative dans les échanges entre les principaux pays industriels et les principales régions productrices de matières premières. Afin de traduire complètement les mouvements qui se sont produits depuis les dévaluations monétaires de septembre 1949, on a basé ces indices sur les moyennes des neuf premiers mois de cette année-là. C'est ce qui explique le chiffre relativement faible de l'indice des articles manufacturés, indice complexe dans le calcul duquel entrent à la fois les exportations de l'Europe et celles des Etats-Unis, bien que, dans ce cas également, la tendance qui s'est fait jour au second semestre de 1950 ait été nettement orientée vers la hausse [1]. On constatera qu'entre décembre 1949 et décembre 1950, les prix des matières premières ont augmenté de quelque 80% par rapport aux articles manufacturés.

Ces grands changements survenus dans la structure des prix ont entraîné un bouleversement dans la répartition internationale des revenus, notamment entre les pays qui exportent principalement des matières premières et les pays qui exportent principalement des articles manufacturés. Dans le groupe des pays européens, la situation respective des pays intéressés

Tableau 3

INDICES DES PRIX EN DOLLARS DES ARTICLES MANUFACTURÉS, DES DENRÉES ALIMENTAIRES ET DES MATIÈRES PREMIÈRES DANS LE COMMERCE MONDIAL

Janvier-septembre 1949 = 100

Rubrique	1949	1950			
	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Articles manufacturés [a]	85	84	84	84	88
Denrées alimentaires [b]	111	116	113	126	122
Matières premières [b]	94	95	110	154	174

Sources : Voir Annexe B.

[a] Prix dérivés des exportations des Etats-Unis et des principaux pays d'Europe, pondérés d'après la valeur des exportations à destination des autres pays extra-européens. Les indices sont établis pour un trimestre.

[b] Les indices des prix cotés exprimés en dollars (dans les pays extra-européens à l'exception des Etats-Unis) ont été pondérés selon les différents prix cotés sur divers marchés pour un même article, d'après la place occupée en 1948 par le pays en cause dans le commerce mondial de cet article. Chaque indice ainsi obtenu pour chacun des articles a ensuite été affecté d'un coefficient de pondération, dans l'indice de groupe, correspondant à la valeur des quantités totales de cet article importées par les Etats-Unis, le Canada et l'Europe en provenance du reste du monde en 1948. Les articles considérés portent sur 75 % environ de la totalité des importations de denrées alimentaires et de matières premières dans le groupe susmentionné de pays au cours de cette année-là.

varie donc considérablement selon la composition par marchandises de leur commerce d'exportation et d'importation. Pour l'ensemble de l'Europe, et pour les Etats-Unis également, la modification de la structure des prix a entraîné une nette altération du taux d'échange *(terms of trade)* avec les autres régions et a été l'un des éléments principaux des amples changements qui se sont produits dans les rapports internationaux de commerce et de paiements au cours de l'année écoulée.

[1] Etant donné que les prix des articles manufacturés sont, en fait, rarement cotés, l'indice dans ce cas est constitué par les prix dérivés des exportations, et le mouvement, de ce fait, risque de rester en deçà de l'évolution réelle des prix. Cependant, si l'on rectifiait les chiffres pour tenir compte de cette circonstance, en admettant que la chose soit possible, l'écart entre l'indice des articles manufacturés et les deux autres séries ne s'en trouverait guère modifié.

2. Les échanges et les paiements internationaux

Le développement du commerce mondial

Le commerce international, stimulé par l'intensification de la demande mondiale, a augmenté en volume d'environ 11 % en 1950, mais il n'y a pas eu augmentation correspondante de la valeur globale des échanges exprimée en dollars, car les prix moyens en dollars ont baissé du fait de la dévaluation qu'ont subie de nombreuses monnaies vers la fin de 1949. Comme il ressort du Tableau 4, l'accroissement du volume des échanges est surtout imputable au commerce intereuropéen qui a augmenté d'un trimestre à l'autre au cours de l'année et qui, comme en 1949, a fait un bond particulièrement marqué au cours des trois derniers mois de l'année. Pour l'ensemble de l'année 1950, le volume des échanges intereuropéens a dépassé de près d'un quart le chiffre de l'année précédente. Le taux d'augmentation des exportations européennes à destination des pays d'outre-mer a été presque aussi fort ; il a été particulièrement élevé pendant le dernier trimestre, au cours duquel le volume a dépassé de plus d'un tiers le chiffre de l'année précédente. Le volume des importations en provenance des pays extra-européens a été, en revanche, inférieur — de très peu — à celui de 1949.

Toutefois, plus du tiers de l'augmentation des exportations de l'Europe outre-mer n'a servi qu'à compenser l'effet défavorable du changement de prix de ses importations et de ses exportations dont rend compte le Tableau 4. Ce changement des prix n'avait pas encore produit, comme on le verra, son plein effet sur la valeur des échanges au dernier trimestre de l'année, et le déficit de la balance commerciale de l'Europe avec les pays extra-européens, qui était en voie de réduction progressive depuis le milieu de l'année 1949, tendra, pour cette raison, à évoluer en sens contraire, si le volume des exportations n'augmente pas de nouveau et de façon considérable par rapport à celui des importations.

L'évolution des échanges de l'Europe avec les pays extra-européens en 1950 a été, à certains égards, la contrepartie et la conséquence de l'évolution en sens opposé du commerce extérieur des Etats-Unis. Les exportations de ce dernier pays, tout en progressant au dernier trimestre, sont demeurées durant toute l'année inférieures à la moyenne de 1949, alors que ses importations augmentaient dans de fortes proportions. Néanmoins, aux Etats-Unis, comme en Europe, le taux d'échange s'est sensiblement altéré et, là encore, l'effet ne s'en était pas encore fait pleinement sentir à la fin de l'année.

Les principaux bénéficiaires des modifications ainsi survenues dans le commerce de l'Europe et des Etats-Unis ont été les autres pays d'outre-mer car la valeur en dollars de leurs exportations globales a augmenté, de 1949 à 1950, surtout à cause de la hausse des prix des matières premières ; quant aux importations de ces pays, si leur volume a augmenté, leur valeur en dollars a diminué du fait de la baisse des prix consécutive aux dévaluations de 1949. L'augmentation du commerce de ces pays semble être imputable, pour une bonne part, à leurs échanges réciproques.

La nouvelle structure du système des règlements

Le gonflement des importations des Etats-Unis et la hausse spectaculaire des prix des matières premières, joints au fléchissement des exportations des Etats-Unis et à l'augmentation de celles de l'Europe, ont bouleversé la structure du système des règlements internationaux en 1950 et profondément transformé la nature et l'ampleur du problème du dollar.

En 1949, comme on peut le voir au Tableau 5, le compte des paiements courants des Etats-Unis avec tous les autres pays ou principales régions commerciales se soldait par d'énormes excédents atteignant au total quelque 5 milliards 800 millions de dollars. En revanche, chacun de ces autres pays ou régions était, dans l'ensemble, dans une situation déficitaire, à l'exception du Canada et du Royaume-Uni. Le Canada avait sur l'Europe des créances nettes d'un montant supérieur au montant des créances qu'avaient sur lui les Etats-Unis et l'Amérique latine ; quant au léger excédent du Royaume-Uni, il résultait de ses transactions avec les pays de la zone sterling d'outre-mer, lesquels étaient eux-mêmes débiteurs des Etats-Unis, de sorte qu'ils ne pouvaient fournir au Royaume-Uni des devises convertibles lui permettant de régler le solde déficitaire de sa balance commerciale avec l'hémisphère occidental. Les pays du continent européen, pris ensemble, étaient dans une situation exactement opposée à celle des Etats-Unis, car ils ne disposaient pratiquement, à l'égard d'aucun pays, de solde créditeur un peu important pour compenser les déficits

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA URBINO

Tableau 4

MOUVEMENTS TRIMESTRIELS DE LA VALEUR, DU VOLUME ET DES PRIX DÉRIVÉS DU COMMERCE INTERNATIONAL

En milliards de dollars aux prix f.o.b., et indices

Période	Commerce inter-européen [a]	Commerce de l'Europe avec les pays extra-européens [a]		Etats-Unis		Reste du monde [b c]		Ensemble du commerce mondial [c d]
		Import.	Export.	Import.	Export.	Import.	Export.	
Valeur (en milliards de dollars)								
1949 Janvier-mars	3,3	3,4	2,5	1,8	3,3	6,2	5,6	14,7
Avril-juin	3,5	3,7	2,4	1,6	3,4	6,0	5,5	14,8
Juillet-septembre	3,4	3,3	2,3	1,5	2,7	5,5	5,3	13,7
Octobre-décembre	3,2	2,7	2,0	1,8	2,6	5,3	5,2	13,0
1950 Janvier-mars	3,3	2,8	2,0	1,9	2.3	5,0	5,4	13,0
Avril-juin	3,4	3,0	2,1	1,9	2,5	5,2	5,5	13,5
Juillet-septembre	3,5	2,8	2,3	2,4	2,4	5,9	6,4	14,6
Octobre-décembre	4,2	3,3	2,9	2,6	2,9	7,2	7,3	17,3
Volume (Indices — Janvier-septembre 1949 = 100)								
1949 Janvier-mars	97	96	104	105	102	105	101	101
Avril-juin	103	105	98	100	108	102	101	103
Juillet-septembre	100	98	98	96	88	93	98	96
Octobre-décembre	117	96	110	113	88	104	107	106
1950 Janvier-mars	121	97	114	118	79	98	107	105
Avril-juin	124	102	117	117	85	99	104	107
Juillet-septembre	129	91	127	133	81	108	112	112
Octobre-décembre	148	98	155	136	92	..	..	..
Prix dérivés (Indices — Janvier-septembre 1949 = 100)								
1949 Janvier-mars	101	103	101	104	103	100	101	101
Avril-juin	100	100	101	99	100	100	100	100
Juillet-septembre	99	97	98	97	97	100	99	99
Octobre-décembre	80	82	74	96	95	86	88	85
1950 Janvier-mars	81	84	74	98	94	86	91	86
Avril-juin	80	85	75	101	93	89	96	87
Juillet-septembre	81	91	74	110	95	91	104	91
Octobre-décembre	84	97	78	119	101	..	..	..

Sources : Voir Annexe B.

[a] Dans le présent tableau, l'U.R.S.S. est comprise dans les chiffres relatifs à l'Europe.

[b] Y compris les échanges commerciaux de ces pays entre eux, ainsi que leur commerce avec les autres régions indiquées dans le tableau.

[c] A l'exclusion de la Chine.

[d] Exportations globales (= importations globales). Le commerce inter-européen a été mesuré d'après les exportations.

Tableau 5

RÉSEAU DE CORRÉLATION DES SOLDES DES COMPTES DES PAIEMENTS COURANTS

En millions de dollars courants

Année	Déficits bruts	Etats-Unis	Républiques d'Amérique latine	Canada	Autres pays extra-européens	Royaume-Uni	Régions extra-européennes monétairement rattachées à l'Europe *a*	Europe moins le Royaume-Uni	Excédents bruts
1949	—								
1950	*490*					*40*	*450*		
1949	650	650							
1950	*250*	*250*							
1949	600	550	50						
1950	*350*	*250*	*50*				*50*		
1949	1.400	1.250	100	50					
1950	*300*	*250*	*50*	—					
1949	800	300	—	450	50				
1950	*230*		*100*	*50*	*80*				
1949	2.000	500	200	100	300	900			
1950	*900*		*200*		*200*	*500*			
1949	3.330	2.550	80	200	—	100	400		
1950	*2.900*	*1.450*	—	*100*	*50*	*500*	*800*		
1949	8.780	5.800	430	800	350	1.000	400	—	
1950	*5.420*	*2.200*	*400*	*150*	*330*	*1.040*	*1.300*	—	
Position (chiffre net) 1949		+5.800	—220	+200	—1.050	+200	—1.600	—3.330	
Position (chiffre net) 1950		*+1.710*	*+150*	*—200*	*+30*	*+810*	*+400*	*—2.900*	

Excédent 1949 Déficit / Déficit 1950 Excédent

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

NOTE. — L'expression « compte des paiements courants », prise dans le sens où elle a été employée ci-dessus, s'entend du solde du compte marchandises et services et des dons privés. Les soldes ont en général été arrondis à 50 millions de dollars. Les totaux indiqués représentent la somme des chiffres fournis et ne correspondent donc pas nécessairement aux chiffres globaux qui figurent dans les tableaux du Chapitre 4. De plus, il n'a pas été tenu compte, dans le présent tableau, de certaines corrections apportées aux chiffres des tableaux du Chapitre 4.

a Zone sterling d'outre-mer et territoires d'outre-mer dépendant des pays européens.

considérables de leurs échanges avec l'Amérique du Nord [1].

Dans la plupart des cas, ces positions extrêmes ont subi en 1950 une très forte atténuation. Le plus important changement a été la diminution — d'un montant de plus de 4 milliards de dollars — de l'excédent global du compte des paiements courants des Etats-Unis, associée à une modification de la position du Canada, laquelle a accusé un déficit net en raison de la diminution de l'excédent de ses exportations vis-à-vis de l'Europe. La répercussion de ces modifications apparaît surtout dans la situation des régions productrices de matières premières situées hors de l'hémisphère occidental qui se trouvent réparties au Tableau 5 en deux groupes : « Régions rattachées à l'Europe » et « Autres pays extra-européens ». On constatera que ces deux groupes ont, l'un et l'autre, réduit le déficit ou augmenté l'excédent de leur compte de paiements courants vis-à-vis des Etats-Unis aussi bien que vis-à-vis du Royaume-Uni et du continent européen. Par suite, le groupe des pays extra-européens rattachés à l'Europe, dans lequel les pays de la zone sterling tiennent la place la plus importante, est parvenu en 1950 à ce résultat très remarquable d'avoir non plus un déficit général de 1 milliard 600 millions de livres, comme en 1949, mais un léger excédent. Vis-à-vis des seuls Etats-Unis, le compte de ce groupe de pays, qui se soldait par un déficit de 500 millions de dollars en 1949, se solde aujourd'hui par un excédent d'un montant équivalent. Les pays extra-européens autres que ceux de l'hémisphère occidental ont éliminé leur déficit général qui s'élevait à 1.050 millions de dollars en 1949 ; cela s'explique presque entièrement par la modification intervenue dans la situation de ces pays en matière d'échanges avec les Etats-Unis.

En même temps que le compte des paiements courants des pays de la zone sterling d'outre-mer se soldait par un excédent à l'égard des Etats-Unis, le compte du Royaume-Uni vis-à-vis des Etats-Unis accusait aussi un léger excédent, l'excédent global du Royaume-Uni s'établissant à 800 millions de dollars environ. Cette évolution s'est produite malgré la diminution de l'excédent des exportations du Royaume-Uni lui-même à destination de la zone sterling d'outre-mer, qui a été compensée par l'amélioration du solde du Royaume-Uni vis-à-vis de l'Europe continentale. C'est principalement cette augmentation des importations en provenance du Royaume-Uni ainsi que du reste de la zone sterling qui fait que le déficit total du continent européen considéré en bloc a diminué dans une bien moindre mesure que son déficit vis-à-vis des Etats-Unis.

Bien que l'excédent du compte des paiements courants des Etats-Unis ait diminué d'importance, il s'élevait toujours au total à 1 milliard 700 millions de dollars en 1950. Mais cet excédent a été contrebalancé et au-delà par les subventions et crédits consentis par le Gouvernement des Etats-Unis au titre du Programme de relèvement européen ainsi que de diverses mesures moins importantes d'aide à l'étranger, dont le montant s'est élevé à 4 milliards 300 millions de dollars, contre un peu moins de 6 milliards de dollars en 1949. En 1950, la plus grande partie de cette aide financière est allée comme auparavant aux pays de l'Europe occidentale : environ 700 millions de dollars au Royaume-Uni, jusqu'au moment où l'assistance a été suspendue vers la fin de l'année, et 2 milliards 750 millions de dollars aux autres pays d'Europe [2]. Le fait que l'aide financière américaine s'est maintenue dans de telles proportions, joint à la brusque diminution de l'excédent du compte des paiements courants des Etats-Unis, a eu pour effet d'augmenter les avoirs en or et en devises des pays du reste du monde d'une somme de 2 milliards 600 millions de dollars, dont 1.500 millions sont allés à des pays d'Europe. Sur cette somme, plus de 900 millions de dollars ont grossi les réserves du Royaume-Uni [3] qui ont augmenté non seulement grâce à l'amélioration de la situation propre de ce pays, mais aussi grâce à celle des comptes de la zone sterling d'outre-mer. Mais en même temps, les

[1] On trouvera un exposé plus complet du schéma général des soldes des comptes de paiements courants en 1949 et des problèmes de règlements internationaux qui en découlaient dans l'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1949*, pp. 189-193. Ce document sera désigné ci-après par l'expression : l'ETUDE de l'année dernière.

[2] Le chiffre de 2 milliards 750 millions de dollars pour les « autres pays d'Europe » comprend 446 millions de dollars au titre de l'aide accordée dans le cadre du Programme d'assistance pour la défense mutuelle (« Mutual Defence Assistance Program ») ; une partie de cette somme a dû probablement aller au Royaume-Uni. Mais comme on ne sait pas comment cette aide a été répartie entre les divers pays, on en a attribué, dans le présent exposé, la totalité à l'ensemble des « autres pays d'Europe ».

[3] Le chiffre de 900 millions de dollars exprime seulement l'accroissement des soldes constitués aux Etats-Unis par le Royaume-Uni, augmentés de l'or qu'il leur a acheté, d'après les données figurant aux évaluations de la balance des paiements américains (voir le Tableau XXXI de l'Annexe A). L'augmentation totale des réserves en or et en dollars du Royaume-Uni a été toutefois d'environ 1 milliard 600 millions de dollars en 1950 ; la différence entre les deux chiffres représente l'or reçu directement de l'Union Sud-Africaine ou d'ailleurs, ainsi que l'augmentation des avoirs en dollars canadiens, comme on le verra plus loin au Chapitre 4.

créances de la zone sterling d'outre-mer sur le Royaume-Uni, qui prennent la forme de soldes en sterling, ont augmenté d'environ 1 milliard 100 millions de dollars, pour une part en raison de ventes d'or et de dollars au Fonds commun, pour une autre part à cause de l'excédent réglé en livres sterling du compte des paiements courants de la zone sterling d'outre-mer vis-à-vis de l'Europe continentale et, enfin, au titre de la contrepartie des transferts de capitaux provenant du Royaume-Uni qui ont eu pour effet d'augmenter les soldes en sterling détenus par les banques des pays bénéficiaires.

Parallèlement à cette augmentation des soldes en sterling de la zone sterling d'outre-mer, qui a contrebalancé pour la plus grande partie l'augmentation générale des réserves en or et en dollars du Royaume-Uni, il y a eu une augmentation marquée des avoirs en monnaies fortes des autres régions d'outre-mer. Tout compte fait, les soldes en dollars de ces régions ont augmenté de quelque 700 millions au cours de l'année, et ces pays ont en même temps obtenu environ 400 millions de dollars en or des Etats-Unis, ce qui donne une amélioration totale de 1 milliard 100 millions de dollars, indépendamment des autres montants en or que ces pays peuvent avoir tirés de leur production propre ou d'autres sources. Il est donc évident que l'évolution de la situation en ce qui concerne les transactions et les paiements au cours de l'année 1950 a valu aux pays producteurs de matières premières d'outre-mer un renforcement de leurs avoirs en devises étrangères beaucoup plus important que cela n'a été le cas pour les pays européens.

3. Les modifications survenues dans la situation économique des pays extra-européens producteurs de matières premières

L'effet des forces déclenchées en 1950 par l'aggravation de la tension politique et par l'accélération du rythme de l'activité économique est loin d'être épuisé et l'on peut s'attendre qu'il entraîne à bref délai de nouvelles et importantes modifications dans le commerce mondial et les prix mondiaux. Il en serait ainsi, même si les programmes d'armement et la constitution de stocks devaient se poursuivre à un rythme moins rapide ou prendre fin, bien que les conséquences de cette éventualité — tout aussi propres à bouleverser l'équilibre de l'activité économique — puissent alors se faire sentir dans un sens plutôt opposé à celui des conséquences actuellement prévues. Au nombre des influences extérieures qui agissent sur l'avenir économique de l'Europe, il en est deux qui présentent une importance assez décisive pour qu'il vaille la peine de les exposer plus au long. La première de ces influences, qui va être étudiée dans la présente section, est celle de l'augmentation considérable que l'on peut encore prévoir dès maintenant dans les revenus des pays producteurs de matières premières. La seconde, dont il sera question à la Section 4 ci-après, est celle du nouveau gonflement de la demande que va susciter aux Etats-Unis la pression inflationniste provoquée par de lourdes dépenses d'armement.

L'accroissement probable des recettes provenant des exportations

Le fait que le solde déficitaire du compte des paiements courants des pays extra-européens producteurs de matières premières vis-à-vis de l'Europe et des Etats-Unis a été ramené en 1950 à un chiffre négligeable, n'est que le résultat initial et partiel de l'action exercée sur la situation de la balance des paiements de ces pays par le changement d'orientation des prix mondiaux. Comme on l'a vu à la Section 1, la hausse des prix sur le marché mondial a été extrêmement rapide pendant le second semestre de 1950 et, vers la fin de l'année, la structure des prix avait évolué dans un sens très favorable aux pays producteurs de matières premières par comparaison avec les prix dérivés moyens du commerce de ces pays pour l'ensemble de l'année, qui apparaît dans leur balance des paiements de 1950.

Le temps qui s'écoule avant l'enregistrement de la valeur des échanges aux prix du marché libre varie d'un produit à l'autre, mais en 1950 le mouvement des prix de 19 produits principaux [1] (qui entrent pour environ 75 % dans le total des exportations des pays producteurs de matières premières vers l'Europe et les Etats-Unis) donne lieu de croire que les pays producteurs de matières premières auraient reçu pour ces exportations 3 à 4 milliards de dollars de plus si les mêmes quantités de marchandises avaient été vendues sur la base des prix cotés en décembre. Cela donne une idée de l'augmentation minimum des recettes que ces pays pourraient escompter tirer de leurs exportations à destination de l'Europe et des Etats-Unis, si la struc-

[1] Voir l'Annexe B.

ture des prix mondiaux de décembre 1950 se maintenait pendant toute l'année 1951 ; il n'est pas probable que les quantités exportées soient, dans l'ensemble, inférieures à celles de 1950, pas plus qu'il n'est probable qu'il y ait diminution nette des recettes provenant de l'exportation des produits dont il n'est pas tenu compte dans les évaluations. Une augmentation de 3 à 4 milliards de dollars représenterait, par rapport à 1950, un accroissement de 20 à 25 % de la valeur des exportations globales de marchandises à destination de l'Europe et de l'Amérique du Nord, mais ce calcul ne peut être considéré comme permettant de prévoir l'augmentation qui pourra réellement se produire en 1951 : en effet, certains prix baisseront (il en est qui ont déjà fléchi), certains autres continueront à s'élever, et d'autres enfin, qui étaient restés stables jusqu'ici, commenceront à monter. Si l'on prend le plus faible des deux chiffres, les ventes de caoutchouc — produit dont le prix peut fort bien diminuer sensiblement — représenteraient 750 millions de dollars [1] ; si, en revanche, les prix des denrées alimentaires commencent à monter — et l'exposé ci-après semble indiquer que la chose est probable — la diminution du prix du caoutchouc serait aisément compensée.

Il va de soi que le bénéfice de cette augmentation possible des recettes provenant des exportations n'irait pas intégralement aux pays producteurs de matières premières, car l'Europe et les Etats-Unis en recevraient une partie sous forme de bénéfices tirés des capitaux investis à l'étranger, notamment dans la production du caoutchouc et dans les industries extractives. Des sommes supplémentaires devront également être versées au titre du fret à la flotte marchande de l'Europe et à celle des Etats-Unis. Cependant, malgré ces incertitudes et ces réserves, il semble qu'on puisse, sans crainte d'erreur, admettre — les perspectives restant ce qu'elles sont aujourd'hui — que les recettes en devises étrangères dont disposeront effectivement les pays producteurs de matières premières augmenteront de plusieurs milliards de dollars. Un tel accroissement des recettes constituerait un fait nouveau d'importance dans la répartition du revenu mondial. Proportionnellement, l'Europe et les Etats-Unis subiraient une perte minime, de moins de 1 % probablement du revenu national total de ces régions. En revanche, le gain serait, proportionnellement, pour les régions productrices de matières premières, beaucoup plus considérable et pourrait être de l'ordre de 5 % [2] en raison du niveau beaucoup plus bas de leur revenu par habitant et de leur revenu global ; cependant, l'importance du bénéfice varierait considérablement d'un pays à l'autre.

Un accroissement de revenu d'une telle ampleur pourrait contribuer d'heureuse façon au développement des pays producteurs de matières premières. Un grand nombre de ces pays sont « insuffisamment développés » en ce sens que le capital industriel, agricole et social, la productivité de l'agriculture et de l'industrie et le chiffre du revenu réel par habitant y sont extrêmement faibles. Le succès du développement de ces pays offre un intérêt tout particulier pour l'Europe. Les Etats-Unis et l'Union soviétique sont de grands pays, presque des continents, et leur territoire s'étend sur plusieurs parallèles de latitude ; leurs besoins en produits de base de provenance étrangère et les avantages qu'ils peuvent tirer de la spécialisation de l'économie des divers pays sont d'une façon générale importants, mais ces éléments ne jouent qu'un rôle accessoire dans leur prospérité économique. L'Europe, en revanche, qui depuis la guerre a tendance à s'orienter vers un renforcement de l'autarcie, ne peut aller beaucoup plus loin dans cette direction sans que son revenu réel en souffre. Etant donné la façon dont évolue le développement économique des pays extra-européens, l'Europe éprouvera certaines difficultés du fait de la concurrence de nouvelles industries secondaires créées dans les pays producteurs de matières premières (encore que l'importance de cette répercussion soit souvent exagérée), mais elle peut cependant bénéficier de l'accroissement de la productivité des industries primaires, qui devrait être la conséquence des améliorations indispensables au succès de l'œuvre de développement, que connaîtront la technique et l'organisation sociale. Tout compte fait, il est possible que le taux d'échange continue à évoluer dans un sens défavorable à l'Europe, même si l'action des forces exceptionnelles qui pèsent aujourd'hui sur la structure des prix venait à cesser, mais les effets de cette évolution défavorable se réduiraient à peu de chose si le développement des pays extra-européens se poursuivait à un rythme constant en même temps que la productivité augmenterait régulièrement. Le risque, dans la situation actuelle, c'est que la brusque augmentation des revenus des producteurs de matières premières, provoquée par la hausse des prix de celles-ci, ne soit gaspillée et ne serve

[1] Depuis que ceci a été écrit, le prix a baissé sur le marché de Londres : au milieu du mois de mai 1951, il était inférieur de 20% environ au prix moyen de décembre.

[2] Cette évaluation ne tient pas compte de l'augmentation des recettes en Chine et dans l'Union soviétique.

qu'à gonfler les bénéfices locaux, tandis que la productivité demeurerait stationnaire, comme ce fut le plus souvent le cas dans bien des pays depuis 1938.

Le cours des événements depuis 1938

Pendant et depuis la guerre, ces pays sont devenus, dans l'ensemble, moins tributaires de l'Europe, du point de vue économique comme du point de vue politique, et ils ont constitué de fortes réserves en or, en dollars et en sterling. Cependant, pour un certain nombre de raisons bien connues, ils n'ont pas pu tirer complètement parti de cette amélioration ; certains de leurs soldes créditeurs sont bloqués, certains autres doivent être conservés comme réserves liquides permanentes, et tous ont perdu une part importante de leur pouvoir d'achat. En outre, les difficultés intérieures d'un grand nombre des pays intéressés et la pénurie, au lendemain de la guerre, de certaines catégories particulières d'équipement, notamment de celui que fabriquent les pays à monnaie faible, les ont empêchés d'utiliser au mieux leur supplément de ressources en devises étrangères.

Néanmoins, en opérant des prélèvements sur les réserves qu'ils avaient constituées et en puisant à d'autres sources importantes de capitaux, les pays producteurs de matières premières ont pu combler des déficits assez importants de leur compte des paiements

Tableau 6

SOLDE DU COMPTE MARCHANDISES ET SERVICES DES PAYS PRODUCTEURS DE MATIÈRES PREMIÈRES [a] VIS-A-VIS DE L'EUROPE ET DE L'AMÉRIQUE DU NORD, ET MODES DE FINANCEMENT

En milliards de dollars courants

Poste	1947	1948	1949	1950
A. Marchandises et services				
Exportations	11,1	14,2	13,0	14,9
Importations	13,5	14,2	14,4	13,1
Solde du compte marchandises	−2,4	—	−1,4	+1,8
Revenu des investissements (net)	−1,0	−1,2	−1,1	−1,3
Autres services (net)	−0,4	−0,5	−0,1	+0,3
Solde du compte services	−1,4	−1,7	−1,2	−1,0
Solde du compte marchandises et services	−3,8	−1,7	−2,6	+0,8
B. Dons et mouvements de capitaux				
Dons privés (net)	+0,2	+0,3	+0,2	+0,2
Capitaux privés (net)	+2,0	+0,7	+1,0	+0,5
Subventions et crédits des Etats et financement spécial par l'Etat (net)	+0,8	+0,7	+2,1	+1,1
Financement effectué par des institutions internationales	—	+0,1	+0,1	+0,1
Total des dons et mouvements de capitaux	+3,0	+1,8	+3,4	+1,9
C. Réserves monétaires et autres soldes en devises étrangères (net)				
Or monétaire	+1,3	+1,1	+0,1	+0,2
Soldes en dollars	+0,2	−0,2	—	−0,7
Soldes en sterling	+0,6	+0,2	+0,5	−0,9
Total des réserves monétaires et autres soldes en devises étrangères	+2,1	+1,1	+0,6	−1,4
D. Erreurs et omissions	−1,3	−1,2	−1,4	−1,3

Sources : Voir Annexe B.

[a] Aux fins des présentes évaluations, on entend par « pays producteurs de matières premières » tous les pays autres que l'Europe, l'U.R.S.S., les Etats-Unis et le Canada.

courants et importer ainsi une quantité de marchandises supérieure à celle que les seules recettes de leurs exportations courantes leur auraient permis de payer. Le Tableau 6 montre que les pays extra-européens, du fait de leurs transactions avec l'Europe et l'Amérique du Nord, ont vu leurs avoirs en or et leurs soldes créditeurs en sterling et en dollars diminuer de 4 milliards de dollars au cours des trois années 1947, 1948 et 1949, et qu'ils ont reçu des sommes encore plus élevées grâce à des placements de capitaux privés et aux dons ou crédits d'Etats étrangers. En même temps, le pouvoir d'achat de leurs exportations a augmenté pour l'importation de produits manufacturés, et il a été, d'une façon générale, beaucoup plus favorable depuis la guerre qu'il ne l'était au cours des années qui ont immédiatement précédé celle-ci.

Aussi les pays producteurs de matières premières considérés en bloc ont-ils été à même de payer depuis la guerre un volume d'importations considérablement accru. Depuis quelques années, leurs importations de ce que l'on pourrait appeler les « marchandises intéressant le développement économique » — c'est-à-dire l'acier et les autres métaux, les articles manufacturés, les machines et le matériel de transport — ont représenté plus du double de celles de 1938 [1]. Ces résultats d'ensemble risquent toutefois de donner une impression exagérément favorable de la situation présente de la plupart des pays producteurs de matières premières et particulièrement de ceux d'entre eux qui peuvent être considérés à proprement parler comme insuffisamment développés. Les ressources financières mises en œuvre et le surcroît d'importations provenant de l'Europe et de l'Amérique du Nord ont été, par la force des choses, répartis de façon très inégale. La moitié au moins du montant net des capitaux privés investis par l'Europe et les Etats-Unis dans le reste du monde depuis quelques années a été consacrée à développer la capacité de production de pétrole des compagnies américaines et britanniques dans le nord de l'Amérique latine et le Moyen-Orient. Par ailleurs, une partie importante de ce montant a été constituée par les capitaux privés transférés du Royaume-Uni en Union Sud-Africaine et en Australie, dont le mouvement était déterminé par les perspectives de profit plus attrayantes qui s'offraient à eux dans ces pays et le taux moins élevé des impôts, mais aussi par la spéculation sur les changes et l'incertitude politique générale. On voit donc qu'une faible part seulement des capitaux privés investis depuis la guerre dans les pays insuffisamment industrialisés a été consacrée au développement de ces pays. Quant aux dons et crédits consentis par des Etats étrangers, ils sont le plus souvent allés à un petit nombre de pays principaux et ont été déterminés par des relations politiques particulières ou la nécessité urgente de secours où se trouvaient les bénéficiaires.

On trouvera une image plus exacte de la situation des pays producteurs de matières premières dans le Tableau 7 qui montre que, malgré la forte augmentation des importations globales de marchandises intéressant le développement économique depuis la guerre, ces importations sont demeurées lamentablement faibles par rapport au chiffre de la population, sauf dans les pays où le développement économique avait déjà fait de sensibles progrès. Alors que l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont importé en 1950 d'Europe et des Etats-Unis pour 90 dollars par habitant des marchandises intéressant le développement économique et que l'Union Sud-Africaine en a importé pour 28 dollars par habitant, ce chiffre n'a jamais dépassé 2 dollars dans le cas de l'Inde, de la Birmanie, du Pakistan et de l'Indonésie. Les autres pays se placent entre ces deux extrêmes. En Amérique latine, l'Argentine et Cuba occupent un rang assez favorable, tandis que le Brésil et le Pérou se placent beaucoup plus bas sur la liste.

Il est donc clair que, dans de vastes régions du monde, les importations de biens d'équipement et d'autres marchandises intéressant le développement économique ont été de beaucoup inférieures à ce qu'il eût fallu qu'elles fussent pour permettre aux pays intéressés de progresser réellement dans la voie de l'industrialisation ; il semble aussi que les moyens de financement aient été répartis un peu au hasard et sans que l'on tienne aucunement compte des besoins respectifs des régions arriérées. Etant donné cette situation et la rapide amélioration de la conjoncture économique européenne, des plans ont été élaborés au cours de toute l'année 1950 en vue de venir plus systématiquement en aide aux régions dont les besoins sont les plus grands. Il apparaît aujourd'hui que ces plans risquent de subir de fortes amputations du fait de l'aggravation de la tension politique mondiale et des besoins du réarmement dans les pays qui pourraient fournir les crédits et les biens d'équipement. Il apparaît aussi que le renforcement déjà constaté des rentrées de devises étrangères dans les pays producteurs de matières premières, ainsi que l'augmentation plus forte encore de ces rentrées à laquelle on peut s'attendre,

[1] Voir l'ETUDE de l'année dernière, Tableau 75, p. 150.

Tableau 7

VALEUR – PAR HABITANT – DES PRODUITS IMPORTÉS D'EUROPE ET DES ÉTATS-UNIS PAR CERTAINS PAYS PRODUCTEURS DE MATIÈRES PREMIÈRES, PAR GROUPES PRINCIPAUX DE PRODUITS [a]

En dollars, aux prix de 1949 d'avant la dévaluation

Groupe de produits / Pays	Métaux et articles manufacturés en métal (3)		Machines (4)		Matériel de transport (5, 6)		Ensemble des marchandises intéressant le développement économique (3, 4, 5, 6)		Produits chimiques (7)		Textiles (8)		Autres articles manufacturés (9)		Importations totales [b]	
	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950
Nouvelle-Zélande	27,97	29,46	29,43	30,39	25,68	31,34	83,08	91,19	6,33	7,92	40,51	52,55	15,69	22,15	157,21	185,18
Australie	13,53	20,95	20,74	25,31	26,45	41,25	60,72	87,51	3,82	4,68	28,45	26,41	11,84	15,26	116,16	144,90
Venezuela	31,25	15,75	34,27	21,81	22,18	18,13	87,70	55,69	6,05	6,94	10,80	10,49	11,34	9,10	142,63	109,06
Union Sud-Africaine	10,31	7,26	18,66	12,71	12,88	7,95	41,85	27,92	2,64	2,35	17,77	11,43	7,03	6,53	76,07	52,18
Argentine	8,16	10,26	9,46	9,49	6,55	6,53	24,17	26,28	1,74	2,92	6,46	1,57	2,22	2,33	38,48	36,65
Cuba	7,14	7,37	8,72	8,99	5,43	9,50	21,29	25,86	5,14	6,54	8,96	13,28	7,06	8,46	74,10	93,61
Antilles britanniques	8,15	7,93	9,04	7,85	5,41	5,48	22,60	21,26	3,11	3,48	8,52	7,58	5,85	6,93	50,41	49,06
Malaisie	4,43	4,40	5,66	5,58	3,87	4,37	13,96	14,35	1,98	2,36	4,97	4,03	3,13	3,60	33,29	33,84
Chili	7,14	3,40	10,71	5,94	3,82	2,52	21,67	11,86	2,37	1,90	1,77	1,00	1,40	0,98	31,56	18,44
Mexique	2,72	2,52	4,92	4,99	2,86	2,72	10,50	10,23	2,16	2,44	0,88	0,82	1,19	1,13	19,20	19,90
Brésil	2,43	1,98	4,28	4,24	2,88	2,80	9,59	9,02	1,58	1,76	0,96	0,56	0,74	0,77	15,17	14,52
Afrique française	2,94	3,08	3,45	3,34	2,23	2,36	8,62	8,78	0,66	0,77	4,59	4,51	1,84	1,62	23,25	23,41
Egypte	2,69	2,64	3,68	3,14	2,27	2,22	8,64	8,00	1,22	1,40	2,88	3,24	1,24	2,49	16,78	18,07
Afrique-Orientale britannique	2,32	2,39	2,63	2,62	2,59	2,56	7,54	7,57	0,32	0,30	1,88	1,59	0,97	0,88	12,02	11,74
Pérou	2,16	1,42	3,30	2,63	1,90	2,75	7,36	6,80	1,18	1,08	0,94	0,57	0,65	0,60	13,29	13,11
Irak	3,00	2,24	4,16	2,66	1,90	1,16	9,06	6,06	0,50	0,48	4,46	3,64	0,90	0,72	17,18	14,24
Iran	2,10	1,99	2,66	2,27	1,52	1,10	6,28	5,36	0,75	0,69	2,53	0,95	0,89	0,70	11,69	8,82
Indochine	0,61	0,59	0,63	0,63	0,60	0,48	1,84	1,70	0,27	0,32	2,23	2,53	0,52	0,62	6,43	7,04
Pakistan	0,39	0,53	0,40	0,54	0,34	0,40	1,13	1,47	0,21	0,25	1,16	0,82	0,31	0,28	3,23	3,13
Inde	0,40	0,25	0,89	0,65	0,30	0,24	1,59	1,14	0,26	0,21	0,37	0,09	0,21	0,11	2,86	1,99
Indonésie	0,64	0,34	0,82	0,58	0,58	0,21	2,04	1,13	0,17	0,20	1,00	0,76	0,30	0,26	4,65	3,02
Birmanie	0,24	0,28	0,26	0,23	0,17	0,21	0,67	0,72	0,13	0,18	0,30	0,40	0,12	0,29	1,48	1,80
Chine	0,02	0,03	0,03	0,01	0,01	0,00	0,06	0,04	0,04	0,02	0,01	0,00	0,04	0,03	0,29	0,17

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

[a] Les chiffres sont tirés des statistiques d'exportations des principaux pays fournisseurs européens et des Etats-Unis. En 1949, le commerce indiqué à la dernière colonne représentait, en moyenne, 95 % environ du total des exportations de l'Europe et des Etats-Unis à destination des pays d outre-mer énumérés dans le tableau.

[b] Y compris les denrées alimentaires, les matières premières et les articles non spécifiés.

risquent de ne pas être d'un grand secours à ces pays pour résoudre leurs problèmes fondamentaux.

L'inégalité de la répartition du surcroît de recettes

En principe, il est à tous égards souhaitable que le revenu des pays producteurs de matières premières augmente, car ceux-ci acquièrent ainsi les moyens d'accélérer leur développement économique. Cependant, dans la situation actuelle, on ne peut dire avec exactitude jusqu'à quel point la modification prévue du revenu mondial pourra contribuer au développement économique. Cette incertitude procède de deux causes principales : en premier lieu, le soudain déplacement des revenus déterminé par la brusque modification du taux d'échange, se répartira très inégalement entre les divers pays ; en second lieu, la pression exercée par la demande au titre du réarmement et par la demande intérieure, jointe au fait que la rareté de certaines matières premières réduira probablement les approvisionnements disponibles, ne permettent guère de croire qu'il sera possible d'acheter en Europe et en Amérique du Nord des quantités suffisantes d'articles manufacturés et d'autres fournitures pour que le transfert des marchandises et des services puisse aller de pair avec le transfert des revenus.

L'ample variation de l'augmentation des recettes provenant des exportations des divers pays producteurs de matières premières procède, pour une part, de la place plus ou moins grande que les exportations de produits de base occupent dans l'économie de ces pays, mais a surtout pour cause l'amplitude très variable de la hausse des prix des diverses matières premières. Si tous les prix devaient se maintenir au niveau de décembre 1950, on peut considérer que 70 % environ de l'accroissement total de recettes qui en résulterait et que l'on a évalué plus haut à 3 ou 4 milliards de dollars, iraient aux producteurs de caoutchouc, de laine ou de coton. Les pays qui n'exportent aucun de ces produits ou qui n'en exportent qu'une très faible quantité n'auraient à se partager qu'un milliard de dollars environ, alors que ce sont eux pourtant qui représentent une part bien plus grande de la population totale. Il n'est pas possible d'indiquer avec précision comment ces 3 ou 4 milliards de dollars se répartiraient entre les divers pays selon la composition par produits de leurs exportations, mais on trouvera ci-après une indication approximative de la position probable d'un certain nombre de pays particuliers.

Evaluation en pourcentage de la mesure dans laquelle augmenteraient les recettes globales provenant des exportations de certains pays producteurs de matières premières, si la structure des prix mondiaux de décembre 1950 se maintenait pendant toute l'année 1951 :

Malaisie	80 - 100	Congo belge	10 - 20
Egypte	40 - 60	Indochine française	
Indonésie		Chili	0 - 10
Uruguay		Inde	
Australie	20 - 40		
Brésil			
Ceylan			
Nigéria			
Pakistan			
Pérou			
Union Sud-Africaine			

NOTE. — Les pays ci-dessus ont été choisis en fonction des renseignements statistiques dont on disposait ; ils sont énumérés par ordre alphabétique à l'intérieur de chaque groupe. On a admis que les prix dérivés du cacao, du thé, des matières grasses, du sucre, du café, du cuivre, du plomb, du coton, de la laine, des cuirs et peaux, du caoutchouc, de l'étain et des minerais et concentrés de métaux non ferreux, augmenteraient en moyenne, en 1951, par rapport à la moyenne de 1950, dans une proportion égale à la proportion dans laquelle les prix de ces marchandises ont augmenté sur le marché mondial entre mai et décembre 1950 ; on a admis aussi que les prix dérivés ainsi que les prix des marchandises non spécifiées demeureraient en moyenne, en 1951, au même niveau que la moyenne de 1950. Quant aux quantités, on les a supposées dans tous les cas égales à celles de 1950.

Ces évaluations sont, bien entendu, tout à fait approximatives en raison des postulats sur lesquels on les a fait reposer pour simplifier les choses, mais elles indiquent assez nettement combien diffèrent les perspectives propres aux divers pays. Indépendamment de l'amplitude proprement dite de la variation, il semble qu'à en juger d'après le niveau actuel des importations, ceux d'entre les pays énumérés au Tableau 7 dont les besoins sont les plus grands risquent de profiter le moins de l'augmentation.

La rareté des marchandises intéressant le développement économique

Il semble tout à fait improbable que le volume total des exportations de marchandises intéressant le développement économique en provenance de l'Europe et des Etats-Unis augmente dans des proportions considérables. Des deux principaux fournisseurs, l'un, à savoir les Etats-Unis, va probablement réduire, comme on le verra à la Section 4 ci-après, ses exportations de produits de ce genre tandis que l'autre, à savoir le Royaume-Uni, a très nettement annoncé que le volume de ses exportations de produits sidérurgiques et de produits de l'industrie mécanique, qui sont les plus importants de ce groupe, sera, dans l'ensemble, en 1951, inférieur à celui de 1950 [1]. Il se peut, bien

[1] Voir *Economic Survey for 1951*, paragraphes 43 et 73, Cmd. 8195, H.M.S.O., avril 1951.

entendu, que d'autres pays européens, dont le programme de réarmement est moins considérable ou dont l'industrie de constructions mécaniques, comme c'est parfois le cas, notamment en Italie, comporte une capacité de production inemployée, profitent de l'essor pris par la demande dans les pays extra-européens et de la réduction de la capacité d'exportation du Royaume-Uni et des Etats-Unis pour assurer de nouveaux débouchés aux exportations de cette industrie. Les exportations de l'Allemagne occidentale, notamment, pourront faire de nouveaux et importants progrès. Cependant, la répartition en pourcentage du commerce, comme on le verra ci-après, donne lieu de penser que les pays de l'Europe continentale ne seront probablement pas en mesure d'augmenter leurs exportations à un point tel que le volume global puisse s'en trouver modifié de façon importante.

Parts de différents pays dans le total des exportations de métaux et articles manufacturés en métal, de machines, de voitures de tourisme et de matériel de transport en provenance de l'Europe occidentale et des Etats-Unis et à destination du reste du monde, non compris l'U.R.S.S. [a]

Pays exportateur	*1949*		*1950*	
	(Pourcentages)			
Etats-Unis	49	80	39	75
Royaume-Uni	31		36	
Allemagne	1	16	4	19
Italie	2		2	
France	8		10	
Belgique	5		3	
Autres pays d'Europe occidentale	4		6	
	100		100	

[a] Etabli sur la base des chiffres du volume d'après la valeur aux prix de 1949 antérieurs à la dévaluation.

Si, par exemple, le volume des exportations de marchandises intéressant le développement économique fabriquées aux Etats-Unis et au Royaume-Uni diminuait au total de 10 %, il faudrait, non pas même pour augmenter de façon sensible le volume total de 1950, mais seulement pour le maintenir au niveau atteint, que la valeur des exportations correspondantes en provenance des autres pays de l'Europe occidentale augmentât en pourcentage d'une façon très considérable.

On voit donc que, pour l'Europe, il est possible de prévoir une légère modification de la répartition, entre les divers pays, de la production destinée à l'exportation. Pour l'ensemble des pays insuffisamment développés, il semble probable qu'au moment même où ces pays disposeront de ressources financières propres, ils ne seront pas en mesure d'affecter ces ressources à l'achat des marchandises qui, à longue échéance, sont le plus nécessaires à leur prospérité. De plus, il se peut que, comme pendant la guerre, on ait tendance à détourner de leur fin normale les nouvelles ressources financières qui pourraient être affectées au développement : il peut arriver que ces pays entreprennent la construction de nouvelles usines pour l'unique raison qu'une catégorie particulière d'équipement demeurera disponible, alors qu'ils ajourneront l'exécution de projets plus importants et qu'ils entretiendront de façon insuffisante les usines déjà installées.

L'approvisionnement en biens de consommation

Meilleures sont les perspectives d'augmentation des approvisionnements en bien de consommation manufacturés. Il ressort de la Section 4 ci-après que la pression inflationniste aux Etats-Unis entraînera probablement une réduction des approvisionnements en provenance de ce pays, mais le Royaume-Uni envisage d'augmenter de façon sensible ses exportations de produits de ce genre [1], et, dans l'ensemble de l'Europe, le réarmement aura des répercussions moins directes sur cette catégorie d'exportations que sur les marchandises intéressant le développement économique. Cependant, dans ce cas aussi, la production destinée à l'exportation risque d'être limitée par la pénurie de matières premières, en particulier de fibres textiles, dont l'évolution probable est exposée en détail au Chapitre 3.

L'augmentation des importations de biens de consommation contribuerait à atténuer l'inflation dans les pays producteurs de matières premières et à permettre, dans chacun de ces pays, à l'Etat de consacrer les ressources intérieures, notamment les ressources en main-d'œuvre, à un grand nombre de secteurs importants du développement qui n'exigent pas des quantités considérables d'équipement importé, en courant un moins grand risque d'inflation que cela ne serait le cas dans d'autres conditions et en ayant moins besoin de prendre d'impopulaires mesures d'ordre fiscal. Dans de nombreux pays insuffisamment développés, il est moins nécessaire d'importer de l'équipement que de construire des routes, des ponts et des barrages, d'irriguer les terres ou de les défricher, et d'adopter les techniques modernes de l'organisation

[1] Voir *Economic Survey for 1951*, paragraphes 101-103, Cmd. 8195, H.M.S.O., avril 1951.

économique, bien que l'un et l'autre objectif soient évidemment complémentaires.

Aggravation du risque d'inflation

Cependant, il semble tout à fait improbable que les importations de biens de consommation manufacturés augmentent assez pour se rapprocher sensiblement de la quantité qu'il faudrait pour contrebalancer la part du surcroît de revenus — provenant de l'augmentation des recettes perçues par les pays producteurs de matières premières pour la vente de leurs exportations — qui serait normalement consacrée à la consommation, à moins que les prix des articles manufacturés ne subissent une hausse beaucoup plus rapide que celle qui semble probable actuellement. Il n'est pas douteux qu'une part de ce surcroît de revenus sera épargnée par les particuliers et par les Etats ; d'autre part, dans certains pays, le gouvernement met actuellement en vigueur des mesures spéciales destinées à bloquer l'augmentation du pouvoir d'achat intérieur. La plus importante de ces mesures dans les pays producteurs de matières premières semble être celle qui consiste à frapper les exportations de droits qu'il est relativement facile de percevoir et qui stérilisent les revenus inflationnistes au moment même où ils se constituent. Les pays d'Europe qui exercent un contrôle ou une influence sur la politique fiscale dans les territoires extra-européens non autonomes sont en mesure de favoriser cette forme de politique fiscale anti-inflationniste, mais l'expérience enseigne qu'ils peuvent se heurter à une vive opposition provenant des producteurs, surtout lorsqu'une bonne part de l'industrie des territoires non autonomes appartient à des groupes ou à des particuliers de la métropole qui peuvent exercer simultanément une pression dans celle-ci et dans les territoires en question. L'expérience que vient de faire le Royaume-Uni dans l'affaire des droits sur le caoutchouc en Malaisie fournit un exemple intéressant de ce genre de difficultés. Bien que le nouveau taux de ces droits semble élevé et qu'il ait provoqué des protestations violentes, il est à peu près certain qu'il ne suffira pas à empêcher une importante inflation dans les territoires en cause.

Malgré les mesures que l'on pourra ainsi prendre, il est probable que le volume de la nouvelle demande courante demeurera considérable, en raison de la limitation des approvisionnements disponibles en Europe et aux Etats-Unis, et que cette demande ne pourra trouver satisfaction qu'à l'intérieur du groupe de pays producteurs de matières premières ou dans tel ou tel pays particulier dans lequel les prix à l'exportation ont subi la hausse la plus forte [1]. Comme le volume des approvisionnements en biens de consommation dans ces régions ne varie guère, il est probable que ce surcroît de demande conduira à une inflation déclarée et à une hausse des prix.

Une inflation de ce genre survenant dans les pays producteurs de matières premières se généralisera et renforcera la pression inflationniste dans le monde entier : elle touchera tous les pays producteurs de produits de base, y compris même ceux qui auront le moins bénéficié de la hausse des prix à l'exportation. Il y aura donc des pays où le taux d'échange général (mais non leur taux d'échange avec l'Europe et l'Amérique du Nord) pourrait dans l'ensemble devenir moins favorable ; compte tenu d'une certaine hausse des prix des articles manufacturés, il semble que l'Inde, par exemple, court ce risque. Une inflation déclarée dans les pays producteurs de matières premières entraîne des modifications régressives dans la répartition des revenus, un abaissement de la morale politique et sociale, et crée d'une façon générale une atmosphère défavorable au succès du développement économique. Le surcroît de revenus sera inégalement réparti non seulement entre les pays, mais encore entre les classes sociales. Dans la situation actuelle, la plus grande partie de ce surcroît de revenus ira aux producteurs de laine d'Australie, aux producteurs de caoutchouc (grandes compagnies et petits exploitants) de Malaisie et d'Indonésie, et aux négociants de Singapour, alors que la hausse du coût de la vie aura pour effet d'amputer le revenu réel des salariés travaillant dans les industries manufacturières, des employés et autres personnes qui ne tirent pas bénéfice de l'expansion des exportations dans les pays intéressés. Les conséquences à longue échéance peuvent être tout aussi graves. Il y a lieu de prévoir que, tôt ou tard, certains éléments de la demande exceptionnelle actuelle cesseront de se manifester ; si cela survient de façon soudaine et sans que les précautions suffisantes aient été prises pour consolider d'une manière générale le volume de la demande, les prix de beaucoup de matières premières-clés s'effondreront à coup sûr, ce qui provoquera une nouvelle répartition arbitraire et génératrice de perturbation du revenu mondial.

[1] C'est ainsi qu'en Malaisie, par exemple, la production d'étain et de caoutchouc, dont la totalité est pratiquement exportée, est de loin la source la plus considérable du revenu national ; or, la moyenne pondérée des prix de ces deux produits de base a augmenté de 100 % entre mai et décembre 1950.

En outre, les pays producteurs de matières premières constituent le secteur par l'intermédiaire duquel les principales forces extérieures d'inflation se communiquent à l'Europe. Dans les pays producteurs de matières premières où le niveau de vie est bas, une part importante du supplément de dépenses est normalement consacrée aux denrées alimentaires, surtout si les approvisionnements en articles manufacturés importés sont peu abondants. Il est donc probable que les prix mondiaux des denrées alimentaires qui, jusqu'ici, ont moins augmenté que les prix des matières premières monteront en 1951, et il est possible également que l'approvisionnement de l'Europe en denrées alimentaires soit limité par le renforcement de la demande dans les pays producteurs. On voit ainsi que la pression sur l'Europe s'exercera d'un côté par l'action de la hausse des prix et, d'un autre côté, par l'effet de l'augmentation de la demande adressée aux industries exportatrices européennes.

La cause essentielle de la difficulté est l'instabilité des prix des produits de base, due elle-même à l'inélasticité de l'offre à court terme. C'est pourquoi il est inévitable que les prix réagissent de façon violente au déchaînement, sur les marchés des produits de base, du surcroît de demande de biens dans le secteur civil, coïncidant avec une demande anormale de marchandises à usage militaire. L'inflation actuelle dans les pays producteurs de matières premières n'aurait pu être évitée que si les gouvernements d'Europe et d'Amérique du Nord avaient, au moment même où ils ont commencé à renforcer leur demande pour les besoins de la défense, pris des mesures propres à restreindre la consommation des matières premières stratégiques dans le secteur civil. Du point de vue politique, ces mesures auraient été impopulaires, mais du moins auraient-elles mis des bornes à la dépréciation très marquée de la valeur de l'argent dont la population de nombreux pays a à souffrir actuellement.

La situation inflationniste a déjà évolué à tel point qu'il est probable que les mesures que l'on prend actuellement pour la combattre viendront trop tard. Dans les divers pays, l'Etat restreint la consommation civile des matières dont il y a pénurie, mais il est peu vraisemblable que ces restrictions puissent provoquer une baisse importante du niveau général des prix des matières premières ; l'examen qui précède a d'ailleurs montré que l'inflation va forcément, semble-t-il, s'accentuer encore, même si les prix des matières premières ne s'élèvent pas au-dessus du niveau actuel.

Il est cependant possible que les plans de répartition internationale des matières premières donnent certains résultats salutaires. Ces plans sont, certes, difficiles à mettre en œuvre, par suite de la divergence des intérêts en jeu, et le seul fait qu'ils existent contribue à maintenir une ambiance de pénurie et de hausse des prix. Mais, en principe, la répartition internationale implique bien une réduction de l'inflation par le maintien des revenus monétaires au-dessous du niveau qu'ils atteindraient autrement. On ne saurait guère compter sur la coopération des producteurs de matières premières, à moins que les plans de répartition ne s'accompagnent d'une politique de longue haleine visant à assurer la stabilité des prix et des revenus, ainsi que de certaines mesures propres à assurer l'approvisionnement de ces pays en articles manufacturés en provenance d'Europe et d'Amérique du Nord. Il est évident également que certains pays dont les besoins sont très grands et qui cependant n'ont pas eu part à l'augmentation des recettes provenant des exportations, devront, comme par le passé, bénéficier d'une assistance spéciale si l'on ne veut pas retarder indéfiniment la mise en œuvre des programmes de développement économique bien ordonné.

4. Les perspectives économiques aux Etats-Unis

Le cours des événements depuis quelques années a montré de façon frappante l'importance de l'influence qu'exercent sur le reste du monde l'évolution et la politique économiques des Etats-Unis. Si l'on se reporte en arrière, on constate que le ralentissement de l'activité des marchés internationaux des divers produits de base en 1949, qui avait fait craindre la constitution d'excédents gênants et l'utilisation incomplète de la capacité de production, n'était pas le résultat normal de l'action de forces économiques à longue échéance, mais procédait pour une bonne part d'un ralentissement temporaire de l'activité de l'industrie ainsi que des fortes liquidations de stocks qui avaient lieu aux Etats-Unis à cette époque. Il est également évident aujourd'hui que ces événements, joints aux opérations spéculatives sur les changes qu'ils avaient contribué à provoquer, ont joué un grand rôle dans l'évolution de la crise du dollar en 1949. De même, l'augmentation très remarquable de la production et du commerce mondiaux en 1950 et la

modification non moins remarquable de la situation de l'Europe en matière de dollars, comme l'évolution défavorable du taux d'échange de l'Europe vis-à-vis des pays extra-européens, peuvent être imputées, pour une bonne part, à la reprise de l'activité économique aux Etats-Unis et au rythme accéléré de la constitution de stocks dans ce pays.

Jusqu'à un certain point, il est évident qu'une expansion économique intérieure aux Etats-Unis a des répercussions favorables sur le reste du monde. Il est même permis de dire — comme on l'a souligné dans les ETUDES précédentes — qu'un accroissement soutenu et vigoureux de la production, du revenu et de la demande aux Etats-Unis peut être considéré comme une condition indispensable du rétablissement d'un sain équilibre dans le réseau des échanges mondiaux. Dès 1949, il était devenu évident que l'aide des Etats-Unis à l'Europe — qu'il faut distinguer du problème plus fondamental et à plus longue échéance du financement du développement économique des pays d'outre-mer — avait déjà répondu aux besoins urgents de l'après-guerre en matière de secours et de reconstruction. Il apparaissait alors que cette aide devait absolument être maintenue, non pas tant en raison du complément qu'elle apportait aux ressources totales dont disposait l'Europe aux fins d'investissement et de consommation, mais plutôt pour combler l'écart entre le volume des marchandises que le reste du monde — étant donné la structure existante de la production et de la fiscalité, des revenus et des prix — désirait se procurer aux Etats-Unis, et le volume des marchandises que, de leur côté, les Etats-Unis importaient en provenance des autres pays. La façon la plus efficace de combler cet écart consistait évidemment à maintenir l'activité économique des Etats-Unis à un niveau toujours plus élevé, tout en créant des conditions d'échanges qui fussent plus propres à stimuler aux Etats-Unis la demande de produits importés. Cependant, jusqu'au moment où les hostilités ont éclaté en Corée, on n'aurait guère pu prévoir que la modification du climat économique aux Etats-Unis irait jusqu'à provoquer de nouveaux déséquilibres et de nouvelles tensions économiques dont la gravité n'est pas moindre que celle des déséquilibres et des tensions que l'on était en voie de surmonter.

L'inflation

La hausse des prix mondiaux des matières premières qui s'est produite au second semestre de 1950, principalement sous l'effet de l'intensification de la consommation et de l'accroissement des stocks gouvernementaux aux Etats-Unis s'est accompagnée de signes de plus en plus manifestes d'une forte augmentation du coût de production et des prix de vente aux Etats-Unis mêmes. C'est ainsi que les salaires horaires moyens des ouvriers employés dans l'industrie américaine — salaires qui étaient demeurés stables pendant l'année 1949 et qui avaient augmenté au rythme trimestriel constant de 1½% au cours des trois premiers trimestres de 1950 — ont augmenté de 3%, soit du double, au dernier trimestre. De même, les prix à la consommation, qui avaient accusé une tendance à la stabilité, voire une légère tendance à la baisse jusque vers le milieu de 1950, ont augmenté au rythme trimestriel de 2½% dans la seconde moitié de cette année-là. Cependant, la hausse des prix aux Etats-Unis pendant cette période a été la conséquence de la pression exercée par le niveau élevé de l'emploi ainsi que par les achats et les stockages spéculatifs auxquels les commerçants et les industriels se sont livrés [1] à la suite des événements de Corée, plutôt que de l'augmentation des dépenses militaires proprement dites, qui ne sont devenues un facteur important qu'au dernier trimestre de l'année. Au cours de l'année civile 1951, les dépenses militaires s'élèveront probablement aux Etats-Unis à 32 milliards de dollars environ, en prix de 1950, contre environ 13 milliards pendant l'année civile 1950 et, bien entendu, elles augmenteront à un rythme accéléré au cours de l'année [2]. Ce chiffre ne comprend pas l'aug-

[1] Les stocks globaux du commerce et de l'industrie ont augmenté au taux annuel de 9 milliards de dollars au dernier trimestre de 1950 contre 2 milliards de dollars au premier et au deuxième trimestre.

[2] L'évolution des dépenses *réelles* afférentes aux forces armées — et non pas des crédits inscrits à ce titre au budget — peut être évaluée de la façon suivante (en milliards de dollars, taux annuels aux prix approximatifs de 1950) :

Années civiles							
1950				*1951*			
13,0				32,0			
Trimestres							
III	IV	I	II	III	IV	I	II
1950	*1950*	*1951*	*1951*	*1951*	*1951*	*1952*	*1952*
11,6	15,7	22,7	30,4	36,2	38,3	40,6	42,4

Les renseignements ci-dessus sont tirés de *The Economic and Political Hazards of an Inflationary Defence Economy*, Annexe C, Tableau 1, p. 55 ; il s'agit d'une documentation établie à l'intention du « Joint Committee on the Economic Report » (Commission mixte du Rapport économique), 82e Congrès, première session, Washington, février 1951. Cette Commission a fondé ses évaluations sur une étude de la tendance récente des crédits budgétaires et des dépenses engagées, sur le projet de budget fédéral et sur le rythme du renforcement des effectifs sous les drapeaux, tel qu'il est prévu par les plans.

mentation envisagée portant de 4 à 5 milliards de dollars le montant du programme d'assistance militaire à l'étranger qu'il est préférable, aux fins de la présente étude, de considérer comme partie intégrante des dépenses militaires des Etats-Unis. Ce chiffre ne comprend pas non plus les dépenses consacrées à l'énergie atomique et au développement de la production pour la défense nationale qui augmenteront d'environ 2 milliards de dollars [1].

Le Président des Etats-Unis, dans le Rapport économique annuel qu'il a présenté au Congrès en janvier 1951, a exprimé l'espoir qu'en 1951 le produit national réel augmenterait, comme en 1950, dans la proportion considérable d'à peu près 7 %. Aux prix moyens pratiqués en 1950, le produit national brut des Etats-Unis croîtrait ainsi de quelque 20 milliards de dollars, ce qui ne suffirait pas, semble-t-il, à répondre à l'augmentation des dépenses. Toutefois, l'augmentation de la production s'accompagnera forcément d'un renforcement du taux de l'emploi, d'une augmentation de la durée du travail, d'un relèvement du taux des salaires ainsi que d'un accroissement des revenus dans l'agriculture et dans les affaires, de sorte que les dépenses de consommation et les investissements privés dépasseront forcément le chiffre de 1950. Si des mesures correctives ne sont pas efficacement appliquées, l'augmentation de la demande totale de marchandises et de services, dans le secteur public comme dans le secteur privé, dépassera donc forcément l'augmentation de l'offre.

D'après une enquête effectuée dans les premiers mois de l'année [2], on prévoyait que l'industrie et le commerce consacreraient à l'outillage et à l'équipement, en 1951, une somme supérieure d'environ 30 % à la somme réellement dépensée à cet effet en 1950; la plus grande partie de cette augmentation devait être le fait des industries manufacturières, des transports, des services publics et des industries extractives. Il se peut également qu'il y ait une certaine augmentation des investissements dans d'autres secteurs de l'économie, notamment dans l'agriculture, mais, par contre, il semble probable que la rareté des matériaux de construction et les restrictions imposées par l'Etat auront pour effet de ralentir la construction de logements et de certains autres bâtiments privés présentant un caractère d'urgence moindre. Il convient de tenir compte aussi de la modification du volume des stocks industriels et commerciaux qui, en 1950, ont augmenté en valeur de plus de 4 milliards de dollars. Si l'on fait entrer en ligne de compte toutes ces circonstances, et si l'on prévoit un certain ralentissement du rythme de constitution des stocks, on ne peut guère évaluer à moins de 5 milliards de dollars l'augmentation nette des investissements privés, mesurés en prix moyens de 1950 [3].

Il est beaucoup plus malaisé d'évaluer l'augmentation probable des dépenses de consommation. Cette difficulté procède pour une part de l'élément d'incertitude que constitue l'épargne privée : cette épargne, qui s'était amenuisée après le début des hostilités en Corée, par suite de l'augmentation accélérée des achats de marchandises durables, pourrait avoir tendance à augmenter désormais dans une proportion équivalente. Cependant, en tablant sur l'évolution escomptée du revenu national, on ne peut guère évaluer à moins de 10 milliards de dollars, toujours aux prix de 1950, l'augmentation probable des dépenses de consommation en 1951, compte non tenu du renforcement de la fiscalité ou d'autres mesures qui pourraient être mises en œuvre pour restreindre la consommation.

Dans ces conditions, il faudrait donc s'attendre que les dépenses de l'Etat et les dépenses privées augmentent au total de quelque 40 milliards de dollars en 1951, c'est-à-dire de 20 milliards de plus que n'augmentera, selon les prévisions, le produit national brut en prix constants. Cette différence représente l'« écart inflationniste » virtuel, qui rendra fatalement nécessaire soit une amputation du volume de la consommation réelle, soit une nouvelle diminution du solde net de la balance des paiements extérieurs, soit encore un recours à ces deux moyens. Comme il est tout à fait invraisemblable qu'un écart d'une telle amplitude puisse être comblé, en totalité ou en grande partie, par une diminution des exportations ou par une augmentation des importations, il semble inévitable que la consommation réelle doive tomber au-dessous du niveau que l'augmentation escomptée de la production nationale aurait, dans d'autres conditions, déterminé.

Il apparaît donc que, s'il ne survient pas de nouvelles modifications dans la balance des paiements, il faudra que la consommation réelle aux Etats-Unis

[1] *Op. cit.*, Tableau 2, p. 58.

[2] Voir *Plant and Equipment Expenditure*, Securities and Exchange Commission, Washington, 27 mars 1951.

[3] Le total des capitaux privés investis aux Etats-Unis en 1950 a été évalué à 49,4 milliards de dollars. *Survey of Current Business*, page S-1, mars 1951.

diminue d'environ 10 milliards de dollars par rapport à 1950, au lieu d'augmenter de 10 milliards comme cela eût été le cas dans des circonstances normales. Une telle réduction ne constituerait pas, en elle-même, une épreuve trop sévère pour le pays, étant donné le niveau de vie relativement élevé des Etats-Unis, et elle ne ferait pas tomber, pour autant, le volume de la consommation par habitant à un chiffre inférieur à celui d'aucune des années qui ont précédé 1949. Le problème qui se pose est plutôt celui de la façon dont cette réduction doit être opérée, alors que la demande est en plein essor et que de puissants intérêts concurrents sont en jeu. D'une façon générale, on peut appliquer trois méthodes : l'une est la méthode orthodoxe, mais toujours impopulaire, qui consiste à réduire les revenus des individus en relevant le taux des impôts directs. La seconde consiste à laisser les salaires et les prix s'engager dans la spirale ascendante jusqu'à ce que les prix aient suffisamment distancé les salaires pour imposer l'inévitable réduction de la consommation réelle. Enfin, on peut aussi réduire la consommation au moyen du rationnement et d'autres restrictions du volume des marchandises et services offerts ; mais, si les restrictions ne portent pas effectivement sur l'ensemble de la consommation, cette méthode ne réussit que dans une certaine mesure, car lorsque les consommateurs ne peuvent pas acheter les marchandises qu'ils préfèrent, ils épargnent une partie des sommes qu'ils n'ont pu dépenser, plutôt que d'en consacrer l'intégralité à l'achat des marchandises ou services qu'ils peuvent se procurer librement.

Il est inévitable qu'une certaine hausse des prix se produise aux Etats-Unis, ne serait-ce qu'en raison de la pression que le niveau élevé de l'emploi va exercer sur les taux de salaires et par suite sur le coût de production. Cette évolution a déjà commencé et, à considérer les hausses qui sont déjà intervenues jusqu'ici, la hausse minimum par rapport à la moyenne de 1950, pour toute la série des marchandises et services qui font partie du produit national, pourrait facilement être de l'ordre de 10 % [1]. Mais il est impossible de dire jusqu'à quel point les prix et les salaires nominaux s'élèveraient réellement si, pour combler l'écart entre la demande monétaire et le volume des marchandises disponibles, on devait laisser l'inflation se développer librement et aboutir à la hausse requise des prix par rapport aux gains. Cette hausse pourrait être importante, si les taux de salaires étaient de plus en plus liés à l'indice des prix de consommation, car, dans ce cas, les conséquences de la réduction de la consommation seraient supportées essentiellement par la main-d'œuvre non syndiquée, les employés de l'Etat et les autres groupes de salariés dont le revenu est fixe ou qui ont peu de moyens de discuter leurs conditions d'emploi.

Pour lutter contre un courant inflationniste de ce genre, les pouvoirs publics ont proposé au Congrès le 2 avril, des augmentations d'impôts, avec effet rétroactif au 1er janvier 1951, qui suffiraient à produire 10 milliards de dollars au cours d'un exercice budgétaire. De ces 10 milliards de dollars, la part qui frappe directement ou indirectement les revenus des personnes — et qui de ce fait présente le plus d'intérêt pour combler l'écart inflationniste entre la demande monétaire globale et l'offre de marchandises aux prix existants — représente environ 7 milliards [2]. Il s'ensuit que, même si les augmentations nécessaires d'impôts sont adoptées intégralement et promptement, il y aura toujours, semble-t-il, en 1951, un excès de la demande monétaire risquant de conduire à l'inflation, qui s'élèvera, d'après les évaluations actuelles, à quelque 13 milliards de dollars et dont l'effet tendra à se traduire par de nouvelles hausses de prix ou à se communiquer à d'autres pays par la voie de modifications de la balance des paiements.

Modifications probables de la balance du commerce extérieur

La structure du commerce extérieur des Etats-Unis est ainsi faite qu'une bonne part de la demande inflationniste pourrait fort bien en effet se communiquer à d'autres pays. Les importations des Etats-Unis consistent pour 60% environ en matières premières et en produits semi-finis destinés à l'industrie ; la demande de ces marchandises qui, en période d'expansion économique, est très peu élastique en fonction des variations de prix, ne devrait pas, semble-t-il, être accrue davantage du fait de l'excès de la demande monétaire. Cependant, le cinquième environ des importations des Etats-Unis comprend des produits manufacturés et des denrées alimentaires, et, pour une certaine part, l'augmentation de la demande aura probablement pour

[1] Le prix d'un grand nombre de produits finis a déjà subi une hausse supérieure à ce chiffre, mais divers autres prix payés par les consommateurs pour des services, comme les tarifs des services publics et les loyers, sont beaucoup plus stables.

[2] Les 3 autres milliards doivent provenir du relèvement des impôts sur les sociétés et, comme il est probable qu'ils atteindront surtout les réserves de ces sociétés, ils présentent moins d'intérêt du point de vue de la lutte contre l'inflation.

effet d'accroître les importations de ces marchandises. Quant aux exportations, elles consistent dans la proportion de 55 % en machines et autres produits finis dont la plupart, dans chaque cas, ne représentent qu'une très faible proportion de la production et de la consommation totales du pays. Ces exportations sont donc très sensibles à la moindre pression inflationniste qui s'exerce aux Etats-Unis. A l'opposé, 20 % des exportations globales sont composées de matières premières brutes (de coton, pour moitié) qui correspondent, dans presque tous les cas, à une proportion considérable de la production totale [1]. Cependant, étant donné la part considérable qui est la leur dans le total, les produits manufacturés, qui sont sensibles aux effets de l'inflation, risquent d'exercer une influence prédominante dans la détermination des exportations totales. On peut se faire quelque idée des possibilités que comporte la situation, si l'on considère que la valeur totale des exportations de biens de consommation manufacturés, enregistrées en 1950, ne représente que moins d'un cinquième du montant auquel on a calculé ci-dessus que s'élèverait l'excédent inflationniste potentiel de la demande monétaire en 1951. Ces exportations pourraient être presque entièrement supprimées, auquel cas la balance des paiements des Etats-Unis serait réduite de 2 milliards de dollars.

Les tendances qui se sont récemment fait jour dans le commerce extérieur des Etats-Unis viennent à l'appui de cette conclusion qu'il est probable que l'inflation aux Etats-Unis réagira fortement sur la balance du commerce extérieur. Les données récapitulatives semestrielles enregistrées au Tableau 8 montrent que le solde excédentaire du compte des paiements courants des Etats-Unis a peu à peu diminué depuis deux ans. Au second semestre de 1950, le solde de ce compte avait pratiquement cessé dans l'ensemble d'être créditeur, si — comme il convient de le faire aux fins de la présente étude — on élimine des exportations les 450 millions de dollars qui avaient été transférés au titre du Programme d'assistance de défense mutuelle [2].

Dans le cas des transactions avec les pays non européens, le solde était en réalité devenu déficitaire, à mesure que les importations l'emportaient sur les exportations. Même vis-à-vis de l'Europe, le solde excédentaire était devenu relativement faible, si l'on néglige les envois de caractère directement militaire. Il semble que cette tendance au déficit du compte des paiements courants des Etats-Unis ait des chances d'être renforcée dans les conditions actuelles, notamment pour ce qui est des transactions avec les pays non européens.

Dans le commerce avec les régions productrices de matières premières, on peut s'attendre que les importations des Etats-Unis augmentent en volume et davantage encore en valeur globale. Etant donné l'augmentation envisagée de la production des Etats-Unis, des importations supplémentaires de matières premières seront indispensables ; ces importations supplémentaires seront limitées non pas par la demande mais par la quantité des approvisionnements disponibles outremer et par les accords qui seront éventuellement conclus en vue de la répartition internationale des matières premières. Il est plus certain encore que le coût moyen des importations des Etats-Unis sera beaucoup plus élevé qu'en 1950, car les prix ont monté au cours de l'année, et, même en décembre, la valeur enregistrée des importations était loin d'avoir subi pleinement la répercussion des hausses de prix survenues depuis les événements de Corée. Même en admettant que l'augmentation du volume total des importations des Etats-Unis en provenance de sources non européennes reste modérée, on peut raisonnablement supposer que leur valeur totale pourrait en 1951 dépasser de non moins de 2 milliards de dollars le chiffre de 1950, si l'on tient compte du retard avec lequel se font sentir les effets de la hausse des prix. Une telle prévision est conforme à l'analyse qui a déjà été faite de l'accroissement probable des recettes dans les pays producteurs de matières premières du fait de leurs exportations. En revanche, il est évidemment très peu probable que la demande accrue d'importations de ces pays puisse recevoir satisfaction. Indépendamment des effets

[1] C'est ainsi, par exemple, qu'en 1950, les exportations d'automobiles, de pièces détachées et d'accessoires fabriqués aux Etats-Unis (évaluées en prix de gros f.o.b.) représentaient environ de 5 à 6% des sommes dépensées à l'intérieur du pays pour l'achat des mêmes marchandises (évaluées aux prix de détail, à la livraison) ; en revanche, le tiers de la récolte globale de coton et le quart de la récolte globale de tabac sont normalement produits pour l'exportation.

[2] Le montant des transferts effectivement opérés au titre du Programme d'assistance de défense mutuelle s'est élevé à 446 millions de dollars au second semestre de l'année, contre 71 millions pendant le premier semestre. Ces transferts ont surtout pris la forme d'envois de matériel militaire et de certaines matières premières et de certains outillages du même caractère ; il vaut donc mieux les considérer comme faisant partie des dépenses militaires des Etats-Unis (comme il a été dit plus haut dans l'examen du problème de l'inflation), et ne les inclure, en conséquence, ni dans la balance commerciale ni dans la balance des paiements courants. On ne possède pas de renseignements complets sur la répartition de cette assistance entre les divers pays, mais il semble que 85 % environ en aient été attribués aux Etats de l'Europe occidentale signataires du Pacte de l'Atlantique nord.

Tableau 8

SOLDE DU COMPTE DES PAIEMENTS COURANTS DES ÉTATS-UNIS

En millions de dollars courants

Poste	1949		1950	
	Premier semestre	Second semestre	Premier semestre	Second semestre
Vis-à-vis des pays européens				
Exportations	2.562	1.884	1.743	1.852
Importations	644	529	606	889
Services (chiffre net)	— 27	— 80	—198	—193
Dons privés	—192	—193	—158	—154
Solde du compte des paiements courants	1.699	1.082	781	616
Vis-à-vis des pays non européens				
Exportations	4.341	3.550	3.309	3.775
Importations	3.077	2.894	3.349	4.443
Services (chiffre net)	642	513	616	592
Dons privés	— 73	— 57	— 64	— 63
Solde du compte des paiements courants	1.833	1.112	512	—139
Vis-à-vis de l'ensemble des pays				
Solde du compte des paiements courants	3.532	2.194	1.293	477
Solde du compte des paiements courants, après correction destinée à éliminer les envois effectués au titre du M.D.A.P.[a]	3.532	2.194	1.222	31

Sources : Chiffres tirés du *Survey of Current Business*, Département du Commerce des Etats-Unis, juin 1950, ainsi que, pour 1950, de renseignements communiqués directement par le Service de la Balance des paiements du Département du Commerce des Etats-Unis (Balance of Payments Division, United States Department of Commerce).

a « *Mutual Defense Assistance Program* » (Programme d'assistance de défense mutuelle). En 1950, ces envois se sont élevés à 71 millions de dollars au premier semestre et à 446 millions de dollars au second semestre.

qu'exercera l'excédent de demande aux Etats-Unis, dont il a déjà été question plus haut, il faudra compter aussi avec les effets directs de la priorité accordée aux fabrications militaires ainsi que des restrictions sévères imposées à la production des marchandises destinées au secteur civil. De la sorte, il est fort possible que le volume des exportations des Etats-Unis, bien loin d'augmenter, diminue, quoique en valeur globale cette diminution puisse être compensée, dans une certaine mesure tout au moins, par la hausse progressive des prix des produits manufacturés des Etats-Unis.

Il se peut également qu'une modification compensatoire survienne dans les transactions effectuées au titre des services, grâce notamment au renforcement des bénéfices que les Etats-Unis tirent des capitaux placés à l'étranger, mais il est probable que le résultat net sera la constitution d'un important déficit de la balance générale du compte des paiements courants de ce pays vis-à-vis des pays producteurs de matières premières.

Les mêmes forces qui ont provoqué une nette altération du taux d'échange des Etats-Unis vis-à-vis des pays producteurs de matières premières tendront à améliorer le taux d'échange de ce pays avec l'Europe, et à provoquer de nouveau une augmentation du solde excédentaire du compte des paiements courants des Etats-Unis vis-à-vis de cette région. De plus, les exportations des Etats-Unis à destination de l'Europe sont constituées, pour une part importante, par un groupe de produits (matières premières brutes) qui sont moins sensibles à l'inflation, comme on l'a vu plus haut. Quant aux quantités des marchandises échangées, les principaux articles que comprennent les exportations des Etats-Unis à destination de l'Europe ne seront probablement pas sérieusement affectés par l'insuffisance des approvisionnements. Cela devrait être le cas du tabac, par exemple ; et les exportations de coton devraient aussi augmenter. En outre, les exportations de charbon des Etats-Unis, qui ont été négligeables depuis le milieu de l'année 1949, pourraient, à elles seules, atteindre une valeur de 200 à 300 millions de dollars (y compris les sommes encaissées par la flotte marchande des Etats-Unis pour les transports). En somme, on peut prévoir qu'en moyenne le prix des exportations des Etats-Unis à destination de l'Europe

augmentera légèrement et que peut-être leur volume total s'accroîtra aussi [1]. Il serait vain, par contre, d'essayer de prévoir dès maintenant le cours que suivront les exportations de l'Europe à destination des Etats-Unis et les répercussions qu'elles auront sur la balance des paiements courants. Il est évident que dans l'état actuel des choses, la demande est telle que l'Europe aura la possibilité de vendre aux Etats-Unis des produits d'une nature et d'une quantité qui semblaient tout à fait improbables il y a peu de temps encore. Le fait que les Etats-Unis, pour fabriquer du caoutchouc synthétique, aient conclu avec la France un contrat de livraison d'alcool industriel pour un montant de plus de 50 millions de dollars donne un exemple frappant de ce qui peut se produire dans cet ordre d'idées. En revanche, les pays européens eux-mêmes se heurteront à une pénurie de matières premières industrielles alors qu'ils auront à faire face à une forte demande de leurs produits finis sur leur territoire même et sur les autres marchés d'exportation. Le solde net de la balance commerciale et celui du compte des paiements courants vis-à-vis des Etats-Unis dépendront donc pour une bonne part de l'étendue et du rythme d'exécution des programmes européens de réarmement, ainsi que de la pression plus ou moins grande qu'exerceront sur la demande les forces inflationnistes non seulement en Europe et aux Etats-Unis, mais aussi sur les autres marchés d'outre-mer à destination desquels l'Europe exporte.

Malgré la grande incertitude qui règne quant au volume des importations des Etats-Unis en provenance de l'Europe, on semble fondé à conclure que de puissantes forces concourent actuellement à rendre sensiblement déficitaire le solde de la balance des paiements courants des Etats-Unis avec le monde entier. Un tel renversement de la situation renforcerait par lui-même dans une certaine mesure les forces qui agissent déjà dans le sens de l'inflation en d'autres pays, tout en contribuant à combler aux Etats-Unis mêmes l'écart inflationniste. Mais si ces effets indirects sur la balance des paiements, joints aux mesures positives prises aux Etats-Unis pour lutter contre l'inflation, devaient laisser subsister un écart important entre la demande monétaire et le volume des marchandises disponibles dans ce pays, la nouvelle hausse des prix intérieurs qui en résulterait aux Etats-Unis, en même temps que l'action de l'augmentation plus ou moins forte des prix de revient que l'on peut considérer comme inévitable, auraient pour effet de renforcer davantage encore les puissantes forces inflationnistes dont l'action s'exerce déjà en Europe et dans le reste du monde. La hausse des prix des exportations des Etats-Unis, même si elle coïncide avec une hausse plus forte encore des prix de leurs importations, devrait nécessairement se répercuter sur le niveau général des prix dans les autres pays, en partie par l'effet de la tendance qu'ont les prix de nombreuses marchandises à s'aligner automatiquement sur les prix analogues cotés aux Etats-Unis, en partie, à cause de l'influence qu'exercent sur le niveau des salaires les prix des exportations des Etats-Unis, et en partie aussi en raison des effets inflationnistes des bénéfices élevés des industries exportatrices des autres pays. Pour l'Europe, ces conséquences se feraient sentir non seulement directement, mais aussi de façon détournée par la voie du commerce avec les pays producteurs de matières premières.

[1] Cela s'entend, ici encore, à l'exclusion des envois effectués au titre du Programme d'assistance de défense mutuelle, lesquels à eux seuls, s'élèveront probablement au total à plusieurs milliards de dollars, mais que l'on ne fait pas entrer en ligne de compte dans l'étude de la balance commerciale ou de la balance des paiements pour les raisons déjà exposées.

5. Perspectives économiques pour l'Europe

Jusqu'ici, l'exposé a surtout porté sur l'évolution économique vue sous l'angle mondial, et sur les perspectives qui s'ouvrent, dans le proche avenir, dans les pays extra-européens plutôt qu'en Europe même. Pour des pays aussi étroitement liés au commerce mondial et qui dépendent autant des importations d'outre-mer que le sont la plupart des pays d'Europe, les événements qui se produisent ailleurs dans le monde ont toujours une grande importance et, en période de changements économiques profonds, il est particulièrement indispensable d'en tenir dûment compte si l'on veut se faire une idée valable de la situation économique en Europe. Ceci n'implique pas, pour autant, que l'avenir économique de l'Europe soit essentiellement déterminé du dehors, ni que le comportement et la politique des pays européens n'aient qu'une influence secondaire sur le cours de l'évolution économique mondiale. L'interdépendance des forces économiques intérieures et extérieures ressort très nettement des chapitres suivants consacrés à l'examen

de l'activité économique européenne au cours de l'année écoulée et aux problèmes devant lesquels les pays d'Europe se trouvent maintenant placés.

On a fait valoir, au début du présent chapitre, que la production mondiale de matières premières devrait augmenter beaucoup pour permettre de maintenir la production industrielle du monde à son niveau de 1950. Un examen plus approfondi de la production industrielle en Europe dans le passé et de l'ampleur qu'elle pourrait prendre à l'avenir, permet de conclure que, si la pénurie actuelle n'existait pas, la production industrielle de l'Europe pourrait probablement augmenter encore de 13 % en 1951 ; il faut noter d'ailleurs, à ce propos, que cette augmentation se répartirait entre les pays autrement qu'en 1950. A la vérité, cette augmentation sera sans doute sensiblement moindre, surtout si l'on tient compte des difficultés soulevées par l'affectation d'une partie de la production à des fins militaires. Le problème qui se pose ne touche qu'en partie aux matières importées ; toutefois, pour nombre des produits de base les plus importants, les approvisionnements subiront le contrecoup du gonflement très considérable de la demande aux Etats-Unis : la consommation de coton brut et de laine en Europe ne pourra guère dépasser les chiffres de 1950; la production de rayonne sera sans doute réduite, car c'est là l'un des nombreux secteurs industriels où la pénurie de soufre se fera particulièrement sentir, et l'insuffisance de l'approvisionnement en métaux non ferreux continuera certainement à freiner la production des industries métallurgiques et mécaniques en Europe, malgré une certaine augmentation des ressources mondiales disponibles pour l'utilisation courante. Mais, c'est pour les deux matières industrielles les plus importantes que l'Europe produit elle-même, à savoir le charbon et l'acier, que la production européenne subira les limitations les plus décisives et les plus immédiates : en effet, l'incapacité où les pays d'Europe se trouvent de résoudre leurs problèmes de production et de répartition devient maintenant aussi évidente que gênante. Même en ayant recours à de nouvelles importations en provenance des Etats-Unis, l'approvisionnement en charbon pour la consommation courante de l'Europe en 1951 ne dépassera sans doute pas de plus de 5 % le chiffre de 1950, et la pénurie de coke et d'autres matières entrant dans la fabrication de l'acier risque d'empêcher la production d'acier de dépasser beaucoup le niveau déjà atteint à la fin de 1950 qui représentait lui-même quelque 10 % de plus que la moyenne pour l'ensemble de l'année.

L'accroissement que l'on peut escompter en 1951 de la production européenne totale — y compris la production agricole et les services, où les progrès se font d'ordinaire plus lentement que pour la production industrielle — ne sera probablement pas beaucoup plus grand que l'augmentation de la demande qui est appelée à se manifester sous l'effet de deux causes particulières, à savoir : l'altération du taux d'échange avec les pays extra-européens en raison de la forte hausse des prix des matières premières, d'une part, et le gonflement de la demande du secteur public aux fins d'exécution des programmes de défense nationale, d'autre part. Même en l'absence de tout autre élément perturbateur, ces changements risquent de compromettre le maintien de la stabilité monétaire, déjà précaire dans de nombreux pays, par suite de la nécessité d'adapter à la situation nouvelle au point de vue de l'offre, le volume et la répartition du revenu utilisable. Cependant, le problème de la stabilité monétaire est rendu beaucoup plus grave encore par le fait que la structure des prix a été ébranlée, et la répartition des revenus profondément modifiée, à la suite de la violente hausse des prix des importations. La hausse des prix des exportations contribue également à stimuler l'inflation intérieure, même si le profit en revient entièrement aux industries d'exportation sous la forme de bénéfices non distribués. Les diverses forces d'inflation se manifestent dans des proportions et à des degrés divers dans les différents pays d'Europe, et, en conséquence, les problèmes immédiats que la politique économique doit résoudre sont également différents. Dans certains pays, tels que le Royaume-Uni et la Suède, le problème essentiel est celui de la politique des salaires. Dans d'autres, comme par exemple la France, c'est le maintien de l'équilibre budgétaire qui est fondamental, et dans d'autres encore, tels que les Pays-Bas et la Norvège, le problème de l'inflation se manifeste surtout sous la forme de difficultés tenant à la balance des paiements. Bien qu'ils soient, dans une large mesure, à l'abri des forces inflationnistes extérieures qui affectent actuellement l'Europe occidentale, les pays de l'Europe orientale se heurtent à des difficultés pour maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande globale de biens de consommation.

L'examen du problème de l'inflation, qui figure dans le dernier chapitre de la présente ETUDE, n'incite pas à l'optimisme pour ce qui est de la tendance actuelle des événements. S'il est vrai que l'aggravation de la tension internationale et la probabilité de dépenses militaires plus grandes sont à l'origine de

perturbations qui sont déjà intervenues, dans le domaine des prix la répercussion directe de l'accroissement des dépenses aux fins d'armement en Europe même n'a guère encore commencé à se faire sentir. Indépendamment de l'effet inflationniste du gonflement de la demande du secteur public, le niveau des coûts intérieurs et des prix dans les pays d'Europe continuera forcément de monter à la suite de la hausse des prix à l'importation, si les taux de change actuellement en vigueur sont maintenus ; l'adaptation des prix intérieurs et des salaires à la hausse du coût des importations déjà enregistrée est encore loin d'être achevée. Si les salaires et les prix intérieurs en Europe et, partant, les prix à l'exportation devaient continuer à monter, un nouvel état d'équilibre pourra peut-être s'établir plus tard entre les prix des matières premières et ceux des produits manufacturés qui font l'objet du commerce mondial. Mais cette méthode d'adaptation, qui implique une dépréciation de la valeur intérieure des monnaies nationales, porte en soi tous les maux de l'inflation dont le plus important consiste dans les changements non voulus et inéquitables dans la répartition de la richesse et du revenu réels, ainsi que dans l'accentuation du manque de confiance du public dans la valeur de la monnaie.

Un examen de l'expérience acquise dans le passé et de la situation inflationniste actuelle dans les divers pays donne à croire que certains d'entre eux devraient être à même de contenir la pression inflationniste de la demande résultant de l'extension des programmes d'armement, mais qu'aucun pays ne pourra aisément, au moyen de seules mesures d'ordre intérieur, pallier la hausse des prix, ni les modifications non voulues dans la répartition des revenus provoqués par la forte augmentation des prix de revient suscitée de l'extérieur, sans courir le risque de stimuler davantage encore la demande globale. Les mesures de contrôle des prix et la politique des subventions peuvent avoir pour effet de freiner une hausse du coût de la vie mais, à moins que le pouvoir d'achat excédentaire ainsi libéré ne soit résorbé au moyen des impôts payés sur les revenus (qu'il ne faut pas confondre en l'occurrence avec les impôts frappant le capital), il est vraisemblable qu'une situation d'inflation refoulée résultera de l'adoption de telles mesures.

Un moyen plus direct pour empêcher les prix élevés pratiqués à l'étranger de continuer à exercer une influence inflationniste sur les pays européens, serait, pour ceux-ci, de valoriser leurs monnaies. En agissant ainsi, on parviendrait à abaisser le coût des importations chiffré en monnaie nationale et à freiner la hausse des prix à l'exportation. En même temps, l'amélioration du taux d'échange des pays d'Europe, qui en résultera, devrait avoir pour effet de renforcer plutôt que d'affaiblir la situation de leurs balances des paiements, à un moment où les approvisionnements non seulement de matières premières, mais aussi d'articles manufacturés, sont insuffisants par rapport à la demande.

Chapitre 2

L'EXPANSION DE LA PRODUCTION

1. Introduction

La production totale de l'Europe (moins l'Union soviétique) qui, en 1949, avait à peu près regagné son niveau d'avant guerre, a augmenté de 9 % environ en 1950 [1]. Comme pour les quatre années précédentes, c'est dans le domaine de l'industrie que l'accroissement a été le plus sensible. La production industrielle qui, en 1949, dépassait déjà de 9 % le niveau atteint pendant la période immédiatement antérieure à la guerre, a encore augmenté de 14 % et, pendant le dernier trimestre de l'année, même si l'on corrige approximativement la pointe saisonnière normale, le taux d'accroissement dépassait de plus d'un quart celui de 1938.

Comme en 1949, l'augmentation totale de la production européenne est due pour une part importante — soit près des deux cinquièmes en 1950 — au relèvement tardif, mais rapide dans les derniers temps, de l'industrie allemande. Néanmoins, même si l'on fait abstraction du cas particulier de l'Allemagne, une augmentation de 10 % apparaît pour le reste de l'Europe. Bien qu'inférieur aux chiffres atteints immédiatement après la guerre, ce taux est plus élevé que celui de l'année précédente : dans les pays où la production était restée stationnaire ou avait même fléchi, notamment en France, une reprise a marqué le second semestre de l'année.

Production industrielle de l'Europe, moins l'Allemagne
(trimestre correspondant de l'année précédente = *100*)

	1947	*1948*	*1949*	*1950*
Premier trimestre . .	116 [a]	121 [a]	110	109
Deuxième trimestre .	117	112	109	108
Troisième trimestre .	112	109	107	110
Quatrième trimestre .	112	111	107	111
Année entière . . .	114	113	108	110

[a] La crise des combustibles, qui avait marqué le premier trimestre de 1947 rend plus difficile la comparaison des chiffres relatifs au trimestre en question et au premier trimestre de 1948.

[1] Il ne s'agit forcément ici que d'une évaluation approximative, qui tient compte des changements connus survenus dans la production industrielle et agricole et dans l'activité du bâtiment, et fait la part de la diminution relative de l'importance de la production artisanale.

L'augmentation de la production a été très inégale dans les divers pays. L'industrialisation de l'économie dans les pays de l'est s'est poursuivie à un rythme accéléré ; dans le Royaume-Uni et les autres pays du nord-ouest de l'Europe, à l'exclusion de l'Allemagne, le taux d'augmentation régulièrement atteint au cours des premières années qui ont suivi la guerre s'est quelque peu amélioré ; enfin, les pays du sud et de l'ouest du continent européen, qui avaient déjà du retard sur les autres, ont encore perdu du terrain.

Part des différentes régions dans la production industrielle totale de l'Europe, moins l'Allemagne

	Pourcentage de la production totale	Pourcentage de l'augmentation totale par rapport à l'année précédente		
	1950	*1948*	*1949*	*1950*
Pays du nord et du nord-ouest de l'Europe [a]	50	45	40	45
Pays du sud et de l'ouest du continent européen [b] . . .	35	33	30	26
Pays de l'est de l'Europe [c] .	15	22	30	29
Europe moins l'Allemagne .	100	100	100	100

[a] Danemark, Finlande, Irlande, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède.
[b] Autriche, Belgique, Espagne, France, Grèce, Italie, Luxembourg, Portugal, Sarre et Turquie.
[c] Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie et Tchécoslovaquie.

D'une industrie à l'autre les progrès réalisés ont été moins inégaux qu'entre les pays, et les chiffres du

Indices de production des industries de seize pays européens [a]

	1948 (1947 = 100)	*1949* (1948 = 100)	*1950* (1949 = 100)	*1950* (1938 = 100)
Industries mécaniques . .	121	118	112	139
Industrie chimique . . .	126	114	116	152
Acier brut	129	115	109	118
Charbon [b]	109	108	103	97
Energie électrique	113	108	113	173
Matériaux de construction	123	110	111	120
Textiles	115	113	113	110
Production industrielle totale.	117	114	112	128

[a] Allemagne occidentale, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni, Suède et Tchécoslovaquie. En 1950, la production industrielle de ces pays représentait environ 85 % de la production totale de l'Europe.
[b] En quantités équivalentes de houille.

Tableau 9

PRODUCTION INDUSTRIELLE

Années de base des indices : 1938 et 1948

Pays	En pourcentage *a* de la production totale de 1950	*1938 = 100*				*1948 = 100*							
						1949				1950			
		1947	1948	1949	1950 *b*	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e *b* trim.
Allemagne :													
Zones occidentales	15,4	33	50	75	96	139	146	148	162	164	178	194	220
Secteurs occident. de Berlin	0,5	31	28	19	28	66	60	60	80	81	90	103	134
Zone soviétique	5,8	47	60	72	91	..	..	..	..	..	..	..	..
Autriche	1,6	56 *c*	89 *c*	120 *c*	142 *c*	113	133	139	149	149	155	157	171
Belgique	2,8	106	114	116	120	106	104	95	102	103	103	101	117
Bulgarie	0,5	145	175	227	280	..	..	..	..	..	..	..	..
Danemark	1,6	123	135	142	155	104	108	100	115	113	122	110	125
Espagne	3,3	127 *d*	127 *d*	130 *d*	144 *d*	95	104	98	109	110	116	113	113
Finlande	0,6	117	133	142	145	106	108	100	115	113	115	97	110
France	11,3	92	108	118	121	112	117	101	112	109	112	102	121
Sarre	0,3	49	67	83	88	122	122	125	130	130	120	132	148
Grèce	0,6	69	75	89	112	107	115	121	130	127	140	158	172
Hongrie	1,6	75	107	153	207	..	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	0,5	122	134	143	161	100	107	105	117	114	123	119	124
Italie	5,8	86	91	96	109	101	108	105	112	114	121	116	129
Luxembourg	0,2	109	145	138	146	113	104	88	80	92	97	102	111
Norvège	1,0	115	128	140	151	113	112	95	115	122	121	103	125
Pays-Bas	2,8	95	113	127	139	107	111	109	122	117	121	125	135
Pologne	4,4	104 *e*	143 *e*	175 *e*	213 *e*	109	117	124	137	149	156	164	170
Portugal	0,4	112	118	109	115	90	89	89	100	88	92	106	101
Roumanie	1,1	55	83	117	160	..	..	..	..	..	..	..	..
Royaume-Uni	29,7	115	128	137	150	107	107	102	113	117	116	111	125
Suède	3,7	141	150	157	165	106	108	95	110	110	114	99	118
Tchécoslovaquie	3,8	93 *c*	110 *c*	127 *c*	147 *c*	109	120	119	114	124	138	140	132
Turquie	0,7	151	156	161	159	95	111	105	108	101	105	102	..
Total pour les pays énumérés	100,0	82	96	109	124	110	114	109	119	121	125	123	137
Etats-Unis		210	216	198	225	96	91	90	91	94	101	109	113

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — D'une manière générale, les indices comprennent les industries manufacturières et extractives, ainsi que les services de distribution du gaz, de l'eau et de l'électricité, mais pas le bâtiment. Dans certains cas, toutefois, ils ne comprennent pas les industries alimentaires, le travail du bois, la confection des vêtements et l'imprimerie. Il peut se faire que les indices trimestriels couvrent un champ moins étendu que celui des indices annuels.

Certaines statistiques trimestrielles ont été établies sur la base des indices mensuels des différents pays, indices que l'on a rectifiés pour tenir compte du nombre de jours ouvrables de chaque mois ; d'autres statistiques reposent sur des indices non rectifiés.

La production d'après guerre a, dans tous les cas, été rapportée à celle de 1938 d'après les coefficients de pondération d'avant guerre. Toutefois, dans un certain nombre de cas, le calcul des indices annuels et trimestriels pour les années postérieures à la guerre a été effectué sur la base de coefficients de pondération d'après guerre. Voir Annexe B.

a On a calculé les chiffres de cette colonne en appliquant aux indices du volume de la production de 1950 (1938 = 100) les coefficients de pondération de 1938 qui sont proportionnels à la production nette. Les chiffres ainsi obtenus ne tiennent pas compte, par conséquent, des variations de prix des divers produits depuis 1938.

b Chiffres provisoires.

c 1937 = 100.

d 1940 = 100.

e Production courante comparée à la production de 1938 à l'intérieur des limites territoriales d'avant guerre.

Tableau 10 témoignent d'une avance marquée dans tous les secteurs. De plus, l'écart du taux d'augmentation de certaines industries importantes par rapport à la moyenne semble avoir été moins marqué au cours de chacune des deux dernières années ; en 1950, pour la première fois depuis la guerre, l'augmentation de l'indice relatif aux industries mécaniques a été plus faible que celle de la moyenne générale.

Toutefois, de 1938 à 1950, la production industrielle totale des seize pays auxquels se rapportent les chiffres ci-dessus a augmenté de plus d'un quart et la production des industries mécaniques, de bien plus

Tableau 10

DONNÉES SOMMAIRES RELATIVES A L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN EUROPE

Années de base des indices : 1938 et 1949

Rubrique	Y compris l'Allemagne					Y compris l'Allemagne	Non compris l'Allemagne
	1938 = 100					*1949 = 100*	
	1947	1948	1949	1950	1950 4e trimestre	1950	1950
Production industrielle totale	82	96	109	124	132	114	110
Industries mécaniques	85	102	119	133	147	112	107
Industrie chimique	93	116	132	152	163	116	114
Textiles	75	87	98	110	119	113	110
Matériaux de construction	84	102	111	124	132	112	110
Energie							
Charbon	80	87	94	96	99	103	102
Lignite	94	103	113	120	129	106	105
Consommation de pétrole	114	134	145	168	..	116	116
Energie électrique	122	137	148	166	173	113	113
Consommation totale d'énergie	92	100	105	112	..	106	106
Métaux de base							
Minerai de fer	58	78	90	91	101	101	99
Fonte	63	87	100	106	116	107	101
Acier brut	70	91	106	116	124	110	104
Acier fini	73	91	105	117	128	110	105
Produits chimiques							
Carbonate de soude	81	98	101	119	..	117	112
Acide sulfurique	79	96	107	116	..	109	105
Carbure de calcium	63	84	102	114	..	112	105
Soude caustique	70	132	152	172	..	113	105
Engrais [a]		114	123	140	..	114	111
Matériaux de construction							
Ciment	73	93	110	127	132	115	112
Briques de construction	58	65	73	82	..	112	109
Produits des industries mécaniques							
Navires de commerce	77	88	96	113	130	118	111
Automobiles :							
Voitures de tourisme	51	67	102	145	163	143	132
Véhicules utilitaires	128	157	194	235	257	121	116
Tracteurs agricoles		408	427	605	..	142	125
Textiles							
Filés de coton	76	84	97	106	113	109	107
Filés de laine	92	105	115	127	132	109	105
Rayonne	85	107	140	172	191	123	123
Sciages résineux							
Production		94 [b]	102 [b]	100 [b]	..	98	97
Consommation		87 [b]	98 [b]	91 [b]	..	101	..
Pâte de bois							
Production		77	84	95	..	114	112
Consommation		77	89	102	..	115	114

Sources : Ces chiffres sont tirés des indications fournies dans d'autres tableaux du présent chapitre et dans l'Annexe A. Les indices de cette série portent sur le même nombre de pays que les indices de chacun des tableaux dont ces données ont été tirées. Sauf indication contraire, les chiffres se rapportent à la production.

[a] Y compris les superphosphates, les engrais azotés et les engrais potassiques.
[b] 1934-1938 = 100.

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA

d'un tiers. En outre, pendant chacune des années d'après guerre, les pays où l'augmentation de la production industrielle totale a été proportionnellement la plus forte étaient également ceux dans lesquels la production des industries mécaniques s'est accrue dans une proportion plus élevée que la moyenne de l'ensemble des industries nationales ; les pays où les progrès ont été les plus faibles sont ceux dont les industries mécaniques ont connu un certain marasme. Si, au cours de second semestre et en particulier du dernier trimestre de 1950, le rythme de l'augmentation de la production européenne s'est accéléré, c'est en grande partie en raison de la reprise de la demande de produits des industries mécaniques françaises et belges.

L'industrie chimique a continué à progresser dans l'ensemble des pays européens à un rythme bien supérieur à la moyenne. En 1950, la production chimique, composée en majeure partie de matières industrielles et d'engrais, était une fois et demie celle de 1938. Toutefois, la production d'autres matières de base a continué d'être distancée par celle des produits manufacturés ; par exemple, en 1950, la production de charbon n'a augmenté que de 3 %, et celle du minerai de fer de 1 % seulement. En ce qui concerne la production de sciages résineux et de pâte de bois, certaines augmentations ont été enregistrées, mais la production et la consommation européennes n'en sont pas moins restées bien au-dessous de leur niveau d'avant guerre.

En dehors du secteur industriel, les progrès ont été lents et inégaux. La production artisanale n'a cessé de fléchir dans les pays où elle était importante (Europe orientale et Allemagne). Dans les rares pays pour lesquels il existe des indices en ce qui concerne l'activité du bâtiment, ces indices ont légèrement monté, mais en Allemagne occidentale et au Royaume-Uni, ils sont restés inférieurs au niveau de 1938. Dans l'agriculture, les progrès ont porté surtout sur les produits animaux ; quant aux récoltes de céréales, elles sont restées sensiblement stationnaires. En 1950, la production de céréales panifiables a été inférieure d'environ 3% à la moyenne des années 1934-1938 et l'effectif du cheptel a approximativement retrouvé le chiffre de ces années-là. Dans l'ensemble, bien que le parc de tracteurs ait quadruplé depuis 1938 et que l'approvisionnement en engrais artificiels se soit considérablement accru, la reprise de l'agriculture pendant les cinq dernières années ne semble pas avoir été beaucoup plus rapide qu'au cours des cinq années qui avaient suivi la première guerre mondiale.

Si l'on compare de même le taux du redressement industriel après la première guerre mondiale et celui de ces cinq dernières années, on voit que les résultats sont totalement différents. Le rythme accéléré de l'industrialisation de l'Europe orientale et le maintien de la demande à un niveau régulier mais élevé dans quelques-uns des pays industrialisés de plus longue date ont permis à l'Europe de réaliser en cinq ans une expansion de la production industrielle qui avait demandé dix ans après 1920. Malgré cela, deux facteurs ont freiné ce développement : la demande est restée instable dans un petit nombre de pays et le taux d'expansion n'a pas été synchronisé dans les industries secondaires d'une part, et dans l'agriculture et les industries extractives d'autre part. Ces deux facteurs font l'objet d'un examen spécial dans le reste du présent chapitre ainsi que dans le Chapitre 3. La Section 2 du présent chapitre établit la comparaison entre l'importance et la stabilité de la demande dans divers groupes de pays ; la Section 3 et le Chapitre 3 ont trait aux progrès réalisés par les diverses industries européennes. Il y a lieu de signaler, toutefois, que les deux facteurs en question sont liés. Si l'on pouvait accroître la production agricole et, par suite, la quantité des denrées alimentaires, il serait plus facile pour les pays dont la production industrielle est en retard d'adopter une politique d'expansion sans avoir à craindre que l'augmentation de la demande effective conduise à l'inflation.

2. L'EXPANSION DE LA PRODUCTION DANS DIVERS PAYS

Pays du nord et du nord-ouest de l'Europe

Dans les pays du nord et du nord-ouest de l'Europe, les taux d'augmentation de la production industrielle depuis la guerre ont été du même ordre de grandeur. De plus, ils sont restés relativement constants d'une année à l'autre. Même au cours du quatrième trimestre de 1950 où, dans l'ensemble, la demande mondiale a été sensiblement plus élevée que dans n'importe quelle autre période, le taux d'accroissement de la production de ces pays n'a pas varié de façon notable [1].

[1] Cette affirmation générale, comme d'autres, comporte une exception : la Finlande ; mais, en 1950, c'est l'ampleur des grèves plutôt que le manque de demande qui a ralenti la production finlandaise.

Tableau 11

NIVEAU DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE

Années de base des indices : 1938 et 1948

Pays	En pourcentage de l'effectif total de main-d'œuvre de 1950	*1938 = 100*				*1948 = 100*							
						1949				1950			
		1947	1948	1949	1950 [a]	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e [a] trim.
Allemagne :													
Zones occidentales	17,3	89	100	108	114	108	108	108	110	109	111	118	119
Secteurs occident. de Berlin.	0,6	61	59	51	46	98	89	78	78	73	74	80	85
Zone soviétique	7,2	98	99	98	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Autriche	2,2	121 [b]	139 [b]	154 [b]	163 [b]	105	109	112	115	115	116	118	121
Belgique	3,0	117 [b]	120 [b]	115 [b]	112 [b]	98	96	96	95	93	94	94	96
Danemark [c]	1,3	134	141	145	156	98	102	102	105	107	113	108	116
Finlande	0,7	125	129	129	126	100	101	98	101	103	105	83	105
France	13,7	106	109	111	112	102	102	102	102	102	102	102	103
Hongrie	1,5	106	111	123	140	..	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	0,7	118	122	125	..	102	103	103	104	105	106	107	..
Italie	7,5	105	105	104	..	98	99	100	97	96	97	99	..
Norvège	1,2	132	143	149	153	103	104	104	105	106	106	107	108
Pays-Bas	3,0	129	145	152	159	104	104	105	106	107	108	110	112
Pologne	6,1	129 [d]	145 [d]	162 [d]	187 [d]	105	109	114	119	122	127	132	..
Royaume-Uni	24,1	108	113	115	117	101	101	102	103	103	104	104	105
Suède	2,5	130	132	133	134	101	101	100	101	102	102	100	102
Suisse	2,3	148	151	142	138	97	95	93	92	91	90	91	94
Tchécoslovaquie	5,1	98 [b]	104 [b]	108 [b]	117 [b]	104	103	104	107	..	..	..	..
Total pour les pays énumérés	100,0	103	109	112	116	102	103	103	104	104	105	107	108

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

NOTE. — En général, les indices portent aussi bien sur les ouvriers que sur les employés des industries manufacturières (sauf le bâtiment) et extractives ainsi que des services de distribution du gaz, de l'eau et de l'électricité. Dans certains cas, les indices établis sur la base du nombre des ouvriers seulement ont été rapportés aux indices du nombre des ouvriers et des employés.

[a] Chiffres provisoires.

[b] 1937 = 100.

[c] Les indices trimestriels pour 1950 ont été établis d'après le nombre d'heures de travail effectuées par ouvrier.

[d] Niveau courant de l'emploi comparé à l'emploi dans les limites territoriales d'avant guerre en 1938.

Cette constatation donne à croire, ce que confirment d'ailleurs les statistiques du chômage, qu'il n'y a pas eu, et cela depuis plusieurs années, de réserves appréciables de main-d'œuvre qui soient restées inutilisées.

Production industrielle dans les pays du nord et du nord-ouest de l'Europe

	1948 (1947 = 100)	*1949* (1948 = 100)	*1950* (1949 = 100)	*Quatrième trimestre 1950* (4e trim. 1949 = 100)	*1950* (Niveau le plus élevé des années 1937-39 = 100)
Danemark	110	105	109	109	146
Finlande	114	107	102	95	145
Irlande	110	107	113	102	152
Norvège	111	109	108	109	141
Pays-Bas	119	112	110	111	125
Royaume-Uni	111	107	109	111	140 [a]
Suède	106	105	105	107	151

[a] 1937 = 100.

Si l'expansion de la production a été accompagnée dans ces pays d'une élévation du niveau de l'emploi dans l'industrie, c'est davantage parce que la proportion des travailleurs occupés dans l'industrie par rapport au total de la population active a augmenté qu'à cause de la résorption par l'industrie de grandes quantités de chômeurs. Au Royaume-Uni, l'augmentation du nombre des personnes employées dans l'industrie, de juin 1948 à décembre 1950, a été effectivement plus prononcée que celle du total de la main-d'œuvre civile ; les services et l'administration publique ont absorbé 10 % de ce surcroît de main-d'œuvre, tandis que dans le bâtiment le niveau de l'emploi a légèrement fléchi et que le nombre des travailleurs agricoles a baissé (sans toutefois que le volume de la production agricole en ait été affecté). Au cours de la même période, dans les pays scandinaves, le nombre des travailleurs agricoles a diminué, et dans les services (sauf dans les transports maritimes en Norvège) les effectifs ont augmenté, tant en chiffres

absolus que par rapport aux autres secteurs, dans des proportions moins élevées que dans l'industrie et le bâtiment. Aux Pays-Bas, le surplus de main-d'œuvre provenant de l'accroissement naturel de la population active ne s'est pas dirigé vers l'agriculture et il est passé à concurrence d'un dixième seulement dans les services et l'administration publique.

Dans tous ces pays, l'attrait des industries manufacturières, dans une période où la demande était stable et élevée, s'est révélé assez fort pour que la tendance, qui se manifestait avant la guerre, au développement des activités dites « tertiaires » telles que le commerce et la distribution, s'en trouvât renversée. Il faut ajouter qu'au Royaume-Uni, il a également été assez puissant pour provoquer dans les charbonnages une pénurie chronique de mineurs qui constitue, tant qu'il n'y aura pas été remédié, un danger latent pour la stabilité de la production industrielle, non seulement du Royaume-Uni, mais d'autres pays. Du début de l'année 1949 à la fin de l'automne 1950, le nombre des salariés travaillant dans les mines de charbon britanniques a baissé régulièrement de 3 % par année.

L'augmentation de la production industrielle en 1950 dans ce groupe de pays est due pour un quart à une élévation du nombre des travailleurs employés et pour trois quarts à l'accroissement de la productivité. Il semble que les gouvernements se soient laissés surprendre par l'ampleur du mouvement ascendant de la productivité. Le Gouvernement du Royaume-Uni, par exemple, présumant que les améliorations de rendement constatées les années précédentes provenaient en grande partie de la disparition des « goulots d'étranglement » et d'autres causes de caractère tout à fait temporaire, avait prévu qu'en 1950 [1] l'accroissement de la production totale par homme et par année serait de 2½ % ; or cette augmentation a été en réalité de l'ordre de 5 % [2] et a dépassé celle de l'année précédente, elle-même notablement supérieure au taux considéré comme représentant une moyenne normale entre les années de prospérité et les années de marasme avant la guerre. Les raisons précises de ces progrès rapides demeurent inexpliquées ; dans de rares cas seulement, il a été possible d'établir une relation directe entre un projet d'investissement particulier et l'augmentation de la productivité qui l'a suivi. Mais il est probable que l'une de ces raisons, c'est l'existence même du plein emploi : quand la main-d'œuvre se raréfie, la direction des entreprises doit faire preuve d'ingéniosité pour l'utiliser de façon économe.

La pression exercée par la demande de main-d'œuvre dans des pays où le plein emploi est réalisé tend incontestablement à faire monter le coût de production dans les diverses industries, car les ouvriers craignent moins qu'il y ait plusieurs demandes pour un même emploi et ils sont moins incités à faire effort dans leur travail. Dans certains cas cependant, le résultat en est simplement de rapprocher le coût de production de l'entrepreneur du coût social. Ainsi, il était de tradition dans la plupart des pays que la période d'activité de l'industrie du bâtiment fût surtout l'été, et il s'ensuivait que la main-d'œuvre supplémentaire engagée l'été retombait à la charge de la collectivité pendant l'hiver. Au Royaume-Uni, la rareté de la main-d'œuvre fait maintenant que les entrepreneurs hésitent à congédier du personnel ; l'emploi ininterrompu de la main-d'œuvre marginale a fait baisser le rendement par heure-ouvrier au-dessous du niveau qu'il aurait pu atteindre autrement, mais en encourageant les entrepreneurs à répartir leur travail de façon plus égale dans l'année, il a permis de réaliser dans l'industrie du bâtiment une production donnée avec un nombre total d'ouvriers moins élevé qu'il n'en aurait fallu dans d'autres conditions. Dans les pays où la pression générale de la demande est moins forte (l'Autriche, la Belgique, l'Allemagne occidentale, l'Italie et même le Danemark, par exemple), le chômage dans l'industrie du bâtiment est aussi sévère que jamais dans ses pointes saisonnières.

Pays du sud et de l'ouest du continent européen

Ce deuxième groupe est moins homogène que le groupe septentrional dont on vient de parler plus haut, et il n'est pas possible de généraliser pour tous les pays qui le composent.

L'Autriche s'est beaucoup industrialisée pendant les années de guerre, et même en 1947, où la production industrielle ne dépassait pas sensiblement la moitié du chiffre de 1937, le nombre des personnes travaillant dans l'industrie était supérieur d'un cinquième à l'effectif de 1937. La capacité et la main-d'œuvre disponibles étaient donc suffisantes pour permettre, au cas où la demande existerait et dès

[1] Voir *Economic Survey for 1950*, H.M.S.O., Cmd. 7915, paragraphe 69.

[2] Ce qui correspond à peu près à 7½% pour la production industrielle.

Production industrielle des pays du sud et de l'ouest du continent européen (moins l'Allemagne)

	1948	*1949*	*1950*	*Quatrième trimestre 1950*	*1950*
	(1947 = 100)	(1948 = 100)	(1949 = 100)	(4e trim. 1949 = 100)	(Niveau le plus élevé des années 1937-39 = 100)
Autriche . . .	159	135	118	115	142 *a*
Espagne . . .	100	102	114	110	144 *b*
Turquie. . . .	103	103	99	96	159 *a*
Belgique . . .	108	102	103	115	97
France	117	109	103	108	112
Grèce	109	119	126	132	104
Italie	106	105	114	115	98
Luxembourg .	133	95	106	139	101
Portugal . . .	105	93	106	115	115 *c*
Sarre	137	124	106	114	88 *c*

a 1937 = 100.
b 1949 = 100 ; cette année-là, la production était encore anormalement faible.
c 1938 = 100.

qu'il aurait été mis ordre à la désorganisation consécutive à la guerre, d'élever notablement, par rapport aux chiffres atteints dans les années antérieures à l'*Anschluss*, le niveau de la production de marchandises destinées à la consommation « civile ». En réalité, la production ne retrouva son niveau de 1937 que vers la fin de 1948 ; entre cette époque et le dernier trimestre de 1950, elle a encore augmenté de 50 %, et pour les industries mécaniques, elle avait, vers la fin de l'année, approximativement doublé par rapport à 1937. En revanche, la production agricole a été, pour l'année 1949/50, de 20% environ inférieure au niveau des années 1934-1936. Même dans l'industrie, il subsiste une marge considérable d'expansion de la production sans qu'il y ait besoin d'investissements en capacité nouvelle : en 1950, le rendement moyen par ouvrier, qui cependant dépassait de 12 % celui de l'année précédente, n'avait pas encore regagné le niveau d'avant guerre. De plus, l'Autriche dispose d'une réserve appréciable de main-d'œuvre inemployée. Au cours des deux dernières années, l'augmentation du nombre des travailleurs occupés dans l'industrie semble avoir été moindre que la diminution du nombre des travailleurs du bâtiment ou des services, dont le personnel était autrefois pléthorique, et à la fin de 1950, il y avait effectivement 50.000 chômeurs, soit 40%, de plus que l'année précédente.

La Turquie est un autre exemple de pays qui s'est rapidement industrialisé pendant la guerre. Depuis ce moment, les progrès se sont sensiblement ralentis et le premier semestre de 1950 a vu la demande fléchir suffisamment pour provoquer une baisse réelle de la production industrielle. Ces quatre dernières années, les fluctuations de la production agricole dans ce pays ont varié aux environs d'un niveau qui est supérieur de quelques unités pour cent à la moyenne des années 1934-1938.

On sait peu de chose des conditions qui règnent en Espagne ; pendant les dix dernières années, la capacité de production d'énergie électrique a considérablement augmenté, mais l'Espagne reste encore l'un des pays de l'Europe occidentale dont l'électrification est le moins poussée. L'activité des industries textiles semble s'être accrue de 50 % environ pendant les années de guerre ; après avoir baissé en 1949, leur production a repris en 1950. La fabrication des engrais phosphatés, que l'Espagne produit en quantités importantes, n'atteignait, en 1950, qu'un chiffre encore bien inférieur à celui d'avant guerre. Ce qui a encore plus d'importance, c'est que la production agricole nette n'a jamais représenté, au cours des quatre dernières années, plus de 93 % de la moyenne des années 1934-1938.

Les autres pays du groupe présentent manifestement, à certains égards, des traits communs. Dans chacun d'eux, l'accroissement de la production industrielle a, dans l'ensemble, été faible ou nul entre 1938/39 et 1950 ; dans le cas de la Belgique, il y a même eu régression, et l'on pourrait en dire autant de la France si l'on comparait les chiffres de 1929 à ceux de 1950. La production agricole n'a pas été non plus en hausse ; au Portugal, elle s'est maintenue depuis la guerre au niveau ; des années trente en France et en Italie, il a fallu attendre les deux dernières années agricoles pour retrouver le niveau de 1934-1938, et en Grèce, la production de 1950 elle-même — la plus forte qui ait été enregistrée depuis la fin des hostilités — était de 10 à 15% en dessous du niveau de 1934-1938.

En outre, malgré les progrès appréciables réalisés par tous ces pays depuis la fin de la guerre, où les niveaux étaient très bas, cette avance n'a eu lieu que par à-coups : l'avance obtenue une année a été quelquefois presque entièrement perdue, voire dans certains cas tout à fait perdue l'année suivante. C'est ainsi que le premier mouvement de reprise économique enregistré en Italie après la guerre s'est arrêté dès le milieu de 1947 [1] ; à cette époque, 15 % environ de la main-d'œuvre non agricole étaient encore en chômage.

[1] Voir Diagramme 8.

Cette phase fut suivie d'une période de marasme relatif. Ce n'est pas avant 1950 que la production industrielle a recommencé à augmenter de façon tant soit peu générale. Pendant toute cette période, la capacité de production industrielle de l'Italie qui était inutilisée est demeurée considérable ; d'après les évaluations officielles, l'accroissement de la capacité des industries mécaniques, de 1938 à 1950, a été de 20 % ; depuis la guerre, la production de ces industries n'a jamais été inférieure de moins de 13% à celle des articles destinés à la consommation civile et des armements en 1938. La production italienne de rayonne et de fibranne en 1950 était encore inférieure à celle de 1938 ; alors qu'avant la guerre elle représentait un quart de la production européenne totale, elle n'en représentait plus qu'un huitième en 1950.

En France, en Belgique et au Luxembourg, la reprise consécutive à la guerre a été moins brève [1]. Son rythme s'est ralenti en Belgique à partir du milieu de 1947 et, en France, elle a été interrompue de temps en temps par des grèves, mais ce n'est que vers la fin de 1949 que la courbe de production a marqué en France un palier et s'est effectivement infléchie en Belgique et au Luxembourg. Cet arrêt de l'avance a coïncidé avec la récession aux Etats-Unis ; toutefois, la reprise ultérieure de la demande aux Etats-Unis n'a pas entraîné par contrecoup un relèvement de la production en Belgique et en France : c'est seulement dans le courant du quatrième trimestre de 1950 que la courbe de la production industrielle de ces pays est remontée. Pendant les trois premiers trimestres de l'année, il y a eu un réel ralentissement de l'activité par rapport à la période correspondante de 1949.

Ce ralentissement n'a pas été commun à toutes les industries. En France, la production de textiles a augmenté, ainsi que le volume des exportations de tissus de laine ; les industries de raffinage de pétrole et les industries du caoutchouc — relativement récentes — se sont rapidement développées ; la production de papier s'est accrue, la quantité d'énergie électrique a augmenté (grâce à des chutes de pluie abondantes) et la production de matériaux de construction a quelque peu repris. De même, en Belgique, la plupart des industries fabriquant des biens de consommation, et en particulier les industries textiles, les industries du papier et de la verrerie ont produit davantage ; les quantités de produits de ce genre exportées par la Belgique se sont accrues lorsque l'Allemagne occidentale a reparu comme acheteur sur les marchés mondiaux. En outre, l'accord conclu entre les pays du Bénélux et la suppression des mesures discriminatoires prises à l'encontre des produits belges par certains pays — l'Australie, par exemple — ont ouvert de nouveaux débouchés à la production belge.

Dans ces deux pays, France et Belgique, comme en Suisse et en Italie, la dépression a atteint surtout les industries produisant des biens d'équipement. En Italie, la production d'automobiles a augmenté de plus de 50 %, c'est-à-dire davantage que la moyenne de l'accroissement pour l'ensemble de l'Europe ; la production de moteurs diesel, de machines-outils, de machines textiles et de tracteurs a cependant été plus faible qu'en 1949, la production de moteurs électriques et de matériel roulant de chemins de fer, qui avait commencé à fléchir dès 1949, a continué à baisser et les chantiers de constructions navales ont été loin de travailler à pleine capacité. En Belgique, la quantité de produits des industries mécaniques, qui avait atteint 402.000 tonnes [2] par trimestre dans la première moitié de l'année 1949, est tombée à une moyenne de 333.000 tonnes seulement pour les trois premiers trimestres de 1950. En France, le niveau de la production des industries mécaniques est resté de 10 % au moins inférieur à celui de l'année précédente jusqu'au dernier trimestre de l'année. Il en est résulté que la consommation mensuelle d'acier en France a été ramenée de 560.000 tonnes, au premier semestre de 1949, à 410.000 tonnes en 1950 ; ce qui a eu, à son tour, pour conséquence de ralentir l'activité des industries sidérurgiques belge et luxembourgeoise et d'entraîner une diminution de la production charbonnière en France.

Même après le changement très remarquable survenu dans le rythme de l'activité à la suite de la décision des gouvernements d'augmenter les dépenses d'armement, les industries mécaniques belges et françaises ont mis quelque temps à reprendre et, au quatrième trimestre de 1950, le rythme de production de ces industries était encore inférieur à celui qui avait été atteint deux ans auparavant. La productivité s'étant améliorée entre temps, l'effectif total des travailleurs de l'industrie était en fait inférieur à la fin de 1950 au chiffre de 1947. C'est seulement dans les premiers

[1] Voir Diagramme 8.

[2] Pour plus de détails, voir le Tableau 20.

mois de 1951 que le mouvement d'expansion rapide a réellement commencé.

Dans ces cinq pays, les fluctuations de l'activité industrielle, tout en étant du même genre, ont sensiblement varié d'ampleur et ne se sont pas produites au même moment ; il est impossible de les rattacher à un seul facteur extérieur intéressant l'ensemble des cinq économies. Dans le cas de la Belgique, si la production a connu des hauts et des bas, c'est avant tout parce que rien ne contrebalançait les fluctuations de la demande étrangère. En France et en Italie, ce sont les hésitations de la demande intérieure, non compensées, et même quelquefois provoquées par la politique gouvernementale, qui ont joué le rôle le plus important. Ainsi, le recul de la production italienne au cours du second semestre de 1947 avait eu pour origine le fait que les entrepreneurs s'efforçaient de réduire les travaux en cours, et cette attitude des entrepreneurs avait elle-même pour cause directe l'adoption, par le Gouvernement italien, d'une politique restrictive en matière de crédits. C'est seulement en 1950, lorsque le Gouvernement décida de subventionner davantage la construction de maisons d'habitation, que la courbe de la production industrielle s'est mise à remonter. La baisse de la production survenue en France au cours du premier semestre de 1950 a été occasionnée par un fléchissement brusque des investissements en capital fixe, presque entièrement imputable à une réduction des crédits accordés aux industries nationalisées. En même temps, la diminution — due à des causes purement financières — des stocks de charbon de ces industries a contribué, d'une part, à faire fléchir la demande et, d'autre part, à rendre plus difficile qu'elle n'aurait dû l'être la reprise qui a suivi. Les gouvernements de tous ces pays ont été à diverses reprises, paralysés par la crainte, facilement compréhensible, de provoquer l'inflation en permettant ou en favorisant les investissements en installations fixes, en machines et en stocks, jusqu'à un point où les industries consommatrices de métaux n'auraient plus eu de capacité de production inemployée.

Allemagne occidentale

L'Allemagne occidentale, dont la production industrielle en 1938 représentait 20 % de celle de l'Europe, et n'en représentait plus en 1947 que 8 %, a compté, en 1950, pour 15% dans le total de cette production et, au cours du dernier trimestre de l'année, pour 17%.

Le relèvement économique qui a suivi la période de marasme de 1947 ne s'est, en aucune façon, réparti régulièrement dans le temps. En 1948, en raison des effets de la réforme monétaire, le relèvement a accusé un rythme d'une rapidité spectaculaire ; en 1949, il y a eu un certain ralentissement, si bien qu'au début de 1950, la production industrielle s'était accrue d'un septième seulement par rapport à l'année antérieure, et demeurait de 18 % inférieure au niveau de 1938 ; à la fin de 1950, la production avait augmenté d'un tiers, et il semble, après correction approximative des variations saisonnières, qu'elle ait dépassé de peu le taux annuel de 1938. L'activité dans l'industrie du bâtiment et la production agricole demeurent encore bien au-dessous des niveaux atteints immédiatement avant la guerre.

Le fléchissement de la courbe de la production industrielle en 1949 et son nouveau et rapide redressement en 1950, sont surtout dus aux variations du taux d'accroissement de la production des industries lourdes — sidérurgie, industries mécaniques et industrie chimique. La production de textiles s'est accrue régulièrement pendant toute la période qui s'est écoulée depuis 1947. Par ailleurs, l'augmentation absolue de la production des industries mécaniques n'a été en 1949 que la moitié de celle de 1948, et en 1950 elle a plus que doublé par rapport à 1949. Il en a été de même pour la production d'acier brut.

L'accélération du relèvement économique en 1950 est allée de pair avec un accroissement des investissements en capital fixe effectués par l'industrie. Toutefois, la plus grande partie de cette production accrue a été exportée : les investissements de l'Allemagne occidentale en machines-outils sont demeurés au cours des deux semestres de 1950 à peu près au même niveau qu'en 1949 ; les investissements en véhicules utilitaires se sont même un peu ralentis en 1950, mais la production destinée à l'exportation, dans les deux cas, a été, pendant le second semestre de 1950, environ sept fois celle de 1949. Dans d'autres cas, par exemple en ce qui concerne les tracteurs et les automobiles, le marché intérieur a absorbé une proportion accrue de la production pendant le second semestre de l'année, mais au cours des six premiers mois la moitié de l'accroissement de la production a été exportée [1]. Le tableau suivant fait ressortir le rôle important de cette demande active d'exportations dans le relèvement général.

[1] Pour plus de détails, voir le Tableau 20.

Augmentations trimestrielles de la production et des exportations industrielles de l'Allemagne occidentale en 1950

(l'excédent par rapport au trimestre précédent est exprimé en millions de Deutschmark aux prix du quatrième trimestre de 1949)

	Premier trimestre	*Deuxième trimestre*	*Troisième trimestre*	*Quatrième trimestre*
Production industrielle.	110	655	750	1.190
Exportations industrielles . .	240	370	430	580

Mais au second semestre de l'année, la production subissait déjà une nouvelle impulsion résultant d'une décision du Gouvernement. La construction de nouvelles maisons a commencé au printemps à une échelle plus que suffisante pour compenser le fléchissement antérieur des travaux de réparation des bâtiments, et cette construction s'est développée régulièrement. Au cours de chacun des trimestres de 1950 le nombre d'heures-ouvrier consacrées à la construction de nouveaux logements a été environ le double de celui de l'année précédente. L'indice de l'activité de l'ensemble de l'industrie du bâtiment a été en 1950 d'environ 15 % plus élevé qu'en 1949 ; de plus, un volume d'emploi donné dans l'industrie du bâtiment crée, directement ou indirectement, s'il s'agit surtout de constructions neuves, pour lesquelles le rapport de la production brute à la production nette est élevé, un revenu plus considérable que s'il s'agit principalement de travaux de réparation.

Millions d'heures-ouvrier consacrées à la construction de logements nouveaux en Allemagne occidentale [a]

	Premier trimestre	*Deuxième trimestre*	*Troisième trimestre*	*Quatrième trimestre*
1949	20	32	51	59
1950	40	72	160	90

a Les chiffres portent sur toutes les entreprises employant au moins vingt ouvriers ; ils ont été corrigés pour tenir compte des variations constatées dans le champ des statistiques.

A la fin de 1950, l'Allemagne occidentale avait donc obtenu des résultats considérables. La production industrielle avait triplé en trois ans ; des marchés extérieurs avaient été reconquis ; depuis que les échanges commerciaux entre les deux parties de l'Allemagne avaient pratiquement cessé, des industries auparavant concentrées dans l'Allemagne orientale ont été établies avec succès dans l'ouest — par exemple l'industrie des appareils et machines électriques, les fabriques d'instruments d'optique, l'édition des livres.

Toutefois, le terrain perdu en 1949, année où le nombre des chômeurs avait pu s'élever de 750.000 à un million et demi, n'avait pas été, en un sens, regagné. Le nombre des personnes employées dans l'industrie, l'artisanat et le bâtiment, s'est accru de 600.000 unités environ au cours de l'année 1950 tandis que l'effectif global de la main-d'œuvre a augmenté de près de 740.000 unités.

De plus, vers la fin de l'année, les éléments sur lesquels s'appuyait la reprise avaient accusé certaines faiblesses. Par suite de la crise de la balance des paiements, le risque de restrictions des importations grandissait ; le travail à temps réduit était de plus en plus fréquent, à cause des coupures de courant, et, en raison de la pénurie de charbon, l'acier et un assez grand nombre de produits chimiques devenaient rares. De toute évidence, une telle situation devait inévitablement survenir tôt ou tard. En 1948, tous les secteurs de l'activité économique souffraient d'une crise dont l'étendue, pour chacun d'eux, était sensiblement la même. Depuis, l'indice général de la production industrielle a doublé et la production des industries mécaniques a presque triplé ; la production de houille ne s'est accrue que d'un tiers. Plus encore que d'autres pays de l'Europe, l'Allemagne occidentale souffre du manque de synchronisation des rythmes d'expansion des divers secteurs de son industrie, que la politique d'investissement du gouvernement n'a jusqu'ici rien fait pour corriger. Tant que les conditions nécessaires à un développement de la production de charbon n'auront pas été créées, l'expansion de la production industrielle de l'Allemagne occidentale risque d'être paralysée de façon permanente, et le chômage, une capacité inemployée et une faible productivité coexisteront nécessairement.

Europe orientale

En 1950, la production industrielle de l'Europe orientale a été dans son ensemble de 22 % supérieure à celle de 1949. Cet accroissement a été dû pour plus d'un tiers à l'Allemagne orientale qui, à la fin de l'année, avait à peu près retrouvé son taux de production d'avant guerre.

En Yougoslavie, les progrès ont été faibles en 1950 : les projets d'investissements ont continué à être ajournés par suite du manque des biens d'équipement qu'on avait espéré, jusqu'en 1948, obtenir des pays du Kominform ; de plus, les travailleurs de l'industrie ont eu tendance à retourner dans les campagnes, où se faisait moins sentir la pénurie de denrées alimentaires due à une sécheresse désastreuse.

Production industrielle de l'Europe orientale

	1948 (1947 = 100)	*1949* (1948 = 100)	*1950* (1949 = 100)	*1950* (1938 = 100)
Allemagne, Zone d'occupation soviétique . .	126	120	126	91
Bulgarie	121	130	123	280
Hongrie	143	142	135	207
Pologne	137	122	122	..
Roumanie . . .	151	140	137	160
Tchécoslovaquie .	118	115	116	147 *a*
Yougoslavie . . .	153	117	106	316

a 1937 = 100.

Les taux d'augmentation de la production atteints par les autres pays ont varié plutôt moins, par rapport à une moyenne élevée, qu'au cours des années précédentes, tout en différant encore sensiblement les uns des autres. La répartition de ces augmentations entre les diverses industries a varié aussi d'un pays à l'autre. En Tchécoslovaquie, l'accroissement de la production de l'industrie lourde (16 %) a été supérieur à celui qui a été enregistré pour l'industrie légère (11 %) ; en Pologne, il lui a été inférieur (19 % contre 27 %), et en Hongrie, la production de ces deux catégories d'industries a augmenté à peu près au même taux (35 %).

Toutefois, l'augmentation de la production de l'industrie légère a été en partie réalisée aux dépens des industries artisanales, dont l'importance, autrefois considérable, a rapidement décru dernièrement : c'est ainsi qu'en Pologne, où la production de vêtements de confection a plus augmenté que celle des textiles, il y a eu probablement un déclin de la production des vêtements sur mesure, que les statistiques officielles ne reflètent pas directement.

Dans le secteur des industries lourdes, la production des industries mécaniques s'est accrue en 1950 dans une proportion plus forte que la production des combustibles et des matières de base [1] ; à cet égard, l'Europe orientale et l'Europe occidentale ont connu une évolution analogue. A mesure que la production de marchandises nécessitant une fabrication plus poussée s'introduisait dans des économies relativement peu développées, il fallait s'attendre à un accroissement du rapport entre la production des industries mécaniques et la production des matières de base, mais il est établi que la production des industries de base est restée plus en retard qu'on ne l'envisageait. Il semble y avoir eu pénurie de combustibles solides dans tous les pays de l'Europe orientale ; en Bulgarie, la sécheresse a causé une insuffisance de la production d'énergie électrique ; dans tous les pays d'Europe orientale, par suite d'une utilisation trop intensive, des générateurs d'électricité ont été mis hors d'usage, et dans tous ces pays la production du pétrole a fléchi et est restée en deçà des objectifs fixés par les plans. Dans le cas des produits importés de pays extra-européens, les difficultés qui se sont présentées pendant le second semestre de l'année ont été du même ordre que celles de l'Europe occidentale ; toutefois, les pays de l'Europe orientale disposent d'une marge d'économie plus étroite dans l'emploi de ces produits, leurs importations ayant déjà été réduites à un chiffre minimum. En 1950, dans le domaine des matières premières industrielles, le résultat le plus important que l'on ait enregistré a probablement été le relèvement marqué de la production de produits chimiques et d'engrais de l'Allemagne orientale ; ce relèvement a présenté de l'importance non seulement pour l'Allemagne orientale, mais aussi pour ses voisins.

Jusqu'en 1950, le taux général d'expansion a été si élevé que des modifications considérables ont pu être apportées à la structure de l'industrie sans que la production d'aucun secteur particulier fût réellement réduite. Mais en 1950, la production de certains biens de consommation a fléchi légèrement en Hongrie, et la production des importantes industries tchécoslovaques du cuir et du caoutchouc a été inférieure à celle de 1949 ; cependant, on ne saurait déterminer avec précision si cette dernière diminution a été due à la pénurie de matières premières ou à la réorganisation des industries. Dans l'industrie tchécoslovaque du caoutchouc et dans celle du verre, la production s'est détournée, dans une certaine mesure, des biens de consommation pour s'orienter vers les produits intermédiaires destinés à être utilisés par l'industrie.

Au début de 1950, les plans à longue échéance précédemment publiés dans les divers pays ont été revisés ; d'une façon générale, on a accordé plus d'importance aux industries lourdes. Des objectifs de production d'un niveau plus élevé ont été, en particulier, assignés à l'industrie charbonnière et aux industries mécaniques lourdes de Tchécoslovaquie.

On peut évaluer à environ un million et demi l'augmentation, en 1950, du nombre des personnes employées dans les secteurs nationalisés des économies des pays de l'Europe orientale ; sur ce chiffre, 700.000 travailleurs sont allés dans l'industrie. Plus

[1] Pour plus de détails, voir Annexe A, Tableau XXV.

du tiers de cet accroissement a représenté le chiffre annuel d'augmentation de la population d'âge actif ; une partie du surplus a simplement représenté un transfert de travailleurs du secteur privé au secteur nationalisé de l'économie (en particulier en ce qui concerne les ouvriers du bâtiment et les employés des services de distribution) ; il est établi aussi que, par suite de la modification des conditions sociales et de l'amélioration des possibilités d'emploi dans l'industrie, le chiffre moyen des salariés par famille a augmenté au cours de l'année. Sauf en Tchécoslovaquie, on a également pu constater, comme il fallait s'y attendre, un déplacement considérable de main-d'œuvre passant de l'agriculture dans l'industrie. En 1950, des pénuries de main-d'œuvre se sont manifestées, particulièrement parmi les mineurs et les ouvriers spécialisés des industries mécaniques. En Hongrie, des restrictions ont été apportées au transfert des salariés du secteur nationalisé au secteur privé, et des avantages exceptionnels ont été offerts aux mineurs ; on s'est efforcé également d'amener les travailleurs partiellement occupés dans l'agriculture à vendre leurs terres.

C'est dans les industries mécaniques, l'industrie chimique et les industries légères, où la production en usine a remplacé le travail artisanal, que la productivité a augmenté le plus. En outre, on s'est efforcé de mettre un terme aux pratiques de restriction de la production de la part de la main-d'œuvre, et, d'une façon générale, il y a eu une tendance à adopter des régimes de salaires qui encouragent, plus que ceux qui étaient en faveur antérieurement, le travailleur à augmenter sa production.

Union soviétique

Dans l'Union soviétique, la production industrielle a augmenté de 23 % en 1950 ; elle a atteint un niveau de 73 % plus élevé qu'en 1940 et de 17 % plus élevé que celui qui était envisagé lorsque le premier Plan quinquennal d'après guerre a été annoncé en 1945. Dans l'industrie, l'emploi a dépassé de 16 % l'objectif fixé par le Plan.

En 1950, la production globale d'énergie a été de 11 à 12 % supérieure à celle de 1949 ; la production de bois s'est accrue de 5 %, la production d'acier, de 17 %. Des augmentations supérieures à la moyenne ont été réalisées pour les automobiles, les machines agricoles, certaines catégories de machines industrielles, certaines branches de l'industrie des produits alimentaires et de l'industrie des boisssons, et un certain nombre d'articles tels que les appareils photographiques [1].

Indices de la production industrielle en U.R.S.S.

	1948	*1949*	*1950*	*1948*	*1949*	*1950*
	(Période correspondante de l'année précédente = 100)			(1940 = 100)		
1er trimestre .	132	123	122	109	134	163
2e trimestre .	124	120	121	112	135	163
3e trimestre .	123	117	124	121	141	174
4e trimestre .	128	120	125	128	159	191
Année entière	127	120	123	118	141	173

Par rapport à 1940, la production de charbon s'est accrue de 57 % ; toutefois, les lignites ont constitué la plus grande proportion du total de cet accroissement. La production de pétrole n'a augmenté que de 22 %. La production de fonte a été de 29 % supérieure à celle de 1940 ; les augmentations de la production d'acier brut et de produits d'acier laminé ont été, respectivement, de 49 et 59 %. Si l'on considère l'ensemble de ces trois chiffres, on a l'impression que, comme en Europe occidentale, il y a eu, dans l'Union soviétique, une augmentation considérable de la proportion de ferraille utilisée depuis 1940.

Les plus fortes augmentations de la production depuis 1940 ont été constatées dans le secteur des industries mécaniques ; en 1950, la production globale de ces industries s'est accrue de 130 % et l'augmentation de la production de certains articles (par exemple, l'équipement métallurgique, le matériel électrique, les machines agricoles, le matériel pour l'industrie du pétrole, les turbines à vapeur) a dépassé cette moyenne. Même si l'on compare les résultats de 1950 avec ceux de 1937, année où la fabrication de produits métallurgiques destinés à la consommation civile a été supérieure à celle de 1940, on constate que la production de tracteurs et d'automobiles a doublé. En 1950, la production d'engrais a été de 100 % supérieure à celle de 1940 ; la production du verre s'est accrue de 90 % et celle du ciment de 76 %.

La comparaison des chiffres de production effective de 1950 avec les objectifs fixés en 1945 indique qu'en ce qui concerne les industries productrices de biens d'équipement, les objectifs du Plan ont été, dans l'ensemble, considérablement dépassés — plus particulièrement dans les industries mécaniques, un peu moins dans l'industrie sidérurgique. Toutefois, la production de charbon et de pétrole n'a pas été de beaucoup supérieure aux niveaux prévus, et dans le cas du bois, la production est restée sensiblement en

[1] Pour plus de détails, voir Annexe A, Tableau XXV.

Tableau 12

PRODUCTION INDUSTRIELLE DE L'U.R.S.S.

Quantités et nombres-indices

Article	Unités	Production effective en quantités						Indices de la production effective			
		1937	1940	1948	1949	1950	Production prévue pour 1950	1948 (1947 = 100)	1949 (1948 = 100)	1950 (1949 = 100)	1950 (1937 = 100)
Energie											
Charbon et lignite	Millions de tonnes	128	166	207	234	260	250	114	113	111	157
Pétrole brut	Millions de tonnes	29	31,0	29,4	33,5	37,8	35,4	113	114	113	122
Energie électrique	Milliards de kWh.	36	48,2	66	78	90	82	116	118	116	187
Métaux et articles en métal											
Fonte	Millions de tonnes	14,5	15,0	14	16,6	19,4	19,5	122	119	117	129
Acier brut	Millions de tonnes	17,7	18,3	18,6	23,3	27,3	25,4	128	125	117	149
Articles en acier laminé	Millions de tonnes	13	13,1	14	17,9	20,8	17,8	128	127	116	159
Cuivre	Milliers de tonnes	97,5	161	195	235	255	225	120	120	110	159
Produits des industries mécaniques											
Equipement pour laminoirs de fer et d'acier	Milliers de tonnes	32 [a]	28	95	120	134	103	194	127	112	480
Machines-outils pour le travail des métaux	Milliers	36	50	..	..	..	74	..	119	112	..
Locomotives à vapeur	Unités	1.581	917	..	..	..	2.200	153	115	..	..
Wagons	Milliers de wagons à 2 essieux	59	47	..	..	..	146	145	147	117	..
Tracteurs	Milliers	51	31,1				112				
	Milliers de tracteurs 15 CV.	79	..	..	150	180	..	204	155	123	380
Moissonneuses-batteuses	Milliers	..	13	14	29	46	..	510	201	159	360
Moteurs électriques :											
jusqu'à 100 kW.	Milliers	..	..	..	..	..	624	152	134	120	300
de plus de 100 kW.	Milliers	..	..	..	..	..	9	139	137	120	500
Produits chimiques											
Engrais minéraux	Milliers de tonnes		2.608	..	..	5.100	5.100	143	131	119	200
Colorants synthétiques	Milliers de tonnes	35 [a]	..	..	..	..	43	..	112	109	..
Savon	Milliers de tonnes	495	..	..	..	..	870	145	170	111	116
Matériaux de construction											
Ciment	Millions de tonnes	5,5	5,8	6,4	8,1	10,2	10,5	137	126	126	175
Verre à vitres	Milliers de tonnes	60 [a]	44,4	66,8	79,5	84,3	80,0	120	119	106	190
Bois et papier											
Bois transporté	Millions de m³	111	119	134	154	162	190	133	115	105	136
Papier	Milliers de tonnes	831	812	836	995	1.194	1.340	120	119	120	147
Industries légères											
Cotonnades	Millions de mètres	3.442	3.886	3.098	3.532	3.815	4.686	124	114	118	98
Lainages	Millions de mètres	105	120	136	162	167	159,4	128	119	103	139
Soieries	Millions de mètres	58	69,5	80	102	125	141	..	128	123	180
Chaussures de cuir	Millions de paires	164	205	135	165	205	240	123	122	124	100
Denrées alimentaires											
Beurre	Milliers de tonnes	185	207	285	303	325	275	137	106	107	157
Huiles végétales	Milliers de tonnes	495	..	..	..	..	880	133	132	114	110 [b]
Sucre	Millions de tonnes	2.421	2.150	1.663	2.045	2.515	2.400	170	123	123	117

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Les évaluations de la production effective de l'année 1948 et de l'année 1950, ainsi que certaines des évaluations pour 1940, ont été établies en appliquant les pourcentages d'augmentation (ou de diminution) de la production qui sont publiés aux quantités publiées pour une année donnée, ou encore en comparant la production effective à la production prévue. Toutefois, pour l'acier, cette méthode comporte certaines difficultés et, en interprétant d'une autre façon les statistiques publiées, on obtiendrait le chiffre de 25 millions de tonnes environ pour la production d'acier en lingots au cours de l'année considérée.

a 1938.

b Y compris d'autres matières grasses comestibles.

Tableau 13

ÉTAT NUMÉRIQUE DU CHEPTEL EN U.R.S.S.

Situation en fin d'année — *En millions de têtes*

Catégorie de bétail	Total					En propriété collective [a]		
	1928	1937		1945	1950	1937	1940	1950
		Limites territoriales d'avant guerre	Limites territoriales d'après guerre					
Chevaux	33,5	16,2	20,5	10,5	13,7	12,5	..	..
Bovins	70,5	50,9	58,9	46,9	57,2	14,8	20,1	27,7
dont vaches	..	22,7	..	..	24,2	4,2	..	..
Ovins et caprins	146,7	66,7	91,6	69,4	99,0	22,8	41,9	69,1
Porcins	26,0	25,8	27,5	10,4	24,1	6,3	8,2	12,7

Sources : Voir Annexe B.

[a] A l'exclusion des bêtes se trouvant dans les sovkhozes en propriété collective.

deçà de l'objectif fixé par le Plan, à la suite de quoi, des mesures ont été prises en 1950 pour mécaniser la production du bois, et le régime des salaires a été modifié de manière à encourager davantage les travailleurs à accroître leur rendement.

Pendant les cinq années d'exécution du Plan, le progrès des industries productrices de biens de consommation a été moins marqué. Entre 1940 et 1950, la production gobale de l'industrie textile, de celles du vêtement, de la chaussure et d'autres industries légères ne s'est accrue que de 17 %. Un progrès très net a été réalisé dans l'industrie de la laine et dans celle de la rayonne ; en revanche, la production des tissus de coton et la production de chaussures semblent avoir été en deçà des objectifs et ne pas avoir été supérieures à celles de 1940. Quelques-unes des industries de produits alimentaires accusent des augmentations ; ainsi, la production du beurre de laiterie s'est élevée de 57 %, celle du sucre de betterave, de 17 %, celle des conserves de 47 %. Mais, sauf dans le cas du sucre, ces augmentations n'ont pas été accompagnées d'augmentations analogues de la production des produits agricoles qui constituent la matière première de ces industries.

Le Plan quinquennal avait prévu pour 1950 un accroissement de la production agricole de 20 % par rapport au niveau de 1940 : cet objectif n'a pas été atteint. En 1950, pour la première fois depuis l'élaboration du Plan, la récolte de coton a été bonne et la production de coton, qui s'est élevée à 3.700.000 tonnes (1 million de tonnes de plus qu'en 1940), a dépassé sensiblement l'objectif prévu, et la production de betteraves à sucre, qui s'est élevée à 27.200.000 tonnes, a dépassé légèrement cet objectif. Mais la production de céréales, bien qu'elle ait dépassé de 5 millions de tonnes le chiffre de la bonne récolte de 1940, a été légèrement inférieure à ce qui avait été prévu : l'augmentation des superficies ensemencées en céréales, par rapport à 1949, a été contrebalancée par une diminution du rendement due à la sécheresse. Les effectifs du cheptel se sont accrus moins rapidement que les récoltes, et le nombre des bovins et des porcins était, à la fin de 1950, inférieur à ce qui avait été prévu.

Le nombre de personnes employées « dans l'économie nationale » s'est encore accru en 1950 de 2 millions, ce qui en porte le total à 39.200.000, dont les neuf dixièmes environ sont employées dans des secteurs autres que l'agriculture. Ce chiffre est supérieur à celui qui était prévu par le Plan. Par contre, le recrutement de jeunes ouvriers spécialisés est resté bien au-dessous du programme fixé, comme il ressort des chiffres suivants :

Nombre de jeunes ouvriers spécialisés engagés dans l'industrie, le bâtiment et les transports (en milliers)

	Nombre effectif	*Nombre prévu*
1946	382	380
1947	790	790
1948	1.000	980
1949	723	1.090
1950	494	1.250
Total	3.390	4.500

Sources : Plan quinquennal et rapports annuels sur l'exécution du Plan.

L'emploi dans l'industrie s'est accru de 6 % en 1950 et la productivité a augmenté de 12 %. L'augmentation globale de la productivité industrielle depuis 1940 a été de 37 %. Comme dans les pays occidentaux, c'est dans les industries mécaniques

que le progrès a été le plus marqué et c'est dans les industries de base qu'il a été le plus faible.

Au cours des quinze dernières années, le centre de gravité de l'industrie soviétique s'est régulièrement déplacé des régions occidentales de la Russie d'Europe vers les régions précédemment très peu peuplées qui environnent l'Oural et l'Asie. Cette tendance s'est accentuée au cours de la guerre. Le tableau ci-après donne des évaluations de la production de quelques matières industrielles de base dans les régions de l'est et de l'ouest :

Evaluation de la production de l'U.R.S.S. (en millions de tonnes)

	Régions occidentales		Régions orientales		Total	
	Avant-guerre a	*1950*	*Avant-guerre a*	*1950*	*Avant-guerre a*	*1950*
Charbon et lignite	94 *b*	137 *b*	34 *c*	123 *c*	128	260
Pétrole	27 *d*	21,3	2	16,7	29	38
Fonte	10,6	10,9	4,4	8,5	15	19,4
Acier brut	12,1	14	6,2	13,3	18,3	27,3

a Charbon et pétrole : 1937 ; fer et acier : 1940.

b La répartition géographique de la production dans les régions occidentales a été la suivante :

	Donbass	Moscou	Nord
1937	75	8	—
1950	90	25	15

c Pour les deux années, la production s'est à peu près également répartie entre le bassin de Kuznets et les autres charbonnages.

d Dont 21 millions représentent la part du bassin de Bakou.

En ce qui concerne le charbon, les deux tiers de l'augmentation depuis 1937, ont été dus au développement des régions orientales. La production de pétrole a augmenté de plus d'un quart entre 1937 et 1950 en dépit d'une diminution effective de la production dans le bassin de Bakou, qui, avant la guerre, fournissait plus des deux tiers de la production globale. Dans le cas du fer et de l'acier, presque toute l'augmentation depuis 1940 a été le fait des régions orientales. Dans ces régions, le charbon et le fer sont l'un et l'autre extraits de mines relativement peu profondes ou par des méthodes d'exploitation à ciel ouvert. Dans ces régions, le chiffre des investissements par ouvrier est considérablement plus élevé que dans les régions occidentales et l'équipement est, bien entendu, plus moderne. En conséquence, la productivité de la main-d'œuvre est très élevée (dans certains charbonnages, 80 % plus élevée que dans le bassin du Donetz, et dans les fonderies de Magnitogorsk quatre fois plus élevée que dans certaines usines de la Russie méridionale) ; le coût de production est aussi plus faible que dans l'ouest, malgré des frais de transport beaucoup plus élevés (les charbonnages et les mines de fer sont séparés d'environ 2.300 kilomètres). En revanche, dans le cas du pétrole, le coût de production dans les nouveaux champs pétrolifères est plus élevé qu'à l'ouest, mais cette différence est compensée par l'économie réalisée dans les frais de transport [1].

[1] Cf. R. Livshitz, « Différences, selon les régions, de la productivité de la main-d'œuvre et du coût de production de l'industrie soviétique », *Voprosy Ekonomiki*, N° 6, 1950.

3. Expansion de la production dans diverses industries

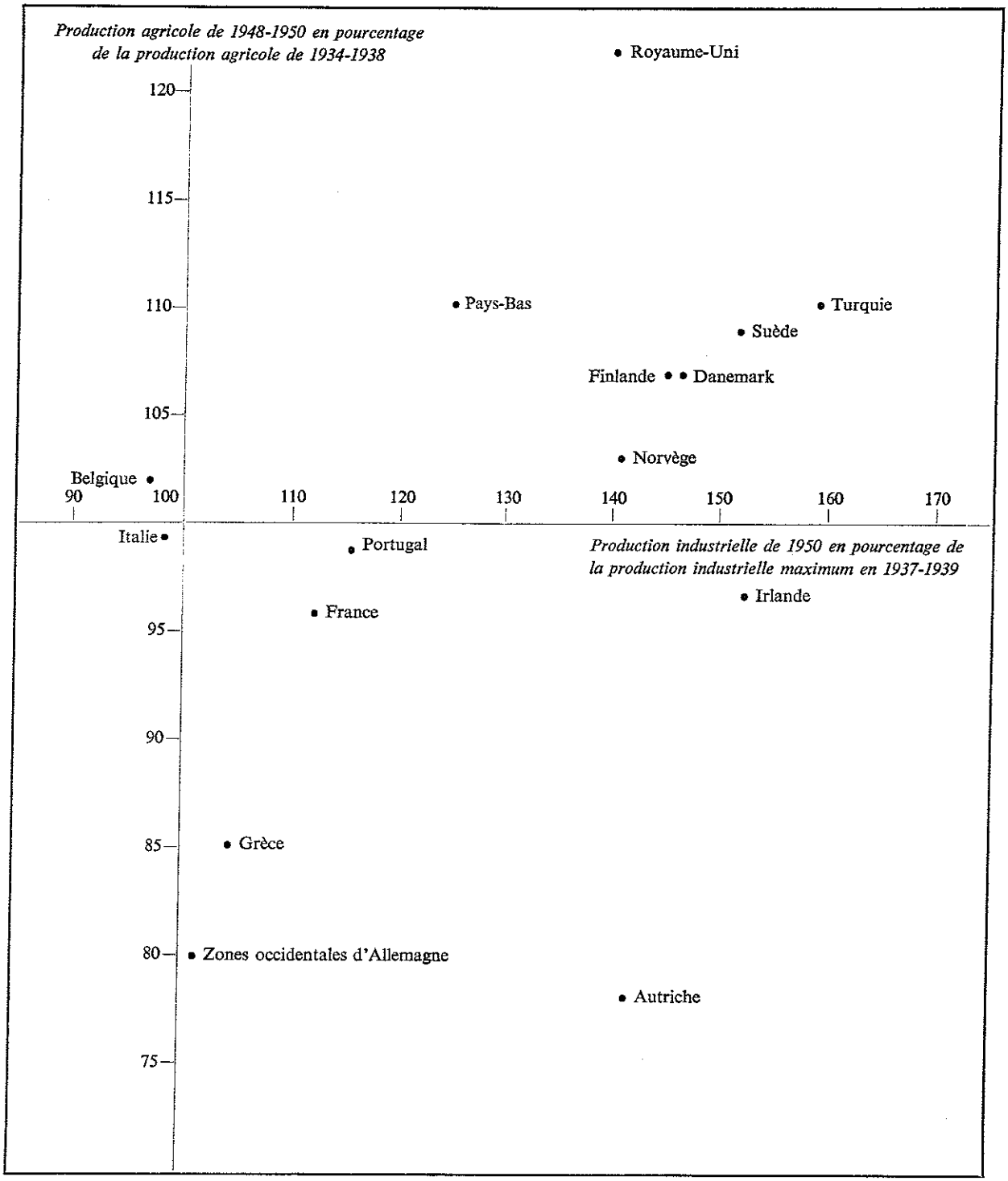
Agriculture

Au cours de la dernière année agricole complète, 1949/50, la production nette de l'agriculture européenne est encore demeurée de 7 % inférieure à la moyenne des cinq années qui ont immédiatement précédé la guerre. Ainsi qu'il ressort du Tableau 14, la situation a varié considérablement selon les pays. Dans les économies planifiées de l'Europe orientale, la production était encore, en 1949/50, très inférieure à la moyenne de 1934-1938, ce qui était le résultat de l'importance donnée dans les plans au développement de l'industrie. Dans le reste de l'Europe, il y a eu une tendance marquée à associer le progrès industriel et le développement de la production agricole. En France, en Grèce, en Italie, au Portugal, et en Allemagne occidentale — tous pays où la production industrielle en 1950 n'était pas sensiblement supérieure, et, dans certains cas, était en fait inférieure aux chiffres de pointe enregistrés vers 1938 ou 1939 — la production agricole, au cours des deux dernières années agricoles complètes, a, en moyenne, été plutôt inférieure au niveau de 1934-1938. Les pays où la production industrielle s'est considérablement (et, comme on l'a vu plus haut, régulièrement) développée depuis les années 1930-1939, ont, en revanche, réussi à porter leur production agricole au-dessus des niveaux d'avant guerre [1] ; dès avant la guerre le secteur agricole de certains de ces pays — Danemark, Pays-Bas, Royaume-Uni — comptait déjà parmi ceux du monde entier où les immobilisations en capital atteignaient le taux le plus élevé ; depuis la guerre, les nouveaux investissements effectués dans ce secteur ont été plus considérables qu'ailleurs, par rapport à la

[1] Pour plus de détails, voir Diagramme 4, où les indices de l'activité industrielle et ceux de la production agricole sont relevés en regard les uns des autres.

Diagramme 4

COMPARAISON ENTRE LA PRODUCTION AGRICOLE ET LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DE DIVERS PAYS



Sources : Voir Annexe B.

Tableau 14

INDICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Pays	En pourcentage [a] de la production totale de 1949/50	*1934–1938 = 100*			
		1946/47	1947/48	1948/49	1949/50 [b]
Allemagne : zones occidentales	8,6	69	64	77	84
Zone soviétique	3,7	67	58	74	71
Autriche	1,6	70	71	75	81
Belgique-Luxembourg	2,1	84	86	92	112
Bulgarie	1,5	72	70	87	..
Danemark	2,5	97	90	97	117
Espagne	5,1	88	93	83	90
Finlande	1,1	75	87	106	108
France	16,4	82	77	96	96
Grèce	2,3	72	89	83	87
Hongrie	3,1	60	64	98	94
Irlande	1,3	100	92	97	97
Italie	11,1	85	89	97	102
Norvège	0,7	98	91	100	106
Pays-Bas	3,1	87	88	104	117
Pologne	7,9	..	62	65	71
Portugal	1,6	99	109	95	101
Roumanie	3,1	53	80	91	..
Royaume-Uni	7,7	117	108	124	121
Suède	2,3	104	100	109	109
Suisse	1,4	107	101	110	99
Tchécoslovaquie	3,5	84	66	76	81
Turquie	4,9	110	103	118	102
Yougoslavie	3,4	57	79	93	96
Total pour l'Europe (non compris l'U.R.S.S.)	100	81	80	91	93

Sources : Les indices relatifs aux divers pays ont été fournis par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. Pour le système de pondération et les méthodes de calcul des indices des pays européens, voir Annexe B.

NOTE. — Les indices rapportent la production d'après guerre dans les limites territoriales d'après guerre à la production d'avant guerre obtenue dans les limites territoriales d'après guerre. Les chiffres se rapportent aux années agricoles, c'est-à-dire aux périodes allant de juillet à juin. Ils comprennent les récoltes principales de la première année mentionnée. Dans beaucoup de cas, les indices diffèrent de ceux qui ont été publiés par les divers pays. Pour plus de détails et pour la comparaison avec les indices officiels, voir Annexe B.

a Les chiffres de cette colonne ont été obtenus en appliquant aux indices du volume de la production en 1949/50 (1934-1938 = 100) les coefficients de pondération d'avant guerre qui sont proportionnels à la production nette. Les chiffres ainsi obtenus ne tiennent pas compte, par conséquent, des variations de prix des divers produits depuis 1938.

b Chiffres provisoires.

population agricole [1], et la densité des tracteurs par rapport à cette population qui, en 1938, était déjà l'une des plus fortes de l'Europe, s'est accrue d'un chiffre supérieur à la moyenne européenne [2].

Jusqu'à la dévaluation des monnaies européennes, en 1949, les prix payés aux agriculteurs en Europe ont été en général supérieurs aux prix mondiaux. Mais la dévaluation, en provoquant une hausse des prix des importations européennes, a permis aux prix agricoles de la plupart des pays européens qui avaient dévalué (par exemple, en Belgique, en Norvège, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Suède) d'affronter la concurrence mondiale ; dans le cas du cheptel, les prix européens sont même devenus, malgré la hausse des prix des produits d'affouragement importés, inférieurs aux prix mondiaux. Aussi longtemps que cette situation durera, il est plus que jamais probable que les gouvernements européens s'efforceront d'accroître la production intérieure de viande et autres produits animaux. La décision prise en mars 1951 par le Gouvernement du Royaume-Uni d'élever sensiblement le prix à la production de la viande et de la laine, tout en maintenant plus ou moins les autres prix agricoles à leur niveau, est à cet égard symptomatique.

[1] Voir le Tableau 24.

[2] Voir Annexe A, Tableau XXIII.

Tableau 15

EFFECTIF DU CHEPTEL BOVIN ET PORCIN

En milliers de têtes

Pays	Bovins				Porcins			
	1938/39 [a]	1948/49	1949/50	1950/51	1938/39 [a]	1948/49	1949/50	1950/51
Allemagne : zones occidentales	12.252	10.571	11.000	11.500	12.452	6.758	9.698	11.890
Zone soviétique	3.758	..	3.000	3.300	6.833	..	4.300	5.700
Autriche	2.620	2.108	2.203	2.240	2.830	1.618	1.724	1.923
Belgique	1.600	1.688	1.902	2.000	856	658	1.100	1.360
Bulgarie	1.512	2.080	2.130	2.140	752	1.210	1.320	1.500
Danemark	3.326	2.915	3.044	3.050	3.183	2.400	2.679	3.100
Espagne	3.738	4.000	4.100	4.200	6.942	5.300	5.600	5.800
Finlande	1.767	1.517	1.700	1.700	473	403	410	475
France	15.622	15.434	15.432	16.800	7.127	6.288	6.727	8.000
Grèce	974	700	678	762	430	485	530	550
Hongrie	2.372	1.626	2.159	2.100	3.886	3.600	4.350	4.350
Irlande	4.057	3.948	4.324	4.200	931	550	675	750
Italie	7.590	7.800	7.800	8.000	3.264	3.757	3.800	4.000
Luxembourg	107	120	119	116	155	120	106	115
Norvège	1.455	1.230	1.222	1.250	362	275	412	450
Pays-Bas	2.817	2.440	2.544	2.640	1.553	871	1.298	1.860
Pologne	9.924	6.300	6.800	6.900	9.684	5.900	6.100	8.100
Portugal	905	900	1.050	1.100	1.206	1.000	1.140	1.200
Roumanie	3.494	4.500	4.600	4.950	2.296	2.000	2.000	2.300
Royaume-Uni	8.872	10.000	10.229	10.639	4.394	3.280	3.260	3.500
Suède	2.975	2.667	2.656	2.625	1.316	1.375	1.232	1.300
Suisse	1.711	1.440	1.478	1.510	880	800	887	900
Tchécoslovaquie	4.376	3.663	4.000	4.100	3.538	3.242	3.600	3.700
Turquie	9.311	10.279	10.351	10.580	3	5	2	3
Yougoslavie	4.302	4.400	5.400	5.300	3.542	4.500	4.700	4.700
Total pour les pays énumérés (l'U.R.S.S. n'est pas comprise)	111.437	105.400	109.900	113.700	78.888	58.700	67.700	77.500

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — La date de recensement du cheptel diffère d'un pays à l'autre. Toutefois, pour un même pays, les chiffres indiqués se rapportent aux mêmes dates pour toutes les années, de sorte que même si les totaux ne représentent pas l'effectif global du cheptel européen de bovins et de porcins à une date déterminée, ils fournissent cependant une indication utile sur les variations du cheptel d'année en année.

[a] Ou période la plus rapprochée pour laquelle on dispose de statistiques.

En 1950, tous les pays, à quelques exceptions près, ont accru leur cheptel bovin et porcin [1] ; plus du tiers de l'augmentation du nombre de bovins a eu lieu en France, où dès 1949 le troupeau atteignait presque la moyenne de 1934-1938 ; les plus fortes augmentations du cheptel porcin ont été réalisées en Pologne (33 %) et en Allemagne occidentale (22 %). Dans l'ensemble de l'Europe, il y a eu une augmentation de 3 à 4 % du cheptel bovin, bien qu'il n'y ait pas eu d'augmentation nette des importations de produits d'affouragement (l'augmentation des quantités de ces produits importées dans le Royaume-Uni étant compensée par un fléchissement des importations de l'Allemagne occidentale) et bien qu'il y ait eu une faible diminution de la production européenne de céréales non panifiables. Par rapport à la période 1934-1938, le cheptel bovin en 1950 s'est accru d'environ 2 %, bien que la récolte de céréales non panifiables ait baissé d'environ 10 % et que les importations de produits d'affouragement aient aussi accusé une diminution. Au cours des dix dernières années, il s'est produit, dans les méthodes de culture d'un certain nombre de pays, un sorte de révolution qui, à l'heure actuelle, est manifestement en voie de s'étendre à d'autres pays. Dans une large mesure, les pâturages permanents ont fait place à des prairies artificielles

[1] Pour plus de détails, voir le Tableau 15.

Tableau 16

PRODUCTION DE VIANDE ET DE LAIT

En milliers de tonnes

Pays	Viande [a]			Lait		
	1934-1938 [b]	1949	1950 [c]	1934-1938 [b]	1949	1950 [d]
Allemagne : zones occidentales	1.925	1.135	1.482 [e]	15.019	11.316	13.862
Zone soviétique	773	443	..	..	..	..
Autriche	276	137	185	2.540	1.748	1.950
Belgique	327	275	300	2.834	2.870	..
Danemark	448	391	482	5.270	4.884	5.400
Espagne	617	520	530	1.810	..	..
Finlande	108	113	130	2.589	2.100	..
France	1.720	1.865	1.980	12.936	11.276	14.560
Hongrie	427	..	..	1.536	1.100	..
Irlande	177	156	167	2.300	2.302	..
Italie	670	578	610	6.474	5.557	..
Norvège	104	90	102	1.330	1.545	1.730
Pays-Bas	380	277	368	5.121	5.354	5.723
Pologne	1.168	850	..	10.425	5.250	..
Royaume-Uni	1.389	1.046	1.200	8.345	9.759	10.600
Suède	302	294	303	4.596	4.695	5.000
Suisse	200	173	180	2.655	2.409	2.560
Tchécoslovaquie	459	306	..	4.430	2.618	..
Turquie	388	321	..	2.304	1.988	..
Yougoslavie	389	..	..	2.503	..	..
Autres pays d'Europe	750	600	..	4.670	..	..
Total pr l'Europe (non compris l'U.R.S.S.)	13.000	10.100	11.600	105.000	89.000	..

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Les chiffres de la période d'avant guerre se rapportent à la production dans les limites territoriales d'après guerre.

a Les chiffres se rapportent au poids de la viande préparée pour la boucherie, y compris les abats, mais à l'exclusion de la volaille. Le lard est également compris. Voir Annexe B.

b Ou période la plus rapprochée pour laquelle on dispose de statistiques.

c Chiffres provisoires.

d Pour certains pays, il a fallu évaluer la production totale de lait en 1950 d'après des statistiques mensuelles qui parfois ne portent que sur une partie de la production totale. Voir Annexe B.

e 1949/50.

dont le rendement est considérablement accru par l'utilisation d'engrais, et, de plus en plus, le foin a été remplacé par du fourrage séché artificiellement ou par du fourrage ensilé. La diffusion de ces nouvelles techniques a sans aucun doute été encouragée, et continue à l'être, par la hausse survenue dans le prix des produits d'affouragement importés, par rapport au prix des engrais produits à l'intérieur du pays.

La forte augmentation du cheptel au cours de l'année 1950 a rendu possible un accroissement de la production de viande dans tous les pays pour lesquels on possède des données statistiques [1]. Les augmentations enregistrées dans les divers pays varient considérablement par rapport à la moyenne ; l'Allemagne occidentale, avec un accroissement de 30 %, a représenté un tiers de l'augmentation globale ; il y a eu aussi une forte augmentation, 15 % au Royaume-Uni ; la production de la France, qui en 1949 avait déjà dépassé la moyenne de 1934-1938, s'est encore accrue de 6 %. Mais, dans l'ensemble, la production européenne de viande est restée d'environ 11 % inférieure à la moyenne d'avant guerre.

En même temps que celle de la viande, la production des céréales panifiables s'est aussi accrue en 1950 ; toutefois, cette augmentation s'est inégalement répartie dans les différentes régions climatiques de l'Europe. Dans les pays méridionaux, les rendements ont été sensiblement plus élevés qu'en 1949, année où, à cause de la sécheresse, ils étaient restés faibles, particulièrement en Turquie. Dans les pays de l'Europe occidentale, il y a eu un léger fléchissement, sans importance eu égard à la possibilité offerte à ces pays

[1] Pour plus de détails, voir le Tableau 16.

Tableau 17

PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES AGRICOLES PAR RÉGIONS

En milliers de tonnes

	Céréales panifiables			Céréales secondaires			Betteraves a sucre [a]			Pommes de terre		
	1934–1938	1949/50	1950/51	1934–1938	1949/50	1950/51	1934–1938	1949/50	1950/51	1934–1938	1949/50	1950/51
Europe orientale [b]	26,35	25,02	24,12	25,97	22,60	21,09	2,66	2,54	3,29	67,4	52,6	54,8
Europe occidentale [c]	21,25	21,83	21,37	22,02	22,54	21,88	3,20	3,52	4,84	58,1	57,9	68,8
Europe méridionale [d]	17,78	14,35	18,01	11,25	8,52	9,77	0,71	0,80	0,91	8,5	7,1	7,4
Total pour l'Europe (non compris l'U.R.S.S.)	65,38	61,20	63,50	59,24	53,66	52,75	6,57	6,86	9,04	134,0	117,7	131,0

Sources : Ces chiffres sont tirés des *Statistiques agricoles et alimentaires* de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, et de la publication *Sugar* de C. Czarnikow, Ltd., Londres.

Note. — L'expression « céréales panifiables » s'entend du blé et du seigle. La rubrique « céréales secondaires » comprend dans tous les cas l'orge et l'avoine ; elle comprend, en outre, le maïs dans le cas des grands pays producteurs et le méteil dans le cas des quatre zones d'occupation en Allemagne, du Danemark, de la Norvège, de la Suède et de la Yougoslavie. Tous les chiffres se rapportent à l'année agricole allant de juillet à juin et comprennent les récoltes rentrées au cours de la première année mentionnée.

a En quantités équivalentes de sucre brut.

b Albanie, Allemagne (zone soviétique), Bulgarie, Finlande, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et Yougoslavie.

c Allemagne (zones occidentales), Autriche, Belgique, Danemark, France, Irlande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse.

d Espagne, Grèce, Italie, Portugal et Turquie.

d'améliorer leur régime alimentaire en remplaçant les céréales par des produits d'origine animale ; en Europe orientale, en grande partie à cause de la sécheresse qui s'est produite en Yougoslavie, il y a eu un fléchissement de presque un million de tonnes. Il en a été de même en ce qui concerne les pommes de terre : la récolte s'est accrue de 19 % en Europe occidentale, mais de 4 % seulement en Europe orientale [1].

Textiles

En 1950, la production des textiles en Europe a été de 12 % supérieure à celle de 1949 et, pour la première fois depuis la fin de la guerre, elle a atteint un chiffre légèrement supérieur à celui de 1938 [2]. L'augmentation intervenue au cours de la guerre a été générale, en ce qui concerne à la fois les pays et les produits ; en Suède seulement, il y a eu une légère baisse par rapport au niveau élevé de la production antérieure. Ainsi, pendant le dernier trimestre de l'année, chacun des différents pays, à l'exception de la Tchécoslovaquie, avait dépassé le taux de sa production de 1938.

La structure de la production de l'industrie textile d'après guerre diffère considérablement de celle d'avant guerre, à la fois pour ce qui est des produits et des pays [3]. Tout d'abord, le coton a, d'une façon générale, perdu du terrain au profit de la rayonne et de la laine : en 1950, l'augmentation de la production d'articles de coton n'a dépassé que de 6 % celle de 1938, contre 75 % pour la rayonne et 27 % pour la laine. En second lieu, depuis 1938, le mouvement d'expansion a été proportionnellement beaucoup plus accentué dans les pays petits producteurs que dans les quatre principaux pays producteurs (Royaume-Uni, Allemagne occidentale, France et Italie) ; seul, parmi ces pays, le Royaume-Uni est allé jusqu'à accroître sa production globale de textiles de 12 %. Cette observation générale s'applique aussi à l'augmentation de produits particuliers. C'est ainsi qu'en 1950, la production britannique de filés de coton, qui, en 1938, représentait le quart du total de la production européenne, était encore inférieure de 10 % à celle de 1938 ; toutefois, les autres pays européens ont accru leur production de plus de 10 %. En ce qui concerne les filés de laine, si la production britannique et la production française, qui, en 1938, représentaient respectivement un quart et un sixième de la production totale, ont augmenté en 1950, elles étaient encore inférieures aux chiffres de 1937, mais la production des autres pays était de 35 % supérieure à celle de

[1] Voir le Tableau 17.

[2] Pour plus de détails, voir Annexe A, Tableau I.

[3] Pour plus de détails, voir le Tableau 18.

Tableau 18

PRODUCTION DE FILÉS DE COTON, DE FILÉS DE LAINE, DE FILÉS DE RAYONNE ET DE FIBRANNE

En milliers de tonnes

Pays	Filés de coton				Filés de laine				Filés de rayonne et de fibranne			
	1938	1948	1949	1950	1938	1948	1949	1950	1938	1948	1949	1950
Allemagne	355 [a]	..	..	..	133 [a]	..	..	..	220 [b]	..	..	..
dont : zones occidentales	281	119	228	282	59	38	65	85	124	69	129	161
Zone soviétique	74	..	..	..	74	..	..	..	97	38	..	..
Autriche	33 [c]	12	18	19	13 [c]	7	9	11	1 [c]	11	17	33
Belgique-Luxembourg	75	80	84	98	26	34	36	40	6	21	19	23
Espagne	49 [d]	65	60	58	15 [d]	14	9	10	1	16	18	25
France	250	224	228	251	118	133	123	127	34	77	75	84
Hongrie	18	23	31	35	12	8	8	12	—	1	1	..
Italie	178	184	208	216	71	78	81	82	119	66	86	103
Pays-Bas	52	48	55	60	10	26	27	27	9	26	29	33
Pologne	86 [e]	82	91	..	42 [e]	33	39	..	16 [e]	18	20	22
Portugal	21	31	30	36	5	7	6	..	—	—	—	..
Royaume-Uni	432	366	373	387	212	227	240	252	61	106	131	168
Suède	28	25	27	28	11	18	19	18	3	12	13	..
Tchécoslovaquie	89 [c]	68	76	..	27 [c]	32	35	..	4 [c]	23	26	..
Turquie	20	29	30	30	4	8	8	8	—	—	—	..
Autres pays d'Europe	72	93	106	120	35	60	67	71	7	33	37	45
Total pour l'Europe (non compris l'U.R.S.S.)	1.757	1.482	1.698	1.856	732	770	846	921	481	517	674	828
Etats-Unis	1.109	1.716	1.486	..	262 [c]	362	312	364	130	510	451	571

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

[a] Production de 1936 dans les limites territoriales d'après guerre. En 1936, la production de filés de coton et de filés de laine dans les limites territoriales d'avant guerre avait été de 377.000 et de 141.000 tonnes respectivement.

[b] Dans les limites territoriales d'après guerre. Dans les limites territoriales d'avant guerre, la production avait été de 226.000 tonnes.

[c] 1937.

[d] 1940.

[e] Dans les limites territoriales d'après guerre. La production de filés de coton, de filés de laine, de filés de rayonne et de fibranne dans les limites territoriales d'avant guerre est évaluée à 64.000, 34.000 et 10.000 tonnes respectivement.

1938. De même, la production européenne de rayonne en 1950 a été supérieure de près des trois quarts à celle de 1938, malgré une diminution de la production de l'Italie, pays qui, avant la guerre, comptait pour un quart dans la production globale.

Industries mécaniques

La production des industries mécaniques européennes a été, en 1950, d'environ 12 % supérieure à ce qu'elle avait été en 1949. Cette augmentation est due pour moitié environ à l'Allemagne occidentale et pour un tiers environ au Royaume-Uni ; la production du troisième grand pays producteur, à savoir la France, a diminué de 7 %. C'est principalement à cause de cette baisse de la production en France que l'augmentation globale a été inférieure à celle de l'année précédente ; dans les pays producteurs moins importants, considérés en groupe, l'augmentation a été à peu près la même au cours de l'une et de l'autre année [1]. La production totale, en 1950, a dépassé d'un tiers le chiffre de 1938 ; ce surcroît de production a été, pour 70 % environ, le fait du Royaume-Uni.

L'augmentation la plus remarquable, par rapport aux niveaux de production d'avant guerre, a été celle des tracteurs [2] ; la production de tracteurs qui a été, en 1950, de 35 % supérieure au chiffre de 1949, a sextuplé par rapport à 1938. Aussi y avait-il, en 1950, dans les exploitations agricoles européennes, à peu près quatre fois autant de tracteurs qu'en 1938 ; l'importance numérique du parc de tracteurs a toute-

[1] Pour plus de détails, voir le Tableau 19.

[2] Pour plus de détails, voir Annexe A, Tableau XXIV.

Tableau 19

INDICES DE LA PRODUCTION DES INDUSTRIES MÉCANIQUES

Pays	En pourcentage [a] de la production totale de 1950	*1938 = 100*				*1948 = 100*							
						1949				1950			
		1947	1948	1949	1950 [b]	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim. [b]
Allemagne :													
Zones occidentales	18,8	22	39	66	92	157	161	161	188	189	220	244	294
Secteurs occident. de Berlin	0,9	..	21	17	24	86	73	76	94	96	101	114	153
Autriche	1,6	56 [c]	98 [c]	152 [c]	188 [c]	134	146	151	190	181	185	177	222
Belgique	2,3	113	126	122	115	102	104	92	89	88	89	86	102
Danemark	1,8	140	156	161	179	104	104	94	109	113	117	106	125
Finlande	0,4	175	211	230	186	109	108	89	118	111	106	55	79
France	14,8	98	120	141	131	116	128	112	116	109	112	100	116
Grèce	0,1	19	27	31	41	106	113	108	134	115	142	160	189
Hongrie	0,9	102	142	199	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	0,2	143	215	206	237	88	95	91	109	110	118	101	110
Italie	3,4	77	71	79	84	110	113	108	119	118	122	112	122
Pays-Bas [d]	3,0	93	122	146	160	112	120	121	126	123	130	143	144
Norvège	0,9	130	148	160	162	116	113	89	113	116	114	90	118
Pologne	4,7	130 [c]	193 [c]	240 [c]	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Royaume-Uni	36,6	132	151	164	182	107	109	104	114	118	120	114	129
Suède	5,0	154	164	168	171	108	108	91	108	110	108	90	111
Suisse	1,7	139	139	117	121	..	..	..	..	..	..	..	..
Tchécoslovaquie	2,9	97 [c]	120 [c]	131 [c]	156 [c]	108	109	102	118	122	126	128	132
Total pour les pays énumérés	100,0	85	102	119	133	115	119	111	123	123	129	125	144

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

NOTE. — Les indices comprennent, dans toute la mesure du possible, les produits des industries mécaniques et électriques, le matériel de transport (y compris les navires et les avions) et les articles en métal, mais ils ne comprennent ni les machines et appareils de précision ni l'industrie horlogère.

a Les chiffres de cette colonne ont été calculés en appliquant aux indices du volume de la production de 1950 (1938 = 100) les coefficients de pondération de 1938 qui sont proportionnels à la production nette. Les chiffres ainsi obtenus ne tiennent pas compte, par conséquent, des variations de prix des divers produits depuis 1938.

b Chiffres provisoires.

c 1937 = 100 ; pour la Pologne, la production courante est comparée à la production de 1937 dans les limites territoriales d'avant guerre.

d Y compris le travail des métaux.

fois continué à varier largement d'un pays à l'autre [1]. C'est le Royaume-Uni qui a fabriqué près de la moitié du nombre total des tracteurs. La production britannique avait baissé en 1949 par suite du fléchissement de la demande intérieure aussi bien que de la demande étrangère ; les ventes à l'étranger ont, en 1950, regagné et au delà le terrain ainsi perdu, bien que l'Allemagne occidentale eût, entre temps, reparu sur les marchés d'exportation, mais la production destinée au marché intérieur britannique, tout en augmentant, est encore restée inférieure au niveau de 1948.

La production des autres machines agricoles s'est aussi légèrement accrue en 1950 au Royaume-Uni, à cause surtout de l'augmentation des exportations ; en Allemagne occidentale, malgré l'accroissement des exportations, cette production a, en fait, baissé.

La production d'automobiles [2] a continué à se développer dans une proportion qui dépasse de beaucoup la moyenne d'augmentation de la production dans l'ensemble des industries mécaniques. La fabrication des voitures de tourisme a dépassé de 40 % le chiffre de 1949 et de 45 % celui de 1938. Il y a lieu de rapprocher cette augmentation, bien qu'importante en elle-même, de celle qui a été enregistrée aux Etats-Unis entre 1937 et 1950, où elle a été de 70 %. Ce qui a limité la production européenne, ce n'est pas la demande, c'est, comme par le passé, la capacité de production et, au Royaume-Uni, l'approvisionnement en tôles d'acier. Ainsi, au Royaume-Uni, par exemple, le nombre de véhicules offerts sur le marché intérieur a été, de propos délibéré, restreint par le Gouvernement, et tout le surcroît de production de 1950 a été

[1] Pour plus de détails, voir Annexe A, Tableau XXIII.

[2] Pour plus de détails, voir Annexe A, Tableau XX.

exporté. En France, aussi, les prix pratiqués sur le marché des voitures d'occasion sont restés supérieurs aux prix de catalogue des voitures neuves. La production de véhicules utilitaires a fait ces derniers temps des progrès moins marqués que celle des voitures de tourisme, ce qui s'explique surtout par le fait qu'antérieurement, elle avait augmenté davantage ; dès 1948, le parc européen de véhicules utilitaires était supérieur de 40 % au chiffre de 1938. La France est le seul grand pays où l'augmentation proportionnelle ait été de beaucoup inférieure à la moyenne. Au Royaume-Uni, la demande a pris un tel essor qu'afin d'orienter les véhicules vers les marchés d'exportation, on a frappé, en 1950, l'achat de camions et camionnettes neufs d'un impôt qui n'a d'ailleurs réussi à réduire la demande que dans une faible mesure.

Pour ce qui est des autres catégories de matériel de transport, la tendance s'est aujourd'hui renversée. Ce n'est qu'en Europe orientale que la demande de locomotives et de wagons de chemins de fer s'est, semble-t-il, maintenue récemment, encore que, dans cette région aussi, le parc de véhicules routiers ait augmenté plus rapidement. Dans les pays plus développés de l'Europe occidentale, la demande de matériel ferroviaire est restée étale ou même a diminué, une fois achevée la reconstruction des réseaux de chemins de fer après la guerre. En France, le fléchissement de la demande, qui s'est manifesté en 1950, a contribué dans une mesure appréciable à la crise des industries mécaniques françaises qui s'est prolongée jusqu'au quatrième trimestre de cette année-là. Au Royaume-Uni, la production de wagons de marchandises a diminué en 1949, en raison surtout de la réduction de la demande intérieure, et elle n'a pas repris en 1950 ; par contre, la production de voitures de voyageurs a continué à augmenter. En Allemagne occidentale, la production de wagons de marchandises, au second semestre de 1950, ne représentait plus que le huitième du taux annuel de 1949.

Le tonnage marchand lancé [1] en 1950 a augmenté d'un sixième et a dépassé ainsi de 13 % le chiffre de 1938 ; le Royaume-Uni compte pour la moitié à peu près dans ce chiffre, et cette part est proportionnellement un peu supérieure à ce qu'elle était avant la guerre, car la production de l'Allemagne était alors considérable. Il y avait eu, en 1949, un léger ralentissement de l'activité des chantiers de constructions navales au Royaume-Uni, mais, en 1950, ces chantiers ont été à nouveau pleinement occupés dans tous les pays, à l'exception de l'Allemagne occidentale où la production était encore limitée par les Puissances occupantes, et en Italie où une part assez importante de la capacité de production reste inemployée. Le renforcement des flottes marchandes européennes au cours de l'année a été de l'ordre de 3 ½ % [2] : le chiffre du tonnage global de toutes ces flottes était moins élevé qu'en 1938, et là encore, la raison en est la disparition de la flotte allemande.

L'offre de machines destinées aux industries extractives a diminué quelque peu, aussi bien en 1950 qu'en 1949, ce qui est dû surtout à la contraction de la demande de l'industrie charbonnière nationalisée au Royaume-Uni. Les exportations britanniques de haveuses et de chargeurs à moteur se maintiennent depuis trois ans, et les exportations de transporteurs mécaniques, qui ont pourtant baissé en 1950, demeuraient encore, à cette date, de 50% supérieures au chiffre de 1948. En Allemagne occidentale, il n'y a eu progrès de la production ni en 1950 ni en 1949.

Dans le cas des machines-outils, l'augmentation de la production en Allemagne occidentale a constitué le fait nouveau le plus important de l'année 1950 ; la quasi-totalité du surcroît de production a été exportée. Au Royaume-Uni, la production a augmenté d'environ 10 %, comme l'année précédente, mais le Royaume-Uni demeure encore fortement tributaire des importations.

Le commerce d'exportation des produits des industries mécaniques des pays européens a été surtout influencé en 1950 par la réapparition de l'Allemagne en tant que grand pays producteur, ainsi que par les dévaluations monétaires de 1949. L'effet conjugué de ces deux circonstances a entraîné une réduction des exportations de la Belgique et de l'Italie et une augmentation des exportations des autres pays. Le Tableau 20 fait ressortir de façon frappante la sensibilité de la production belge aux variations de la demande étrangère. Pendant toute l'année 1950, la demande intérieure a évolué sensiblement au même rythme qu'en 1949 ; la totalité de l'augmentation, égale à 25 % environ, de la valeur de la production au quatrième trimestre de l'année, s'explique par l'accroissement des exportations.

[1] Pour plus de détails, voir Annexe A, Tableau XVIII.

[2] Pour plus de détails, voir Annexe A, Tableau XVII.

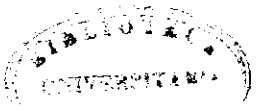


Tableau 2(

PRODUCTION ET EXPORTATIONS DE PRODUITS DES INDUSTRIES MÉCANIQUES DU R

)

ROYAUME-UNI, DES ZONES OCCIDENTALES D'ALLEMAGNE ET DE LA BELGIQUE

ROYAUME-UNI *(Totaux annuels)*	Unité	Production totale			Production destinée					
					A l'exportation			Au marché intérieur		
		1948	1949	1950	1948	1949	1950	1948	1949	1950
Voitures de tourisme et châssis	Millions de £	112,6	144,7	189,0	63,3	77,3	124,5	49,3	67,4	64,5
Véhicules utilitaires et châssis	Millions de £	109,5	127,4	146,0	41,5	45,5	69,2	68,0	81,9	76,8
Locomotives à vapeur	Unités	779	826	808	320	389	355	459	437	453
Voitures de voyageurs	Unités	1.516	2.089	3.320	179	262	373	1.337	1.827	2.947
Wagons de marchandises	Unités	45.520	38.379	38.155	4.079	6.333	4.604	41.441	32.046	33.551
Freins, signaux, télégraphe et matériel de la voie, pour les chemins de fer	Milliers de £	5.307	6,079	5.786	2.446	2.619	2.782	2.861	3.460	3.004
Avions	Unités	444	452	515	311	418	477	133	34	38
Tracteurs (y compris les tracteurs industriels)	Milliers	118	91	123	74	56	85	44	35	38
Autres machines agricoles	Millions de £	69,2	63,9	84,7	28,2	26,1	42,8	41,0	37,8	41,9
Excavateurs	Unités	1.356	1.572	1.704	564	816	924	792	756	780
Matériel mécanique de manutention	Millions de £	27,6	33,6	37,8	9,1	9,9	10,0	18,5	23,7	27,8
Matériel de génie civil	Millions de £	14,2	14,2	16,8	6,3	5,8	7,8	7,9	8,4	9,0
Machines textiles	Millions de £	56,4	67,1	69,3	31,8	36,4	36,4	24,6	30,7	32,9
Presses et relieuses	Millions de £	11,4	14,2	17,6	6,6	7,4	8,9	4,8	6,8	8,7
Machines-outils pour le travail des métaux	Millions de £	31,1	35,6	38,7	11,3	14,0	14,1	19,8	21,6	24,6
Moteurs à combustion interne	Millions de £	27,1	33,4	38,1	12,9	18,6	22,0	14,2	14,8	16,1
Machines à vapeur, chaudières, installations pour la production de vapeur, soupapes industrielles	Millions de £	30,4	34,4	37,6	9,6	10,3	10,2	20,8	24,1	27,4
Installations pour centrales électriques :										
turbines hydrauliques	Milliers de HP.	76,8	451,2	589,2	50,4	207,6	434,4	26,4	243,6	154,8
turbo-alternateurs à vapeur	Milliers de kW.	1.642	2.254	2.630	685	731	995	957	1.523	1.635
Machines électriques rotatives	Millions de £	28,0	29,5	30,0	5,0	6,9	6,6	23,0	22,6	23,4
Appareils de réfrigération	Millions de £	14,2	18,7	22,9	4,9	7,4	10,0	9,3	11,3	12,9
Machines à écrire et matériel de bureau	Millions de £	12,9	16,0	21,9	4,0	4,9	7,6	8,9	11,1	14,3
Haveuses	Unités	1.248	1.144	891	315	373	321	933	771	570
Chargeurs à moteur	Unités	155	113	95	35	27	30	120	86	65
Transporteurs du fond	Unités	4.031	3.796	3.024	455	849	675	3.576	2.947	2.349

ZONES OCCIDENTALES D'ALLEMAGNE *(Chiffres semestriels)*	Unité	Production totale			Production destinée					
					A l'exportation [a]			Au marché intérieur		
		1949	1950		1949 [b]	1950		1949	1950	
			Premier semestre	Second semestre		Premier semestre	Second semestre		Premier semestre	Second semestre
Machines-outils pour le travail des métaux	Milliers de ton.	28,5	35,4	47,9	3,5	10,5	24,3	25,0	24,9	23,6
Machines-outils pour le travail du bois	Milliers de ton.	17,2	17,8	20,3	0,7	2,4	4,2	16,5	15,4	16,1
Machines pour la préparation de produits alimentaires et de boissons	Milliers de ton.	27,3	24,7	31,2	1,0	3,1	5,8	26,3	21,6	25,4
Tracteurs agricoles	Milliers	13,5	23,2	34,4	0,7	5,7	6,7	12,8	17,5	27,7
Autres machines agricoles	Milliers de ton.	105,1	89,5	105,4	5,5	22,4	20,5	99,6	67,1	84,9
Machines à écrire	Milliers	61,0	90,6	118,7	2,9	14,9	34,2	58,1	75,7	84,5
Machines à coudre	Milliers	132	223	294	15	77	119	117	146	175
Voitures de tourisme	Milliers	52	90	126	7	26	41	45	64	101
Véhicules utilitaires	Milliers	29	33	53	4	14	29	24	19	22
Wagons de marchandises	Unités	6.612	1.651	807	..	..	..	..	..	..
Outils de précision	Milliers de ton.	5,2	4,7	5.5	..	..	..	..	..	..
Machines pour la construction	Milliers de ton.	12,7	19,4	25,9	..	..	..	..	..	..
Matériel d'exploitation minière	Milliers de ton.	70,9	70,7	71,7	..	..	..	..	..	..
Batteries d'accumulateurs	Milliers	11.496	12.702	17.778	..	..	..	..	..	..
Appareils récepteurs de radio	Milliers	574	727	1.281	..	..	..	..	..	..

BELGIQUE *(Moyennes trimestrielles)* *En milliers de tonnes*	Valeur de la production de 1949	Production totale			Production destinée					
					A l'exportation			Au marché intérieur		
	Premier semestre (en millions de francs)	1949	1950	1950	1949	1950	1950	1949	1950	1950
		Premier semestre	Trois premiers trim.	Quatrième trimestre	Premier semestre	Trois premiers trim.	Quatrième trimestre	Premier semestre	Trois premiers trim.	Quatrième trimestre
Tréfilerie, laminage, pressage, forgeage, étampage, etc.	1.428	128,5	109,1	148,9	69,1	57,3	91,1	59,4	51,8	57,8
Tôles	1.961	122,3	133,2	164,9	46,1	37,3	58,5	76,2	95,9	106,4
Constructions navales	687	7,6	6,7	4,9	4,9	3,1	2,9	2,7	3,6	2,0
Matériel de chemins de fer et de tramways	1.433	73,1	12,2	13,8	46,2	6,5	10,2	26,9	5,7	3,6
Motocycles, avions, pompes, compresseurs, etc.	859	12,8	16,0	16,0	3,1	4,2	4,5	9,7	11,8	11,5
Machines-outils, etc.	529	8,3	6,0	6,2	5,1	3,9	4,1	3,2	2,1	2,1
Constructions électriques	1.671	25,7	26,8	23,9	6,5	4,8	6,5	19,2	22,0	17,4
Divers	1.251	23,3	22,6	32,1	6,7	6,1	6,7	16,6	16,5	25,4
Total	9.819	401,6	332,6	410,7	187,7	123,2	184,5	213,9	290,4	226,2

Sources : Royaume-Uni — *Monthly Digest of Statistics* ; zones occidentales d'Allemagne — *Wirtschaft und Statistik* et *Der Aussenhandel der Bundesrepublik Deutschland* ; Belgique — *Bulletin de statistique.*

a Livraisons. Il se peut que les chiffres de la production et les chiffres des exportations ne soient pas rigoureusement comparables.
b Non compris les exportations de la zone française.

Industrie du bâtiment

L'intensification de l'activité de l'industrie du bâtiment, qui s'est manifestée en 1950, a été surtout la conséquence de la décision prise en 1949 par les gouvernements, dans divers pays, de développer les programmes de construction de logements. Dans la plupart des pays de l'Europe occidentale où le chômage était déjà faible, la construction de logements n'a pas beaucoup augmenté. L'unique exception a été constituée par la France, mais, même dans ce cas, les progrès réalisés dans la construction de maisons neuves ne font que compenser la diminution constatée dans d'autres activités du bâtiment. En revanche, dans les pays où le chômage atteint un chiffre élevé — Allemagne occidentale, Italie et Belgique — les progrès de la construction de maisons neuves devaient être — et ont été — sensiblement supérieurs à la diminution des travaux de réparation (en Allemagne et en Belgique) ou des travaux publics (en Italie). Il s'ensuit que le nombre des pièces par habitant construites en Allemagne occidentale a, pour la première fois depuis la guerre, été aussi considérable que dans les pays de l'Europe septentrionale [1] ; en Italie, ce nombre a atteint le même niveau qu'en France, mais il reste néanmoins faible. En outre, en Allemagne occidentale, le nombre des logements achevés semble avoir dépassé le nombre de ceux qui ont été construits au cours de l'une quelconque des années qui ont séparé les deux guerres mondiales, quoiqu'il convienne de préciser que les dimensions du logement moyen sont indubitablement inférieures à ce qu'elles étaient normalement avant la guerre. En France, le nombre des logements construits en 1950 n'a pas atteint 50% du chiffre enregistré pendant la meilleure période de l'entre-deux-guerres, et, au Royaume-Uni, il n'a été que de 55 % du chiffre correspondant ; cependant, les dimensions des logements ont, en moyenne, augmenté au Royaume-Uni.

Tableau 21

INDICES DE L'ACTIVITÉ DU BATIMENT

Pays	*1938 = 100*		
	1948	1949	1950
Allemagne :			
Zone anglo-américaine .	..	70	81
Belgique [a]	93	104	113
Danemark [b]	119	128	147
Finlande	138	149	159
France	123	125	123
Grèce	125	133	..
Irlande	97	108	110
Italie	87	94	140
Norvège	124	136	139
Pays-Bas	108	113	119
Royaume-Uni	85	89	94
Suède	117	119	125

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

NOTE. — Les chiffres indiqués pour le bâtiment portent sur l'évaluation de l'activité totale ; toutefois, pour la Finlande, ils sont établis d'après les quantités de matières premières consommées, et, pour l'Italie, d'après le nombre de pièces construites et le nombre d'heures effectuées par ouvrier sur les chantiers de travaux publics.

[a] 1936-1938 = 100.

[b] 1938/39 = 100.

Dans les pays de l'Europe orientale, l'activité du bâtiment est en progrès marqué depuis quelques années. Le nombre des travailleurs employés dans l'industrie du bâtiment a augmenté, et la productivité s'est sensiblement améliorée. Ces progrès sont le résultat de la réorganisation de cette industrie en entreprises plus vastes et du développement de la mécanisation qui l'a accompagnée ; en Hongrie, par exemple, la puissance totale des machines employées par l'industrie du bâtiment est passée de 45.000 CV. en 1949 à 94.000 en 1950. Cependant, bien que l'ampleur des programmes de construction de logements se soit étendue depuis quelques années, le nombre des logements construits est demeuré, au regard des besoins, déplorablement faible en 1950, surtout si l'on songe que le mouvement de la population des campagnes vers les villes est relativement plus fort que cela n'est le cas dans les collectivités plus stables de l'ouest.

Dans l'Union soviétique, des logements comportant 100 millions de mètres carrés d'espace habitable ont été construits ou restaurés dans les villes depuis cinq ans ; telle est aussi à peu près la surface des nouveaux logements construits au Royaume-Uni pendant la même période. En outre, 2.700.000 maisons ont été construites dans les campagnes.

[1] Voir le Tableau 22. Les chiffres figurant à la dernière colonne de ce tableau doivent être interprétés avec une certaine prudence, parce que les dimensions des logements varient fortement d'un pays à l'autre et que, depuis la guerre, les dimensions des maisons sont parfois différentes de ce qu'elles étaient auparavant. C'est ainsi que l'on estime qu'en Allemagne occidentale, un logement construit avec l'aide financière des pouvoirs publics comprend de 50 à 65 mètres carrés de surface brute, alors qu'au Royaume-Uni il en comprend de 95 à 100. Une habitation correspondante avant la guerre comportait au Royaume-Uni 75 mètres carrés environ.

Tableau 22

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS

Pays	Période d'avant guerre [a]	Logements terminés *(en milliers)*					Evaluation du nombre de pièces construites par mille habitants en 1950
		Avant-guerre	1947	1948	1949	1950	
Allemagne : zones occidentales	1928–1931	190	..	..	130	302	21
Autriche	..	..	..	13	13	21	7
Belgique	1925–1929	25	14	19	26	40	17
Danemark	1934–1937	21	13	20	24	22	21
Espagne	..	..	12	16	15	16	2
Finlande [b]	1936–1939	7	7	5	7	12	20
France	1929–1932	151	8	22	51	68	6
Hongrie [c]	1938	7	..	..	..	28	5
Irlande [d]	1933–1936	11	1	2	6	12	16
Italie [e]	1934–1937	44	15	22	30	60	6
Norvège	1939	16	15	16	18	22	32
Pays-Bas	1928–1931	49	9	36	43	47	16
Pologne	1937	34	29	21	21	34	3
Portugal	1939	2	3	3	7	5	2
Roumanie [b]	1931–1934	12	..	..	..	8	3
Royaume-Uni [f]	1935–1938	358	186	239	198	198	20
Suède	1939	59	58	48	42	45	23
Suisse	1930–1933	20	21	26	20	23	18
Tchécoslovaquie	1937	42	3	6	10	13	2
Yougoslavie	..	..	7	14	31	28	5

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

[a] Sauf dans les cas où une seule année est spécifiée, le chiffre représente le taux annuel moyen le plus élevé de la construction de logements pendant quatre années consécutives quelconques de l'entre-deux-guerres.

[b] Logements urbains seulement.

[c] Le chiffre relatif à la période d'avant guerre porte uniquement sur les logements urbains ; les chiffres relatifs aux années d'après guerre comprennent tous les logements.

[d] Logements construits avec subvention de l'Etat.

[e] Le chiffre d'avant guerre se rapporte à 94 capitales de provinces ; les chiffres relatifs aux années d'après guerre portent sur l'ensemble du pays.

[f] Non compris l'Irlande du Nord.

La formation de capital

Les progrès de la production des industries mécaniques et de l'activité du bâtiment, exposés dans les sections précédentes du présent chapitre, sont l'expression de l'accroissement du volume de la formation de capital fixe. Cet accroissement s'est produit, à deux exceptions près, dans tous les pays d'Europe pour lesquels le Tableau 23 donne une évaluation des investissements globaux.

Les deux exceptions mentionnées sont, d'une part, la Norvège, où il s'est produit une très faible baisse par rapport au niveau anormalement élevé des années antérieures, et, d'autre part, la France où, malgré l'augmentation importante du nombre des nouvelles maisons construites, il y a eu une diminution nette de 4 % du total des investissements réels en capital fixe. En France, les investissements dans les transports et communications ont diminué de plus d'un quart, et les investissements de l'industrie manufacturière, qui avaient augmenté de plus des deux tiers en 1949, ont accusé une régression de 14%. Les premières répercussions de cette double diminution se sont principalement fait sentir dans les industries mécaniques.

C'est l'Allemagne occidentale qui a connu, en 1950, l'augmentation la plus forte : le montant de la formation de capital fixe, qui dès 1949 s'était élevé d'un tiers par rapport aux faibles chiffres de 1948 et des années précédentes, a augmenté encore de 16 %. Cette augmentation est le résultat combiné d'un accroissement d'un quart du volume de la construction de nouveaux logements, d'une augmentation de 20 % des investissements de l'industrie, et d'importantes augmentations des investissements dans l'agriculture et dans les entreprises de transport.

Tableau 23

INVESTISSEMENT BRUT EN CAPITAL FIXE

En millions de dollars, aux prix de 1950 [a]

Pays	1947	1948	1949	1950	Par habitant en 1950
					(En dollars)
Allemagne : zones occidentales	..	2.950	4.070	4.710	99
Autriche	..	..	320	350	49
Belgique	610	685	715	755	87
Danemark	395	415	500	550	130
Finlande	205	230	260	270	66
France	3.020	3.560	3.600	3.440	81
Irlande	133	160	176	..	60
Italie	1.800	2.010	2.360	2.510	54
Norvège	435	415	470	460	141
Pays-Bas	923	1.070	1.215	1.280	128
Suède	1.230	1.140	1.095	1.170	167
Suisse	515	573	449	502	108
Royaume-Uni	4.775	5.020	5.395	5.645	111

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

NOTE. — L'investissement brut en capital fixe comprend les acquisitions nouvelles et la reconstitution du capital fixe, mais ne comprend pas, autant que possible, les dépenses courantes d'entretien et de réparation.

[a] Les données exprimées en monnaies nationales ont été converties en dollars des Etats-Unis d'après les parités de change théoriques correspondant au pouvoir d'achat des monnaies pour chaque année. Voir Annexe B.

En Suisse, les investissements globaux semblent sujets à des fluctuations beaucoup plus fortes que dans aucun autre pays ; à l'augmentation de 10 % constatée en 1948 a succédé, en 1949, une diminution de plus de 20 %, laquelle, à son tour, a été suivie d'une augmentation de plus de 10 % en 1950. La diminution de 1949 n'était imputable que pour un sixième au fléchissement de l'activité de l'industrie du bâtiment ; ce fléchissement a été plus que compensé en 1950 et il y a eu une augmentation de 16 % des autres investissements, lesquels, cependant, n'atteignaient encore que les deux tiers environ du chiffre de 1948.

La répartition des investissements globaux entre les différents secteurs de l'économie varie sensiblement d'un pays à l'autre, mais demeure, dans chaque pays, remarquablement constante d'une année à l'autre [1]. Cependant, dans la plupart des pays, à mesure que les réseaux ferroviaires se trouvaient remis en état, la part des investissements consacrée aux moyens de transport a eu tendance à diminuer. Dans le secteur agricole, les investissements sont restés plus ou moins stables, de sorte que leur part, dans un total qui est en voie d'augmentation, a diminué ; c'est ce qui s'est produit en particulier en Italie en 1950.

Le Tableau 25 montre comment les investissements effectués dans l'industrie dans un certain nombre de pays se sont répartis depuis quelques années. D'une façon générale, il semble que parmi les industries ce soit toujours dans les services publics de fourniture d'énergie (surtout d'énergie électrique) que les investissements sont le plus élevés ; la part de ces services publics, dans le total des investissements industriels, varie de 16 % en Belgique à 28 % en Italie. Dans le groupe des industries manufacturières, une part considérable revient dans tous les pays aux industries lourdes (sidérurgie, industries mécaniques, raffinage de pétrole et, en Scandinavie, bois et papier).

Le résultat net des diverses modifications survenues en 1950 a été de réduire légèrement les différences qui existaient d'un pays à l'autre en ce qui concerne les chiffres exprimant les investissements nouveaux par habitant. Mais ces différences restent considérables, et les anomalies dont il était question dans l'ETUDE des années précédentes subsistent. Dans les pays où le plein emploi est réalisé, et où l'on aurait pu utilement atténuer la pression inflationniste en restreignant

[1] Pour plus de détails, voir le Tableau 24.

Tableau 24

INVESTISSEMENT BRUT EN CAPITAL FIXE DANS LES DIVERS SECTEURS DE L'ÉCONOMIE

En millions de dollars, aux prix de 1950 [a], et en pourcentages

Pays et année	En millions de dollars						En pourcentage de l'investissement total en capital fixe				
	Agriculture, pêche et forêts	Industrie	Transports et communications	Logement	Secteur public et autres secteurs	Total	Agriculture, pêche et forêts	Industrie	Transports et communications	Logement	Secteur public et autres secteurs
Allemagne :											
Zones occidentales . . 1949	385	1.575	545	845	720	4.070	9	39	13	21	18
1950	430	1.890	605	1.055	730	4.710	9	40	13	22	16
Belgique . . . 1947	17	163	209	133	88	610	3	27	34	22	14
1948	25	186	242	136	96	685	4	27	35	20	14
1949	26	205	218	162	104	715	4	29	30	23	14
1950	27	205	233	175	115	755	4	27	31	23	15
Danemark . . 1947	21	..	..	75	..	395	6	..	..	19	..
1948	29	..	..	83	..	415	7	..	..	20	..
1949	28	..	..	82	..	500	8	..	..	16	..
1950	..	..	..	86	..	550	..	..	..	16	..
Finlande [b] . . 1947	38	83	65	89	20	295	13	28	22	30	7
1948	45	85	51	112	37	330	14	25	15	34	12
1949	50	93	63	117	47	370	14	25	17	31	13
1950	45	92	67	124	47	375	12	25	18	33	12
France 1949	325	1.645	745	455	430	3.600	9	45	21	13	12
1950	340	1.490	550	635	425	3.440	10	43	16	19	12
Hongrie . . . 1950	..	..	..	..	..	..	11	45	21	15	8
Italie 1947	135	652	533	205	275	1.800	8	36	30	11	15
1948	206	790	481	224	309	2.010	10	39	24	11	16
1949	250	930	446	304	430	2.360	11	39	19	13	18
1950	177	1.025	513	354	441	2.510	7	41	20	14	18
Norvège . . . 1947	56	93	191	67	28	435	13	22	44	15	6
1948	51	113	166	61	24	415	12	27	40	15	6
1949	51	131	192	68	28	470	11	28	41	14	6
1950	52	134	181	67	26	460	11	29	40	14	6
Pays-Bas . . . 1947	92	295	295	98	143	923	10	32	32	11	15
1948	78	359	299	167	167	1.070	7	33	28	16	16
1949	91	423	279	236	186	1.215	8	35	23	19	15
1950	100	470	281	238	191	1.280	8	37	22	18	15
Pologne [c] . . . 1947	68	152	120	37	53	430	16	35	28	9	12
1948	72	203	140	52	93	560	13	36	25	9	17
1949	..	..	..	..		..	11	41	18	8	22
1950	..	..	..	..	..	..	10	42	16	8	24
Royaume-Uni . 1947	270	1.760	1.070	1.255	420	4.775	6	37	22	26	9
1948	290	1.945	1.010	1.220	555	5.020	6	39	20	24	11
1949	275	2.200	1.120	1.080	720	5.395	5	41	21	20	13
1950	285	2.375	1.070	1.075	840	5.645	5	42	19	19	15
Suède [b] 1947	144	607	315	504	190	1.760	8	34	18	29	11
1948	166	633	323	384	224	1.730	10	36	19	22	13
1949	169	643	275	393	233	1.713	10	38	16	23	13
1950	181	644	315	422	248	1.810	10	36	17	23	14

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

NOTE. — L'investissement brut en capital fixe comprend les acquisitions nouvelles et la reconstitution du capital fixe, mais ne comprend pas, autant que possible, les dépenses courantes d'entretien et de réparation.

[a] Les données exprimées en monnaies nationales ont été converties en dollars des Etats-Unis d'après les parités de change théoriques correspondant au pouvoir d'achat des monnaies pour chaque année. Voir Annexe B.

[b] Ces chiffres comprennent les dépenses courantes d'entretien et de réparation. Aussi le total annuel est-il plus élevé que celui qui figure au Tableau 23, et il se peut que les pourcentages ne soient pas répartis d'une manière permettant de les comparer avec ceux des autres pays. En particulier, le pourcentage des dépenses affectées à la construction de logements est trop élevé par rapport aux autres.

[c] Les chiffres pour 1947 et 1948 se rapportent uniquement aux investissements effectués dans le cadre du Plan. Les investissements ne rentrant pas dans le cadre du Plan n'ont été importants que dans les secteurs ci-après : agriculture, pêche, forêts, et construction de logements. Pour les années 1949 et 1950, les chiffres se rapportent à l'ensemble de l'économie.

Tableau 25. — INVESTISSEMENT BRUT EN CAPITAL FIXE DANS L'INDUSTRIE

En millions de dollars, aux prix de 1950 [a], et en pourcentages

Industrie	Allemagne : zones occident.		Belgique								Danemark								France						Industrie
	1950		1947		1948		1949		1950		1947		1948		1949		1950		1948		1949		1950		
	En millions de dollars	*Pour cent*	En millions de dollars	*Pour cent*	En millions de dollars	*Pour cent*	En millions de dollars	*Pour cent*	En millions de dollars	*Pour cent*	En millions de dollars	*Pour cent*	En millions de dollars	*Pour cent*	En millions de dollars	*Pour cent*	En millions de dollars	*Pour cent*	En millions de dollars	*Pour cent*	En millions de dollars	*Pour cent*	En millions de dollars	*Pour cent*	
Denrées alimentaires, boissons et tabac	..	..	16	*9*	14	*8*	24	*12*	23	*11*	7	*15*	11	*19*	12	*17*	15	*22*	..	..	..	..	60	*4*	Denrées alimentaires, boissons et tabac
Textiles et vêtements	..	..	23	*15*	21	*11*	26	*12*	23	*11*	5	*11*	9	*15*	12	*17*	12	*17*	..	..	..	..	..	..	Textiles et vêtements
Cuir et caoutchouc	..	..	..	..	..	..	..	..	1	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	Cuir et caoutchouc
Papier et imprimerie	..	..	5	*3*	5	3	6	*3*	2	*1*	5	*11*	6	*10*	9	*14*	6	*8*	..	..	..	..	..	..	Papier et imprimerie
Bois	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	2	*4*	2	*3*	1	*1*	2	*3*	..	..	..	..	..	..	Bois
Matériaux de construction, etc.	..	..	13	*8*	12	*7*	14	*7*	12	*6*	4	*9*	5	*8*	6	*8*	8	*12*	..	..	..	..	..	..	Matériaux de construction
Fer et acier	115	*6*	13	*8*	15	*8*	26	*12*	22	*11*									69	*6*	160	*10*	157	*11*	Fer et acier
Métaux non ferreux et industries mécaniques	..	..	28	*17*	29	*16*	25	*12*	25	*12*	16	*34*	19	*32*	19	*28*	16	*23*	..	..	..	..	..	..	Métaux non ferreux et industries mécaniques
Raffineries de pétrole	..	..	..	..	2	*1*	7	*3*	15	*8*									89	*8*	90	*5*	87	*6*	Raffineries de pétrole
Autres industries chimiques	..	..	11	*7*	20	*10*	16	*8*	14	*7*	6	*12*	6	*10*	8	*12*	8	*12*	..	..	..	..	62	*4*	Autres industries chimiques
Divers	..	..	5	*3*	—	—	—	—	—	—	2	*4*	2	*3*	2	*3*	2	*3*	..	..	..	..	..	..	Divers
Total des industries de transformation	1.335	*70*	114	*70*	118	*64*	144	*69*	137	*67*	47	*100*	60	*100*	69	*100*	69	*100*	622	*57*	1.035	*63*	887	*59*	Total des industries de transformation
Electricité	375	*20*	27	*17*	34	*18*	31	*15*	33	*16*									295	*27*	396	*24*	385	*26*	Electricité
Gaz			10	*6*	13	*7*	11	*6*	10	*5*	..	..	..	..	..	..	..	..	13	*1*	14	*1*	28	*2*	Gaz
Mines de charbon	180	*10*	12	*7*	21	*11*	19	*10*	25	*12*	..	..	..	..	..	..	..	..	170	*15*	200	*12*	190	*13*	Mines de charbon
Autres mines			—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Autres mines
Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Divers
Ensemble des industries	1.890	*100*	163	*100*	186	*100*	205	*100*	205	*100*									1.100	*100*	1.645	*100*	1.490	*100*	Ensemble des industries

Industrie	Italie				Norvège [b]						Pays-Bas				Royaume-Uni						Suède						Industrie
	1949		1950		1947		1948		1949		1948		1949		1948		1949		1950		1947		1948		1949		1950	
	En millions de dollars	*Pour cent*	En millions de dollars	*Pour cent*	En millions de dollars	*Pour cent*	En millions de dollars	*Pour cent*	En millions de dollars	*Pour cent*	En millions de dollars	*Pour cent*	En millions de dollars	*Pour cent*	En millions de dollars	*Pour cent*	En millions de dollars	*Pour cent*	En millions de dollars	*Pour cent*	En millions de dollars	*Pour cent*	En millions de dollars	*Pour cent*	En millions de dollars	*Pour cent*	En millions de dollars	*Pour cent*	
Denrées alimentaires, boissons et tabac	..	..	..	..	15	*10*	13	*8*	14	*8*	46	*13*	48	*11*	170	*9*	179	*8*	..	..	24	*5*	25	*5*	26	*6*	26	*6*	Denrées alimentaires, boissons et tabac
Textiles et vêtements	100	*10*	100	*10*	11	*7*	11	*7*	12	*6*	36	*10*	41	*10*	177	*9*	211	*10*	..	..	26	*6*	28	*6*	33	*7*	30	*7*	Textiles et vêtements
Cuir et caoutchouc	..	..	..	..	3	*2*	3	*2*	3	*2*	7	*2*	7	*2*	33	*1*	33	*1*	..	..	7	*2*	7	*2*	8	*2*	7	*2*	Cuir et caoutchouc
Papier et imprimerie	..	..	..	..	20	*13*	21	*12*	23	*12*	16	*5*	20	*5*	89	*5*	88	*4*	..	..	33	*7*	37	*8*	39	*9*	44	*10*	Papier et imprimerie
Bois	..	..	..	..	7	*5*	5	*3*	5	*3*	5	*1*	5	*1*	26	*1*	26	*1*	..	..	22	*5*	20	*4*	16	*4*	21	*5*	Bois
Matériaux de construction	..	..	..	..	7	*5*	6	*4*	7	*4*	7	*2*	9	*2*	70	*4*	66	*3*	..	..	31	*7*	26	*6*	19	*4*	23	*5*	Matériaux de construction
Fer et acier															118	*6*	145	*7*	..	..									Fer et acier
Métaux non ferreux et industries mécaniques	215	*23*	250	*24*	31	*20*	26	*15*	29	*15*	77	*21*	77	*18*							137	*30*	143	*31*	136	*31*	143	*32*	Métaux non ferreux et industries mécaniques
Raffineries de pétrole	..	..	..	..											413	*21*	426	*20*	..	..									Raffineries de pétrole
Autres industries chimiques	..	..	..	..	10	*7*	21	*12*	21	*11*	21	*6*	43	*10*	18	*1*	66	*3*	122	*5*									Autres industries chimiques
Divers	..	..	..	..	—	—	—	—	—	—	39	*11*	46	*11*	133	*7*	160	*7*	..	..	20	*4*	20	*5*	21	*5*	16	*3*	Divers
Total des industries de transformation	625	*67*	680	*66*	104	*69*	106	*63*	114	*61*	263	*74*	305	*72*	1.332	*68*	1.475	*67*	1.585	*68*	69 [c]	*15*	49 [c]	*10*	33 [c]	*7*	23 [c]	*5*	Total des industries de transformation
Electricité	250	*27*	285	*28*	38	*24*	36	*21*	47	*25*					343	*18*	415	*19*	458	*19*	369	*81*	355	*77*	331	*75*	333	*75*	Electricité
Gaz	..	..	..	..	1	—	1		1		56	*15*	76	*18*	125	*6*	146	*7*	175	*7*	74	*16*	89	*20*	91	*20*	91	*20*	Gaz
Mines de charbon	55	*6*	60	*6*											89	*5*	109	*5*	100	*4*	10	*2*	11	*2*	12	*3*	13	*3*	Mines de charbon
Autres mines	—	—	—	—	8	*5*	13	*8*	17	*9*	25	*7*	27	*6*	15	*1*	15	—	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Autres mines
Divers	—	—	—	—	4 [d]	*2*	12 [d]	*8*	9 [d]	*5*	15 [e]	*4*	15 [e]	*4*	41 [e]	*2*	40 [e]	*2*	42 [e]	*2*	4	*1*	5	*1*	7	*2*	8	*2*	Divers
Ensemble des industries	930	*100*	1.025	*100*	155	*100*	168	*100*	188	*100*	359	*100*	423	*100*	1.945	*100*	2.200	*100*	2.375	*100*	—	—	—	—	—	—	—	—	Divers
																					457	*100*	460	*100*	441	*100*	445	*100*	Ensemble des industries

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

Note. — L'investissement brut en capital fixe comprend les acquisitions nouvelles et la reconstitution du capital fixe, mais ne comprend pas, autant que possible, les dépenses courantes d'entretien et de réparation.

[a] Les données exprimées en monnaies nationales ont été converties en dollars des Etats-Unis d'après les parités de change théoriques correspondant au pouvoir d'achat des monnaies pour chaque année. Voir Annexe B.

[b] Y compris les dépenses courantes d'entretien et de réparation qui représentaient 40 % du total en 1947, 33 % du total en 1948, et 31 % du total en 1949.

[c] Petite industrie et artisanat.

[d] Solde final (ou résiduel).

[e] Industrie du bâtiment.

les programmes d'investissement, les investissements nouveaux par habitant sont demeurés importants, surtout dans les pays scandinaves. Dans les pays où ni la pénurie de main-d'œuvre ni le défaut de capacité n'entravent l'approvisionnement en biens d'investissement (par exemple en Autriche, en Belgique, en France et en Italie), la prudence dont fait preuve l'Etat en matière financière a, comme auparavant, pour résultat de maintenir les investissements à un niveau assez bas dans le secteur public comme dans le secteur privé. Pourtant, ces pays-là sont presque certainement au nombre de ceux où l'augmentation des investissements est le plus nécessaire si l'on veut que la productivité s'élève ou que le chômage diminue.

4. Ce que pourrait être la production industrielle en 1951

Il est d'ores et déjà certain qu'en 1951, ce sera à cause de certains facteurs agissant sur l'offre plutôt qu'en raison d'une faiblesse de la demande que la production industrielle se trouvera freinée en Europe. Si grand que puisse être l'accroissement de la production des matières premières dans le monde, les augmentations viendront probablement trop tard pour exercer une action sensible sur le volume des approvisionnements dont l'industrie européenne pourra disposer en 1951 ; tout au plus pourront-elles avoir une influence indirecte en modifiant le comportement de la spéculation. Si l'on compare les prévisions relatives aux approvisionnements disponibles et les prévisions de la consommation réelle en 1950, on peut se faire une idée de la mesure dans laquelle l'Europe pourra se trouver « à court », c'est-à-dire être contrainte de réduire sa consommation de telle ou telle matière première. Mais en mesurant ainsi le degré de pénurie, on néglige le fait que l'économie européenne vient de connaître un développement rapide et qu'elle continuera vraisemblablement à progresser, même si ce n'est pas forcément au même rythme, à moins qu'un manque de demande ne vienne la ralentir. Pour évaluer de façon plus significative le degré de pénurie, il faut mettre en parallèle la prévision des approvisionnements en matières premières et la prévision de la demande de ces matières premières de la part de l'industrie. Mais avant de procéder à cette comparaison, il est indispensable de se faire une idée de ce que pourrait être le niveau de la production industrielle s'il était possible d'éliminer d'un trait de plume les pénuries de matières premières, toutes les autres conditions restant d'ailleurs les mêmes dans la situation de l'Europe en 1951. C'est ce que l'on a tâché de faire dans les paragraphes qui suivent. On a évalué approximativement ce que pourrait être le niveau de la production industrielle européenne en 1951, étant donnés l'effectif et la répartition actuels de la main-d'œuvre, la capacité de production actuelle et son augmentation normale, dans l'hypothèse où la demande se maintiendrait à un niveau élevé. Il importe de souligner que cette évaluation ne constitue en aucune manière une prévision proprement dite, mais bien une commune mesure d'après laquelle on peut chiffrer le volume probable des approvisionnements en matières premières.

Au Royaume-Uni, en France, aux Pays-Bas et dans les pays scandinaves, on peut escompter que l'emploi dans l'industrie ne se modifiera guère en 1951. La population d'âge actif continuera à croître; les effectifs sous les drapeaux augmenteront vraisemblablement ; les possibilités de diminution du chômage sont faibles ; la proportion de la population civile active employée dans l'industrie a des chances d'augmenter légèrement. Dans l'ensemble, l'augmentation de l'emploi dans l'industrie par rapport aux moyennes atteintes en 1950 a été évaluée à 1½% au Royaume-Uni et en Irlande, à 1 % en France et en Suède, à 2 % en Norvège et à 3 % au Danemark, en Finlande et aux Pays-Bas. Dans tous ces pays, vers la fin de 1950, l'effectif employé dans l'industrie dépassait déjà, presque dans la proportion indiquée, la moyenne de l'année. Si la tendance récente se maintient, on peut penser qu'il y aura en Europe orientale une augmentation de 10 %.

Dans les pays où il existe un nombre considérable de chômeurs, il est plus difficile d'établir des prévisions concernant l'emploi dans l'industrie. Il va de soi que, s'il était possible de ramener le chômage dans ces pays aux proportions qui sont actuellement normales dans le premier groupe de pays, on pourrait aboutir à de très fortes augmentations, mais ce serait ne pas tenir compte des réalités que d'escompter que cela puisse se produire partout en douze mois.

En Belgique, où le nombre des chômeurs au cours du premier élan de la reprise économique d'après guerre avait été réduit à 2 % de l'effectif total de main-d'œuvre, il devrait être possible de regagner rapidement une bonne partie du terrain perdu ; on a admis toutefois que l'emploi dans l'industrie n'aug-

menterait que de 6 %, ce qui laisserait l'emploi à un niveau inférieur à celui de 1948. En Autriche, l'emploi était en 1950 supérieur de 5 % en moyenne au chiffre de 1949, mais la situation s'était encore améliorée à la fin de l'année ; il est tout à fait possible qu'il se produise en 1951 une augmentation de 5 %. En Italie, où le chômage sévit à l'état endémique depuis la guerre, il serait déraisonnable de s'attendre que les problèmes de structure puissent être rapidement résolus, et c'est pourquoi l'on a supposé que l'emploi dans l'industrie ne s'élèverait que de 5 % en 1951 par rapport à la moyenne de 1950. En Allemagne occidentale, l'emploi total a augmenté de plus de 4 % en 1950 et l'emploi dans l'industrie d'environ 9 % ; cette augmentation s'est d'ailleurs produite surtout au second semestre. Si le taux d'accroissement atteint entre le deuxième et le quatrième trimestre de l'année se maintenait d'un bout à l'autre de 1951, le niveau moyen de l'emploi dans l'industrie dépasserait en 1951 de 12 % environ la moyenne de 1950. Il n'existe pas dans l'ensemble de pénurie de main-d'œuvre ou d'insuffisance de capacité de production qui exclue cette éventualité ; mais le chômage est extrêmement localisé en Allemagne, et il serait imprudent de ne pas prévoir qu'il pourra se former dans le domaine de la main-d'œuvre des « goulots d'étranglement ». C'est pourquoi l'on a admis que le nombre des années-ouvrier effectuées dans l'industrie pourrait n'être en 1951 que de 10 % supérieur à ce qu'il a été en 1950.

Il est peu probable qu'en moyenne la durée du travail puisse, même dans les hypothèses admises, augmenter de façon appréciable. Dans la plupart des pays d'Europe, la durée hebdomadaire de travail, qui a été réduite au lendemain même de la guerre, demeure sensiblement constante depuis quelques années. En outre, elle varie peu entre les pays où le niveau de l'emploi et de la production n'est pas le même. La moyenne pourrait être très légèrement relevée par une augmentation du nombre des heures supplémentaires dans certaines industries et par une diminution du travail à temps réduit dans d'autres industries, mais il ne saurait guère s'agir d'une augmentation importante.

Il est plus difficile d'évaluer les possibilités en matière de productivité. Dans les pays du nord et du nord-ouest, le taux annuel d'augmentation, comme le montre le Tableau 26, est remarquablement stable depuis trois ans. Il n'y a, semble-t-il, aucune raison pour que ce taux fléchisse, si le plein emploi se maintient et s'il n'y a ni pénurie de matières premières ni insuffisance de la demande. C'est pourquoi l'on a supposé que la productivité par année-ouvrier continuera à augmenter au même taux qu'en 1950 au Danemark, aux Pays-Bas, en Norvège et en Suède, d'un taux légèrement supérieur à celui de 1950 (8 % au lieu de 5 %) en Finlande, où la production a été ralentie par des grèves en 1950, et, pour pécher plutôt par excès de prudence, d'un taux légèrement inférieur à celui de 1950 au Royaume-Uni et en Irlande. On a admis pour ces deux derniers pays une augmentation de 6 % : cela postule une augmentation de 7½ % de la production de l'industrie du Royaume-Uni, ce qui n'est certes pas excessif au regard de l'évaluation officielle [1] de 4 %, laquelle tient compte d'éventuelles pénuries de matières premières.

En France, la productivité n'a été, pour l'ensemble de l'année 1950, que de 1 % supérieure à celle de 1949, mais ce résultat est dû au fait que le ralentissement de l'activité survenue au début de l'année n'a pas entraîné de modifications du niveau de l'emploi. Si la productivité restait durant toute l'année 1951 (compte tenu de la diminution saisonnière d'été) au niveau atteint au dernier trimestre de 1950, le niveau moyen serait en 1951 de 8 % supérieur à celui de 1950. Supposer que la productivité augmentera de 8 % constitue donc une évaluation très prudente. On a admis la même hypothèse pour l'Autriche, la Belgique et l'Italie ; dans tous ces pays, la productivité était aussi à la fin de l'année 1950 déjà très supérieure à la moyenne de l'année, et une évaluation plus élevée du taux d'augmentation se justifierait aisément. En Allemagne occidentale, la production par année-ouvrier a dépassé en 1950 de 19 % le niveau de 1949, mais le taux d'augmentation a baissé au cours de l'année ; on a supposé pour 1951 un niveau moyen supérieur de 10 % seulement à celui de 1950. Pour l'Europe orientale, on a admis une nouvelle augmentation de 10 %, ce qui représenterait un taux légèrement inférieur aux taux exceptionnels d'augmentation atteints au cours des dernières années.

Enfin on a supposé que l'Espagne, le Portugal et la Turquie pourraient porter leur production à un chiffre supérieur de 5 % à celui de 1950 ; pour la Grèce on

[1] Voir le document officiel intitulé *Economic Survey for 1951*, H.M.S.O., Cmd. 8195, paragraphe 110. Il est assez curieux de constater que la prévision officielle pour 1950, établie à un moment où l'on ne prévoyait aucune difficulté dans l'approvisionnement en matières premières, était en réalité inférieure à la prévision pour 1951, laquelle tient compte d'éventuelles pénuries de ces matières.

Tableau 26

RENDEMENT PAR OUVRIER DANS L'INDUSTRIE

Années de base des indices : 1935-1938, 1947, 1948 et 1949

Pays	*1935-1938 = 100*				*1947 = 100*	*1948 = 100*	*1949 = 100*
	1947	1948	1949	1950 [a]	1948	1949	1950 [a]
Allemagne :							
Zones occidentales	38	52	72	87	135	139	121
Secteurs occidentaux de Berlin	..	49	39	63	..	79	163
Zone soviétique	50	62	76	..	124	123	114
Autriche	46 [b]	64 [b]	78 [b]	87 [b]	139	122	112
Belgique	81 [c]	85 [c]	90 [c]	96 [c]	105	106	107
Bulgarie	..	..	..	..	..	113	116
Danemark	92	96	98	100	104	102	102
Finlande	93	102	109	114	110	107	105
France	81	92	99	100	114	107	101
Hongrie [d]	..	..	103	124	..	..	120
Irlande	106 [e]	112 [e]	117 [e]	128 [e]	106	104	109
Italie	81	86	91	106	106	106	116
Norvège	88	90	95	99	103	105	105
Pays-Bas	73	77	82	86	106	107	105
Pologne	83 [f]	102 [f]	112 [f]	..	122	110	109
Royaume-Uni	105	112	118	126	106	105	108
Suède	111	116	121	126	105	104	104
Tchécoslovaquie	95 [b]	106 [b]	118 [b]	126 [b]	112	111	107
Total pour les pays énumérés	78	87	97	106	111	111	109

Sources : Les chiffres fournis reposent sur les données des Tableaux 9 et 11, qui, sauf indication contraire, ont été ramenées à la base 1935-1938 (voir Annexe B).

NOTE. — Les indices pour chaque pays traduisent les variations du rapport entre l'indice de la production industrielle et l'indice de l'emploi dans les industries extractives, les industries manufacturières et les services de distribution du gaz, de l'eau et de l'électricité.

[a] Chiffres provisoires.
[b] 1937 = 100.
[c] Pour la production, 1936-1938 = 100 ; pour l'emploi, 1937 = 100.
[d] Productivité des ouvriers des usines.
[e] 1936-1938 = 100.
[f] Les indices constitutifs rapportent la production et l'emploi dans les limites territoriales d'après guerre à la production et à l'emploi dans les limites territoriales d'avant guerre.

a admis 10 %, et pour la partie occidentale de Berlin, 25 %. Ces augmentations semblent raisonnables, mais, de toute façon, la place qu'occupent ces régions dans l'ensemble de l'activité économique est si faible, qu'une variation des hypothèses admises ne ferait guère changer le total pour l'Europe entière.

Dans les hypothèses exposées ci-dessus, les pays du nord et du nord-ouest pourraient escompter une augmentation de leur production de 7½ % en 1951 ; les pays du sud et les autres pays de l'ouest, une augmentation d'au moins 10 %, l'Allemagne occidentale une augmentation de 20 %, et l'Europe orientale une augmentation de 20 à 25 %. Pour l'ensemble de l'Europe, l'augmentation de l'emploi dans l'industrie pourrait ainsi atteindre en 1951 4 %, l'augmentation du rendement par ouvrier, 9 %, et l'augmentation de la production industrielle environ 13 %. C'est par pure coïncidence statistique que ce chiffre est à peu près le même que celui qui a été effectivement atteint en 1950, car la contribution des divers pays à l'augmentation globale ne serait pas la même. Il importe de souligner que ce qui précède ne constitue pas une prévision de ce qui se passera, mais seulement de ce qui pourrait se passer dans certaines hypothèses touchant au volume de la demande en Europe ainsi qu'au niveau des disponibilités en facteurs de production. L'une de ces hypothèses — une seule — a été, de propos délibéré, faite sans tenir compte des réalités.

Chapitre 3

LA PÉNURIE DE MATIÈRES DE BASE

1. Introduction

Dans les conclusions du précédent chapitre, on prévoyait que, si la production européenne n'était pas limitée par d'autres facteurs que la main-d'œuvre et la capacité, cette production pourrait encore s'accroître globalement de 13% en 1951. Toutefois, une certaine pénurie de matières premières essentielles a commencé à restreindre la production vers la fin de 1950, et, dans de nombreux domaines, il ne sera peut-être même pas possible de maintenir les taux de production atteints à cette date, et encore moins de les augmenter davantage.

Dans le présent chapitre, après avoir rapidement exposé les utilisations industrielles des principales matières premières, on passera en revue, dans la Section 2, les principales pénuries qui se sont manifestées en 1950. Dans la Section 3, on essaiera d'évaluer les approvisionnements disponibles pour la consommation et d'établir la mesure dans laquelle ceux-ci pourront imposer des limites aux progrès de la production européenne. La Section 4 traite des problèmes à plus long terme : elle contient une analyse des causes plus fondamentales des pénuries actuelles.

Les pénuries que l'on peut prévoir portent sur les matières premières essentielles que l'Europe produit normalement en quantités très suffisantes pour ses besoins, telles que le charbon, l'acier et le bois, aussi bien que sur les matières premières importées principalement de pays extra-européens, telles que les métaux non ferreux, le soufre, le coton, la laine et le caoutchouc. La production européenne des matières qui entrent dans la première catégorie continue à se développer, mais trop lentement par rapport à la demande ; la production de la plupart des autres matières premières dans l'ensemble du monde se développe également, mais le taux d'accroissement de la demande des Etats-Unis est si élevé que les approvisionnements disponibles pour l'Europe pourront en fait diminuer. L'expansion rapide de l'économie des Etats-Unis, conjuguée avec la forte position de la balance des paiements de ce pays, a amené l'Europe à réduire ses importations ou à augmenter ses exportations de nombreuses matières de base : le charbon et le bois font toutefois exception ; des importations accrues de ces deux produits en provenance d'Amérique contribuent actuellement à atténuer la pénurie européenne, à des conditions, il est vrai, onéreuses, en raison du coût du transport de ces produits très volumineux.

Au second semestre de l'année 1950, une brusque hausse des prix — dont quelques-uns n'avaient cessé de baisser depuis plus de douze mois — a été l'un des premiers symptômes des pénuries. L'augmentation des prix n'a d'ailleurs pas touché seulement les produits importés de pays extra-européens. On a déjà pu voir, d'après le Diagramme 2, les modifications subies par les prix de certains produits tout au long de l'année ; d'autres prix, dont l'importance est grande dans le commerce intereuropéen, mais dont il n'a pas été tenu compte dans l'établissement du diagramme, sont ceux du bois et de la pâte de bois de Suède, qui ont augmenté de plus de 50% au cours des six mois qui ont suivi le début de la guerre de Corée, et ceux du charbon polonais à l'exportation, qui ont plus que doublé pendant la même période. Les prix du cuivre, de l'aluminium et du zinc n'ont monté que relativement peu pendant la seconde moitié de l'année, grâce à la fixation des prix par les principales sociétés des Etats-Unis et grâce au fait que les prix officiels pratiqués dans le Commonwealth britannique ont été d'une façon générale alignés sur les prix cotés en Amérique. Le freinage des prix a nécessairement entraîné l'instauration d'un système de répartition dont l'apparition a été le premier signe évident de l'insuffisance des approvisionnements. Les prix du marché libre, en particulier sur le continent européen, ont dépassé de beaucoup les prix cotés aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni, la différence s'élevant parfois jusqu'à 50% pour le plomb, 80% pour le cuivre et davantage encore pour le zinc. Toutefois, les quantités sur lesquelles ont porté les transactions effectuées à ces prix-là sont restées relativement faibles. La pénurie de soufre et de coton

en provenance des Etats-Unis s'est traduite principalement par la restriction des exportations plutôt que par l'augmentation des prix ; le prix à l'exportation du soufre, à la fin de 1950, n'était pas plus élevé qu'au début de l'année, et celui du coton, bien qu'il eût monté de 40% au cours de l'année, n'a pas correspondu entièrement à la pénurie mondiale. En conséquence, le prix des produits provenant d'autres sources que les Etats-Unis a subi une hausse considérable et, ainsi qu'on l'a déjà noté au Chapitre I, il est devenu impossible, dans bien des cas, de parler d'un prix mondial.

Utilisations industrielles

Le charbon, l'acier et le bois sont utilisés par presque toutes les industries, et la rareté de ces produits a nécessairement des répercussions très étendues. Les pénuries de ces produits réagissent les unes sur les autres : la raréfaction du charbon accroît la demande de minerais de fer riches ou la demande de ferraille, par rapport à la demande de minerais pauvres qu'il est plus facile d'obtenir ; si la pénurie de charbon est aiguë, les pays producteurs de bois peuvent détourner leurs ressources vers la production de bois de feu, comme ce fut le cas pendant la guerre, et une pénurie d'acier, qui incite à remplacer l'acier par le bois dans la construction, accentuera encore l'insuffisance des disponibilités de bois résineux. En période de réarmement, la demande d'acier a des chances de s'accroître plus rapidement que la production industrielle en général et, à moins que la production d'acier ne se développe suffisamment, les investissements intérieurs ou les exportations de biens d'équipement risquent d'en souffrir si la priorité est accordée à la production destinée à la défense nationale. Si le volume de la construction de logements continue à s'accroître, les ressources disponibles en bois seront sans cesse davantage mises à contribution, ce qui pourra avoir des répercussions indirectes sur les approvisionnements en matériel d'emballage et influer ainsi sur les exportations.

Parmi les métaux non ferreux, la pénurie se fait particulièrement sentir dans le groupe des ferro-alliages — nickel, chrome, vanadium, manganèse, molybdène et tungstène — dont la demande s'est déjà fortement accrue sous l'influence directe du réarmement. L'Europe occidentale et les Etats-Unis sont touchés par l'arrêt des livraisons de tungstène en provenance de la Chine et par la réduction des exportations soviétiques de manganèse. Ces métaux sont particulièrement importants pour la production destinée à la défense nationale, mais ils sont aussi indispensables pour la fabrication des perceuses, des lames et autres outils destinés au secteur civil.

L'aluminium, le cuivre, le plomb, l'étain et le zinc sont aussi essentiels à la production militaire qu'à la production civile. Au cours des dernières années, le tiers environ de l'aluminium consommé en Europe a servi à la fabrication d'aéronefs, de véhicules et d'autres produits des industries mécaniques ; le bâtiment, l'appareillage électrique, les appareils et ustensiles ménagers en ont en outre absorbé respectivement 10%. Aux Etats-Unis [1], la proportion utilisée dans le bâtiment et dans la fabrication des appareils ménagers a été plus élevée : environ 25% dans chaque cas. On ne dispose de renseignements récents sur l'utilisation des autres métaux non ferreux que pour le Royaume-Uni et les Etats-Unis. La différence constatée dans la structure de la consommation de ces deux pays est due au rôle prédominant que joue l'industrie automobile aux Etats-Unis, cette industrie constituant un facteur important de l'accroissement de la consommation américaine de métaux non ferreux, d'une façon générale, au cours des dix dernières années. Dans ces deux pays, près de la moitié de la quantité totale de cuivre consommé sert à la fabrication de fils électriques et autres articles d'équipement ; le bâtiment et l'industrie automobile en consomment l'un et l'autre environ 10% aux Etats-Unis, et sensiblement moins au Royaume-Uni. Au Royaume-Uni, le plomb est principalement employé à la fabrication de câbles et dans le bâtiment, le quart environ de la consommation globale étant le fait de chacune de ces deux industries ; les consommateurs les plus importants, après ceux qui viennent d'être mentionnés, sont les constructeurs d'accumulateurs et les producteurs d'oxydes de plomb et de composés à base de plomb, utilisés principalement dans la fabrication des peintures et des colorants ; aux Etats-Unis, la construction des accumulateurs absorbe 30% de la consommation. L'étain consommé aux Etats-Unis et au Royaume-Uni est transformé dans la proportion d'environ 40% en fer-blanc, produit abondamment utilisé dans la fabrication de boîtes de conserves alimentaires, de récipients destinés aux carburants pour moteurs et d'autres articles. L'étain est également indispensable pour certains alliages essentiels — qui représentent 30% de la consommation des

[1] En général, les renseignements relatifs aux utilisations finales aux Etats-Unis s'entendent de l'année 1948.

Etats-Unis et du Royaume-Uni — et, de plus, 10 à 20% sont utilisés pour la soudure dans l'industrie électrique. Au Royaume-Uni, le zinc est utilisé pour 30% à la galvanisation de l'acier et pour 30%, associé au cuivre, à la fabrication du laiton ; aux Etats-Unis, la galvanisation absorbe environ 45% et le laiton 13% seulement. Un autre emploi important du zinc, qui absorbe 30% de la consommation totale des Etats-Unis, mais 10% seulement de celle du Royaume-Uni, consiste dans le moulage des matrices, destinées en grande partie à l'industrie automobile.

Les principaux métaux non ferreux sont souvent alliés entre eux et, en variant les proportions, on peut obtenir des matériaux répondant particulièrement à une fin donnée. Dans le cas des alliages principaux, tels que le laiton, la pénurie d'un des éléments constitutifs réduit la demande de l'autre élément, mais lorsque les caractéristiques des matériaux dont on a besoin sont moins rigoureusement définies, comme il arrive dans l'industrie du bâtiment et dans la fabrication des appareils ménagers, la composition des alliages peut, dans certaines limites, être modifiée. On peut aussi remplacer un métal par un autre. L'exemple récent le plus important est fourni par l'aluminium dont le prix par rapport à celui des autres métaux avait baissé brutalement : il a remplacé le plomb dans la construction, le fer dans la fabrication des ustensiles ménagers et le cuivre dans celle des appareils électriques. En outre, dans certains cas, les métaux non ferreux peuvent être remplacés complètement par des matières plastiques, en particulier dans le cas des articles de ménage. Lorsqu'un écart notable se crée dans le rapport des prix des métaux non ferreux, ou entre le prix des métaux non ferreux et celui d'autres matériaux, il s'ensuit généralement d'importantes substitutions.

Environ 60% du caoutchouc consommé au Royaume-Uni est employé à la fabrication de pneumatiques ; cette proportion est plus forte encore aux Etats-Unis. Le reliquat est employé par un grand nombre d'industries (fabrication de chaussures, fabrication de courroies pour machines et de câbles) dont chacune en consomme de grosses quantités. Le caoutchouc peut remplacer d'autres matériaux, principalement le cuir et les matières plastiques, dans bien des domaines.

Le soufre est le point de départ d'une grande variété de produits chimiques, dont le plus important est l'acide sulfurique (sa préparation absorbe en Europe les trois quarts de la consommation globale de soufre), et, sous cette forme, le soufre entre dans la production d'une série extrêmement étendue d'articles. En Europe occidentale, les principales industries qui consomment du soufre, sous une forme ou sous une autre, sont : l'agriculture (environ 50%, principalement sous forme d'engrais), l'industrie textile et l'industrie du caoutchouc (de 15 à 20 %), principalement pour la fabrication de la rayonne) ; le reste se répartit entre toutes les autres industries ou peu s'en faut. Le soufre est surtout utilisé pour la fabrication de produits dont la demande s'est accrue à un rythme relativement rapide ces temps derniers et dont la production s'est, en fait, développée grâce à la découverte de certaines propriétés des produits chimiques obtenus à partir du soufre ; aussi ne s'est-on guère préoccupé d'utiliser des produits de remplacement.

2. Evolution de la situation en fait de matières premières depuis la guerre

En 1949 et pendant les premiers mois de 1950, les pénuries principales qui avaient jusqu'alors entravé la production européenne se trouvaient, semblait-il, en grande partie, éliminées. L'activité sur le marché des produits entrant dans le commerce international, qui auparavant étaient rares, avait faibli et, par suite, on avait de moins en moins recours aux produits de remplacement. L'offre de matières premières produites en Europe était de nouveau abondante, et, dans de nombreux milieux, on se demandait non sans inquiétude si les plans d'accroissement de la capacité de production de l'Europe n'étaient pas trop ambitieux. Au second semestre de l'année, toute l'atmosphère du marché a été de nouveau transformée, et il est apparu clairement que les excédents antérieurs avaient un caractère fallacieux, en ce sens qu'ils étaient le résultat d'une insuffisance temporaire de la demande plutôt que d'une surabondance des approvisionnements par rapport aux besoins d'une économie en voie d'expansion.

Production de charbon

En 1950, la production européenne de houille s'est élevée à 557 millions de tonnes, soit 23 millions de tonnes de moins qu'en 1938, et 2,5% seulement de plus qu'en 1949. En Allemagne occidentale aussi bien

Tableau 27

PRODUCTION DE HOUILLE ET DE LIGNITE ET CONSOMMATION DE COMBUSTIBLES SOLIDES

En millions de tonnes

Pays	Production de houille				Production de lignite				Consommation de combustibles solides (*En quantités équivalentes de houille*)			
	1938	1948	1949	1950	1938	1948	1949	1950	1938	1948	1949	1950
Allemagne [a]	177,0	91,3	107,8	115,1	194,8	175,8	195,3	208,1	207,1 [b]	..	..	..
dont Zones occidentales	138,5	88,4	104,8	112,3	68,6	64,9	72,3	75,8	..	91,3	103,8	109,0
Zone soviétique	6,0	2,8	3,0	2,8	125,8	110,9	123,0	132,3	..	..	..	..
Autriche	0,2	0,2	0,2	0,2	3,3	3,3	3,8	4,3	4,2	7,5	8,3	7,8
Belgique-Luxembourg	29,6	26,7	27,9	27,3	—	—	—	—	28,6	30,6	28,7	28,7
Espagne	5,7	10,4	10,6	11,0	0,2	1,4	1,3	1,3	6,6	11,3	12,1	12,1
France	46,5	43,3	51,2	50,8	1,1	1,8	1,8	1,7	66,8	68,3	77,4	69,6
Sarre	14,4	12,6	14,3	15,1	—	—	—	—	—			
Italie	1,5	1,0	1,1	1,0	0,9	0,9	0,8	0,8	13,8	9,8	10,1	9,7
Pays-Bas	13,5	11,0	11,7	12,2	0,2	0,3	0,2	0,2	14,0	13,8	15,0	16,1
Pologne [c]	38,1	70,3	74,1	77,8	1,1	5,1	4,6	4,9	26,7	41,7	43,6	..
Royaume-Uni	231,8	212,8	218,6	219,7	—	—	—	—	186,5	199,4	200,9	206,4
Suède [d]	0,3	0,2	0,2	0,2	—	—	—	—	8,0	7,5	6,1	7,3
Tchécoslovaquie	15,8	17,7	17,0	18,5	16,0	23,6	26,5	27,5	22,0	30,9	32,4	..
Turquie	2,6	4,0	4,2	4,4	0,2	1,0	1,3	1,2	2,4	4,4	4,6	4,8
Autres pays européens	2,5	3,4	3,9	4,0	18,0	28,5	30,5	32,4	27,5	27,4	26,9	..
Total pour l'Europe (non compris l'U.R.S.S.)	580	505	543	557	236	242	266	282	614	577	607	627
Etats-Unis [e]	358,0	589,1	429,5	504,6	.. [e]	.. [e]	.. [e]	.. [e]	352,0	526,2	424,6	453,9

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Les données relatives à la production se rapportent à la production nette de houille sur le carreau des mines, y compris la production des exploitations à ciel ouvert dans le Royaume-Uni. Des corrections ont été faites pour tenir compte des variations de stocks de combustibles solides, sauf dans le cas de l'Autriche, de l'Espagne, de l'Italie, de la Tchécoslovaquie et de la Turquie. Dans le cas de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Pologne et de la Suède, seuls les chiffres relatifs à l'année d'avant guerre ont été corrigés.

[a] Les chiffres de production pour 1938 se rapportent à l'Allemagne dans ses limites territoriales d'avant guerre, moins la Sarre. Dans les limites territoriales d'après guerre, la production avait été, cette année-là, de 144,5 millions de tonnes de houille et de 194,4 millions de tonnes de lignite.

[b] Y compris la Sarre.

[c] Les chiffres de production pour 1938 se rapportent à la Pologne dans ses limites territoriales d'avant guerre. Dans les limites territoriales d'après guerre, la production avait été, cette année-là, de 70,6 millions de tonnes de houille et de 1,5 million de tonnes de lignite.

[d] Les chiffres de production de la houille expriment en quantités de houille des quantités équivalentes de charbon de qualité inférieure.

[e] La production de houille comprend de faibles quantités de lignite.

qu'au Royaume-Uni, les augmentations réalisées ont été fort inférieures à celles de 1948 et de 1949 ; en France et en Belgique, il y a même eu baisse de la production.

Ce sont des facteurs liés à l'état de l'offre qui ont limité la production en Allemagne et au Royaume-Uni : à savoir, en Allemagne occidentale, l'incapacité persistante à atteindre un rendement dépassant les deux tiers de celui de 1938, et au Royaume-Uni — où le rendement par poste a cependant dépassé pour la première fois le niveau d'avant guerre — une diminution de l'effectif de la main-d'œuvre. Au contraire, en France et en Belgique, le fléchissement de la production a été dû à une demande insuffisante : la demande des industries lourdes qui subissaient une crise a baissé durant les premiers mois de l'année, les stocks des industries nationalisées ont été réduits et, dans l'atmosphère d'incertitude ainsi créée, les stocks de l'industrie, aussi bien que sa consommation, ont eu généralement tendance à diminuer.

Ainsi, bien que, dans les deux principaux pays producteurs, la production n'ait pu augmenter, les approvisionnements de charbon paraissaient amplement suffisants : les importations en provenance des Etats-Unis ont été ramenées de 10 millions de tonnes à 370.000 tonnes en 1950 et les quantités de charbon polonais qu'importent les pays de l'Europe occidentale ont été réduites de 1 million et demi de tonnes. Au Royaume-Uni, on a, pour la première fois depuis la guerre, réduit pendant l'été le prix du

charbon à usage domestique, afin d'inciter les particuliers à constituer des provisions ; en France, des mineurs ont été mis en chômage partiel.

Il était néanmoins évident que, lorsque le rythme de l'activité industrielle deviendrait de nouveau plus rapide, le taux de production du moment serait nécessairement insuffisant pour faire face aux besoins globaux de l'Europe, et que l'équilibre entre la production et la consommation dans les deux principaux pays exportateurs de l'Europe occidentale était déjà précaire. Les premiers signes d'une pénurie dans les pays importateurs ne prirent pas, en fait, la forme d'un accroissement de la demande intérieure dans ces pays, mais des craintes se manifestèrent au sujet de la situation en matière de charbon au Royaume-Uni. A partir du mois d'août 1950, les exportations britanniques ont pris du retard sur les programmes de livraison, et les navires britanniques et étrangers ont été de plus en plus contraints de remplir leurs soutes à l'étranger. Pendant le dernier trimestre de l'année, les exportations britanniques à destination des pays européens n'ont atteint que les deux tiers environ du chiffre de l'année précédente, et en décembre elles équivalaient à la moitié seulement de celles de décembre 1949. Dans certains cas, les contrats de livraison ont été dénoncés, et de nouveaux contrats ont été refusés. A ce moment-là, le niveau de la demande des pays importateurs s'était élevé, et l'insuffisance des approvisionnements était en conséquence plus grande que le fléchissement des importations.

Si l'hiver avait été rude, l'insuffisance de la production britannique de charbon aurait eu de graves conséquences pour le Royaume-Uni, mais, comme tel ne fut pas le cas, les mesures prises pour maintenir les stocks ont, en pratique, suffi à empêcher une chute de la production comparable à celle de 1947. Des trains ont été supprimés, des restrictions ont été imposées aux livraisons faites aux particuliers, mais la douceur de la température a été telle qu'il ne fut pas nécessaire de procéder à la réduction rigoureuse des fournitures de charbon à l'industrie, qui avait été annoncée en février 1951.

En Allemagne occidentale, la pénurie a été beaucoup plus grave. La demande de charbon s'était rapidement accrue pendant toute l'année 1950, à mesure que la production industrielle augmentait. Les Puissances occupantes ont décidé d'autoriser une certaine réduction des livraisons faites à d'autres pays ; à la fin de l'année, le contrôle de la répartition du charbon est devenu plus rigoureux, certains approvisionnements destinés aux centrales électriques ont été détournés vers d'autres usages, les centrales hydro-électriques ont été utilisées au maximum et les prélèvements sur les stocks ont ramené ceux-ci à leur limite extrême. En janvier 1951, ces moyens étaient devenus impuissants à atténuer les difficultés : le chômage directement causé par la pénurie de charbon s'est accru et des coupures de courant, qui eussent été plus graves si les pluies avaient été moins abondantes, ont été imposées, afin de reconstituer les réserves des centrales électriques.

Vers la fin de 1950, les pays importateurs habituels ainsi que le Royaume-Uni recommencèrent à passer des commandes de charbon américain. Ces expéditions exceptionnelles eurent pour effet de réduire considérablement le tonnage disponible, et les tarifs du fret s'élevèrent rapidement, si bien que les frais de transport du charbon américain, qui atteignaient 10 à 15 dollars par tonne, dépassaient, à eux seuls, les prix du charbon à la mine en Europe. Par contrecoup, le prix du charbon importé de Pologne, qui était tombé à 10 dollars la tonne, pendant l'été de 1950, a augmenté et, au début de 1951, il était aussi élevé que le prix rendu du charbon des Etats-Unis.

Production d'acier

La production européenne d'acier brut, en 1950, s'est élevée à 61 millions de tonnes, soit environ 11% de plus qu'en 1949. Près de la moitié de ce surcroît de production a été fourni par l'Allemagne occidentale, qui avait été autorisée à dépasser la limite antérieurement fixée par les Puissances occupantes occidentales. La production de l'Allemagne est restée néanmoins d'un tiers inférieure au niveau de 1938 ; la production de l'Autriche, de la Belgique, de la France, du Luxembourg, de la Sarre et de l'Espagne est demeurée également au-dessous des chiffres de pointe antérieurement atteints, et celle de l'Italie n'a pas dépassé la production record de 1938. Dans le plus important pays producteur d'après guerre, le Royaume-Uni, la production de 1950 a dépassé d'un quart celle de la meilleure année d'avant guerre, et a été de 5% supérieure à celle de 1949.

Par suite de la crise des industries mécaniques en France et en Belgique, dont il a déjà été question au Chapitre 2, la production d'acier en Belgique, en France, au Luxembourg et dans la Sarre a accusé, pendant le premier semestre de 1950, un taux beau-

Tableau 28

PRODUCTION D'ACIER BRUT ET D'ACIER FINI ET CONSOMMATION D'ACIER FINI

En millions de tonnes

Pays	Production d'acier brut				Acier fini							
					Production				Consommation			
	1938	1948	1949	1950	1938	1948	1949	1950	1938	1948	1949	1950
Allemagne [a]	19,6	5,9	9.9	13,3	13,0	4.1	7,1	9,5	13,3 [b]	..	..	..
Zones occidentales	17,9	5,6	9,2	12,1	11,7	3,9	6,5	8,4	..	3,7	6,1	6,9
Zone soviétique	1,7	0,3	0,7	1,2	1,3	0,2	0,5	1,1	..	..	..	..
Autriche	0,7	0,6	0,8	0,9	0,5	0,4	0,5	0,6	0,4	0,3	0,4	0,5
Belgique-Luxembourg	3,7	6,4	6,1	6,2	2,8	4.7	4,4	4,6	0,9	1,8	1,3	1,6
Espagne	0,6	0,6	0,7	0,8	0,4	0,3	0,4	..	0,4	0,4	0,5	..
France	6,2	7,2	9,1	8,7	4,1	5,1	6,2	6,0	3,2	5,4	6,1	5,1
Sarre	2,6	1,2	1,8	1,9	2,0	0,8	1,2	1,3	—			
Hongrie	0,6	0,8	0,8	1,0	0,4	..	..	..	0,4	..	..	..
Italie	2,3	2,1	2,1	2,3	1,7	1,5	1,6	1,8	1,8	1,6	1,7	2,3
Pologne [c]	1,9	2,0	2,3	2,5	1,5	..	..	..	1,6 [c]	..	..	..
Royaume-Uni	10,6	15,1	15,8	16,6	7,4	10,7	11,3	12,0	6,6	9,3	10,0	9,8
Suède	1,0	1,3	1,4	1,5	0,6	0,8	0,9	0,9	0,8	0,8	1,0	1,4
Tchécoslovaquie	2,2 [d]	2,7	2,7	2,9	1,3 [d]	1,8	1,8	..	1,1 [d]	1,6	..	..
Autres pays européens	0,7	1,5	1,8	2,0	0,8	1,2	1,4	1,6	3,0	3,8	3,9	..
Total pour l'Europe (non compris l'U.R.S.S.)	53	47	55	61	36	33	38	42	33	31	34	..
Etats-Unis	28,8	80,4	70,7	87,7	21,4	62,8	55,2	68,5				

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — *Acier brut :* Lingots d'acier et moulages d'acier, y compris les alliages d'acier spéciaux, qu'ils soient destinés à être utilisés par le producteur lui-même ou qu'ils soient destinés à la vente. Le fer forgé (puddlé) n'est pas compris dans ces statistiques.

Acier fini : Les chiffres de production portent sur les produits laminés à chaud. Les chiffres relatifs à la consommation d'acier fini représentent la consommation apparente, c'est-à-dire la production d'acier fini plus les importations nettes d'acier fini, sans qu'il soit tenu compte des changements apportés aux stocks.

[a] Les chiffres de production pour 1938 se rapportent à l'Allemagne dans ses limites territoriales d'après guerre. Dans les limites territoriales d'avant guerre, la Sarre non comprise, la production avait été de 20,1 millions de tonnes d'acier brut et de 13,5 millions de tonnes d'acier fini.

[b] Consommation apparente dans les limites territoriales d'avant guerre (y compris la Sarre).

[c] Les chiffres de production pour l'avant-guerre s'entendent des limites territoriales d'après guerre. Dans les limites territoriales d'avant guerre, la production avait été de 1,4 million de tonnes d'acier brut et de 1,1 million de tonnes d'acier fini.

[d] 1937.

coup plus faible qu'au cours de l'année précédente ; en France, la reprise ne s'est manifestée qu'au dernier trimestre de l'année [1]. Le volume de la production européenne — à la fin de 1950 — correspondant à un volume annuel d'environ 65 millions de tonnes a donc dépassé de beaucoup le volume moyen de l'année et, sauf en Allemagne et en Sarre, a dépassé partout les chiffres de pointe antérieurs. Toutefois, cette production n'a été atteinte qu'au détriment des stocks de matériaux utilisés dans la fabrication de l'acier : au Royaume-Uni, par exemple, plus de la moitié du supplément de production de 1950 n'a été possible qu'au prix d'une diminution des stocks de minerai de fer, de fonte et de ferraille.

[1] Pour le détail de la production par trimestres des principaux pays producteurs, voir à l'Annexe A le Tableau XI.

Bois et pâte de bois

Il ressort du Tableau 29 que la production européenne de sciages résineux a été, en 1950, à peu près égale à ce qu'elle avait été au cours des années 1936-1938. La consommation européenne, en revanche, qui, avant la guerre, dépassait normalement la production de 12%, n'a pas été plus considérable que la production, car les importations en provenance d'Amérique du Nord et du territoire actuel de l'Union soviétique n'ont atteint que le quart de leur volume d'avant guerre et n'ont guère suffi qu'à contrebalancer les exportations européennes à destination de pays extra-européens. Cette baisse de la consommation a touché uniquement les pays importateurs, surtout le Royaume-Uni.

Tableau 29

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE SCIAGES RÉSINEUX

En millions de mètres cubes

Pays	Production				Consommation [a]			
	1934-1938	1948	1949	1950	1934-1938	1948	1949	1950
Pays exportateurs								
Autriche	2,3	1,6	2,7	3,1	0,9	1,1	1,1	1,0
Finlande	5,9	4,2	4,4	4,6	1,2	1,9	1,6	1,5
Norvège	1,2	1,4	1,8	1,4	1,2	1,4	1,7	1,3
Suède	6,3	5,4	5,9	6,1	2,5	3,4	3,0	2,5
Pays de l'Europe orientale [b]	13,4	12,7	12,8	12,5	11,0	11,5	11,5	11,4
Total pour les pays énumérés	29,1	25,3	27,6	27,7	16,8	19,3	18,9	17,7
Pays importateurs								
Allemagne : zones occidentales	7,5	5,9	7,7	7,8	8,9	5,5	6,9	8,6
Belgique	0,2	0,3	0,2	0,2	1,2	0,7	0,6	0,9
Danemark	0,3	0,3	0,4	0,3	1,0	0,8	1,0	1,3
France	2,2	3,6	3,6	2,9	3,0	4,0	3,6	2,9
Italie	0,6	0,7	0,8	0,8	1,7	1,0	1,5	1,8
Pays-Bas	0,1	0,2	0,2	0,1	1,7	1,5	1,6	1,9
Royaume-Uni	0,4	0,8	0,4	0,4	10,5	5,6	5,7	4,9
Suisse	0,8	1,3	1,3	0,9	0,8	1,2	1,2	1,1
Autres pays européens	1,6	1,9	1,6	1,8	2,4	1,8	2,1	2,5
Total pour les pays énumérés	13,7	15,0	16,2	15,2	31,2	22,6	24,2	25,9
Total pour l'Europe (non compris l'U.R.S.S.)	42,8	40,3	43,8	42,9	48,0	41,9	43,1	43,6

Source : Voir Annexe B.

NOTE. — Ces chiffres comprennent les planches, madriers et planches de caisserie, etc., mais ne comprennent pas les traverses de chemins de fer. Les séries relatives à chaque pays pris séparément sont homogènes, même si la gamme des articles compris varie légèrement dans certains cas de pays à pays.

[a] Des corrections ont été apportées aux chiffres pour tenir compte des changements survenus dans les stocks, dans la mesure où ils sont connus. On n'a pas tenu compte des échanges commerciaux entre l'U.R.S.S. et les autres pays de l'Europe orientale.

[b] Y compris la Zone soviétique d'occupation en Allemagne.

Au cours des années antérieures à 1949 et en 1949, le niveau élevé de la consommation et la faiblesse de la production des pays exportateurs européens avaient eu pour effet de ramener l'excédent global exportable de ces pays fort au-dessous des chiffres qui étaient normaux avant la guerre, et le manque de dollars avait empêché les pays importateurs, notamment le Royaume-Uni, d'acheter en Amérique du Nord de grosses quantités de bois. En 1950, l'offre totale des pays exportateurs européens — bien que le chiffre en ait été, pour l'après-guerre, un chiffre record — demeurait encore de 20% inférieure au niveau de l'avant-guerre. Or, les besoins d'importation de la plupart des pays importateurs européens ont simultanément beaucoup augmenté en raison des vastes programmes de construction entrepris par ces pays et en raison aussi du fait que les stocks de nombreux pays étaient tombés, au début de l'année, à un niveau assez bas. L'Allemagne occidentale — ayant cessé d'exporter de grosses quantités de bois vers les autres pays de l'Europe occidentale, et s'efforçant en outre de ramener l'exploitation de ses forêts à un taux plus modéré [1] — a été peu à peu amenée à redevenir, comme par le passé, un pays gros importateur, afin de donner satisfaction à la demande croissante de son industrie de construction de logements, en voie d'expansion. De la sorte, la situation de l'approvisionnement en sciages résineux est devenue, en 1950, plus favorable encore aux pays exportateurs qu'elle n'avait été au cours des années précédentes. Par suite de cette évolution, les prix des sciages résineux qui, dès la fin de 1949, accusaient une tendance à la

[1] La production des sciages résineux a toutefois légèrement augmenté, parce que les exportations qui ont été réduites étaient principalement constituées par des grumes (dont il y avait désormais des approvisionnements disponibles pour les scieries allemandes).

hausse, n'ont cessé d'augmenter au cours de 1950 et, à la fin de cette année-là, ils dépassaient de 40 à 50% les prix pratiqués au début de l'année. Le Royaume-Uni a essayé de résister à la hausse des prix suédois au début de 1950, mais ces efforts ont échoué, et la quasi-totalité de l'excédent exportable de bois suédois a été enlevée par d'autres acheteurs. Au début de 1950, le prix initialement demandé par la Suède était de 51 livres sterling le standard f.o.b., mais, au cours de l'année, la plus grosse part des exportations de bois suédois se sont vendues à un prix voisin de 55 livres sterling. Comme le Royaume-Uni se refusait à acheter en Suède, d'autres pays importateurs ont été en mesure de reconstituer leurs stocks, tout en donnant satisfaction au surcroît de la demande intérieure ; les quantités importées par ces pays en 1950 ont, en effet, dépassé d'environ deux millions de mètres cubes [1] le chiffre de 1949 ; les pays qui ont le plus augmenté leurs importations de bois suédois sont le Danemark et les Pays-Bas. Quant au Royaume-Uni, les efforts tardifs qu'il a faits pour se procurer des quantités suffisantes de bois en Suède et dans d'autres pays exportateurs européens ayant échoué, il fut contraint, vers la fin de l'été 1950, d'acheter à nouveau de grandes quantités de bois au Canada. Mais la très forte activité de l'industrie du bâtiment aux Etats-Unis avait fait monter fortement le prix du bois canadien, et les acheteurs britanniques durent payer des prix plus élevés que jamais, plus élevés aussi que n'étaient à ce moment-là les prix du bois de Scandinavie. Cette circonstance, à son tour, incita les exportateurs scandinaves à relever leurs prix davantage encore, et le Royaume-Uni finit par payer de 70 à 72 livres sterling le standard f.o.b. de sciages résineux suédois. Les importations globales du Royaume-Uni, au cours de l'ensemble de l'année 1950, ont été sensiblement plus faibles qu'en 1949, et, à la fin de 1950, les stocks britanniques étaient tombés à un niveau dangereusement bas. La poussée des prix des sciages résineux s'est maintenue pendant les premiers mois de 1951 : les pays exportateurs demandent actuellement de 80 à 85 livres sterling par standard f.o.b.

La demande de pâte de bois s'est, elle aussi, rapidement accrue, d'autant plus que le papier, le carton et la rayonne s'emploient de plus en plus comme produits de remplacement. En 1950, la production européenne de pâte de bois a augmenté d'environ 10%, tout en demeurant bien au-dessous du niveau de 1937. En Europe occidentale, il existe encore une capacité de production considérable qui ne peut être utilisée à cause du manque de bois de pâte ; il n'y a pas eu en 1950 d'importations de bois de pâte en provenance de l'Union soviétique, alors que 3 millions de tonnes avaient été importées du même territoire en 1937. Les fabricants de pâte de bois doivent entrer en concurrence avec les scieries et les mines de charbon pour se procurer les bois ronds, devenus rares.

Les métaux non ferreux [2]

L'Europe orientale et l'Union soviétique considérées ensemble étaient avant la guerre tributaires des importations pour près de la moitié de leur approvisionnement en cuivre et en plomb et pour la presque totalité de leur approvisionnement en étain. Aujourd'hui, ces importations ont été réduites à des proportions insignifiantes ; quant à la production de cuivre de l'Allemagne orientale, elle demeure encore sensiblement inférieure à ce qu'elle était avant la guerre. On ignore dans quelle mesure ces insuffisances ont pu être compensées par une augmentation de la production de l'Union soviétique ; il semble que le minerai d'étain soit extrait en quantités considérables dans les régions de l'est et que la production de cuivre aussi ait fortement augmenté. L'aluminium de l'Europe orientale est produit à partir de la bauxite hongroise dont certaines quantités s'exportent aussi en Union soviétique ; la production de zinc de la Pologne est importante également.

L'Europe occidentale, en revanche, demeure fortement tributaire des fournisseurs extra-européens pour son approvisionnement en métaux non ferreux. En 1950, les minerais d'Europe occidentale et de Yougoslavie n'ont satisfait qu'un septième de ses besoins en cuivre ; le reste a été importé de pays extra-européens, surtout sous forme de métal. Les deux cinquièmes environ du plomb utilisé et près de la moitié du zinc utilisé provenaient de minerais européens, le reliquat, dans chaque cas, étant fourni, en proportions à peu près égales, par des importations

[1] Chiffre établi d'après les statistiques commerciales des pays importateurs.

[2] Dans tous les passages du présent chapitre où il est question de métaux non ferreux, on entend par « consommation mondiale » la consommation apparente des produits importés par l'Union soviétique et les pays de l'Europe orientale (à l'exclusion de la Yougoslavie), augmentée de la consommation globale du reste du monde.

Tableau 30

CONSOMMATION DE CERTAINS MÉTAUX NON FERREUX DE BASE EN EUROPE OCCIDENTALE

En milliers de tonnes

Pays	ALUMINIUM				CUIVRE				PLOMB				ETAIN				ZINC			
	1936-1938	1948	1949	1950	1936-1938	1948	1949	1950	1936-1938	1948	1949	1950	1936-1938	1948	1949	1950	1936-1938	1948	1949	1950
Allemagne : zones occidentales [a]	105	33	35	15	190	45	100	115	180	56	44	69	10,0	1,9	4,0	5,5	165	50	99	118
Belgique	4	5	6	9	30	54	52	53	42	42	53	55	1,6	1,7	1,0	1,4	104	40	33	36
France	30	80	51	45	114	90	121	115	95	69	53	59	9,4	9,8	8,5	8,5	89	92	109	95
Italie	23	25	29	44	80	57	44	61	49	12	31	42	4,1	3,8	1,6	2,7	34	21	28	33
Pays-Bas	3	5	3	4	7	7	11	7	27	19	36	26	2,1	3,4	3,3	3,1	13	21	20	20
Royaume-Uni	41	177	182	184	273	362	324	339	362	191	160	166	22,3	25,6	21,2	23,2	222	227	202	241
Autres pays de l'Europe occidentale	19	45	69	54	111	135	118	115	80	76	98	118	7,5	4,8	4,4	4,6	53	79	79	77
Total pour l'Europe occidentale	225	370	375	355	805	750	770	805	835	465	475	535	57	51	44	49	680	530	570	620

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

NOTE. — Dans tous les tableaux de ce chapitre, la rubrique « Europe orientale » comprend les pays suivants : Albanie, Allemagne (Zone soviétique), Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie et Tchécoslovaquie. Les autres pays d'Europe sont compris dans la rubrique « Europe occidentale ».

[a] Pour l'aluminium et le cuivre, les chiffres ne tiennent pas compte de l'évaluation des quantités de métal récupéré consommées. Pour le plomb et le zinc, une partie de la consommation de métal récupéré est comprise.

Tableau 31

PRODUCTION ET CONSOMMATION MONDIALE DE CERTAINS MÉTAUX NON FERREUX DE BASE

En milliers de tonnes

Métal et année considérée	Production mondiale [a]	Consommation				Changements apportés aux stocks stratégiques	Solde [d]
		Dans le monde [b]	Aux Etats-Unis	Dans le reste du monde [c]	Exportations nettes à destination de l'U.R.S.S. et de l'Europe orientale		
Aluminium							
1936-1938	405	392	119	265	8	—	+ 13
1948	1.115	1.129	642	468	19	—	— 14
1949	1.125	1.100	596	497	7	—	+ 25
1950	1.295	1.311	811	488	12	—	— 16
1951	*1.500*	*1.400*	..	..	..	*+ 100*	—
Cuivre							
1936-1938	1.795	1.744	553	1.070	121	—	+ 51
1948	2.120	2.115	1.141	950	24	+ 10	— 5
1949	2.100	1.854	836	995	23	+ 160	+ 86
1950	2.340	2.227	1.196	1.015	16	+ 200	— 87
1951	*2.480*	*2.330-2.360*	..	..	..	*+ 120 à 150*	—
Etain							
1936-1938	183	166	64	80	22	—	+ 17
1948	160	138	61	73	4	+ 24	— 2
1949	171	120	48	67	5	+ 52	— 1
1950	175	154	77	74	3	+ 45	— 24
1951	*183-188*	*150-166*	..	..	..	*+ 22 à 33*	—
Plomb							
1936-1938	1.575	1.530	435	1.030	65	—	+ 45
1948	1.355	1.299	659	640	—	+ 5	+ 51
1949	1.485	1.216	539	670	7	+ 190	+ 79
1950	1.610	1.515	785	725	5	+ 150	— 55
1951	*1.675*	*1.645-1.655*	..	..	..	*+ 20 à 30*	—
Zinc							
1936-1938	1.325	1.297	484	855	—42	—	+ 28
1948	1.490	1.468	756	700	12	+ 50	— 28
1949	1.600	1.456	685	760	11	+ 100	+ 44
1950	1.720	1.755	911	840	4	+ 115	—150
1951	*1.850*	*1.770-1.800*	..	..	..	*+ 50 à 80*	—

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

NOTE. — Dans la mesure où l'on possède des renseignements sur les mouvements des stocks, les chiffres relatifs à la consommation portent sur la consommation effective. Les chiffres de la production mondiale en 1951, ainsi que les chiffres des quantités ajoutées aux stocks stratégiques, sont des évaluations et sont, de ce fait, indiqués en italique. La production mondiale en 1951 a été calculée à partir des chiffres afférents à la consommation.

a Non compris l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe orientale, sauf la Yougoslavie.

b Y compris la consommation de métaux importés en U.R.S.S. et dans l'Europe orientale, mais non compris la consommation par ces pays des métaux produits sur place.

c Non compris les exportations nettes vers l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe orientale, sauf la Yougoslavie.

d Ce solde représente le résultat net : i) des changements survenus dans les stocks commerciaux des principaux pays consommateurs, et ii) les divergences statistiques exposées à l'Annexe B.

de minerais et de concentrés et par des importations de métal. Avant la guerre, une certaine partie du zinc importé provenait de l'Europe orientale et de l'Union soviétique, mais, depuis la guerre, la quasi-totalité des importations provient de pays extra-européens. Les ressources européennes en minerai d'étain sont très peu importantes, mais on procède au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et en Belgique à la fusion du minerai, et l'Europe est, en fait, exportatrice nette de métal fondu.

L'Europe occidentale a consommé en 1950 plus de cuivre, de plomb, d'étain et de zinc directement produits à partir du minerai (métaux dits « primaires ») qu'en 1949 [1], l'augmentation s'établissant suivant le cas entre 5 et 15%; mais, sauf dans le cas du cuivre, la consommation est restée inférieure à ce qu'elle était avant la guerre. Les augmentations constatées en 1950 ont été, pour une bonne part, la conséquence des progrès de l'activité industrielle de l'Allemagne occidentale, où la consommation de métaux primaires est cependant restée encore bien au-dessous du niveau d'avant guerre : c'est là la raison principale pour laquelle la consommation totale de la région a diminué par rapport aux années d'avant guerre. La consommation d'aluminium primaire dans les pays de l'Europe occidentale autres que l'Allemagne occidentale a à peu près triplé en 1950 par rapport à l'avant-guerre.

La pénurie de métaux non ferreux est un phénomène général ; aussi est-il indispensable, aux fins de la présente analyse, de considérer la production et la consommation dans le monde entier. Au lendemain même de la guerre, il y avait des stocks abondants, en particulier de déchets de métaux, dans lesquels on pouvait puiser, mais, vers 1948, l'équilibre se trouvait rétabli dans le monde, en ce sens que la production et la consommation étaient redevenues à peu près égales. Les prix en dollars du cuivre et de l'étain étaient alors de 125% supérieurs aux prix de 1938 ; pour le zinc et le plomb, la hausse des prix pendant le même temps avait été respectivement de 185% et de 285%. La consommation de plomb primaire semblait s'être stabilisée à un niveau très inférieur à celui d'avant guerre ; la hausse des prix avait entraîné une augmentation de l'offre de déchets, particulièrement en Europe occidentale, et renforcé la tendance à remplacer le plomb par d'autres métaux, notamment par l'aluminium. La hausse relativement faible du prix de l'étain a coïncidé avec une diminution de la consommation de ce métal, qui a été rendue possible par les progrès de l'étamage électrolytique, procédé grâce auquel, estime-t-on, la demande annuelle a été, en 1948, de 25.000 tonnes, soit de 20% environ, inférieure à ce qu'elle eût été sans cela.

Depuis 1948, trois facteurs principaux ont agi défavorablement sur l'équilibre entre la production et la consommation : en dehors des Etats-Unis, la demande n'a cessé de se développer dans le monde ; aux Etats-Unis mêmes, la consommation a subi des fluctuations ; enfin, les achats destinés à la constitution de stocks ont, eux aussi, accusé des variations. En 1949, la consommation de cuivre et de plomb a diminué d'un quart environ aux Etats-Unis, mais cette diminution a été partiellement compensée, dans l'ensemble de cette année-là, par les achats destinés à la constitution des stocks. En 1950, ces deux facteurs ont agi dans le même sens : la consommation de tous les métaux non ferreux a été supérieure à ce qu'elle avait été en 1948, et celle de l'aluminium et du zinc a dépassé ce chiffre dans la forte proportion de 20 à 25% ; les stocks stratégiques ont continué à grossir, encore qu'à un rythme un peu ralenti, sans doute, sauf pour ce qui est du cuivre et du zinc.

En 1949, la production mondiale d'aluminium et de cuivre est restée stationnaire, mais la production des métaux qui étaient devenus relativement chers depuis la guerre a continué à se développer. Les fabricants d'articles en métal ont réduit leurs stocks de tous métaux, comme il ressort du Tableau 37, mais cette réduction a été compensée, et au-delà, par l'augmentation des stocks détenus par les producteurs, les fondeurs et les raffineurs. En 1950, la production mondiale de tous les métaux a augmenté. Les stocks des producteurs ont très fortement baissé ; il en a été de même des stocks de cuivre et de zinc des fabricants qui, en revanche, ont réussi à augmenter leurs stocks de plomb et d'étain. Ces modifications semblent s'être produites surtout au cours du second semestre de l'année : pendant les cinq premiers mois, les prix ont été en général stables, et même ceux du plomb et de l'étain ont, en fait, baissé ; le cuivre est le seul métal dont le prix ait subi une hausse importante au cours de cette période. Après le début des hostilités en Corée, tous les prix ont fortement monté, surtout ceux du plomb et de l'étain ; mais, sauf pour l'étain, le mouvement de hausse a été enrayé avant la fin de l'année.

Vers la fin de l'année 1950, les approvisionnements en métaux non ferreux sont devenus peu abondants

[1] Voir le Tableau 30.

et irréguliers, et le Gouvernement du Royaume-Uni ainsi que celui des Etats-Unis ont commencé à interdire l'utilisation de ces métaux pour certains usages non essentiels et ils ont soumis à un système de répartition les quantités disponibles pour d'autres usages. Ces restrictions avaient pour but d'assurer aux industries qui employaient ces métaux pour des fins essentielles un approvisionnement plus régulier, de freiner la hausse des prix et d'alimenter suffisamment la production d'armements ainsi que les stocks. Les réductions annoncées aux Etats-Unis pour les premiers mois de 1951 auront pour effet de réduire d'un tiers par rapport à 1950 la consommation civile de l'aluminium, d'un quart celle du cuivre, d'un cinquième celle du zinc, d'un sixième celle de l'étain et de stabiliser la consommation du plomb au niveau atteint en 1950. Au Royaume-Uni, la proportion de la réduction est des deux cinquièmes pour le zinc, d'un cinquième pour le cuivre et d'un dixième pour le plomb. Dans la plupart des pays consommateurs, les exportations de métaux et de produits semi-finis en métaux ont été, d'une façon générale, ou interdites ou subordonnées à la délivrance d'une licence.

Le soufre

Depuis quelques années, le quart à peu près des approvisionnements en soufre de l'Europe occidentale provient du soufre naturel et le reste est tiré de matières contenant du soufre, parmi lesquelles les pyrites sont les plus importantes. Les pyrites sont un minéral européen que l'on trouve surtout dans la péninsule ibérique, en Scandinavie et en Italie ; une faible part de la production est exportée. Une part, variant entre le quart et le tiers, de l'approvisionnement total de l'Europe occidentale [1] en soufre naturel est normalement extraite en Italie ; la quasi-totalité du reliquat est importée des Etats-Unis. En 1950, la production italienne de soufre naturel a été de 10% environ supérieure à ce qu'elle avait été en 1949, mais cette augmentation a été largement contrebalancée par la réduction des importations européennes en provenance des Etats-Unis. La diminution de la consommation apparente de l'Europe occidentale s'explique toutefois principalement par l'intensification des exportations italiennes vers l'Australie, lesquelles sont passées de moins de 10.000 à près de 150.000 tonnes.

[1] Approvisionnement pour la consommation ainsi que pour l'exportation.

Quant aux pays de l'Europe orientale, ils importaient avant la guerre du soufre naturel d'Italie et des Etats-Unis ; mais le volume de ces importations, qui avait été d'environ 65.000 tonnes au cours des années 1936 à 1938, a été fortement réduit ces temps derniers et, en 1950, les importations en provenance d'Italie — principal pays fournisseur — n'ont pas dépassé 5.000 tonnes. Le soufre importé a été remplacé par le soufre naturel que l'Union soviétique produit en quantités sans cesse croissantes, ainsi que par les pyrites extraites sur place ; l'Europe orientale et l'Union soviétique considérées ensemble sont pratiquement capables à l'heure actuelle de faire face par elles-mêmes à leurs besoins en soufre de tout genre.

La consommation mondiale de soufre et de matières contenant du soufre a fortement augmenté par rapport à l'avant-guerre [2]. Ce développement considérable de la demande s'est produit surtout dans deux pays. Aux Etats-Unis, la consommation — dès 1949 — était égale à plus du double de ce qu'elle avait été dans les années 1936 à 1938 et, en 1950, elle a été deux fois et demie aussi forte. Au Royaume-Uni, la consommation n'a cessé d'augmenter depuis la guerre et, en 1950, elle a dépassé d'environ 80% le chiffre d'avant guerre. La consommation apparente de l'Allemagne occidentale n'a pas encore regagné son niveau d'avant guerre, mais elle croît rapidement ; dans les autres pays d'Europe occidentale, la consommation apparente ne dépasse que de 4% le chiffre des années 1936 à 1938.

C'est des pyrites que l'Allemagne a toujours tiré la quasi-totalité du soufre qu'elle utilise ; sa production intérieure n'a guère varié par rapport aux années qui ont précédé la guerre, mais les importations de pyrites de l'Allemagne occidentale ont subi des fluctuations considérables. Les autres pays de l'ouest du continent européen tiraient des pyrites, avant la guerre, les quatre cinquièmes environ du soufre qu'ils consommaient, le reste des besoins étant satisfait dans une mesure plus que suffisante par la production sicilienne [3]. Depuis la guerre, la production de la Sicile a repris lentement et s'élève peu à peu au-dessus des faibles chiffres du temps de guerre, mais, en 1950, cette production était encore de 40%

[2] Voir les Tableaux 32 et 33. La consommation de soufre naturel et de pyrites, aux Etats-Unis et en Europe occidentale, a dépassé en 1950 de 70 % le chiffre de 1936-1938.

[3] Avant la guerre, les pays de l'ouest du continent européen, considérés ensemble, tout en important de grosses quantités de soufre des Etats-Unis, étaient, en dernière analyse, exportateurs nets.

Tableau 32

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE SOUFRE EN EUROPE OCCIDENTALE

En milliers de tonnes de soufre contenu

		1936-1938	1948	1949	1950
Royaume-Uni [a]					
Soufre naturel	Importations nettes	135	354	399	446
Pyrites	Production et importations nettes	164	98	106	92
	Consommation apparente totale	299	452	505	538
	Modification des stocks de soufre	..	+ 2	+ 15	− 19
	Modification des stocks de pyrites	..	− 8	+ 17	− 14
Allemagne : zones occidentales [a]					
Soufre naturel	Importations nettes	35	13	25	31
Pyrites	Production et importations nettes	498	353	296	489
	Consommation apparente totale	533	366	321	520
Autres pays de l'Europe occidentale [b]					
Soufre naturel	Production	372	212	227	250
	Importations nettes	−78	175	192	2
	Consommation apparente	294	387	419	252
Pyrites	Production	2.363	1.968	2.062	2.110
	Importations nettes	−626 [b]	−213	−71	−252
	Consommation apparente	1.737	1.755	1.991	1.858
	Consommation apparente totale	2.031	2.142	2.410	2.110
Total pour l'Europe occidentale	Consommation apparente totale	2.863	2.960	3.236	3.168
	dont soufre naturel	464	754	843	729
	pyrites	2.399	2.206	2.393	2.439

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

NOTE. — Le soufre obtenu par récupération à partir du pétrole et à l'occasion d'autres opérations industrielles, ou extrait de peroxydes, de blendes et d'anhydrite, pour lequel on ne possède aucune série statistique comparable relative aux années antérieures à la guerre et aux années d'après guerre, n'a pas été compris dans le tableau. En 1949/50, dans l'ensemble des pays participant à l'O.E.C.E., les disponibilités en soufre provenant de blendes, de peroxydes et d'anhydrite ont atteint respectivement environ 10, 5 et 8 % de la consommation apparente de soufre extrait de soufre naturel et de pyrites. C'est le Royaume-Uni qui consomme la majeure partie des peroxydes et de l'anhydrite.

[a] Tout le soufre naturel est importé.

[b] Y compris la Yougoslavie. Les exportations de l'Espagne comprises dans ce chiffre sont celles de 1935.

inférieure à la moyenne de 1936-1938 ; au cours des deux années précédentes, cette production n'avait pas été suffisante pour répondre aux besoins de l'Europe. Le Royaume-Uni, en revanche, importait dès avant la guerre, du soufre naturel à concurrence de 45% de son approvisionnement en soufre et, en 1948, cette proportion avait atteint plus de 75% : en 1950, les importations de pyrites (chiffrées en quantités de soufre contenu) ont diminué de près de 70.000 tonnes par rapport à la période de 1936-1938 et les importations de soufre naturel, provenant surtout des Etats-Unis, ont augmenté de 310.000 tonnes.

Ce qui a favorisé cette substitution, c'est le fait que, par rapport au prix des autres matières contenant du soufre, c'est-à-dire des pyrites, le prix du soufre naturel a baissé ; le soufre des Etats-Unis notamment ne coûte que le tiers de ce que coûte le soufre de Sicile : le prix rendu du soufre des côtes du golfe du Mexique n'était en 1950 que de 20% plus élevé

Tableau 33

DISPONIBILITÉS DES ÉTATS-UNIS EN SOUFRE

En milliers de tonnes de soufre contenu

		1936-1938	1948	1949	1950
Soufre naturel	Production	2.420	4.947	4.821	5.275
	Exportations totales	624	1.316	1.485	1.502
	dont à destination :				
	du Royaume-Uni	96	360	400	428
	du reste de l'Europe	189	240	313	240
	du reste du monde	339	716	772	834
	Mouvements des stocks [a] . .	+365	—148	—128	—453
	Consommation	1.431	3.779	3.464	4.226
Pyrites	Production	226	395	386	408
	Importations nettes	179	51	57	98
	Consommation apparente .	405	446	443	506
	Consommation totale . .	1.836	4.225	3.907	4.732

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

NOTE. — Le soufre obtenu par récupération à partir des blendes de zinc ou de cuivre ou dans la fabrication du gaz n'a pas été compris dans le tableau.

[a] Les chiffres relatifs à l'avant-guerre s'entendent des stocks à la mine ; les chiffres relatifs à l'après-guerre comprennent les changements survenus aux stocks en transit et aux stocks constitués dans les entrepôts des producteurs, ainsi qu'aux stocks à la mine. A la fin de l'année 1949, les stocks à la mine représentaient 85 % du total des stocks des producteurs.

qu'en 1938, alors que dans le même laps de temps le prix c.a.f. en dollars des pyrites importées au Royaume-Uni avait augmenté de 95%. Le Royaume-Uni a continué jusqu'à une date toute récente [1] d'importer ainsi du soufre naturel américain au lieu de pyrites, bien que le soufre soit une marchandise payable en dollars et que les réserves connues des Etats-Unis ne puissent guère durer plus d'une dizaine ou d'une vingtaine d'années, même si le taux d'exploitation ne s'élève pas. Le Royaume-Uni s'est ainsi délibérément rendu plus tributaire des fournisseurs américains, au risque de se trouver en mauvaise posture au cas où, aux Etats-Unis même, la demande viendrait à dépasser l'offre, ou bien au cas où, dans ce pays, des mesures seraient prises soit par les producteurs soit par le Gouvernement pour sauvegarder les stocks et les réserves.

Ces éventualités se sont réalisées l'une et l'autre en 1950. La production des Etats-Unis a bien dépassé d'environ 10% celle de 1949, mais, malgré le faible taux d'augmentation des exportations globales (la diminution des exportations à destination de l'Europe étant plus que compensée par l'accroissement des exportations à destination d'autres régions), les stocks des producteurs ont baissé entre le début et la fin de l'année d'une quantité équivalant à un mois de production. A la fin de 1950, les stocks des producteurs ne contenaient plus qu'une quantité de soufre équivalant à six mois environ de production, alors qu'avant la guerre, on conservait habituellement l'équivalent de 12 ou 18 mois de production pour parer au risque d'épuisement brusque de certains gisements particuliers en cours d'exploitation, danger qui est toujours à craindre étant donné les conditions dans lesquelles s'extrait le soufre de la côte du golfe du Mexique. On a estimé, en outre, que si la production se poursuivait au rythme de 1950, les réserves seraient épuisées au bout d'une douzaine d'années. On aurait donc pu penser, dans ces conditions, que le prix du soufre américain allait finir par augmenter, sinon du fait des producteurs eux-mêmes, auxquels les prix actuels assurent d'importants bénéfices, du moins à cause de l'imposition par le Gouvernement de droits destinés à protéger une ressource naturelle qui s'épuise

[1] Le *United Kingdom Monthly Digest of Statistics* donne les chiffres suivants pour la consommation de soufre et de pyrites employés à la production d'acide sulfurique (moyennes mensuelles en milliers de tonnes longues) :

	1938	*1948*	*1949*	*Décembre 1949*	*Décembre 1950*
Soufre . .	6,2	22,3	25,6	27,9	29,7
Pyrites . .	23,3	18,9	18,8	20,4	17,1

et à encourager comme il le fallait l'exploitation d'autres matières contenant du soufre qui sont plus onéreuses à traiter, notamment des pyrites. En fait, les prix du soufre n'ont guère augmenté [1], mais, au mois de décembre, on a annoncé que les exportations allaient être réduites de 30% au début de 1951. Les grossistes ont également réduit dans la proportion de 15 à 20%, par rapport aux trois premiers trimestres de 1950, leurs livraisons habituelles de soufre aux consommateurs du pays, mais rien ne permet de penser que ces réductions, qui ne sont pas officielles, seront maintenues pendant toute l'année 1951.

[1] Le prix sur le marché des Etats-Unis était d'environ 22 dollars la tonne longue au printemps de 1951, contre 18 en janvier 1950. Le prix moyen f.o.b. à l'exportation (tel qu'il s'établit d'après les statistiques commerciales des Etats-Unis) est passé de 22,70 dollars la tonne longue en novembre 1950 (prix à peu près identique à celui qui se pratiquait au mois de janvier de cette année-là) à 24,90 dollars en janvier 1951.

Le coton et la laine

En 1950, les pays de l'Europe occidentale ont consommé, pour la première fois depuis la guerre, autant de coton et 25% de plus de laine qu'au cours des années 1934-1938. Ils ont été tributaires des importations en provenance de pays extra-européens pour la totalité de ce coton — dont la moitié a été importée des Etats-Unis — et pour plus de 80% de la laine. Les pays de l'Europe orientale et l'Union soviétique, en revanche, ne se sont procuré dans des régions situées hors d'Europe et d'Asie soviétique que le cinquième de leur approvisionnement en l'un et

Tableau 34

PRODUCTION, CONSOMMATION ET COMMERCE DE COTON BRUT DANS LE MONDE

En milliers de tonnes

Année	Production			Consommation				Mouvements des stocks mondiaux [c]
	mondiale [a]	des Etats-Unis	du reste du monde [a]	mondiale [b]	des Etats-Unis	de l'Europe occidentale	du reste du monde [b]	
1934/35-1938/39	5.305	2.755	2.550	5.105	1.420	1.525 [d]	2.160 [e]	+ 200
1946/47	3.784	1.886	1.898	5.203	2.206	1.222	1.775	−1.419
1947/48	4.473	2.565	1.908	5.219	2.058	1.372	1.789	− 746
1948/49	5.296	3.223	2.073	5.233	1.729	1.473	2.031	+ 63
1949/50	5.878	3.514	2.364	5.477	1.955	1.561	1.961	+ 401
1950/51 f	*4.715*	*2.151*	*2.564*	*5.800*	*2.400*	..	..	*−1.085*

Année	Exportations mondiales [g]	Exportations en provenance		Importations a destination		
		des Etats-Unis	du reste du monde	de l'Europe occidentale	de l'U.R.S.S., de la Chine et de l'Europe orientale	du reste du monde [h]
1934/35-1938/39	2.750	1.165	1.585	1.600 [d]	360 [e]	790
1946/47	1.961	780	1.181	1.250	230	481
1947/48	1.749	433	1.316	1.030	305	414
1948/49	2.248	1.045	1.203	1.410	250	588
1949/50	2.525	1.270	1.255	1.490	245	790
1950/51 f	*2.200*	*880*	*1.320*	..	..	..

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

NOTE. — Les données originales ont été converties en tonnes métriques à raison de 216,8 kg pour une balle, sauf dans le cas des Etats-Unis où une balle équivaut à 220 kg. Les années sont calculées du 1er août au 31 juillet.

a Non compris la Chine, l'U.R.S.S. et l'Europe orientale.

b Y compris la consommation de coton importé en Chine, en U.R.S.S. et en Europe orientale, mais non compris les quantités consommées par ces pays de coton cultivé sur place.

c Ces chiffres comprennent également les divergences d'ordre statistique qui proviennent du fait que les séries de production et de consommation ne sont pas absolument comparables les unes avec les autres.

d Non compris le territoire actuel de la Zone soviétique en Allemagne.

e Y compris le territoire actuel de la Zone soviétique en Allemagne.

f Pour 1950/51, les évaluations de la production, de la consommation et des exportations en provenance des Etats-Unis sont celles qui ont été indiquées dans le numéro de janvier-février 1951 de la revue *Cotton—Monthly Review of the World Situation*, publiée par le *International Cotton Advisory Committee*. Le chiffre relatif aux « exportations en provenance du reste du monde» a été évalué par la Division des Etudes et des Programmes de la Commission économique pour l'Europe.

g Non compris le commerce entre l'U.R.S.S., la Chine et l'Europe orientale.

h Ces chiffres comprennent également les divergences d'ordre statistique entre les quantités enregistrées au titre des importations et des exportations mondiales.

Tableau 35

PRODUCTION ET CONSOMMATION MONDIALE DE LAINE BRUTE

En milliers de tonnes de laine lavée

Année	Campagne agricole [a]			Année civile [b]				
				Consommation				
	Production mondiale [c]	Consommation mondiale [d]	Mouvements des stocks mondiaux	mondiale [d]	des Etats-Unis	de l'Europe occidentale	du reste du monde [e]	Exportations nettes à destination de l'U.R.S.S. et de l'Europe orientale
1934/35-1938/39	845	833	+ 12	833	150	480 [f]	138	65 [g]
1945/46	861	792	+ 69	944	339	430	153	22
1946/47	883	986	−103	1,021	321	512	153	35
1947/48	877	1,047	−170	1,066	320	551	160	35
1948/49	891	1,039	−148	1,005	232	567	165	41
1949/50	914	1,054	−140	1,096	289	595	177	35
1950/51	935	1,065	−130	..	..	..	..	..

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

[a] Saison commençant le 1er juillet.

[b] Pour l'avant-guerre, première année indiquée ; pour l'après-guerre, seconde année indiquée.

[c] Non compris l'U.R.S.S. et l'Europe orientale.

[d] Y compris la consommation de laine importée en U.R.S.S. et en Europe orientale, mais non compris les quantités consommées par ces pays de laine produite sur place.

[e] Non compris les exportations nettes à destination de l'U.R.S.S. et de l'Europe orientale.

[f] Non compris la consommation de laine brute dans le territoire actuel de la Zone soviétique en Allemagne.

[g] Y compris la consommation de laine brute dans le territoire actuel de la Zone soviétique en Allemagne.

l'autre produit. La production de la laine n'a cessé de faire des progrès dans l'Asie centrale et, en 1950, la récolte de coton de l'Union soviétique a pour la première fois dépassé de beaucoup les chiffres d'avant guerre.

La production mondiale de coton [1] a fait des progrès constants depuis la fin de la guerre jusqu'à l'année agricole 1949/50 ; c'est au cours de cette année-là que, pour la première fois, elle a dépassé le chiffre d'avant guerre, car les besoins de la production de denrées alimentaires avaient contraint les producteurs à réduire la superficie cultivée en coton au cours des années de guerre. Au lendemain même de la guerre, la consommation des Etats-Unis atteignait un chiffre élevé (50% environ de plus que pendant les années 1934-1938) et les stocks constitués au cours de la guerre retombèrent peu à peu à des proportions plus normales. Mais, en 1948/49, la consommation des Etats-Unis diminua nettement, alors que la production continuait à augmenter et que, faute de dollars, les pays étrangers n'enlevaient qu'une partie de l'excédent. De là vient qu'alors que les stocks de report augmentaient aux Etats-Unis de près d'un demi-million de tonnes, les stocks de tous les autres pays continuaient à diminuer.

En 1949/50, la consommation a repris aux Etats-Unis et les exportations ont augmenté, mais les stocks ont continué à grossir davantage encore. En conséquence, au cours de l'année agricole suivante, le Gouvernement a réduit de 20 à 25% la superficie cultivée en coton ; en pratique, cette superficie a diminué davantage, soit d'à peu près 34%. Normalement, les réductions de ce genre, du fait qu'elles portent sur les terres marginales, ont pour effet d'élever le chiffre du rendement moyen, mais, en 1950, à cause des conditions atmosphériques défavorables, le rendement moyen a diminué, de sorte que la récolte a été de 38% plus faible que l'année précédente. Dans ces conditions, la reprise de la consommation aux Etats-Unis en 1950 a provoqué une grave pénurie : même après de très importants prélèvements sur les stocks, le Gouvernement a jugé nécessaire de restreindre les exportations à 70% environ du volume de la campagne précédente. Les exportations en provenance d'autres pays ont augmenté, mais, comme la demande s'intensifiait dans le monde entier, surtout au Japon, les prix ont subi hors des Etats-Unis une hausse de 150% ; en janvier 1951, le prix du coton de Karnak était égal à plus de deux fois et demie le prix du coton des Etats-Unis, alors que normalement la prime varie entre 10 et 30%.

[1] Voir le Tableau 34.

Les stocks de laine détenus par les Gouvernements des pays du Commonwealth britannique et par celui des Etats-Unis étaient considérables à la fin de la guerre et l'on prévoyait qu'ils pèseraient sur le marché pendant un certain nombre d'années. Or, au cours de chacune des campagnes d'après guerre, la consommation mondiale a été de 10 à 20% supérieure à la production mondiale [1], et en 1950 les stocks mondiaux avaient repris des proportions normales. Cela s'explique surtout par le niveau élevé de la consommation des Etats-Unis, qui, jusqu'en 1949, a été double de celui d'avant guerre ; il va sans dire qu'en 1949 la consommation a très fortement diminué aux Etats-Unis, de sorte que le déficit à longue échéance de la production mondiale s'est trouvé temporairement masqué. Quand l'activité économique a repris aux Etats-Unis en 1950, la consommation de ce pays s'est relevée et, celle des autres pays continuant à augmenter, le déficit est apparu soudain. Les prix ont monté rapidement pendant toute l'année 1950 et cette hausse ne s'est ralentie qu'en février 1951, moment où ils étaient égaux au triple à peu près de ceux de décembre 1949.

[1] Voir le Tableau 35.

Caoutchouc

La production mondiale de caoutchouc naturel, qui est presque entièrement concentrée dans le sud-est de l'Asie, s'est relevée rapidement après la guerre : en 1948, elle dépassait d'environ 50% le chiffre d'avant guerre [2]. Jusqu'en 1949, la consommation mondiale de caoutchouc (aussi bien naturel que synthétique) était également en voie d'augmentation, car la diminution qui s'était manifestée à partir de 1947 aux Etats-Unis était compensée par une augmentation dans le reste du monde ; dès 1947, la consommation de l'Europe occidentale dépassait le chiffre qu'elle avait atteint avant la guerre. La diminution de la consommation des Etats-Unis entre 1947 et 1949 — c'est-à-dire 135.000 tonnes, soit 12% — portait presque exclusivement sur le caoutchouc synthétique, dont la production diminuait constamment. En 1949, l'augmentation de la consommation mondiale dans les pays autres que les Etats-Unis n'a pas suffi à compenser la diminution constatée dans ce pays, et, bien que la constitution de stocks stratégiques et l'augmentation des exportations à

[2] Voir le Tableau 36.

Tableau 36

PRODUCTION ET CONSOMMATION MONDIALE DE CAOUTCHOUC

En milliers de tonnes

Année	Production			Consommation					Mouvements des stocks stratégiques	Mouvements des autres stocks [d]
	mondiale [a]	Caoutchouc naturel	Caoutchouc synthétique	mondiale [b]	des Etats-Unis	de l'Europe occidentale	du reste du monde [c]	Exportations nettes à destination de l'U.R.S.S. et de l'Europe orientale		
1936-1938	1.016	1.012	4	1.050	523	319 [e]	137	71 [f]	..	— 34
1946	1.671	851	820	1.492	1.056	264	160	12	..	+179
1947	1.848	1.280	568	1.763	1.140	349	218	56	+200	—115
1948	2.090	1.549	541	1.930	1.086	463	248	133	+100	+ 60
1949	1.959	1.512	447	1.918	1.005	486	269	158	+100	— 59
1950	2.423	1.880	543	2.286	1.279	562	325	120	+120	+ 17
1950 Quatrième trimestre (taux annuel)	2.780	2.130	650	2.435	1.287	620	370	158	..	..

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

[a] Non compris l'U.R.S.S. et l'Europe orientale.

[b] Y compris les importations de l'U.R.S.S. et de l'Europe orientale, mais non compris les quantités consommées par ces pays de caoutchouc produit sur place.

[c] Non compris les exportations nettes à destination de l'U.R.S.S. et de l'Europe orientale.

[d] Ces chiffres comprennent la divergence d'ordre statistique entre les données enregistrées pour la production, la consommation et l'évaluation des changements survenus dans les stocks stratégiques.

[e] Non compris la consommation de caoutchouc dans le territoire actuel de la Zone soviétique en Allemagne.

[f] Y compris la consommation de caoutchouc dans le territoire actuel de la Zone soviétique en Allemagne.

destination de l'Europe orientale et de l'Union soviétique aient contribué à empêcher la demande mondiale de baisser plus fortement, la production mondiale a cessé de progresser et le prix du caoutchouc naturel a subi une baisse importante.

La consommation a recommencé à augmenter aux Etats-Unis au début de l'année 1950, mais la production de caoutchouc synthétique continuait à diminuer et les quantités de caoutchouc naturel livrées par les producteurs demeuraient exceptionnellement faibles en raison des troubles politiques de Malaisie et d'Indonésie ; aussi, le prix du caoutchouc naturel augmenta-t-il de près de 30% au cours des trois premiers mois de 1950. Si la demande croissante de caoutchouc destiné à la consommation courante reçut satisfaction pendant le reste de l'année, c'est parce que la tendance antérieure de la production de caoutchouc synthétique s'est renversée et que la production du caoutchouc naturel s'est intensifiée de façon extraordinaire, surtout dans les petites plantations d'Indonésie. Cependant, la demande des gouvernements et de l'industrie aux fins de constitution de stocks est devenue pour ainsi dire illimitée et les prix en dollars, qui ne cessaient de monter, ont subi pendant l'été une hausse si brutale qu'au mois de novembre, ils étaient égaux à quatre fois et demie les prix d'août 1949 ; depuis lors, à la différence des prix en sterling, ces prix n'ont pas varié beaucoup.

3. Les perspectives de la situation de l'offre en 1951

Ce n'est pas en puisant davantage encore dans les stocks que l'on peut espérer atténuer de façon sensible les pénuries de matières premières dont souffre aujourd'hui l'industrie européenne. Les stocks de charbon et d'acier restent faibles au regard de la consommation et ne sauraient guère être réduits davantage. Les stocks de bois ont déjà tellement baissé dans bien des pays que la continuité de la production s'en trouve compromise et, d'une manière générale, il ne semble pas que beaucoup de gouvernements ou d'industries puissent risquer d'épuiser davantage leurs stocks de matières premières à un moment ou ils n'ont aucune certitude de pouvoir les reconstituer. Il faudra donc que l'Europe compte sur sa propre production courante et sur les importations pour se procurer les approvisionnements en matières premières qui sont nécessaires au maintien et au développement de sa production industrielle.

L'état des approvisionnements dans les pays de l'Europe orientale et dans l'Union soviétique ne peut être étudié en détail, faute de renseignements, notamment en ce qui concerne les tendances actuelles. Comme ces pays ont été habitués à compter sur leurs ressources propres plutôt que sur les importations, leurs plans économiques s'efforcent d'assurer un développement équilibré de la production à chacune des diverses phases du processus de production. Il est cependant probable que, dans des pays où l'industrialisation fait des progrès si rapides, certaines industries se trouveront parfois en avance ou en retard sur telles autres, ce qui peut provoquer temporairement des goulots d'étranglement pour certaines matières premières.

La difficulté la plus grave qu'ait eu récemment à résoudre l'Europe orientale a été, semble-t-il, celle que présentait le développement de la production de pétrole. La production réunie de la Roumanie, de la Hongrie et de la Pologne a, il est vrai, dépassé en 1950 de 10% celle de l'année précédente, mais elle était encore de 15% inférieure au chiffre de 1938. On ignore si, dans leurs échanges commerciaux avec l'Union soviétique, ces pays de l'Europe orientale sont exportateurs nets ou importateurs nets de pétrole, mais la production de l'Europe orientale et de l'Union soviétique réunies n'a en 1950 dépassé que de 17% celle d'avant guerre. Au cours de cette année, la Hongrie et la Pologne se sont l'une et l'autre efforcées de réserver le pétrole et les huiles de graissage aux fins les plus essentielles : en Hongrie, on a, à cet effet, réquisitionné toutes les voitures privées. Les grands progrès que fait la production de carburant diesel dans l'Union soviétique semblent indiquer qu'à la longue, les moteurs diesel remplaceront de plus en plus, sur les camions et les tracteurs, les moteurs à essence qui sont moins économiques ; d'autre part, on procède actuellement à des essais de tracteurs à propulsion électrique.

Le problème des matières premières, tel qu'il se pose en Europe orientale et dans l'Union soviétique, n'a toutefois guère d'influence sur l'offre et la demande dans le reste du monde, car le commerce de ces pays avec les pays appartenant à une autre région que la leur a été réduit au minimum, sauf pour le caoutchouc et la laine, encore que, même dans le cas de ces produits, les importations de l'Europe orientale et de

l'Union soviétique ne représentent qu'une part relativement faible de la production mondiale.

D'une façon générale, le chiffre de la consommation de matières premières par habitant dans cette région est relativement faible : il atteint les deux tiers de la consommation par habitant de l'Europe occidentale dans le cas de l'acier, la moitié à peu près dans le cas de la plupart des métaux non ferreux et du coton, et un pourcentage plus faible encore dans le cas de la laine.

L'approvisionnement en charbon

On prévoit que 12 millions de tonnes de charbon d'Amérique arriveront dans les ports d'Europe occidentale en 1951, et les importations en provenance de Pologne pourraient, de leur côté, augmenter d'environ 1 million de tonnes, ce qui les porterait à nouveau au chiffre de 1949. Les frais de transport, qui sont élevés, pourraient être généralement abaissés si l'on supprimait les parcours inutiles, mais les importateurs hésitent à renoncer aux contrats qu'ils ont déjà conclus, soit en raison des concessions de prix qui leur ont été faites, soit par crainte de créer des précédents. On s'efforce cependant de distribuer de façon rationnelle le charbon des Etats-Unis et de répartir équitablement le supplément de coût des importations.

L'effectif de la main-d'œuvre dans les mines britanniques a commencé à augmenter légèrement et, au mois de mars 1951, il dépassait de 2% le chiffre le plus bas qui ait jamais été atteint, à savoir celui de novembre 1950. Il importe de relever que ce renversement de la tendance a eu lieu après les légères augmentations de salaires accordées en octobre 1950 [1] et que si l'effectif net des mineurs a commencé à augmenter, c'est surtout parce que la proportion de ceux d'entre eux qui abandonnaient la mine a diminué et non pas parce que l'embauche a augmenté. Le rendement par poste continue à s'améliorer d'une façon constante mais lente et le Gouvernement escompte qu'en 1951, la production globale dépassera de 3 à 6 millions de tonnes celle de 1950.

En Allemagne occidentale, on escompte dans les milieux autorisés [2] que la production dépassera de 12 millions de tonnes celle de 1950. La production n'en demeurerait pas moins bien inférieure au volume d'avant guerre, comme ce serait d'ailleurs le cas pour la production prévue au Royaume-Uni.

Au total, l'augmentation de la production en Europe occidentale et les importations en provenance de l'extérieur ne peuvent guère permettre à l'Europe occidentale d'augmenter sa consommation de charbon de plus de 5% en 1951, étant donné surtout que l'on a puisé abondamment dans les stocks en 1950 et que ceux-ci, dans certains cas, ont besoin d'être reconstitués. Il est extrêmement difficile d'évaluer la mesure dans laquelle la limitation de l'approvisionnement en charbon aura pour effet de limiter aussi la production industrielle. Dans certains pays, comme le Royaume-Uni, la consommation de charbon en dehors de l'industrie est importante et on peut la réduire de façon qu'une certaine augmentation des disponibilités globales permette d'augmenter dans des proportions plus considérables l'approvisionnement destiné à l'industrie ; dans d'autres pays, la quantité de charbon consommée par les particuliers est moins forte et les restrictions apportées à l'approvisionnement de l'industrie seront d'autant plus rigoureuses. Cependant, même sur une brève période, il n'y a pas de relation très étroite entre la consommation de charbon et la production de l'industrie, car il est possible de réaliser, par des moyens techniques, de fortes économies et d'employer de façon très diverse et très variée le charbon destiné au chauffage central dans les usines. La production de l'industrie se trouverait beaucoup plus gênée si on ne réussissait pas à produire assez d'électricité, mais là encore, le résultat dépend pour beaucoup de la préférence qui sera ou qui ne sera pas accordée aux centrales électriques en fait d'attribution des approvisionnements en charbon ainsi que des caprices des circonstances atmosphériques qui déterminent l'alimentation en eau des réservoirs des centrales hydro-électriques.

L'acier et la pénurie des matières entrant dans la fabrication de l'acier

A la fin de 1950, la demande d'acier en Europe dépassait l'offre, les prix se raffermissaient et les carnets de commandes s'allongeaient, bien que la production des industries consommatrices d'acier ne fût pas encore entravée par une véritable pénurie de ce produit. Si l'on considère les plans et la capacité actuels, en tenant compte des nouvelles installations industrielles

[1] Les salaires ont été augmentés à nouveau au mois de février 1951.

[2] D'après le rapport présenté à l'O.E.C.E. par le Gouvernement de la République fédérale concernant les programmes pour 1950/51-1952/53, Bonn, février 1951.

qui entrent en fonctionnement, la production d'acier brut dans l'ensemble de l'Europe pourrait atteindre 70 millions de tonnes en 1951, contre une production effective de 61 millions de tonnes en 1950 et de 55 millions de tonnes en 1949. Cette augmentation possible serait, pour les deux tiers à peu près, le résultat d'une utilisation plus complète de la capacité existante de plusieurs pays de l'Europe occidentale — France, Belgique et Luxembourg — où la production a été faible en 1950, ainsi que de l'Allemagne occidentale, où la production pourrait être portée à quelque 13 millions et demi de tonnes. Les autres pays européens se sont, en 1950, rapprochés davantage du maximum de leur capacité et ils ne sauraient donc relever prochainement leur production dans une aussi forte mesure. Au Royaume-Uni — pays qui, à lui seul, a produit le quart de la totalité de l'acier fabriqué en Europe en 1950 — on ne saurait s'attendre à des progrès importants avant la fin de l'année 1951, date à laquelle entrera en fonctionnement une nouvelle aciérie dont on estime qu'elle pourra produire environ 750.000 tonnes d'acier.

Pour que la production augmente de 9 millions de tonnes, c'est-à-dire d'environ 15%, en 1951, il faudrait que l'utilisation de la capacité ne soit pas gênée par une pénurie de matières entrant dans la fabrication de l'acier. Or, les perspectives ne sont pas encourageantes : le manque de coke freinait déjà la production d'acier de l'Allemagne occidentale au début de 1951 et la pénurie de ferraille est maintenant devenue générale, sans avoir encore exercé toutefois une influence réelle sur la production courante, sinon dans certains cas isolés.

L'apparition d'un problème de la ferraille, qui affecte les perspectives d'avenir de la production d'acier aussi bien en Europe orientale qu'en Europe occidentale, succède à une période où la consommation de ferraille a pu être exceptionnellement forte [1] grâce aux approvisionnements provenant des destructions dues à la guerre et où elle était favorisée par la pénurie et le prix relativement élevé du coke. En 1949, l'Allemagne occidentale avait exporté 3 millions de tonnes de ferraille, dont les deux tiers étaient allés au Royaume-Uni. L'épuisement progressif de la ferraille de guerre et l'augmentation de la production d'acier de l'Allemagne occidentale ont eu pour effet de réduire les approvisionnements de ferraille en provenance de cette région : les exportations de ferraille à destination du Royaume-Uni ont été, en 1950, de 2 millions de tonnes, dont les trois quarts ont été expédiés pendant le premier semestre de l'année ; en 1951, il est peu probable que le total des exportations de l'Allemagne occidentale dépasse un million de tonnes. Il est vrai que la ferraille de guerre ne représente qu'une catégorie de « vieux fers » et que ces derniers, à leur tour, ne constituent qu'une partie — la moitié à peu près en Europe occidentale en 1950 — du total de la ferraille utilisée dans la production de l'acier et, même si les méthodes de ramassage s'améliorent, il n'est guère probable que les approvisionnements en autres ferrailles augmentent dans des proportions suffisantes pour compenser la diminution du volume de la ferraille de guerre, car ces autres ferrailles sont constituées par les « chutes d'aciéries » et les « chutes d'industries mécaniques », c'est-à-dire par les déchets provenant soit de la production de l'acier dans les établissements sidérurgiques eux-mêmes, soit des opérations des industries consommatrices d'acier. Cela revient à dire que, si l'on veut produire quelque 9 millions de tonnes d'acier de plus, il faudra tirer cet acier surtout de la fonte ; en d'autres termes, les disponibilités en minerai de fer et en coke devront augmenter.

Or, le minerai de fer lui-même pose un grave problème [2]. La consommation européenne a été, aussi bien en 1949 qu'en 1950, d'environ 31 millions de tonnes de métal contenu [3]. De son côté, la production européenne est restée relativement constante à un niveau qui n'a été que légèrement inférieur, le volume des importations en provenance de pays extra-européens dépassant celui des exportations de minerai suédois vers les Etats-Unis. A supposer que ces exportations — dont le taux annuel est actuellement d'environ 1.200.000 tonnes — n'augmentent pas, il est possible que les pays européens soient en mesure d'augmenter leurs importations nettes en provenance de sources extérieures [4], quoiqu'ils se heurtent à une

[1] Comme on l'a indiqué au Chapitre 2, il semble ressortir de la comparaison de la production de fonte et de la production d'acier de l'Union soviétique que, dans ce pays aussi, le rapport de la consommation de ferraille à la production d'acier s'est sensiblement élevé.

[2] On trouvera un exposé plus complet de ce problème dans « L'industrie du charbon et l'industrie de l'acier en Europe occidentale », *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 2, N° 2.

[3] Tous les chiffres relatifs au minerai de fer dans la présente section s'entendent en métal contenu.

[4] Les importations britanniques en provenance de Terre-Neuve, qui étaient tombées de 300.000 tonnes en 1949 à 30.000 tonnes seulement en 1950, remonteront, à ce que l'on prévoit, à 520.000 tonnes en 1951.

forte concurrence du fait de l'augmentation de la demande aux Etats-Unis. Cependant, la part de beaucoup la plus importante de l'augmentation des besoins de consommation de l'Europe devra être satisfaite au moyen de l'intensification de la production européenne elle-même. Il n'y a aucune raison d'ordre technique qui empêche la production européenne d'augmenter avec le temps dans des proportions importantes. L'Europe possède d'abondantes réserves de minerais riches en Suède et de minerais moins riches en France ; or, en Suède, la production en 1950 n'a pas dépassé celle de 1938, et en France, elle a été inférieure d'un million de tonnes au chiffre de 1938, année où elle avait déjà beaucoup baissé par rapport à 1929. Mais, en réalité, on ne peut guère espérer que les investissements dans les mines, la construction de logements pour les mineurs et le matériel de transport, qui sont indispensables à l'intensification de la production, puissent s'effectuer à un rythme assez rapide pour que l'Europe soit en mesure de suffire entièrement à ses besoins dans un avenir rapproché. On peut escompter un certain développement de la production de minerai de fer au moyen de la capacité d'extraction actuelle des deux pays précités ainsi que d'autres pays européens, mais cette augmentation saurait à peine suffire en même temps à compenser la pénurie de ferraille et à satisfaire les besoins supplémentaires créés par l'expansion rapide de la production d'acier.

Etant donné la pénurie générale de charbon, il sera difficile aussi de trouver une quantité de coke suffisante pour permettre l'augmentation potentielle de la production d'acier, surtout si l'on doit remplacer pour une part la ferraille par du minerai : il est vrai que l'on pourrait atténuer cette difficulté en important du charbon à coke des Etats-Unis et — dans les pays où le charbon propre à la cokéfaction est concurremment employé à d'autres usages — en approvisionnant par priorité les fours à coke. Il se peut aussi que l'on réussisse, grâce à des aménagements techniques, à transformer en coke métallurgique des charbons qui ne sont pas normalement considérés comme des « charbons à coke ». Les pays de l'Europe occidentale ont produit, en 1950, 65 millions de tonnes de coke et ils envisagent de porter cette production à 78 millions de tonnes en 1951. Malgré cette augmentation, il y aura encore dans certains pays un excédent de capacité de cokéfaction.

Ainsi, il serait possible d'utiliser à plein la capacité de fabrication d'acier de l'Europe en 1951 et de parvenir à augmenter la production de 14% par rapport à 1950, si l'on prenait des mesures très énergiques pour extraire plus de minerai et produire davantage de coke, ainsi que pour remplacer la ferraille par les minerais disponibles, quelle qu'en soit la qualité. En outre, bien qu'un certain nombre de pays établissent actuellement des plans pour intensifier la collecte de la ferraille, il y a encore bien d'autres possibilités d'amélioration et l'on pourrait recourir davantage au mécanisme des prix. Pour que toutes ces mesures soient prises, il faut que la collaboration internationale soit poussée assez loin ; si ces mesures échouaient, la production d'acier ne pourrait probablement pas dépasser de beaucoup le chiffre atteint au dernier trimestre de 1950.

Le bois

A en juger d'après les tendances constatées dans les livraisons effectuées au titre de contrats antérieurs et d'après les contrats récemment conclus en vue de livraisons futures, il semble que le Royaume-Uni souhaite porter en 1951 ses importations globales de sciages résineux de 4 à 8 millions de mètres cubes, et cela surtout aux fins de stockage. S'il n'était pas possible de trouver hors d'Europe ces quantités supplémentaires de bois, une augmentation aussi forte de la demande d'un seul pays — augmentation qui équivaut à près de 40% de l'excédent global exportable des pays exportateurs européens en 1950 — pourrait avoir de graves répercussions sur l'approvisionnement en bois de l'industrie des autres pays.

Mais, en réalité, il paraît probable que cette décision n'aura d'autre effet que de faire monter le prix du bois, et les quantités disponibles pour les pays de l'Europe continentale ne diminueront guère. Peut-être l'Allemagne occidentale recevra-t-elle en 1951 un peu moins de bois qu'il ne lui en faudrait pour pouvoir continuer à développer au même rythme que jusqu'ici son programme de construction de logements, mais cela sera dû moins à une pénurie proprement dite qu'à la position difficile de ce pays dans le cadre de l'Union européenne de paiements.

Ce qui peut rétablir la situation, c'est l'augmentation probable de l'excédent exportable de l'Amérique du Nord. On prévoit que la production de bois aussi bien au Canada qu'aux Etats-Unis augmentera quelque peu, et d'autre part, le Gouvernement des Etats-Unis ayant imposé des restrictions à la construction des

bâtiments non indispensables, la demande de bois canadien devrait être aux Etats-Unis inférieure à ce qu'elle a été au cours du mouvement d'expansion de l'industrie du bâtiment en 1950. Le Royaume-Uni a déjà passé des commandes au Canada pour environ 2 millions et demi de mètres cubes (ce chiffre comprend certaines quantités qui restent à livrer au titre de contrats antérieurement conclus), et il espère pouvoir en acheter autant qu'il voudra à un prix, il est vrai, très élevé, soit 55 livres sterling le standard f.o.b., majoré de 35 livres sterling pour le transport. D'une façon générale, il ne semble pas probable que, si les navires ne manquent pas pour le transport, la situation de l'approvisionnement en bois d'œuvre doive entraver les progrès de la production de l'Europe en 1951 plus que dans les années précédentes.

Métaux non ferreux [1]

Le processus de transformation des minerais non ferreux en métaux finis est long et compliqué ; il comporte des phases nombreuses et diverses de production. Tout d'abord, le minerai, dont la teneur en métal est généralement faible et qui peut contenir plus d'un métal, est réduit en concentrés en partie pour diminuer les frais de transport. A partir des concentrés, on obtient le métal par fusion ; vient ensuite l'affinage du métal qui est porté à un degré plus ou moins grand de pureté. Ces opérations sont souvent effectuées en des points du globe très éloignés les uns des autres et comme, à chaque phase, les produits font l'objet d'un commerce considérable entre les pays, des difficultés d'approvisionnement peuvent donc se présenter en n'importe lequel de ces points. Actuellement, pour la plupart des métaux non ferreux, ces difficultés se présentent au cours des premières phases du processus de production, c'est-à-dire lors de l'extraction des minerais, dont les gisements sont en général situés hors d'Europe. Les gouvernements européens ne peuvent donc pas faire grand-chose eux-mêmes si tant est qu'ils puissent faire quoi que ce soit pour accroître directement leur approvisionnement en métaux [2].

L'expansion de la production mondiale de cuivre est pour une bonne part fonction de l'installation d'équipements nouveaux, aussi bien dans les mines actuellement exploitées que dans les mines marginales dont l'exploitation peut être rentable, étant donné le prix auquel ce métal se vend maintenant. Il n'est pas probable que la production des Etats-Unis continue à se développer aussi vite qu'elle a fait en 1950 — année où les progrès enregistrés étaient surtout dus au fait qu'en 1949, la production avait été faible — et l'on n'escompte qu'une augmentation assez réduite en 1951. En Afrique, c'est l'insuffisance des approvisionnements en charbon et celle des installations ferroviaires qui limitent la production de cuivre ; au Chili, la production croissante des sulfures dans les minerais extraits suscite des difficultés aux phases ultérieures de la production. Dans ces conditions, il est peu probable qu'en 1951, la production mondiale de cuivre dépasse de plus de 5 à 7% celle de 1950. On ne saurait escompter non plus un taux d'accroissement plus élevé dans le cas des principaux autres métaux non ferreux, aluminium excepté. Les prix de l'étain sont relativement élevés, mais il est peu probable qu'ils influent beaucoup sur la production, d'une part, à cause de l'incertitude due à la proportion considérable de la production qui est versée aux stocks, et, d'autre part, pour des raisons d'ordre technique : on procède, en effet, actuellement, en Malaisie et au Siam, à l'installation de nouvelles dragues et à la réparation des anciennes, mais un certain nombre d'autres dragues doivent subir des réparations importantes et, en Malaisie, une pénurie persistante d'électricité limite la production de certaines mines. Dans le cas du zinc, une partie importante de la production globale est fournie par de petits producteurs, et les récentes hausses de prix devraient contribuer à maintenir le développement de la production à peu près au taux des deux dernières années. Pour l'aluminium, la situation se présente tout autrement, en raison surtout des grands efforts que font les Etats-Unis et le Canada pour accroître fortement leur capacité. Bien que ces mesures ne puissent pas donner de résultats avant plusieurs années, on prévoit que, dès 1951, la production de ces deux pays se trouvera accrue de 170.000 tonnes et que, d'autres pays s'efforçant aussi de développer leur capacité, la production mondiale augmentera de 15% environ par rapport au chiffre de 1950.

Outre les métaux tirés de minerais (que l'on peut appeler « primaires »), les métaux récupérés à partir des déchets (ou métaux « secondaires ») contribuent

[1] Voir au Tableau 31 les évaluations relatives à l'année 1951.

[2] Seul l'aluminium fait exception. Il ne serait pas difficile d'augmenter les approvisionnements en bauxite, mais, depuis quelque temps, le tiers seulement environ de la bauxite extraite sert à la production d'aluminium, le reste étant utilisé par l'industrie chimique ; on pourrait, s'il le fallait, accroître cette proportion. L'essentiel, dans cette éventualité, est de pouvoir disposer de grandes quantités d'électricité.

beaucoup à l'approvisionnement en métaux non ferreux [1], en particulier en cuivre et en plomb et, pour les Etats-Unis, en étain. Aux Etats-Unis, en 1948, par exemple, la production de ces métaux secondaires atteignait 60 % de la production primaire pour le plomb, 40 % pour le cuivre, et 30 % pour l'étain. On ne possède pas de données comparables pour l'Europe, mais on sait qu'au Royaume-Uni, la production secondaire de plomb et de cuivre est bien supérieure à ce qu'elle était avant la guerre. On ne prévoit guère qu'il y ait, d'ici un ou deux ans, augmentation appréciable du taux de ramassage ou d'utilisation des déchets dans les pays européens : la plus grande partie des déchets de cuivre et de plomb provenant des destructions dues à la guerre a déjà été utilisée, et il faudrait construire de nouvelles installations de désétamage pour que la production secondaire puisse renforcer sensiblement les approvisionnements de l'Europe en étain.

Etat de l'approvisionnement en soufre

Il ressort des chiffres des Tableaux 32 et 33 que la production des Etats-Unis et la politique générale suivie par ce pays en matière de soufre sont pour ainsi dire les seuls facteurs déterminants de l'abondance ou de la rareté des approvisionnements de l'Europe en soufre naturel provenant d'autres parties du monde. Aux Etats-Unis, il semble que les perspectives d'approvisionnement soient conditionnées, d'une part, par la nécessité de prévenir à la fois une nouvelle diminution des stocks et l'épuisement rapide des réserves du sous-sol et, d'autre part, par le fait que les producteurs hésitent à entreprendre de nouveaux investissements onéreux pour développer la capacité de production sans savoir si la demande se maintiendra longtemps encore au niveau actuel. Bien que, pendant le premier trimestre de 1951, la production se soit maintenue à un taux sensiblement supérieur à la moyenne de 1950, il ne semble pas que, pour l'année entière, la production de 1951 doive dépasser celle de 1950. Cet état de choses entraînera, par rapport au niveau atteint pendant le second semestre de 1950, une réduction assez forte des quantités disponibles pour la consommation intérieure et l'exportation, surtout si, pour les raisons exposées à la Section 2, on veut éviter de puiser davantage dans les stocks. Cette réduction s'opérera en grande partie au détriment des exportations : les quantités attribuées à toutes les « nations amies » pour le deuxième trimestre de 1951 ont été finalement fixées à un chiffre correspondant à un million de tonnes par an, au lieu d'un million et demi de tonnes effectivement exportées en 1950. L'écart représente approximativement la quantité prélevée sur les stocks en 1950 ; les quantités totales disponibles aux Etats-Unis pour les besoins intérieurs courants demeureront donc à peu près les mêmes qu'en 1950, à moins que l'on ne veuille augmenter le volume des stocks.

Au deuxième trimestre, 38 % de la quantité totale de soufre destinée par les Etats-Unis à l'exportation ont été réservés au Royaume-Uni ; cette quantité représente 90 % de la moyenne trimestrielle des importations britanniques en provenance des Etats-Unis pendant l'année 1950. Le solde disponible pour les autres pays devrait donc être réduit de plus de 40 % ; mais, comme on l'a vu précédemment, les autres pays de l'Europe occidentale ne sont pas, pour leur approvisionnement en soufre, tributaires des Etats-Unis au même degré que le Royaume-Uni.

Il est peu probable que les autres sources d'approvisionnement en soufre puissent permettre de remédier de façon appréciable à l'insuffisance des exportations américaines vers l'Europe. Pour augmenter la production de soufre naturel en Sicile, il faudrait mécaniser davantage l'exploitation, et pour que l'Espagne, qui est le plus gros producteur de pyrites, puisse développer sa production, il lui faudrait également plus de machines et plus d'énergie électrique. C'est aussi le manque d'électricité qui freine l'extraction des pyrites en Norvège. Les Etats-Unis pourraient, eux aussi, accroître considérablement leur production de pyrites, mais il faudra plusieurs années pour que les investissements nécessaires soient à même de donner des résultats. En tout état de cause, il serait impossible, pour le moment, que la consommation de pyrites augmente beaucoup, car il faut un certain temps pour que les usines qui fabriquent de l'acide par grillage du soufre puissent être transformées en vue de l'utilisation des pyrites ou pour que de nouvelles usines soient installées. On s'emploie actuellement à développer la récupération du soufre à partir des sous-produits de la fabrication du gaz de ville ou du raffinage du pétrole, mais ces sources ne fournissent encore que 5 % des quantités totales consommées en Europe occidentale. On s'applique également, surtout

[1] Toutefois, en ce qui concerne les déchets d'aluminium, les approvisionnements sont relativement peu importants, car l'emploi de ce métal ne s'est répandu que beaucoup plus tard que celui des autres métaux ; la majeure partie de l'aluminium secondaire produit ces dernières années provenait d'avions militaires réformés.

au Royaume-Uni, à utiliser davantage d'autres matières premières contenant du soufre — blende et anhydrites — mais on ne saurait espérer en tirer de quoi remédier à la pénurie actuelle dans des proportions importantes avant au moins deux ans. Il est difficile d'évaluer, même approximativement, la mesure dans laquelle chacune de ces sources contribuera à l'approvisionnement de l'Europe en 1951, mais, dans l'ensemble, on peut dire que la consommation de soufre ne dépassera sans doute pas de beaucoup le chiffre de 1950, étant donné surtout que, cette année-là, on avait puisé dans les stocks. Le Royaume-Uni a déjà réduit les livraisons aux consommateurs d'un tiers par rapport aux quantités consommées pendant la période d'avril à septembre 1950 ; quant à l'Italie, elle peut se suffire à elle-même, et, dans la plupart des autres pays, la situation s'établira entre ces deux extrêmes.

Fibres textiles

Il ne semble pas que l'Europe occidentale puisse, même si l'on puise abondamment dans les stocks, consommer, en 1951, des quantités de coton plus grandes que pendant l'année précédente. Aux Etats-Unis, les restrictions imposées à l'étendue des superficies plantées en coton ont été levées et l'on prévoit que la récolte de 1951/52 sera d'environ 3 millions et demi de tonnes, comme en 1949/50 ; toutefois, étant donné que la demande américaine ne cesse d'augmenter, cette production élevée elle-même ne suffira sans doute pas à permettre aux exportations d'atteindre le même volume qu'en 1949/50 ; aux Etats-Unis comme en Europe, les stocks sont faibles et il ne semble pas qu'ils puissent être réduits davantage, car la nouvelle récolte pourrait ne pas répondre aux prévisions. Il paraît donc improbable que la situation en matière de coton s'améliore nettement avant l'année civile 1952.

La production mondiale de laine de la campagne 1950/51 ne dépassera que légèrement, croit-on, le chiffre de 1949/50. Les difficultés auxquelles on se heurte pour développer la production sont à longue échéance ; dans l'immédiat, l'influence des prix élevés actuellement pratiqués ne peut être qu'assez faible, puisqu'on ne tond pas les plus jeunes moutons. On pourrait probablement puiser encore dans les stocks, mais si les stocks stratégiques absorbent, comme on le prévoit, 20.000 à 30.000 tonnes de laine, on ne disposera plus, pour la consommation courante, que de quantités qui seront en fait moins importantes qu'en 1949/50. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que le taux de la consommation mondiale devra baisser par rapport au niveau élevé atteint pendant l'année civile 1950. Il se peut qu'en réduisant les stocks, l'Europe occidentale puisse consommer, pendant l'année civile 1951, la même quantité de laine qu'en 1950, mais, par la suite, il ne faudra plus compter pouvoir abaisser davantage le niveau des stocks.

La pénurie d'acide sulfurique aura une répercussion grave sur l'industrie de la rayonne ; au Royaume-Uni, malgré la réduction rigoureuse des quantités d'acide destinées à la fabrication d'engrais, on prévoit que la production de rayonne sera diminuée de 15% et, dans d'autres pays de l'Europe occidentale, Italie exceptée, elle baissera sans doute dans la même proportion. Cette diminution de la production de rayonne et les limitations imposées aux approvisionnements en coton et en laine feront probablement tomber en 1951 la production européenne globale de textiles bien au-dessous du chiffre de 1950.

Caoutchouc

Bien que les prix pratiqués actuellement pour le caoutchouc naturel soient élevés, on s'attend à une amélioration de l'offre de caoutchouc, même de caoutchouc synthétique, beaucoup plus sensible que dans le cas des principales autres matières premières. Aux Etats-Unis, on espère, grâce à la remise en service d'anciennes usines, pouvoir porter la production de caoutchouc synthétique de 540.000 tonnes en 1950 à 800.000 tonnes environ en 1951 ; il est probable également que la production de caoutchouc naturel

Notes du tableau 37

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

a Non compris les stocks stratégiques.

b Pour l'étain, chiffres les plus récents dont on dispose ; généralement fin décembre, sauf dans le cas des Etats-Unis, pour lesquels les chiffres les plus récents se rapportent à fin novembre. Pour le zinc, à la consommation, le chiffre relatif aux Etats-Unis se rapporte à fin novembre.

c Le chiffre relatif aux stocks à la production n'est pas connu, mais on a supposé qu'il était égal à celui de la fin de 1948.

d Y compris les grands producteurs mondiaux autres que l'Australie, le Japon, la Norvège, la Suède, l'U.R.S.S. et la Yougoslavie.

e Y compris les concentrés ou le métal en cours de transport.

f Pour le coton, les stocks s'entendent au 1er août et, pour la laine, au 1er juillet.

g Non compris les stocks du Gouvernement des Etats-Unis pour toutes les années, les stocks du Royaume-Uni à partir de 1948, et les stocks du Gouvernement français à partir de 1949.

Tableau 37. — STOCKS VISIBLES DE CERTAINES MATIÈRES PREMIÈRES [a]

Situation des stocks en fin d'année — *En milliers de tonnes*

Produit	Pays	Articles compris dans la série	1947	1948	1949	1950 [b]
Aluminium	Etats-Unis	Métal neuf aux installations de réduction	14	12	26	..
Cuivre	Pays rattachés au Royaume-Uni	Concentrés	..	31	29	37
	Etats-Unis	« Blister » et raffiné, à la production	255	231	286	..
	Etats-Unis	Raffiné, à la consommation	384	344	322	263
	Royaume-Uni	« Blister » et raffiné. Stocks détenus par les producteurs, l'Etat et les consommateurs	138 [c]	148	145	115
	Autres pays rattachés au R.-Uni	« Blister » et raffiné, à la production	..	71	93	68
		Total, moins les concentrés	..	794	846	..
	Etats-Unis	Raffiné, à la production	69	87	105	44
	Autres producteurs [d]	Raffiné, à la production	131	159	134	127
		Total	200	246	239	171
Plomb	Pays rattachés au Royaume-Uni	Concentrés	..	21	26	28
	Etats-Unis	Minerai, matte et plomb en cours de transformation dans les fonderies	70	69	87	63
		Total pour les concentrés, etc.	..	90	113	91
	Etats-Unis	Lingots de plomb argentifère et aurifère et plomb raffiné, à la production	46	64	96	61
	Etats-Unis	Raffiné, doux et antimonial, à la consommation	67	88	74	92
	Royaume-Uni	Raffiné, détenu par l'Etat et les consommateurs	41	20	52	63
	Autres pays rattachés au R.-Uni	Raffiné, à la production	..	33	20	21
		Total, moins les concentrés	..	205	242	237
Zinc	Pays rattachés au Royaume-Uni	Concentrés	..	192	227	243
	Etats-Unis	Métal, à la production	62	19	85	8
	Etats-Unis	Métal, en transit, destiné aux consom. et métal détenu par les consom.	81	97	84	66
	Royaume-Uni	Métal, à la production et stocks détenus par l'Etat et les consommateurs	33 [c]	48	66	38
	Autres pays rattachés au R.-Uni	Métal, à la production	..	17	21	12
		Total, moins les concentrés	..	181	256	124
Etain	Etats-Unis	Concentrés [e]	23,6	24,8	24,4	20,3
	Royaume-Uni, Belgique et Pays-Bas	Concentrés [e]	13,1	15,6	11,3	7,9
	Reste du monde	Concentrés [e]	20,8	14,6	16,5	10,9
		Total	57	55	52	39
	Etats-Unis et Canada	Stocks de métal, à la production [e]	34,1	27,5	25,0	27,0
	Royaume-Uni, Belgique et Pays-Bas	Stocks de métal, à la production [e]	10,5	16,4	16,4	8,7
	Reste du monde	Stocks de métal, à la production [e]	12,6	13,0	20,7	8,0
		Total	57,2	56,9	62,1	43,7
	Etats-Unis	Stocks de métal, à la consommation	14,9	14,9	13,5	23,3
	Reste du monde	Stocks de métal, à la consommation	7,7	9,4	6,5	14,8
		Total	22,6	24,3	20,0	38,1
		Total des stocks de métal des producteurs et des consommateurs	79,8	81,2	82,1	81,8
Soufre *(naturel)*	Etats-Unis	Stocks des producteurs, à la mine, en transit et en entrepôts	3.425	3.277	3.149	2.696
	Royaume-Uni	Stocks de l'Etat et des consommateurs	84	86	101	82
Coton [f]	Etats-Unis	Stocks à la production et à la consommation	557	678	1.163	1.506
	Royaume-Uni	Stocks à la production et à la consommation	441	303	352	303
	Reste du monde	Stocks à la production et à la consommation	2.632	1.803	1.333	1.467
		Total	3.630	2.784	2.848	3.276
Laine [f] *(lavée)*	Monde	Stocks des Etats et des exportateurs	502	321	232	65
	Monde	Stocks des importateurs, des négociants et des consommateurs	675	682	639	697
		Total	1.177	1.003	871	762
Caoutchouc [g]	Régions productrices	Naturel	233	239	241	249
	Etats-Unis	Naturel	131	144	108	89
	Etats-Unis	Synthétique	63	117	100	55
	Royaume-Uni	Naturel et synthétique	131	53	41	40
	Reste du monde	Naturel et synthétique	385	361	359	426
		Total	943	914	849	859

(Pour les notes, voir page ci-contre.)

sera plus abondante et, en admettant même que celle-ci ne dépasse pas le taux du dernier trimestre de 1950, la production mondiale de caoutchouc — naturel et synthétique — devrait augmenter de 25% environ en 1951. On peut donc prévoir que l'insuffisance de l'offre ne continuera vraisemblablement pas à limiter la consommation industrielle de caoutchouc, même si l'on tient compte des quantités qui, conformément aux plans actuels, seront versées dans les stocks d'Etat.

Disponibilités en matières premières et production industrielle

Les matières de base qui risquent de faire le plus défaut en Europe sont le charbon et l'acier, et, en outre, au Royaume-Uni, le soufre. Le charbon est si universellement employé dans tous les secteurs de la production que, fût-il l'unique facteur de restriction, il serait impossible de prévoir dans quelle mesure la production globale s'en trouverait affectée, sans procéder à une évaluation assez précise de sa répartition entre les différentes industries. Mais, quoi qu'il advienne des disponibilités en charbon, il semble tout à fait certain qu'en raison de la pénurie de minerai de fer, la production d'acier ne sera pas suffisante pour permettre soit à l'industrie sidérurgique, soit au groupe nombreux des industries consommatrices de métaux, de contribuer pleinement à l'augmentation de la production industrielle qui, selon les prévisions du Chapitre 2, doit pouvoir atteindre 13%. Il ne semble pas non plus que cette insuffisance de la production dans un groupe d'industries puisse, dans le court espace d'une année, être compensée par un déplacement de la main-d'œuvre vers d'autres industries disposant de matières premières en quantités suffisantes.

Il se peut qu'en 1951, la pénurie de charbon et d'acier soit en réalité plus grave encore qu'il ne paraîtra au cours de l'année, en ce sens que, dans certaines branches d'industrie qui ont pu être affectées par la pénurie de ces deux matières essentielles, le manque de métaux non ferreux plus spéciaux a peut-être déjà provoqué une baisse de la production. Il est à peu près certain, comme on l'a vu, que les proportions dans lesquelles augmenteront les disponibilités mondiales en métaux non ferreux de toute sorte, sauf en aluminium, seront modestes par rapport à l'ampleur de la demande potentielle. Dans quelle mesure l'Europe bénéficiera-t-elle de cet accroissement des disponibilités ? On en est réduit, sur ce point, aux conjectures. Les deux facteurs qui détermineront le volume de matières premières que l'Europe pourra importer échappent totalement à la volonté des pays européens ; cela dépendra en premier lieu du rythme plus ou moins rapide de la production d'armements aux Etats-Unis et de la mesure dans laquelle la production des autres secteurs se trouvera réduite et, en second lieu, de l'ampleur des stocks constitués par les Etats-Unis, facteur non économique qui est fonction de l'opinion que le Gouvernement des Etats-Unis se fera de la situation mondiale du point de vue stratégique. On a dit plus haut qu'en 1949, la constitution de stocks avait contribué à renverser la tendance du mouvement économique, mais qu'en 1950 elle a accentué la pression inflationniste dans le monde entier. Il paraît probable qu'en 1951, le stockage aux Etats-Unis sera moins important qu'en 1950, et cela en partie parce que l'on s'est rendu compte qu'un programme plus vaste encore gênerait sérieusement le développement de la production industrielle de l'Europe occidentale.

Les chiffres ci-dessous représentent une évaluation approximative de l'augmentation des disponibilités mondiales destinées à la consommation et au stockage normal en 1951, comparée à l'augmentation constatée en 1950 par rapport à 1948 [1] :

(En milliers de tonnes)

	Accroissement de la production mondiale		Accroissement des quantités ajoutées aux stocks stratégiques		Accroissement des disponibilités mondiales destinées aux usages courants et aux stocks normaux	
	1950 p. rap. à 1948	*1951 p. rap. à 1950*	*1950 p. rap. à 1948*	*1951 p. rap. à 1950*	*1950 p. rap. à 1948*	*1951 p. rap. à 1950*
Aluminium	180	205	—	100	180	105
Cuivre . .	220	140	190	−50 à −80	30	190 à 220
Plomb . .	255	65	145	−120 à −130	110	185 à 195
Etain . . .	15	8 à 13	21	−12 à −23	−6	20 à 34
Zinc . . .	230	130	65	−35 à −65	165	165 à 195

L'évaluation des quantités ajoutées aux stocks est sujette à une forte marge d'erreur. Néanmoins, on croit pouvoir dire que les disponibilités mondiales destinées aux usages courants en 1951 seront, en tout état de cause, supérieures de quelques unités pour

[1] Il serait moins pertinent de comparer 1950 à 1949 à cause du fléchissement temporaire subi par l'activité mondiale au cours de cette année-là. Pour les disponibilités totales, voir le Tableau 31.

cent aux quantités effectivement consommées en 1950 ; l'excédent des quantités disponibles en 1951 par rapport à celles de 1950 variera probablement entre 8 % pour le cuivre et 13 à 22 % pour l'étain. En restreignant avec prudence la consommation destinée à des usages non essentiels, on pourrait sans trop de difficultés maintenir, en 1951, la production des autres secteurs, à la condition toutefois d'empêcher les particuliers de stocker. Cette condition est importante. Tant que les gouvernements, les producteurs, les négociants et les fabricants continuent à garder jalousement leurs stocks, parce qu'ils prévoient une nouvelle hausse des prix et de nouvelles pénuries, il ne servira de rien d'augmenter les disponibilités, car on continuera à avoir l'impression de pénurie et, dans la pratique, il y aura effectivement pénurie. En d'autres termes, pour les métaux non ferreux, l'évolution de la situation dépend sans doute plus de l'anticipation que de tout autre facteur.

En ce qui concerne les fibres textiles, on peut être un peu plus affirmatif : la situation de l'offre pour le coton, la laine et la rayonne rend presque certaine une diminution effective de la production européenne totale de textiles. Ici encore, il ne semble pas qu'il y ait beaucoup de chances que ce fléchissement de la prospérité puisse être compensé par un déplacement de la main-d'œuvre vers d'autres industries produisant des biens de consommation.

D'une manière générale, il est peu probable que la pénurie de matières premières provoque un chômage grave en Europe ; en effet, l'une des caractéristiques des périodes d'inflation est la suivante : les employeurs conservent la main-d'œuvre, même s'ils n'en ont pas besoin pour le moment, de peur qu'elle ne soit plus disponible lorsque la pénurie aura cessé. Ils peuvent agir ainsi sans subir eux-mêmes de pertes, car ils font supporter aux consommateurs l'augmentation du prix de revient qu'entraîne la diminution de productivité inévitable lorsque le même effectif de main-d'œuvre travaille sur une quantité réduite de matières premières. Le résultat le plus probable pour l'ensemble de l'Europe sera donc que la productivité augmentera beaucoup moins qu'elle ne ferait si des considérations d'ordre technique étaient seules en cause. En outre, comme, pour des raisons évidentes, la pénurie se fera plus particulièrement sentir dans les industries qui sont en voie d'expansion et qui, par conséquent, ont sans doute le plus fort rendement (rayonne, engrais, papier, constructions mécaniques), elle aura vraisemblablement une influence néfaste sur le développement de l'industrie européenne dans les années à venir.

Il va sans dire que les industries consommatrices de métaux travaillant pour le secteur civil auront à souffrir de toute pénurie éventuelle beaucoup plus que celles du secteur militaire ; en somme, d'après ce que l'on a constaté jusqu'ici, il semble que les pays de l'Europe occidentale s'efforceront de maintenir l'investissement en capital fixe au voisinage du niveau atteint en 1950. La conclusion semble s'imposer que ce sont surtout les consommateurs privés ou les importateurs étrangers qui subiront les effets des pénuries de matières premières de tous genres. Certains pays, pour des raisons tenant à la balance des paiements, feront de gros efforts pour maintenir les exportations d'articles en métal et pour remplacer ceux-ci sur le marché intérieur par d'autres articles ; en revanche, dans d'autres pays, c'est la demande du marché intérieur qui tendra peut-être à avoir la préférence dans la répartition des ressources disponibles.

4. Les causes fondamentales du déséquilibre entre l'offre et la demande de matières premières

La consommation des Etats-Unis

Il ressort du Tableau 38 que la part des Etats-Unis dans la consommation mondiale de métaux non ferreux est passée, entre 1936-1938 et 1950, de 30 à 60 % environ pour l'aluminium, de 30 à 50 % environ pour le cuivre et le plomb, et de 40 à 50 % pour l'étain et le zinc. Dès avant la guerre, les Etats-Unis consommaient la moitié des approvisionnements mondiaux de caoutchouc et de pâte de bois, et, en 1950, cette proportion s'était encore élevée (pour la pâte de bois, elle avait atteint les deux tiers de la consommation mondiale). La part des Etats-Unis dans la consommation mondiale de coton et de laine a augmenté dans des proportions également importantes. Ces changements — qui ont eu, bien entendu, pour cause le fait que le revenu national des Etats-Unis a augmenté incomparablement plus que celui des autres pays durant l'ensemble de cette période — ont eu des conséquences capitales pour les relations commerciales

entre les Etats-Unis et le reste du monde, ainsi qu'il ressort des chiffres suivants :

Exportations nettes (+) ou importations nettes (—) des Etats-Unis

(En milliers de tonnes)

	1936-1938	*1949*	*1950*	*1950 4e trim.* [a]
Fer et acier	+1.910	+3.700	+970	—1.230
Ferraille	+2.970	— 575	—465	—1.300
Minerai de cuivre, concentrés et métal	+ 88	— 383	—375	
Déchets de cuivre	+ 13	+ 1	— 23	
Minerai de plomb, concentrés, métal et déchets	+ 5	— 381	—520	
Minerai de zinc, concentrés, métal et déchets	— 14	— 195	—347	
Laine (lavée)	— 104	— 190	—323	

[a] Taux annuel.

Pour chacun des produits indiqués ci-dessus, les Etats-Unis étaient devenus, en 1950, importateurs nets dans une mesure considérable ; toutefois, pour l'acier, cette modification de leur situation n'est intervenue que pendant le dernier trimestre de l'année. Les changements relatifs à l'acier et à la pâte de bois ont eu une répercussion directe sur l'Europe, qui exporte ces deux produits, et, dans les autres cas, ils représentent un recours plus abondant aux sources d'approvisionnement communes ; le changement a été particulièrement important dans le cas de la ferraille, où les exportations considérables d'avant guerre des Etats-Unis auxquelles l'Europe s'était habituée ont fait place à des importations nettes d'un volume appréciable.

Ces accroissements de la part des Etats-Unis dans la consommation et les importations mondiales ont rendu la demande mondiale plus sensible encore qu'auparavant aux fluctuations de l'activité industrielle des Etats-Unis : aussi longtemps que l'industrie européenne se développera de façon soutenue, les approvisionnements mondiaux en matières premières industrielles seront soumis à une très forte demande chaque fois qu'une période d'expansion aux Etats-Unis aura pour effet d'ajouter les besoins accrus de ce pays à ceux de l'Europe.

Comme on l'a vu dans les différentes subdivisions de la Section 2, la récession de 1949 aux Etats-Unis et la déflation survenue ultérieurement dans certains pays européens, notamment en France, ont eu pour effet d'affaiblir l'activité des marchés et de ralentir

Tableau 38

CONSOMMATION
DE CERTAINES MATIÈRES PREMIÈRES

Matières premières	*Indices 1936-1938 = 100* Consommation en 1950		Part en pourcentage de la consommation des Etats-Unis par rapport à la consommation mondiale [a]	
	Etats-Unis	Europe occidentale	1936-1938	1950
Houille et lignite [b]	110	104	..	..
Pétrole brut	209	176 [c]	67	69
Acier fini	200	105	..	..
Aluminium	680	160	30	62
Cuivre	215	100	32	54
Plomb	180	65	28	52
Etain	120	85	39	50
Zinc	190	90	37	52
Coton [d]	140	100	28	36
Laine	190	125	18	26
Rayonne	425	185	21	42
Soufre (naturel)	295	160	53	70
Pyrites	125	100	..	..
Caoutchouc	245	175	50	56
Sciages résineux	170	88 [e]	..	..
Pâte de bois	225	101	48 [f]	68 [f]

Sources : Les chiffres sont tirés d'autres tableaux de ce chapitre et de l'Annexe A concernant chacune des matières premières énumérées.

[a] Non compris l'U.R.S.S. et l'Europe orientale, mais y compris les exportations nettes à destination de ces pays.

[b] Exprimé en quantités équivalentes de houille.

[c] 1938 = 100.

[d] Avant-guerre 1934/35-1938/39 ; après-guerre 1949/50.

[e] 1934-1938 = 100.

[f] Pâte de bois et produits en papier ; les chiffres se rapportent aux années 1937 et 1949.

l'accroissement de la production de toutes les matières premières. Cependant, la capacité mondiale de production industrielle, déjà beaucoup plus grande qu'avant la guerre, a continué à se développer, si bien que l'adaptation à longue échéance de l'offre de matières premières aux besoins industriels s'est trouvée arrêtée. Ensuite, ainsi qu'on le constate avec une régularité monotone dans le cas de toutes les matières premières dont il a été question à la Section 2, l'équilibre précaire de 1948 et les excédents artificiels de 1949 ont fait place à de brusques pénuries lorsque le relèvement de la demande a exigé en 1950 que la capacité mondiale de production industrielle fût utilisée presque à plein. Les événements de 1949 ont

fait négliger des problèmes à long terme, tels que ceux du soufre, de la laine et de la ferraille, et les prix, tout au moins en ce qui concerne ces produits, étaient trop faibles par rapport aux pénuries latentes.

Le caractère provisoire de la demande actuelle

Les pénuries actuelles sont, dans bien des cas, imputables à la demande d'ordre stratégique. Une indication de l'ordre d'importance de ces facteurs est fournie par les évaluations ci-après des pourcentages des approvisionnements mondiaux en métaux non ferreux qui seront nécessaires, aux fins de stockage et de réarmement, aux Etats-Unis et en Europe occidentale en 1951, par comparaison avec 1950 [1].

	Constitution de stocks stratégiques		*Production destinée au réarmement*	
	(Pourcentage des approvisionnements mondiaux)			
	1950	*1951*	*1950*	*1951*
Aluminium . . .	—	7	5–7	20–24
Cuivre	8	5–6	4–5	10–13
Plomb	9	1–2	4–5	8–11
Etain	23	12–18	3–4	6–9
Zinc	6	3–4	3–4	12–14

Il est assez évident que si une proportion aussi importante des approvisionnements mondiaux globaux est destinée à des fins que les producteurs peuvent estimer provisoires, l'offre continuera à manquer d'élasticité. Si les ressources mondiales avaient été pleinement employées de façon continue, on n'aurait pu exécuter les programmes de réarmement qu'en y affectant une partie des ressources auparavant utilisées pour la production civile, et il n'y aurait eu aucun accroissement net de la demande de matières premières. Mais, en l'état actuel des choses, l'essor économique dû au réarmement a également stimulé la production des biens destinés à la consommation civile et, dans tous les pays où les ressources globales n'étaient pas entièrement utilisées jusque-là, il y a eu un fort accroissement net des besoins de matières premières. En 1949, les producteurs de matières de base avaient entrepris de s'adapter à un niveau de la demande mondiale inférieur à ce qu'il aurait été si ces matières avaient été employées à plein, et la demande suscitée par le réarmement a ainsi provoqué une pénurie mondiale plus grande que cela n'eût été le cas dans d'autres conditions.

[1] Les méthodes utilisées pour établir ces évaluations sont exposées à l'Annexe B.

Politique de production des pays européens [2]

Les pays d'Europe ont la faculté d'accroître la production de toutes les matières premières normalement produites dans cette partie du monde, mais, dans bien des cas, la production de ces matières premières est freinée, parce que ces pays n'adoptent pas une politique économique appropriée. D'une façon générale, par comparaison avec l'avant-guerre, la production des matières de base en Europe s'est accrue beaucoup moins que la production industrielle [3], et dans certains cas, par exemple pour le charbon, le soufre, le bois et le minerai de fer, elle a même baissé en chiffres absolus. Les ressources de l'Europe en charbon et en minerai de fer sont assez abondantes et assez accessibles pour suffire à ses besoins. Dans les charbonnages britanniques aussi bien que dans les charbonnages allemands, de nouveaux investissements sont encore nécessaires, et, malgré ce qui a déjà été réalisé jusqu'ici, il reste beaucoup à faire pour améliorer les conditions de travail des mineurs si on les compare à celles des ouvriers d'autres professions. Le nombre de machines nouvelles installées dans les mines britanniques a diminué depuis 1948, et, depuis la fin de la guerre, aucun effort sérieux n'a été fait pour installer de nouvelles machines dans les mines de la Ruhr. Au Royaume-Uni, les salaires des mineurs ne sont relativement pas plus élevés qu'en 1914, et les salaires actuels ne sont pas normalement plus forts que ceux des imprimeurs et de nombreux ouvriers des industries mécaniques. Dans la Ruhr, les mineurs ne gagnent que 15% de plus que la moyenne de tous les ouvriers de l'industrie (ouvrières exclues). Dans les deux pays, le régime des salaires est désuet et impropre à stimuler le rendement. En ce qui concerne l'extraction du minerai de fer, l'exploitation des gisements de Lorraine, comme on l'a déjà vu, a besoin d'être mécanisée davantage et les logements manquent pour la main-d'œuvre nouvellement engagée. En Sicile, il y a beaucoup à faire pour améliorer les techniques d'extraction et les techniques de raffinage du soufre.

[2] On trouvera un exposé plus complet, pour ce qui est du charbon et de l'acier, dans « L'industrie du charbon et l'industrie de l'acier en Europe occidentale », *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 2, N° 2.

[3] Une certaine tendance de la production industrielle à s'accroître plus rapidement que la production des matières premières est, bien entendu, normale, ainsi qu'on l'a déjà fait remarquer au Chapitre 1.

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA

Dans un certain nombre de cas, on pourrait obtenir les augmentations nécessaires de la production si l'on avait recours davantage au mécanisme des prix. Bien que le contrôle des prix des matières premières industrielles soit une arme précieuse dans la lutte contre la hausse des prix de revient, il est malheureusement paradoxal de constater que ces contrôles ont aussi pour effet d'empêcher les aménagements nécessaires et peuvent conduire au gaspillage des ressources ou entraver le développement de la production. Le charbon est encore extrait à perte dans un assez grand nombre de charbonnages britanniques, et, au Royaume-Uni, le charbon est vendu sur le marché intérieur à un prix manifestement inférieur à celui qu'il atteindrait s'il était offert aux consommateurs britanniques aux mêmes conditions qu'aux autres pays européens. En 1951, les importations prévues en provenance des Etats-Unis, que l'on peut considérer comme donnant jusqu'à un certain point la mesure du déficit moyen européen, ne représentent que 2% de la production globale européenne : il ne faudrait donc pas, semble-t-il, une très forte hausse du prix moyen européen pour réaliser les économies qui permettraient de supprimer un aussi faible pourcentage de déficit. Un relèvement des prix permettrait de payer des salaires plus élevés aux mineurs et, par conséquent, tout au moins dans le cas du Royaume-Uni, contribuerait à accroître la production globale. Il semble aussi qu'en ce qui concerne l'électricité utilisée à des fins domestiques, la méthode employée dans de nombreux pays pour établir les tarifs est contraire au principe d'économie : le système du double tarif comporte un prix plus faible pour la consommation marginale, et encourage ainsi la demande de courant au moment où la limite de capacité de production est sur le point d'être atteinte. Aussi y a-t-il régulièrement, aux moments de pointe, des coupures de courant qui gênent également l'industrie et le public. Dans la situation actuelle, on pourrait avoir recours à la méthode inverse : on pourrait concevoir des compteurs dans lesquels la consommation marginale serait calculée à un tarif plus élevé que le prix moyen et, ce qui est même plus important, dans lesquels la consommation aux moments de pointe serait aussi calculée à un tarif plus élevé. Il est, à l'heure actuelle, difficile de pratiquer une politique d'utilisation rationnelle des ressources en énergie ; présentement, la situation des différents pays et des différents consommateurs dépend de décisions qui sont parfois arbitraires et risquent d'être brusquement modifiées ; il n'est pas possible de tenir grand compte de la comparaison des prix de revient. Il n'est donc pas surprenant que, depuis les années d'avant guerre, les pays européens importateurs de charbon aient fait appel à d'autres sources d'énergie, dans une mesure relativement plus grande que ne l'ont fait les pays européens producteurs [1]. La hausse du prix des chutes d'aciéries est encore freinée de propos délibéré par les producteurs d'acier qui découragent ainsi la récupération des déchets tout en faisant artificiellement grandir la demande. Si les prix de la ferraille étaient plus élevés, on pourrait faire davantage pour provoquer les augmentations nécessaires de la production de minerai de fer.

Les producteurs européens de matières premières essentielles pratiquent fréquemment une politique de discrimination en faveur de la consommation intérieure. Cette politique risque d'accentuer la pénurie d'ensemble en permettant à la consommation intérieure d'atteindre un niveau plus élevé que si les consommateurs, entrant en concurrence sur un libre marché avec d'autres Européens, étaient obligés d'économiser les matières premières. De plus, cette politique tend à faire perdre le bénéfice de la répartition des activités industrielles entre les pays et peut tourner au désavantage des pays producteurs, si ceux-ci retiennent pour la consommation intérieure des produits de base qui, échangés contre des matières premières en provenance d'autres pays, leur procureraient de plus grands bénéfices.

Perspectives d'accroissement de la production des matières premières importées

Manifestement, l'accroissement des approvisionnements en matières premières que l'Europe ne peut pas produire elle-même est subordonné au développement de la production dans les pays extra-européens. En ce qui concerne ces matières premières, le paradoxe dont il a été fait mention plus haut concernant les prix prend une forme aiguë. On a déjà vu au Chapitre 1 que l'Europe court le risque d'une grave augmentation des prix de revient provoquée par la hausse des prix des produits de base importés du dehors. Cependant, ces prix élevés constituent en eux-mêmes un encouragement à l'accroissement de la production dont le monde et l'Europe ont besoin. Il importe donc d'examiner dans quelle mesure les plans actuels et les

[1] Voir le *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. I, N° 3, Tableau 4, p. 20.

perspectives d'accroissement de la production apportent des compensations au préjudice que causent les prix élevés actuels.

Les perspectives d'un accroissement suffisant de la production dans un avenir plus éloigné semblent favorables en ce qui concerne l'aluminium, l'étain, le coton et le caoutchouc ; mais, pour les autres matières premières, la perspective d'une amélioration est peut-être subordonnée à l'intérêt plus direct que les pays européens prendront au développement de leur production. Les plans visant au développement de la production des métaux non ferreux aux Etats-Unis semblent modestes au regard du taux d'augmentation qui a été atteint, par exemple, pendant les années 1927-1929 ; rien n'indique que la situation des approvisionnements de ces produits s'améliorera immédiatement après 1951 ; l'Europe occidentale devra probablement compter sur un accroissement de la production de nouveaux territoires. De même, les pays de l'Europe orientale et l'Union soviétique comptent, pour leur expansion, moins sur les ressources déjà exploitées que sur le potentiel de production des territoires situés dans les régions orientales de l'Union soviétique.

La production de la laine pose des problèmes délicats. Les prix de la laine, comme ceux du coton, ont relativement fléchi pendant la guerre par rapport aux prix des denrées alimentaires et ont ainsi défavorablement influencé la production, notamment aux Etats-Unis. La production de l'Australie a souffert de la sécheresse entre 1944 et 1946, et, plus récemment, celle de l'Union Sud-Africaine en a aussi souffert. Dans ces deux pays, les producteurs semblent avoir atteint la limite imposée par le climat, dans l'état actuel de l'équipement existant et de la technique. Il se peut toutefois qu'une production plus abondante puisse être obtenue grâce à des accords à long terme garantissant les marchés, car les agriculteurs croient que les prix actuels ne se maintiendront pas.

Pour le moment, toutefois, il y a peu d'éléments qui permettent de prévoir une action internationale concertée visant à remédier aux pénuries. D'une façon générale, chaque pays est enclin à souhaiter l'établissement de plans de répartition pour les produits qu'il a du mal à se procurer et à se prononcer contre les plans de répartition des produits dont il dispose. De plus, la propriété des ressources en produits de base est répartie plutôt au hasard entre les différents pays, sans qu'un seul d'entre eux ait dans l'ensemble une situation dominante. Même des pays qui manquent complètement de matières premières rares peuvent avoir une importance essentielle au point de vue de la transformation de ces matières en produits finis ; par exemple, la production suisse de machines-outils est indispensable à l'industrie des Etats-Unis. De même, l'Allemagne occidentale peut se trouver dans une position excellente pour négocier des accords, parce qu'elle possède une capacité de fabrication excédentaire et peut ainsi fournir des marchandises que, dans les conditions actuelles, les pays producteurs de matières premières préfèrent aux soldes en or ou en dollars. Dans cette situation, le danger est donc grand de voir apparaître un système d'accords spéciaux et en grande partie bilatéraux, qui ne contribueront guère à résoudre à la longue les problèmes fondamentaux.

Chapitre 4

COMMERCE ET PAIEMENTS INTERNATIONAUX

Au nombre des diverses circonstances dont l'action s'est exercée sur les relations de commerce et de paiements de l'Europe au cours de l'année écoulée, il en est trois, déjà étudiées dans les chapitres précédents, qui ont revêtu une importance primordiale. La première est, bien entendu, la persistance de l'augmentation de la production européenne et notamment la reprise accentuée de l'activité économique de l'Allemagne occidentale, qui a contribué à accroître encore la capacité d'exportation des pays européens. La deuxième, qu'il était beaucoup moins facile de prévoir, c'est qu'aux Etats-Unis la reprise économique de la fin de 1949 s'est transformée, à la fin de 1950, en une vague d'expansion inflationniste dont le résultat a été d'augmenter dans des proportions extrêmes les importations des Etats-Unis en provenance d'Europe et d'ailleurs. La troisième circonstance, qui a été provoquée par les dévaluations monétaires de la fin de 1949 ainsi que par l'accélération du rythme de l'activité économique mondiale en 1950, est la modification profonde des rapports internationaux de prix, notamment pour ce qui est des prix des matières premières comparés aux prix des articles manufacturés. Etant donné l'importance de ces mouvements de prix ainsi que les répercussions fort différentes qu'ils ont eues dans les divers pays, il sera bon, avant de procéder à l'analyse des modifications survenues dans le commerce et les paiements de l'Europe, d'étudier de plus près le comportement des prix sur le plan international.

1. Les prix a l'exportation et a l'importation depuis la dévaluation

Les prix des denrées alimentaires et des matières premières

On pouvait prévoir que l'un des effets de la dévaluation serait d'abaisser les prix des exportations européennes par rapport aux prix des importations. Une certaine altération du taux d'échange pouvait même être considérée comme devant inévitablement accompagner une dévaluation ou toutes autres mesures prises pour ajuster les prix des exportations européennes, afin de permettre à celles-ci de mieux soutenir la concurrence sur un marché dominé par l'acheteur. On avait cependant espéré que cette altération du taux d'échange serait atténuée par deux facteurs propres à réduire le coût des importations dans les pays européens. Le premier de ces facteurs était le fait que les prix des produits de base sur le marché mondial, au cours des mois qui avaient précédé la dévaluation, avaient été généralement orientés à la baisse. Le second facteur tenait au grand nombre de pays dont la monnaie avait été dévaluée : il s'agissait, en effet, non seulement de la plupart des pays de l'Europe occidentale, mais aussi de la plupart des régions d'outre-mer rattachées à ceux-ci ainsi que d'autres pays extra-européens d'où l'Europe tire la plus grande partie des denrées alimentaires et des matières premières qu'elle importe. Réserve faite des marchandises dont les prix sont principalement déterminés sur les marchés « dollar », on pouvait escompter que les prix à l'exportation dans les pays qui avaient dévalué ne subiraient pas forcément, dans la monnaie desdits pays, une hausse excessive et que ces prix diminueraient au contraire, exprimés en dollars. En outre, cette influence aurait dû avoir tendance à gagner la zone dollar et à pousser encore dans une certaine mesure à la baisse des prix des marchandises d'exportation en provenance de cette source.

Or, en l'occurrence, depuis la date de la dévaluation jusqu'au jour où les hostilités ont éclaté en Corée, les prix des exportations en provenance de la plupart des pays qui ont dévalué sont demeurés remarquablement stables, dans la monnaie des pays en question, et se

sont ainsi établis, exprimés en dollars, à un niveau fort inférieur au niveau d'avant la dévaluation. C'est ce que montrent les nombres-indices donnés pour juin 1950 au Tableau 39, qui met en parallèle les modifications subies par les prix des matières premières sur les marchés dont la monnaie a été dévaluée, et sur ceux dont la monnaie n'a pas été dévaluée. Rares sont les cas où — comme pour l'étain, la laine, le caoutchouc naturel et le cacao — les prix en monnaie dévaluée ont augmenté, ou bien ceux où les prix en monnaie non dévaluée ont baissé dans une proportion suffisante pour rétablir à peu près les rapports de prix d'avant la dévaluation. Dans la grande majorité des cas, les prix sont demeurés, dans les pays qui ont dévalué, nettement inférieurs à l'équivalent en dollars du chiffre d'avant la dévaluation, la baisse étant en général de l'ordre de 15 à 30%. En revanche, dans les pays qui n'ont pas dévalué, la tendance à la baisse qu'avaient manifestée auparavant les prix des marchandises a cessé dans la plupart des cas, pour faire place, vers le milieu de l'année 1950, à de nouvelles hausses, à mesure que la reprise de l'expansion de la production industrielle aux Etats-Unis ainsi que le revirement plus important encore de la demande destinée à la constitution de stocks affermissaient les marchés des produits de base et annulaient l'effet de toute pression dans le sens de la baisse que l'influence des pays ayant dévalué pouvait exercer sur les prix.

Diverses forces se sont conjuguées pour provoquer ces divergences dans l'évolution des prix mesurés en dollars, au cours de la période qui a immédiatement suivi la dévaluation. Certains des prix enregistrés dans le tableau sont ceux de marchandises qui, étant surtout produites et consommées dans un seul et même pays, ne subissent guère l'influence des mouvements de prix dans les autres pays : il en est ainsi, dans l'ensemble, pour la fonte, l'acide sulfurique et le ciment ; de même, les prix indiqués dans le tableau comme ayant été payés aux cultivateurs dans les pays d'Europe sont généralement maintenus à l'abri des influences extérieures. L'équivalent en dollars de ces prix a donc en général diminué dans la proportion même où la monnaie du pays a été dévaluée. Dans d'autres cas, certaines circonstances particulières ont retardé les ajustements de prix et en ont atténué l'ampleur. Par exemple, on peut attribuer à l'influence des contrats britanniques d'achats en grandes quantités le fait que les prix enregistrés pour certaines des principales denrées alimentaires que le Royaume-Uni importe de l'étranger ne se sont alignés qu'avec un certain retard et de façon incomplète [1]. Les prix en sterling du beurre, du lard et de la viande en provenance du Danemark et de la Nouvelle-Zélande n'ont pas été touchés par la dévaluation : il avait été stipulé dans les contrats à long terme que le prix ne serait pas modifié de plus de 7½% en plus ou en moins, et cette clause a jusqu'ici empêché toute hausse dépassant ce pourcentage. Pour un certain nombre de produits importants qui entrent dans le commerce international, en revanche, la baisse relativement forte de l'équivalent en dollars des prix pratiqués dans les pays qui ont dévalué par rapport aux prix pratiqués dans la zone dollar a pour cause la disparition des primes dont bénéficiaient antérieurement, lors de la grave pénurie de dollars, les livraisons en provenance de pays à monnaie faible. En raison de la nature particulière des contrats régissant les transactions de ce genre ainsi que des différences touchant la qualité des produits et les conditions de livraison, il est malaisé de mesurer ces inégalités de prix, mais on sait qu'elles ont été particulièrement marquées pour les huiles et graisses, ainsi que pour les métaux non ferreux [2].

A la différence de la période antérieure au mois de juin 1950, où se manifestaient des tendances très diverses, il y a eu, au second semestre de cette année-là, une forte hausse des prix des marchandises en général, particulièrement des matières premières, dans les pays qui ont dévalué comme dans les autres. Néanmoins, de fortes inégalités ont subsisté en raison du décalage de la hausse des prix dans les pays qui ont dévalué ; cela est particulièrement vrai des prix des marchandises dont la majeure partie est produite et consommée dans un seul et même pays ou qui font surtout l'objet d'échanges entre des pays qui ont dévalué. Dans le cas — important — du coton, en revanche, les prix à l'exportation dans les pays qui ont dévalué ont augmenté beaucoup plus qu'aux Etats-Unis, et les livraisons réglables en monnaies autres que le dollar [3]

[1] Le prix du café du Kenya a subi une hausse supérieure à celui du café du Brésil entre juin et décembre 1950, mais le fait provient, là aussi, d'un décalage dû aux contrats d'achats en grandes quantités conclus par le Royaume-Uni postérieurement à la première forte hausse des prix du café du Brésil.

[2] L'étain fait exception ; le prix de ce métal a évolué en toute liberté et de façon sensiblement identique dans les pays qui ont dévalué et dans ceux qui n'ont pas dévalué, pendant toute la période visée par le Tableau 39.

[3] Le prix du sisal d'Afrique a également augmenté dans de fortes proportions par rapport à celui du chanvre de Manille ; vers la fin de 1950, il était de beaucoup supérieur à ce qu'il aurait dû être par rapport au chiffre atteint avant la dévaluation. Il semble qu'il y ait là une conséquence du fait qu'en temps de pénurie, la prime dont le chanvre de Manille bénéficie d'ordinaire sur le prix de la fibre africaine, qui est de qualité inférieure, subit une diminution.

Tableau 39

CHANGEMENTS SURVENUS DEPUIS LA DÉVALUATION DANS LES PRIX DES PRODUITS DE BASE

Indices des cours moyens mensuels exprimés en dollars

Groupe I — Produits qui font l'objet d'échanges importants entre les pays qui ont dévalué et ceux qui n'ont pas dévalué

Groupe II — Produits échangés en majeure partie à l'intérieur de chacun des deux groupes de pays ou produits et consommés dans la région même

Produit	Mouvements des prix dans les pays qui ont dévalué — *Juin-août 1949 = 100* — 1949 Décembre	1950 Juin	1950 Septembre	1950 Décembre	*Juin 1950 = 100* — 1950 Décembre	Mouv. des prix dans les pays qui n'ont pas dévalué — *Juin-août 1949 = 100* — 1949 Décembre	1950 Juin	1950 Septembre	1950 Décembre	*Juin 1950 = 100* — 1950 Décembre	Lieu de la cotation et qualité de l'article dont il s'agit — Dans les pays ayant dévalué	Dans les pays n'ayant pas dévalué	Produit
Groupe I													*Groupe I*
Aluminium	78	78	78	87	112	100	103	105	112	109	Allemagne occidentale, prix de base à la production	New-York, vierge	Aluminium
	78	79	79	79	100						France, production nationale		
Cuivre	96	112	124	124	110	108	128	133	142	111	Londres, prix de vente du Ministry of Supply *a*	New-York, électrolytique	Cuivre
	104	121	134	134	110						Allemagne occid., prix de base du produit prélevé sur les stocks		
Nickel	89	107	107	109	102	100	120	120	124	103	Londres, prix de vente du Ministry of Supply *a*	New-York, cathodique	Nickel
Etain	74	73	93	141	193	77	75	98	141	186	Londres, prix du marché *a*	New-York	Etain
Mazout						106	110	117	118	107		Etats-Unis, cargos du golfe du Mexique	Mazout
Caoutchouc plantations	97	174	307	350	202	107	190	344	438	231	Londres, feuilles de caout. fumé à nervures (ribbed smoked sheets)	New-York, R.S.S.	Caoutchouc, plantations
Caoutchouc synthétique						100	100	100	132	132		New-York, produit pour tous usages	Caoutchouc synthétique
Coton, de courte soie	91	91	108	174	192	95	106	127	133	126	Inde, Jarila, y compris droit à l'exportation	Etats-Unis, middling 15/16	Coton, de courte soie
	114	..	129	190	..	96	113	142	200	177	Egypte, Ashmouni	Brésil, qualité Sao-Paulo	
Coton, de longue soie	72	68	86	115	167	..	72	88	169	235	Egypte, Karnak	Pérou, qualité Pima, y compris droit à l'exportation	Coton, de longue soie
Jute	75	75	75	75	100	95	92	..	82	87	Inde, 1re qualité, non compris droit à l'exportation	Pakistan, blanc, moyen	Jute
Chanvre, toile d'emballage	88	88	88	132	150	119	103	157	202	197	Inde, 10 ½/40, y compris droit à l'exportation	New-York, 10/40	Chanvre, toile d'emballage
Laine grasse	92	112	181	217	194	117	152	207	209	138	Australie, « 56 »	Uruguay, « 56 »	Laine grasse
Laine dégraissée	81	103	153	165	161	104	109	153	164	156	Londres, Dominion « 70 »	Boston, Territory « 64-80 »	Laine dégraissée
Graine de lin	82	87	95	97	112	103	109	93	104	96	Londres, Bombay : grande graine	Minneapolis, première qualité	Graine de lin
Blé	93	88	88	88	100	108	105	108	114	108	Australie, prix à l'exportation, marché libre	Kansas City, production nationale	Blé
						99	91	88	88	96		Canada, prix à l'exportation, marché libre	
Maïs						99	111	115	128	115		Chicago, nº 3, jaune	Maïs
Cacao	71	71	76	96	135	110	139	198	164	118	Londres, Afrique occidentale britannique *a*	New-York, brésilien	Cacao
Café	70	70	91	130	188	176	172	202	195	114	Londres, Afrique orientale britannique *a*	New-York, brésilien	Café
Thé	73	73	94	75	103						Calcutta, prix du marché, feuilles destinées à l'exportation		Thé
Coprah	81	105	90	97	92	118	124	142	133	107	Indonésie, prix à l'exportation	Philippines, prix à l'exportation	Coprah
Huile de coco	82	79	100	102	128	113	114	129	131	114	Malaisie, prix à l'exportation	Philippines, prix à l'exportation	Huile de coco
Sucre	70	78	78	78	100	106	102	142	129	127	Dominions brit., prix stipulés dans les contrats passés avec le R.U. *a*	Cuba, prix à l'exportation, marché libre	Sucre
Groupe II													*Groupe II*
Fonte	72	72	72	72	100	101	103	104	116	113	Royaume-Uni, fonderie	Etats-Unis, prix composite	Fonte
	82	66	78	95	142						Belgique, fonderie		
Plomb	76	78	103	111	142	90	87	117	126	144	Londres, production nationale, doux *a*	New-York, saumon désargenté	Plomb
	79	79	105	114	144						Allemagne occidentale, prix de base à la production		
Zinc	87	123	141	150	119	101	152	177	182	119	Londres, de provenance étrangère, droit payé *a*	Saint-Louis, « prime western »	Zinc
	87	98	120	125	127						Allemagne occidentale, prix de base à la production		
Fibres dures	83	94	109	140	148	73	75	82	133	178	Londres, sisal d'Afrique orientale	Mexique, Henequen	Fibres dures
						106	89	100	112	126		New-York, chanvre de manille	
Soie	105	104	117	125	119	103	103	130	159	154	Italie, soie grège, jaune, prix à l'exportation	New-York, soie japonaise, grège, double	Soie
Peaux	77	81	110	127	156	103	109	150	167	154	Londres, peaux sèches du Cap, 18/20 lb.	New-York, « packers, light, wet-salted »	Peaux
Ciment	72	72	72	72	100	104	104	104	108	104	Londres, Portland	New-York, Portland	Ciment
Bois d'œuvre	74	85	88	119	140	97	115	136	119	104	Suède, sapin, dimensions standard, prix à l'exportation	Etats-Unis, sapin de Douglas, dimension 1	Bois d'œuvre
Pâte de bois	100	100	107	135	135	100	100	105	111	111	Suède, pâte au bisulfite, blanchie, à l'exportation vers l'Europe	Etats-Unis, prod. nationale et pâte canadienne au bisulfite	Pâte de bois
Acide sulfurique	75	75	75	80	107	104	104	104	117	113	Londres, ex-usine	New-York, ex-usine	Acide sulfurique
Seigle	81	86	93	95	111	105	102	99	117	115	Allemagne occidentale, production nationale	Minneapolis, nº 2	Seigle
Orge	90	83	89	94	113	116	132	120	123	93	Danemark, cours de la bourse des grains	Minneapolis, nº 2, malterie	Orge
Avoine	86	74	82	95	128	116	144	124	149	103	Danemark, cours de la bourse des grains	Chicago, blanche nº 3	Avoine
Riz	80	81	87	87	107	95	93	98	113	121	Italie, Milan, qualité ordinaire, décortiquée	Nouvelle-Orléans, Blue Rose Head, propre	Riz
	75	75	75	75	100						Nouvelle-Zélande, prix stipulé ds les contrats passés av. le R.U. *a*		
Beurre	59	59	59	59	100	105	100	105	110	111	Danemark, prix stipulé dans les contrats passés avec le R.U. *a*	Chicago, beurre de laiterie	Beurre
	70	70	70	70	100						Danemark, prix stipulé ds les contrats passés av. l'Allemagne occ.		
Lard	70	67	67	67	100	92	92	104	93	102	Danemark, prix stipulé dans les contrats passés avec le R.U. *a*	New-York, en grosses tranches, fumé et sec	Lard
Viande	75	75	75	79	106	103	112	113	122	109	Nouvelle-Zélande, prix stipulé ds les contrats passés avec le R.U. *a*	New-York, bœuf en quartiers	Viande

Sources et méthodes : Voir annexe B.

a L'indice fourni est établi d'après les prix réglementaires ou « dirigés ». Les indices fournis pour les métaux non ferreux dans le Royaume-Uni se rapportent aux prix de vente du *Ministry of Supply* qui, depuis la dévaluation, ont suivi de près les cours du marché au comptant de New-York. Toutefois, le marché de l'étain à Londres est redevenu libre en 1949. De même, le marché du cacao de Londres est redevenu libre en novembre 1950 ; avant cette date, les chiffres indiqués s'entendent des prix de vente établis par le *Ministry of Food*. Le cours de Londres pour le café du Kenya est le prix de vente fixé par le *Ministry of Food* pendant toute cette période. Les indices fournis pour le beurre, le lard et la viande dans le Royaume-Uni et les zones occidentales d'Allemagne sont calculés d'après les prix stipulés dans les contrats officiels négociés chaque année.

ont bénéficié de primes importantes. Cela provient des restrictions à l'exportation que les Etats-Unis ont imposées, comme on l'a fait observer au chapitre précédent, de crainte d'une pénurie sur leur marché intérieur. D'autres pays producteurs de coton, notamment la Turquie, l'Inde et le Pérou, sollicités par une demande étrangère plus forte, associée à une forte hausse des prix, ont frappé le coton exporté de droits destinés à tenir en échec les tendances inflationnistes intérieures. Si le Gouvernement de l'Inde a été amené à décourager les exportations, c'est aussi parce qu'il y avait dans le pays même une pénurie de coton si grave qu'il a fallu chercher à s'approvisionner aux Etats-Unis. Ainsi donc, dans le cas du coton, le jeu normal des échanges internationaux a été entravé par de nouvelles interventions qui ne prenaient plus, comme dans la période antérieure de grave pénurie de dollars, la forme de restrictions imposées par les importateurs, mais bien celle de restrictions imposées par les exportateurs. Une situation du même ordre s'est également créée pour d'autres matières premières soumises à un contrôle direct ou indirect, particulièrement dans le cas de la plupart des métaux non ferreux, où de fortes primes majorant le « prix officiel » sont demandées pour les quantités supplémentaires disponibles.

Les prix à l'exportation des articles manufacturés

Pour les articles manufacturés, qui constituent la plus grosse part des exportations européennes à destination des pays extra-européens, les prix chiffrés en monnaie des divers pays ont, depuis la dévaluation, évolué encore plus lentement et beaucoup plus modérément que les prix des matières premières. Cette conclusion semble bien être corroborée par les données figurant au Tableau 40, lequel indique, à l'aide des détails peu nombreux dont on dispose, l'évolution des prix dérivés à l'exportation des articles manufacturés pour un certain nombre de pays de l'Europe occidentale et pour les Etats-Unis et le Canada, comparés avec les chiffres moyens des neuf mois qui ont précédé la dévaluation. Bien que certains des pays de l'Europe occidentale aient très fortement dévalué leur monnaie et que les prix des matières premières aient considérablement monté après le début de la guerre de Corée, les produits de l'industrie textile britannique et française constituent l'unique cas où les prix dérivés moyens des exportations, chiffrés en monnaie nationale, aient augmenté de plus de 10 % même à une date aussi tardive que le quatrième trimestre de 1950.

Cette stabilité relative des prix des articles manufacturés, chiffrés dans la monnaie d'un pays donné, signifie que la baisse de l'indice des prix dérivés des exportations, chiffrés en dollars, a été fort différente d'un pays à l'autre, suivant la mesure dans laquelle la monnaie du pays en cause a été dévaluée ; pourtant, dans tous les pays qui ont dévalué, sans exception, les prix en dollars des exportations étaient encore, au dernier trimestre de 1950, inférieurs de beaucoup à ce qu'ils étaient avant septembre 1949. Les prix dérivés des exportations d'articles manufacturés, chiffrés en dollars, dans les pays qui ont le plus fortement dévalué — à savoir le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Suède — ont baissé de quelque 25 à 30 %, alors que pour la France, l'Allemagne occidentale, l'Italie et la Belgique, les prix dérivés étaient en général inférieurs de 15 à 20 % aux chiffres d'avant la dévaluation. Dans le principal pays d'Europe occidentale qui n'a pas dévalué, la Suisse, le prix dérivé des exportations de textiles a subi une forte baisse [1], mais la diminution des prix à l'exportation des articles manufacturés de ce pays a été très faible dans l'ensemble, bien que la concurrence des prix des pays voisins ait été plus vive. Aux Etats-Unis et au Canada, le prix dérivé des articles manufacturés s'est établi en moyenne à un niveau aussi élevé ou plus élevé qu'avant la dévaluation.

Les modifications intervenues dans les prix dérivés des exportations enregistrées sont, bien entendu, en retard sur les modifications des prix couramment exigés de l'acheteur par le fabricant ; mais il ne semble pas probable que les nombres-indices du quatrième trimestre de 1950 aient continué, dans une large mesure, à traduire les prix convenus dans les contrats conclus, dans la monnaie des divers pays, antérieurement à la dévaluation. D'autre part, la forte augmentation du coût des matières premières et la tendance à la hausse des prix convenus dans les contrats conclus, depuis les événements de Corée, n'apparaissent que partiellement dans les chiffres afférents au quatrième trimestre ; par conséquent, même sur la base des prix auxquels les articles manufacturés se négociaient à la fin de 1950, il est possible

[1] Tel est aussi le cas pour l'Italie. D'une façon générale, les prix des textiles ont été moins rigides que ceux des autres articles manufacturés. Quand on étudie le comportement des importations suisses de textiles, par rapport à leurs prix dérivés, on constate que les prix des textiles ont pu, en certains cas, s'adapter suffisamment aux conditions nouvelles pour annuler les effets de la dévaluation.

Tableau 40

MOUVEMENT DES PRIX DÉRIVÉS A L'EXPORTATION D'ARTICLES MANUFACTURÉS

Indices — Janvier-septembre 1949 = 100

Pays	Année de base et type d'indice	Groupe de produits	En monnaie nationale		En dollars des E.-U.	
			Deuxième trimestre 1950	Quatrième trimestre 1950	Deuxième trimestre 1950	Quatrième trimestre 1950
Royaume-Uni	1950 P_3	Textiles	105	115	73	80
		Articles en métal	104	107	72	74
		Articles manufacturés de tout genre	103	109	72	75
Pays-Bas	1948 P_1	Textiles	104	.. [a]	73	.. [a]
		Articles en métal	96	.. [a]	67	.. [a]
		Articles manufacturés de tout genre [b]	99	.. [a]	69	.. [a]
Suède	1948 P_3	Machines	101	99	70	69
		Articles manufacturés de tout genre [b]	96	100	67	69
Allemagne : Zones occidentales	1936 P_1	Articles manufacturés semi-finis [c]	81	83	72	74
		Articles manufacturés finis [c]	104	105	86	88
		Articles manufacturés de tout genre [b]	96	97	81	83
France	1949 P_1	Textiles	107	116	82	89
		Articles en métal [d]	99	93	76	71
		Articles manufacturés de tout genre	107	108	83	83
Italie	1948 P_4	Textiles	82	92	73	82
		Machines et véhicules	101	90	90	80
		Articles manufacturés de tout genre	89	94	80	83
Belgique-Luxembourg	1948 P_1	Articles manufacturés semi-finis	82	94	72	82
		Articles manufacturés finis	86	90	75	79
		Articles manufacturés de tout genre [b]	85	91	74	80
Suisse	1938 P_1	Textiles	88	90	87	90
	P_1	Machines	102	101	102	101
	P_2	Articles manufacturés de tout genre	97	97	96	96
Canada	1948 P_2	Textiles	104	124	94	119
		Articles en métal [b]	100	115	91	109
		Articles manufacturés de tout genre [b]	102	112	93	107
Etats-Unis	1936-1938 P_4	Articles semi-manufacturés	94	104	94	104
		Articles manufacturés finis	94	100	94	100
		Articles manufacturés de tout genre [b]	94	101	94	101

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

NOTE. — Il y a lieu de remarquer que les indices pondérés à l'aide de coefficients mobiles traduisent les changements survenus dans la composition aussi bien que dans les prix.

P_1 Indice des prix dérivés affecté des coefficients de pondération mobiles courants.

P_2 Indice des prix dérivés affecté de coefficients de pondération fixes.

P_3 Indice des prix dérivés pondéré à l'aide des coefficients mobiles de la période antérieure.

P_4 Indice des prix dérivés pondéré à l'aide de coefficients mobiles mixtes.

Pour de plus amples précisions, voir le *Supplément* de 1950 au *Bulletin mensuel de Statistique* des Nations Unies, page 71 (édition anglaise).

[a] Les Pays-Bas ont cessé de publier ces données en août 1950.

[b] Pondéré suivant les groupes de produits, d'après les exportations de janvier à septembre 1949.

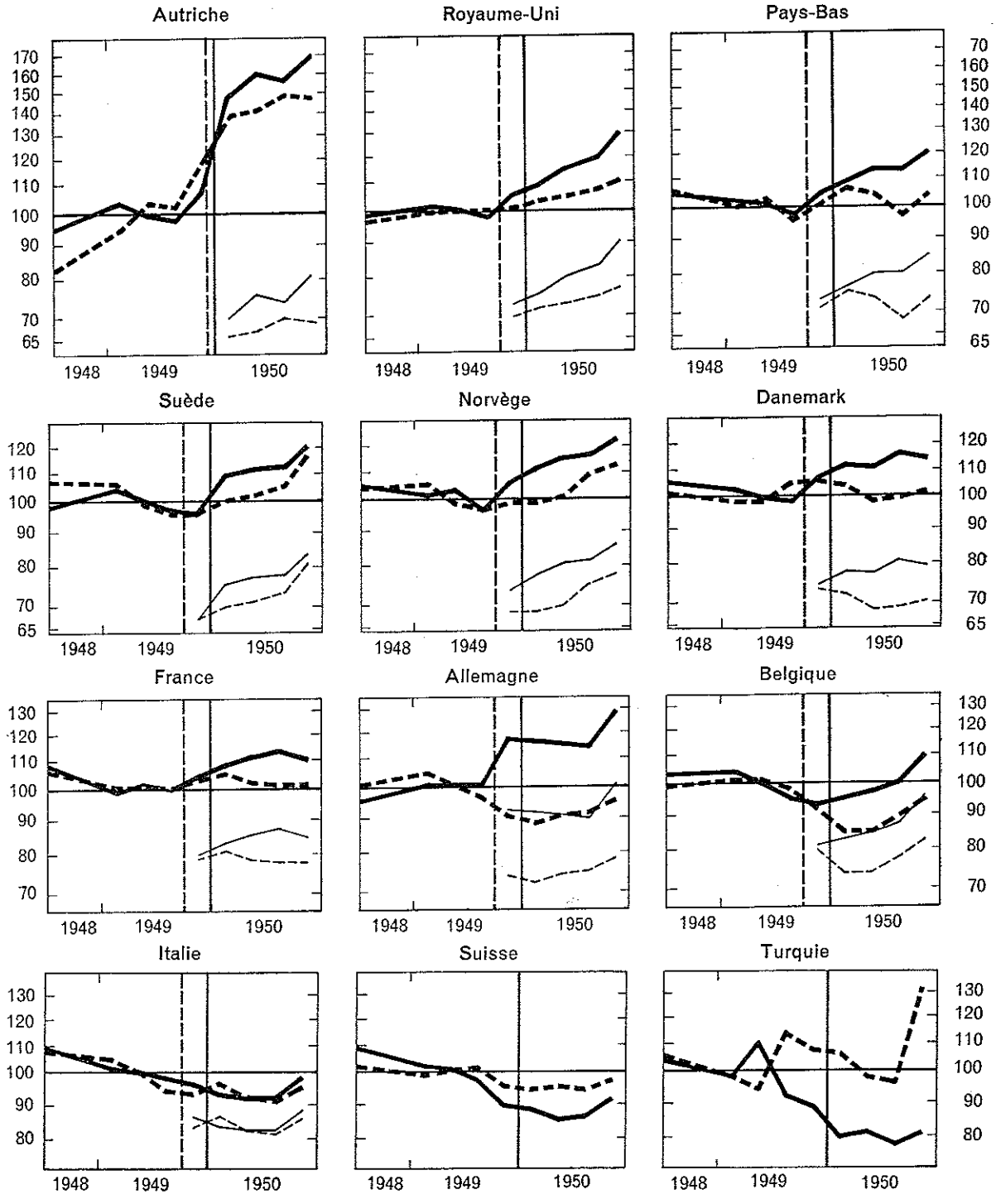
[c] Les indices fournis pour l'Allemagne s'entendent tous des articles manufacturés qui, dans les statistiques allemandes, se divisent en *Vorerzeugnisse* (semi-finis) et en *Enderzeugnisse* (finis).

[d] Cet indice des prix dérivés, calculé d'après l'indice de volume correspondant, ne fait probablement pas assez ressortir la hausse des prix à l'exportation à cause d'une régression systématique des exportations d'articles en métal en faveur de produits ayant fait l'objet d'une transformation moins poussée.

Diagramme 5

INDICES DES PRIX DÉRIVÉS DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS

Janvier-septembre 1949 = 100



que les prix dérivés des exportations européennes montent encore un peu au-dessus de ce qu'indique le tableau. Des hausses plus considérables encore suivront, si les forces inflationnistes actuellement à l'œuvre dans les pays européens viennent à s'intensifier.

Evolution comparée des prix des exportations et des importations

On constate que l'évolution des prix depuis la dévaluation a été extrêmement diverse. Comme on l'a vu ci-dessus, les mouvements de prix ont été très différents suivant les marchandises et, pour la même marchandise, suivant les marchés où elle se négociait. Les modifications qu'ont subies depuis la dévaluation les chiffres des prix à l'importation et à l'exportation des pays d'Europe ont donc varié selon la composition par marchandises du commerce de ces pays et selon la façon dont ce commerce se répartit entre les pays qui ont dévalué et les pays qui n'ont pas dévalué.

Le mouvement des prix à l'exportation et à l'importation des pays européens est illustré par le Diagramme 5, qui indique les prix dérivés à la fois en monnaie nationale et en dollars. Ce diagramme révèle que les prix à l'exportation, chiffrés en monnaie nationale, n'ont subi qu'une hausse progressive et assez faible jusque vers le milieu de l'année 1950, dans les pays qui ont dévalué le plus — Royaume-Uni, Pays-Bas et pays scandinaves — et ont eu tendance à baisser dans les autres pays, qui n'ont pas ou guère dévalué [1]. Ce diagramme montre également que, s'il est vrai que les prix à l'importation, chiffrés en monnaie nationale, ont, comme il était naturel, augmenté rapidement après la dévaluation dans les pays qui ont dévalué le plus, il n'en sont pas moins demeurés, quand on les chiffre en dollars, inférieurs aux prix pratiqués dans les autres pays. Cela procède, pour une part, de la baisse, consécutive à la dévaluation, du niveau des prix en dollars dans les pays qui ont dévalué par comparaison avec ceux qui ne l'ont pas fait ; il se trouve, en effet, que le Royaume-Uni, les pays scandinaves et la France se procurent dans des pays qui ont dévalué une part beaucoup plus considérable de leurs importations que ne font la Suisse, la Belgique et l'Italie. La tendance ainsi accusée par les prix des importations à être, pour les pays où la dévaluation a été la plus forte, relativement faibles quand on les chiffre en dollars, a eu pour effet d'atténuer dans une certaine mesure l'altération du taux d'échange de ces pays par comparaison avec celui des autres pays.

Les données figurant au Tableau 41 permettent de pousser plus avant l'étude des mouvements relatifs des prix à l'importation. La première colonne enregistre le changement du cours de change des monnaies par rapport au dollar et fait ainsi apparaître la mesure dans laquelle les prix à l'importation, chiffrés dans la monnaie d'un pays donné, auraient monté si chaque pays commerçait uniquement avec la zone dollar et si les prix des exportations en provenance de cette zone étaient demeurés stables. La deuxième colonne montre, d'une façon plus conforme aux réalités, la modification moyenne survenue dans les cours de change de chaque pays par rapport à toutes les monnaies étrangères, pondérée en fonction de la répartition des importations du pays en cause et indique la mesure dans laquelle le niveau des prix à l'importation se serait relevé si les prix, chiffrés dans la monnaie des pays exportateurs, étaient demeurés stationnaires. On constatera qu'à une date aussi tardive que le deuxième ou même le troisième trimestre de 1950, le niveau réel des prix à l'importation, chiffrés dans la monnaie d'un pays donné, était, dans la plupart des cas, assez proche du chiffre hypothétique ainsi calculé. Ces résultats indiquent une fois de plus que les prix des exportations des pays qui ont dévalué n'ont subi que des modifications relativement faibles et ils montrent que le grand nombre de pays touchés par la dévaluation constitue un facteur qui a eu pour effet d'atténuer les répercussions de cette dévaluation sur tel ou tel pays particulier.

Mais une fois que les hostilités eurent éclaté en Corée, la situation a brusquement changé et les prix à l'importation se sont mis à monter pour presque tous les pays, encore qu'à des degrés divers [2]. Entre le deuxième et le quatrième trimestre de cette année, c'est au Royaume-Uni et en Belgique que la hausse a été la plus forte, et c'est en Norvège et au Danemark qu'elle a été la plus faible. Ces variations sont la

[1] Si les prix dérivés des exportations belges ont baissé, cela s'explique surtout par le fait que les prix à l'exportation de l'acier belge ne sont plus aussi élevés qu'auparavant.

[2] Il est difficile d'expliquer pourquoi les prix dérivés des importations de la France et du Danemark ont baissé entre le troisième et le quatrième trimestre de 1950, car ce phénomène va à l'encontre de ce que l'on sait d'autre part de l'évolution des prix à l'importation de ces pays. Ces résultats sont peut-être dus à de grands changements survenus dans la composition par marchandises des importations, ce qui prouverait, une fois de plus, que les indices des prix dérivés fournissent un instrument très imparfait si l'on veut mesurer les variations de prix.

Tableau 41

CHANGEMENTS SURVENUS DEPUIS LA DÉVALUATION DANS LES PRIX DÉRIVÉS A L'IMPORTATION (EXPRIMÉS EN MONNAIES NATIONALES)

Pays	Indice de la modification du cours des devises étrangères *(Taux antérieur à la dévaluation = 100)*		Type d'indice	Indices des prix dérivés à l'importation *(Janvier-septembre 1949 = 100)*				
	Par rapport au dollar des E.-U.	Moyenne pondérée pour toutes les devises étrangères [a]		1949	1950			
				4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
Autriche	214	185	P_1	107	148	160	157	170
Pays-Bas	144	118	P_1	104	109	113	113	120
Suède	144	118	P_3	96	109	111	112	120
Royaume-Uni	144	116	P_3	105	109	115	119	130
Norvège	144	115	P_1	105	110	114	115	117
Danemark	144	113	P_1	106	111	110	115	113
France	128	107	P_1	104	108	111	113	110
Allemagne : zones occidentales	126	105	P_1	115	113	116	114	124
Belgique	114	95	P_1	93	95	97	100	110
Italie	109	96	P_4	96	93	92	92	98
Suisse	100	84	P_2	89	88	85	86	91

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

NOTE. — Pour les explications concernant le type d'indice, voir le Tableau 40.

[a] Moyenne pondérée d'après la répartition des importations par pays au cours de la période janvier-septembre 1950.

conséquence de différences existant dans la composition par marchandises des importations de ces pays. C'est ainsi, par exemple, que les matières premières, comme la laine et le caoutchouc, dont les prix ont augmenté le plus, tiennent une place importante dans les importations du Royaume-Uni, alors que les articles manufacturés, dont le prix a augmenté beaucoup moins, occupent une place beaucoup plus considérable dans les importations des pays scandinaves.

La composition par marchandises des exportations des pays européens est aussi pour quelque chose dans le degré plus ou moins fort des hausses subies par les prix dérivés des exportations de ces pays depuis le mois de juin 1950. La hausse a été la plus forte pour les pays dont les exportations se composent surtout de matières premières : produits forestiers dans le cas de la Suède, de la Norvège et de la Finlande, ou coton dans le cas de la Turquie. Le prix dérivé des exportations belges a, lui aussi, fortement monté, parce que les prix de l'acier belge ont repris leur mouvement ascendant. Pour les pays qui exportent des articles manufacturés ou des denrées alimentaires, en revanche, la hausse des prix dérivés était encore très faible au quatrième trimestre de l'année.

A la fin de 1950, le taux d'échange des pays scandinaves exportateurs de matières premières ne s'était donc guère modifié par rapport à la période antérieure à la dévaluation, car l'augmentation des prix à l'exportation a eu pour effet, dans ces pays, de compenser l'augmentation du coût des importations. Comme il ressort du Tableau 42, le taux d'échange de ces pays ne différait guère de celui de l'Italie, qui n'a dévalué que faiblement, tout en bénéficiant, du point de vue des importations, de la baisse des prix survenue dans les pays ayant dévalué, alors que la Suisse, qui n'a pas dévalué du tout, a continué à bénéficier d'une amélioration, constante mais décroissante, de son taux d'échange. Contrairement à ce qui s'est passé pour tous les autres pays énumérés dans ce tableau, la Turquie a vu son taux d'échange s'améliorer fortement, et cela en partie parce qu'elle n'a pas dévalué et en partie parce que les matières premières tiennent une grande place dans ses exportations. On peut supposer qu'il en va de même de certains autres pays pour lesquels on ne dispose pas de chiffres, tels que la plupart des pays de l'Europe orientale. En revanche, les pays qui exportent principalement des articles manufacturés ou des denrées alimentaires et qui ont dévalué dans une forte proportion ont vu leur taux

Tableau 42

TAUX D'ÉCHANGE DE CERTAINS PAYS EUROPÉENS [a]

Indices — Janvier-septembre 1949 = 100

Pays	Type d'indice	1948	1949				1950			
			1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
Autriche	P_1	114	108	97	96	91	107	113	106	116
Royaume-Uni	P_1	102	102	102	96	102	106	107	106	115
Pays-Bas	P_1	99	101	98	101	103	103	108	116	116
Suède	P_3	92	98	101	101	100	108	109	107	103
Danemark	P_1	104	104	101	95	101	108	112	116	112
Norvège	P_1	102	96	105	100	108	113	114	107	105
France	P_1	102	99	101	100	102	103	108	112	108
Allemagne : zones occidentales	P_1	95	100	99	102	123	119	121	118	120
Belgique-Luxembourg	P_1	105	103	99	97	101	111	115	113	116
Italie	P_4	101	97	100	104	103	97	99	102	103
Suisse	P_2	106	103	101	96	93	94	90	92	94
Turquie	P_1	99	100	117	82	83	76	84	81	62

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

NOTE. — P_1 = Indice des prix dérivés affecté des coefficients de pondération mobiles courants.
P_2 = Indice des prix dérivés affecté de coefficients de pondération fixes.
P_3 = Indice des prix dérivés pondéré à l'aide des coefficients mobiles de la période antérieure.
P_4 = Indice des prix dérivés pondéré à l'aide de coefficients mobiles mixtes.
Pour de plus amples précisions, voir le *Supplément* de 1950 au *Bulletin mensuel de Statistique* des Nations Unies, page 71 (édition anglaise).

[a] Rapport entre l'indice des prix à l'importation et l'indice des prix à l'exportation.

d'échange s'altérer d'environ 15% à la fin de l'année. C'est ce qui s'est passé au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, au Danemark et en Autriche. En Belgique, les prix à l'exportation, qui avaient baissé, ont, il est vrai, recommencé à monter, mais l'altération du taux d'échange de ce pays n'en a pas été pour autant moins forte en raison du niveau relativement élevé et croissant des prix à l'importation. C'est toutefois en Allemagne occidentale que le taux d'échange s'est altéré le plus. Cela s'explique principalement par le fait que l'Allemagne occidentale acquiert dans des pays à monnaie non dévaluée une part de ses importations plus forte que ne font d'autres pays qui ont dévalué leur monnaie dans une proportion équivalente.

Pour l'ensemble des pays européens, l'altération du taux d'échange avec les régions extra-européennes, entre la période antérieure à la dévaluation et le quatrième trimestre de 1950, a été supérieure à 25% [1]. Cette altération est beaucoup plus sensible pour l'ensemble du commerce extérieur que dans n'importe quel pays pris individuellement ; il n'y a pas lieu de s'en étonner puisqu'il n'a pas été tenu compte du commerce intereuropéen dans le calcul global. Cette évolution défavorable du taux d'échange avec les régions extra-européennes s'est faite en deux étapes. La première est intervenue au cours de la période qui a précédé le milieu de l'année 1950 ; elle a été de 15% environ par rapport aux neuf mois qui avaient précédé la dévaluation. Ce changement s'est presque entièrement produit au premier trimestre de 1950 et il n'y a guère eu de modification nouvelle au deuxième trimestre. Vint alors la forte hausse des prix des matières premières importées en provenance de pays extra-européens, et le taux d'échange de l'Europe s'est de nouveau aggravé d'environ 15% au dernier trimestre de l'année. Ces modifications indiquent la mesure dans laquelle il faudrait que les exportations à destination des pays d'outre-mer augmentent pour permettre d'importer un volume donné de marchandises, à la suite des changements de prix déjà enregistrés dans les prix dérivés des échanges commerciaux du dernier trimestre. Toutefois, comme on l'a déjà fait observer, les prix dérivés ne font pas apparaître pleinement la modification des prix courants cotés, même jusqu'à ce moment-là, et bien moins encore les nouvelles augmentations de prix survenues par la suite.

[1] Voir le Tableau 4.

2. La structure générale du commerce

Les modifications du volume et de la valeur

Les exportations des pays européens qui, au lendemain même de la guerre, étaient tombées, par rapport à l'avant-guerre, à un niveau plus bas encore que n'avait fait la production elle-même, ont, depuis quelques années, augmenté beaucoup plus vite que celle-ci. Entre 1948 et 1950, cette augmentation a été de l'ordre de 50% : en prix constants au niveau de 1949 d'avant la dévaluation, ces exportations sont passées de 20 à 30 milliards de dollars environ. Comme le montre le Tableau 43, la part la plus considérable de cette augmentation a été le fait des échanges intereuropéens, quoique les exportations à destination des pays d'outre-mer aient aussi augmenté dans de fortes proportions. Pendant la même période, les importations globales des pays européens ont augmenté d'environ 20%, la totalité de cette augmentation étant due aux progrès des échanges intereuropéens : les importations en provenance de pays extra-européens ont légèrement diminué, car la forte réduction des importations en provenance de l'Amérique du Nord

Tableau 43

COMMERCE DES PAYS EUROPÉENS, EN PRIX CONSTANTS ET EN PRIX COURANTS

En millions de dollars, importations c.a.f. et exportations f.o.b.

Région de destination ou d'origine, et année		Royaume-Uni		Allemagne : zones occidentales		Reste de l'Europe		Total pour l'Europe	
		Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations
I. *En prix constants* (niveau moyen janv.-sept. 1949)									
Etats-Unis et Canada	1948	600	1.600	— [a]	700	800	3.200	1.400	5.500
	1949	500	1.700	100	800	700	3.000	1.300	5.500
	1950	900	1.100	100	400	1.300	2.200	2.300	3.700
Autres pays extra-européens	1948	3.900	4.600	— [a]	400	3.500	5.300	7.400	10.300
	1949	4.500	4.800	100	600	4.000	4.700	8.600	10.100
	1950	4.800	5.100	500	900	4.800	5.500	10.100	11.500
Pays européens	1948	2.000	2.100	600	500	9.000	9.400	11.600	12.000
	1949	2.100	2.600	1.000	900	11.100	11.200	14.200	14.700
	1950	2.600	2.900	2.000	1.600	13.200	14.000	17.800	18.500
Total	1948	6.500	8.300	600	1.600	13.300	17.900	20.400	27.800
	1949	7.100	9.100	1.200	2.300	15.800	18.900	24.100	30.300
	1950	8.300	9.100	2.600	2.900	19.300	21.700	30.200	33.700
II. *En prix courants*									
Etats-Unis et Canada	1948	557	1.641	30	778	858	3.372	1.445	5.791
	1949	501	1.646	54	836	719	2.990	1.274	5.472
	1950	670	1.095	113	441	1.033	2.347	1.816	3.883
Autres pays extra-européens	1948	3.763	4.619	48	307	3.357	5.298	7.168	10.224
	1949	4.111	4.359	129	519	3.725	4.581	7.965	9.459
	1950	3.472	3.965	368	778	3.711	5.012	7.551	9.755
Pays européens	1948	1.996	2.014	642	503	8.877	9.730	11.515	12.247
	1949	1.944	2.332	942	883	10.506	10.642	13.392	13.857
	1950	1.892	2.169	1.501	1.485	11.092	11.340	14.485	14.994
Total	1948	6.316	8.274	720	1.588	13.092	18.400	20.128	28.262
	1949	6.556	8.337	1.125	2.238	14.950	18.213	22.631	28.788
	1950	6.034	7.229	1.982	2.704	15.836	18.699	23.852	28.632

Sources et méthodes : Voir annexe B.

[a] Moins de 50 millions de dollars.

n'a pas été entièrement compensée par l'augmentation des importations en provenance d'autres pays extra-européens.

Dans tous les cas, cette modification s'est surtout produite en 1950. Cela est particulièrement vrai des échanges de l'Europe avec les Etats-Unis et le Canada. Les exportations à destination de ces pays-là, qui avaient légèrement baissé l'année précédente, ont augmenté de 75%, tandis que les importations en provenance de ces pays ont diminué d'un tiers.

Le fait que ces modifications extrêmement sensibles du volume des échanges de l'Europe ne ressortent que très confusément des chiffres des valeurs en prix courants que fournit également le Tableau 43, montre bien à quel point les modifications survenues dans le niveau des prix en dollars, à la suite de la dévaluation, ont été importantes. En effet, d'après ces données, le chiffre en dollars des importations globales des pays européens n'a guère varié depuis 1948, et l'augmentation de la valeur en dollars des exportations de ces pays n'a pas dépassé 18% environ. Ce sont là des chiffres qui intéressent l'évolution de la situation de l'Europe en matière de paiements et qui montrent dans quelle mesure l'aggravation du taux d'échange de l'Europe avec les pays extra-européens, dont il a été question à la section précédente du présent chapitre, a contrebalancé la forte augmentation des exportations européennes par rapport aux importations européennes au cours de l'année dernière ; mais ils ne font en aucune façon apparaître les modifications réellement survenues dans le volume des marchandises échangées par les pays européens entre eux et avec les autres régions.

Les progrès du commerce de l'Europe, aussi bien avec les pays extra-européens qu'à l'intérieur de l'Europe elle-même, ont coïncidé avec un affaiblissement relatif de la position prédominante occupée par le Royaume-Uni. Si l'on fait abstraction de la diminution exceptionnellement forte des importations britanniques en provenance de l'Amérique du Nord, cela ne signifie pas que le commerce du Royaume-Uni n'ait pas réussi à se développer, mais bien plutôt que les exportations et les importations d'autres pays européens, notamment celles de l'Allemagne occidentale, ont augmenté à un rythme encore plus rapide [1].

La forte augmentation du commerce extérieur de l'Allemagne occidentale depuis un an est surtout le fait des échanges avec les autres pays européens, lesquels, en 1950, ont encore absorbé 75% des exportations de cette région. Les exportations de l'Allemagne occidentale à destination des pays extra-européens ont augmenté beaucoup plus rapidement que celles des autres pays européens, mais, en chiffres absolus, elles sont restées faibles ; elles ne sont entrées, en 1950, que pour 5% environ, contre 15% avant la guerre, dans les exportations globales de l'Europe à destination des pays extra-européens.

Grâce à l'accroissement général de la demande, le relèvement du commerce de l'Allemagne occidentale ne semble pas avoir fait trop fortement concurrence aux autres pays exportateurs européens, dont les ventes ont simultanément augmenté sur les mêmes marchés. C'est ainsi, par exemple, que, dans les échanges intereuropéens, dans lesquels les exportations allemandes ont doublé en 1950, les exportations des autres pays européens pris ensemble ont augmenté de quelque 20%.

Les fluctuations des échanges d'un trimestre à l'autre

S'il est vrai que le volume du commerce des pays européens a été beaucoup plus considérable pendant toute l'année 1950 qu'au cours de l'année précédente, c'est aux troisième et quatrième trimestres que les exportations ont connu une augmentation particulièrement marquée. On peut se rendre compte des niveaux plus élevés atteints au cours de l'année par rapport aux périodes correspondantes de 1949 en considérant les chiffres récapitulatifs suivants des exportations et des importations globales, commerce intereuropéen compris [2].

Indices du volume du commerce européen
(trimestre correspondant de 1949 = 100)

	Importations	*Exportations*
Premier trimestre . .	113	118
Second trimestre . .	109	120
Troisième trimestre .	109	129
Quatrième trimestre .	114	132
Année entière . . .	112	125

A mesure que les progrès de l'activité économique mondiale s'accentuaient au cours de l'année, tous

[1] Les renseignements touchant au commerce et aux paiements qui, dans le présent chapitre et dans toute l'ETUDE, concernent l'« Allemagne occidentale », s'entendent des trois zones occidentales d'occupation ainsi que des secteurs occidentaux de Berlin.

[2] Ces chiffres sont tirés des indices du volume global des exportations et des importations des divers pays européens figurant au Tableau XXVII de l'Annexe ; c'est dans ce tableau également que l'on a puisé les indications qui, dans le texte ci-dessus, concernent la situation de divers pays.

les pays européens ont pratiquement eu leur part de ces progrès. Le renforcement de la demande, joint à l'augmentation des quantités d'articles industriels et de denrées alimentaires fournis par la production courante, a été d'une telle ampleur que les effets de la dévaluation sur la capacité de concurrence des divers pays européens en ont été annulés et au-delà. Cependant, tous les pays qui ont dévalué de 20% ou davantage ont beaucoup exporté pendant toute l'année 1950, tandis que les exportations de la Suisse et de la Belgique ont seulement commencé à augmenter lorsque les répercussions de la guerre de Corée se sont fait sentir, vers la fin de l'année.

Les exportations qui ont le plus augmenté au cours de cette année sont celles de l'Allemagne occidentale : pendant le dernier trimestre, elles ont atteint un volume presque égal au triple de la moyenne de 1949, et ont dépassé de 28% le chiffre de 1938. Les exportations de la France ont fortement grossi. Ce pays était relativement bien placé pour fournir des exportations destinées à répondre aux besoins des marchés extérieurs favorables aux vendeurs, parce que, la demande intérieure ayant faibli, il avait été possible de libérer de l'acier et d'autres marchandises très demandées sur les marchés étrangers. Le volume des exportations de la France, au dernier trimestre, a dépassé des trois quarts la moyenne trimestrielle de 1949 ; il a atteint plus du double du chiffre relativement bas de 1938.

Contrairement à ce qui s'est passé pour les exportations, les importations ont, au second semestre de l'année, réagi de façon fort diverse à la modification de la situation du commerce mondial. On a pu constater au Royaume-Uni une forte tendance à différer les achats du fait de la hausse des prix mondiaux ; au second semestre de 1950, les importations sont restées inférieures à ce qu'elles avaient été l'année précédente, bien que la production industrielle et les besoins des pays en matières premières eussent sensiblement augmenté pendant ce laps de temps.

Dans la plupart des autres pays, le volume des importations a beaucoup augmenté au cours des derniers mois de l'année. Tel a été notamment le cas de l'Allemagne occidentale, où l'application très libérale des mesures de contrôle des importations a permis au commerce de s'adapter sans retard aux changements survenus sur le marché mondial, et à l'activité économique intérieure de poursuivre ses progrès. Dans ces conditions, les importations de l'Allemagne occidentale ont fait un bond au dernier trimestre de l'année, allant jusqu'à dépasser de 60% la moyenne de 1949 et de plus d'un quart celle de 1938.

3. Les importations européennes en 1950

Aux différences considérables dans le comportement des importations des divers pays européens en 1950 sont venues s'ajouter de profondes modifications dans la répartition des sources d'approvisionnement et dans la composition du commerce. Les principaux changements touchant les importations de denrées alimentaires et de matières premières [1] sont résumés dans le Tableau 44 qui fait ressortir toute l'ampleur de la diminution des importations de denrées alimentaires et de matières premières de l'Europe en provenance de l'Amérique du Nord [2]. Toutefois, ces diminutions ont eu tendance, pour les matières premières plus que pour les denrées alimentaires, à être contrebalancées par l'augmentation des importations provenant d'autres sources extra-européennes. En même temps, les importations que les pays européens se procurent en Europe même ont très fortement augmenté pour l'une et l'autre catégorie de marchandises.

Les importations de denrées alimentaires

On peut relever dans l'évolution des importations européennes de denrées alimentaires en 1950, trois caractéristiques principales : les quantités globales de céréales, notamment de céréales panifiables, importées par les pays européens ont beaucoup

[1] Il sera question des importations d'articles manufacturés dans une autre section du présent chapitre.

[2] Le Tableau XXVIII de l'Annexe, qui indique les importations européennes en provenance des Etats-Unis pour toutes les catégories de marchandises, articles manufacturés compris, montre qu'il y a eu une forte réduction des importations dans le cas de presque tous les articles désignés, sauf le cuivre et les articles manufacturés en cuivre, pour lesquels le volume a légèrement augmenté, et sauf les machines dont les importations se sont sensiblement maintenues au même niveau, bien que l'on ait éliminé du calcul, à partir du deuxième trimestre de 1950, les exportations de la « catégorie spéciale » (qui comprend certaines catégories de machines) auxquelles ont procédé les Etats-Unis, principalement au titre des programmes d'aide militaire.

Tableau 44

IMPORTATIONS DE DENRÉES ALIMENTAIRES ET DE MATIÈRES PREMIÈRES INDUSTRIELLES DANS QUATORZE PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE [a]

En milliards de dollars, en prix de 1949 antérieurs à la dévaluation

Région d'origine	Année	Denrées alimentaires et produits d'affouragement	Matières premières industrielles
Etats-Unis et Canada . .	1949	2,0	1,4
	1950	1,2	0,9
Autres pays extra-européens	1949	3,9	4,2
	1950	4,4	4,7
Total pour les pays extra-européens	1949	5,9	5,6
	1950	5,6	5,6
Europe	1949	1,7	2,8
	1950	2,1	3,5
Total	1949	7,6	8,4
	1950	7,7	9,1

Sources et méthodes : Voir annexe B.

[a] Allemagne (zones occidentales), Autriche, Belgique-Luxembourg, Danemark, France, Irlande, Islande, Italie, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède et Turquie.

diminué ; les quantités disponibles de denrées alimentaires, notamment d'aliments protecteurs, en provenance de pays producteurs européens ont augmenté ; enfin, on a constaté que les niveaux de nutrition s'étaient sensiblement améliorés, surtout en Allemagne occidentale. Ces faits nouveaux peuvent être étudiés à l'aide des chiffres du Tableau 45 qui indique les quantités des principales denrées alimentaires (ainsi que des matières premières) importées par le Royaume-Uni, l'Allemagne occidentale et d'autres pays européens pour lesquels on dispose de données statistiques.

Si les importations européennes de céréales panifiables ont diminué de 4 millions de tonnes, c'est surtout par suite de la réduction des quantités que l'Allemagne occidentale et le Royaume-Uni importent d'Amérique du Nord ; c'est là l'une des raisons majeures de l'amélioration de la situation de l'Europe en matière de dollars en 1950. Les importations britanniques de céréales panifiables en provenance d'autres pays extra-européens, notamment d'Australie, ont diminué aussi, alors que les quantités de ces céréales que l'Allemagne occidentale fait venir d'Argentine ont légèrement augmenté en vertu du nouveau traité de commerce conclu au mois de juillet 1950. La diminution du tonnage global importé par ces deux grands pays importateurs peut s'expliquer en partie par une diminution de la consommation de céréales panifiables coïncidant avec l'amélioration du régime alimentaire, ainsi que, dans le cas du Royaume-Uni, par l'accroissement de la production propre du pays. Mais il semble que la cause principale doive être cherchée dans les modifications des stocks. En Allemagne occidentale, les stocks de céréales panifiables ont diminué de quelque 730.000 tonnes, les trois quarts de cette diminution intéressant les stocks d'Etat. Au Royaume-Uni, en revanche, les stocks n'ont guère décru en 1950, et si les importations ont diminué, c'est plutôt parce qu'en 1949, ce pays avait importé de grosses quantités de céréales afin de reconstituer des stocks presque épuisés par suite de la mauvaise récolte de l'année précédente.

Les quantités de céréales secondaires importées en Allemagne occidentale en 1950 ont également beaucoup diminué par rapport au chiffre relativement élevé qu'elles avaient atteint en 1949 ; les importations du Danemark et de la Suède ont aussi sensiblement diminué. Il y a eu une évolution en sens contraire au Royaume-Uni ainsi qu'en Irlande et aux Pays-Bas. Cependant, dans tous les pays, les importations de céréales secondaires sont restées très au-dessous du chiffre d'avant guerre et, pour l'ensemble de l'Europe, elles ont été inférieures de 4,2 millions de tonnes au chiffre des années 1934 à 1938, ce qui correspond à une diminution de 36 % [1], et cela surtout en raison des progrès très considérables qu'a faits la production européenne de divers autres produits d'affouragement, comme il a été dit au Chapitre 2.

L'augmentation des quantités de denrées alimentaires importées de pays européens ressort nettement du Tableau 46 qui indique l'origine de plusieurs des principales denrées alimentaires importées par le Royaume-Uni et par l'Allemagne occidentale qui sont les deux plus gros importateurs européens de ces denrées. Pour ces deux pays pris ensemble, les importations de viande provenant de pays européens ont doublé en 1950 et les importations de beurre et d'œufs

[1] Ce chiffre s'entend des importations brutes des pays européens, commerce intereuropéen compris.

Tableau 45

IMPORTATIONS BRUTES DE DENRÉES ALIMENTAIRES ET DE MATIÈRES PREMIÈRES INDUSTRIELLES DE TOUTE PROVENANCE DANS LES PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE [a]

En milliers de tonnes

Groupe de produits	Royaume-Uni			Allemagne : zones occidentales			France			Autres pays de l'Europe occidentale			Total pour les pays de l'Europe occidentale		
	1948	1949	1950	1948 [b]	1949 [b]	1950	1948	1949	1950	1948	1949	1950	1948	1949	1950
Céréales panifiables [c]	5.328	5.609	3.859	3.808	3.311	1.949	1.176	670	228	7.421	6.035	5.443	17.733	15.625	11.479
Céréales secondaires [c]	2.514	1.316	1.928	915	2.206	1.093	592	971	819	3.228	3.522	3.676	7.249	8.015	7.516
Viande [d]	1.093	1.150	1.270	44	87	210	22	10	10	222	185	145	1.381	1.432	1.635
Beurre	274	320	340	1	3	46	5	26	19	57	44	36	337	393	441
Fromage	159	216	156	2	22	44	2	9	23	39	47	46	202	294	269
Œufs [e]	174	206	219	9	12	115	16	7	11	32	28	31	231	253	376
Sucre [f]	2.317	2.589	2.732	551	271	612	329	269	341	1.361	1.135	1.474	4.558	4.264	5.159
Poisson	253	243	138	305	289	112	76	80	78	325	290	305	959	902	633
Graines oléagineuses	1.024	1.298	1.205	140	423	381	531	678	430	734	1.021	1.227	2.429	3.420	3.243
Graisses et huiles	644	702	739	119	255	603	122	126	173	429	577	709	1.314	1.660	2.224
Café	51	42	39	10	26	27	71	87	150	289	293	260	421	448	476
Thé	185	211	161	—	2	2	1	2	1	22	22	33	208	237	197
Tabac [g]	114	122	123	6	41	41	12	31	19	109	117	132	241	311	315
Charbon, coke et agglomérés.	88	14	14	2.005	3.175	5.382	17.122	18.654	10,529	44.922	42.370	46.224	64.137	64.213	62.149
Pétrole brut et raffiné [h]	19.003	18.695	20.167	1.654	2.357	2.854	8.632	12.451	14,646	19.144	20.968	28.724	48.433	54.471	66.391
Acier brut et fini [h]	414	894	467	18	74	243	296	183	110	3.889	3.934	4.480	4.617	5.085	5.300
Cuivre [i]	362	316	323	18	43	86	103	124	110	325	290	330	808	773	849
Plomb [i]	163	189	175	1	1	4	36	22	29	80	120	135	280	332	343
Etain [i]	—	1	5	2	4	9	8	4	6	5	6	12	15	15	32
Zinc [i]	170	145	144	11	12	6	39	50	30	48	65	66	268	272	246
Aluminium [i]	141	168	143	16	16	5	27	5	1	57	49	49	241	238	198
Soufre [j]	354	399	446	12	25	31	130	165	142	229	181	198	725	770	817
Bois (en milliers de m^3)	8.513	9.078	7.648	96	634	1.743	4.530	3.428	1.058	8.254	8.990	10.878	21.393	22.130	21.327
Pâte de bois [k]	1.179	1.341	1.431	152	279	281	287	396	501	640	707	882	2.258	2.723	3.095
Papier-journal	128	184	141	4	44	30	—	—	1	112	136	152	244	364	324
Laine brute	250	324	291	43	71	100	187	181	160	240	277	294	720	853	845
Coton brut.	395	481	498	120	187	253	195	270	293	464	585	639	1.174	1.523	1.683
Cuirs et peaux	127	143	139	22	57	79	66	55	66	136	155	152	351	410	436
Caoutchouc	194	160	230	75	98	103	105	110	114	124	130	146	498	498	593

Sources : Statistiques des pays importateurs. Pour le détail des facteurs de conversion utilisés, voir Annexe B.

[a] La plupart des pays énumérés dans le tableau appartiennent à l'Europe occidentale, mais, pour des raisons de commodité, l'expression « Europe occidentale » englobe ici tous les pays pour lesquels on possède des statistiques et qui sont énumérés ci-après : Allemagne (zones occidentales), Autriche, Belgique-Luxembourg, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Turquie.

[b] Les chiffres relatifs à 1948 et à 1949 se rapportent à la zone anglo-américaine seulement.

[c] Y compris la farine, en quantités équivalentes de céréales.

[d] Y compris les animaux sur pied en quantités équivalentes de viande.

[e] Œufs en coquille, œufs congelés et œufs en poudre, en quantités équivalentes d'œufs en coquille.

[f] En quantités équivalentes de sucre brut.

[g] Y compris le tabac manufacturé, exprimé en quantités équivalentes de tabac brut.

[h] En quantités équivalentes de produit brut.

[i] Métal non ouvré seulement.

[j] Soufre brut et soufre raffiné.

[k] En quantités équivalentes de bois sec.

Tableau 46

IMPORTATIONS DE DENRÉES ALIMENTAIRES A DESTINATION DU ROYAUME-UNI ET DES ZONES OCCIDENTALES D'ALLEMAGNE [a]

En milliers de tonnes

Groupe de produits et pays importateur / Pays exportateur et année	Danemark		Pays-Bas		France		Autres pays de l'Europe occidentale [b]		Europe orientale [c]		Total pour l'Europe		Etats-Unis et Canada		Reste du monde		Total	
	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950
Céréales panifiables [d]																		
Royaume-Uni	—	—	—	—	17	50	—	—	—	—	17	50	4.589	3.446	1.003	363	5.609	3.859
Allemagne : zones occidentales	61	—	23	5	—	133	1	159	510	247	595	544	2.656	1.168	60	237	3.311	1.949
Céréales secondaires [d]																		
Royaume-Uni	..	..	33	32	9	8	17	16	345	762	404	818	94	242	818	868	1.316	1.928
Allemagne : zones occidentales	10	19	—	—	—	28	8	1	99	49	117	97	1.877	640	212	356	2.206	1.093
Viande [e]																		
Royaume-Uni	102	170	20	43	9	26	121	137	31	48	283	424	50	37	948	920	1.281	1.381
Allemagne : zones occidentales	10	91	3	20	2	26	6	18	4	32	25	187	21	2	41	21	87	210
Beurre																		
Royaume-Uni	96	128	16	15	—	—	—	—	—	—	112	143	—	—	208	197	320	340
Allemagne : zones occidentales	3	9	—	19	—	—	—	17	—	1	3	46	—	—	—	—	3	46
Fromage																		
Royaume-Uni	5	7	18	6	5	3	8	6	—	—	36	22	64	34	116	100	216	156
Allemagne : zones occidentales	14	17	5	22	—	—	2	4	—	—	21	43	—	—	1	1	22	44
Œufs [f]																		
Royaume-Uni	66	73	17	1	—	—	25	24	11	12	119	110	48	69	39	40	206	219
Allemagne : zones occidentales	6	17	4	57	—	13	2	18	—	7	12	112	—	1	—	2	12	115
Sucre (en quantités équivalentes de sucre brut)																		
Royaume-Uni	..	..	..	..	—	—	—	..	—	—	—	—	—	—	2.589	2.732	2.589	2.732
Allemagne : zones occidentales	—	27	22	77	—	31	23	56	14	22	59	213	9	7	203	392	271	612

Sources : Les chiffres sont tirés des statistiques des pays importateurs. Pour le détail des facteurs de conversion utilisés, voir Annexe B.

[a] Les chiffres de 1949 se rapportent uniquement à la zone anglo-américaine.

[b] Autriche, Belgique, Finlande, Irlande, Italie, Norvège, Suède et Suisse.

[c] Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, U.R.S.S. et Yougoslavie.

[d] Y compris la farine, en quantités équivalentes de céréales.

[e] Y compris les animaux sur pied, en quantités équivalentes de viande, la volaille, le gibier et les conserves de viande de toute sorte. Les totaux pour le Royaume-Uni sont plus élevés que ceux du Tableau 45, du fait que dans ce tableau-ci sont compris la volaille, le gibier et les conserves de viande.

[f] Œufs en coquille, œufs congelés et œufs en poudre, en quantités équivalentes d'œufs en coquille.

Tableau 47

CONSOMMATION DE DENRÉES ALIMENTAIRES DANS LES ZONES OCCIDENTALES D'ALLEMAGNE ET AU ROYAUME-UNI

En kilogrammes par habitant — taux annuel

Produit	Allemagne	Royaume-Uni	Allemagne : zones occidentales			Royaume-Uni	
	1935-1938	1934-1938	1948/49 [a]	1950	1950 4e trim.	1950	1950 4e trim.
Céréales	112	93	126	121	109	98	98
Quantité totale de viande [b]	48	54	18	32	40	42	41
dont : porc, lard, jambon	29	12[c]	8	18	25	9[c]	8[c]
Sucre raffiné	24	46	21	27	37	35	35
Huiles et graisses	25	19	10	18	20	20	21

Sources : Voir Annexe B.

[a] Non compris les secteurs occidentaux de Berlin.

[b] Non compris lapins, gibier et volaille.

[c] Jambon et lard seulement.

ont augmenté aussi. Ce surcroît d'importations a été livré par plusieurs pays européens, mais les deux principales sources d'approvisionnement ont été le Danemark et les Pays-Bas [1].

L'amélioration sensible du régime alimentaire en Europe ressort non seulement du fait que la consommation du pain a quelque peu diminué dans un certain nombre de pays européens, mais aussi de ce que les importations de poisson ont beaucoup baissé et que le commerce de la viande et des produits laitiers a augmenté. Mais ces changements ont surtout intéressé l'Allemagne occidentale, dont les importations en provenance du Danemark et des Pays-Bas ont augmenté de façon frappante grâce à la politique d'importation relativement libérale appliquée en Allemagne. En même temps, on constate une très forte augmentation des quantités de graisses et d'huiles importées par l'Allemagne occidentale — qui n'en avait guère importé, en pratique, au cours des premières années de l'après-guerre — ainsi que des importations de sucre.

Le Tableau 47 fait apparaître les effets des modifications survenues dans le volume et la composition des importations de denrées alimentaires de l'Allemagne occidentale, ainsi que de l'augmentation des quantités de denrées alimentaires produites dans le pays même. On constatera que, pour les aliments de haute qualité, la consommation apparente par habitant a très sensiblement augmenté en 1950 et qu'au dernier trimestre de cette année-là, non seulement elle se rapprochait des chiffres normaux d'avant guerre, mais atteignait même un niveau comparable à celui du Royaume-Uni.

En augmentant ses importations de denrées alimentaires, l'Allemagne occidentale est entrée, dans une certaine mesure, en concurrence avec le Royaume-Uni pour les achats effectués sur les marchés européens, grâce à une politique des prix plus souple. Par exemple, lorsque le Royaume-Uni s'est refusé à payer après la dévaluation des prix plus élevés pour le beurre et les œufs en provenance des Pays-Bas, ce dernier pays a détourné vers l'Allemagne [2] une part croissante de ses exportations. Il est vrai que la diminution des livraisons en provenance des Pays-Bas a été compensée par une augmentation des importations britanniques de beurre et d'œufs à partir d'autres pays, mais, dans le cas du fromage, la diminution des quantités fournies par les Pays-Bas au Royaume-Uni a entraîné une forte réduction des quantités totales de fromage importées par le Royaume-Uni qui, au lendemain de la dévaluation, avait réduit ses achats aux Etats-Unis. Cependant, les importations britanniques de produits laitiers autres que le fromage ont légèrement augmenté et les importations britanniques de viande ont aussi été, pour l'ensemble de l'année, sensiblement plus élevées qu'en 1949, bien que, pendant l'année 1950, elles aient eu tendance à baisser en raison du fléchis-

[1] Pour ce qui est de la viande, l'Irlande est, avec le Danemark, le principal fournisseur du Royaume-Uni.

[2] Si les importations allemandes de viande et de produits laitiers en provenance des Pays-Bas ont tellement augmenté, c'est aussi grâce aux mesures particulièrement libérales dont les importations en provenance de ce pays ont bénéficié depuis la fin de l'année 1949.

sement puis de l'arrêt, consécutifs à l'échec des négociations relatives aux prix, des livraisons de viande en provenance d'Argentine.

Les importations de matières premières industrielles

Les importations de marchandises destinées à l'industrie ont évolué pendant l'année 1950 de la façon indiquée au Tableau 45 alors que, sur le marché mondial, les excédents apparents faisaient place à de graves pénuries. Jusqu'au dernier trimestre de l'année — moment où de graves difficultés d'approvisionnement se firent sentir — le comportement des importations a correspondu, semble-t-il, aux réactions diverses qu'ont provoquées dans les différents pays, d'une part, les modifications des rapports entre les prix dues à la dévaluation et, d'autre part, la hausse des prix survenue au second trimestre de 1950 ; aussi ce comportement n'a-t-il pas été le même partout.

Le changement de climat économique au cours de l'année 1950 s'est manifesté particulièrement dans la tournure prise par les importations de charbon, lesquelles provenaient essentiellement de fournisseurs européens, les quantités importées des Etats-Unis étant tombées à un chiffre négligeable. Dans les premiers mois de l'année, c'est la faiblesse de la demande qui tendait à réduire le commerce international du charbon, surtout en France — principal pays importateur —, encore que la diminution des achats de ce pays ait été contrebalancée par l'augmentation des quantités importées par les consommateurs moins importants, tels que les pays scandinaves, les Pays-Bas et la Suisse, qui, depuis la guerre, n'avaient importé que des tonnages relativement faibles. Vers la fin de l'année, c'est plutôt du côté de l'offre qu'il faut chercher l'explication de la faiblesse relative des importations : en effet, les principaux pays producteurs de charbon, qui demeuraient incapables de développer leur production, alors que les besoins de leur industrie propre augmentaient, furent amenés à réduire leurs exportations, au moment où la demande de la France et d'autres pays importateurs devenait beaucoup plus active [1].

Les importations de bois provenant soit d'Europe, soit d'Amérique du Nord ont diminué. En même temps, il y a eu de profondes modifications dans le volume et l'orientation de ce commerce. Les importations du Royaume-Uni ont beaucoup diminué, ce qui a eu de très sérieuses répercussions sur l'approvisionnement de ce pays, le Royaume-Uni ayant refusé de payer les prix plus élevés en livres sterling demandés par les exportateurs de bois, après la dévaluation. Les approvisionnements disponibles ont été enlevés par d'autres pays ; les exportations canadiennes se sont orientées vers les Etats-Unis, à mesure que la demande de l'industrie du bâtiment augmentait dans ce pays ; quant aux exportations de la Suède, elles se sont dirigées vers l'Allemagne occidentale pour la même raison. De la sorte, les quantités totales de bois dont a disposé l'Allemagne occidentale ont fortement augmenté : en effet, ses importations ont augmenté de plus d'un million de mètres cubes tandis que ses exportations (qui avaient constitué un phénomène exceptionnel au lendemain même de la guerre) ont diminué d'environ deux millions de mètres cubes. Au même moment, la situation de la France s'est sensiblement modifiée, en partie à cause de l'arrêt des exportations de l'Allemagne occidentale, qui avaient été jusque-là principalement orientées vers la France, et en partie à la suite des violents incendies de forêts des Landes qui — à cause de l'existence de grosses quantités de bois endommagés par le feu — avaient eu pour effet d'augmenter de façon exceptionnelle l'approvisionnement intérieur de ce pays et même de permettre certaines exportations de bois en 1950.

Parmi les autres principaux produits que l'Europe se procure dans les pays extra-européens, les importations de coton brut ont augmenté de 11 %, faisant ainsi des progrès à peu près équivalents à ceux que faisait la production des textiles de coton en Europe. Cependant, comme la récolte de 1950 a été mauvaise aux Etats-Unis et que les exportations ont été soumises à des restrictions dans ce pays, les importations européennes de coton en provenance des Etats-Unis, qui sont la principale source d'approvisionnement, se sont trouvées très sérieusement réduites par rapport à 1949. Dans le cas du Royaume-Uni, les importations de coton des Etats-Unis ont même été, au dernier trimestre, plus faibles qu'au troisième — qui est d'ordinaire marqué par une diminution saisonnière —, mais le volume global des importations britanniques a été maintenu grâce à l'augmentation des quantités

[1] Il importe de noter que le Tableau 45 indique les importations brutes, et non pas les importations nettes. De ce fait, les importations de l'Allemagne occidentale sont enregistrées dans ce tableau et elles sont même portées comme ayant augmenté, bien que ce pays ait été un gros exportateur de charbon. Ces importations, qui proviennent presque exclusivement de la Sarre, résultent en partie de l'intensification des échanges normaux de charbons de qualités et de types différents entre pays producteurs, et, en partie, de considérations de proximité géographique.

de coton achetées à divers producteurs secondaires, parfois à un prix sensiblement plus élevé. Les quantités de laine crue importées par les pays européens n'ont, en revanche, nullement augmenté, alors que la production des filés de laine se développait ; le fait est surtout dû à la diminution des quantités importées par le Royaume-Uni, dont les stocks ont, pour cette raison, baissé davantage encore.

Les importations de métaux non ferreux — dont les uns viennent de pays extra-européens et les autres de pays européens — se sont comportées de façon plus diverse. Les importations de cuivre et d'étain ont augmenté, celles d'aluminium et de zinc ont diminué pour l'ensemble des pays européens, mais, dans la plupart des cas, les nouvelles livraisons sont demeurées inférieures aux besoins normaux de la consommation. Les importations de soufre naturel en provenance des Etats-Unis ont augmenté par rapport à 1949, pour l'ensemble de l'année 1950, en raison de l'accroissement des achats du principal importateur, à savoir le Royaume-Uni, mais ces importations ont commencé à diminuer au cours de l'année et ont subi une forte chute au dernier trimestre, lorsque les Etats-Unis eurent imposé des restrictions aux exportations.

Parmi les principaux pays qui jouent un rôle dans le commerce international, l'Allemagne occidentale occupe une place à part, en raison de la forte augmentation d'ensemble de ses importations de matières premières diverses en 1950. Ce fait est dû surtout aux progrès rapides de la production industrielle de ce pays, mais, en outre, le vif essor constaté au quatrième trimestre semble procéder, dans une certaine mesure, du gonflement de la demande destinée à la constitution de stocks. Cependant, la Suisse a été le seul pays dont les importations aient eu très nettement pour objet la constitution de stocks de réserve de matières premières dont il y a pénurie, notamment de coton, de laine, et de soufre [1].

[1] Les importations supplémentaires qui ont été faites avec l'encouragement du Gouvernement suisse ont également porté sur certaines denrées alimentaires, en particulier le sucre, dont il a été importé 326.000 tonnes en 1950 contre 160.000 tonnes en 1949, la faible production propre de la Suisse n'ayant pas accusé de variation importante.

4. Les exportations européennes en 1950

Les modifications de la situation du point de vue de la concurrence sur le marché mondial

En 1950, les exportations européennes se sont, sur le marché mondial, substituées dans une mesure considérable aux exportations des Etats-Unis. L'évolution de la situation à cet égard ressort du Tableau 48 qui indique les exportations des principaux pays européens et celles des Etats-Unis au cours des neuf premiers mois de 1949 et de 1950. Dans ce tableau, la valeur des exportations est calculée aux prix moyens pratiqués pendant la première de ces deux périodes, afin de faire apparaître les modifications du volume des échanges. Les exportations globales des pays européens énumérés, ainsi exprimées en prix constants, ont augmenté entre 1949 et 1950 de plus de 4 milliards de dollars, alors que les exportations des Etats-Unis ont diminué de 2 milliards 400 millions de dollars [2].

C'est surtout l'Europe même qui a été intéressée par ce changement de situation : les exportations des pays européens à destination de marchés européens ont augmenté, alors que les importations européennes en provenance des Etats-Unis diminuaient. Cela s'explique pour une bonne part par la forte réduction des importations européennes de denrées alimentaires et de matières premières en provenance des Etats-Unis ainsi que par l'augmentation concomitante du commerce intereuropéen portant sur ces produits. Le volume des importations européennes d'articles manufacturés en provenance des Etats-Unis a beaucoup moins diminué, notamment en ce qui concerne les métaux et articles en métal et les produits des industries mécaniques.

Pour ce qui est du commerce avec les pays extra-européens, les pays d'Europe ont pu développer fortement leurs exportations à destination de l'hémisphère occidental. Alors que, dans les premières années de l'après-guerre, les exportations européennes n'avaient guère fait de progrès que sur les marchés protégés de la zone sterling et des territoires dépendants d'outre-mer, on constate qu'en 1950, plus de la moitié de l'augmentation totale des exportations outremer a consisté en marchandises vendues à l'Amérique du Nord et à l'Amérique du Sud. Le tiers environ de l'augmentation globale a été le fait de marchandises

[2] Ces données sont fournies en chiffres annuels et comprennent les exportations destinées aux pays d'Europe aussi bien que les exportations vers les marchés extra-européens.

Tableau 48

EXPORTATIONS DE CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE ET DES ÉTATS-UNIS A DESTINATION DE L'EUROPE ET DE PAYS EXTRA-EUROPÉENS, RÉPARTIES PAR PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS [a]

En millions de dollars, aux prix de 1949 antérieurs à la dévaluation

Taux annuels calculés d'après les 9 premiers mois de chaque année

Pays exportateur	Zone de destination	Denrées alimentaires et matières premières [b] (1, 2, 10)			Métaux et produits des industries mécaniques (3, 4, 5, 6)			Textiles (8)			Tous autres articles manufacturés (7, 9)			Total (1, 10)		
		1949	1950	Indices pour 1950 *1949 = 100*	1949	1950	Indices pour 1950 *1949 = 100*	1949	1950	Indices pour 1950 *1949 = 100*	1949	1950	Indices pour 1950 *1949 = 100*	1949	1950	Indices pour 1950 *1949 = 100*
Royaume-Uni	Europe	433	521	*120*	1.004	1.184	*118*	285	432	*152*	288	357	*124*	2.010	2.494	*124*
	Pays extra-europ.	521	636	*122*	2.520	2.898	*115*	1.189	1.046	*88*	803	962	*120*	5.033	5.542	*110*
Pays scandinaves [c]	Europe	1.288	1.672	*130*	425	528	*124*	18	35	*194*	246	345	*140*	1.977	2.580	*131*
	Pays extra-europ.	315	420	*133*	148	223	*151*	6	11	*183*	151	171	*113*	620	825	*133*
Pays-Bas	Europe	566	849	*150*	179	231	*129*	85	136	*160*	70	102	*144*	900	1.318	*146*
	Pays extra-europ.	117	127	*109*	107	146	*136*	98	95	*97*	73	104	*142*	395	472	*119*
France	Europe	567	803	*142*	272	354	*130*	169	219	*130*	161	207	*129*	1.169	1.583	*135*
	Pays extra-europ.	307	400	*130*	605	777	*128*	385	428	*111*	293	360	*123*	1.590	1.965	*124*
Allemagne : zones occidentales	Europe	460	527	*115*	332	783	*236*	55	65	*118*	96	255	*265*	943	1.630	*173*
	Pays extra-europ.	21	31	*148*	99	291	*294*	32	18	*58*	27	100	*370*	179	440	*246*
Belgique-Luxembourg	Europe	236	272	*115*	608	426	*70*	172	254	*148*	190	201	*106*	1.206	1.153	*96*
	Pays extra-europ.	41	58	*141*	427	257	*60*	87	57	*66*	114	148	*130*	669	520	*78*
Italie	Europe	241	354	*147*	144	144	*100*	124	246	*198*	48	50	*104*	557	794	*143*
	Pays extra-europ.	83	128	*154*	175	152	*87*	235	200	*85*	65	55	*85*	558	535	*96*
Suisse	Europe	52	55	*106*	194	200	*103*	71	90	*127*	148	154	*104*	465	499	*107*
	Pays extra-europ.	16	14	*88*	80	77	*97*	37	39	*105*	171	190	*111*	304	320	*105*
Total [d]	Europe	3.908	5.113	*131*	3.160	3.858	*122*	984	1.488	*151*	1.264	1.688	*134*	9.316	12.147	*130*
	Pays extra-europ.	1.446	1.843	*127*	4.166	4.829	*116*	2.084	1.917	*92*	1.706	2.100	*123*	9.402	10.689	*114*
Etats-Unis [e]	Europe	2.780	1.855	*67*	1.097	922	*84*	90	72	*80*	311	222	*71*	4.278	3.071	*72*
	Pays extra-europ.	2.596	2.508	*97*	3.869	3.026	*78*	599	410	*68*	1.020	917	*90*	8.084	6.861	*85*

Sources : Statistiques des pays exportateurs. Voir Annexe B.

NOTE. — Les exportations d'articles semi-manufacturés en or n'ont pas été comprises.

[a] Pour obtenir les chiffres des exportations à destination des pays extra-européens, on a déduit des exportations totales les exportations à destination des principaux marchés européens (soit approximativement 97 % des exportations totales effectuées à destination de l'Europe par les pays exportateurs considérés). Comme les exportations totales sont souvent publiées selon une classification par groupes de produits plus détaillée que celle des exportations à destination des divers pays, il se peut que la répartition des exportations entre l'Europe et les pays extra-européens ne soit pas tout à fait exacte.

[b] Y compris les articles non spécifiés.

[c] Danemark, Finlande, Norvège et Suède.

[d] Total pour les pays énumérés, plus le Portugal.

[e] A partir de juillet 1950, les statistiques commerciales des Etats-Unis n'indiquent pas la décomposition par pays pour « les produits de la catégorie spéciale ». Aussi les chiffres concernant les exportations à destination des pays européens sont-ils trop faibles puisqu'ils ont été calculés par simple addition des exportations à destination des divers pays. Inversement, les chiffres relatifs aux exportations des Etats-Unis à destination des pays extra-européens, qui ont été obtenus par soustraction, sont trop élevés.

vendues aux seuls Etats-Unis, les ventes à ce pays ayant réagi rapidement au stimulant que constituait la situation d'essor économique qui s'était créée dans l'économie américaine au cours de l'année [1]. Sur les autres marchés de l'hémisphère occidental, d'une façon générale, les exportations européennes ont augmenté et les exportations des Etats-Unis ont diminué. Les exportations des pays européens à destination des régions extra-européennes qui leur sont rattachées (y compris la zone sterling) n'ont guère augmenté, tandis que les exportations des Etats-Unis à destination de ces marchés ont baissé. Cependant, les exportations globales provenant de ces deux sources à destination de ce groupe de pays ont été fortement influencées par les restrictions imposées aux importations par l'Inde et l'Union Sud-Africaine.

Bien que ces grandes modifications de la situation relative de l'Europe et des Etats-Unis du point de vue de leurs exportations soient intervenues peu de temps après la dévaluation de la plupart des monnaies d'Europe occidentale, on ne saurait les considérer comme résultant uniquement de la dévaluation. D'autres faits nouveaux importants, qui ont agi sur les échanges commerciaux au cours de la même période, ont contribué à masquer les effets propres de la dévaluation sur la capacité de concurrence des pays européens, à la fois dans leurs rapports avec les Etats-Unis et dans leurs rapports entre eux. Ces faits nouveaux sont notamment l'accroissement général, mais inégalement réparti, des disponibilités exportables, dû à l'augmentation de la production, la libération des échanges entre les pays de l'Europe occidentale, les restrictions plus rigoureuses auxquelles les importations ont été soumises sur certains grands marchés extra-européens, l'apparition d'une demande exceptionnelle d'importations aux Etats-Unis, et la diminution de l'aide financière américaine accordée à des pays européens ou autres.

L'action de ces influences étrangères à la dévaluation s'est manifestée avec une netteté particulière dans les échanges commerciaux intereuropéens. Près d'un tiers de l'accroissement global du commerce intereuropéen a porté sur les denrées alimentaires et les matières premières et provenait, pour une bonne part, de l'augmentation de la production des pays exportateurs et de la politique d'importation plus libérale appliquée par les pays importateurs. Le commerce des textiles aussi a été nettement influencé par d'autres circonstances, car les exportations de la plupart des pays à destination de marchés européens ont augmenté dans une proportion considérable, tandis que leurs exportations dirigées vers les marchés extra-européens restaient stables ou fléchissaient, quelles qu'aient pu être les modifications de la valeur relative des monnaies. Comme on l'expose plus loin, c'est surtout dans les mesures prises en faveur de la libération des échanges par les pays de l'Europe occidentale qu'il faut chercher l'explication de cet état de choses.

D'autre part, en ce qui concerne les métaux et articles en métal et les produits des industries mécaniques, les données figurant au Tableau 48 semblent indiquer de façon très nette les changements causés par la dévaluation dans la situation des différents pays au point de vue de la concurrence. Les exportations de tous les pays dont la monnaie a été dévaluée de 20% ou davantage ont augmenté tant à destination des marchés européens que des marchés extra-européens, alors que les exportations de la Belgique, de l'Italie et de la Suisse, comme celles des Etats-Unis, ont fléchi, ou sont, tout au plus, restées constantes. La même conclusion se dégage de l'examen du groupe de « tous les autres articles manufacturés » ; les exportations des pays qui ont dévalué de 20% ou davantage se sont fortement accrues dans la quasi-totalité des cas, alors que les exportations des autres pays n'ont guère augmenté.

Parmi les pays qui ont dévalué leur monnaie de 20% ou davantage, le Royaume-Uni est, de loin, celui dont les exportations ont le moins augmenté. Cela s'explique surtout par le fait que le volume global de ses exportations de textiles est resté constant et que ses exportations de machines, de métaux et d'articles manufacturés ne se sont accrues que de 6 et 12% respectivement, alors que les exportations britanniques de véhicules ont augmenté de 30%. En revanche, l'Allemagne occidentale compte pour près de la moitié dans l'accroissement des importations européennes globales de métaux et articles en métal et de produits des industries mécaniques, ses exportations à destination de l'Europe ayant augmenté de près de deux fois et demie, et ses exportations outremer ayant presque triplé. L'augmentation des expor-

[1] Comme il ressort du Tableau XXIX de l'Annexe, les exportations européennes à destination des Etats-Unis ont augmenté d'un trimestre à l'autre en 1950, l'augmentation étant particulièrement forte après le milieu de l'année. Ce développement a valu des gains importants à des articles tels que les métaux et les produits chimiques, dont la vente a été stimulée par le développement de la demande de matières premières industrielles aux Etats-Unis.

tations de l'Allemagne, qui a été beaucoup plus forte que celle des exportations d'autres pays dont les prix à l'exportation ont baissé dans la même mesure, doit être, en grande partie, attribuée à des facteurs autres que la dévaluation, notamment au relèvement général de l'économie allemande. Il semblerait toutefois que la dévaluation, dans d'autres pays, ait eu pour effet de déplacer la pression exercée par la concurrence grandissante des exportations allemandes et de la faire supporter par les Etats-Unis et d'autres pays qui n'ont pas dévalué du tout ou n'ont procédé qu'à une faible dévaluation.

Les effets de la dévaluation

En examinant les données du Tableau 48, qui, sans doute, font clairement ressortir les effets de la dévaluation sur la situation relative des divers pays au point de vue de la concurrence, il faut cependant faire la part — plus ou moins décisive — des conditions spéciales prévalant sur tel ou tel des marchés principaux de chaque pays, ces conditions pouvant d'ailleurs être favorables ou défavorables pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la dévaluation. Afin d'éliminer, dans toute la mesure du possible, les effets de ces facteurs étrangers à la dévaluation, on a employé au Tableau 49 une méthode entièrement différente pour analyser les effets de la dévaluation sur le commerce des produits manufacturés — le commerce des denrées alimentaires et des matières premières, qui est en grande partie régi par d'autres facteurs, ayant été exclu. Cette méthode consiste à calculer le changement moyen survenu dans la part qui revient aux divers pays exportateurs dans les ventes effectuées sur un certain nombre de marchés d'exportation au cours des neuf premiers mois de 1950, par comparaison avec la même période de l'année 1949 [1]. Ces données, réparties entre six catégories de produits manufacturés, portent sur 12 pays de l'Europe occidentale, rangés en deux groupes : ceux dont la monnaie a été dévaluée de 20% ou davantage, parmi lesquels le Royaume-Uni et l'Allemagne occidentale figurent séparément, et ceux qui ont dévalué leur monnaie dans une proportion moindre ou qui ne l'ont pas dévaluée du tout. Pour étendre au maximum le champ de l'enquête, on a joint au premier groupe les exportations de textiles en provenance de l'Inde, qui ont une importance considérable, tandis que les exportations de toutes les catégories de produits en provenance des Etats-Unis et du Japon ont été englobées dans le second groupe, les données relatives aux Etats-Unis étant aussi indiquées à part [2]. Les marchés d'exportation sur lesquels porte l'analyse comprennent quarante-quatre pays, les moyennes ayant été établies d'une part pour tout ce groupe de pays et d'autre part pour les trois séries de pays compris dans ce groupe, à savoir, les pays extra-européens rattachés à un pays européen, les autres pays extra-européens, et les pays d'Europe occidentale [3]. On a, lors de l'établissement du tableau, attribué une importance égale à chaque marché d'exportation, grand ou petit, en partant de l'idée qu'un changement dans la répartition des achats d'un petit pays peut être tout aussi significatif qu'un changement analogue intéressant un grand pays, en ce sens qu'il indique dans quelle mesure la dévaluation peut avoir modifié la situation des différents exportateurs au point de vue de la concurrence. L'action de circonstances étrangères à la dévaluation sur quelques-uns des principaux marchés d'exportation, qui est susceptible d'exercer une forte influence sur les fluctuations du volume global des échanges, se trouve ainsi atténuée dans les moyennes simples calculées de la façon indiquée ci-dessus.

Les résultats de ce calcul, donnés au Tableau 49, indiquent assez clairement l'effet considérable qu'a exercé la dévaluation sur la situation des deux groupes de pays exportateurs au point de vue de la concurrence : il est caractéristique de noter que les pays qui ont dévalué leur monnaie de 20% ou davantage, considérés en bloc, ont accru de 10 à 15% leur part

[1] Les données sont tirées des statistiques des pays exportateurs et exprimées, ainsi qu'il est indiqué dans le tableau, en prix constants d'avant la dévaluation. En prix courants, les résultats seraient tout différents, puisque, ainsi qu'il est exposé à la Section 1 de ce chapitre, les prix à l'exportation des pays qui ont dévalué sont demeurés, chiffrés en dollars, très inférieurs aux prix pratiqués avant la dévaluation.

[2] Les exportations en provenance de ces pays — qui comprennent tous les principaux pays exportateurs de l'Europe occidentale, ainsi que les Etats-Unis, le Japon et, pour les textiles, l'Inde — sont considérées comme représentant les importations globales des six catégories de produits manufacturés absorbées par les marchés d'exportation sur lesquels porte l'analyse. Cette hypothèse paraît valable dans l'ensemble, puisque les exportateurs de produits manufacturés qui n'ont pas été pris en considération (Canada, Autriche et pays de l'Europe orientale) ne vendent que des quantités relativement faibles sur les marchés d'exportation sur lesquels porte l'enquête.

[3] Afin de rendre les résultats plus comparables, on n'a pas rangé le Royaume-Uni, l'Allemagne occidentale et les Etats-Unis parmi les marchés d'exportation. De plus, on a exclu tous les marchés dont la quasi-totalité des importations provenait avant la dévaluation de pays qui ont dévalué et où la part de ces pays n'aurait en conséquence guère pu s'accroître beaucoup plus, comme c'est le cas, par exemple, de certains des territoires dépendants d'outre-mer.

Tableau 49

CHANGEMENTS SURVENUS DEPUIS LA DÉVALUATION DANS LA PART RESPECTIVE DES PAYS EXPORTATEURS SUR CERTAINS MARCHÉS D'ARTICLES MANUFACTURÉS [a]

Groupe I — Pays exportateurs — Dévaluation de 20 % ou davantage [b]

Groupe II — Pays exportateurs — Aucune dévaluation ou dévaluation de moins de 20 % [c]

Pays exportateur ➢ *Zone de destination*	3. MÉTAUX ET ARTICLES MANUFACTURÉS EN MÉTAL				4. MACHINES				5. 6. VÉHICULES				7. PRODUITS CHIMIQUES				8. TEXTILES				9. AUTRES ARTICLES MANUFACTURÉS				*Zone de destination* ➢ *Pays exportateur*
	Nombre de marchés compris dans l'échantillon	Place occupée par les exportations sur le marché (moyenne simple) 1949 (9 mois)	1950	Changement	Nombre de marchés compris dans l'échantillon	Place occupée par les exportations sur le marché (moyenne simple) 1949 (9 mois)	1950	Changement	Nombre de marchés compris dans l'échantillon	Place occupée par les exportations sur le marché (moyenne simple) 1949 (9 mois)	1950	Changement	Nombre de marchés compris dans l'échantillon	Place occupée par les exportations sur le marché (moyenne simple) 1949 (9 mois)	1950	Changement	Nombre de marchés compris dans l'échantillon	Place occupée par les exportations sur le marché (moyenne simple) 1949 (9 mois)	1950	Changement	Nombre de marchés compris dans l'échantillon	Place occupée par les exportations sur le marché (moyenne simple) 1949 (9 mois)	1950	Changement	
Tous les principaux pays exportateurs d'articles manufacturés :																									Tous les principaux pays exportateurs d'articles manufacturés :
Groupe I ➢ Régions rattachées à l'Europe [d]	13	64	77	+13	17	67	75	+ 8	18	68	81	+13	12	62	69	+ 7	12	66	70	+ 4	8	66	78	+12	Régions rattachées à l'Europe [d] ➢ *Groupe I*
Groupe II ➢ Régions rattachées à l'Europe [d]		36	23	−13		33	25	− 8		33	20	−13		38	31	− 7		34	30	− 4		34	22	−12	Régions rattachées à l'Europe [d] ➢ *Groupe II*
Groupe I ➢ Autres pays extra-européens	12	29	43	+14	12	25	32	+ 7	12	24	35	+11	12	26	36	+10	12	39	50	+11	12	31	44	+13	Autres pays extra-européens ➢ *Groupe I*
Groupe II ➢ Autres pays extra-européens		71	57	−14		75	68	− 7		76	65	−11		74	64	−10		61	50	−11		69	56	−13	Autres pays extra-européens ➢ *Groupe II*
Groupe I ➢ Pays de l'Europe occidentale	14	50	66	+16	14	52	61	+ 9	14	60	71	+11	14	49	63	+14	14	53	55	+ 2	14	63	67	+ 4	Pays de l'Europe occidentale ➢ *Groupe I*
Groupe II ➢ Pays de l'Europe occidentale		50	34	−16		48	39	− 9		40	29	−11		51	37	−14		47	45	− 2		37	33	− 4	Pays de l'Europe occidentale ➢ *Groupe II*
Groupe I ➢ Total	39	48	63	+15	43	50	58	+ 8	44	53	65	+12	38	46	56	+10	38	53	58	+ 5	34	52	61	+ 9	Total ➢ *Groupe I*
Groupe II ➢ Total		52	37	−15		50	42	− 8		47	35	−12		54	44	−10		47	42	− 5		48	39	− 9	Total ➢ *Groupe II*
Pays du Groupe I [e]																									*Pays du Groupe I* [e]
Royaume-Uni ➢ Régions rattachées à l'Europe [d]	13	59	66	+ 7	13	62	69	+ 7	13	62	76	+14	12	56	60	+ 4	12	49	44	− 5	8	54	63	+ 9	Régions rattachées à l'Europe [d] ➢ Royaume-Uni
Royaume-Uni ➢ Autres pays extra-européens	11	24	25	+ 1	11	24	26	+ 2	11	24	32	+ 8	11	24	27	+ 3	12	24	30	+ 6	11	27	34	+ 7	Autres pays extra-européens ➢ Royaume-Uni
Royaume-Uni ➢ Pays de l'Europe occidentale	14	18	18	—	14	26	25	− 1	14	37	41	+ 4	14	15	15	—	14	25	28	+ 3	14	31	30	− 1	Pays de l'Europe occidentale ➢ Royaume-Uni
Royaume-Uni ➢ Total	38	33	36	+ 3	38	37	40	+ 3	38	42	51	+ 9	37	31	34	+ 3	38	33	34	+ 1	33	36	40	+ 4	Total ➢ Royaume-Uni
Allemagne : Zones occidentales ➢ Régions rattachées à l'Europe [d]	8	2	9	+ 7	8	—	2	+ 2	3	*f*	*f*	*f*	7	2	7	+ 5	1	*f*	*f*	*f*	6	—	1	+ 1	Régions rattachées à l'Europe [d] ➢ Allemagne : Zones occidentales
Allemagne : Zones occidentales ➢ Autres pays extra-européens	12	2	11	+ 9	12	1	5	+ 4	8	—	2	+ 2	11	1	8	+ 7	4	*f*	*f*	*f*	12	1	4	+ 3	Autres pays extra-européens ➢ Allemagne : Zones occidentales
Allemagne : Zones occidentales ➢ Pays de l'Europe occidentale	14	11	23	+12	14	7	16	+ 9	14	3	9	+ 6	14	8	21	+13	14	4	5	+ 1	14	5	11	+ 6	Pays de l'Europe occidentale ➢ Allemagne : Zones occidentales
Allemagne : Zones occidentales ➢ Total	34	5	15	+10	34	3	9	+ 6	25	2	6	+ 4	32	5	14	+ 9	19	4	5	+ 1	32	2	6	+ 4	Total ➢ Allemagne : Zones occidentales
Autres pays exportateurs appartenant à ce groupe ➢ Régions rattachées à l'Europe [d]	6	9	12	+ 3	9	*f*	*f*	*f*	8	*f*	*f*	*f*	6	9	8	− 1	6	8	8	—	5	*f*	*f*	*f*	Régions rattachées à l'Europe [d] ➢ Autres pays exportateurs appartenant à ce groupe
Autres pays exportateurs appartenant à ce groupe ➢ Autres pays extra-européens	4	*f*	*f*	*f*	4	*f*	*f*	*f*	3	*f*	*f*	*f*	4	*f*	*f*	*f*	4	*f*	*f*	*f*	3	*f*	*f*	*f*	Autres pays extra-européens ➢ Autres pays exportateurs appartenant à ce groupe
Autres pays exportateurs appartenant à ce groupe ➢ Pays de l'Europe occidentale	14	21	25	+ 4	14	19	20	+ 1	14	19	20	+ 1	14	26	27	+ 1	14	23	21	− 2	14	26	26	—	Pays de l'Europe occidentale ➢ Autres pays exportateurs appartenant à ce groupe
Autres pays exportateurs appartenant à ce groupe ➢ Total	24	17	22	+ 5	27	23	25	+ 2	25	28	31	+ 3	24	19	19	—	24	16	16	—	22	24	27	+ 3	Total ➢ Autres pays exportateurs appartenant à ce groupe
Pays du Groupe II [e]																									*Pays du Groupe II* [e]
Belgique-Luxembourg, Italie et Suisse ➢ Régions rattachées à l'Europe [d]	7	13	6	− 7	5	*f*	*f*	*f*	3	*f*	*f*	*f*	7	8	8	—	5	*f*	*f*	*f*	5	*f*	*f*	*f*	Régions rattachées à l'Europe [d] ➢ Belgique-Luxembourg, Italie et Suisse
Belgique-Luxembourg, Italie et Suisse ➢ Autres pays extra-européens	10	16	12	− 4	10	10	8	− 2	7	6	6	—	9	13	10	− 3	10	19	20	+ 1	10	20	16	− 4	Autres pays extra-européens ➢ Belgique-Luxembourg, Italie et Suisse
Belgique-Luxembourg, Italie et Suisse ➢ Pays de l'Europe occidentale	14	28	21	− 7	14	16	12	− 4	14	12	9	− 3	14	24	21	− 3	14	33	34	+ 1	14	24	24	—	Pays de l'Europe occidentale ➢ Belgique-Luxembourg, Italie et Suisse
Belgique-Luxembourg, Italie et Suisse ➢ Total	31	21	15	− 6	29	12	9	− 3	24	9	7	− 2	30	17	15	− 2	29	26	27	+ 1	29	20	18	− 2	Total ➢ Belgique-Luxembourg, Italie et Suisse
Etats-Unis ➢ Régions rattachées à l'Europe [d]	13	26	16	−10	17	31	23	− 8	18	31	19	−12	12	33	26	− 7	11	15	9	− 6	8	29	19	−10	Régions rattachées à l'Europe [d] ➢ Etats-Unis
Etats-Unis ➢ Autres pays extra-européens	12	57	46	−11	12	67	61	− 6	12	73	62	−11	12	64	56	− 8	12	45	32	−13	12	52	42	−10	Autres pays extra-européens ➢ Etats-Unis
Etats-Unis ➢ Pays de l'Europe occidentale	14	21	12	− 9	14	32	27	− 5	14	28	20	− 8	14	27	16	−11	14	12	10	− 2	14	14	9	− 5	Pays de l'Europe occidentale ➢ Etats-Unis
Etats-Unis ➢ Total	39	34	24	−10	43	41	35	− 6	44	42	31	−11	38	41	32	− 9	37	24	17	− 7	34	31	23	− 8	Total ➢ Etats-Unis

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

[a] Calculés d'après les statistiques commerciales des pays exportateurs, aux prix de 1949 antérieurs à la dévaluation.

[b] Royaume-Uni, Allemagne occidentale, France, Pays-Bas, Suède, Danemark, Norvège et (pour les textiles seulement) Inde.

[c] Belgique-Luxembourg, Italie, Suisse, Etats-Unis, Japon.

[d] Pays extra-européens faisant partie de la zone sterling, Canada et territoires d'outre-mer dépendant de pays européens.

[e] Etant donné que les importations totales d'articles manufacturés destinées à chacun des marchés d'exportation faisant l'objet de l'enquête sont calculées comme étant la somme des exportations en provenance des seuls pays fournisseurs pour lesquels on possède des statistiques d'exportations suffisamment détaillées, la part en pourcentage de ces importations sur les marchés ainsi que la différence en pourcentage entre 1949 et 1950 seraient plutôt surestimées pour chacun des divers pays exportateurs énumérés dans le tableau. Comme l'échantillon le plus complet est celui qui a trait au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, ce sont principalement les pourcentages indiqués pour ces deux pays qui sont ainsi surestimés.

En raison de cette surévaluation, la somme des pourcentages indiqués séparément pour le Royaume-Uni, l'Allemagne occidentale et les autres pays qui ont dévalué est plus grande, dans ce tableau, que ne le serait la somme des pourcentages indiqués pour ce groupe de pays considéré dans son ensemble. Dans tous ces pourcentages globaux relatifs aux groupes de pays, les erreurs résultant de ce que certaines données sont incomplètes sont d'un ordre de grandeur beaucoup plus faible, et tendent à s'annuler.

[f] En ce qui concerne ce groupe, la composition de l'échantillon est insuffisante pour pouvoir être indiquée séparément ; ce chiffre a cependant été inclus dans le total concernant l'ensemble des marchés dans les trois zones de destination.

des ventes effectuées sur le marché mondial, aux dépens du groupe des pays qui n'ont guère ou pas du tout dévalué. Dans les cas où ce changement a eu moins d'amplitude, il semble que d'autres influences spéciales aient joué. Il en a été ainsi pour les marchés de l'Europe occidentale où se vendent des textiles et des produits manufacturés divers : comme on le verra plus loin, la libération des échanges y a contrebalancé, et au-delà, les effets de la dévaluation [1]. Que, pour les exportations de machines, le changement de situation ait été moins accusé entre les pays qui ont dévalué et ceux qui ne l'ont pas fait, cela s'explique probablement par les délais de livraison plus longs qui sont propres à cette catégorie de produits manufacturés, de sorte que le plein effet de la dévaluation tend, dans ce cas, à se manifester avec un certain retard.

Etant donné que les exportations des pays européens qui ont dévalué entrent, en moyenne, pour un peu plus de 50% dans le total des exportations de produits manufacturés de toutes provenances vendus sur les marchés étudiés, une augmentation de 10 à 15% de la part de ces pays dans les ventes effectuées sur le marché mondial correspondrait à un accroissement de 20 à 30% de leur part d'exportations [2]. Pour autant que la dévaluation elle-même a pu contribuer à l'essor général de l'activité économique et à l'expansion du commerce mondial, le gain résultant de la dévaluation a été plus considérable encore. Comme ces résultats ont été obtenus grâce à un fléchissement relatif — à concurrence de 20% environ par rapport aux prix américains — des prix des exportations des pays européens qui ont dévalué, il semble que les acheteurs sur les marchés d'exportation aient vivement réagi aux changements survenus dans les rapports des prix.

Si l'on considère dans son ensemble le groupe des pays européens qui ont dévalué, il semble que la dévaluation ait amené un développement du volume de leurs exportations (par rapport à l'accroissement général du volume des échanges) qui a été au moins aussi considérable que le fléchissement relatif de leurs prix à l'exportation, exprimés en dollars. Etant donné que leurs prix à l'importation, exprimés en dollars, ont, eux aussi, baissé par suite de la dévaluation, il faut conclure que la dévaluation a contribué à améliorer le compte des paiements courants de la balance des paiements des pays qui ont dévalué, même si l'on tient compte de la part des produits importés qui entre dans le volume accru des exportations [3].

Les progrès réalisés par les pays européens qui ont dévalué se sont principalement traduits par une forte diminution de la part moyenne des Etats-Unis dans les ventes sur les marchés d'exportation du monde entier. Le caractère très général de cette diminution, tant en ce qui concerne les catégories de produits qu'en ce qui concerne les régions participant au commerce, donne à penser que la dévaluation monétaire a eu des répercussions partout ; cela reste vrai même si l'on observe que le renforcement des restrictions imposées aux importations de marchandises payables en dollars, sur certains marchés, a exercé une influence encore plus directe.

Il est caractéristique que les pays exportateurs de l'Europe occidentale qui ont dévalué leur monnaie dans une proportion inférieure à 20% ou ne l'ont pas dévaluée du tout, à savoir la Belgique, l'Italie et la Suisse, aient eu, dans les ventes sur les marchés d'exportation, une part sensiblement inférieure à celle des Etats-Unis, ainsi qu'il ressort du Tableau 49 ; tout changement dans la proportion de leurs ventes sur l'ensemble du marché tendrait à être plus faible d'autant. Néanmoins, ces pays ont aussi perdu du terrain à peu près pour toutes les catégories de produits et dans toutes les régions indiquées participant au commerce, et ce recul a pris des proportions considérables par rapport au volume total de leurs exportations [4].

Quand on examine les résultats obtenus par divers pays européens qui ont dévalué, on constate des diffé-

[1] Si les pays qui ont dévalué leur monnaie de 20% ou davantage n'ont, sur le marché des textiles des pays extra-européens rattachés à des pays européens, bénéficié que d'une différence de 4%, cela peut s'expliquer par la vive concurrence des textiles japonais à bon marché, en particulier sur les marchés d'Extrême-Orient et d'Afrique.

[2] Il convient de noter que ce chiffre de 20 à 30% ne représente pas le taux d'accroissement par rapport à 1949 du volume des exportations en provenance des pays qui ont dévalué, mais l'accroissement du pourcentage de leur part dans les ventes effectuées sur le marché, c'est-à-dire qu'en 1949, la part des pays qui ont dévalué était de 50% et, en 1950, de 60 à 64%. Leur part des ventes sur le marché (en ne tenant pas compte des modifications du volume total des ventes sur le marché) a donc augmenté de 20 à 30% environ.

[3] Cette remarque s'applique exclusivement aux zones métropolitaines européennes. Pour la zone monétaire européenne, y compris les territoires rattachés à l'Europe, on constate en même temps une amélioration de la balance des paiements, due à la hausse des prix en dollars de certaines matières premières ; mais cette amélioration n'a pas été le fait de la dévaluation.

[4] Comme ces pays écoulent une proportion considérable de leurs exportations sur les marchés européens, lesquels se développent rapidement grâce à la libération des échanges, leurs exportations globales n'ont pas fléchi, à beaucoup près, autant que la part de leurs ventes sur les marchés.

rences frappantes dans la façon dont les exportations se sont comportées. L'Allemagne occidentale a recueilli la plus grande partie des gains réalisés sur la plupart des marchés d'exportation pour les articles qui forment le gros de ses exportations — à savoir, les métaux et articles en métal, les machines et les produits chimiques. Au contraire, la part du Royaume-Uni n'a guère augmenté dans les ventes de ces catégories de produits sur le marché, sauf dans les régions extra-européennes qui sont rattachées à ce pays et où les exportations allemandes ont du mal à pénétrer en raison de mesures restrictives ou du fait de liens commerciaux traditionnels ou de tarifs préférentiels. Si l'on considère les chiffres relatifs au Royaume-Uni qui figurent au Tableau 49, il apparaît que les résultats obtenus en matière d'exportations en 1950 ont été beaucoup moins satisfaisants qu'on pourrait le croire, à en juger par l'accroissement global (16%) du volume de ses exportations, qui, en 1949, était déjà de 50% au-dessus du niveau d'avant guerre. Il faut en conclure que ce développement n'a pas dépassé celui qui peut être attribué à l'accroissement général des échanges internationaux, en particulier des échanges entre pays de l'Europe occidentale, qui, à eux seuls, représentaient environ 50% de l'augmentation globale des exportations du Royaume-Uni en 1950. Apparemment, la dévaluation a servi à augmenter la part, exprimée en pourcentages, des ventes du Royaume-Uni sur le marché mondial ; toutefois, le gain moyen a été faible, si on le compare aux progrès réalisés par d'autres exportateurs moins importants ; ce gain n'a pas représenté plus de 2 à 4% de la valeur globale des ventes sur l'ensemble du marché, sauf pour les véhicules — encore, pour des raisons qui tiennent à l'insuffisance des données dont on dispose, ces chiffres tendent-ils peut-être à surestimer les gains relatifs de ce pays [1]. Les bénéfices imputables à la dévaluation ne sont donc pas considérables dans le cas du Royaume-Uni, eu égard à la place importante que ce pays occupait déjà sur les marchés étrangers, et eu égard, aussi, à l'ampleur de sa dévaluation comparée à celle d'autres gros exportateurs de produits manufacturés.

Pour qu'une dévaluation réussisse, il faut non seulement que les importateurs soient disposés à changer de fournisseurs pour tirer parti des changements survenus dans le rapport des prix, mais encore que les pays qui dévaluent soient à même de développer leurs exportations de manière à répondre à une demande accrue. Du fait de l'importance de sa capacité de production inutilisée, et grâce au progrès marqué de la production, l'Allemagne occidentale était bien placée pour tirer pleinement parti des possibilités offertes par la dévaluation. La même remarque vaut aussi, semble-t-il, d'une manière générale, pour les autres pays européens qui ont dévalué leur monnaie de 20% ou davantage, bien que, dans certains d'entre eux — les Pays-Bas et les pays scandinaves —, les ressources économiques aient déjà été employées à plein dès avant la dévaluation. En revanche, au Royaume-Uni, les besoins du marché intérieur semblent avoir été trop pressants pour permettre aux exportations britanniques de satisfaire pleinement à la demande accrue d'exportations.

Cette conclusion générale s'impose davantage encore si l'on compare le comportement de certains des plus importants produits britanniques destinés à l'exportation et l'évolution du marché intérieur du Royaume-Uni. Les ventes de véhicules, qui constituent le seul groupe d'articles pour lequel le Royaume-Uni se soit assuré une proportion considérable des ventes sur le marché mondial, ont été rigoureusement limitées sur le marché intérieur, pour permettre de développer les exportations. D'autre part, la consommation intérieure des tissus de coton, qui sont l'un des principaux articles britanniques d'exportation, a augmenté de 13%, au cours des neuf premiers mois de 1950 par rapport à la même période de 1949, alors que l'accroissement de la production n'a été que de 6%. De même, pour certaines catégories de machines, parmi lesquelles les machines destinées à l'industrie textile et les machines-outils revêtent une importance particulière, la consommation intérieure a absorbé l'intégralité du surcroît de production en 1950 par rapport à 1949 et les exportations n'ont pas augmenté [2]. Autrement dit, il semblerait qu'à l'exception — remarquable — des véhicules, l'accroissement de la consommation intérieure ait eu tendance à empêcher les exportations britanniques de croître dans une proportion correspondant à celle de la dévaluation de la livre ainsi qu'à l'accroissement général, et d'une ampleur inattendue, du commerce mondial au cours de l'année écoulée. Etant donné l'expansion de la demande mondiale qui s'est manifestée par la suite, la fixation d'un taux de dévaluation sensiblement plus faible aurait sans doute pu permettre une augmentation

[1] Voir la note e au bas du Tableau 49.

[2] Voir le Tableau 20.

des exportations qui n'aurait pas été inférieure à celle qui a été atteinte en fait et aurait, en conséquence, contribué davantage à améliorer la balance des paiements [1].

La libération des échanges en Europe occidentale

Jusqu'à une date récente, les nécessités de la reconstruction d'après guerre, et la nature des contrôles imposés aux échanges et aux paiements avaient poussé la plupart des pays européens à favoriser les importations de biens d'équipement et d'autres produits essentiels et, en général, à restreindre les importations de textiles et de biens de consommation manufacturés. Il en est résulté qu'en 1949, les échanges de métaux et articles en métal et de produits des industries mécaniques entre les pays de l'Europe occidentale avaient déjà dépassé d'environ 10% le niveau de 1938, tandis que les échanges de textiles étaient inférieurs d'un quart et ceux de tous les autres produits manufacturés d'environ un tiers à ceux de 1938. Pendant l'année 1950, cette tendance s'est modifiée de façon très nette. Alors que les échanges de métaux et articles en métal et de produits des industries mécaniques entre les pays de l'Europe occidentale ont encore augmenté de 22%, c'est-à-dire à un rythme un peu plus rapide qu'en 1949, les échanges de textiles ont augmenté de 55%, contre 18% pendant l'année précédente ; et, pour les autres produits manufacturés, le commerce a progressé de 42% tandis qu'il avait fléchi de 1948 à 1949. L'avance réalisée par ces deux dernières catégories de produits mérite d'autant plus d'être notée que la forte expansion des exportations d'articles manufacturés de l'Allemagne occidentale à destination des marchés européens a porté, pour près des trois quarts, sur les métaux et articles en métal et sur les produits des industries mécaniques.

C'est à l'assouplissement des contrôles à l'importation concernant les produits qui, jusque-là, étaient soumis aux restrictions les plus sévères, qu'il faut, semble-t-il, en grande partie, attribuer l'intensification des échanges en 1950. On peut voir d'après le Tableau 50 que l'augmentation des importations de produits manufacturés a généralement porté surtout sur d'autres marchandises que les métaux et articles en métal et les produits des industries mécaniques, dans le cas des pays scandinaves, des Pays-Bas et de la France, qui avaient tous, jusque-là, strictement limité leurs importations de produits moins essentiels [2]. L'assouplissement des restrictions imposées aux importations a été réalisé, pour une bonne part, dans le cadre d'un programme commun établi par les pays membres de l'O.E.C.E., dont l'exécution a commencé à la fin de 1949 et qui avait pour premier objectif de faire bénéficier de mesures de libération 50% de leurs importations réciproques, puis 60% à compter de septembre 1950, à l'exclusion du commerce directement effectué par les Etats. En octobre 1950, l'O.E.C.E. a augmenté de 15% la proportion des importations sur lesquelles devait porter la libération des échanges, bien que, comme cela avait été le cas antérieurement, cet objectif fût limité par certaines réserves et exceptions. A une date plus récente, le principe de l'établissement d'une liste commune de produits à exempter de restrictions à l'importation a été adopté [3]. Outre ces mesures d'un caractère plus général visant à la libération des échanges qui ont été élaborées par les pays membres de l'O.E.C.E., un assouplissement considérable des restrictions imposées aux échanges commerciaux semble aussi avoir été obtenu simplement grâce à l'octroi plus libéral de licences d'importation pour des produits qui n'ont pas fait l'objet de mesures de libération officielles et

[1] A en juger seulement par l'accroissement étonnamment rapide et important des réserves d'or et de dollars détenues par le Royaume-Uni, il semblerait que la dévaluation ait procuré de très grands profits. Mais, comme on le verra plus loin dans ce chapitre, cette amélioration a été due surtout au changement d'attitude de la spéculation après la dévaluation et à la poussée des exportations de la zone sterling d'outre-mer envers laquelle le Royaume-Uni a contracté une lourde dette en sterling. On peut se demander si l'état du compte des paiements courants du Royaume-Uni lui-même a été amélioré par la dévaluation. L'augmentation de la part des ventes du Royaume-Uni sur le marché mondial qui peut être attribuée à la dévaluation semble avoir été neutralisée par l'évolution défavorable de son taux d'échange, dès avant la forte hausse récente des prix des matières premières. A cet égard, il ne faut pas perdre de vue qu'en raison des contrats à long terme conclus pour une partie des importations britanniques, les effets de la dévaluation sur les prix à l'importation du Royaume-Uni ont été retardés. De nombreuses revisions des prix portant sur les contrats conclus pendant l'automne de 1950 et au printemps de 1951 sont en réalité une conséquence de la dévaluation, et quelques-unes ont même eu un effet rétroactif.

[2] Le faible volume des importations italiennes de tous les produits manufacturés autres que les métaux et articles en métal et les produits des industries mécaniques s'explique par le fait que l'Italie a, pour la première fois, supprimé les restrictions en septembre 1950, après avoir relevé ses tarifs douaniers. Jusqu'à cette date, 11 % seulement des importations de produits manufacturés avaient été en Italie l'objet de mesures de libération.

[3] Les produits qui figureront sur cette liste sont principalement les matières premières textiles et les textiles manufacturés, certaines denrées alimentaires, les produits chimiques, les peaux, le bois et le papier. Là encore, les pays qui éprouvent des difficultés particulières peuvent être dispensés d'appliquer ces nouvelles mesures.

Tableau 50

COMMERCE D'ARTICLES MANUFACTURÉS ENTRE LES PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE [a]

En millions de dollars, aux prix de 1949 antérieurs à la dévaluation, et indices — année précédente = 100

Les taux annuels sont calculés d'après les 9 premiers mois de chaque année

Groupe de produits et année / Pays importateur et unité utilisée		Métaux et produits des industries mécaniques (3, 4, 5, 6)		Textiles (8)		Tous autres articles manufacturés (7, 9)		Total pour les articles manufacturés (3-9)	
		1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950
Royaume-Uni	Millions de dollars	208	218	152	169	144	206	504	593
	Indices	*180*	*105*	*129*	*111*	*103*	*143*	*135*	*118*
Pays-Bas	Millions de dollars	407	514	126	246	135	232	668	992
	Indices	*110*	*126*	*125*	*194*	*100*	*172*	*110*	*148*
Pays scandinaves [b]	Millions de dollars	722	842	234	328	184	260	1.140	1.430
	Indices	*120*	*117*	*104*	*140*	*90*	*142*	*111*	*125*
France	Millions de dollars	296	320	26	110	72	114	394	544
	Indices	*108*	*108*	*70*	*430*	*75*	*158*	*97*	*138*
Allemagne	Millions de dollars	117	169	83	193	85	109	285	471
	Indices	*140*	*144*	*530*	*233*	*149*	*128*	*185*	*165*
Belgique-Luxembourg	Millions de dollars	244	316	59	95	106	154	409	565
	Indices	*112*	*129*	*80*	*163*	*91*	*146*	*100*	*138*
Italie	Millions de dollars	96	187	24	29	55	85	175	301
	Indices	*212*	*195*	*154*	*118*	*131*	*157*	*170*	*172*
Suisse	Millions de dollars	155	189	33	46	54	85	242	320
	Indices	*84*	*122*	*71*	*141*	*74*	*156*	*80*	*132*
Autres pays de l'Europe occidentale [c]	Millions de dollars	538	640	178	205	211	239	927	1.084
	Indices	*109*	*119*	*127*	*116*	*100*	*112*	*110*	*117*
Total	Millions de dollars	2.783	3.395	915	1.421	1.046	1.484	4.744	6.300
	Indices	*116*	*122*	*118*	*155*	*98*	*142*	*112*	*133*

Sources : Statistiques des pays exportateurs. Voir Annexe B.

Note. — Les chiffres relatifs au quatrième trimestre de 1948 et au quatrième trimestre de 1949 étant plus élevés que la moyenne des trois premiers trimestres, l'indice des 9 premiers mois au taux annuel établi en prenant pour base l'année 1948 tout entière est légèrement trop bas dans l'ensemble du tableau. Les importations d'articles semi-manufacturés en or n'ont pas été comprises.

[a] Pays exportateurs : Allemagne (zones occidentales), Belgique-Luxembourg, Danemark, France, Italie, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

[b] Danemark, Norvège et Suède.

[c] Autriche, Espagne, Finlande, Grèce, Irlande, Islande, Portugal et Turquie.

grâce aussi à des accords commerciaux spéciaux d'ordre régional, tels que ceux qui ont été conclus entre les Pays-Bas et la Belgique, dans le cadre de l'accord du Bénélux.

Les effets de la libération des échanges, en ce qui concerne certains produits textiles importants, ressortent clairement des chiffres du Tableau 51 qui indique les exportations de tissus de coton et de laine des principaux pays européens fournisseurs. Jusqu'en septembre 1950, quatre pays seulement — le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la France et la Suède — avaient fait bénéficier de mesures de libération l'importation

Tableau 51

EXPORTATIONS DE TISSUS DE COTON ET DE LAINE EN PROVENANCE DE CERTAINS PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE

En milliers de tonnes

Les chiffres en italique indiquent les importations ayant fait l'objet de mesures de libération

Pays importateur / Pays exportateur et produit	ROYAUME-UNI		PAYS-BAS		FRANCE		SUÈDE		AUTRES PAYS MEMBRES DE L'O.E.C.E.			RESTE DU MONDE			TOTAL MONDIAL		
	1949 *(9 premiers mois)*	1950 *(9 premiers mois)*	1949 *(9 premiers mois)*	1950 *(9 premiers mois)*	1949 *(9 premiers mois)*	1950 *(9 premiers mois)*	1949 *(9 premiers mois)*	1950 *(9 premiers mois)*	1949 *(9 premiers mois)*	1950 *(9 premiers mois)*	Indices pour 1950 *(1949 = 100)*	1949 *(9 premiers mois)*	1950 *(9 premiers mois)*	Indices pour 1950 *(1949 = 100)*	1949 *(9 premiers mois)*	1950 *(9 premiers mois)*	Indices pour 1950 *(1949 = 100)*
Tissus de coton																	
Royaume-Uni	—	—	0,2	*0,8*	..	..	0,7	*1,6*	5,0	6,0	120	74,4	59,4	80	80,3	67,8	84
Pays-Bas	0,6	*0,9*	—	—	—	—	0,8	*0,8*	1,0	1,5	150	10,1	8,5	84	12,5	11,7	94
France	1,8	*0,8*	0,1	—	—	—	0,1	*0,2*	0,5	0,5	100	37,7 [a]	37,6 [a]	100	40,2	39,1	97
Allemagne : zones occidentales	4,7	0,7	1,5	1,3	0,8	*0,9*	0,8	0,5	1,9	2,7	142	6,8	2,1	31	16,5	8,2	50
Belgique-Luxembourg	1,9	1,1	2,4	*10,1*	0,6	*2,8*	0,4	0,3	2,5	0,8	32	7,8	5,6	72	15,6	20,7	133
Italie	1,3	*3,1*	..	..	0,7	*10,9*	..	..	1,3 [b]	1,0 [b]	77	12,2	9,5	78	15,5	24,5	158
Total pour les pays énumérés	10,3	6,6	4,2	12,2	2,1	*14,6*	2,8	3,4	12,2	12,5	102	149,0	122,7	82	180,6	172,0	95
Tissus de laine																	
Royaume-Uni	—	—	0,2	*0,9*	..	..	0,4	*1,0*	2,7	3,0	111	18,4	18,4	100	21,7	23,3	107
France	2,2	*2,3*	0,2	0,2	—	—	0,1	*0,2*	0,5 [c]	1,2 [c]	240	3,5	2,9	83	6,5	6,8	105
Allemagne : zones occidentales	0,1	0,1	—	0,3	—	—	—	—	0,2	0,3	150	0,1	0,2	200	0,4	0,9	225
Belgique-Luxembourg	0,2	0,1	0,3	*2,5*	—	0,2	—	—	0,7	0,4	57	1,4	0,8	57	2,6	4,0	154
Italie	1,4	*2,5*	..	..	—	—	—	*0,1*	— [b]	0,2 [b]	..	5,3	4,2	79	6,7	7,0	104
Total pour les pays énumérés	3,9	5,0	0,7	3,9	—	0,2	0,5	*1,3*	4,1	5,1	124	28,7	26,5	92	37,9	42,0	111

Sources : Statistiques des pays exportateurs.

[a] Non compris les exportations à destination des colonies francaises, les chiffres sont les suivants (en milliers de tonnes) : 1949 : 2,2 ; 1950 : 2,0 ; indice : 91.

[b] Le détail des pays de destination dans les statistiques italiennes d'exportations est incomplet.

[c] Non compris les exportations à destination de l'Allemagne, les chiffres sont les suivants (en milliers de tonnes) : 1949 : 0,4 ; 1950 : 0,6 ; indice : 150.

de ces produits ; encore cette décision ne s'appliquait-elle pas à tous les pays fournisseurs d'Europe occidentale [1]. Aussi a-t-on fait figurer séparément au Tableau 51 les importations de ces quatre pays et y a-t-on indiqué en italique la proportion de leurs importations qui a fait l'objet de la libération. On constate que les augmentations principales des échanges portant sur les tissus de coton et de laine entre les pays d'Europe occidentale au cours de l'année dernière sont attribuables, en totalité, au secteur « libéré » des importations de ces quatre pays [2]. C'est ainsi que le grand progrès des exportations de l'Italie est dû entièrement à l'accroissement des quantités vendues au Royaume-Uni et à la France, alors que les ventes italiennes sur les autres marchés ont sensiblement fléchi. De même, les gains de la Belgique ont été réalisés exclusivement sur les marchés néerlandais et français, tandis que les exportations belges à destination d'autres pays d'Europe occidentale ou d'ailleurs ont brusquement diminué.

Le commerce des tissus de coton et de laine entre les pays de l'Europe occidentale s'est donc développé principalement dans le sens où l'orientait la libération des importations sur quelques grands marchés, et ce sont surtout l'Italie et la Belgique qui ont vu leurs exportations augmenter. L'expansion du commerce dans cette direction particulière a de la sorte suffi à contrebalancer les modifications que la dévaluation avait déterminées dans la situation des divers pays au point de vue de la concurrence. Toutefois, le Tableau 51 indique également qu'en dehors des secteurs « libérés », les importations de textiles se sont comportées d'une façon tout à fait différente. L'accroissement des importations des pays membres de l'O.E.C.E. autres que les quatre pays indiqués séparément a été beaucoup plus faible et les changements quant à la provenance des marchandises ont correspondu en gros à l'ampleur de la dévaluation opérée dans les divers pays fournisseurs [3].

Du fait des profondes modifications survenues dans les échanges internationaux et dans la production, et notamment du fait de la pénurie grandissante de matières premières, la libération des échanges en Europe occidentale s'est heurtée à de nouvelles difficultés. Ainsi, lorsqu'il s'est agi de lever les restrictions aux importations dans une proportion encore plus forte, la Suisse s'est opposée au principe de non-discrimination, parce qu'elle tenait à réserver ses possibilités de négociation afin de pouvoir importer des matières premières. Au cours des mois derniers, une tendance plus générale s'est manifestée qui a consisté à renforcer les restrictions à l'exportation plutôt que les restrictions à l'importation. Par exemple, la France a suspendu l'octroi de licences d'exportation pour la ferraille et a soumis les exportations d'un certain nombre de métaux non ferreux à l'octroi de licences spéciales. Le Royaume-Uni a introduit un régime de licences d'exportation pour un grand nombre d'articles, comprenant divers métaux et alliages et certains produits chimiques, notamment l'acide sulfurique ; la Suède a établi des contrôles à l'exportation pour la laine, la fonte et l'acier inoxydable, et l'Italie a pris des mesures analogues en ce qui concerne le caoutchouc, la pâte de bois et les fibres textiles. Ces restrictions à l'exportation ont été provoquées par la grave pénurie de matières premières dont souffrent les pays européens et il se peut fort bien qu'elles se renforcent tant que ces pénuries persisteront.

[1] La France a fait bénéficier de mesures de libération les tissus de coton en provenance de tous les pays membres de l'O.E.C.E., mais en a complètement exclu les tissus de laine. Les trois autres pays ont exclu la Belgique, l'Allemagne occidentale et la Suisse du bénéfice de ces mesures, et les Pays-Bas en ont de plus exclu la France et l'Italie.

[2] Alors que la libération des échanges a provoqué une forte augmentation des importations néerlandaises, françaises et suédoises, les importations britanniques globales de tissus de coton ont été plus faibles après la libération des échanges, parce que les importations en provenance de l'Allemagne occidentale et du Japon, qui n'ont pas bénéficié de mesures de libération, sont tombées de 20.000 à 9.000 tonnes. Comme la capacité de l'industrie britannique de la teinturerie est plus grande que celle de l'industrie du tissage, de grandes quantités de coton écru avaient été achetées en 1949 en Allemagne et au Japon et exportées après avoir été traitées ; en 1950, la quantité des textiles étrangers ainsi traités a diminué.

[3] En ce qui concerne le commerce avec les pays extra-européens, le fléchissement général des exportations européennes de textiles a été dû à un renforcement des restrictions établies sur un certain nombre de marchés d'importation. La position des pays européens dont le taux de dévaluation a été le plus élevé semble avoir été un peu plus satisfaisante que celle des autres pays, mais la différence n'est pas très grande ; pour les tissus de coton, les exportations du Royaume-Uni ont fléchi presque autant que celles de l'Italie, et les exportations de l'Allemagne occidentale ont beaucoup diminué sur le marché de presque tous les clients extra-européens de ce pays. Cela s'explique sans doute par le fait — mentionné à la Section 1 du présent chapitre — que les prix à l'exportation des textiles, en monnaie nationale, notamment dans le cas de l'Italie, ont pu s'adapter assez facilement aux conditions du marché.

5. Le commerce des pays de l'Europe orientale

Le commerce entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale

Par contraste avec le développement rapide des échanges à l'intérieur de chacune de ces deux régions, l'expansion générale de la production européenne n'a été accompagnée d'aucune reprise des échanges entre l'Europe orientale [1] et l'Europe occidentale. Ce commerce s'établissait, en 1949, à un niveau très bas par rapport à l'avant-guerre et il a encore fléchi en 1950. Ainsi qu'il ressort du Tableau 52, les exportations ont diminué à la fois d'est en ouest et d'ouest en est — les premières un peu plus que les secondes — mais ce changement n'a pas été commun à tous les pays ni à tous les produits.

L'exception principale à cette tendance générale a été constituée par l'accroissement des exportations de l'Allemagne occidentale à destination de l'Europe orientale : elles ont plus que doublé, tout en demeurant inférieures d'un tiers environ au volume d'avant guerre [2]. En revanche, les exportations d'autres pays de l'Europe occidentale ont fléchi de 15% en 1950, bien qu'il y ait eu un certain accroissement des exportations britanniques à destination de l'Union soviétique, des exportations de la Suède à destination de la Pologne, et des exportations de l'Italie à destination de ces deux marchés. De plus, les exportations des Etats-Unis à destination de la plupart des pays de l'Europe orientale ont été réduites de façon rigoureuse au cours de l'année 1950, pour devenir, à la fin de l'année, négligeables. Seul fait exception le commerce avec la Yougoslavie, dont les importations en provenance des Etats-Unis ont doublé par rapport à 1949 [3] et ont constitué de plus en plus la part prédominante des exportations globales américaines à destination de cette région. L'Allemagne occidentale a été la seule autre source majeure des importations accrues de la Yougoslavie. Dans les deux cas, cette augmentation des importations a pu se faire grâce à l'octroi de crédits. Alors que les besoins de la Yougoslavie en importations provenant d'autres sources ont augmenté par suite de l'arrêt complet de ses échanges commerciaux avec le reste de l'Europe orientale, la sécheresse persistante dont ce pays a souffert a eu pour effet de diminuer sa capacité d'offrir une contrepartie pour les produits qu'elle importait de l'Ouest, car ses exportations ont fortement diminué, ce qui a entraîné une réduction dangereuse de ses réserves de devises étrangères.

Tableau 52

COMMERCE DES PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE AVEC L'EUROPE ORIENTALE [a]

En millions de dollars, aux prix f.o.b. de la période janvier-septembre 1949

Pays	Année	Importations	Exportations
Royaume-Uni	1949	203	133
	1950	254	121
Pays-Bas	1949	116	81
	1950	56	47
Pays scandinaves [b]	1949	282	277
	1950	258	229
France	1949	75	77
	1950	46	53
Allemagne :			
Zones occidentales	1949	102	61
	1950	112	136
Italie, Belgique, Suisse	1949	188	252
	1950	192	246
Autres pays de l'Europe occidentale [c]	1949	175	113
	1950	118	93
Total	1949	1.141	994
	1950	1.036	925

Source : Statistiques commerciales des pays de l'Europe occidentale. Voir Annexe B.

[a] Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, U.R.S.S. et Yougoslavie.

[b] Danemark, Finlande, Norvège et Suède.

[c] Autriche, Espagne, Grèce, Irlande, Islande, Portugal et Turquie.

[1] Dans le présent exposé, on entend par « Europe orientale » la Zone soviétique d'Allemagne, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, l'Union soviétique et la Yougoslavie. Cette manière de grouper ces pays a été choisie non seulement à cause de la politique économique commune ou analogue poursuivie par la plupart d'entre eux, mais aussi parce que l'on n'a pas de renseignements, autres que fragmentaires, concernant leur commerce, sauf dans la mesure où certaines données peuvent être tirées des statistiques d'autres pays commerçant avec eux. Pour la commodité de l'exposé, le terme « Europe occidentale » comprend tous les autres pays européens.

[2] Ces données ne comprennent pas les échanges entre la zone occidentale et la zone orientale d'Allemagne.

[3] La part des Etats-Unis dans les importations globales de la Yougoslavie s'est élevée de 9% en 1949, à 21% en 1950, et celle des autres pays extra-européens est passée de 13 à 16%, tandis que la proportion des importations yougoslaves provenant de l'Europe occidentale a été, au cours de ces deux années, légèrement inférieure à 66%.

Tableau 53

EXPORTATIONS DES PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE ET DES ÉTATS-UNIS A DESTINATION DE L'EUROPE ORIENTALE [a], PAR GROUPES DE PRODUITS

En millions de dollars, aux prix f.o.b. de 1949 antérieurs à la dévaluation
Taux annuels calculés d'après les 9 premiers mois de chaque année

Pays exportateur / Groupe de produits	Royaume-Uni		Allemagne : zones occidentales		Pays scandinaves [b]		Autres pays d'Europe [c]		Total		Etats-Unis	
	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950
1. Denrées alimentaires . . .	1	2	6	2	33	18	22	11	62	33	14	9
2. Matières premières	6	7	5	21	80	53	75	44	166	125	42	33
3. Métaux et articles manufacturés	15	13	6	44	28	23	70	55	119	135	1	5
4. Machines	65	68	9	38	36	51	96	101	206	258	9	19
5, 6. Voitures de tourisme et matériel de transport . . .	8	4	1	8	7	9	27	23	43	44	2	3
7. Produits chimiques et produits apparentés	10	4	11	16	8	8	38	24	67	52	3	5
8. Textiles et articles manufacturés	11	9	—	2	4	6	39	28	54	45	3	1
9. Autres articles manufacturés	8	6	2	5	38	17	21	18	69	46	1	2
10. Articles non spécifiés . . .	9	8	1	—	17	13	8	9	35	30	6	5
Total pour les groupes 1-10	133	121	41	136	251	198	396	313	821	768	81	82

Sources : Voir Annexe B.

Note. — La valeur des exportations des principaux pays fournisseurs de l'Europe occidentale représente approximativement 96 % de la valeur totale des exportations de ces pays à destination de tous les pays de l'Europe orientale.

[a] Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, U.R.S.S. et Yougoslavie.
[b] Danemark, Finlande, Norvège et Suède.
[c] Belgique-Luxembourg, France, Italie, Pays-Bas, Portugal et Suisse.

Le Tableau 53 montre qu'il y a eu un changement sensible, d'une année à l'autre, dans la composition par catégories de marchandises des exportations de l'Europe occidentale à destination de l'Europe orientale. Le volume des exportations des deux catégories principales — métaux et articles manufacturés en métal, d'une part, et machines, d'autre part — s'est accru considérablement et, en 1950, a constitué environ la moitié du volume total des exportations, tandis que les exportations de la plupart des autres catégories de marchandises ont diminué. Cette modification est, semble-t-il, due à l'importance que les pays de l'Europe orientale attachent aux biens d'équipement indispensables à leur développement industriel.

C'est l'Allemagne occidentale qui a contribué le plus à cet accroissement des exportations de métaux et d'articles manufacturés en métal, ainsi que de machines. Les exportations de machines du Royaume-Uni à destination de l'Union soviétique ont augmenté aussi [1] ; les exportations suédoises de machines à destination de la Pologne ont doublé et celles qui vont à l'Union soviétique ont augmenté de 45% ; les exportations de l'Italie et de la Suisse ont accusé des augmentations sur divers marchés de l'Europe orientale. La plupart de ces exportations de machines sont allées à l'Union soviétique, à la Pologne et à la Tchécoslovaquie, tandis que les autres pays de l'Europe orientale, moins industrialisés, n'en ont reçu que de

[1] Alors que tous les pays de l'Europe orientale, à l'exception de l'Union soviétique, recevaient d'Allemagne occidentale des importations accrues, les exportations britanniques n'ont augmenté qu'à destination de l'Union soviétique.

très faibles quantités. Au total, le volume des machines exportées d'Europe occidentale en Europe orientale a dépassé, en 1950, le volume d'avant guerre, d'autres pays de l'Europe occidentale ayant comblé le vide laissé par l'Allemagne occidentale dont les exportations de machines sont demeurées inférieures au tiers de leur volume d'avant guerre, malgré la forte augmentation intervenue au cours de l'année. Le volume global des fournitures de machines reçues par l'Europe orientale a néanmoins été plus faible qu'avant la guerre, parce que les exportations des Etats-Unis à destination de l'Europe orientale n'ont atteint que le quart de ce qu'elles étaient alors.

Il y a eu aussi d'importants changements, en plus et en moins, dans le commerce des produits que l'Europe orientale fournit à l'Europe occidentale ; ils dénotent l'instabilité qui caractérise maintenant les relations commerciales entre ces deux régions. Si l'Allemagne occidentale a reçu des pays de l'Europe orientale des envois plus abondants de viande, d'œufs et de sucre, ses importations d'avoine et de seigle, provenant surtout de Pologne et de Hongrie, ont fortement fléchi en 1950. L'accroissement considérable du cheptel de ces pays a grossi leurs besoins en produits d'affouragement en diminuant leur capacité d'exportation, tant pour les céréales secondaires que pour le seigle, qui sert de plus en plus à l'alimentation du bétail. En outre, comme on l'a noté au Chapitre 2, la récolte de céréales en Hongrie a souffert de la sécheresse. Tout compte fait, les livraisons de céréales panifiables effectuées par l'Europe orientale ont fléchi de près de 50% ; la plus grande partie de cette diminution a intéressé les importations de l'Allemagne occidentale, des Pays-Bas et de la France.

La chute sensible des importations de la France en provenance de l'Europe orientale a été causée surtout par le fléchissement des achats de charbon polonais qui, de près de 2 millions de tonnes en 1949, sont tombés à 670.000 tonnes seulement en 1950. Ce fléchissement suffit presque, à lui seul, à rendre compte du fait que la quantité totale de charbon polonais importée par les pays de l'Europe occidentale soit passée de 11.900.000 à 10.300.000 tonnes.

Contrairement à cette tendance générale, les importations du Royaume-Uni en provenance de l'Europe orientale ont sensiblement augmenté. Cela est dû à l'augmentation des livraisons de céréales secondaires et de bois [1] effectuées par l'Union soviétique et à une forte augmentation des importations de viande en provenance de Pologne. La quantité totale du bois importé d'Europe orientale en Europe occidentale a toutefois baissé, en raison surtout de la forte diminution des quantités de bois russe, yougoslave et tchécoslovaque achetées par les Pays-Bas.

A tout prendre, le commerce entre les deux régions s'est à nouveau soldé par un excédent en faveur de l'Europe orientale, et en particulier de l'Union soviétique, du fait des quantités de céréales et de bois livrées par ce pays au Royaume-Uni. En 1950, l'Union soviétique, dans ses transactions commerciales avec le Royaume-Uni, a eu un excédent équivalant à 60 millions de dollars environ, et elle a eu aussi un excédent de près de 40 millions de dollars vis-à-vis des Etats-Unis, grâce aux fortes exportations qu'elle a livrées à ce pays, alors que ses importations en provenance des Etats-Unis avaient pratiquement cessé. Ces soldes créditeurs ont permis à l'Union soviétique de régler des comptes avec d'autres pays, afin notamment d'acheter des matières premières provenant de pays extra-européens.

Les progrès du commerce en Europe orientale

Les échanges commerciaux entre les pays de l'Europe orientale ont continué, semble-t-il, à se développer rapidement en 1950, encore que l'on manque presque totalement de données quantitatives concernant leur ampleur, leur répartition et leur composition par marchandises. D'après les données fragmentaires dont on dispose, l'augmentation aurait été de l'ordre de 25% par rapport au chiffre de 1949, lequel peut à son tour être très approximativement évalué à environ 2 milliards de dollars [2].

Cette expansion du commerce en 1950 a été due apparemment, dans une ample mesure, aux échanges de la Zone soviétique d'Allemagne avec les pays voisins, moins importants, d'Europe orientale, qu'a

[1] Les chiffres suivants (en milliers de tonnes) indiquent l'accroissement des importations de céréales du Royaume-Uni en provenance de l'Union soviétique de 1949 à 1950 : orge, de 145 à 330 ; avoine, de 10 à 85, et maïs, de 52 à 271. Un contrat prévoyant la livraison de 153.000 standards de bois, contre paiement en livres sterling, a été signé en juin 1950.

[2] Cette évaluation de l'augmentation a été établie par recoupements d'après de très nombreuses déclarations émanant des pays de l'Europe orientale, concernant la répartition en pourcentages de leur commerce et la valeur des échanges prévue dans leurs accords bilatéraux, indiquée soit en chiffres absolus, soit simplement sous la forme d'un pourcentage donné d'augmentation par rapport à 1949. L'évaluation du chiffre de 1949 repose sur les taux d'augmentation en pourcentage prévus par rapport au niveau de 1948, dernière année pour laquelle on ait disposé de statistiques commerciales pour la plupart de ces pays.

permis la reprise de la production de l'Allemagne orientale au cours de l'année. Ce fait nouveau, joint à l'accroissement considérable du commerce entre les pays de l'Europe orientale autres que l'Union soviétique, fait, jusqu'à un certain point, contraste avec le développement des échanges des années antérieures, qui avait porté principalement sur le commerce de chacun de ces autres pays avec l'Union soviétique.

D'après les renseignements publiés qui indiquent les catégories, mais non les quantités, des marchandises dont les accords commerciaux prévoient qu'elles feront l'objet des échanges, on peut se faire une idée de la structure qualitative du commerce entre les pays de l'Europe orientale. Ainsi, l'Union soviétique exporte et importe des biens d'équipement. Elle exporte aussi des matières premières industrielles dans tous les autres pays de l'Europe orientale, et, avec la Roumanie et la Bulgarie, elle fournit des denrées alimentaires à la Tchécoslovaquie et à la Zone soviétique d'Allemagne, qui, pour les denrées alimentaires, sont les deux pays déficitaires de la région. Les matières premières et les produits semi-manufacturés particuliers à chacun des pays de cette région font l'objet d'exportations vers l'Union soviétique ainsi que d'échanges réciproques ; il s'agit notamment du pétrole roumain, du charbon, du fer et de l'acier polonais, du zinc et du plomb polonais et bulgares. Les pays plus fortement industrialisés, en particulier la Tchécoslovaquie[1] et la Zone soviétique d'Allemagne, fournissent des biens d'équipement et des machines aux pays moins développés et à l'Union soviétique. Les biens de consommation, et notamment les textiles de Pologne, de Tchécoslovaquie et de Hongrie, ainsi que la verrerie et la porcelaine d'Allemagne orientale, sont exportés à destination de l'Union soviétique et font l'objet d'échanges entre ces quatre pays.

Les commentaires officiels concernant le développement du commerce entre les pays de l'Europe orientale indiquent que ces échanges sont de plus en plus coordonnés en vertu d'accords à long terme, dans le dessein de faire entrer les plans de production de chaque pays et les accords existants de coopération bilatérale dans le cadre de plans plus vastes de développement conçus pour l'ensemble de cette région.

6. La balance des paiements avec les pays extra-européens

Le compte marchandises et services

La balance des paiements de l'Europe a été, en 1950, beaucoup plus favorable qu'en 1949 et beaucoup plus favorable aussi que les perspectives actuelles ne semblent le laisser prévoir pour le proche avenir. Les modifications mêmes qui se sont produites en 1950 ont fait apparaître l'existence de contre-courants et de forces nouvelles en action : le déficit du compte marchandises et services avec les Etats-Unis, qui semblait constituer la difficulté majeure du problème des paiements de l'Europe, a été ramené de 3.200 millions de dollars à la moitié seulement de ce montant, mais le déficit vis-à-vis des autres pays extra-européens a augmenté brusquement, passant de 600 millions à 900 millions de dollars.

L'amélioration du solde du compte marchandises et services avec les Etats-Unis est principalement due à la réduction du déficit de la balance commerciale, lequel, comme il ressort du Tableau 54, est tombé de 3.300 millions de dollars en 1949 à 2 milliards en 1950. Si l'on fait abstraction des marchandises à fins militaires dont l'expédition a été financée par les Etats-Unis au titre du M.D.A.P.,[2] on voit que le déficit, en 1950, n'a pas dépassé 1.600 millions de dollars. De même, le déficit de l'Europe vis-à-vis du Canada a diminué, passant de 566 millions de dollars en 1949 à moins du tiers de ce montant en 1950[3]. Comme l'indiquent les chiffres suivants, cette réduction du déficit de la balance commerciale s'expliquait surtout, jusque vers le milieu de l'année 1950, par la diminution graduelle des importations en provenance d'Amérique du Nord ; au second semestre de l'année, c'est l'augmentation des exportations qui est devenue l'élément prédominant.

---

[1] On prévoit que la Tchécoslovaquie, conformément à son plan industriel revisé, augmentera ses exportations de biens d'équipement à destination des autres pays de l'Europe orientale.

[2] Programme d'assistance pour la défense mutuelle *(Mutual Defense Assistance Program)*.

[3] La réduction du déficit de l'Europe vis-à-vis du Canada entre 1949 et 1950 s'est chiffrée à 401 millions de dollars ; sur ce montant, la part du Royaume-Uni, qui effectue normalement la plus grande partie des échanges de l'Europe avec le Canada, s'élevait à 339 millions de dollars.

Le commerce de l'Europe avec l'Amérique du Nord [1]

(en millions de dollars courants)

		Importations (f.o.b.)	*Exportations (f.o.b.)*	*Solde*
1949	premier semestre	2.711	656	— 2.053
	second semestre	2.313	616	— 1.697
1950	premier semestre	1.791	715	— 1.076
	second semestre	1.691	1.101	— 590

Comme cela a été exposé dans les sections précédentes du présent chapitre, les raisons auxquelles il faut attribuer cette modification frappante sont notamment, d'une part, le fait que l'Europe, grâce aux progrès de sa production, est devenue moins tributaire des approvisionnements en provenance d'Amérique et, d'autre part, la forte augmentation des exportations européennes à destination des Etats-Unis, stimulées par l'essor rapide qu'a pris l'activité économique de ce pays au second semestre de l'année. Les exportations des divers articles manufacturés européens ont été, sans aucun doute, favorisées par la dévaluation de la plupart des monnaies de l'Europe occidentale, survenue vers la fin de 1949, mais cette dévaluation a eu aussi pour conséquence de réduire beaucoup l'augmentation du commerce en valeur par rapport à son augmentation en volume : en prix d'avant la dévaluation, l'augmentation des exportations européennes à destination des Etats-Unis et du Canada en 1950 s'établirait à peu près à un milliard de dollars, tandis qu'en prix courants, cette augmentation n'a été que de 540 millions de dollars [2].

En définitive, cette évolution a eu pour conséquence d'accroître très fortement la part des importations européennes en provenance de l'Amérique du Nord qui peut être payée à l'aide des exportations européennes à destination de cette région. Le Tableau 55 montre que, pour l'ensemble de l'Europe, cette part est passée d'un quart seulement, au premier semestre de 1949, aux deux tiers, au second semestre de 1950. Cette modification a intéressé tous les pays européens [3], mais, en chiffres absolus, la réduction du déficit a

[1] Voir le Tableau XXX de l'Annexe A. Les chiffres sont tirés des statistiques européennes rectifiées de manière à donner la valeur f.o.b. établie par évaluation et, pour cette raison, ils ne concordent pas avec les chiffres du Tableau 54.

[2] Voir le Tableau 43.

[3] Cependant, pour ce qui est des pays de l'Europe orientale, l'augmentation de cette part s'explique simplement par le fait que les importations en provenance des Etats-Unis ont diminué plus fortement que ne diminuaient les exportations de ces pays à destination des Etats-Unis.

Tableau 54

COMPTE MARCHANDISES ET SERVICES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE L'EUROPE

En milliards de dollars courants

Rubrique	1948			1949			1950		
	Etats-Unis	Autres pays extra-européens	Total	Etats-Unis	Autres pays extra-européens	Total	Etats-Unis	Autres pays extra-européens	Total
Importations européennes de sources extra-européennes (f.o.b.)	4,6	9,8	14,4	4,4	9,1	13,5	3,6 [a]	8,9	12,5 [a]
Exportations européennes à destination de pays extra-européens (f.o.b.)	1,3	7,5	8,8	1,1	8,3	9,4	1,6	8,0	9,6
Solde du compte marchandises	−3,3	−2,3	−5,6	−3,3	−0,8	−4,1	−2,0	−0,9	−2,9
Revenu provenant des investissements (chiffres nets)	—	+0,4	+0,4	—	+0,4	+0,4	+0,1	+0,4	+0,5
Transports (chiffres nets)	−0,3	+0,4	+0,1	−0,2	+0,5	+0,3	—	+0,5	+0,5
Services divers (chiffres nets)	+0,2	—	+0,2	+0,3	−0,7	−0,4	+0,3	−0,9	−0,6
Solde du compte services	−0,1	+0,8	+0,7	+0,1	+0,2	+0,3	+0,4	—	+0,4
Solde du compte marchandises et services	−3,4	−1,5	−4,9	−3,2	−0,6	−3,8	−1,6	−0,9	−2,5

Sources : Ce tableau a été établi conjointement par la Division de la Balance des paiements du Fonds monétaire international et par la Division des Etudes et des Programmes de la Commission économique pour l'Europe. Voir Annexe B.

On trouvera des renseignements complémentaires sur la balance des paiements des divers pays dans le *Balance of Payments Yearbook, 1949-1950*, publié par le Fonds monétaire international, qui doit paraître sous peu.

[a] Dans les importations de l'Europe en provenance des Etats-Unis sont compris des envois de fournitures militaires s'élevant à 446 millions de dollars, effectués dans le cadre du Programme d'assistance pour la défense mutuelle.

Tableau 55

POURCENTAGE DES IMPORTATIONS DES PAYS EUROPÉENS EN PROVENANCE DES ÉTATS-UNIS ET DU CANADA, COUVERT PAR DES EXPORTATIONS

Pays	1949		1950	
	1er sem.	2e sem.	1er sem.	2e sem.
Danemark	6	11	13	24
Allemagne : zones occidentales	8	7	16	42
Italie	9	14	16	44
Pays-Bas	14	19	16	51
Belgique-Luxembourg	40	28	46	55
Norvège	25	27	40	55
France	10	16	22	60
Royaume-Uni	36	34	59	81
Suède	50	79	66	87
Suisse	47	74	82	91
Finlande	107	108	145	164
Pays de l'Europe orientale [a]	94	118	133	144
Autres pays d'Europe [b]	21	16	30	54
Total pour l'Europe	24	27	40	65

Sources : Les chiffres sont tirés du Tableau XXX de l'Annexe A, les prix des importations ayant été corrigés pour être exprimés d'après leur valeur f.o.b.

[a] Allemagne (Zone soviétique), Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, U.R.S.S. et Yougoslavie.

[b] Autriche, Espagne, Grèce, Irlande, Islande, Portugal et Turquie.

surtout porté sur le commerce de quatre pays principaux comme on le verra ci-dessous :

Le déficit de la balance commerciale vis-à-vis des Etats-Unis

(en millions de dollars courants)

	Royaume-Uni	*France*	*Allemagne occidentale*	*Italie*	*Autres pays d'Europe*
1949 premier semestre	474	301	345	252	681
second semestre	465	174	332	158	568
1950 premier semestre	195	148	158	146	429
second semestre	93	64	115	70	248

Quant aux échanges avec les régions extra-européennes autres que l'Amérique du Nord, le déficit de la balance commerciale de l'Europe avait diminué jusqu'à n'être plus en 1949 que d'environ 300 millions de dollars, contre un chiffre sextuple en 1948. Les exportations de l'Europe à destination de ces pays ont, en 1950, augmenté, en volume du moins, dans une mesure égale à celle dans laquelle augmentaient les importations européennes en provenance desdits pays et peut-être même davantage, mais, en raison de l'altération du taux d'échange de l'Europe, le déficit de son compte marchandises a augmenté de 700 millions de dollars environ. Cette augmentation a surtout porté sur les échanges avec les pays d'outre-mer rattachés à un pays européen (notamment avec les pays de la zone sterling), comme le montrent les chiffres récapitulatifs suivants :

Le commerce de l'Europe avec les régions extra-européennes autres que l'Amérique du Nord

(en millions de dollars courants)

	Pays rattachés à l'Europe		*Tous autres pays*	
	1949	1950	1949	1950
Importations (f.o.b.)				
Royaume-Uni	2.845	2.486	971	982
Allemagne occidentale	226	441	227	240
Autres pays d'Europe	2.492	2.617	1.517	1.767
Exportations (f.o.b.)				
Royaume-Uni	3.212	2.695	899	777
Allemagne occidentale	71	143	58	225
Autres pays d'Europe	2.311	2.200	1.414	1.511
Solde (f.o.b.)				
Ensemble des pays d'Europe	+31	—506	—344	—476

C'est principalement au Royaume-Uni et à l'Allemagne occidentale que cette modification doit être attribuée ; si l'excédent du Royaume-Uni a diminué, c'est surtout du fait des échanges avec l'Inde et l'Union Sud-Africaine qui ont imposé de rigoureuses restrictions à leurs importations ; quant au déficit de l'Allemagne occidentale, il a augmenté parce que le volume des importations de ce pays en provenance de la zone sterling d'outre-mer a fortement grossi [1]. Pour le Royaume-Uni, la situation a évolué de façon fort semblable sur les autres marchés extra-européens qui n'appartiennent pas aux pays rattachés à l'Europe, car les exportations britanniques vers l'Argentine et le Brésil, en particulier, ont été gênées par le fait que ces pays manquaient de sterling, alors que les importations britanniques en provenance d'Amérique latine ont augmenté. En revanche, les échanges de l'Allemagne occidentale avec ces pays ont évolué dans

[1] La plus grosse part de l'augmentation du déficit de la balance commerciale des « autres pays d'Europe » avec les régions extra-européennes rattachées à des pays européens est le fait des Pays-Bas et de la Belgique, dont les importations semblent avoir augmenté en volume dans de très fortes proportions. Vis-à-vis des autres pays extra-européens, il semble que ce soit à l'Italie, dont les exportations vers l'Amérique latine ont été entravées par des difficultés de paiements, qu'il faille attribuer, pour la moitié environ, l'aggravation du déficit de la balance commerciale.

un sens tout à fait différent de celui dans lequel évoluait son commerce avec la zone sterling d'outre-mer, lequel se solde de plus en plus par un excédent d'importations : vis-à-vis desdits pays, en effet, les importations de l'Allemagne occidentale ont marqué une augmentation modérée, alors que ses exportations faisaient de rapides progrès. C'est pourquoi, vers la fin de 1950, le déficit de la balance commerciale de l'Allemagne occidentale avec les pays extra-européens était surtout fort vis-à-vis des Etats-Unis, encore qu'il accusât une tendance à diminuer, et vis-à-vis de la zone sterling d'outre-mer où il tendait à s'accroître.

La situation du compte « services » de la balance des paiements de l'Europe avec les pays extra-européens a évolué à peu près comme la balance commerciale : il y a eu amélioration du compte vis-à-vis des Etats-Unis et aggravation du compte avec les autres pays extra-européens. L'augmentation des revenus provenant des investissements et l'accroissement des sommes dépensées en Europe par les touristes américains ont contribué à augmenter légèrement l'excédent du compte « services » vis-à-vis des Etats-Unis, mais surtout le déficit antérieurement causé par le fret payé à la flotte marchande des Etats-Unis a disparu, à mesure que diminuaient les importations de charbon et d'autres marchandises lourdes transportées sous pavillon des Etats-Unis [1].

Dans les transactions avec les pays extra-européens autres que les Etats-Unis, le poste complexe du passif intitulé « autres services » a pesé d'un poids très lourd, et c'est ce qui explique que le solde du compte « services » se soit aggravé en 1950. On ne sait pas grand-chose de ce poste [2], car le montant n'en est pas obtenu par voie d'évaluation directe ; c'est le solde résiduel d'une récapitulation des états que les divers pays européens ont publiés concernant leurs balances des paiements ; divers autres renseignements, cependant, donnent à entendre que ce poste a pu subir le contrecoup de l'augmentation des dépenses que les gouvernements européens ont engagées, notamment à des fins militaires, dans des territoires extra-européens.

L'augmentation des avoirs en or et en dollars

Si forte qu'ait été la réduction du déficit du compte marchandises et services de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis en 1950, ce déficit est bien loin d'avoir été entièrement comblé ; quant au déficit vis-à-vis des autres pays extra-européens, il a augmenté. C'est donc un phénomène digne d'attention que les avoirs en or et en dollars de l'Europe n'en aient pas moins augmenté de 1.900 millions de dollars au cours de l'année, la plus grande partie de cette augmentation étant constituée par de l'or [3]. Il est tout aussi intéressant de noter que 85% de cette augmentation sont allés grossir l'encaisse du Royaume-Uni. Le Tableau 56 montre que l'augmentation des réserves en or et en dollars des pays du continent européen a été relativement faible et que, dans certains cas, ces avoirs ont même diminué. A première vue, il semblerait qu'il y eût une corrélation approximative entre ces mouvements et la dévaluation ; les réserves de la Suisse et de l'Italie n'ont guère subi de modifications et celles de la Belgique ont subi une forte ponction, tandis que plusieurs des pays qui ont dévalué leur monnaie de 20% ou davantage ont été en mesure d'augmenter leurs avoirs en or et en dollars. Toutefois, comme on le verra, certaines autres circonstances ont contribué à accentuer ces modifications.

Si le Royaume-Uni et d'autres pays d'Europe ont pu accroître leurs avoirs en or et en dollars, c'est, bien entendu, uniquement parce que les Etats-Unis ont continué à leur prêter une aide dont le volume, tout réduit qu'il fût par comparaison avec 1949, était plus que suffisant pour combler le déficit du compte marchandises et services, non seulement vis-à-vis des Etats-Unis, mais aussi vis-à-vis des autres régions. Cependant, tel était déjà le cas en 1949, comme le montre le Tableau 57 ; or, cette année-là, la plupart des pays d'Europe n'avaient réussi tout au plus qu'à augmenter un peu leur encaisse en or et en dollars, et les réserves du Royaume-Uni avaient fortement baissé, surtout pendant les trois premiers trimestres de l'année [4]. L'explication des amples

[1] Les évaluations fournies au Tableau 54 pour les transactions de l'Europe effectuées au titre des services en 1948 et 1949 ont été fortement remaniées depuis la publication de l'ETUDE de l'année dernière. Ce remaniement a été surtout rendu nécessaire par le fait que l'on dispose maintenant, pour divers pays européens considérés isolément, d'évaluations nouvelles et plus complètes des balances de paiements.

[2] Voir l'Annexe B.

[3] Pour établir le chiffre de 1.900 millions de dollars, on a tenu compte des avoirs en or non déclarés ; c'est ce qui explique que ce chiffre diffère du total indiqué au Tableau 56.

[4] Du début de l'année 1949 au 18 septembre de la même année — veille de la dévaluation — les réserves en or et en dollars du Royaume-Uni avaient diminué de 516 millions de dollars, mais les deux tiers de ces sorties furent compensés par des entrées d'or et de dollars effectuées au cours du reste de l'année.

Tableau 56

AVOIRS EN OR ET EN DOLLARS DES PAYS EUROPÉENS

En millions de dollars courants

Pays	Situation en fin d'année				Ecart en plus ou en moins	
	1938	1948	1949	1950	1949	1950
Royaume-Uni [a]	3.885	1.856	1.688	3.300	−168	+1.612
Suisse [b]	920	1.886	2.021	2.020	+135	− 1
France [c]	2.952	741	695	784	− 46	+ 89
Belgique-Luxembourg	773	753	818	703	+ 65	− 115
Italie	216	446	560	560	+114	−
Pays-Bas	1.096	290	366	505	+ 76	+ 139
Allemagne : zones occidentales [d]	20	179	149	222	− 30	+ 73
Suède	321	130	160	204	+ 30	+ 44
Reste de l'Europe [e]	1.460	1.270	1.179	1.135	− 91	− 44
Total pour l'Europe	11.643	7.551	7.636	9.433	+ 85	+1.797

Sources : Les chiffres sont empruntés aux *International Financial Statistics* du Fonds monétaire international, Washington, D.C. ; et au *Federal Reserve Bulletin*, Federal Reserve System, Washington, D.C.

NOTE. — L'expression « avoirs en dollars » s'entend des avoirs à court terme en dollars détenus aux Etats-Unis — aussi bien par les Etats que par les particuliers — tels qu'ils sont déclarés par les banques des Etats-Unis.

[a] Chiffres officiellement communiqués, englobant les avoirs en or et les avoirs du Trésor en dollars des Etats-Unis et en dollars canadiens.

[b] Non compris les avoirs de la Banque des règlements internationaux.

[c] Non compris les avoirs en or du Fonds de stabilisation, pour toutes les années, sauf 1938.

[d] Y compris les comptes ouverts par les autorités d'occupation à des fin commerciales.

[e] Non compris les avoirs en or de l'U.R.S.S.

modifications survenues dans l'état des réserves européennes d'or et de dollars entre 1949 et 1950 doit donc être cherchée dans d'autres circonstances, dont deux semble-t-il revêtent une importance primordiale. L'un de ces facteurs importants semble avoir consisté en ceci : les évasions de capitaux privés en quête d'un refuge ou d'un bénéfice spéculatif à l'étranger avaient exercé une forte ponction sur les réserves monétaires de l'Europe et notamment sur celles du Royaume-Uni [1] ; or, elles ont cessé et ont même fait place à un mouvement en sens contraire. Du fait de leur nature même, ces mouvements de capitaux ne laissent généralement aucune trace et il est difficile d'en évaluer le montant, mais leur influence est décelée par la rapidité même avec laquelle les réserves du Royaume-Uni ont augmenté dès le lendemain de la dévaluation. Ce mouvement semble s'être poursuivi par la suite, parce que de nombreux spéculateurs considéraient qu'il était possible que le taux de change de la livre sterling fût relevé ; c'est ainsi que l'on pourrait, par exemple, interpréter le fait que les soldes en sterling de ce que l'on appelle le « compte américain » ont augmenté d'environ 135 millions de dollars au second semestre de 1950 [2].

La deuxième circonstance — beaucoup plus importante, semble-t-il — qui explique les modifications survenues en 1950 dans l'état des réserves en or et en dollars de l'Europe, procède du fait que le courant des règlements en dollars entre l'Europe et les tiers pays extra-européens s'est renversé. Comme on peut le voir au Tableau 57, les pays européens avaient effectué en 1949 des règlements multilatéraux d'un montant de 2 milliards de dollars environ au bénéfice de pays extra-européens autres que les Etats-Unis, la moitié de cette somme étant fournie directement par les Etats-Unis sur les fonds du Programme de relèvement européen en vue d'achats en tiers pays *(offshore purchases)* et l'autre moitié provenant d'autres ressources en dollars. En 1950, la situation a été très différente. S'il est vrai que l'Europe a encore reçu

[1] Voir l'ETUDE de l'année dernière, p. 133 et pp. 141-144. Dans la partie I du Tableau 57 de la présente ETUDE, on a porté les mouvements des capitaux privés, dans toute la mesure où on a pu les évaluer en chiffres nets.

Indépendamment des mouvements de capitaux privés, les chiffres portés dans la partie I du Tableau 57 comportent divers autres ajustements auxquels il a fallu procéder pour calculer le montant du déficit à financer. Au nombre de ces ajustements figurent les dons privés et les diverses transactions portant sur des fonds publics (parmi lesquels le financement par les Etats-Unis des expéditions effectuées au titre du M.D.A.P. a constitué en 1950 l'élément le plus important) qui n'ont pas principalement pour objet de combler le déficit de la balance des paiements et qui même (comme cela arrive lorsqu'il s'agit de projets de développement entrepris dans les territoires coloniaux par des Etats européens) peuvent, au contraire, avoir pour effet d'augmenter l'ampleur du déficit général.

[2] *United Kingdom Balance of Payments, 1946 to 1950 (No. 2).* Cmd. 8201, H.M.S.O., p. 29.

Tableau 57

FINANCEMENT DU DÉFICIT DE L'EUROPE VIS-A-VIS DES PAYS EXTRA-EUROPÉENS

En milliards de dollars courants

Rubrique	1948			1949			1950		
	Etats-Unis	Autres pays extra-européens	Total	Etats-Unis	Autres pays extra-européens	Total	Etats-Unis	Autres pays extra-européens	Total
I. Solde du compte marchandises et services et autres transactions donnant lieu au déficit :									
Solde du compte marchandises et services	−3,4	−1,5	−4,9	−3,2	−0,6	−3,8	−1,6	−0,9	−2,5
Dons privés	+0,4	−0,1	+0,3	+0,4	−0,1	+0,3	+0,3	−0,1	+0,2
Mouvements de capitaux privés	+0,2	−0,1	+0,1	−0,1	−0,4	−0,5	−0,1	−0,1	−0,2
Engagements spéciaux des Etats (règlements de dettes, investissements pour des projets spéciaux, etc.)	−0,2	−0,3	−0,5	+0,2	−0,4	−0,2	+0,5	−0,3	+0,2
Total du déficit à financer (ou de l'excédent) :									
Avant correction	−3,0	−2,0	−5,0	−2,7	−1,5	−4,2	−0,9	−1,4	−2,3
Corrections	—	−0,1	−0,1	−0,2	+0,7	+0,5	−0,1	+0,5	+0,4
Total corrigé	−3,0	−2,1	−5,1	−2,9	−0,8	−3,7	−1,0	−0,9	−1,9
II. Financement d'Etat présentant un caractère compensatoire :									
Subventions des Etats	+3,2	—	+3,2	+4,1	—	+4,1	+2,7	—	+2,7
Crédits reçus ou consentis	+1,1	+0,5	+1,6	+0,7	−0,5	+0,2	+0,2	..	+0,2
Financement effectué par des institutions internationales	+0,3	—	+0,3	—	—	—	—	—	—
Mouvements des soldes en sterling	—	−0,2	−0,2	—	−0,5	−0,5	—	+0,9	+0,9
Mouvements des soldes en dollars des Etats-Unis	−0,3	—	−0,3	−0,1	—	−0,1	−0,2	—	−0,2
Mouvements d'or	+0,9	−0,4	+0,5	+0,2	−0,2	—	−1,3	−0,4	−1,7
Total du financement d'Etat présentant un caractère compensatoire	+5,2	−0,1	+5,1	+4,9	−1,2	+3,7	+1,4	+0,5	+1,9
III. Règlements multilatéraux en dollars des Etats-Unis									
Sommes remboursées au titre de l'E.R.P. pour des achats effectués par les pays européens hors des Etats-Unis	−0,8	+0,8	—	−1,0	+1,0	—	−0,7	+0,7	—
Autres sommes versées en dollars par des pays européens à des pays autres que les Etats-Unis, et erreurs et omissions	−1,4	+1,4	—	−1,0	+1,0	—	+0,3	−0,3	—
Total des règlements multilatéraux en dollars des Etats-Unis	−2,2	+2,2	—	−2,0	+2,0	—	−0,4	+0,4	—

Sources : Division de la Balance des paiements du Fonds monétaire international. On trouvera des renseignements plus détaillés dans le prochain volume du *Balance of Payments Yearbook, 1949-1950*, publié par le Fonds.

NOTE. — Le signe plus (+) indique une opération de crédit par laquelle l'Europe reçoit des fonds provenant de pays extra-européens (par la voie d'une vente de marchandises ou d'or, ou de l'obtention d'un prêt ou d'un don), et le signe moins (−) une opération de débit, par laquelle l'Europe verse des fonds à des pays extra-européens. Les chiffres de toutes les rubriques s'entendent nets. Voir Annexe B. On trouvera la définition détaillée des diverses rubriques du tableau dans le *Balance of Payments Yearbook* du Fonds monétaire international.

Tableau 58

L'AIDE EN DOLLARS ET LA STRUCTURE DES RÈGLEMENTS INTERRÉGIONAUX EN DOLLARS

En millions de dollars courants

Rubrique	Année	Zone monétaire européenne				Canada	Républiques d'Amérique latine	Tous les autres pays [a]	Total mondial
		Royaume Uni	Zone sterling d'outre-mer	Autres pays d'Europe	Territoires d'outre-mer dépendant d'autres pays européens				
I. Dons et crédits consentis par le Gouvernement des Etats-Unis	1949	+1.048	+ 2	+3.676	+ 1	+ 11	+ 70	+1.139	+5.947
	1950	+ 641	—	+2.755	+ 4	+ 7	+ 24	+ 861	+4.292
II. Solde du compte marchandises et services, dons privés et mouvements de capitaux, avec les Etats-Unis	1949	— 291	−288	−2.613	−126	−421	−280	−1.197	−5.216
	1950	+ 83	+474	−1.583	+ 63	−305	−108	— 305	−1.681
III. Montants en dollars payés (−) ou perçus (+) pour des achats à d'autres pays étrangers *(offshore purchases)* dans le cadre de l'E.R.P.	1949	— 511	+ 2	— 528	+119	+418	+324	+ 176	—
	1950	— 343	+ 1	— 381	+ 91	+263	+213	+ 156	—
IV. Dollars affectés à la constitution de soldes aux Etats-Unis (−) ou prélevés sur les soldes existants aux Etats-Unis (+)	1949	+ 54	— 44	— 49	+ 36	— 80	−212	+ 376	+ 81
	1950	+ 94	— 27	— 247	— 36	— 31	−136	— 485	— 868
V. Dollars employés à des achats d'or aux Etats-Unis (−) ou acquis à la suite de la vente d'or aux Etats-Unis (+)	1949	+ 446	+195	— 218	— 21	+ 10	−131	— 117	+ 164
	1950	−1.020	+ 12	— 324	— 7	— 99	−162	— 143	−1.743
VI. Solde final représentant les montants en dollars transférés à d'autres pays (−) ou reçus d'autres pays (+), ainsi que les erreurs et omissions dans les évaluations	1949	— 746	+133	— 268	— 9	+ 62	+229	— 377	— 976
	1950	+ 545	−460	— 220	−115	+165	+169	— 84	—

Sources : Tableau XXXI de l'Annexe A et déclarations publiées par l'Administration de coopération économique (E.C.A.). Voir Annexe B.

[a] Y compris les institutions internationales.

directement 700 millions de dollars prélevés sur les fonds de l'aide Marshall pour effectuer des achats hors des Etats-Unis, le fait est que les pays européens ont été en mesure de se procurer d'autre manière des dollars provenant de pays extra-européens pour un montant d'environ 300 millions. En outre, les entrées directes d'or se sont chiffrées à près de 400 millions de dollars, soit environ le double du chiffre de 1949 [1].

Le renversement du courant des règlements en dollars a surtout intéressé les relations entre le Royaume-Uni et la zone sterling d'outre-mer. C'est ce qui ressort nettement si l'on étudie les chiffres du Tableau 58, tirés d'évaluations officielles de la balance des paiements des Etats-Unis ainsi que d'autres documents concernant les transactions de ce pays avec les pays d'outre-mer. Ce tableau indique le montant de l'aide que les divers pays ou régions ont reçue du Gouvernement des Etats-Unis ; il indique également l'usage qui en a été fait [2]. On ne constate

[1] Comme on le verra plus loin, sur ces 400 millions, 281 millions de dollars sont allés au Royaume-Uni, grâce à des ventes d'or effectuées par les pays producteurs d'or appartenant à la zone sterling. D'autre part, le Royaume-Uni a, en 1950, acheté certaines quantités d'or au Canada.

[2] Le Tableau 58 n'indique pas à proprement parler l'usage qui a été fait de l'aide financière des Etats-Unis, car la plus grande partie en est affectée à des achats déterminés ou à d'autres paiements, mais elle n'en a pas moins pour effet d'augmenter les ressources totales en dollars des autres pays d'un montant équivalent à celui de l'aide accordée.

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA

pas, entre 1949 et 1950, de modification importante dans le réseau des paiements en dollars des pays européens autres que le Royaume-Uni considérés en bloc. Au cours de l'une et de l'autre année, la plus grande partie de l'aide reçue a été employée à combler le déficit contracté directement vis-à-vis des Etats-Unis, encore que ce déficit ait été beaucoup plus faible en 1950 qu'en 1949. Une part importante de cette aide a également été utilisée pour des achats en tiers pays *(offshore purchases)*, particulièrement en Amérique latine [1]. Une autre part de cette aide a servi, en pratique, à grossir au cours de ces deux années les réserves d'or et de dollars de l'Europe ; mais il faut noter que les chiffres des achats d'or en 1950 amènent à surestimer l'augmentation des avoirs des pays de l'Europe continentale, car certains d'entre eux ont certainement effectué aussi des transferts d'or vers d'autres régions. Cependant, si l'on fait entrer en ligne de compte les différents usages, indiqués ci-dessus, qui ont été faits des fonds en dollars, les renseignements concernant 1949 et 1950 font apparaître un solde résiduel qui doit être interprété comme correspondant (indépendamment des erreurs et omissions des évaluations) au montant net des dollars transférés à des tiers pays soit pour combler des déficits de la balance commerciale et du compte «services», soit au titre de mouvements de capitaux.

Au Royaume-Uni, le réseau des paiements et l'évolution de la situation ont été tout autres. Le déficit directement contracté par ce pays vis-à-vis des Etats-Unis était faible en 1949, au regard du montant de l'aide reçue et, en 1950, il a fait place à un excédent [2]. Au cours de l'une et de l'autre année, une part considérable, mais décroissante, du total a été consacrée à des achats en tiers pays, notamment au Canada, pays vis-à-vis duquel le Royaume-Uni est d'ordinaire fortement déficitaire. Cependant, il est également établi qu'en 1949, le Royaume-Uni avait dû dépenser aux Etats-Unis quelque 500 millions de dollars prélevés sur ses réserves en or et en dollars, afin de se procurer des fonds devant permettre d'effectuer au bénéfice de tiers pays d'autres transferts qui ne pouvaient être financés à l'aide des fonds Marshall affectés aux achats en tiers pays [3]. C'est à cet égard que la situation du Royaume-Uni s'est modifiée le plus profondément en 1950 : alors que, l'année précédente, ce pays avait transféré d'importantes sommes en dollars au bénéfice de tiers pays, il semble qu'en 1950, il ait au contraire reçu de ces pays plus de 500 millions de dollars. C'est surtout ce changement et le fait que le solde du compte avec les Etats-Unis, de déficitaire qu'il était, est devenu excédentaire, qui ont permis au Royaume-Uni de se procurer plus d'un milliard de dollars d'or aux Etats-Unis en 1950, au lieu de puiser, comme en 1949, dans son encaisse-or.

C'est de la zone sterling d'outre-mer que sont venus principalement les dollars que le Royaume-Uni a reçus des régions extra-européennes autres que les Etats-Unis en 1950. Le Tableau 58 montre que le Canada et les pays de l'Amérique latine eux-mêmes ont continué, comme en 1949, à recevoir des sommes importantes en dollars par le jeu des règlements multilatéraux, en plus des fonds qu'ils se sont procurés grâce au système des achats en tiers pays, et qu'ils ont employé ces recettes non seulement à combler leur propre déficit vis-à-vis des Etats-Unis, mais aussi à augmenter leurs avoirs en or et en dollars. Cependant, la situation de la zone sterling d'outre-mer a changé de façon extraordinaire : au lieu d'un déficit collectif

---

[1] L'Amérique latine a reçu environ la moitié — soit 225 millions de dollars en 1949 et 203 millions en 1950 — des sommes globales affectées aux achats en tiers pays non européens pour le compte des pays européens autres que le Royaume-Uni. La part du Canada dans ces achats a été de 68 millions de dollars en 1949 et de 49 millions en 1950, le reste étant principalement affecté à des achats de pétrole dans les Antilles néerlandaises et dans la région pétrolifère du Moyen-Orient. Comme on ne peut obtenir la ventilation par pays des achats effectués dans cette dernière région, les chiffres des recettes de la zone sterling d'outre-mer provenant d'achats en tiers pays qui figurent au Tableau 58 sont en fait inférieurs à la réalité.

[2] Il est probable que le solde excédentaire du compte « marchandises, services, dons privés et capitaux » du Royaume-Uni vis-à-vis des Etats-Unis, qu'indique pour 1950 le Tableau 58, est supérieur à la réalité, et que le chiffre donné pour l'aide américaine constitue une sous-estimation. Ces chiffres ne comprennent pas les transferts effectués au bénéfice du Royaume-Uni au titre du Programme d'assistance pour la défense mutuelle, ni leur contrepartie financière, pour lesquels les détails de la répartition par pays ne sont pas publiés. En outre, le chiffre de 83 millions donné au tableau pour l'excédent en dollars du Royaume-Uni ne comprend pas les importations de certaines marchandises de « catégorie spéciale » en provenance des Etats-Unis qui ont été réglées comptant. Les expéditions de ce dernier genre se sont élevées en 1950 à 41 millions de dollars pour la totalité de la zone sterling et il est probable que la plus grande partie en est allée au Royaume-Uni. Voir l'Annexe B.

[3] Toutefois, il importe de faire observer que le chiffre du solde final pour le Royaume-Uni et les autres régions ou pays indiqués, tel qu'il s'est établi en 1949, ne peut être interprété que comme donnant une idée assez approximative du réseau des règlements et non pas des montants absolus, car le chiffre global des erreurs et omissions s'élève pour l'année à près d'un milliard de dollars dans les évaluations de la balance des paiements des Etats-Unis. Pour les raisons exposées dans l'ETUDE de l'année dernière, ce chiffre lui-même donne quelque idée de l'importance des transactions non enregistrées de capitaux.

de près de 300 millions de dollars vis-à-vis des Etats-Unis, comme en 1949, les pays de ce groupe ont eu en 1950 un excédent de près de 500 millions de dollars avec les Etats-Unis. Comme on le verra plus loin, c'est un trait caractéristique du système monétaire de la zone sterling qu'une faible part seulement de cet excédent soit allée augmenter les soldes en dollars des pays de la zone sterling d'outre-mer et que la quasi-totalité en ait été versée au Fonds commun en dollars.

La modification de la situation de la zone sterling

L'exposé que l'on vient de lire montre bien que la modification du réseau des règlements internationaux en dollars en 1950 doit être attribuée non pas tant au fait que la situation des pays européens pris ensemble aurait changé en matière de paiements, mais bien plutôt à l'évolution de la situation de la zone sterling, dont le Royaume-Uni est le centre financier. Le tableau récapitulatif ci-contre, établi à l'aide des évaluations officielles de la balance des paiements du Royaume-Uni, indique que le Royaume-Uni et les autres pays de la zone sterling ont participé dans une mesure à peu près équivalente [1] aux modifications qui ont eu pour effet de faire succéder à la perte nette d'or et de dollars, d'une valeur de 167 millions de dollars en 1949, une augmentation nette de 1.612 millions de dollars en 1950, ce qui représente au total une différence de près de 1.800 millions de dollars [2].

Il ressort nettement de ces chiffres ainsi que des évaluations plus détaillées tirées d'autres sources, qui figurent au Tableau 59, que cette modification

Récapitulation des modifications survenues entre 1949 et 1950 dans les transactions en or et en dollars de la zone sterling, qui ont eu pour effet d'augmenter (+) ou de diminuer (−) l'encaisse [a]

(en millions de dollars courants)

I. *Compte du Royaume-Uni*		
Solde de la balance commerciale . . .	+598	
Solde du compte services.	+209	
Mouvements de capitaux	+310	+1.117
II. *Compte des autres pays de la zone sterling*		
Solde du compte vis-à-vis de la zone dollar	+873	
Apport d'or provenant de la production courante [b]	+ 47	+ 920
III. *Compte de l'ensemble de la zone sterling*		
Règlements en or et en dollars avec les pays qui n'exigent pas le paiement en dollars	+299	+ 299
IV. *Compte de financement*		
Diminution des subventions et crédits de l'E.R.P.	−434	
Diminution des sommes tirées sur le F.M.I.	− 52	
Diminution des sommes tirées sur le prêt ouvert par le Canada	− 71	− 557
Modification nette (représentant l'écart net entre les sorties d'or et de dollars en 1949, soit 167 millions de dollars, et l'accroissement de l'encaisse en 1950, soit 1.612 millions de dollars)		+1.779

a Calculs établis d'après les données du Cmd. 8201. Les chiffres comprennent les transactions de la zone sterling non seulement avec les Etats-Unis, mais aussi avec le Canada et les autres pays qui exigent le paiement en dollars (d'après la définition britannique), ainsi que les règlements en or et en dollars effectués au bénéfice de pays qui n'exigent pas de règlements en dollars. Au Tableau 58 (dont les données sont tirées de documents concernant la balance des paiements des Etats-Unis), le montant des versements effectués au bénéfice de pays autres que les Etats-Unis est établi par déduction, d'après le mouvement du solde final et d'après ce que l'on sait des règlements effectués au titre des achats en tiers pays *(offshore purchases)* dans le cadre de l'E.R.P.

b Augmentation de la quantité d'or vendue au Royaume-Uni par les autres pays de la zone sterling.

a intéressé surtout la balance commerciale, car les importations en provenance des Etats-Unis et du Canada ont diminué de 900 millions de dollars et les exportations à destination de ces pays ont augmenté de 500 millions de dollars ; mais il y a eu aussi de fortes modifications dans le solde britannique en dollars du compte des transactions effectuées au titre des services et au titre des mouvements de capitaux.

Comme on l'a vu dans les sections précédentes du présent chapitre, nombreuses sont les causes — et la dévaluation est l'une d'entre elles — qui ont été à l'origine de ces modifications. Les effets de la dévaluation et du renversement des positions de la spécu-

[1] Aux fins de cette comparaison, le changement survenu dans les mouvements de capitaux peut être négligé, car ces mouvements concernent peut-être des transactions avec les autres pays de la zone sterling, même s'il en reste trace dans la comptabilité des banques londoniennes. (Par exemple, les soldes inscrits à Londres au crédit de banques américaines peuvent servir à financer les échanges commerciaux avec une région quelconque de la zone sterling.) Malheureusement, il n'est pas possible, à l'aide des données officielles relatives à la balance des paiements, de déterminer comment se répartissent entre le Royaume-Uni, d'une part, et les autres pays de la zone sterling, d'autre part, les règlements en or et en dollars effectués au bénéfice des pays qui n'exigent pas le paiement en dollars.

[2] L'exposé qui suit concerne d'une façon générale les « autres pays de la zone sterling », parmi lesquels figurent non seulement les pays de la zone sterling d'outre-mer, mais aussi l'Irlande, l'Islande et les territoires européens dépendant du Royaume-Uni. Etant donné la nature des renseignements statistiques utilisés, il n'est pas possible de faire la distinction entre les divers pays européens de la zone sterling. Il est cependant hors de doute que l'énorme changement survenu dans la situation des « autres pays de la zone sterling » est surtout le fait des membres extra-européens de ce groupe de pays.

Tableau 59

SOLDE DU COMPTE MARCHANDISES ET SERVICES DE LA ZONE STERLING VIS-A-VIS DES ÉTATS-UNIS ET DU CANADA AINSI QUE DE L'EUROPE CONTINENTALE

En millions de dollars courants

Rubrique	Année	Reste de la zone sterling [a]				Royaume-Uni				Total pour la zone sterling		
		Etats-Unis et Canada	Europe continentale [b]	Royaume-Uni	Total pour les groupes de pays énumérés	Etats-Unis et Canada	Europe continentale [b]	Reste de la zone sterling	Total pour les groupes de pays énumérés	Etats-Unis et Canada	Europe continentale [b]	Total pour le groupe des pays énumérés
Exportations f.o.b.	1948	1.240	1.170	2.650	5.060	690	1.680	2.980	5.350	1.930	2.850	4.780
	1949	1.060	1.240	2.810	5.110	620	1.650	3.480	5.750	1.680	2.890	4.570
	1950	1.420	1.500	2.540	5.460	740	1.640	2.800	5.180	2.160	3.140	5.300
Importations f.o.b.	1948	1.670	740	2.980	5.390	1.360	1.630	2.650	5.640	3.030	2.370	5.400
	1949	1.460	800	3.480	5.740	1.430	1.890	2.810	6.130	2.890	2.690	5.580
	1950	970	820	2.800	4.590	990	1.790	2.540	5.320	1.960	2.610	4.570
Solde du compte marchandises .	1948	−430	+430	−330	−330	−670	+ 50	+330	−290	−1.100	+480	− 620
	1949	−400	+440	−670	−630	−810	−240	+670	−380	−1.210	+200	−1.010
	1950	+450	+680	−260	+870	−250	−150	+260	−140	+200	+530	+730
Services (chiffres nets) .	1948	−180	−20	−460	−660	−110	+160 [c]	+460	+510	−290	+140	−150
	1949	−160	−20	−370	−550	+ 60	+170 [c]	+370	+600	−100	+150	+ 50
	1950	−140	−20	−460	−620	+230	+290 [c]	+460	+980	+90	+270	+360
Solde du compte marchandises et services . .	1948	−610	+410	− 790	− 990	−780	+210	+ 790	+220	−1.390	+620	−770
	1949	−560	+420	−1.040	−1.180	−750	− 70	+1.040	+220	−1.310	+350	−960
	1950	+310	+660	−720	+250	−20	+140	+720	+840	+290	+800	+1.090

Sources : Voir Annexe B.

[a] Tous les pays de la zone sterling, moins le Royaume-Uni.

[b] Europe moins Royaume-Uni, Irlande et Islande.

[c] Y compris les transactions afférentes à des services avec des territoires d'outre-mer dépendant de pays européens n'appartenant pas à la zone sterling.

lation qui s'ensuivit trouvent peut-être une expression plus directe dans le renversement du courant des mouvements de capitaux. L'influence de la dévaluation sur le compte « services » est moins nette : il n'y a guère de raison de penser qu'elle ait changé quoi que ce soit à la capacité de concurrence des compagnies pétrolières et des compagnies de navigation britanniques dont les opérations constituent les principaux postes du compte « services »[1]. La réduction des importations, qui a intéressé dans des proportions sensiblement égales le Royaume-Uni, d'une part, et les autres pays de la zone sterling, d'autre part, a été essentiellement la conséquence de l'application de l'accord conclu avant la dévaluation, lors de la crise de la livre sterling de 1949 ; cet accord a continué à exercer une action sur le volume des importations de marchandises payables en dollars longtemps après que la situation en matière de dollars eut commencé à s'améliorer à d'autres égards. Il ne fait pas de doute que la dévaluation a facilité la diminution des importations payables en dollars dans les pays de la zone sterling d'outre-mer, grâce à l'avantage de prix dont bénéficient les articles manufacturés du Royaume-Uni, mais rien ne permet de croire que les importations du Royaume-Uni lui-même, en provenance de la zone dollar, déjà strictement réduites à l'essentiel, aient subi à nouveau une

[1] Les prix des produits pétroliers, chiffrés en dollars, n'ont pas diminué après la dévaluation. Sur le marché des frets, l'effet de la dévaluation ne s'est guère exercé que sur les transactions de transports par « tramps » ; les tarifs « convenus », appliqués au transport des marchandises par ligne maritime régulière, semblent être restés relativement stables pendant un certain temps après la dévaluation ; les baisses de tarif qui ont été annoncées par la suite, au début de 1950, ont été établies en fonction des itinéraires, et non pas du pavillon.

réduction sensible du fait de la modification des rapports entre les monnaies et entre les prix. Pour ce qui est des exportations à destination des Etats-Unis et du Canada, l'amélioration de la capacité de concurrence des marchandises britanniques a certainement contribué à stimuler les ventes. Mais la cause primordiale de la forte augmentation des exportations de matières premières de la zone sterling à destination de l'Amérique du Nord a, sans aucun doute, été la reprise des affaires aux Etats-Unis, jointe à la hausse des prix en dollars de ces marchandises, tout comme cela avait été, en 1949, le ralentissement des affaires aux Etats-Unis qui avait provoqué un fléchissement des exportations de la zone sterling à destination du marché américain [1].

Le Tableau 59 montre aussi que, parallèlement à la réduction du déficit du compte marchandises et services de la zone sterling vis-à-vis des Etats-Unis et du Canada, il y a eu une augmentation du solde excédentaire de la zone sterling vis-à-vis de l'Europe continentale, ledit solde excédentaire étant passé de 350 millions de dollars, en 1949, à 800 millions en 1950 : c'est là une modification dont les conséquences sont fort importantes pour l'évolution des relations de paiements entre les pays de l'Europe occidentale. Si on la chiffre en dollars courants, cette modification semble avoir été due principalement à l'augmentation des exportations des pays de la zone sterling d'outre-mer, à la diminution des importations britanniques en provenance du continent européen et enfin à l'augmentation de l'excédent du compte « services ». Toutefois, ces mouvements ont fortement subi l'influence des modifications du niveau des prix, dont il a été question précédemment dans le présent chapitre : le volume des exportations du Royaume-Uni à destination des autres pays européens a augmenté de 1949 à 1950, et il semble que le volume des importations de ce pays ait aussi augmenté dans une certaine mesure.

Ainsi donc, dans les transactions avec l'Amérique du Nord et l'Europe prises ensemble, la situation du compte marchandises et services de la zone sterling s'est améliorée entre 1949 et 1950 d'un montant supérieur à 2 milliards de dollars, puisqu'un déficit légèrement inférieur à 1 milliard de dollars a fait place à un excédent légèrement supérieur à cette somme. On constate, en étudiant le Tableau 59, que le Royaume-Uni et les autres pays de la zone sterling ont contribué pour parts à peu près égales à cette amélioration, si l'on néglige de tenir compte de leurs transactions réciproques. Les transactions effectuées à l'intérieur même de la zone sterling se comportent en effet, dans l'immédiat, tout autrement que les mouvements d'or, de dollars et d'autres devises étrangères à destination ou en provenance de l'encaisse centrale, et ce fait est d'importance primordiale pour qui veut comprendre la situation du Royaume-Uni en matière de réserves monétaires. Les transferts de devises étrangères à destination ou en provenance du Fonds commun sont déterminés plutôt par la situation excédentaire ou déficitaire des autres pays de la zone sterling et sont équilibrés par des mouvements en sens contraire des soldes en sterling constitués à Londres. C'est ce qui ressort du tableau récapitulatif suivant qui enregistre les transactions effectuées entre le Royaume-Uni et les autres pays de la zone sterling en 1950 [2] :

En millions de dollars courants

Créances nettes en sterling détenues par les pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni :		
Solde excédentaire des autres pays de la zone sterling vis-à-vis de la zone dollar	+ 514	
Solde excédentaire des autres pays de la zone sterling vis-à-vis des pays membres de l'O.E.C.E.	+ 414	
Solde excédentaire des autres pays de la zone sterling vis-à-vis d'autres pays	+ 87	
Or vendu au Royaume-Uni par les autres pays de la zone sterling	+ 281	
Mouvement de capitaux provenant du Royaume-Uni à destination des autres pays de la zone sterling	+ 353	
Autres transactions	+ 51	
		+1.700
Emploi, en chiffres nets, fait des soldes en sterling par les autres pays de la zone sterling :		
Solde déficitaire du compte des paiements courants des autres pays de la zone sterling avec le Royaume-Uni . . .	— 630	
Augmentation (—) des soldes en sterling des autres pays de la zone sterling	—1.070	
		—1.700

On voit donc qu'il a suffi d'une partie seulement des recettes en devises étrangères de la zone sterling d'outre-mer pour équilibrer le compte des paiements

[1] Voir au Tableau XXXII de l'Annexe A les données relatives aux modifications touchant la quantité et la valeur des produits que la zone sterling a exportés vers les Etats-Unis.

[2] On a tiré ces chiffres des Tableaux 9 et 12 du Cmd. 8201 intitulé : *United Kingdom Balance of Payments, 1946 to 1950. (No. 2)*, H.M.S.O.

courants vis-à-vis du Royaume-Uni, et que la plus grosse part de ces recettes a été transférée à Londres, augmentant ainsi les soldes créditeurs en sterling. Si l'on considère les choses en se plaçant au point de vue du Royaume-Uni, on constate tout aussi nettement qu'une fraction seulement de l'accroissement de l'encaisse en or et en dollars de ce pays est due à la modification de la balance des paiements du Royaume-Uni lui-même et que cette fraction a été, pour partie, le résultat des restrictions imposées aux importations, lesquelles ont été ramenées à un niveau relativement bas. Quant au reliquat de l'accroissement de l'encaisse, il en faut chercher l'origine dans l'augmentation des recettes des pays de la zone sterling d'outre-mer, à l'égard desquels le Royaume-Uni a contracté à nouveau de fortes dettes qui prennent la forme de soldes créditeurs en sterling. Le total de ces soldes détenus par les autres pays de la zone sterling atteignait, à la fin de 1950, le chiffre le plus élevé qu'il ait jamais atteint depuis la fin de la guerre.

7. Les relations de paiements en Europe occidentale

L'Union européenne de paiements

On vient de voir, à la section précédente, que la zone sterling d'outre-mer a maintenant un solde excédentaire important ; cette situation nouvelle a exercé depuis quelques mois une forte influence sur l'évolution des relations de paiements entre les pays de l'Europe occidentale, et c'est l'une des raisons pour lesquelles le mécanisme de l'Union européenne de paiements, à peine créée, a été mis à rude épreuve. Mais, d'autre part, comme le problème du dollar a, d'une façon générale, perdu de sa gravité, le climat économique et monétaire est devenu plus propice au passage du système bilatéral d'échanges et de paiements au système multilatéral institué dans le cadre de l'U.E.P., ainsi qu'à l'atténuation des restrictions qui entravaient les échanges commerciaux entre les pays de l'Europe occidentale.

L'universelle pénurie de dollars avait, après la guerre, sérieusement gêné la libération des échanges commerciaux entre les pays d'Europe ; elle a été l'une des causes majeures de la formation d'un labyrinthe d'accords bilatéraux de commerce et de paiements qui ont permis, il est vrai, au commerce de reprendre, alors qu'en leur absence, tout commerce eût été impossible ; mais ces accords ont forcément eu pour effet de rétrécir beaucoup les courants d'échanges et d'accentuer la tendance à l'autarcie. Si les restrictions imposées aux échanges étaient relâchées, le risque était grand de voir se constituer de gros soldes déficitaires et excédentaires, qui auraient exigé des règlements en dollars que les pays débiteurs ne pouvaient effectuer, ou l'octroi de crédits supérieurs à ceux que les pays créditeurs étaient disposés à accorder. Comme il fallait absolument échapper aux effets restrictifs du régime des accords bilatéraux, tout en palliant ou en atténuant le danger d'un amenuisement excessif des ressources en dollars et des possibilités de crédits, les pays de l'Europe occidentale furent amenés à entreprendre une série de tentatives en vue d'élaborer un mécanisme de paiements qui fût plus souple sans être dépourvu pour autant des garanties nécessaires ; ce sont ces efforts qui ont finalement abouti vers le milieu de l'année 1950 à l'établissement de l'Union européenne de paiements.

L'une des caractéristiques principales de l'U.E.P. consiste en ceci que cette Union institue un véritable régime multilatéral des règlements puisque tous les excédents et déficits auxquels donnent lieu les échanges bilatéraux entre les pays membres sont bloqués ensemble chaque mois pour constituer un unique solde créditeur ou débiteur net de chaque Etat membre vis-à-vis de l'ensemble de l'Union. Ce régime diffère donc radicalement du système qui l'a précédé, le Plan de paiements intra-européens, en vertu duquel la compensation multilatérale des excédents et des déficits qui se créaient entre chaque paire de pays était essentiellement subordonnée au consentement des intéressés [1]. En établissant le nouveau mécanisme

[1] En vertu du premier plan de paiements, qui entra en application au mois d'octobre 1948, la compensation multilatérale des excédents et des déficits bilatéraux était entièrement subordonnée au consentement des gouvernements intéressés, et le second plan de paiements, qui entra en application en septembre 1949, ne modifia guère ce principe. Dans la pratique, la difficulté qui surgissait, lorsque les arrangements étaient ainsi subordonnés au consentement des parties, consistait en ceci que la compensation multilatérale aboutissait à faire porter tous les soldes bilatéraux sur les Etats parties qui étaient soit les plus forts, soit les plus faibles en matière de paiements ; en définitive, tout se ramenait donc à des créances bilatérales des pays créditeurs universels sur les pays débiteurs universels. Dans la nouvelle Union européenne de paiements, les soldes créditeurs et débiteurs sont «dépersonnalisés», c'est-à-dire que chaque pays est seulement

Tableau 60

COMPENSATION ET FINANCEMENT DES DÉFICITS BILATÉRAUX ENCOURUS DANS LES TRANSACTIONS EFFECTUÉES ENTRE PAYS DE L'EUROPE OCCIDENTALE

En millions de dollars et en pourcentages

Transactions	Période de 21 mois dans le cadre du Plan de paiements intereuropéens *(Octobre 1948 - juin 1950)*				Période de 9 mois dans le cadre de l'Union européenne de paiements *(juillet 1950 - mars 1951)*	
	Opérations effectivement réalisées dans le cadre du P.P.I.E.	*Pour cent*	Résultats possibles si l'U.E.P. avait fonctionné	*Pour cent*	Opérations effectives	*Pour cent*
Total de tous les déficits bilatéraux mensuels	4.025	*100*	4.025	*100*	2.340	*100*
Moyens utilisés pour combler ces déficits :						
I. Opérations de compensation	*910*	*22*	*2.913*	*72*	*1.330*	*58*
dont :						
Compensations bilatérales par opérations à terme . . .	825 [a]	*20*	1.725	*43*	660	*28*
Compensations multilatérales	85	*2*	1.188	*29*	670	*30*
II. Financement par voie de droits de tirage et de crédits . . .	*3.115*	*78*	*1.112*	*28*	*1.010*	*42*
dont :						
Droits de tirage (P.P.I.E.) ou soldes initiaux (U.E.P.) . .	1.280	*32*	..	..	265	*11*
Crédits bilatéraux (P.P.I.E.) ou utilisation des quotas (U.E.P.)	1.580	*40*	..	..	525	*22*
III. Règlements en or	255	*6*	..	..	220	*9*

Sources : Renseignements fournis par l'Organisation européenne de coopération économique.

[a] Opérations de compensation exécutées hors du cadre du plan de paiements, par voie d'accords bilatéraux de paiement. Pour de plus amples explications, voir le contexte.

des paiements, on a pris grand soin de veiller à empêcher qu'il n'y eût, dès le début, à effectuer d'importants règlements en dollars. On y est parvenu en fixant des quotas qui, en pratique, jouent le rôle de comptes ouverts soit à l'Union par les pays créditeurs, soit aux pays débiteurs par l'Union, les règlements en or et en dollars ne s'effectuant qu'une fois qu'une certaine part du quota a été épuisée. Ces quotas (dont un pays donné peut faire usage dans un sens ou dans l'autre à un moment déterminé, selon qu'il se trouve en situation créditrice ou débitrice) avaient pour but de parer à des déséquilibres saisonniers ou à d'autres déséquilibres temporaires. Ils avaient également pour objet de laisser aux membres le temps de mettre au point, le cas échéant, un mécanisme mieux assis, et c'est pourquoi l'Union a créé — c'est là l'une des innovations les plus importantes — un Comité de direction doté d'amples pouvoirs qui l'habilitent à examiner et à influencer les mesures prises par les gouvernements des Etats membres non seulement vis-à-vis de l'extérieur, mais encore sur le plan intérieur. En outre, on s'est efforcé de s'attaquer à des déséquilibres d'un caractère plus chronique, et cela en fixant ce que l'on appelle des « soldes initiaux » : de la sorte, divers pays ont accordé (en contrepartie d'une certaine part de l'aide qu'ils reçoivent au titre du Programme de relèvement européen) des droits de tirage d'un montant correspondant à leur solde créditeur escompté vis-à-vis de l'Union ; le Royaume-Uni, à lui seul, a accordé 150 millions de dollars tandis que les autres pays ont reçu le droit de tirer sur l'Union un montant correspondant à leur solde débiteur prévu [1].

créditeur net ou débiteur net vis-à-vis de l'Union et non pas vis-à-vis de tel ou tel autre pays membre. On trouvera un exposé plus complet de l'essai d'application du précédent plan de paiements ainsi que des principes généraux sur lesquels repose l'U.E.P. dans l'ETUDE de l'année dernière, pp. 111 à 123.

[1] Voir le Tableau 61, pour ce qui est de ces soldes initiaux, débiteurs ou créditeurs, ainsi que des quotas attribués à chaque membre. (Ces opérations et certaines autres opérations portent sur des « unités de compte », mais cette unité n'est autre, en pratique, que le dollar des Etats-Unis.) Les « soldes initiaux » sont comparables aux « droits de tirage » que prévoyait le premier plan de paiements, à ceci près que ces droits de tirage étaient fixés bilatéralement et constituaient un enchevêtrement d'évaluations anticipées de soldes bilatéraux — lesquels dans la pratique ne pouvaient être prévus avec quelque précision ni quant à la grandeur ni quant à la nature (excédentaire ou déficitaire).

Tableau 61

ÉVOLUTION DES SOLDES DE COMPENSATION DANS LE CADRE DE L'UNION EUROPÉENNE DE PAIEMENTS

En millions d'unités de compte [a]

Pays	Solde initial créditeur (+) ou débiteur (—)	Quota	1950				1951			Solde cumulatif [b] créditeur (+) ou débiteur (—) Juillet 1950-mars 1951	Moyens de financement, juillet 1950-mars 1951		
			Juillet-septembre (cumulatif)	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars		Montant du solde initial débiteur (+) ou créditeur (—)	Utilisation du quota : crédit accordé (+) ou reçu (—)	Or reçu (+) ou versé (—)
Allemagne : zones occidentales	—	320	—173,4	—161,1	—34,7	—32,5	—42,1	—58,3	+11,3	—445,8	—	—192,0	—128,0
												— 80,1 [c]	— 45,6 [c]
Autriche	+ 80,0	70	— 8,0	— 2,7	— 7,5	—19,2	—14,9	—19,8	—10,5	— 82,6	— 80,0	—	— [d]
Belgique-Luxembourg	— 44,1	360	—	—	+ 7,8	+14,0	+26,5	+33,2	+23,9	+105,3	+ 44,1	+ 61,2	—
Danemark	—	195	— 15,6	— 13,0	— 5,6	— 4,2	+ 9,2	+ 3,6	—13,6	— 39,1	—	— 39,1	—
France	—	520	+185,6	— 23,9	+22,6	+28,0	+20,2	+12,2	+26,0	+270,8	—	+187,4	+ 83,4
Grèce	+115,0	45	— 41,5	— 11,8	—11,3	— 6,2	— 9,4	— 7,4	— 5,0	— 92,6	— 92,6	—	—
Islande	+ 4,0	15	— 1,9	+ 0,3	— 1,5	— 0,2	— 0,2	— 0,2	— 0,2	— 3,9	— 3,9	—	—
Italie	—	205	+ 2,4	— 19,5	—	—13,8	— 3,2	— 6,9	—	— 41,0	—	— 41,0	—
Norvège	+ 60,0 [e]	200	— 10,6	— 14,7	—11,9	—13,9	— 8,8	— 3,5	—10,4	— 73,8	— 60,0	— 13,8	—
Pays-Bas	+ 30,0	330	— 41,5	— 31,2	—23,1	—12,1	—23,0	—25,0	—37,0	—192,9	— 30,0	—118,8	— 44,1 [f]
Portugal	—	70	+ 17,7	+ 4,6	+ 7,2	+ 7,4	+ 9,6	+12,2	+ 5,0	+ 63,4	—	+ 38,7	+ 24,7
Suède	— 21,2	260	+ 5,6	+ 8,2	—13,8	—	—18,9	—23,5	+12,2	— 30,3	—	— 30,3	—
Suisse	—	250	—	—	—27,3	+14,7	+23,1	+10,8	+ 5,2	+ 26,5	—	+ 26,5	—
Turquie	+ 25,0 [g]	50	+ 1,4	+ 9,2	+ 2,2	— 7,5	— 0,4	— 1,2	—16,3	— 12,7	—	— 12.2	— 0,5
Zone sterling (moins Islande)	—150,0	1.060	+ 79,7	+210,9	+96,6	+45,6	+32,4	+73,8	+ 9,6	+548,8	+150,0	+305,4	+ 93,4

Sources : Divers documents publiés par l'Organisation européenne de coopération économique.

[a] L'unité de compte équivaut à 1 dollar des Etats-Unis.

[b] Les divergences entre les chiffres inscrits dans ce tableau et la somme des chiffres mensuels proviennent de ce que les chiffres ont été arrondis.

[c] Règlements effectués conformément à l'arrangement de crédit spécial conclu avec l'Allemagne et portant sur le montant dont son déficit comptable cumulatif a excédé le montant de son quota.

[d] Un montant de 2.600.000 unités de compte, dont le déficit cumulatif net de l'Autriche a dépassé son solde créditeur initial qui était de 80 millions, a été intégralement réglé en dollars, conformément aux dispositions de l'Article 13 (a) de l'Accord.

[e] Dont 50 millions d'unités de compte à titre de don et 10 millions à titre de prêt.

[f] Y compris 18.500.000 unités de compte versées conformément aux dispositions de l'Article 11 (1) de l'Accord.

[g] Accordé à titre de prêt par l'Union européenne de paiements.

Le Tableau 60 donne une idée de l'accentuation du déséquilibre qui s'est produit dans les échanges commerciaux et dans les autres transactions entre pays d'Europe occidentale depuis le début de la guerre de Corée : au cours des neuf mois qui se sont écoulés entre juillet 1950 et mars 1951, la somme globale des déficits bilatéraux mensuels encourus dans le cadre de l'Union européenne de paiements a été de 2.340 millions de dollars contre 4.025 millions au cours des vingt et un mois précédents, durant lesquels étaient en vigueur les anciens plans de paiements. En outre, un montant d'un milliard de dollars de soldes débiteurs encourus dans le cadre de l'Union européenne de paiements n'avait pas pu être compensé, malgré le caractère automatique et obligatoire de la compensation multilatérale, et avait dû être financé par des prélèvements sur les crédits et sur les soldes initiaux ainsi que par des règlements en or. Les résultats cependant ont été bien meilleurs que ceux de l'ancien plan de paiements ; en effet, les montants compensés de façon multilatérale furent extrêmement réduits, et même les montants compensés bilatéralement, c'est-à-dire directement, n'atteignirent pas la moitié de ce qu'ils auraient pu être si le système avait prévu la possibilité de reporter et de cumuler les déficits bilatéraux [1]. De la sorte, un montant de plus de 3 milliards de dollars restait, qu'il fallait financer par des droits de tirage et des crédits bilatéraux, alors que, si l'Union européenne de paiements avait déjà fonctionné à ce moment, le montant du financement nécessaire n'aurait atteint que le tiers de cette somme.

Soldes créditeurs et soldes débiteurs

Jusqu'ici, le montant des règlements en or effectués dans le cadre de l'Union européenne de paiements a été relativement faible, grâce aux moyens de financement que fournissent les quotas et les soldes initiaux et grâce au crédit spécial ouvert à l'Allemagne occidentale, dont il sera question plus loin. Cependant, les moyens de financement primitivement prévus se sont peu à peu épuisés et, si les soldes débiteurs et créditeurs déjà constitués grossissent encore, les règlements en or deviendront de plus en plus fréquemment nécessaires. On verra au Tableau 61 — qui porte sur les neuf premiers mois durant lesquels ce mécanisme a fonctionné, c'est-à-dire sur la période qui va de juillet 1950 à mars 1951 — comment ces soldes ont évolué et quels moyens de règlement ont été employés. Les faits les plus marquants des opérations de l'Union, au cours de cette période, ont été l'augmentation de l'excédent du Royaume-Uni ou plutôt de l'ensemble de la zone sterling [2] et l'augmentation du déficit de l'Allemagne occidentale. Ces deux soldes ont grossi de façon fort rapide et constante, de mois en mois, depuis que l'U.E.P. a commencé ses opérations ; il sied de signaler, toutefois, que, d'après les comptes mensuels les plus récents que l'on a pu consulter, c'est-à-dire ceux de mars 1951, le taux d'accroissement du solde créditeur du Royaume-Uni a fortement fléchi, tandis que le solde de l'Allemagne occidentale, qui jusqu'ici avait toujours été débiteur, est, pour la première fois, devenu légèrement créditeur [3].

L'excédent cumulatif du Royaume-Uni, d'un montant de 549 millions [4] de dollars, a été d'abord financé par tirage sur le solde initial ouvert par le Royaume-Uni puis, après épuisement de ce solde, par recours au quota du Royaume-Uni ; c'est en novembre que le moment est arrivé où il a fallu régler partiellement en or les créances du Royaume-Uni. Le déficit cumulatif de l'Allemagne occidentale, d'un montant de 446 millions de dollars, a été financé d'abord par la constitution d'un important solde débiteur à l'intérieur du quota de ce pays, puis par des règlements partiels en or, lorsque ceux-ci devinrent nécessaires, et enfin

[1] En vertu du Plan de paiements intra-européens, les soldes bilatéraux n'étaient pas reportés d'un mois sur l'autre et cumulés, mais réglés, dans toute la mesure du possible, à chaque fin de mois par recours aux droits de tirage. Si les comptes avaient été cumulatifs, il eût été possible, le temps aidant, d'apurer des montants beaucoup plus considérables, car, dans bien des cas, les soldes bilatéraux évoluaient d'abord dans un sens puis dans le sens opposé. Mais ce Plan fut appliqué de telle façon que le recours aux droits de tirage avait fini par éliminer certaines des possibilités de compensation qui auraient pu se présenter avec le temps, si les accords bilatéraux de paiements avaient été appliqués normalement.

[2] D'après les renseignements que donne *United Kingdom Balance of Payments, 1946 to 1950 (No. 2)*, Cmd. 8201, le solde créditeur cumulatif de 433 millions de dollars pour la période juillet-décembre 1950 était constitué, pour 185 millions de dollars, par l'excédent du compte des paiements courants du Royaume-Uni proprement dit avec les pays membres de l'U.E.P. (réexportations incluses, il est vrai) et, pour 196 millions de dollars, par l'excédent des autres pays de la zone sterling, le reliquat correspondant au montant net des mouvements de capitaux et autres transferts.

[3] D'après les comptes de l'U.E.P. pour le mois d'avril, la position de l'Allemagne occidentale se soldait, ce mois-là, à nouveau par un excédent (dépassant 40 millions de dollars).

[4] En outre, le Royaume-Uni, au cours de ces neuf mois, a remboursé aux pays membres de l'O.E.C.E. quelque 130 millions de dollars (chiffre brut) de créances en sterling, ce qui a eu pour effet de réduire le solde créditeur de ce pays au sein de l'U.E.P.

par un crédit spécial de 120 millions de dollars que l'Union a ouvert au mois de novembre dans l'espoir que cette somme permettrait à l'Allemagne de surmonter la crise des paiements.

Après le Royaume-Uni, c'est la France qui a le solde créditeur le plus élevé ; les raisons principales de cet état de choses ont été indiquées dans le passage relatif à la situation commerciale de ce pays : la demande intérieure ayant été faible durant la plus grande partie de la période envisagée, les importations sont restées peu abondantes, en même temps que certaines marchandises devenant disponibles pour l'exportation permettaient de répondre à la demande étrangère qui allait croissant. La France a ainsi constitué rapidement un solde créditeur si fort que d'autres pays ont dû lui verser d'importantes sommes en or. En Belgique, la situation a évolué de façon assez analogue, quoique dans des proportions moindres, jusqu'à une date récente, et le quota attribué à la Belgique n'a pas encore atteint le point où les règlements en or seraient devenus obligatoires. Le Portugal, qui est le quatrième principal créditeur, a eu un excédent pendant toute cette période et, comme le Royaume-Uni et la France, il a déjà commencé à recevoir des versements en or [1].

Dans le groupe des débiteurs, les Pays-Bas ont eu un déficit tout au long des neuf premiers mois de l'Union ; ce pays est, après l'Allemagne occidentale, celui qui a accumulé le solde débiteur le plus considérable. Les Pays-Bas ont dû effectuer des versements d'or ; il est vrai que la chose leur a été facilitée par l'amélioration de leur balance des paiements avec la zone dollar ainsi que par l'augmentation, survenue au cours de 1950, de leur encaisse en or et en dollars. Si le solde des Pays-Bas est débiteur, cela est dû pour une part aux restrictions que l'Allemagne occidentale a imposées aux importations afin de pallier ses propres difficultés de paiements, mais ce déficit est aussi une conséquence de l'aggravation du taux d'échange des Pays-Bas. Les mêmes circonstances ont contribué à rendre le Danemark débiteur vis-à-vis de l'Union et le déficit de ce pays a, lui aussi, atteint le point où il devient obligatoire d'effectuer des versements d'or. L'Italie a épuisé son quota jusqu'au point où les règlements en or vont devenir nécessaires, bien que sa balance commerciale avec les pays de l'Union se solde par un excédent [2] ; le déficit du solde de compensation a été expliqué par le fait que, dans la situation économique nouvelle créée depuis que les hostilités ont éclaté en Corée, l'Italie a dû effectuer certains versements anticipés afférents au paiement d'un grand nombre des marchandises essentielles qu'elle importe [3]. L'Autriche et la Grèce sont deux pays dont le déficit est chronique et un solde créditeur initial leur avait été attribué ; ils ont eu de gros déficits ; l'Autriche a dû effectuer de faibles règlements en dollars [4]. En Suède, les événements ont évolué dans un sens contraire à celui que l'on avait prévu : ce pays s'était vu accorder un solde débiteur initial dans l'Union ; or, au lieu d'un excédent, il a eu un léger déficit cumulatif. Cela peut s'expliquer par la forte augmentation des importations suédoises, provoquée par les mesures de libération des échanges, ainsi que par l'activité intense de l'économie de ce pays.

On voit donc que l'évolution des soldes débiteurs et des soldes créditeurs au sein de l'U.E.P. commence à donner des signes de tension et laisse prévoir des difficultés, à mesure que les moyens initiaux de financement s'épuisent et que divers pays déficitaires sont contraints d'effectuer des règlements en or. L'évolution ultérieure de la situation des pays membres moins importants subira fortement la répercussion des modifications qui vont se produire dans la situation de l'Allemagne occidentale et dans celle du Royaume-Uni : si le déficit de l'Allemagne occidentale disparaît, le fait aura forcément pour conséquence d'accroître la pression qui s'exerce sur les pays qui commercent avec elle et dont certains ont déjà un solde débiteur au sein de l'Union, tandis qu'une diminution de l'excédent du Royaume-Uni exercerait un effet opposé.

Que la balance de compensation de l'Allemagne occidentale avec l'Union se solde par un déficit, cela provient principalement de la forte augmentation du déficit de la balance commerciale de ce pays avec les autres membres de l'Union, qui a atteint le maximum

---

[1] La Suisse accuse, elle aussi, un excédent cumulatif, assez faible d'ailleurs au regard de son quota. Les règlements en or que la Suisse a volontairement effectués pour combler le déficit encouru par elle au mois de novembre ont été compensés en décembre et en janvier, à mesure que le solde de la Suisse devenait excédentaire, par des rentrées équivalentes.

[2] L'Italie ne sera peut-être pas forcée d'effectuer des versements en or si elle réussit, à l'avenir, à régler ses déficits à l'aide des ressources en sterling qu'elle possède. On estime qu'à la fin de 1949, le solde créditeur en sterling de l'Italie s'élevait à 210 millions de dollars. Voir *The Banker*, Londres, mai 1950.

[3] Ministro del Tesoro, « Relazione Generale sulla Situazione Economica », mars 1951.

[4] L'Autriche a dû effectuer ces versements, après l'épuisement de son solde créditeur initial, en vertu du principe qui veut que les membres auxquels a été attribué un solde créditeur initial supérieur à leur quota ne puissent utiliser ce quota au cours de la période pour laquelle le solde initial avait été fixé.

mensuel de 77 millions de dollars en octobre 1950. L'augmentation du déficit de la balance commerciale a été, pour une part, la conséquence du fort accroissement des quantités de denrées alimentaires que l'Allemagne occidentale a importées des pays voisins, grâce aux mesures de libération des échanges, et, pour une part, la conséquence du décalage qui sépare d'ordinaire les importations de matières premières des exportations d'articles manufacturés ; ce décalage peut à lui seul provoquer un retard dans les paiements, lorsque les échanges commerciaux sont en voie de rapide expansion. Cette tendance a été renforcée par la forte altération du taux d'échange de l'Allemagne occidentale ainsi que par la précipitation avec laquelle les importateurs se sont mis, après le début de la guerre de Corée, à acheter des matières premières, renversant ainsi la tendance du deuxième trimestre, au cours duquel les importations avaient été freinées dans l'attente d'une baisse des prix. Il semble aussi que les bruits d'une réévaluation possible de la livre sterling aient contribué à stimuler les importations. La situation de la balance commerciale s'était légèrement améliorée en novembre et en décembre, c'est-à-dire au moment où la course aux matières premières et les bruits de réévaluation de la livre sterling cessèrent ; par la suite, le déficit de la balance commerciale recommença à augmenter en janvier et en février 1951 ; les progrès de l'activité économique à l'intérieur du pays semblent avoir freiné le développement des exportations et, d'autre part, le fait même que l'on s'attendait à ce qu'il ne fût plus permis longtemps encore d'importer dans des proportions aussi fortes avait déjà pour effet de contribuer à maintenir la demande d'importations. Si le déficit de la balance commerciale de l'Allemagne occidentale apparaît surtout dans ses échanges avec les pays membres de l'Union, c'est parce qu'un effort énergique avait été fait pour substituer aux fournisseurs qui exigent le paiement en dollars des fournisseurs qui ne l'exigent pas[1] ; quant à l'augmentation relativement forte du déficit de l'Allemagne occidentale avec les pays de la zone sterling d'outre-mer, elle s'explique surtout par la demande de matières premières.

Quoi qu'il en soit, le déficit de la balance commerciale, tel qu'on peut l'établir d'après les statistiques

Diagramme 6 A

COMMERCE DE L'ALLEMAGNE OCCIDENTALE AVEC LES PAYS APPARTENANT A L'U.E.P.

En millions de dollars aux prix courants, importations c.a.f., exportations f.o.b.

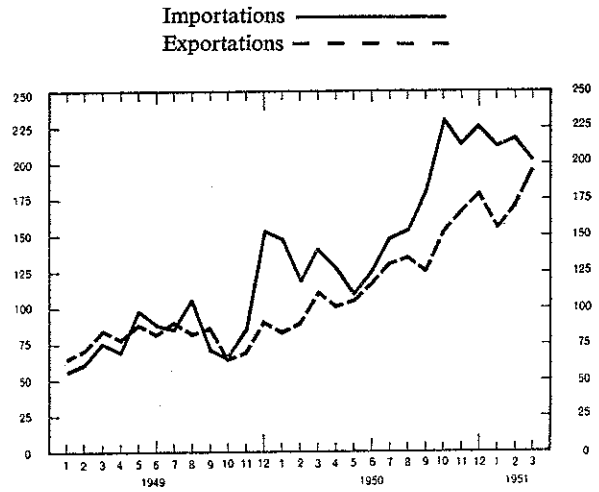
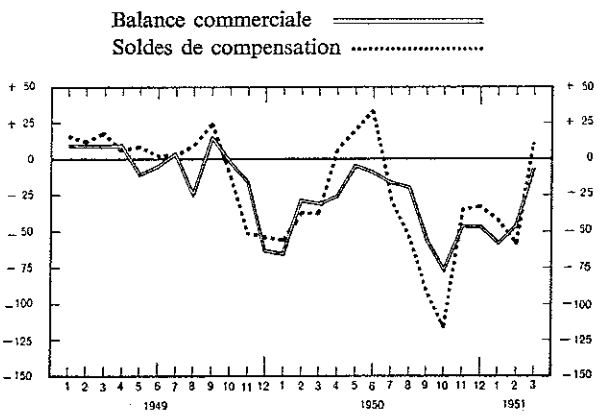


Diagramme 6 B

BALANCE COMMERCIALE DE L'ALLEMAGNE OCCIDENTALE ET SES SOLDES DE COMPENSATION AVEC LES PAYS APPARTENANT A L'U.E.P.

En millions de dollars



Sources : Les données relatives au commerce sont tirées des statistiques du commerce extérieur des zones occidentales d'Allemagne. Les chiffres relatifs aux soldes de compensation sont tirés des rapports qui ont été publiés sur les opérations de l'U.E.P.

NOTE. — Les chiffres d'importations pour janvier à décembre 1949 et pour mars 1951 concernent les pays d'origine, alors que, pour les autres mois, ils se rapportent aux pays acheteurs. La balance commerciale a été calculée sur la base des importations aux prix c.a.f.

[1] Alors qu'en 1949 l'Allemagne occidentale se procurait 37 % de ses importations globales en Amérique du Nord, et 45 % dans les pays membres de l'Union européenne de paiements (y compris les pays de la zone sterling d'outre-mer), les pourcentages correspondants, en 1950, ont été respectivement de 16 et de 67.

des importations de l'Allemagne occidentale, n'explique pas entièrement l'aggravation de son solde de compensation vis-à-vis de l'Union. Comme il ressort des Diagrammes 6 A et 6 B, le déficit du compte marchandises à l'égard de l'Union et le solde global de compensation vis-à-vis de l'Union ont, l'un et l'autre, subi les mêmes amples variations, non sans qu'il y ait eu, toutefois, d'assez fortes divergences [1]. Au deuxième trimestre de 1950, la diminution du déficit commercial a coïncidé avec une amélioration beaucoup plus marquée du solde de compensation. Il semble qu'il faille en chercher la cause dans une circonstance assez particulière : pour épuiser les droits de tirage qui avaient été accordés par l'Allemagne occidentale en vertu du précédent plan de paiements, certains des autres pays consentaient à effectuer des versements anticipés en paiement de marchandises allemandes et à ouvrir des crédits permettant de livrer des marchandises à l'Allemagne. Après le mois de juillet, la situation s'est retournée : une partie des exportations allemandes qui quittaient le territoire à ce moment-là avait déjà été payée et ne valait au pays aucun argent frais. De plus, les bruits de réévaluation de la livre sterling incitaient vivement les importateurs à payer d'avance les marchandises qu'ils achetaient dans la zone sterling, tandis que les exportateurs, de leur côté, étaient bien aises de différer le recouvrement de leurs créances, espérant profiter de l'aubaine que pourrait leur valoir une plus-value de change, et ces tendances spéculatives agissant dans le domaine des paiements ont ainsi eu pour effet d'agrandir l'écart que font apparaître déjà les chiffres enregistrés des transactions commerciales. Enfin, les progrès des exportations de l'Allemagne occidentale ont coïncidé avec l'octroi de certains crédits consentis pour des livraisons à longue échéance de machines et de biens d'équipement ; il se peut aussi que l'écart soit dû pour une part à des évasions de capitaux.

En somme, ce qui s'est passé l'année dernière en Allemagne occidentale démontre que si un pays se presse trop d'abattre les barrières qui filtrent les importations, il ne peut en même temps réussir sur le plan intérieur à développer son économie autant qu'il faudrait pour donner du travail aux chômeurs et aux machines inutilisées. On aurait pu se douter que les efforts entrepris par l'Allemagne occidentale pour organiser son commerce extérieur comme si elle avait déjà réalisé le plein emploi sur son territoire et qu'elle eût de quoi payer ses importations, risquaient de susciter des difficultés et exposaient le pays aux manœuvres de la spéculation ou à tels autres phénomènes défavorables, comme par exemple une forte altération du taux d'échange. L'une des anomalies de la situation consiste en ceci que l'Allemagne occidentale — tout en demeurant contrainte de compter beaucoup sur l'aide accordée par les Etats-Unis au titre du Programme de relèvement européen et tout en tirant à découvert sur les crédits que lui avait alloués l'Union européenne de paiements — a augmenté sa consommation de denrées alimentaires jusqu'à un niveau comparable à celui qui est atteint au Royaume-Uni et que, seule pratiquement en Europe, elle a réussi à constituer des stocks de matières premières après le début de la guerre de Corée, alors que les pays qui sont créditeurs au sein de l'U.E.P., et notamment le Royaume-Uni, ont dû, pour raffermir leur situation financière vis-à-vis de l'étranger, sacrifier en partie leurs importations.

Cependant, il se peut que les difficultés qu'éprouve l'Allemagne occidentale dans le cadre de l'Union ne soient, en réalité, qu'un phénomène temporaire dû au fait que ce pays a procédé à une libération prématurée et trop accélérée de ses importations, étant donné surtout la modicité de ses réserves de devises étrangères et la faiblesse des facilités de crédit dont il disposait [2]. Dans ce cas, comme dans tant d'autres, c'est là une question de marge et le solde pourrait devenir brusquement créditeur ou débiteur à la suite de modifications relativement faibles des importations ou des exportations. Au fond, la situation de l'Allemagne occidentale au sein de l'Union devrait être solide, puisque sa production n'est pas encore très active et que sa capacité d'exportation est encore considérable, à une époque où la demande de l'étranger lui est favorable ; il est vrai, toutefois, que les perspectives d'avenir sont incertaines en raison de la hausse du coût des importations allemandes de matières premières. L'évolution prochaine dépendra

[1] Ces divergences ne peuvent s'expliquer qu'en partie par le solde déficitaire du compte des transactions effectuées au titre des services ; on estime que ce solde déficitaire aurait augmenté de quelque 20 millions de dollars entre le premier et le second semestre de 1950.

[2] Le fait que les quotas de l'Union européenne de paiements ont été fixés en fonction de ce qu'avait été en 1949 le volume du commerce de chaque Etat membre avec l'ensemble de la région, entraînait cette conséquence que les facilités de crédit mises à la disposition de l'Allemagne occidentale sont faibles, étant donné les très grands progrès de son commerce en 1950.

pour beaucoup de la question de savoir si l'on préférera pousser plus avant les progrès de la production et des exportations ou — et telle paraît être la tendance présente — réduire les importations ; dans la dernière hypothèse, il restera à voir si les réductions des importations peuvent être réparties de façon à ne pas porter trop préjudice aux exportations des pays voisins, tout en assurant la continuité de l'approvisionnement du pays en matières premières [1].

Dans l'avenir immédiat, le problème le plus difficile qui va se poser à l'Union européenne de paiements sera peut-être non pas tant la position débitrice de l'Allemagne occidentale que la position créditrice de la zone sterling. Il est vrai que le rythme d'accroissement de ce solde créditeur s'est ralenti au mois de mars ; peut-être cela présage-t-il une atténuation des difficultés ; mais il semble plus probable que les pays de l'Europe occidentale vont continuer à faire de gros efforts pour se procurer des matières premières en provenance de la zone sterling, ce qui aurait pour effet, étant donné le niveau actuellement élevé des prix, d'augmenter davantage encore le solde excédentaire du Royaume-Uni. Cette difficulté pourrait être palliée dans une certaine mesure, si l'on détournait des marchés de l'Europe continentale vers les marchés de la zone sterling d'outre-mer les marchandises qu'exporte le Royaume-Uni lui-même. Mais, si les exportations européennes à destination du Royaume-Uni et des autres pays de la zone sterling ne font pas de rapides progrès, il est probable que de nouvelles difficultés de financement surgiront, à mesure que l'obligation d'effectuer des versements d'or au bénéfice de l'Union européenne de paiements s'imposera plus souvent [2].

8. L'évolution possible des échanges et des paiements

Les répercussions des profondes modifications survenues dans la demande et dans les prix mondiaux en 1950 se feront sentir de façon plus complète en 1951. L'une de ces répercussions que l'on peut nettement prévoir sera celle-ci : la hausse des prix des matières premières, qui s'est produite depuis que les hostilités ont éclaté en Corée, pèsera très fortement sur la balance des paiements de l'Europe avec les pays extra-européens. Peut-être les prix oscilleront-ils encore dans un sens et dans l'autre, mais le niveau que les prix à l'importation ont atteint au début de 1951 doit, semble-t-il, donner une idée approximative de l'influence que subira le coût des importations en provenance d'outre-mer. Quand on compare les prix dérivés à l'importation des matières premières en janvier et en février 1951 avec les moyennes correspondantes de 1950, on constate que la hausse a été d'environ 40% [3]. La hausse des prix des denrées alimentaires et des produits d'affouragement importés de pays extra-européens a été beaucoup moins forte, puisqu'elle s'établit à 10% environ ; mais on peut se demander si ces prix ont déjà subi intégralement l'influence des facteurs inflationnistes qui sont à l'œuvre dans les pays extra-européens. Comme les matières premières et les denrées alimentaires sont entrées pour parts à peu près égales dans les importations européennes en provenance de pays extra-européens en 1950 (les importations d'articles manufacturés tenant une place relativement secondaire), ces modifications de prix semblent devoir augmenter d'environ 25% le coût du volume des marchandises importées en 1950. En dollars, l'Europe dans son ensemble devrait payer environ 3 milliards de plus pour se procurer la même quantité de marchandises. La somme globale qui serait nécessaire pour régler les importations des divers pays européens pris individuellement augmentera davantage encore du

[1] Des limites générales ont été prévues pour ce qui est du volume des importations à l'avenir, mais on ne sait rien encore de leur composition par marchandises, si ce n'est que les autorités compétentes de l'O.E.C.E. ont insisté pour que, dans toute la mesure du possible, les réductions d'importations ne se fassent pas aux dépens de ceux d'entre les pays membres de l'U.E.P. dont la position au sein de l'Union est faible.

[2] Les soldes en sterling — d'un montant qui, à la fin de 1950, était légèrement supérieur à 1.100 millions de dollars — inscrits au crédit des pays de l'O.E.C.E. allégeront peut-être pour certains pays l'obligation d'effectuer des règlements en or, mais ces soldes ne peuvent être utilisés pour combler des déficits encourus dans le cadre de l'U.E.P. qu'avec l'accord du Royaume-Uni. D'ailleurs, les pays qui possèdent de tels soldes sont, semble-t-il, assez peu nombreux et les trois principaux créditeurs — le Portugal, l'Italie et la France — doivent posséder à peu près la moitié du montant total.

[3] Ce calcul repose sur les prix dérivés à l'importation du Royaume-Uni et de l'Allemagne occidentale, pondérés en fonction de la façon dont se décomposaient par marchandises, en 1950, les importations européennes en provenance de pays extra-européens. Les prix dérivés pour janvier et février 1951 doivent correspondre à peu près aux prix de fin d'année, d'après lesquels ont été établies les évaluations analogues du Chapitre 1, relatives aux perspectives d'accroissement des recettes que les pays producteurs de matières premières tirent de leurs exportations à destination de l'Europe et de l'Amérique du Nord.

fait de la hausse — sans doute beaucoup plus faible, mais cependant considérable — des prix des marchandises d'origine européenne.

Les possibilités de financer une telle augmentation du coût des importations sont fort différentes de pays à pays. Le Royaume-Uni, en particulier, se trouve dans une situation spéciale. Les exportations de ce pays ont, en 1950, augmenté dans des proportions beaucoup moindres que n'ont fait celles de la plupart des autres pays d'Europe, et le début de l'année 1951 a même été marqué par une diminution du volume des exportations britanniques, lequel s'établit actuellement à peu près au niveau moyen de 1950 [1]. Etant donné la pénurie des matières premières et les fortes exigences du programme britannique de réarmement, ce qui est le plus vraisemblable, c'est que le volume des exportations va diminuer encore et non pas recommencer à augmenter en 1951. Il semble que l'on puisse prévoir que le solde déficitaire de la balance commerciale du Royaume-Uni grossira d'un milliard de dollars au moins, si le volume des importations se maintient au niveau de 1950 et si les prix à l'importation, comme les prix à l'exportation, demeurent stables aux niveaux atteints pendant le premier trimestre de 1951. On escompte que les recettes nettes provenant des transactions effectuées au titre des services augmenteront quelque peu [2], mais cette augmentation ne suffira pas à empêcher le solde du compte des paiements courants, d'excédentaire qu'il était, de devenir déficitaire, à moins que les prix des exportations britanniques n'augmentent encore.

La plupart des autres pays d'Europe seront vraisemblablement mieux placés que le Royaume-Uni pour compenser par une augmentation de leurs exportations l'accroissement du coût de leurs importations. D'une façon générale, le volume et, davantage encore, la valeur des exportations de ces pays, au début de 1951, dépassaient de beaucoup les chiffres moyens de 1950 ; dans certains cas même, ce volume et cette valeur pourront augmenter encore, car un certain nombre de ces pays possèdent une capacité de production inutilisée et leurs programmes de réarmement, moins amples, s'exécutent à un rythme plus lent. La Suède, la Belgique, la Suisse et certains autres pays seront peut-être en mesure soit d'améliorer leur balance commerciale, soit d'importer davantage. En revanche, un certain nombre d'autres pays — l'Allemagne occidentale, les Pays-Bas, le Danemark, la Norvège, la Grèce et l'Autriche — ont une balance des paiements qui s'est soldée par un déficit général relativement considérable, et certains de ces pays sont, de façon chronique, tributaires d'une assistance financière extérieure. Une hausse générale du niveau des prix, à elle seule, risque d'accroître l'importance de ce déficit, exprimé de façon nominale, particulièrement dans les cas où la hausse des prix à l'exportation est très faible au regard de la hausse des prix à l'importation.

On voit donc que, s'il est vrai que certains pays ont chance de voir leur situation en matière de paiements s'améliorer, les difficultés qui existaient déjà se maintiendront sans doute ou même s'accentueront, notamment dans le cas des pays de l'Europe occidentale qui ont déjà de grands déficits, et que de nouvelles difficultés apparaîtront peut-être, par exemple dans le cas du Royaume-Uni. La gravité de ces difficultés et la nature des ajustements qu'elles pourront exiger dépendent pour une bonne part du facteur, encore mal connu, que constitue l'assistance financière extérieure. L'assistance accordée par les Etats-Unis au titre du Programme de relèvement européen est en voie de réduction progressive, comme cela avait été prévu dès les débuts de l'application de ce programme, et, dans le cas du Royaume-Uni et de l'Irlande, cette assistance a été suspendue. D'autre part, l'ensemble du programme d'assistance des Etats-Unis aux pays d'Europe occidentale est en cours de révision ; on l'adapte actuellement aux efforts que font ces pays pour assurer leur défense nationale, et l'on ne sait pas encore dans quelle mesure cette assistance sera employée à atténuer les difficultés d'ordre économique. On n'est pas exactement fixé non plus sur la mesure dans laquelle les pays en question pourront, à l'avenir, puiser dans les deux autres grandes sources de financement. La première de ces sources est constituée par l'Union européenne de paiements, dans le cadre de laquelle l'épuisement progressif des facilités de crédit allouées aux pays d'Europe occidentale dont la balance commerciale

[1] Il semble que cette récente diminution du volume des exportations n'ait guère touché que les matières premières et les articles non manufacturés. Il n'y a guère lieu de penser que les disponibilités exportables de ce groupe de marchandises — à l'exception, peut-être, du charbon — augmenteront de façon sensible au cours de l'année.

[2] Le Gouvernement britannique évalue à 200 millions de dollars environ l'augmentation, en chiffres nets, des recettes qui proviendront en 1951 des transactions effectuées au titre des services. Cette évaluation tient compte du paiement des intérêts des emprunts consentis par les Etats-Unis et le Canada en 1946 ; ces intérêts, à eux seuls, représentent une charge de plus de 100 millions de dollars.

se solde par un déficit pose des problèmes de rajustement ou de nouveau financement qui n'ont pas encore reçu de solution [1]. L'autre source est constituée par le financement dont le Royaume-Uni bénéficie de la part des membres extra-européens de la zone sterling dont les soldes en sterling ont augmenté en 1950 de 1.100 millions de dollars. Il est vrai que les règles de fonctionnement du mécanisme financier de la zone sterling peuvent rendre plus ou moins automatiques les modifications de ces soldes en fonction des modifications que subissent les autres transactions, mais la persistance d'un déséquilibre aussi accentué doit nécessairement causer des difficultés sans cesse croissantes aux pays extra-européens qui sont déjà en butte à une forte pression inflationniste. Il y a donc lieu de prévoir que les pays de la zone sterling d'outre-mer ainsi que les autres pays producteurs de matières premières, dont la balance commerciale vis-à-vis de l'Europe se solde par un excédent de plus en plus fort, s'efforceront toujours davantage d'obtenir, en échange de leurs exportations, non pas de nouveaux avoirs à ajouter à leurs réserves ou de nouvelles créances monétaires, mais bien des marchandises.

Les difficultés en matière de balance des paiements que rencontrent les pays européens du fait de l'augmentation du coût des importations et de la réduction éventuelle du montant de l'assistance financière extérieure qu'ils reçoivent, deviendraient évidemment moins fortes si les prix des exportations de ces pays augmentaient encore dans de fortes proportions. Il se peut que le prix de certaines matières premières continue à baisser ou se stabilise, et qu'à l'avenir les hausses de prix portent surtout sur les articles manufacturés, qui commencent seulement à accuser le contrecoup de la hausse des matières premières. Le fait même qu'il existe une forte demande, incomplètement satisfaite, sur les marchés extra-européens, aura tendance à faire monter davantage encore les prix des exportations européennes. Si, de la sorte, la persistance du mouvement de hausse des prix des exportations des pays européens peut contribuer à atténuer les difficultés auxquelles se heurtent ces pays dans leurs rapports de paiements avec les pays extra-européens, cette amélioration ne se produirait qu'en accentuant en même temps la gravité d'un autre problème, plus menaçant encore : l'intensification de l'inflation en Europe et dans le monde entier.

[1] On prévoit que, pendant l'été de 1951, les quotas attribués aux divers pays dans le cadre de l'Union européenne de paiements seront soumis à révision, ce qui pourra contribuer à donner plus d'aisance aux pays dont la situation en matière de paiements est le plus critique.

Chapitre 5

LE PROBLÈME DE L'INFLATION

1. Introduction

La hausse des prix

Il n'est pratiquement pas de pays en Europe qui ne connaisse l'inflation et où cette inflation ne menace de s'aggraver. D'une façon générale, le problème est le plus grave dans les pays qui sont fortement tributaires des échanges internationaux et qui, de ce fait, sont plus sensibles aux forces extérieures qui agissent sur les prix. Telle est la situation de la plupart des pays d'Europe occidentale, qui sont contraints de compter pour la plus grande partie de leur approvisionnement en matières premières sur des fournisseurs extra-européens et dont les importations globales vont jusqu'à atteindre dans certains cas la proportion de 40% du revenu national [1].

La violente hausse des prix qui s'est produite récemment et qui se poursuit encore, comme le montrent le Tableau 62 et le Diagramme 7, constitue le symptôme le plus net du danger d'inflation en Europe occidentale. Après une période de stabilité relative, qui va de la fin de 1948 au mois de septembre 1949 — stabilité qui, comme on le verra, a été, dans certains pays, plus précaire que ne sembleraient l'indiquer les chiffres —, les prix à l'importation et les prix de gros se sont mis à monter fortement dans les pays qui avaient dévalué, le taux mensuel de hausse étant, dans la plupart des cas, de 1½% environ, de sorte qu'en septembre 1950, la hausse globale s'établissait entre 15 et 20%. Les prix de détail et le coût de la vie ont, comme d'ordinaire, réagi avec un certain retard, mais ils ont commencé à augmenter eux aussi. Depuis septembre 1950, le mouvement de hausse des prix s'est accentué et a gagné de nouveaux secteurs : dans l'ensemble, le taux mensuel de hausse jusqu'au début de 1951 a varié entre 2 et 4% pour les prix à l'importation et pour les prix de gros, et entre 1 et 2% pour le coût de la vie. Même les pays dans lesquels le coût de la vie avait été jusque-là assez stable, comme la Suède et le Royaume-Uni, ou dans lesquels il avait effectivement baissé, comme l'Allemagne occidentale et la Suisse, n'ont pas été épargnés par les répercussions des événements de Corée.

La cause première de cette récente poussée de hausse des prix procède, bien entendu, du gonflement de la demande mondiale qu'a suscité la guerre de Corée. Les pouvoirs publics et les négociants se sont précipités sur les matières premières qui risquaient de manquer en cas d'extension du conflit. Mais certains ont été plus prompts que d'autres, et le phénomène qui, considéré du point de vue du monde entier, correspondait à une forte augmentation de la demande, se manifesta d'abord, en Europe, surtout comme une hausse des coûts extérieurs. La hausse sensible du coût des importations exigeait un rajustement des prix de vente, même si, par la suite, la décision prise par les gouvernements européens de consacrer au réarmement des sommes beaucoup plus importantes qu'auparavant n'avait fait prévoir une forte augmentation de la demande intérieure. La répercussion « verticale » de la hausse du coût des importations sur les prix payés par le consommateur pour les produits finis est loin d'avoir épuisé ses effets, comme le Tableau 63 le montre pour le cas particulier de l'habillement ; cette seule raison déjà laisse prévoir de nouvelles hausses des prix de détail, plus fortes encore en certains cas que les hausses qui se sont déjà produites.

Les dépenses militaires des pays européens n'augmenteront en fait, le plus souvent, que plus tard, mais l'influence de cette augmentation à venir a commencé de se faire sentir par anticipation. Depuis l'automne de 1950, les Etats, les négociants, les industriels et les consommateurs, en Europe comme dans les pays extra-européens, se sont évertués de plus en plus à stocker les marchandises et les matières

[1] *Pourcentage des importations par rapport au revenu national net aux prix du marché en 1950*

Pays-Bas, Norvège, Irlande	40-45	Autriche, Finlande	15-20
Belgique, Danemark, Suisse	25-35	France, Allemagne occidentale, Italie	10-15
Suède, Royaume-Uni	20-25	Tchécoslovaquie, Grèce, Turquie	10

Tableau 62

MOUVEMENT DES PRIX ENTRE 1949 ET 1951

Pays	Moyennes mensuelles de hausse en pourcentages									Pourcentage de hausse entre septembre 1949 et février 1951		
	Prix dérivés des importations			Prix de gros			Coût de la vie			Prix dérivés des importations	Prix de gros	Coût de la vie
	Déc. 1948 à sept. 1949	Sept. 1949 à sept. 1950	Sept. 1950 à fév. 1951	Déc. 1948 à sept. 1949	Sept. 1949 à sept. 1950	Sept. 1950 à fév. 1951	Déc. 1948 à sept. 1949	Sept. 1949 à sept. 1950	Sept. 1950 à fév. 1951			
Autriche	−0,4	5,9	3,0	1,9	2,5	3,2	2,1	0,4	2,8	97	51	20
Finlande	1,4 *a*	2,2 *a*	3,4 *a*	0,2	1,5	4,7	0,2	1,3	2,0	39 *a b*	46	27
France	0,0	1,1	3,9	−0,1	1,2	3,3	0,4	1,1	1,4	39 *c*	33	21
Grèce	..	..	..	0,5	0,4	3,4	0,8	0,8	1,6	..	22	18
Espagne	..	..	..	0,5	1,9	3,9	0,4	0,9	1,7	..	47	21
Danemark	−0,7	1,4	1,0	−0,3	1,4	3,4	−0,1	0,7	1,2	24 *c*	37	16 *d*
Irlande	−0,9	1,6	1,5	−0,1	0,6	2,1	0,1	0,0	0,7	24 *b*	18	2 *e*
Pays-Bas	−1,1	1,6	2,1	−0,1	1,4	3,2	0,1	1,1	0,7	29 *f*	35	17
Norvège	−0,7	1,7	1,7	0,2	1,7	1,8	0,2	0,7	1,0	28 *f*	31	13
Suède	−1,0	1,3	2,6	0,0	0,5	4,0	0,1	0,1	2,0	33 *c*	27	13 *g*
Royaume-Uni	−0,4	1,4	3,8	0,5	1,5	2,4	0,3	0,1	0,7	44 *h*	32	5
Belgique	−1,0	0,6	3,3	−0,9	1,3	2,6	−0,4	0,2	0,4	23	30	5
Allemagne : zone anglo-américaine	1,3	0,9 *i*	2,3 *i*	−0,6 *j*	0,2 *j*	3,0 *j*	−0,9	−0,4	1,1	24 *i*	16 *j*	0.6
Italie	−0,5	−0,5	4,4	−1,5	0,3	2,8	−0,1	0,2	0,7	15	17	6
Portugal	..	..	..	−0,1	−0,3	2,2	0,2	−0,3	0,8	..	7	—
Suisse	−0,8	−0,2	1,2	−0,7	0,2	2,0	−0,1	−0,1	0,4	3	13	1
Turquie	−0,5	−1,3	−2,5	0,0	−1,0	3,0	0,7	−0,8	1,0	−22 *b*	− 2 *f*	− 6 *f*

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Les chiffres inscrits dans les neuf premières colonnes du présent tableau sont des moyennes arithmétiques mensuelles des pourcentages de hausse des divers indices de prix pendant les périodes indiquées. On les a obtenus en divisant les pourcentages de hausse des indices pendant les trois périodes successives (décembre 1948 à septembre 1949 ; septembre 1949 à septembre 1950 et septembre 1950 à février 1951) par le nombre des mois compris dans chacune de ces périodes, c'est-à-dire respectivement par 9, 12 et 5.

Les données statistiques dont on dispose ne permettent pas de faire correspondre dans tous les cas les chiffres fournis avec l'indication qui figure au haut de la colonne. Toutefois, on a calculé les pourcentages pour des périodes se rapprochant le plus possible de celles qui sont indiquées dans le tableau. Lorsqu'on ne disposait que de chiffres trimestriels, on a admis que la moyenne trimestrielle correspondait au résultat du mois central du trimestre.

a Indice des prix à l'importation.

b Septembre 1949 à décembre 1950.

c Du troisième trimestre 1949 au premier trimestre 1951.

d D'octobre 1949 à avril 1951.

e D'août 1949 à novembre 1950.

f De septembre 1949 à janvier 1951.

g De septembre 1949 à mars 1951.

h Du troisième trimestre 1949 à février 1951.

i Les trois zones occidentales.

j Indice des prix perçus par les fabricants de produits industriels.

Diagramme 7

INDICES DES PRIX DE GROS ET DU COÛT DE LA VIE

1948 = 100 ; pour l'Allemagne, zones occidentales 1949 = 100 *Echelle logarithmique*

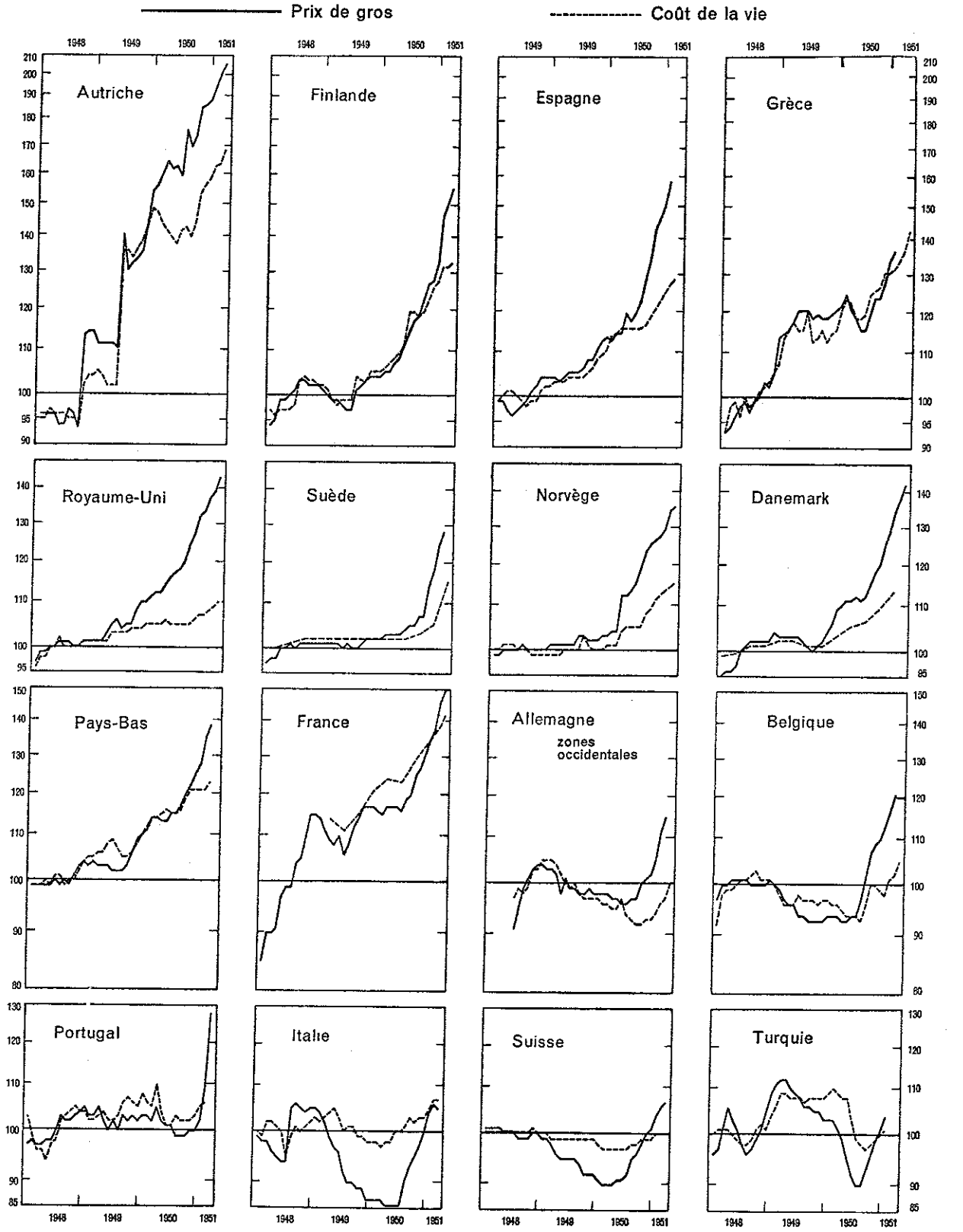


Tableau 63

MOUVEMENT
DES PRIX DES PRODUITS TEXTILES
Indices du pourcentage de hausse
Septembre 1949 à février 1951

Pays	Prix à l'importation des matières premières	Prix de gros		Prix de détail des articles d'habillement
		Matières premières	Articles manufacturés	
Belgique	166	130	63	16
France	102	162	97	13
Allemagne : zone anglo-américaine	113	85 [a]	12 [a]	1
Italie	66 [b]	43	44	17
Pays-Bas	144	118	62	40
Suède	106	81	45	12
Royaume-Uni	190	115		8

Sources et méthodes : Voir Annexe B.
a Du troisième trimestre 1949 à décembre 1950.
b De septembre 1949 à janvier 1951.

Tableau 64

GAINS HORAIRES DANS L'INDUSTRIE

Pays	Pourcentage d'augmentation	
	Déc. 1948-déc. 1949	Déc. 1949-déc. 1950
Autriche	16 [a]	19 [b]
Finlande [c]	4	32 [d]
France	4	20
Danemark [c]	3	6 [d]
Pays-Bas [e]	—	10
Norvège [c]	4	10 [d]
Suède [f]	3	5
Royaume-Uni [g]	3	4
Belgique	3	8
Allemagne : Zone anglo-américaine	8	10 [d]
Italie	4	4 [d]
Suisse [e]	—	—

Sources et méthodes : Voir Annexe B.
a De mars 1949 à décembre 1949.
b De décembre 1949 à novembre 1950.
c Pourcentage d'augmentation dans l'intervalle des trimestres se terminant avec les mois indiqués.
d Chiffres provisoires.
e Taux horaires.
f De novembre à novembre.
g D'octobre à octobre.

durables dont on prévoyait qu'elles deviendraient rares ou que leurs prix monteraient. Cette demande d'origine spéculative a beaucoup fait pour pousser davantage encore les prix à la hausse et pour communiquer de proche en proche cette hausse aux marchandises qui n'étaient pas directement touchées par la majoration des prix de revient. Il y a de bonnes raisons de penser que, dans la plupart des pays, cette transmission horizontale, par contagion, des hausses de prix n'a fait que commencer [1].

Une autre hausse sensible des coûts qui ne s'est pas encore répercutée sur les prix à la consommation est celle qui résulte des augmentations de revenus que les salariés ont revendiquées et obtenues pour contrebalancer la hausse des prix imposés par d'autres et qui s'accompagne souvent du rajustement des prix payés aux agriculteurs. Des pays qui, comme la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni, avaient jusqu'alors réussi, dans une certaine mesure, à freiner la hausse des coûts intérieurs, ont vu se produire depuis quelques mois une poussée générale des salaires plus rapide qu'aucune de celles qui ont été enregistrées depuis la guerre [2]. D'une manière générale, aussi longtemps que les profits continueront à croître et les prix des biens de consommation à monter, il faut s'attendre à de nouvelles hausses des salaires et, partant, à de nouvelles augmentations des prix de revient.

Le mouvement de hausse des prix intérieurs et des revenus est donc loin d'avoir perdu de sa force : même si les prix de certaines matières premières qui ont fait le bond le plus marqué continuaient à fléchir et si les prix des produits de base en général devaient plafonner, il faut prévoir que le mouvement de hausse qui se manifeste dans les pays d'Europe se poursuivra ; or, les augmentations qui se produisent dans un pays donné ne peuvent que renforcer celles qui surviennent dans d'autres, lorsqu'il s'agit d'un ensemble de pays dont les échanges mutuels sont aussi actifs que cela est le cas en Europe occidentale.

[1] Il peut se faire que cette transmission horizontale, aux autres secteurs d'un marché intérieur, des hausses subies par les prix extérieurs revête une grande importance. C'est ainsi, par exemple, qu'en Suède, l'augmentation du coût des matériaux d'emballage, provenant de la répercussion sur le marché intérieur de la hausse des prix à l'exportation du bois et du papier, a eu pour effet, malgré l'action d'amortissement exercée par les droits de douane à l'exportation, de faire monter de 2% le prix des denrées alimentaires entrant dans le calcul de l'indice du coût de la vie. Voir *Konjunkturläget våren 1951*, Meddelanden från Konjunkturinstitutet, A.19, Stockholm, p. 72.

[2] Voir le Tableau 64. Les chiffres de ce tableau enregistrent les hausses de salaires jusqu'à la fin de l'année 1950. Au cours des premiers mois de 1951, il y a eu, dans plusieurs pays, des hausses de salaires particulièrement fortes ; en Suède, ces hausses ont atteint près de 15 % en moyenne.

Tableau 65

DÉPENSES ET PRODUCTION EN 1950

Indices de volume — 1949 = 100

	Allemagne zones occidentales	Autriche	Danemark	Finlande	France	Irlande	Norvège	Pays-Bas	Royaume-Uni	Suède
Consommation des particuliers .	113	106	107	111 [a]	101	106 [a]	101 [a]	100	103	106
Consommation de l'Etat	106	104	103	..	..	106	100	108	97	107
Formation de capital dans le pays	114	94	121	101	100	112 [b]	98 [b]	129	98	103
Ressources employées dans le pays	112	103	110	108	102	107	100	106	101	105
Exportations de marchandises .	209	149	129	102 [c]	135	113	132	137	116	126
Importations de marchandises .	128	100 [d]	127	106	107	110	104	132	100	126
Production réelle	113	107	108	105	102	107	105	108	105	105
Taux d'échange [e]	*88*	*88*	*91*	*88*	*93*	*94*	*92*	*92*	*93*	*95*
Revenu réel	109	104	105	103	101	103	100	103	103	104

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — On entend par modification du revenu réel la modification de la production réelle ajustée de manière à tenir compte de la perte nette (ou du gain net) imputable à la variation du taux d'échange.

Les chiffres de la production réelle globale ne correspondent pas toujours exactement à la somme convenablement pondérée des indices des ressources employées dans le pays, des importations et des exportations. Cela provient pour une part d'imperfections affectant les données statistiques — notamment les coefficients de réduction employés — et pour une part du fait que les chiffres des importations et des exportations (ainsi que du taux d'échange) ne concernent que les seuls échanges de marchandises.

[a] Ce chiffre enregistre aussi les variations des stocks de l'industrie et du commerce.

[b] Ce chiffre n'exprime pas les variations des stocks de l'industrie et du commerce.

[c] Ce chiffre englobe les évaluations relatives aux variations des fournitures effectuées au titre des réparations de guerre.

[d] A l'exclusion des importations effectuées au titre de l'E.R.P. Le volume global des marchandises importées, y compris les expéditions au titre de l'E.R.P., a été, en 1950, légèrement inférieur à ce qu'il avait été en 1949.

[e] Contrairement à la définition admise dans d'autres passages de la présente ETUDE, on entend ici par « taux d'échange » *(terms of trade)* le rapport des prix dérivés des exportations aux prix dérivés des importations, ce qui signifie que, lorsque le chiffre est inférieur à 100, il y a eu altération du taux d'échange.

Les ressources disponibles sont soumises à une demande accrue

Pour la plupart des pays — mais non pas pour tous —, l'actuelle poussée inflationniste se produit à un moment où il est probable que le volume des ressources disponibles pour la consommation ou l'investissement va n'augmenter que très peu ou même parfois diminuer. Il est vrai qu'une forte poussée inflationniste peut se produire alors même que le volume des ressources disponibles est en voie d'augmentation, comme le prouve l'expérience récente de la Suède, mais la lutte contre l'inflation est beaucoup plus difficile à mener quand on est obligé de réduire soit la consommation, soit l'investissement, soit même les deux, alors que les salaires et les profits augmentent, que l'emploi est en progrès et que les prix de revient nominaux sont en hausse.

Il est vrai que les dépenses militaires effectivement engagées n'ont pas beaucoup augmenté en 1950, mais l'évolution défavorable du taux d'échange s'est fait sentir de plus en plus au cours de cette année. Le Tableau 65 donne, pour un certain nombre de pays européens, une évaluation des modifications survenues entre 1949 et 1950 dans le volume de la production et dans le revenu réel, ainsi que dans le volume des ressources disponibles pour être utilisées dans le pays. La marge d'erreur que comportent ces calculs est certes considérable, mais les chiffres donnent une idée générale de l'ordre de grandeur de ces modifications. A l'exception de la France (où le progrès de la production pour l'année entière a été faible) et de l'Allemagne occidentale (où ce progrès a été exceptionnellement grand), la production globale des pays envisagés a augmenté d'environ 5 à 8%. Le taux d'échange, en revanche, s'est altéré dans la plupart des cas dans la proportion de 8 à 12%. Par voie de conséquence, l'augmentation du revenu national réel a été beaucoup plus faible que l'accroissement de la production, puisqu'elle n'a été, dans presque tous les pays, que de 2 à 5%. On constate, en outre, que, pour la plupart des pays considérés, le volume des exportations a augmenté par rapport au volume des importations. Dans quelques pays, dont la Norvège

et le Royaume-Uni, l'état de la balance des paiements s'est même amélioré, malgré l'évolution défavorable du taux d'échange, de sorte que le volume des ressources disponibles pour être utilisées dans le pays n'a guère augmenté. Si dans d'autres pays, et particulièrement au Danemark [1], en Suède et aux Pays-Bas, le volume des ressources disponibles pour l'usage intérieur a augmenté à peu près dans la même proportion que la production globale, c'est parce que les effets de l'altération du taux d'échange ont été neutralisés par une aggravation de la balance des paiements.

Bien qu'au total 1950 n'ait pas été une année mauvaise pour la consommation et les investissements en Europe, les chiffres du Tableau 65, ainsi que d'autres renseignements dont on dispose, donnent à penser qu'un certain nombre de pays importants ne sont pas en bonne posture pour supporter la charge accrue du réarmement. Au Royaume-Uni, la consommation a augmenté de 3% [2], mais cela n'a été possible, pour une part, que grâce à de forts prélèvements sur les stocks de produits importés qu'il faut maintenant reconstituer. La consommation du secteur privé et la formation de capital ont à peine augmenté en France et en Norvège, bien que les ressources productives de l'économie française n'aient pas été, il s'en faut, utilisées à plein, comme on l'a vu au Chapitre 2. D'ailleurs, il sera peut-être difficile d'utiliser plus complètement la capacité existante non seulement en France, mais aussi en Allemagne occidentale et en Italie — c'est-à-dire dans les principaux réservoirs européens de ressources oisives — sans entraîner par là même des conséquences inflationnistes, comme on le verra dans la Section 3 ci-après.

A en juger d'après la situation telle qu'elle se présente actuellement, une nouvelle aggravation du taux d'échange de la plupart des pays européens en 1951 par rapport à 1950 aura pour effet d'exercer une nouvelle pression sur les ressources de ces pays ; on a vu au Chapitre 4 qu'il n'est pas probable que cette demande accrue soit compensée dans une mesure appréciable par une augmentation du déficit de la balance des paiements. Cependant, les principaux facteurs agissant sur les modifications de l'état des ressources disponibles pour le secteur civil seront l'augmentation des besoins des forces armées et la mesure dans laquelle ces besoins pourront recevoir satisfaction grâce à un accroissement de la production globale.

On a fait figurer au Tableau 66 les plus récentes évaluations budgétaires afférentes aux dépenses militaires dans divers pays européens pour l'année financière commençant en 1951, ainsi que les dépenses effectivement engagées au cours des années 1948 à 1950. Ce tableau n'indique pas seulement les sommes en chiffres absolus ; il donne aussi la part en pourcentage des dépenses militaires dans le total des dépenses publiques, ainsi que le revenu national net, dans toute la mesure où les données disponibles permettent de l'établir. Pour l'Allemagne occidentale et l'Autriche, les chiffres des dépenses militaires s'entendent des frais d'occupation qu'il convient, semble-t-il, de considérer comme une charge économique résultant de la tension internationale. Quand on étudie ces chiffres, il importe de ne pas oublier que le pourcentage des dépenses militaires dans le total des dépenses publiques n'est pas rigoureusement comparable d'un pays à l'autre, car le contenu du « budget de l'Etat » varie beaucoup selon les pays. Plus particulièrement, toute comparaison de cet ordre entre les pays de l'Europe occidentale et les pays de l'Europe orientale risquerait fort d'induire en erreur, car, dans ce dernier groupe de pays, le budget de l'Etat englobe en général un secteur plus vaste de l'économie nationale. En outre, dans ces pays (à l'exception de l'Union soviétique), les chiffres concernant tel ou tel pays ne sont même pas comparables d'un exercice financier à l'autre, car le cadre du budget de l'Etat s'est fortement agrandi depuis quelques années.

Pour des raisons diverses, les augmentations de dépenses monétaires inscrites au budget d'un Etat risquent de faire sous-estimer la charge réelle imposée à l'économie par les préparatifs militaires. D'une part,

---

[1] Au Danemark, la quantité des ressources disponibles pour être utilisées dans le pays a augmenté plus que la production réelle, bien que le volume des exportations ait augmenté légèrement davantage que celui des importations. Cela s'explique en partie par le fait que la balance commerciale du Danemark a été fortement déficitaire en 1949, de sorte que, pour obtenir une augmentation donnée en pourcentage de la part des importations en prix constants, il eût fallu augmenter bien davantage le pourcentage de la part des exportations en prix constants, si l'on voulait éviter d'accentuer l'écart entre les exportations et les importations. En fait, le déficit de la balance commerciale s'est aggravé de près de 100 millions de kroner aux prix de 1949. De même, le déficit de la balance commerciale des Pays-Bas s'est aggravé de près de 300 millions de florins aux prix de 1949, bien que le volume des exportations ait augmenté de 4% de plus que celui des importations.

[2] Ce chiffre traduit une amélioration marquée par rapport aux augmentations réalisées au cours des années d'après guerre postérieures à 1947 : il y a eu une amélioration nette du niveau de vie moyen. Mais, au lendemain d'une longue période d'« austérité », il sera peut-être plus difficile d'arrêter ou d'inverser le mouvement que si le pays n'avait jamais atteint ce niveau plus élevé de consommation.

Tableau 66
DÉPENSES DE L'ÉTAT

Pays	Unité (m. = million)	A. Gouvernement central seulement B. Toutes les collectivités publiques	Total des dépenses				dont : Dépenses militaires				Dépenses militaires en pourcentage du : Total des dépenses				Dépenses militaires en pourcentage du : Revenu national net				Pays
			1948 ou 1948/49	1949 ou 1949/50	1950 ou 1950/51	1951 ou 1951/52	1948 ou 1948/49	1949 ou 1949/50	1950 ou 1950/51	1951 ou 1951/52	1948 ou 1948/49	1949 ou 1949/50	1950 ou 1950/51	1951 ou 1951/52	1948 ou 1948/49	1949 ou 1949/50	1950 ou 1950/51	1951 ou 1951/52	
Allemagne : zones occidentales .	Million de D.M.	A	..	..	*12.768*	..	..	..	*4.448* [a]	*6.595* [a]	..	..	*34,8*	..	..	..	*6,4*	*9,5*	Allemagne : zones occidentales
Autriche . . .	Million de schillings	A	5.302	6.741	*7.318*	*8.562*	355 [a]	525 [a]	*400* [a]	*300* [a]	6,7	7,8	*5,5*	*3,5*	1,4	1,7	*1,2*	*0,9*	Autriche
Belgique . . .	1.000 m. de francs	A	70,7	78,6	*77,3*	*78,2*	4,5	6,7	*7,2*	*12,5*	6,4	8,5	*9,3*	*16,0*	1,8	2,7	*2,7*	*4,6*	Belgique
Danemark . . .	Million de kroner	A	2.238	2.394	*2.570* [b]	..	309	315	*400* [c]	*550* [c]	13,8	13,2	*15,6*	..	1,9	1,8	*2,1*	*2,9*	Danemark
Espagne	1.000 m. de pesetas	A	15,2	16,6	*17,6*	*19,1*	5,7	6,3	*6,6*	*6,8*	37,5	38,0	*37,5*	*35,6*	5,2	5,5	*4,3*	*4,4*	Espagne
Finlande . . .	1.000 m. de markkaa	A	..	122,7	*117,9*	*114,7*	..	4,5	*4,7*	*6,0*	..	3,7	*4,0*	*5,2*	..	1,4	*1,1*	*1,4*	Finlande
France	1.000 m. de francs	A	1.566	1.983	2.317 [d]	*2.780*	335	393	*469* [d]	*725*	21,4	19,8	*20,2*	*26,1*	6,3	6,1	*6,4*	*9,3*	France
Hongrie	1.000 m. de forints	B	*5,3*	*9,3*	*20,0*	*29,5*	*0,2*	*1,2*	*2,0*	*4,1*	*3,8*	*12,9*	*10,0*	*13,9*	..	..	..	..	Hongrie
Irlande	Million de £	A	*76,6*	*85,9*	*94,0*	..	3,7	3,7	*4,0*	..	4,8	4,3	*4,3*	..	1,1	1,1	*1,1*	..	Irlande
Italie	1.000 m. de lire	A	1.361	1.460	*1.497*	*1.824*	271	302	*419*	*460*	19,9	20,7	*28,0*	*25,2*	4,5	4,8	*6,4*	*7,0*	Italie
Norvège . . .	Million de kroner	A	2.636	2.774	2.589	*2.685*	272	366	370	*553*	10,3	13,2	14,3	*20,6*	3,0	3,8	3,6	*4,9*	Norvège
Pays-Bas . . .	Million de guldens	A	..	4.237	*4.702*	*5.318*	..	672	*1.088*	*1.500* [c]	..	15,9	*23,1*	*28,2*	..	4,7	*7,0*	*9,7*	Pays-Bas
Pologne	1.000 m. de zlotys nouv.	B	12,0	17,4	*25,2*	*52,0*	1,2	1,8	*2,6*	*3,7*	10,0	10,3	*10,2*	*7,1*	..	..	..	..	Pologne
Royaume-Uni .	Million de £	A	3.299	3.507	3.350	*4.384*	760	745	801	*1.490*	23,0	21,2	23,9	*34,0*	8,1	7,5	7,6	*13,4*	Royaume-Uni
Suède	Million de kronor	A	5.107	5.504	*5.130*	*5.752*	903	992	*888*	*1.153*	17,7	18,0	*17,3*	*20,0*	4,0	4,1	*3,4*	*4,1*	Suède
Suisse	Million de francs	A	1.594	1.552	*1.635* [b]	*1.805*	418	478	*518* [b]	*720*	26,2	30,8	*31,7*	*40,0*	2,4	2,8	*3,0*	*4,1*	Suisse
Tchécoslovaquie	1.000 m. de korunas	B	*67*	*89*	*132*	*166*	*7*	*8,6*	*9,6*	*10,4*	*10,4*	*9,7*	*7,3*	*6,3*	..	..	..	..	Tchécoslovaquie
Turquie	Million de livres turques	A	1.368	1.320	*1.487*	..	469	435	*458*	..	34,3	33,0	*30,8*	..	6,5	6,0	*6,2*	..	Turquie
U.R.S.S. . . .	1.000 m. de roubles	B	371	412	413	*452*	66	79	83	*96*	17,8	19,2	20,1	*21,2*	..	..	..	..	U.R.S.S.
Yougoslavie . .	1.000 m. de dinars	B	138	164	*174*	*173*	15	24	*28*	*29*	10,9	14,6	*16,1*	*16,8*	..	..	..	..	Yougoslavie

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

Note. — Les chiffres en italique se rapportent aux prévisions budgétaires. Tous les chiffres concernent les années civiles, sauf dans les cas suivants : Turquie : mars/février ; Allemagne (zones occidentales), Danemark, Irlande, Royaume-Uni : avril/mars ; Italie, Suède : juillet/juin.

[a] Frais d'occupation.
[b] Prévisions budgétaires révisées.
[c] Evaluation préliminaire.
[d] Résultats probables.

en effet, les sommes que l'Etat consacre à la nourriture, à l'habillement et à la solde des forces armées sont, dans la plupart des pays, très inférieures à la valeur de la contribution que les hommes maintenus sous les drapeaux auraient, dans la vie civile, apportée à la production nationale [1]. D'autre part, il peut arriver que certaines dépenses qui sont imputées au secteur privé ou inscrites au budget civil de l'Etat aient été, pour une part ou en totalité, effectuées pour des raisons militaires, sans avoir pour autant, à proprement parler, un caractère militaire ni figurer au budget des forces armées [2]. On peut donc considérer à bon droit que les chiffres exprimant les dépenses militaires en pourcentage du revenu national, tels qu'ils figurent au Tableau 66, ne donnent pas toute la mesure de la charge que ces dépenses font peser sur l'économie nationale [3].

La proportion des dépenses militaires par rapport au revenu national semble devoir, dans plusieurs pays, augmenter jusqu'à 50%, ou même davantage, en 1951, par rapport à 1950. Dans certains pays d'Europe occidentale, le total des dépenses militaires sera ainsi porté à près de 10% du revenu national net ; au Royaume-Uni, cette proportion sera même plus considérable encore. Les évaluations en question — il importe d'y insister à nouveau — ne font pas entrer en ligne de compte les dépenses indirectes qui n'apparaissent pas dans le budget de l'Etat ; elles ne tiennent pas davantage pleinement compte du fait qu'il est probable que, la production de certains articles à des fins militaires se substituant à la production de biens destinés au secteur civil, il en résultera des goulots d'étranglement et des arrêts pour rééquipement qui maintiendront provisoirement la productivité et le revenu national à un niveau inférieur à celui qu'ils auraient atteint s'il en avait été autrement.

Faute d'évaluations du revenu national des pays de l'Europe orientale qui soient tout à fait comparables à celles des pays de l'Europe occidentale, on s'est efforcé de trouver une unité commune, valable pour les uns et les autres, qui permette d'apprécier la charge imposée à l'économie par les dépenses militaires : on a, pour cela, converti la somme des dépenses militaires de chaque pays en nombre d'années-ouvrier de l'industrie que lesdites dépenses permettraient de payer dans le pays en cause. Les chiffres des dépenses militaires ont été, en d'autres termes, divisés par le salaire moyen des ouvriers occupés dans l'industrie. Il va sans dire que des calculs de ce genre, dont les résultats sont enregistrés au Tableau 67, n'indiquent qu'en ordres de grandeur très approximatifs la proportion des ressources productives qui a été consacrée au réarmement dans les divers pays. Si l'on additionnait les chiffres absolus correspondants, en faisant entrer aussi en ligne de compte de façon approximative les pays qui ne figurent pas au tableau, on constaterait que l'Europe, Union soviétique non comprise, va consacrer en 1951 aux dépenses militaires

[1] Au Royaume-Uni, par exemple, où l'on publie des comptes détaillés des dépenses militaires, la solde et l'entretien des hommes sous les drapeaux a coûté en 1949 quelque 325 livres sterling par homme, alors que la production par habitant occupé dans l'industrie atteignait en moyenne une valeur de 500 livres sterling environ.

[2] C'est ainsi, par exemple, que le plan économique de la Norvège pour 1951 prévoit une forte augmentation des sommes consacrées par le secteur privé à l'achat de camions, et cela expressément pour des fins militaires. De plus, les dépenses de certaines organisations paramilitaires ne sont pas comprises dans les chiffres des Tableaux 66 et 67 relatifs aux dépenses militaires.

[3] En revanche, il importe de se rappeler que les évaluations budgétaires enregistrées au Tableau 66 s'entendent de l'année financière commençant en 1951 et que, dans plusieurs pays, elle ne coïncide pas avec l'année civile. Il se peut aussi que, dans certains pays, l'augmentation effective des dépenses progresse moins vite que ne l'indiquent les chiffres inscrits au budget ; mais l'influence de cette circonstance peut être annulée par le fait que, souvent, le surcroît des dépenses d'armement est au début financé par le secteur privé, de sorte qu'il n'apparaît qu'avec un certain retard dans les comptes de l'Etat.

Tableau 67

DÉPENSES MILITAIRES EXPRIMÉES EN ANNÉES D'OUVRIER DE L'INDUSTRIE

Evaluations approximatives

Pays	Dépenses militaires en milliers d'années d'ouvrier			Dépenses militaires en années d'ouvrier par millier d'habitants		
	1949	1950	1951	1949	1950	1951
Allemagne : zones occidentales [a]	..	1.300	1.700	..	27	35
Belgique	120	130	210	14	15	24
Danemark	50	60 [b]	75 [b]	12	14 [b]	17 [b]
Espagne	550	600	600	22	22	21
France	1.600	1.700 [c]	2.200	38	40 [c]	51
Italie	950	1.350	1.350	21	29	29
Norvège	55	55 [c]	70	17	17 [c]	21
Pays-Bas	250	375	475 [b]	25	37	46 [b]
Pologne	275	325	450	11	13	18
Royaume-Uni	2.300	2.400 [c]	4.200	46	47 [c]	82
Suède	180	160	180	26	23	25
Suisse	75	85	115	16	18	24
Tchécoslovaquie	160 [d]	160	170	13 [d]	13	13
Yougoslavie	475	550	575	30	34	35
Total pour les pays énumérés	8.500	9.250	12.370	28	31	40
U.R.S.S.	8.400	8.800 [c]	10.200	42	43 [c]	49
Etats-Unis	4.700	4.600 [c]	11.400	31	30 [c]	74

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Les chiffres relatifs aux dépenses militaires sur lesquels reposent les évaluations sont ceux qui figurent au Tableau 66. Ces chiffres ne comprennent pas les dépenses effectuées en vue de la sécurité intérieure, bien que ces dépenses puissent, dans certains cas, comprendre aussi le coût d'organisations paramilitaires. Ainsi qu'il ressort des budgets nationaux, les dépenses engagées pour la sécurité intérieure varient sensiblement d'un pays à un autre. Exprimées en pourcentage de l'ensemble des dépenses militaires, ces dépenses représentent dans les budgets de 1951 (1951/52) 6% en France (depuis le récent transfert des dépenses afférentes à la gendarmerie au budget de la défense nationale), 12 % en Italie, 135 % en Pologne et 50 % en Tchécoslovaquie.

Les chiffres inscrits au tableau ci-dessus sont des évaluations approximatives du nombre d'années-ouvrier de l'industrie que, dans chaque pays, les dépenses militaires permettraient de payer. Le coût moyen d'une année-ouvrier de travail, élément indispensable du calcul, ne peut être évalué que très grossièrement pour certains pays ; on s'est bien efforcé d'inclure dans le coût du salaire les prestations sociales, telles qu'allocations familiales, congés payés et assurances sociales dont les frais sont supportés par l'employeur, mais il se peut qu'il n'y ait pas parallélisme parfait entre tous les pays ; de plus, on n'a pas effectué d'ajustement pour tenir compte des différences affectant la définition du terme « dépenses militaires » selon les pays. Aussi toute comparaison entre deux pays pour une année donnée est-elle beaucoup plus sujette à caution qu'une comparaison entre deux périodes pour un pays donné.

Sauf dans le cas des Etats-Unis et de la Norvège, les chiffres s'entendent de l'année financière commençant au cours de l'année civile inscrite en tête de la colonne. Sauf indication contraire fournie dans les notes qui suivent, les évaluations pour 1949 reposent sur les chiffres des dépenses effectivement engagées, telles que les enregistrent les comptes clos, ou sur des évaluations provisoires des dépenses effectives ; les évaluations relatives à 1950 et 1951 sont des prévisions budgétaires.

Pour le détail des calculs, voir l'Annexe B.

[a] Frais d'occupation.
[b] Evaluation préliminaire.
[c] Comptes clos ou résultats provisoires.
[d] Prévisions budgétaires.

l'équivalent de quelque 14 ou 15 millions d'années-ouvrier de l'industrie, c'est-à-dire à peu près 35% de plus qu'en 1950 [1].

En bref, on peut dire qu'un certain nombre de pays européens vont avoir en 1951 à dépenser pour des fins militaires des sommes supplémentaires dont le montant s'élève, dans plusieurs cas, à 3 ou 4%, ou davantage, du revenu national. Dans certains de ces pays, les répercussions défavorables des modifications survenues dans les rapports des prix des marchandises qui font l'objet du commerce international pourraient faire augmenter encore cette proportion de 1 ou 2%. Dans la plupart des cas, ce nouveau prélèvement sur le produit national pourrait être plus ou moins compensé par un accroissement de la production, si on pouvait obtenir intégralement l'augmentation maximum possible dont il est question à la fin du Chapitre 2. On avait évalué dans ce passage — sans tenir compte des perturbations que risquent de causer dans l'industrie les pénuries de matières premières et le passage de la production de marchandises destinées au secteur civil à la production à des fins militaires — que la production du secteur industriel

[1] Les chiffres du Tableau 67 ne peuvent donner tout au plus qu'une idée de la charge plus ou moins grande que les préparatifs militaires font peser sur l'économie des divers pays ; ils n'ont pas la moindre valeur si l'on veut évaluer la puissance militaire plus ou moins grande de ces pays ; cette question n'entre d'ailleurs pas dans le cadre de la présente ETUDE.

pourrait croître en 1951 d'environ 7% au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et dans les pays scandinaves, et — dans l'hypothèse où il serait fait pleinement usage de toutes les possibilités techniques — dans la très forte proportion de 14 ou 15% en France, en Italie, et en Belgique. Mais cette augmentation de la production d'articles industriels n'apparaît guère probable, comme on l'a montré au Chapitre 3, quand on tient compte de la pénurie des matières nécessaires à l'industrie ainsi que d'autres circonstances perturbatrices ; il importe également de ne pas perdre de vue que le produit national total — notion qui comprend l'agriculture et les services — augmente d'ordinaire plus lentement que la production de l'industrie seule. Dans le cas des pays qui entreprennent actuellement de mener à bien d'importants programmes d'armement, on peut à bon droit conclure qu'en mettant les choses au mieux, l'augmentation de la consommation et des investissements dans le secteur civil sera extrêmement faible et que, peut-être, dans certains pays, il y aura même, en chiffres absolus, un abaissement du niveau de vie. Comme ces ajustements économiques doivent s'effectuer à un moment où la structure des prix et des revenus se trouve déjà perturbée, il semble qu'il n'y ait guère de chance qu'on puisse les mener à bien sans que l'inflation fasse de nouveaux progrès.

Les forces inflationnistes sont à l'œuvre pratiquement dans tous les pays d'Europe ; mais elles se conjuguent de façon variable et agissent avec une puissance différente dans les divers pays selon la structure de l'industrie, la dépendance plus ou moins grande de leur économie à l'égard du commerce extérieur, et l'ampleur de l'augmentation des dépenses militaires. En outre, les méthodes employées dans les différents pays pour effectuer la redistribution voulue des ressources et pour pallier les injustices et les pertes qu'entraîne l'inflation — pour ne pas dire le succès ou l'échec plus ou moins grand de la politique pratiquée par ces pays — dépendront forcément pour une part des institutions et des traditions de ces pays ainsi que de l'expérience qu'ils ont déjà de l'inflation. En particulier, les phénomènes inflationnistes qui se manifestent dans les pays de l'Europe orientale semblent être fort différents, par l'origine comme par le caractère, de ceux que l'on constate ailleurs ; on les étudiera en premier lieu pour passer ensuite à l'examen des problèmes qui se posent actuellement en Europe occidentale.

2. Les problèmes monétaires en Europe orientale

Etant donné que l'Etat exerce un contrôle complet sur la plus grande partie de l'économie nationale et que les pays de la région sont assez peu tributaires du commerce extérieur, les gouvernements des pays de l'Europe orientale sont fort bien placés pour assurer la stabilité de leur monnaie. Dans les limites fixées par la nature même des choses, l'offre de marchandises de diverses espèces ainsi que le prix de ces marchandises sont, pour une bonne part, subordonnés aux décisions et aux mesures prises par le gouvernement ; il semble donc que celui-ci doive être également à même de fixer le montant total de la demande monétaire, puisque c'est lui qui détermine l'ensemble des salaires et que le volume des investissements dépend uniquement de lui. Il n'est guère à prévoir que l'influence de causes extérieures exerce sur les prix une action perturbatrice importante : le commerce — qui a toujours été relativement faible — avec les pays qui n'appartiennent pas à la région a été de plus en plus réduit, tandis que le commerce — naguère faible mais actuellement en voie d'expansion accélérée — entre les pays de la région même s'effectue principalement sur la base de prix fixés par des accords de longue durée. En outre, il est possible, en recourant à des méthodes appropriées en matière de subventions et de fiscalité, d'empêcher que la hausse des prix des matières importées et la hausse des prix des marchandises d'exportation n'exercent une répercussion sur le niveau des prix à l'intérieur du pays. En d'autres termes, il est aisé de neutraliser les modifications des prix des marchandises qui font l'objet du commerce extérieur, en faisant varier le cours réel du change, lequel peut s'écarter beaucoup du taux officiel et être différent selon les marchandises.

Si l'équilibre général entre la demande et l'offre est assuré, il reste encore à savoir si l'augmentation de la productivité se traduira par une baisse des prix (les revenus nominaux demeurant stables) ou par un relèvement des revenus nominaux (les prix demeurant stables). Le choix entre ces deux solutions est loin d'être purement théorique et ne porte pas uniquement sur le niveau nominal auquel prix et revenus sont chiffrés ; si c'est la seconde solution que l'on adopte, il y a de fortes raisons de croire — l'expérience l'a

prouvé — que l'augmentation des revenus nominaux interviendra de façon prédominante dans les secteurs économiques dans lesquels précisément la productivité aura fait des progrès. Dans ce cas, la répartition du revenu et la structure des prix de revient et de la production s'orientent dans un sens tel qu'il n'est pas tenu compte du prix véritable de l'offre de main-d'œuvre [1]. La première solution, qui est celle que préconise la doctrine économique classique, est depuis quelque temps d'usage courant dans l'Union soviétique, où une série de baisses de prix a été effectuée par décret au début de chaque année depuis 1948 [2] ; dans l'économie des pays de l'Europe occidentale, au contraire, l'usage s'est de plus en plus établi de transformer le surcroît de productivité en des suppléments de salaires payés dans les secteurs économiques intéressés [3].

Dans les autres pays de l'Europe orientale, où l'économie est planifiée, il semble que la fin poursuivie par la politique économique soit à la fois de maintenir stables les revenus nominaux et de faire baisser les prix. Cependant, dans la pratique, ces pays se sont trouvés récemment aux prises avec les graves problèmes que pose la lutte contre la pression inflationniste exercée par l'augmentation des prix de revient. Faute de statistiques relatives aux prix, à la situation monétaire et aux banques, on ne peut suivre dans le détail le cours des événements, mais les renseignements dont on dispose concernant l'emploi et les salaires (voir le Tableau 68) mettent nettement en lumière le principal problème d'équilibre interne qui se pose dans ces pays. Il apparaît qu'en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en Roumanie, le montant global des salaires a augmenté de 1949 à 1950 dans

Tableau 68

L'EMPLOI, LES SALAIRES MOYENS ET LE MONTANT GLOBAL DES SALAIRES DANS LES SECTEURS NON AGRICOLES DE CINQ PAYS D'EUROPE ORIENTALE EN 1950

Indices — 1949 = 100

Pays	Emploi	Salaires nominaux moyens	Montant global des salaires
Bulgarie	108 [a]	106	114
Hongrie	115	112	129
Pologne	108	117 [a]	126
Roumanie . . .	124	111 [b]	138 [a]
Tchécoslovaquie .	108 [a]	118	127

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

[a] Ces chiffres sont calculés à partir de ceux qui sont inscrits dans les deux autres colonnes.

[b] Pour l'industrie seulement.

la forte proportion de 25 à 35 % du fait non seulement de l'augmentation de l'emploi, mais aussi de la hausse des taux de salaires. Comme la plupart de ces chiffres ne concernent que le secteur socialisé de l'économie, il se peut que les progrès de l'emploi soient dus, pour une part, au fait que la main-d'œuvre a quitté le secteur privé pour le secteur public ; mais, même en tenant compte de cette possibilité, il semble établi que les revenus nominaux ont eu tendance à croître à un rythme plus rapide que n'a pu l'être celui de l'augmentation de la production de biens de consommation [4]. Les causes de l'augmentation des revenus provenant des salaires sont les mêmes que dans les pays de l'Europe occidentale, où les secteurs économiques socialisés sont moins étendus, mais où l'emploi s'établit à un niveau élevé. La main-d'œuvre est rare et l'on cherche beaucoup à accroître la productivité ; les entreprises nationales augmentent, bon gré mal gré, les salaires, et les gains moyens augmentent, parfois même plus vite que la productivité, du fait de la généralisation du travail aux pièces [5] et de certains systèmes spéciaux visant à stimuler l'augmentation du rendement.

[1] Un problème étroitement apparenté à celui-ci se pose sur le plan international : d'une façon générale, on constate que l'accroissement de la productivité dans les pays très industrialisés n'a pas, contrairement à ce qu'enseignait la doctrine classique du commerce international, communiqué ses bienfaits aux autres pays par l'intermédiaire d'une baisse des prix. Voir, par exemple, Raul Prebisch, *Le développement économique de l'Amérique latine*, Commission économique pour l'Amérique latine, Département des Questions économiques des Nations Unies, 1950.

[2] Les baisses de prix annoncées au début de 1951 ont été sensiblement plus faibles que celles des années précédentes. Cela semble indiquer que le rythme d'accroissement de la production de biens de consommation, après avoir fait, pendant quelques années, de rapides progrès à partir du niveau très bas où la production était tombée à la fin de la guerre, reprend actuellement des proportions plus normales.

[3] Au Royaume-Uni, par exemple, dans le cadre de la politique de blocage des salaires, on en est venu à estimer qu'un rajustement du taux des salaires était toléré toutes les fois que l'on pouvait prouver que cette augmentation accompagnait un accroissement de la production du secteur économique en cause.

[4] Cette situation n'est pas sans analogie avec celle qui prévalait dans l'Union soviétique à l'époque du premier Plan quinquennal, lorsque les très grands progrès de l'emploi et la forte augmentation des revenus nominaux avaient entraîné une grave pénurie de biens de consommation.

[5] Voir le *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 2 N° 2, p. 67, Tableau 7.

Au regard de cette tendance à la hausse des revenus nominaux, la production des denrées agricoles n'a augmenté que faiblement [1], et l'accroissement de la production d'articles industriels de consommation, si important qu'il ait été en soi, a été nettement inférieur à l'accroissement global de la production industrielle. C'est ainsi qu'en Pologne, l'accroissement de la production des textiles a été, de 1949 à 1950, de l'ordre de 10%, et l'on annonce que la production globale dans l'agriculture a augmenté d'environ 13%. En Tchécoslovaquie, la production de l'industrie textile et de l'industrie de l'habillement a, d'après les indications données, augmenté de 9%.

L'écart entre l'offre et la demande de biens de consommation a contraint l'Etat à prendre toute une série de mesures de politique économique pour résorber le pouvoir d'achat accumulé, renforcer le contrôle du mouvement des salaires, encourager l'épargne, et empêcher, par le rationnement des produits de première nécessité, la hausse des prix.

En Pologne, une poussée inflationniste, qui s'est manifestée au second semestre de 1949, a été contrecarrée à la fin de l'année par un relèvement sensible des prix des denrées alimentaires payés par les consommateurs, les prix payés aux agriculteurs demeurant sans changement. Les prix de certains articles industriels ont également été relevés et l'indice du coût de la vie a augmenté d'environ 10% de 1949 à 1950. La Pologne ne se heurtait pas seulement au problème que posait le déséquilibre entre les revenus courants et l'offre de biens de consommation ; elle devait résoudre aussi le problème du pouvoir d'achat accumulé. Elle s'y est employée en procédant à la réforme monétaire d'octobre 1950, grâce à laquelle la valeur des avoirs monétaires détenus par les particuliers a été réduite des deux tiers. En amputant dans une aussi forte proportion le pouvoir d'achat dont disposait la population active non salariée, cette réforme a eu, semble-t-il, pour effet non seulement d'atténuer la pression de la demande, mais aussi d'affaiblir la puissance économique des commerçants privés et des cultivateurs les plus fortunés. Ces derniers ont été particulièrement touchés, leurs avoirs monétaires comme les prêts qu'ils avaient consentis aux petits exploitants ayant été dépréciés. Au cours des mois qui suivirent la réforme monétaire, il semble que les prix aient cessé de monter ; à la fin de 1950, certains prix de biens de consommation ont été réduits, de sorte que l'indice du coût de la vie a peut-être baissé de quelques points.

En Tchécoslovaquie, contrairement à ce qui s'est passé en Pologne, la plus grosse part des biens de consommation est restée soumise au rationnement, car la situation qui prévaut demeure une situation d'inflation refoulée. Le principal moyen mis en œuvre pour résorber le pouvoir d'achat excédentaire est « l'impôt général » sur les quantités supplémentaires de marchandises rationnées qui peuvent être librement achetées à des prix très élevés (mais fixés par l'Etat). Cet impôt fournit à peu près la moitié de toutes les recettes de l'Etat. Au milieu de 1950, des réductions de 10 à 20% du prix « libre » des principaux produits agricoles ont été annoncées, mais, en raison du système des doubles prix qui est en vigueur, il est difficile d'apprécier les effets de cette baisse sur l'évolution de l'indice du coût de la vie. Au second semestre de l'année, l'augmentation des revenus provenant des salaires a causé de vives inquiétudes, et il a été annoncé que, dans ces conditions, la population ne devait pas s'attendre à voir les prix « libres » réduits davantage, ni le rationnement supprimé. En même temps, il a été annoncé qu'afin d'exercer une action plus rigoureuse sur le mouvement des salaires, un organe central chargé de fixer et de surveiller les salaires serait créé à partir de 1952. En attendant, des mesures spéciales ont été mises en vigueur pour exercer un contrôle sur le bordereau général des salaires dans les différents secteurs de l'économie du pays. A partir du mois de mars 1951, les taux ordinaires de salaires doivent être appliqués aux travaux effectués le dimanche et pendant les heures supplémentaires, et les normes de rendement en fonction desquelles s'établissent les salaires doivent être rendues plus rigoureuses. Au début de 1951, le rationnement du pain et de la farine, qui avait été suspendu en 1949, a été remis en vigueur. Si la Tchécoslovaquie éprouve des difficultés à s'approvisionner en céréales panifiables, cela s'explique, semble-t-il, par une pénurie relative de céréales secondaires qui, s'ajoutant au fait que le prix du pain est très bas, a eu pour conséquence de pousser les agriculteurs à donner aux animaux des quantités excessives de céréales panifiables et même de pain.

En Hongrie, les difficultés sont nées d'une forte vague de hausse des salaires qui s'est maintenue

[1] L'augmentation de la production de viande de porc en Pologne constitue une importante exception. On a indiqué au Chapitre 2 que le nombre des porcins a augmenté de 33% de 1949 à 1950.

jusqu'au milieu de 1950 ; au second semestre de l'année, la pression inflationniste a été renforcée par l'intensification de la tendance à la dépense. En juillet 1950, la montée des salaires a été bloquée par un relèvement très rigoureux des normes de rendement et par un réaménagement des taux des salaires de base [1]. En outre, des efforts ont été faits pour atténuer la pression des salaires en orientant la main-d'œuvre vers tel ou tel secteur. Comme en Tchécoslovaquie, on envisage en Hongrie de créer un organe central en matière de salaires qui devra établir un bordereau général des salaires en tenant compte de tous les secteurs de l'économie. Bien que le niveau des salaires soit demeuré stable au second semestre de 1950, il y a eu une pénurie de diverses denrées alimentaires due, pour une part, à la diminution de la production de produits animaux et, pour une part, à des achats de consommateurs inquiets, et une partie sans cesse croissante des produits agricoles s'est vendue au marché noir. Au début de 1951, le rationnement a été mis en vigueur pour le pain, la farine, le sucre, le beurre, les graisses, le savon et (à Budapest) le lait, bien que ces denrées puissent toujours se vendre librement hors rationnement à des prix « commerciaux » plus élevés. La forte tendance à la dépense, à la ville comme à la campagne, est révélée par le fait que les sommes déposées dans les instituts d'épargne n'ont guère augmenté en 1950. Pour encourager l'épargne, la Caisse nationale d'épargne a été réorganisée, des livrets d'épargne à lots ont été créés, et en outre des efforts ont été faits pour stimuler l'épargne privée au moyen de l'organisation de coopératives de construction.

Dans les pays examinés jusqu'ici, la poussée inflationniste s'est manifestée en 1950, à un moment où, dans l'ensemble, les niveaux de vie s'élevaient, et, de ce fait, ses effets perturbateurs n'ont eu qu'une portée limitée. La Yougoslavie, par contre, s'est heurtée à des problèmes beaucoup plus difficiles car, dans ce pays, le fléchissement de la production a eu la grave conséquence de créer un écart important entre les revenus nominaux et l'offre de biens de consommation, tandis que les salaires nominaux des salariés demeuraient à peu près stationnaires. La diminution de la production agricole, due à une grave sécheresse, a été de l'ordre de 25% ; dans le même temps, la production des articles industriels de consommation n'a guère augmenté de 1949 à 1950 ; dans le cas des textiles, elle a même diminué de 4%. Dans ces conditions, le problème essentiel était d'obtenir des livraisons suffisantes de produits agricoles, tout en évitant qu'il ne se produisît une modification trop forte dans le rapport des prix entre les denrées agricoles et les marchandises industrielles. La production et la livraison des produits agricoles ont été encouragées par l'extension du droit accordé aux paysans de vendre sur le marché libre ; d'autre part, l'augmentation du pouvoir d'achat des exploitants agricoles a été, dans une certaine mesure, neutralisée par la hausse des prix de certains produits de l'industrie. Pour atténuer les répercussions de cette situation sur le coût de la vie, les prix, déjà bas, des denrées alimentaires rationnées ont été réduits de 30% en janvier 1951. De la sorte, l'écart entre le prix des produits rationnés et celui des produits non rationnés s'est fortement accentué.

3. L'expérience acquise dans les pays de l'Europe occidentale et les problèmes qui se posent a eux

L'évolution des prix et de la production depuis la guerre

Les difficultés devant lesquelles les pays de l'Europe occidentale se trouvent actuellement placés doivent être examinées à la lumière de l'expérience que ces pays ont faite dans le passé lorsqu'ils ont essayé de lutter contre l'inflation. Bien que cette expérience soit loin d'avoir été la même dans tous les pays, la politique suivie par ceux des pays qui, par choix ou nécessité, ont surtout eu recours au contrôle du crédit pour lutter contre l'inflation accuse certaines analogies fondamentales ; on peut constater, de même, certaines différences profondes entre cette politique et celle qu'ont poursuivie d'autres pays qui ont fait appel davantage à un ensemble de mesures fiscales et administratives. La France, l'Italie et la Belgique appartiennent nettement au premier de ces deux groupes, alors que le second peut valablement être représenté par le Royaume-Uni, la Suède et les Pays-Bas. L'analyse comparée de la production industrielle, qui a été faite au Chapitre 2, a déjà fait ressortir les résultats sensiblement moins favorables obtenus, tant depuis la fin de la guerre que par rapport au niveau de production d'avant guerre, par les pays du

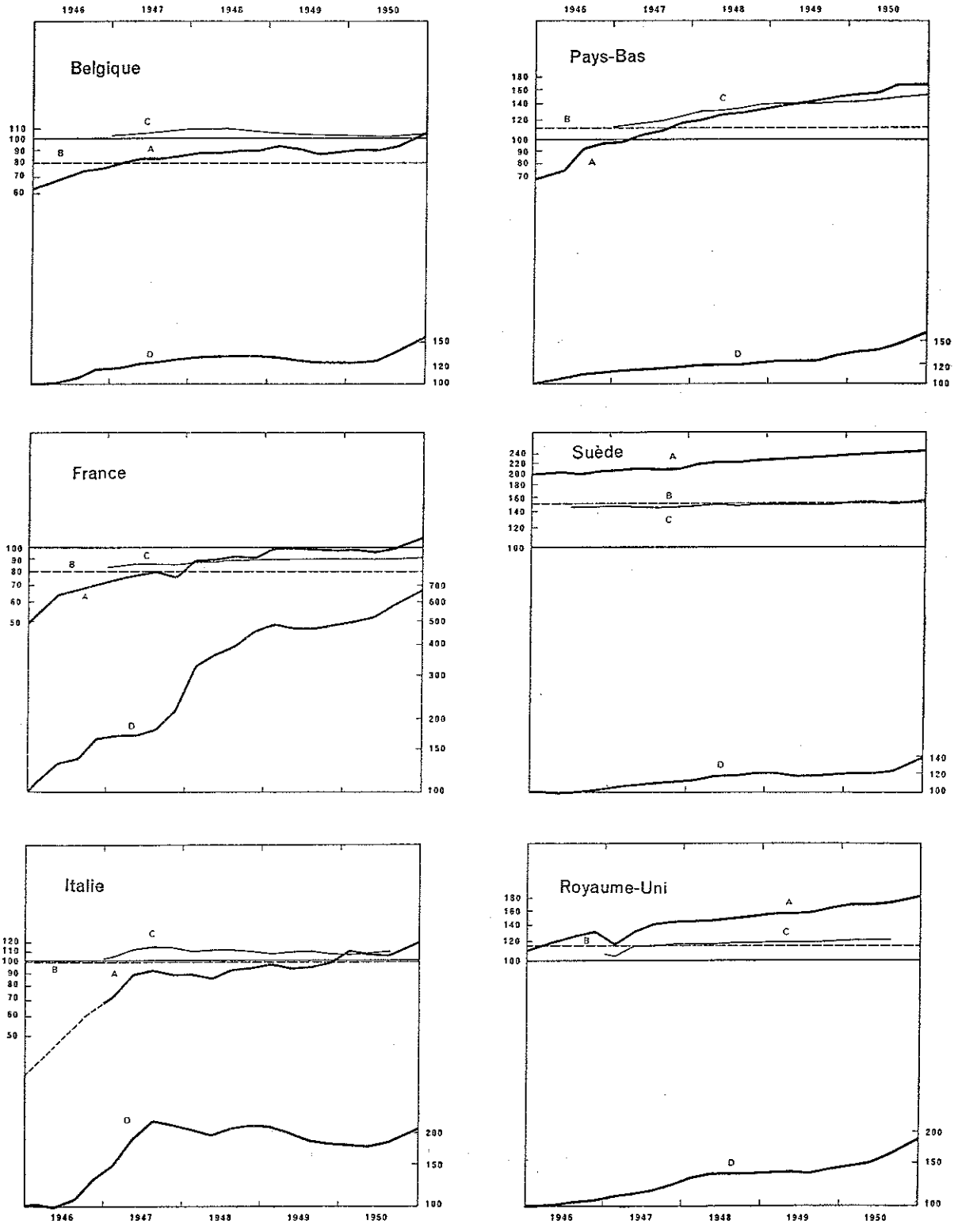
[1] Voir le *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 2, N° 2, p. 69.

Diagramme 8

PRODUCTION ET PRIX ENTRE 1946 ET 1950

Echelle logarithmique

A. Production industrielle 1946-1950
B. Niveau de 1938 de la production industrielle } *1929 = 100* (pour la Suède : *1930 = 100*). Ordonnée de gauche
C. Emploi dans l'industrie
D. Prix de gros des produits industriels. *Janvier 1946 = 100*. Ordonnée de droite



premier groupe, si l'on met ces résultats en regard de ceux qui ont été atteints dans les pays du second groupe. Cette évolution très différente au point de vue de la production n'est pas sans rapport avec les différences qui existent dans la politique monétaire des pays en cause ; et un examen plus approfondi de l'expérience faite par ces divers pays permet de voir quels sont les dangers latents que recèle la situation dans laquelle la plupart des pays d'Europe se trouvent actuellement.

Le Diagramme 8 montre, pour chacun de ces pays, quelle a été l'évolution des prix et de la production depuis la guerre. C'est ainsi qu'au Royaume-Uni, en Suède et aux Pays-Bas, on enregistre une hausse lente mais constante des prix, accompagnant l'augmentation sensible et soutenue de la production industrielle [1]. Dans les trois autres pays, les prix et la production ont varié de façon beaucoup plus irrégulière, mais avec un parallélisme qui permet de penser que les deux séries de chiffres afférentes aux prix et à la production ont subi l'influence de facteurs communs. En gros, il est juste de dire que, dans ces pays, la production ne s'est développée qu'en période de hausse des prix, et qu'elle n'a fait aucun progrès en période de stabilité monétaire. Ainsi, par exemple, en France, les années 1946 à 1948 ont été une période de hausse plus ou moins continue des prix, associée à une augmentation plus ou moins régulière de la production, tandis qu'à partir du premier trimestre de 1949 jusques et y compris le deuxième trimestre de 1950, les prix sont demeurés constants ou ont baissé, et la production a accusé un léger fléchissement. Au second semestre de 1950, lorsque le niveau des prix a recommencé à monter, le développement de la production a repris également. De même, en Italie, la stabilisation monétaire, au troisième trimestre de 1947 a provoqué un arrêt de l'accroissement de la production, et, jusqu'au dernier trimestre de 1949, les fluctuations de la production sont allées à peu près de pair avec les fluctuations des prix de gros. C'est seulement en 1950 que la production a accusé une amélioration très nette, puisqu'elle a dépassé de beaucoup le niveau atteint en 1929. Enfin, dans le cas de la Belgique, où les prix sont restés stables ou ont baissé jusqu'au milieu de 1950, la production est restée à peu près stationnaire entre le début de 1948 et le milieu de 1950, l'accroissement de la production au second semestre de 1950 coïncidant avec la reprise du mouvement ascensionnel des prix.

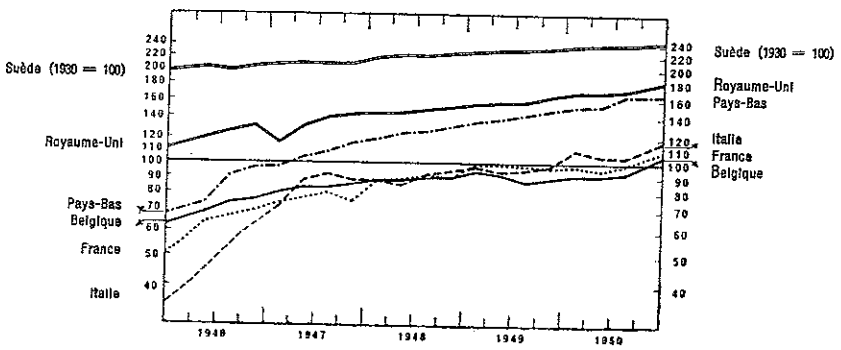
Il convient de noter, d'autre part, qu'au Royaume-Uni, en Suède et aux Pays-Bas, le niveau de l'emploi n'a cessé de s'élever lentement depuis le lendemain de la guerre, et le nombre des chômeurs n'a jamais représenté que 1 ou 2% de la population active. Au contraire, en France, en Italie et en Belgique, l'emploi a subi des fluctuations, qui d'ailleurs ont été bien moins sensibles que celles de la production ; de plus, dans chacun de ces trois pays, la production industrielle est loin, semble-t-il, d'atteindre la capacité existante. En Belgique et en Italie, il existe un chômage considérable dans l'industrie, et une grosse partie de l'équipement installé demeure inutilisée. En France, il n'existe pour ainsi dire pas de chômage

[1] La chute de la production et de l'emploi au Royaume-Uni au début de l'année 1947 s'explique par la crise du charbon qui a provoqué un arrêt de la production.

Diagramme 9

PRODUCTION INDUSTRIELLE ENTRE 1946 ET 1950

Indices (1929 = 100). Echelle logarithmique



visible, mais il semble que les effectifs employés dans les services soient quelque peu pléthoriques, et une proportion assez élevée du chômage est cachée sous la forme de travail à temps réduit. La stabilité relative de l'emploi dans l'industrie est due dans une certaine mesure au fait que les variations de la demande et de la production se traduisent par des changements apportés à la durée du travail effectif plutôt que par des changements portant sur le nombre des personnes occupées dans l'industrie.

Une dernière observation, qui se dégage de l'examen des diagrammes [1] et qui n'est pas sans intérêt si l'on veut étudier les répercussions futures de la présente situation d'inflation, est la suivante : la France, l'Italie et la Belgique n'ont pas — jusqu'à une date toute récente — progressé au-delà du niveau maximum de la production qu'elles avaient atteint avant la guerre ; or ce niveau avait été enregistré en 1939 en Italie, et il faut remonter à 1929 pour le trouver en France et en Belgique (pays dans lesquels la production après 1930 n'a jamais atteint le niveau antérieur à la crise économique mondiale). Au contraire, la production industrielle en 1950 a dépassé le niveau d'avant la crise économique de 65 % environ aux Pays-Bas, de 80 % au Royaume-Uni, et même de 140 % en Suède [2].

Il ressort des faits qui viennent d'être rappelés que des pays comme la France, l'Italie et la Belgique, qui font de la politique de contrôle du crédit l'instrument principal du maintien de la stabilité monétaire, ont pu enrayer la hausse des prix, du moins pendant certaines périodes, mais ils n'ont pu le faire qu'aux dépens des progrès de la production, laquelle était maintenue bien au-dessous du niveau que les possibilités techniques offertes par les disponibilités totales en matière de main-d'œuvre et d'équipement lui auraient permis d'atteindre. L'incapacité où ces pays se sont trouvés d'assurer à la fois la continuité du progrès de la production et la stabilité monétaire ne signifie pas nécessairement que la politique suivie par eux ait été «déflationniste», en ce sens que le crédit aurait été limité plus que ne l'eût exigé le maintien de la stabilité des prix. L'histoire économique et monétaire récente donne à penser au contraire que, dans les limites imposées par la politique ainsi suivie, l'expansion de l'activité économique jusqu'à un niveau voisin de la pleine utilisation de la capacité existante implique toujours le risque de voir réapparaître le danger d'inflation. Cela s'explique surtout par le fait que c'est essentiellement dans le secteur des investissements qu'il existe des ressources inutilisées et que l'offre de l'un au moins des articles importants de consommation, à savoir les denrées alimentaires, n'est pas élastique. Par conséquent, à moins que des mesures efficaces ne soient prises pour stériliser le pouvoir d'achat supplémentaire créé par la production, l'expansion de l'activité économique en elle-même provoque une hausse des prix dans le secteur des biens de consommation [3] et une baisse du revenu réel des personnes déjà employées, même si le niveau de consommation des éléments nouveaux de la population active ou des personnes dont le revenu a augmenté grâce à une durée plus longue de leur travail s'élève. Cette redistribution du revenu réel qui s'opère par l'effet de l'augmentation du coût de la vie par rapport au niveau général des salaires doit forcément provoquer une forte pression dans le sens d'une augmentation des salaires, même si l'ensemble des salaires réels augmente déjà du fait des progrès de l'emploi. Cette pression est appelée à être particulièrement forte dans les pays où une grande inégalité des fortunes et des normes de consommation fait que les travailleurs ne sont pas prêts à consentir une diminution de leur revenu réel. En bref, une politique d'expansion tend à laisser l'inflation se développer bien avant que le plein emploi ne soit réalisé.

Au Royaume-Uni, en Suède et aux Pays-Bas, en revanche, les Gouvernements ont été à même de stériliser une plus grande partie des revenus supplémentaires créés grâce à l'expansion de la production et, de ce fait, la hausse concomitante des prix a été plus faible, encore qu'elle n'ait certes pas été négligeable. Aussi les Gouvernements ont-ils accepté d'encourager la production à poursuivre son expansion jusqu'à ce qu'elle ait atteint les limites de la pleine utilisation de la main-d'œuvre et de l'équipement disponibles, niveau au-delà duquel un accroissement plus fort encore ne peut être obtenu qu'à l'aide de mesures propres à augmenter la productivité. Cependant, le problème de l'inflation dans ces pays n'a pas

[1] Voir le Diagramme 9.

[2] C'est que la Suède a pu réaliser entre 1930 et 1939, par comparaison avec les autres pays, des progrès exceptionnellement grands pour ce qui est de sa production industrielle, surtout grâce à la demande anormalement forte dont ses exportations étaient l'objet.

[3] La pression inflationniste due à l'inélasticité de la production intérieure de biens de consommation est atténuée dans la mesure où le surcroît de production des biens d'équipement peut être exporté, ce qui permet d'importer une plus grosse quantité de biens de consommation.

Tableau 69

TAUX RÉEL DE L'IMPÔT SUR LE REVENU D'UN MÉNAGE AVEC DEUX ENFANTS

En pourcentages du revenu familial

Pays	Année	Taux de l'assujettissement à l'impôt sur le revenu exprimé en pourcentage du revenu avant imposition pour un revenu familial équivalant à 3 | 4 | 5 | 7 | 10 | 15 | 20 | 25 | 30 | 40 | 50 | 100 fois le revenu national net par habitant												Montant total de l'impôt sur le revenu effectivement perçu en pourcentage du revenu national net
Norvège (Oslo)	1949	12	15	18	25	31	37	42	45	48	55	58	70	14 *a*
Pays-Bas	1949	8	12	15	21	26	33	38	42	46	50	54	63	12
Royaume-Uni	1949	9	14	18	23	27	37	43	48	52	59	63	78	11
Suède (Stockholm)	1949	14	16	20	25	30	36	42	45	47	..	..	..	11
Danemark (Copenhague) . .	1949	15	17	20	23	27	31	33	35	36	38	39	42	10
Finlande (Helsinki)	1949	10	13	15	18	23	29	35	39	43	48	51	60	8–9
Autriche	1950	6	9	11	17	23	30	33	36	37	38	40	44	7,5
Allemagne : zones occidentales	1950	5	9	12	19	26	32	37	39	43	47	51	65	7
France	1950	14	18	21	23	26	30	32	35	37	42	44	53	5,5 *b*
Italie	1951	..	..	19	21	23	26	27	28	30	32	33	38	3,5 *a c*

NOTE. — Les taux de l'impôt sur le revenu indiqués pour les différentes catégories de revenus s'entendent des impôts perçus par l'Etat et par les collectivités locales sur le revenu du travail. Les chiffres de la dernière colonne, qui indiquent le montant total des impôts perçus à ce titre, comprennent, outre l'impôt sur le revenu proprement dit, les impôts normaux annuels sur les propriétés bâties frappant les personnes physiques. Pour l'Italie, où il n'y a pas d'impôt unique sur le revenu, les chiffres sont la somme de : *a*) l'impôt cédulaire sur les revenus commerciaux (*ricchezza mobile*, cat. B), *b*) de l'impôt général sur le revenu des personnes physiques (*imposta complementare*), et *c*) de la taxe locale sur les revenus familiaux.

a Ce chiffre comprend une part de l'impôt sur le revenu frappant les sociétés.

b Y compris les versements forfaitaires des employeurs.

c 1948/49.

été résolu, comme le prouvent de façon évidente non seulement le fait que les prix n'ont cessé de monter depuis la guerre, mais aussi les diverses mesures prises pour restreindre la demande. Dans ces pays, les Gouvernements ont été plus enclins qu'ailleurs à maintenir le rationnement des produits rares établi pendant la guerre, ou même à étendre les mesures de rationnement à de nouveaux articles [1], à contrôler la répartition des matières rares au moyen de mesures administratives, et à orienter ou à influencer les investissements. Ces Gouvernements se sont en outre trouvés dans une situation privilégiée par rapport aux gouvernements des pays de l'autre groupe, pour maintenir l'inflation dans des limites acceptables, et cela à deux points de vue qui sont les suivants :

Le premier de ces avantages tient au niveau et à la répartition du revenu ainsi qu'au système fiscal. Non seulement les revenus sont en général plus élevés au Royaume-Uni, en Suède et aux Pays-Bas qu'en France, en Italie et en Belgique, mais encore ils sont, semble-t-il, répartis de façon plus égale. Grâce à une fiscalité efficace, caractérisée à la fois par des taux élevés et fortement progressifs et par une moralité fiscale relativement haute [2], une proportion considérable des revenus supplémentaires créés grâce à l'augmentation de la production est automatiquement « pompée ». On peut se faire une idée de l'importance de ce facteur en examinant le Tableau 69. Le niveau et la progressivité des impôts sont à peu près du même ordre dans les pays scandinaves, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. En France, si les impôts perçus sur les revenus les plus élevés sont plus faibles, le taux des impôts frappant les revenus moyens est presque aussi élevé que dans les pays scandinaves, et en Italie ce taux n'est pas très inférieur à celui-ci. Mais les différences que l'on enregistre dans le montant total recouvré des impôts sur le revenu sont bien plus consi-

[1] Au Royaume-Uni, c'est seulement après la guerre que le rationnement du pain a été mis en vigueur pour la première fois.

[2] Il ne faut pas interpréter cette constatation comme signifiant que le problème de l'évasion fiscale ne se pose pas aussi dans les pays de l'Europe septentrionale. Pour des raisons évidentes, on possède peu de renseignements statistiques sur l'ampleur de cette évasion fiscale, mais on sait, par exemple, qu'après la réforme monétaire danoise de 1946, qui fit apparaître des capitaux jusqu'alors dissimulés vis-à-vis des autorités fiscales, le capital imposable a subitement augmenté de près de 15%. On sait aussi que les bénéfices imposés des particuliers et des entreprises travaillant dans l'agriculture et l'horticulture au Royaume-Uni en 1947 se chiffraient à près de 125 millions de livres sterling, alors que l'évaluation officielle des « revenus de l'agriculture » (qui intéressent sensiblement la même catégorie de contribuables) au cours de la même année se montait à 205 millions de livres sterling.

dérables que ne peuvent l'expliquer les seules différences des taux des impôts. Alors que ce montant total représente 10 à 12% du revenu national aux Pays-Bas, dans les pays scandinaves et au Royaume-Uni, il ne représente que 5½% en France et 3½% en Italie. Cette différence traduit le fait généralement reconnu qu'en France et en Italie (comme en Allemagne occidentale depuis la guerre), l'évasion fiscale constitue un problème majeur. En France, le régime de l'impôt sur le revenu a été modifié en 1948, et l'on s'est inspiré à cet égard du régime en vigueur dans les pays de l'Europe septentrionale, mais on ne peut guère s'attendre à voir le nouveau système donner de bons résultats tant que les défauts afférents à l'établissement des rôles et au recouvrement n'auront pas été éliminés ; quant à l'Italie, la structure de sa fiscalité a besoin d'être entièrement refondue [1].

Le second gros avantage dont bénéficient le Royaume-Uni, la Suède et les Pays-Bas consiste en ceci que la valeur de la monnaie n'a jamais souffert, à une époque récente du moins, d'une crise de confiance grave et croissante du public à son égard. Bien que la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie pendant la guerre ait été considérable et qu'elle se soit poursuivie régulièrement depuis, elle n'a jamais été suffisamment aiguë et persistante pour influencer beaucoup le comportement des milieux d'affaires et des consommateurs. Certains négociants, aussi peu rationnelle que soit leur attitude, continuent à ne relever leurs prix de vente que lorsqu'ils doivent acheter de nouveaux stocks à des prix plus élevés ; ils ne tiennent pas compte immédiatement, à la vente, de la hausse du coût de remplacement des stocks qu'ils détiennent. D'une façon générale, les gouvernements de ces pays ont pu soumettre la consommation et les investissements à des mesures de contrôle sans craindre que la limitation ainsi imposée de certaines dépenses fasse se porter la demande vers d'autres produits dont les prix monteraient. Au contraire, en France et en Italie, la forte inflation qui s'est produite pendant et après les deux guerres mondiales a laissé dans l'esprit de l'opinion publique un reste de défiance quant à la valeur durable de la monnaie et une sensibilité à l'égard des fluctuations des prix qui explique pour une bonne part les difficultés rencontrées par les gouvernements de ces pays lorsqu'ils ont essayé d'obtenir une expansion monétaire de quelque ampleur. La grande versatilité dans les anticipations des vendeurs aussi bien que des acheteurs a pour effet de faire se répercuter assez rapidement les hausses des prix d'un secteur à l'autre de l'économie dès qu'un mouvement d'importance paraît déclenché.

Bien que leur histoire et leurs institutions monétaires soient très différentes, aucun des pays des deux groupes étudiés dans le présent exposé ne pourra sans doute neutraliser facilement ni maîtriser des forces inflationnistes de l'ampleur de celles qui se manifestent actuellement. Il est évident que la France et l'Italie sont très mal armées pour lutter contre l'inflation sous n'importe quelle forme, si ce n'est par la méthode traditionnellement appliquée dans ces pays et qui consiste à mettre la production au ralenti par une politique de restriction du crédit. En dehors de l'appel directement fait aux ressources courantes du fait de l'altération du taux d'échange et de l'augmentation des dépenses militaires, une nouvelle phase d'inflation dans ces pays signifierait qu'ils devraient remettre à plus tard la stabilité monétaire et la confiance qui leur sont nécessaires s'ils veulent, à l'avenir, mettre en œuvre une politique d'expansion économique.

Le succès relatif des efforts faits naguère dans les pays de l'Europe septentrionale pour freiner l'inflation n'a pas davantage une valeur immédiate si l'on se place dans les conditions actuelles. Jusqu'ici, la stabilité monétaire dans ces pays était compromise non pas tant par la difficulté qu'il y avait eu à restreindre la demande que par l'évolution des coûts de production. La situation de la main-d'œuvre pour ce qui est de sa faculté de négocier des conditions de travail favorables, devait forcément être bonne dans les pays qui connaissaient le plein emploi et où les profits étaient élevés. Par conséquent, les gouvernements de ces pays ne pouvaient parvenir à une stabilité monétaire même approximative que s'ils étaient en mesure de s'opposer avec succès aux demandes de relèvement des salaires nominaux présentées par les syndicats. Ils se sont efforcés d'y parvenir en partie en soumettant à un contrôle direct les prix de détail des marchandises entrant dans le calcul des indices du coût de la vie utilisés dans les négociations relatives aux salaires. C'est ainsi qu'ils ont parfois consenti à accorder des subventions pour les biens de consommation, même si l'effet immédiat de ces subventions devait faire monter la demande au-dessus du niveau qu'elle aurait atteint si ces subventions n'avaient pas été accordées. Ces gouvernements se sont aussi

[1] Voir le *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 2, N° 3, pp. 71-76.

BIBLIOTECA UNIVERSITÀRIA

efforcés de contrôler la marge des bénéfices réalisés sur les biens de consommation. Mais, dans une très large mesure, le succès de ces efforts a dépendu du bon vouloir des syndicats. Il n'est pas douteux que, dans certains pays, le fait que les syndicats aient donné un appui politique actif au gouvernement au pouvoir lui a été, à cet égard, très utile. Toutefois, certaines des considérations qui tiennent aux institutions mêmes des pays en cause et qui ont été mentionnées plus haut ont joué un rôle peut-être tout aussi important. Il est plus facile pour des syndicats de faire preuve de modération, quand ils savent que la fiscalité est progressive, que l'évasion fiscale n'est pas importante et que les dividendes sont limités. Il était important aussi que le revenu réel moyen ait été en hausse. En revanche, le fait que ce revenu accru ait été distribué sous la forme de salaires aux pièces plus élevés, et non pas sous la forme d'une réduction des prix, a eu pour effet d'entraîner une hausse graduelle du niveau des prix, puisqu'il était nécessaire de relever périodiquement les taux de salaires des travailleurs rémunérés à l'heure, ainsi que ceux des ouvriers travaillant dans les industries dont la productivité ne pouvait guère augmenter beaucoup.

L'un des principaux points d'appui de la politique de stabilité des salaires nominaux dans le groupe des pays de l'Europe septentrionale disparaîtra si la hausse des prix des importations se répercute sur l'indice du coût de la vie, comme cela semble être le cas partout actuellement. La lutte pour le relèvement des salaires a abouti déjà à quelques résultats dans tous ces pays, mais il est difficile de penser que la spirale des prix et des salaires ne continuera pas à monter. A la suite de cette évolution, on risque de voir ces pays perdre l'un des principaux avantages dont ils ont bénéficié plus longtemps en somme que ne le justifiait l'évolution des prix pendant les dix dernières années, à savoir la confiance dans la valeur durable de la monnaie.

France

Depuis l'été de 1950, on a pu constater en France un progrès très net de la production et, en même temps, une hausse considérable du niveau des prix. La production industrielle, qui était restée stationnaire entre le milieu de 1949 et l'automne de 1950, a dépassé au premier trimestre de 1951 de 8 à 10% le niveau atteint un an plus tôt. L'évolution des prix a été moins favorable. Les prix de gros ont augmenté de 30% pendant la période de neuf mois qui s'est écoulée entre juin 1950 et mars 1951, et, pour les produits industriels (dont l'indice des prix ne comprend toutefois pas les articles manufacturés finis), la hausse des prix a atteint jusqu'à 46%. Dans le même temps, le coût de la vie a augmenté de 15% environ. En mars 1951, un relèvement général des salaires de 12 à 15% est intervenu. Ces mouvements des prix sont bien plus marqués que s'ils avaient uniquement été le résultat direct et inévitable de la hausse des prix étrangers. Il semble que, dans le cas de la France, l'action des forces extérieures ait été accentuée par des mouvements spéculatifs qui ont entraîné une hausse particulièrement forte et rapide du niveau des prix intérieurs. Un autre symptôme de ce mouvement ascensionnel qui se manifeste en France, c'est l'accroissement de la vitesse de circulation de la monnaie : entre janvier 1950 et janvier 1951, le montant de la monnaie en circulation n'avait augmenté que de 16%, alors que certaines évaluations permettent d'estimer que la valeur des échanges monétaires a augmenté de 25% environ.

Les dépenses au titre de la défense nationale et du réarmement inscrites dans le budget de la France pour 1951 se chiffrent à quelque 800 milliards de francs [1], soit 10% environ du revenu national net, contre 6% en 1950. Pour les années suivantes, une nouvelle augmentation est prévue, mais aucun plan précis n'a encore été établi. Même si la totalité de la somme prévue au budget pour 1951 n'est pas effectivement dépensée cette année, le programme d'armement représente une lourde charge pour l'économie française, au regard de laquelle les pertes réelles qu'elle a supportées du fait de l'aggravation du taux d'échange sont peu importantes. Il se peut que la production industrielle en 1951 dépasse de quelque 10% le niveau qu'elle a atteint en 1950, mais pour ce qui est de l'agriculture, une production égale tout au plus à celle de 1950 semble être la prévision la plus optimiste qu'on puisse faire. L'augmentation totale du volume de la production suffira donc à peine à compenser l'accroissement des dépenses militaires.

Pareille situation entraînerait un risque d'inflation dans n'importe quel pays. En France, ce risque est particulièrement grave, car ce pays vient à peine de sortir d'une période de graves désordres monétaires,

[1] Sur ce total, des dépenses pour 70 milliards de francs ont pu être couvertes grâce à l'aide financière reçue de l'étranger au cours du premier semestre de 1951. On escompte l'octroi d'une somme du même ordre de grandeur pour le second semestre de l'année.

et le maintien de l'équilibre semble subordonné à une augmentation assez régulière des niveaux de consommation.

La vulnérabilité très grande de l'économie française aux mouvements inflationnistes s'explique en partie par l'histoire monétaire de ce pays au cours des trente-cinq dernières années, et en partie par le fardeau particulièrement lourd que les destructions causées par deux guerres font peser sur l'économie française.

Le trait caractéristique de l'évolution monétaire de la France depuis 1914 est la régularité avec laquelle le pouvoir d'achat du franc s'est amenuisé. Sans doute, d'autres pays d'Europe ont connu, pendant de brèves périodes de temps, une inflation bien plus violente, mais en France, si l'on examine les choses de façon rétrospective, on s'aperçoit que l'inflation prend la forme d'un processus continu qui n'a été interrompu que par une brève période de stabilité, de 1926 à 1929, et par la grande crise économique mondiale. De ce fait, le public a été de moins en moins tenté d'épargner du revenu personnel [1]. Non seulement le manque de confiance dans la stabilité de la monnaie a pour effet de réduire le montant total de l'épargne privée, mais encore il tend à établir une liaison directe entre l'investissement et l'épargne d'une manière qui n'est pas favorable à la meilleure répartition des ressources disponibles pour l'investissement [2]. Le faible niveau de l'épargne personnelle au cours des années d'après guerre est évidemment une circonstance particulièrement grave dans un pays où des difficultés d'ordre politique et psychologique s'opposent à la mise en œuvre du système fiscal sévère et efficace qui serait nécessaire pour remplacer l'épargne privée par l'épargne publique.

C'est dans ces conditions générales, qui tiennent à la fois à la psychologie et aux institutions, que la France, sortant de la guerre et de l'occupation avec un revenu réel extrêmement faible et sa richesse nationale fortement diminuée, a entrepris dès le lendemain de la guerre à la fois d'exécuter un vaste programme d'investissements publics et de développer énormément le régime de la sécurité sociale. La mise en œuvre de ces mesures nouvelles, toutes deux très nécessaires, a été financée, pour une bonne part, grâce à l'inflation. En 1950, la valeur réelle des gains horaires restait au-dessous du niveau d'avant guerre, alors que la somme des salaires proprement dits et des prestations sociales avait à peu près augmenté autant que les prix. Tout le système de la sécurité sociale a, en fait, été financé au moyen d'une vaste redistribution des revenus au sein des classes laborieuses [3]. La diminution de la valeur réelle du gain horaire a naturellement encouragé les revendications de salaires.

Vers la fin de 1948, l'inflation d'après guerre s'était arrêtée, et cette stabilité relative a duré jusqu'au milieu de 1950. Cette stabilisation s'explique par la forte augmentation de la production de biens de consommation, tant agricoles qu'industriels. Pour la première fois depuis 1940, la production de denrées alimentaires suffisait à satisfaire la demande, et les prix des denrées agricoles fléchirent sensiblement. En revanche, les prix des matières industrielles de base ont été relevés, ce qui a provoqué un déplacement du revenu en faveur des bénéfices de la grande industrie, d'où un accroissement de l'épargne. En même temps, le Gouvernement a fait un effort pour renforcer les impôts directs en modernisant le système fiscal et en opérant un prélèvement extraordinaire sur le capital.

Pour bien saisir les problèmes devant lesquels la France se trouve actuellement placée, il importe de ne pas perdre de vue le fait que la stabilisation relative de la situation monétaire en 1949 avait été rendue possible grâce à une évolution très favorable de la situation de l'offre, ce qui permettait d'augmenter sensiblement les salaires réels, en même temps que la part des bénéfices dans le revenu total augmentait elle aussi.

Indépendamment du fait que l'épargne reste peu importante et qu'une pression persistante dans le sens d'un relèvement des salaires reste probable, le danger d'inflation est encore accentué en raison de la faible mobilité de la main-d'œuvre qui tend à empêcher la production de croître assez pour répondre

[1] Malgré le taux élevé de l'intérêt, 1949 a été la première année depuis 1935 où l'épargne de revenus fixes ait donné lieu à un intérêt positif (de l'ordre de 1 %), compte tenu de la hausse du niveau des prix.

[2] De cet état de choses, la forme la plus extrême est la thésaurisation de l'or. L'or thésaurisé par les particuliers en France atteint une quantité globale que les évaluations vont jusqu'à chiffrer à 2.000 milliards de francs.

[3] Alors qu'en 1950, le coût de la vie était de 17 à 18 fois plus élevé qu'en 1938, les gains horaires des ouvriers du sexe masculin à Paris ne dépassaient que de 11 fois environ le niveau de 1938. Quant à l'indice des gains horaires moyens pour les deux sexes, sur l'ensemble du territoire, il atteignait environ 1.500 (1938 = 100), et, si l'on tient compte des paiements effectués au titre de la sécurité sociale et des allocations familiales ainsi que de l'allongement de la durée du travail hebdomadaire, cet indice a atteint le chiffre de 1.850 environ. (Voir A. Sauvy : « Les salaires dans l'économie française », *Revue économique*, décembre 1950, p. 514.)

à une demande plus grande. La cause de cette faible mobilité de la main-d'œuvre doit elle-même être cherchée surtout dans l'incapacité où l'on se trouve d'augmenter l'effectif de la population d'âge actif et dans la grave pénurie de logements qui a pour effet de fixer les gens à l'endroit où ils se trouvent avoir un logis. D'autre part, il n'est pas possible de remédier à la pénurie de logements sans une augmentation du nombre d'ouvriers du bâtiment dont l'effectif a en fait diminué au cours des dernières décades [1].

Le problème nouveau qui se pose à la politique économique de la France du fait du réarmement est double : il s'agit, d'une part, de maintenir l'équilibre budgétaire d'ensemble, et, d'autre part, d'empêcher un mouvement inflationniste résultant de pénuries particulières dans des secteurs où la demande due à la production d'armements fait concurrence à la demande civile. Le budget de l'Etat établi pour 1951 prévoit une légère diminution des investissements publics et un renforcement de la fiscalité, mais, même si l'on tient compte de l'augmentation prévue de l'aide étrangère, il subsistera un déficit global sensiblement plus élevé que celui de 1950. L'évolution très rapide de la situation à la fin de 1950 et pendant les premiers mois de 1951 — avant même que les dépenses de réarmement aient été effectivement engagées sur une vaste échelle — donne à croire qu'il ne sera peut-être pas possible de maintenir le déficit budgétaire dans les limites primitivement prévues. La principale difficulté à cet égard tient au fait que le relèvement du taux des impôts indirects tend à aboutir à une nouvelle hausse des prix et, partant, à des revendications de salaires, alors qu'une augmentation du taux des impôts directs risque de donner lieu à une aggravation de l'évasion fiscale plutôt qu'à des recettes accrues. Bien que des progrès très nets aient été accomplis au cours des dernières années [2], on s'accorde à reconnaitre que l'évasion fiscale pose un problème extrêmement grave qui ne peut évidemment être résolu d'une année à l'autre [3].

Italie

Plus haut dans la présente section, l'Italie a été mentionnée parmi les pays qui ne sont parvenus à freiner l'inflation, depuis la guerre, qu'en restreignant les crédits au point de maintenir la production bien en deçà des limites que pourraient lui imposer ses possibilités techniques. En 1951, il est probable que l'industrie mécanique italienne, qui est l'une des rares, en Europe, dont la capacité de production ne soit pas encore pleinement utilisée, recevra des commandes accrues pour l'exportation, et la marge d'expansion de cette industrie s'en trouvera augmentée d'autant. Par ailleurs, le Gouvernement italien lui-même envisage un accroissement sensible des dépenses militaires, et cette circonstance, à laquelle vient s'ajouter l'impulsion donnée en ce sens par la hausse du coût des importations, risque de provoquer une rechute inflationniste. Jusqu'ici, la hausse du coût de la vie a été faible : 10% au cours de la période de douze mois se terminant en mars 1951.

Une nouvelle hausse du niveau des prix risque de compromettre gravement la réalisation des projets de développement économique dont la mise sur pied avait été l'événement majeur de la politique économique italienne en 1950 [4]. Même si l'on ne réduit pas

[1] Il est vrai que ce qui a limité la construction de logements en 1950, c'était l'insuffisance des crédits disponibles, mais il n'empêche qu'une expansion de l'activité du bâtiment se heurterait très vite à l'obstacle beaucoup plus décisif de l'insuffisance de main-d'œuvre. En 1950, le nombre de nouveaux logements construits a été de 60.000 à 70.000. Il serait vraisemblablement possible de porter ce chiffre à 100.000 environ si l'on utilisait pleinement toute la main-d'œuvre disponible. Pourtant, si l'on voulait seulement satisfaire les besoins résultant des changements démographiques intéressant l'effectif total et la répartition de la population et faire face à la détérioration normale des logements existants, c'est-à-dire empêcher une nouvelle baisse des normes d'habitation, il faudrait construire par an 190.000 logements. Si, en outre, on voulait, pendant une période de trente ans, remédier aux effets des deux guerres et à l'insuffisance d'entretien des logements existants entre ces deux guerres, le nombre annuel des logements nouveaux à construire devrait dépasser 300.000. (Voir L. Henry : « Perspectives relatives aux besoins de logements », *Population*, 1950, pp. 493-512.)

[2] L'amélioration récente des recettes fiscales ressort des chiffres suivants (en milliards de francs au pouvoir d'achat de 1938) :

	Total	*Part des impôts sur le revenu et sur le capital perçus par l'Etat*
1938	66,6	24,2
1946	69,2	27,2
1947	69,8	27,3
1948	69,6	21,3
1949	83,5	25,1
1950	92,5	31,2

Source : Etudes et Conjoncture, 1951, N° I, p. 116.

[3] Dans les prévisions budgétaires pour 1951, des recettes extraordinaires chiffrées à 20 milliards de francs (soit moins de 1% du total des recettes) sont inscrites comme devant provenir de l'augmentation des recettes obtenue grâce à l'intensification de la lutte contre l'évasion fiscale.

[4] Un organisme d'Etat, la *Cassa del Mezzogiorno*, a été créé en 1950, avec l'autorisation de dépenser 1.000 milliards de lires de fonds publics pendant une période de dix ans pour la réforme agraire, l'asséchement et l'irrigation des terres, la construction de routes et d'ouvrages d'hydraulique, ainsi que d'autres projets spéciaux tels que la mise en valeur des régions montagneuses et l'aménagement des sites touristiques.

les fonds alloués pour l'exécution de certains projets comme la réforme agraire et la mise en valeur des régions déshéritées du Sud, pour pouvoir payer les armements plus coûteux, la valeur réelle de ces fonds diminuera sans doute. (On ne peut guère escompter une augmentation effective des crédits accordés pour compenser ces dépenses, à moins que l'on n'obtienne — ce qui paraît douteux en l'absence d'une refonte totale du régime fiscal — une augmentation équivalente du produit des impôts directs, puisque le résultat net de cette évolution aboutirait à aggraver davantage encore la pression inflationniste.) Par conséquent, et aussi paradoxal que cela puisse paraître, à moins que des mesures efficaces ne puissent être prises pour faire échec à l'inflation, le danger est grand de voir le coût des dépenses accrues d'armement et l'évolution défavorable du taux d'échange — mesuré en investissements perdus — être aussi élevé que si l'Italie avait déjà réalisé le plein emploi, au lieu d'avoir la plus grande réserve de main-d'œuvre inutilisée qui existe en Europe [1].

Ce n'est là, d'ailleurs, qu'une manière différente de poser le problème fondamental de la politique économique italienne, à savoir l'incapacité où ce pays se trouve d'obtenir une expansion soutenue de la production sans inflation. Ce problème est plus grave dans le cas de l'Italie que dans celui d'un pays comme la France, parce qu'en Italie, dont la population d'âge actif augmente régulièrement et rapidement, il faut que la production augmente de façon continue si l'on veut éviter un accroissement effectif du nombre des chômeurs. On peut se faire une idée de l'ampleur de ce problème en rappelant ce qui s'est passé en Italie l'année dernière. Comme on l'a fait observer au Chapitre 2, il y a eu, en 1950, une certaine augmentation de la production industrielle, un accroissement sensible de l'activité du bâtiment et, en partie grâce au surplus de 50 milliards de lires dépensés par les touristes étrangers pendant l'Année sainte [2], un progrès dans l'activité du secteur tertiaire (c'est-à-dire des services). Or, d'autre part, d'après l'évaluation officielle [3], le marché du travail n'a pu absorber plus que l'accroissement de la population active, soit 150.000 hommes, compte tenu du chiffre net d'émigrants. Un cinquième environ de la population active totale — c'est-à-dire 4 millions de personnes — est resté en chômage [4]. A certains égards, la situation s'est encore aggravée. Ainsi, en janvier 1950, 20% des chômeurs enregistrés comme tels étaient des jeunes gens en quête de leur premier emploi ; un an plus tard, cette proportion atteignait 23%. De même, la proportion de jeunes travailleurs (âgés de moins de 18 ans) par rapport à l'effectif total des travailleurs employés, qui avait été de 6,7% en 1948 et de 5,9% en 1949, était seulement de 5,4% en 1950 [5].

Il est facile de suggérer des moyens qui permettraient de faire tirer parti de l'équipement inutilisé par la main-d'œuvre oisive [6], de manière que la capacité inemployée de production pût servir à consolider la structure de l'économie italienne. Il n'est pas difficile, non plus, d'énoncer des critères permettant d'établir un ordre de priorité entre les différents projets d'investissement qui se trouveraient en concurrence les uns avec les autres. Deux critères sont, à dire vrai, évidents. Dans un pays où les principales entraves à la production ont toujours été le fait d'une insuffisance d'énergie et de combustibles, il semblerait raisonnable de faire porter tous les efforts sur la mise en valeur des ressources intérieures en énergie. Dans un pays où la consommation de denrées alimentaires est faible et où une forte proportion du revenu marginal [7] est appelée à être dépensée en denrées alimentaires, l'une

[1] Dès maintenant, certaines indications laissent prévoir que le nombre de maisons dont la construction sera entreprise sera plus faible en 1951 qu'en 1950, faute de fonds.

[2] D'après une évaluation faite par le Professeur L. Livi, publiée dans les *Lettere d'affari*, 10 février 1951.

[3] *Relazione generale sulla situazione economica del paese* presentata dal Ministro del Tesoro alla Prezidenza il 30 marzo 1951, p. 5.

[4] Cette évaluation du chômage total, ouvert et caché, est celle qui est donnée dans l'ETUDE pour 1949, p. 77.

[5] On trouvera une analyse approfondie des statistiques de l'emploi et du chômage dans « Il mercato del lavoro in Italia nel 1950 », *Rassegna di statistiche del lavoro*, 1951, N° 1, pp. 60-70.

[6] Les évaluations publiées indiquent que le degré d'utilisation de la capacité existante, même à la fin de 1950, n'était que de 60% dans les fabriques de tracteurs, de 50% dans les fabriques d'engrais azotés, et de 65% dans l'industrie du ciment. Ces exemples sont cités en raison de l'importance manifeste des produits de ces industries pour tout programme d'investissement conçu de façon adéquate pour l'Italie ; des évaluations tout aussi frappantes ont été établies pour maintes autres industries. Il y a lieu de penser que les chiffres afférents à la capacité dont on s'est servi dans la plupart des calculs comprennent des installations coûteuses mais vétustes ; cependant, du point de vue de l'intérêt national, il serait économiquement judicieux de les utiliser même à un coût élevé.

[7] D'après l'évaluation officielle publiée dans les *Lettere d'affari* du 10 février 1951, p. 67, les dépenses en denrées alimentaires représentent 64% des dépenses totales de consommation. Il ne semble pas que la propension marginale à consommer des denrées alimentaires doive être inférieure à ce chiffre, pour ce qui est des catégories inférieures de revenus qui sont les plus directement atteintes par un programme d'expansion de la production.

des choses les plus urgentes à faire est, bien entendu, d'augmenter la capacité de l'Italie de produire des denrées alimentaires. Dans un pays où la main-d'œuvre est abondante et où la mobilité de celle-ci est faible, il serait sans doute indiqué, aussi, de donner la préférence aux projets d'investissement qui impliquent une grosse utilisation de main-d'œuvre.

Si l'on voulait appliquer systématiquement ces principes, on ne manquerait pas de heurter dans une certaine mesure les intérêts particuliers existants. En effet, le coût de l'entrepreneur et le coût social ne sont certes pas toujours identiques ; ainsi, du point de vue d'un entrepreneur privé, il lui semblera sans doute plus économique de construire des centrales électriques thermiques plutôt que d'augmenter le nombre des centrales hydro-électriques dont la construction exige des mises de fonds plus considérables, même si le coût d'exploitation en est moindre. Au point de vue social, en revanche, il n'est pas douteux que la construction de centrales thermiques constitue, des deux, la solution la moins souhaitable, particulièrement du fait que l'Italie doit importer la majeure partie du charbon dont elle a besoin. D'ailleurs, ce n'est pas seulement dans le domaine des investissements intérieurs que les critères évoqués plus haut devraient être appliqués : on jugera peut-être que certains projets d'investissement à l'étranger qui ont la faveur du public (comme, par exemple, l'aide à l'établissement des émigrants) constituent un luxe dans les circonstances actuelles.

Mais, de toute manière, l'acceptation de ces principes ne constituerait que la première étape dans la voie du sérieux effort qui devrait être fait pour essayer de remédier aux vices de structure de l'économie italienne. Si l'on veut que des projets d'investissement sur une vaste échelle puissent être exécutés sans inflation, il faudra prendre des mesures pour empêcher les revenus supplémentaires ainsi créés d'être gaspillés sous la forme d'une hausse des prix des denrées alimentaires ; ceci implique soit un accroissement très sensible des approvisionnements en denrées alimentaires, soit le rationnement, ne serait-ce que de certaines d'entre elles. Etant donné qu'à brève échéance, l'augmentation marginale des approvisionnements de l'Italie en denrées alimentaires ne peut être obtenue qu'en augmentant les importations ou en diminuant les exportations (par exemple pour le riz), on ne pourrait éviter une aggravation de la balance des paiements qu'en soumettant à une sélection très stricte les demandes d'importation ou en encourageant de façon aussi systématique qu'énergique les exportations dans les autres secteurs de l'économie [1].

Le fait d'adopter de pareilles mesures de contrôle et une réforme radicale du système des impôts directs [2] constituerait une décision révolutionnaire pour l'Italie. Mais, si on ne la prend pas, il faut craindre que l'Italie ne retombe une fois de plus dans la situation qui est traditionnellement la sienne : inflation et chômage massif.

Allemagne occidentale

En 1951, l'Allemagne occidentale devra faire face à des frais d'occupation accrus et à une augmentation des exportations provoquée par la nécessité de compenser l'évolution défavorable de son taux d'échange. Cette ponction supplémentaire sur les ressources de l'Allemagne occidentale n'atteindra probablement guère plus de 5 à 6% du revenu national net de 1950. Si, comme cela semble souhaitable, le déficit de la balance commerciale pouvait être réduit des deux tiers, par exemple, sans entraîner pour autant une diminution sensible des importations, il serait nécessaire d'augmenter encore les exportations d'un montant équivalant à 2 à 3% du produit national de 1950.

Dans ces conditions, il n'y a aucune raison de penser que cette demande supplémentaire dont les ressources de l'Allemagne occidentale feront l'objet doive imposer une charge nette à l'économie de ce pays. Malgré la rapidité de l'essor économique de 1950, l'Allemagne occidentale est encore l'un des deux ou trois pays d'Europe où il existe d'importantes réserves de main-d'œuvre et de capacité industrielle inemployées ; et on a estimé au Chapitre 2 que la production industrielle pourrait dépasser, en 1951, de 20% le chiffre de 1950 si l'approvisionnement en matières industrielles est suffisant pour ne pas entraver la production [3]. Il s'ensuivrait un accroissement du

[1] Sauf, bien entendu, dans la mesure où une aide pourrait être reçue de l'étranger.

[2] Pour ce qui est des imperfections du système actuel d'imposition des revenus et du mode de recouvrement de l'impôt, voir le *Bulletin économique pour l'Europe*, Vol. 2, N° 3, pp. 71-74.

[3] Une enquête récemment effectuée par sondage dans un certain nombre d'entreprises allemandes aboutit à des résultats du même ordre. Les réponses données à cette enquête indiquent que la production industrielle pourrait, en six mois, être accrue de 12% au moins, par rapport au niveau de pointe atteint à la fin de 1950, pourvu que l'approvisionnement en matières industrielles soit suffisant. Voir *I.F.O. Schnelldienst*, Munich, N° 47, 1950.

revenu national de 8 à 10% au moins, même si l'on ne tient pas compte des effets indirects que cet état de choses est appelé à avoir sur les activités autres que celles du secteur industriel.

Il est évident, toutefois, qu'à moins que des changements radicaux ne soient apportés à la politique générale actuellement suivie, la possibilité pour l'Allemagne occidentale de faire face à cette demande supplémentaire sera limitée, et cela en partie à cause des insuffisances de la politique pratiquée jusqu'ici.

En premier lieu, malgré le volume considérable du chômage, la main-d'œuvre reste un facteur de production dont l'offre est insuffisante par rapport à la demande dans plusieurs régions industrielles. Cela résulte de la répartition géographique inégale du chômage, lequel frappe surtout les régions agricoles qui comptent de vastes contingents de réfugiés. Si l'on voulait ramener le taux du chômage du Schleswig-Holstein, par exemple (27%), au taux qui prévaut actuellement en Rhénanie du Nord-Westphalie (moins de 5%), il faudrait faire plus qu'augmenter l'ensemble de la demande. Il faudrait construire des maisons, former des travailleurs à de nouvelles professions et leur donner des encouragements suffisants pour triompher de l'inertie dont font naturellement preuve des réfugiés qui ont déjà changé une fois de métier et de lieu de résidence.

En second lieu, dès l'hiver 1950/51, le développement de la production industrielle a été entravé, non pas par une pénurie de matières importées, mais surtout par l'insuffisance de l'approvisionnement en charbon, en énergie électrique et en acier produits dans le pays même. Cela rejoint le fait, déjà mentionné au Chapitre 2, que le développement économique en Allemagne occidentale s'est fait de façon très inégale selon les différentes branches d'industrie. Au mois de mars 1951, alors que l'indice de la production industrielle dépassait de 35% le niveau de 1936, la production de charbon ne dépassait que de 10% ce niveau, et l'indice de production de l'industrie sidérurgique était encore inférieur de 17% au niveau de 1936.

Ce déséquilibre dans l'expansion économique peut s'expliquer par l'absence de toute politique cohérente en matière d'investissements. En Allemagne occidentale, les entrepreneurs individuels sont restés libres, dans une très large mesure, de déterminer eux-mêmes l'orientation des investissements. Ceux qui disposaient de bénéfices qu'ils pouvaient mettre en réserve ont été autorisés à les investir comme bon leur semblait ; des mesures d'ordre fiscal les encourageaient à réinvestir ces bénéfices dans leurs propres entreprises. Cette politique eût pu ne pas donner de mauvais résultats si toutes les industries avaient eu la même possibilité de faire de gros bénéfices. Mais comme les industries-clés du charbon, de l'énergie électrique et de l'acier sont relativement peu rentables, étant donné que seuls les prix de ces industries sont soumis au contrôle (alors que tous les autres prix industriels ne le sont pas), la confusion inhérente à cet état de choses a été rendue plus grave encore. Les investissements fixes, se chiffrant à 20% du total des ressources disponibles, ont été relativement élevés, mais, dans ce total, la part des transports, des industries extractives, des aciéries, des services publics et de l'agriculture a été anormalement faible [1].

Par conséquent, si le Gouvernement de l'Allemagne occidentale veut éliminer les mauvaises conditions qui règnent dans les secteurs défavorisés, il devra, comme on le reconnaît maintenant d'une façon générale, exercer son pouvoir de façon bien plus nette qu'auparavant, pour orienter les investissements de manière qu'ils soient productifs pour l'ensemble de la communauté. De façon plus précise, il devra susciter la construction de maisons pour les travailleurs dans les régions industrielles, dans le dessein d'augmenter la mobilité de la main-d'œuvre, et il devra également développer les investissements dans les industries-clés, afin que les ouvriers, ainsi rendus plus mobiles, puissent disposer des matériaux nécessaires pour leur travail.

Cependant, s'il est vrai qu'une telle politique est propre à donner certains résultats assez rapidement, il faudra plus de temps pour que d'autres avantages se fassent sentir et, dans l'intervalle, on risque de se trouver en présence d'une inflation provoquée par un accroissement de la demande, si une partie de ces investissements supplémentaires n'est pas contrebalancée par une réduction de la demande dans d'autres secteurs, et cela en raison de l'essor qui se manifeste actuellement dans l'Allemagne occidentale depuis les événements de Corée, ainsi que du fait que les exportations allemandes vont vraisemblablement augmenter. Si l'on veut éviter une telle situation, il faudra sans doute restreindre les catégories d'investissements les moins indispensables et la consommation de luxe des groupes à revenus élevés, investissements et consommation qui se développent très rapidement en Allemagne occidentale comme dans quelques

[1] Pour de plus amples détails, voir les Tableaux 24 et 25.

autres pays où les profits sont élevés et où la discipline fiscale est insuffisante.

Le danger d'une forte augmentation des prix de revient va également en s'aggravant. Entre décembre 1950 et mars 1951, le coût de la vie a augmenté de 6%, principalement en raison de la hausse des prix des importations survenue précédemment. Le Gouvernement a récemment décidé de relever les prix contrôlés des produits de base et des céréales, dans le double dessein d'inciter les intéressés à utiliser ces produits parcimonieusement et à augmenter la rentabilité des industries productrices. Lorsque ces hausses de prix entreront en vigueur au mois de juin, il y aura forcément une nouvelle augmentation du coût de la vie, ce qui ne manquera guère de provoquer des revendications de salaires. Il est difficile de voir comment on pourrait éviter une hausse des prix de revient, sans avoir recours soit au contrôle des prix et des profits, soit à un relèvement du taux des impôts sur les bénéfices et à un renforcement de la perception desdits impôts.

On voit donc que la situation en Allemagne occidentale est extrêmement complexe. Si les restrictions de crédit récemment appliquées se poursuivent sans différenciation aucune, la demande s'en trouvera freinée et le danger d'inflation sera réduit d'un côté, mais cela rendra plus difficile à l'avenir une expansion cohérente de la production. D'autre part, si on laisse les investissements et la demande de biens de consommation augmenter sans limite, et si l'on y ajoute l'accroissement des investissements dans la construction de logements et dans les industries-clés, la pression inflationniste intérieure s'en trouvera accentuée. Laisser se poursuivre les hausses de prix déjà décidées sans être prêt à accorder en contrepartie des augmentations de salaires, ce serait essayer de perpétuer une répartition du revenu qui n'est possible que dans une situation où une grande partie de la population est en chômage.

On constate, par conséquent, qu'il n'existe pas de remède simple. Ce qu'il faut, c'est une politique extrêmement nuancée qui permette de maintenir, voire d'augmenter la pression exercée par la demande dans certains secteurs, tout en « résorbant » simultanément les augmentations excessives appelées à se produire dans d'autres secteurs. Pour y arriver, il faudra sans doute placer le fonctionnement du système économique sous un contrôle bien plus direct et plus réfléchi que cela n'a été le cas depuis la réforme monétaire de 1948.

Les pays scandinaves, la Finlande et les Pays-Bas

Dans chacun des trois pays scandinaves, en Finlande et aux Pays-Bas, le problème de l'inflation se pose dans des conditions sensiblement analogues, bien que l'on puisse constater certaines différences importantes non seulement dans la façon dont les événements internationaux actuels agissent sur l'économie de ces pays, mais encore dans l'aptitude dont ceux-ci font preuve pour résister aux nouvelles forces inflationnistes. Indépendamment du fait que ces cinq pays ont, dans les grandes lignes, une structure organique assez semblable, le principal caractère qu'ils ont en commun est d'être fortement tributaires du commerce extérieur [1]. Il est donc inévitable que des modifications touchant le niveau des prix des marchandises qui font l'objet du commerce extérieur aient de fortes répercussions sur le niveau des prix intérieurs, et il peut se faire que le revenu national réel soit fortement influencé par une modification du taux d'échange.

En septembre 1949, tous ces pays décidèrent de dévaluer leur monnaie dans la même proportion que la livre sterling [2]. Cette décision fut prise dans l'idée que les prix à l'exportation — qu'ils fussent fixés par des contrats de longue durée ou non — ne varieraient pas beaucoup, chiffrés en livres sterling. Une part considérable du commerce de ces pays s'effectue avec le Royaume-Uni, et les prix de leurs exportations sont assez généralement fixés en livres sterling, de sorte que le taux d'échange de ces pays ne risquait pas d'être fortement touché, selon que l'on se décidât à suivre l'exemple de la livre sterling ou non ; ces pays ne pouvaient pas davantage escompter qu'une modification du cours de change de leur monnaie aurait pour effet d'entraîner une modification tant soit peu importante du volume des exportations, lesquelles étaient essentiellement fonction de l'évolution de la production. Pour ces raisons, la décision qui a été prise de dévaluer les monnaies dans la même proportion que la livre sterling s'inspirait de considérations intéressant la répartition intérieure plutôt que les avantages dont pourrait bénéficier la capacité de concurrence des pays en cause [3].

---

[1] Voir la note 1, page 152.

[2] En Finlande, cette dévaluation s'ajoutait à la dévalorisation de 16% à laquelle ce pays avait procédé au mois de juillet 1949.

[3] Aux Pays-Bas, cependant, les considérations relatives à la capacité de concurrence des articles manufacturés ont joué un rôle au moins aussi grand. Peut-être en a-t-il été de même en Suède.

Contre toute attente, les prix des produits forestiers, qui sont le plus important des articles entrant dans les exportations de la Suède et de la Finlande, se sont mis à monter peu de temps après la dévaluation, et ce mouvement de hausse a été accentué encore par les événements politiques de l'année 1950. Il s'ensuit que le problème de la diminution des ressources disponibles résultant d'une évolution défavorable du taux d'échange ne se pose pas, d'une façon générale, pour la Suède et la Finlande ; mais il s'ensuit aussi que les prix intérieurs sont poussés à la hausse sous la double influence des importations et des exportations [1] et que l'augmentation relative des bénéfices, qui en résulte, a pour effet non seulement d'encourager les revendications de salaires, mais encore d'affaiblir la résistance que les employeurs peuvent y opposer. Au Danemark et aux Pays-Bas, les exportations sont constituées, pour une part prédominante, par des denrées alimentaires d'origine animale et par des articles industriels manufacturés, dont les prix n'ont guère augmenté ou sont restés stables. La forte aggravation du taux d'échange, s'ajoutant à l'accroissement marqué des importations qui a suivi la libération des échanges, a, de ce fait, provoqué un nouveau gonflement du solde déficitaire — déjà très important — de la balance des paiements de ces pays. Pour ce qui est de l'évolution récente du taux d'échange, la situation de la Norvège est analogue à celle de la Suède et de la Finlande (car la légère altération du taux d'échange des marchandises norvégiennes a été presque entièrement contrebalancée par la hausse des tarifs des transports maritimes), mais la Norvège, tout comme le Danemark et les Pays-Bas, est contrainte de réduire le déficit très considérable de sa balance des paiements [2].

Dans tous ces pays, sauf en Finlande, on prévoit une augmentation sensible des dépenses militaires. Aux Pays-Bas, cette augmentation semble devoir être particulièrement forte dans le proche avenir, puisqu'elle équivaudra à peu près à 3% du revenu national actuel.

Ainsi donc, le Danemark, la Norvège et les Pays-Bas doivent en même temps s'opposer à une forte montée des prix due à des causes s'exerçant de l'extérieur, et améliorer leur balance des paiements, à mesure que diminuera l'aide étrangère et qu'augmenteront les dépenses militaires, l'effet combiné de ces deux circonstances étant de diminuer le taux d'augmentation, voire le volume en chiffres absolus, des ressources qui sont disponibles pour être utilisées par le secteur civil dans le pays même. En Suède et en Finlande, en revanche, la situation « réelle » ne s'est pas jusqu'à présent aggravée dans une mesure importante. Mais cela ne veut nullement dire que les poussées inflationnistes récentes aient été moins graves dans ces deux pays. A la vérité, elles ont, au contraire, été plus violentes.

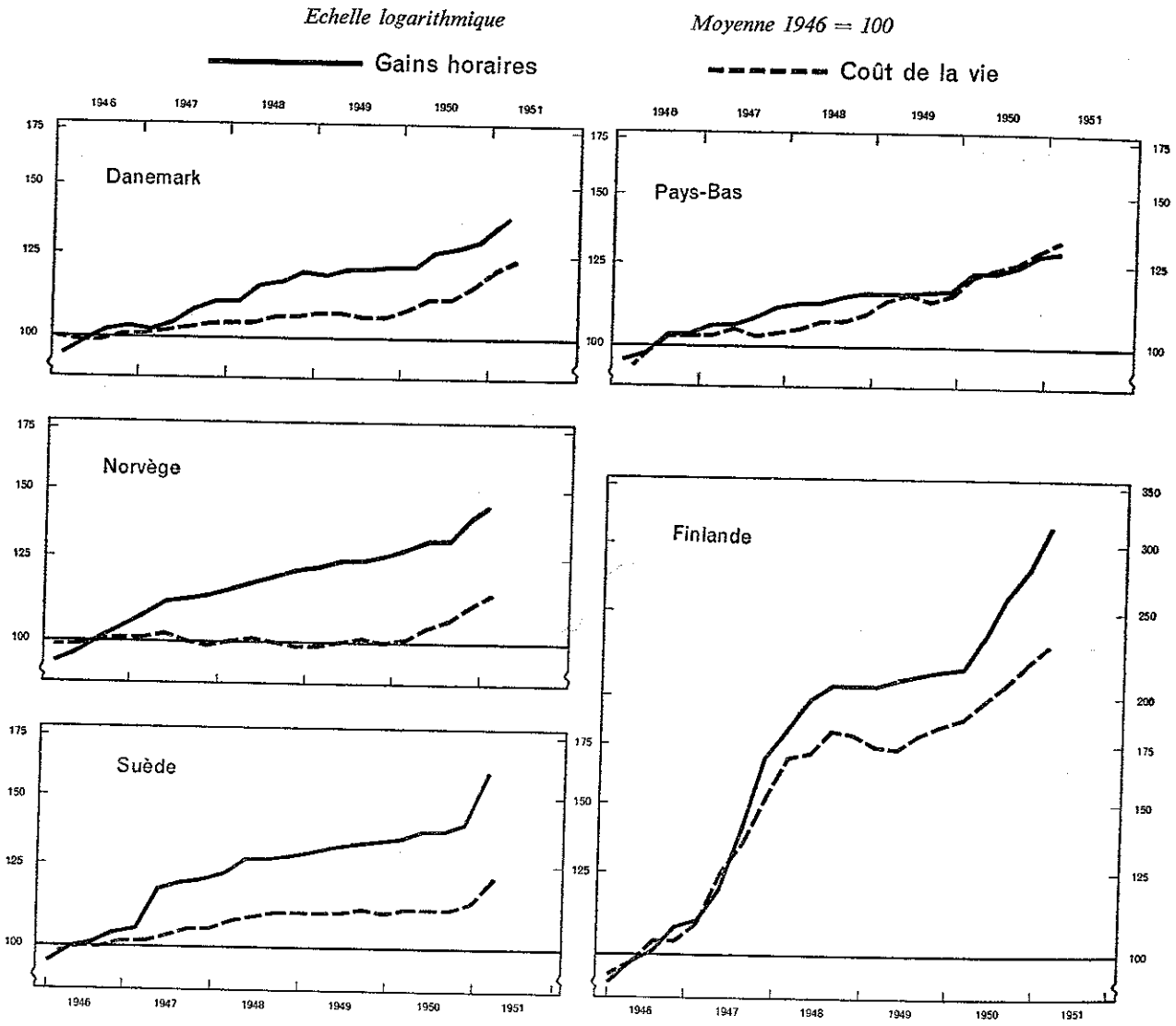
Pour donner au lecteur le recul nécessaire à l'intelligence des phénomènes inflationnistes les plus récents, on a indiqué dans le Diagramme 10 l'évolution qu'ont suivie, depuis 1946, le coût de la vie et les gains horaires dans ces cinq pays. On peut distinguer fort nettement trois phases dans cette période. La première, qui s'étend sur les années 1946-1947, fut une phase de forte pression inflationniste. En Finlande, prix et salaires montèrent fortement ; dans les autres pays, un système complet de mesures de contrôle empêcha la pression inflationniste d'agir trop fortement sur le niveau des prix. L'année 1948 et la première partie de l'année 1949 constituent la seconde phase, que marqua un équilibre intérieur approximatif ; les mesures de contrôle furent partiellement levées et le niveau des prix demeura stable. En Suède, cette stabilisation fut grandement favorisée par la conclusion d'un accord qui bloqua les salaires pour deux ans. Les Pays-Bas sont le seul pays où les prix à la consommation aient subi, en raison surtout de la suppression des subventions, une forte hausse au cours de cette phase et où les salaires réels aient diminué. La troisième phase, qui est la plus récente, est caractérisée par une forte hausse des prix et des salaires, qui s'est déclenchée aussitôt après la dévaluation au Danemark, en Finlande et aux Pays-Bas, tandis qu'en Suède, un système de subventions a retardé les conséquences de la dévaluation. Ces subventions ont été supprimées à la fin de 1950, en même temps qu'au terme de la période de blocage des salaires décidé d'accord avec les organisations ouvrières, les négociations concernant les salaires se déroulèrent à nouveau en toute liberté. Les hausses de salaires qui s'ensuivirent en Suède ont atteint en moyenne 15% environ et, depuis le début de 1951, le niveau des prix s'élève rapidement. En Finlande,

[1] Les répercussions intérieures de la hausse des prix à l'exportation ont été, dans une certaine mesure, atténuées par la mise en vigueur de droits de douane à l'exportation sur le bois, la pâte de bois et le papier.

[2] Il sied également de se rappeler que, même s'il n'y avait pas eu altération du taux d'échange, la hausse du niveau des prix des marchandises qui font l'objet du commerce international a pour effet d'imposer une charge supplémentaire à un pays dont la balance des paiements se solde ordinairement par un déficit important.

Diagramme 10

COÛT DE LA VIE ET GAINS HORAIRES DANS LES PAYS SCANDINAVES, EN FINLANDE ET AUX PAYS-BAS, 1946-1951



après une année environ de stabilité relative, la monnaie finlandaise a été dévaluée en juillet, puis en septembre 1949, et la nouvelle vague inflationniste reprit de plus belle au début de 1950, lorsque l'Etat renonça à contrôler les salaires. Pendant les douze mois qui ont suivi, jusqu'au début de 1951, les salaires nominaux ont augmenté d'environ 50 %. En mai 1951, un accord a été conclu qui a pour effet de bloquer pour cinq mois les prix et les salaires, afin de fournir un répit qui permette de mettre sur pied une politique de stabilisation de plus longue durée.

En Norvège, comme le montre le diagramme, le coût de la vie a été maintenu absolument stable pendant toute la période qui va de 1946 au printemps de 1950. Ce résultat a été obtenu au prix de la persistance d'une pression inflationniste plus accusée que dans les autres pays nordiques, mais cela a permis, d'autre part, de poser les bases d'un accord qui prévoit la stabilisation générale du niveau des revenus. On n'aurait pu empêcher les hausses de prix consécutives à la dévaluation de se répercuter sur le coût de la vie qu'en augmentant les subventions dans une

très forte proportion, ce qui aurait eu pour effet d'accentuer fortement la pression inflationniste procédant de la demande, car il est douteux qu'il eût suffi de recourir aux impôts directs, qui sont déjà très lourds, pour couvrir cette dépense supplémentaire. Il a donc fallu renoncer, au mois de mars 1950, à la politique de rigoureuse stabilisation des prix : une période d'ajustements compensatoires des salaires et des prix agricoles s'est alors ouverte. En mars 1951, le coût de la vie avait augmenté de 15%.

Ce qui s'est passé récemment dans les cinq pays étudiés ici fournit donc d'abondantes preuves de la difficulté intrinsèque qu'il y a, pour un pays qui poursuit une politique de plein emploi, à maintenir la stabilité de sa monnaie. L'expérience a montré qu'il était possible de conclure des accords multipartites pour stabiliser les prix et les revenus, mais que ces accords ne peuvent rester en vigueur que pendant un temps assez bref ; encore faut-il que la structure des prix ne soit pas perturbée par l'intervention de causes extérieures.

L'objectif essentiel de la politique économique de ces pays consiste, comme par le passé, à éviter que ne se mette en mouvement la spirale des prix et des salaires, mais le climat inflationniste, qui prévaut de façon générale, a, d'autre part, imposé la mise en vigueur de nouvelles mesures propres à empêcher un gonflement excessif de la demande d'investissement. Dans tous ces pays, à l'exception de la Norvège, le taux de l'escompte a été relevé au second semestre de 1950. Cependant, sauf en Finlande, les banques commerciales disposent de capitaux très abondants, et l'on ne pouvait s'attendre que la hausse du taux d'escompte exerce, à elle seule, une influence considérable sur le volume des crédits bancaires. Aussi, le montant des réserves exigé par la loi a-t-il été relevé, afin de renforcer l'action des instituts d'émission sur les banques commerciales. La politique de restriction du crédit semble être allée le plus loin en Finlande, au Danemark et aux Pays-Bas. Dans ces deux derniers pays, cette politique s'oppose à celle de l'argent à bon marché pratiquée jusqu'alors. La Norvège et la Suède ont compté davantage sur les mesures d'ordre fiscal pour empêcher les investissements de se développer à l'excès. C'est ainsi qu'en Norvège on a suspendu l'octroi des dégrèvements pour réparations. En Suède, un impôt sur les investissements a été créé ; il y a là un contraste frappant avec l'attitude, naguère exceptionnellement libérale, du fisc suédois à l'égard des investissements. En outre, des mesures destinées à réduire les investissements publics ont été annoncées en Norvège et aux Pays-Bas ; au Danemark, on réduit actuellement le montant des prêts accordés sur les fonds publics aux personnes désireuses de faire construire des logements.

Au Danemark et en Suède, on a beaucoup discuté la question de savoir si une revalorisation des monnaies pourrait constituer un moyen propre à contrecarrer les tendances inflationnistes. Comme on ne saurait escompter qu'une revalorisation qu'effectueraient ces deux seuls pays puisse améliorer dans une proportion tant soit peu importante le taux d'échange, le seul argument valable en faveur d'une telle mesure tiendrait au fait qu'une baisse des prix à l'importation et à l'exportation se répercuterait sur le niveau des prix intérieurs et sur la répartition des revenus. Sans doute est-il évident aujourd'hui — la suite des événements l'a montré — que certains au moins des pays qui ont dévalué dans la même proportion que le Royaume-Uni ont procédé, ce faisant, à une dévaluation plus forte qu'il n'était indispensable ; mais il n'est pas certain, pour autant, que l'opération inverse puisse remettre les choses en l'état. Pour l'ensemble du groupe de pays considérés ici, la principale difficulté à cet égard tient au fait que l'on a déjà laissé le niveau des prix intérieurs de revient et de vente monter fortement. Bien que l'écart qui sépare les prix extérieurs des prix intérieurs n'ait pas encore été comblé, le danger est grand, tant que la poussée inflationniste continue à se développer, de voir une éventuelle valorisation, à laquelle procéderaient isolément un ou deux pays, compromettre gravement la situation de la balance des paiements en stimulant la demande d'importations. Dans le cas du Danemark — et peut-être aussi des Pays-Bas — il semble que les plans de libération des échanges soient déjà compromis, même si les cours actuels du change ne sont pas modifiés [1]. Il semble donc que la revalorisation constituerait moins une mesure directe propre à faire reculer l'inflation qu'un moyen permettant de consolider la stabilisation interne, une fois que celle-ci aurait été réalisée.

[1] Comme la validité des contrats d'achat par grosses quantités conclus avec le Royaume-Uni vient d'être prolongée, avec d'assez légères augmentations de prix, on ne conçoit guère que le Danemark puisse réellement à lui seul procéder à une revalorisation. Il en irait autrement si la couronne danoise s'alignait sur une livre sterling valorisée. Le coût des matières premières entrant dans la production des denrées agricoles d'exportation, chiffré en monnaie danoise, baisserait, les prix à l'exportation demeurant stables. Aussi y aurait-il peut-être lieu de valoriser la couronne danoise dans une proportion un peu plus forte que la livre sterling.

Royaume-Uni

Le Gouvernement du Royaume-Uni envisage de consacrer 4.700 millions de livres sterling aux dépenses militaires au cours des trois prochains exercices financiers (d'avril 1951 à mars 1954). On estime officiellement que plus du tiers de ce montant, soit 1.700 millions de livres, sera dépensé en produits des industries de transformation des métaux. Ce programme a été conçu, semble-t-il, comme un programme unique s'étendant sur trois ans, et non comme un ensemble articulé en trois programmes annuels successifs. C'est ainsi qu'aucune limite financière n'a été fixée pour l'exécution du programme au cours de la première année : le montant des sommes qui seront dépensées dépend uniquement du degré de priorité dont les fabricants seront invités à faire bénéficier les commandes militaires, ainsi que de la mesure dans laquelle l'industrie mécanique du Royaume-Uni sera capable d'exécuter ces commandes, étant donné l'ordre de priorité fixé. Il ressort des prévisions préliminaires, établies par le Gouvernement lui-même, que l'on envisage de dépenser 1.350 millions de livres[1] au cours de l'exercice 1951/52, et une somme sensiblement inférieure au cours de l'année civile 1951. Il y aurait donc ainsi une augmentation de 485 millions de livres par rapport aux sommes effectivement dépensées en 1950, soit, compte tenu des modifications des prix, l'équivalent de 3,5% environ du produit national brut de 1950.

On estime que, pour acheter le même tonnage d'importations qu'en 1950, il faudra dépenser à peu près 700 millions de livres de plus, mais il semble que, de l'avis des milieux officiels, sur ce montant, 500 millions de livres seront fournis par la hausse des prix des exportations et par l'augmentation des recettes invisibles. Pour maintenir les importations au même volume qu'en 1950 et pour exécuter, en même temps, le nouveau programme d'armement, il faudra engager un surcroît de dépenses qui représente à peu près 5% du produit national brut de 1950.

Une partie de cette somme pourra être obtenue en renonçant au solde excédentaire de la balance des paiements. Compte tenu de cette ressource additionnelle, le prélèvement supplémentaire qu'il faudra opérer sur le produit national brut en 1951 se chiffrera approximativement à 375 millions de livres, aux prix moyens de 1950. Il est très difficile de savoir quel sera le volume de cette production. On a vu au Chapitre 2 que, dans l'hypothèse toute théorique où l'approvisionnement en matières premières serait suffisamment abondant, la production industrielle pourrait dépasser en 1951 de 7% le chiffre de 1950. Quant à savoir ce qu'elle sera vraiment, c'est forcément affaire de pure conjecture. Indépendamment de la pénurie mondiale de certaines matières premières, le Royaume-Uni doit résoudre le gros problème que pose la redistribution de la main-d'œuvre entre les divers secteurs de l'industrie et, à l'intérieur de l'industrie mécanique elle-même, entre la production destinée au secteur civil et la production à des fins militaires. Les retards qu'entraînera la transformation de l'équipement et les goulots d'étranglement qui risquent de se produire dans le cas de tel ou tel élément secondaire du processus de production sont choses imprévisibles. D'après les évaluations officielles, la production industrielle est appelée à augmenter de 4% en 1951, ce qui donnerait, pour le produit national brut total, un accroissement d'environ 3%, soit 325 millions de livres aux prix moyens de 1950.

Si l'on s'en tient à ces évaluations, l'écart qu'il faudra combler en réduisant la consommation ou les investissements sera donc de l'ordre de 50 millions de livres aux prix de 1950. Si la consommation est seule à faire les frais de l'opération, comme on paraît l'envisager, la baisse du volume global de consommation qui en résulterait serait légèrement supérieure à 0,5%. Ce pourcentage est nettement inférieur à la marge d'erreur de l'ensemble des calculs.

Si le Royaume-Uni parvient à maintenir le volume de ses exportations au taux atteint à la fin de 1950 et s'il est en mesure de financer un faible solde déficitaire du compte des paiements courants de sa balance des paiements, le problème de la redistribution des ressources consisterait alors à faire en sorte que le volume de la consommation pût être maintenu stable. Ainsi posé, le problème ne parait pas trop ardu : depuis plusieurs années, la population du Royaume-Uni a pris l'habitude de voir la consommation du pays augmenter beaucoup moins que la production nationale, et le problème qui consiste à tenir en échec la pression inflationniste a été fort bien résolu par une combinaison de mesures fiscales et de mesures administratives.

Mais un pareil raisonnement tend à négliger certains faits. D'abord, l'augmentation des dépenses militaires en 1951 n'est pas appelée à être une augmentation

[1] Non compris les sommes consacrées à la constitution de stocks, lesquelles apparaissent toutefois dans les chiffres des Tableaux 66 et 67.

unique, faite une fois pour toutes ; d'autres augmentations suivront en 1952 et en 1953, de sorte que, même si le taux d'échange ne s'aggrave pas davantage, la marge d'accroissement des dépenses d'agrément ou des dépenses productives que permettra le surcroît de production restera étroite. Puisque la population risque d'être, pendant plusieurs années encore, privée de la faculté d'employer à sa guise le supplément de production du pays, il est d'autant plus important de faire en sorte que les désagréments soient équitablement répartis.

En deuxième lieu, le fait que le concept statistique abstrait désigné par le terme « volume global de la consommation » ne devra peut-être pas être modifié beaucoup, importe moins que la certitude où l'on est que la répartition des dépenses des consommateurs entre les diverses marchandises devra subir d'importantes modifications et que la consommation de certaines catégories d'articles devra être réduite dans de fortes proportions. Dans certains cas, cette réduction sera imposée par la concurrence de la demande à des fins militaires qui s'exerce sur les matières employées dans la fabrication desdits articles : parmi les exemples qui viennent d'abord à l'esprit, on peut citer les ustensiles de ménage et les appareils récepteurs de T.S.F. Il est d'autres cas où cette réduction sera imposée par la pénurie mondiale de matières premières, et d'autres encore où cette réduction sera rendue souhaitable en raison du fait qu'il faudra compenser au moyen d'autres marchandises d'exportation la régression probable des exportations de produits des industries mécaniques. Ce sont les textiles et l'habillement qui fournissent les exemples les plus importants de cette catégorie : le cas particulier de l'habillement présente une importance telle, qu'il pourra fort bien apparaître, à l'expérience, indispensable de rétablir le rationnement, pour assurer une répartition équitable et empêcher la hausse des prix.

En troisième lieu, la hausse du coût des importations exerce sur les prix britanniques la même action perturbatrice qu'un corps étranger exerce sur un organisme dans lequel il a été introduit. Aussi longtemps que le niveau actuel du cours des changes est considéré comme valable, le Gouvernement ne peut éliminer cette influence étrangère qu'en augmentant les subventions allouées pour maintenir le prix des marchandises importées. Le fait en lui-même serait propre à exercer une action inflationniste, à moins d'être compensé par une augmentation d'impôts supérieure au supplément d'impôts qu'exige déjà le financement des besoins militaires accrus. En l'occurrence, le Gouvernement s'est résolu à laisser la hausse des prix des importations se répercuter sur les prix de détail. A la vérité, il a même décidé de faire supporter aux prix de détail une hausse supérieure à la hausse extérieure, puisque les prix des denrées agricoles produites dans le pays ont été relevés sans qu'il y eût augmentation compensatoire des subventions accordées à la production de denrées alimentaires.

Le budget de 1950 ne comporte donc que des changements relativement peu importants du point de vue des ajustements entre les différentes catégories : le taux de l'« income-tax » frappant les revenus moyens et les gros revenus a été légèrement augmenté ; les retraités — qui sont le groupe social le plus défavorisé — ont reçu la promesse d'une légère augmentation, qui s'est fait attendre, de leurs revenus nominaux ; les impôts sur les bénéfices des sociétés ont été augmentés (cette augmentation étant agencée de façon à dissuader les sociétés d'augmenter les dividendes) ; la taxe sur l'essence a été relevée ; les milieux d'affaires ont été prévenus que les forts abattements à la base pour amortissement ne seraient plus appliqués en 1952 [1] ; et certaines économies d'importance secondaire ont été faites sur les dépenses du Service national de santé. On a un exemple frappant de la confiance mise dans la politique fiscale pour orienter l'utilisation des ressources disponibles dans le fait que, même sans relèvement du taux des impôts, le budget se serait soldé par un excédent de 86 millions de livres, les revenus et les dépenses courantes étant définis de la manière la plus stricte possible.

Cependant, ce qui importait véritablement, c'était moins les modifications de détail que le grand principe dont celles-ci découlent, à savoir qu'il était opportun et possible de laisser les prix de détail augmenter suffisamment pour compenser la hausse des prix de revient et pour empêcher les salaires de s'élever dans une proportion équivalente. On trouvera ci-après, en regard des hausses qu'admettaient, semble-t-il, comme probables les auteurs de l'*Economic Survey for 1951*,

[1] Le cas de ces abattements à la base est curieux. Ils avaient été portés de 20 à 40% du coût des investissements nouveaux en installations et en machines en 1949, c'est-à-dire à un moment où il ne paraissait pas nécessaire d'encourager la demande d'investissement. Maintenant qu'il a été décidé de ne plus les appliquer, on donne un préavis d'un an aux intéressés. A moins que l'on n'opère une certaine restriction des crédits, les entrepreneurs pourraient, semble-t-il, être incités, dans ces conditions, à mettre tout en œuvre pour pousser leurs plans d'investissement pendant l'année en cours, ce qui aurait pour effet d'accentuer pendant cette année-là la poussée inflationniste.

publié par le Gouvernement britannique, l'indication des hausses qui se sont réellement produites jusqu'en mars 1951.

Hausses en pourcentage par rapport aux chiffres moyens de 1950

	*Hausses escomptées dans l'*Economic Survey for 1951	*Hausses effectives jusqu'en mars 1951*
Salaires	7 *a*	5½ *b*
Prix de détail	7½ *c*	5 *d*
Prix des importations	28	28
Prix des exportations	18½	12

a Coût moyen des salaires par unité de production.
b Indice des taux de salaires.
c Hausse du prix moyen de tous les biens de consommation et des services.
d Augmentation de l'indice provisoire des prix de détail.

L'optimisme des prévisions officielles ressort nettement de la comparaison des deux séries de chiffres. Les deux postulats dont ces prévisions s'inspirent sont évidemment, d'une part, que les prix des importations vont plafonner — c'est-à-dire que l'inflation en dehors du Royaume-Uni va s'atténuer — et, d'autre part, que, la stabilisation une fois réalisée, la hausse des prix de revient au Royaume-Uni pourra être maintenue dans des limites assez étroites [1]. L'exposé contenu dans le Chapitre 1 de la situation qui prévaut aux Etats-Unis et dans les pays producteurs de matières premières oblige à douter du bien-fondé du premier postulat.

Le second postulat est tout aussi sujet à caution. Dans l'exposé qui figure à la Section 1 du présent chapitre, on a formulé l'observation générale selon laquelle ni la transmission verticale des hausses des prix à l'importation aux prix à la consommation, ni la communication horizontale, par contagion, des hausses des prix aux marchandises dans lesquelles les matières importées n'entrent pas pour beaucoup, n'ont encore produit tous leurs effets dans la plupart des pays. Cela est certainement vrai pour le Royaume-Uni. Les prix de détail ne reflètent certainement pas encore tout à fait non plus les récentes hausses des salaires des ouvriers occupés dans des secteurs industriels très divers. Il n'est guère douteux que, même si les prix à l'importation venaient à ne pas augmenter, la hausse de l'indice du coût de la vie sera forcément beaucoup plus considérable que ne semblent l'avoir admis les auteurs de l'*Economic Survey for 1951*.

Si le coût de la vie augmentait fort au-delà du chiffre actuel, la chose ne pourrait guère manquer de provoquer une seconde série de hausses de salaires. De juin 1947 à septembre 1950, les taux de salaires se sont en réalité laissé distancer par le coût de la vie, n'augmentant que de 10%, contre 14% pour les prix de détail [2]. Mais, si cette hausse est restée relativement faible, il en faut attribuer presque tout le mérite au cas que les syndicats ont fait des adjurations du Gouvernement les invitant à faire preuve de modération dans leurs revendications de salaires, à un moment où le revenu réel était en progrès. C'était là un succès surprenant de la politique de persuasion appliquée par le Gouvernement, laquelle n'a cessé d'agir qu'à l'automne de 1950. Mais maintenant que les coûts et les prix se sont mis en mouvement, les événements vont peut-être montrer que la hausse des prix de revient trouvera au Royaume-Uni un terrain plus propice que dans certains des autres pays dont il a été question dans la présente section. Les revendications de salaires sont défendues de façon indépendante par les divers syndicats, et le risque est ainsi toujours présent que l'émulation entre les divers groupes qui luttent pour obtenir une hausse des salaires ne vienne à déclencher la malfaisante spirale des salaires et des prix.

4. La politique des changes et le problème de l'inflation

L'exposé qui précède a montré quelle est la portée limitée des mesures d'ordre national prises pour lutter contre les forces d'inflation, lorsque celles-ci sont aussi puissantes que celles qui menacent présentement de compromettre la stabilité monétaire dans la plupart des pays d'Europe. Ces limites sont tout particulièrement graves dans certains pays qui, pour des raisons qui tiennent à leur évolution historique, sont mal armés, au point de vue de la fiscalité comme à d'autres, pour lutter contre n'importe quelle forme d'inflation. Mais la raison majeure pour laquelle les seules mesures intérieures ne sauraient suffire résulte

[1] Depuis que ceci a été écrit, les indices officiels des prix de détail et des prix des importations en avril 1951 ont été publiés. Ils accusent, par rapport à la moyenne de 1950, une hausse de 7% et de 36% respectivement.

[2] Au cours d'une période analogue — d'avril 1947 à octobre 1950 — les gains moyens ont augmenté de 24%, grâce surtout à des déplacements de main-d'œuvre d'une industrie à l'autre et à des augmentations de productivité qui ont eu pour effet d'accroître le montant des sommes payées pour le travail « aux pièces ».

du fait que les forces inflationnistes qui s'exercent à l'heure actuelle ont un caractère universel et sont, de ce fait, pour n'importe quel pays européen, essentiellement d'origine extérieure ; elles se transmettent principalement par l'intermédiaire de la forte hausse des prix des matières premières importées et, généralement dans une moindre mesure, sous l'effet exercé sur les prix des exportations par l'augmentation de la demande étrangère.

C'est, bien entendu, la hausse des prix à l'importation qui exerce de l'extérieur l'influence inflationniste la plus directe, mais le fait que ces prix ont, dans la plupart des pays, monté beaucoup plus que les prix à l'exportation ajoute encore sensiblement à la charge qui pèse sur l'économie nationale. La hausse des prix des importations par rapport aux prix des exportations entraîne l'alternative suivante : ou bien les pays d'Europe devront trouver de nouveaux moyens pour financer le déficit de leur balance des paiements à un moment où, comme on l'a vu au Chapitre 4, il semble que ces ressources soient appelées à diminuer plutôt qu'à augmenter, ou bien ils devront exporter davantage, à un moment où la demande d'ordre militaire commence à revendiquer une part plus grande de la production. Sans doute, cette charge pourrait être atténuée si on laissait les prix des exportations européennes augmenter, et, pour autant que des mesures d'ensemble aient été prises du tout, c'est apparemment ce que l'on envisage de faire. Mais laisser augmenter les prix des exportations, c'est aussi laisser se poursuivre, dans les pays d'Europe, l'inflation qui serait alors stimulée à la fois par l'augmentation des revenus créés dans les industries qui travaillent pour l'exportation, et par l'interdépendance des hausses des prix dans les échanges mutuels, très intenses, des pays européens.

Puisqu'une politique pratiquée à l'intérieur d'un pays donné est incapable de neutraliser l'influence des mouvements des prix extérieurs, il est naturel et nécessaire que l'on en vienne à se demander s'il ne conviendrait pas, à l'aide d'aménagements appropriés des cours de change, de trancher le lien direct qui relie les prix intérieurs aux prix extérieurs. Plus précisément, la question qui se pose est celle de savoir si, en valorisant leur monnaie, les pays européens ne pourraient pas faire baisser les prix, chiffrés dans leur propre monnaie, des marchandises échangées en commerce extérieur, et peut-être aussi transformer à leur avantage la relation entre les prix à l'exportation et les prix à l'importation. On a de fortes raisons de croire la chose possible, à en juger par les résultats mêmes des dévaluations monétaires de septembre 1949 : puisque, à ce moment-là, les prix des marchandises échangées en commerce extérieur, chiffrés en monnaies dévaluées, ont monté et que les prix à l'importation ont accusé une hausse bien plus forte que les prix à l'exportation, on peut *a priori* supposer qu'en procédant à l'opération inverse, on imprimerait aux prix un mouvement opposé.

Ce serait cependant commettre une erreur grossière que de considérer qu'une éventuelle valorisation des monnaies européennes serait aujourd'hui purement et simplement l'opération inverse de la dévaluation de naguère. Il existe, en effet, une différence fondamentale, non seulement dans les fins que poursuit l'actuelle politique des changes, mais aussi dans la situation du marché mondial. En 1949, l'objectif principal était d'améliorer la situation de la balance des paiements : les répercussions de l'opération sur les prix, et notamment l'altération du taux d'échange, étaient considérées comme les moyens indispensables permettant de résoudre le problème du dollar, qui était alors pour l'Europe le problème primordial. A l'heure actuelle, ce sont les répercussions sur les prix qui importent au premier chef.

Cependant, comme la situation de l'offre (et notamment son élasticité) a beaucoup changé, le rapport entre les modifications de prix et la balance des paiements a probablement changé complètement de sens. En valorisant les monnaies, il se peut que l'Europe réussisse fort bien actuellement, non seulement à faire baisser les prix à l'importation, mais aussi à améliorer en même temps l'état de sa balance des paiements.

L'évolution de la situation depuis la dévaluation

Quand on réfléchit sur la dévaluation et sur les raisons qui peuvent aujourd'hui rendre opportun un mouvement en sens inverse, il est deux faits qu'il faut avoir présents à l'esprit : le premier est que la dévaluation avait été effectuée pour résoudre un problème particulier qui, contre toute attente, n'a été que passager ; le second est que cette dévaluation a été, pour une bonne part, une mesure empirique plus ou moins improvisée.

Si la livre sterling et diverses autres monnaies d'Europe occidentale ont été dévaluées en septembre 1949, ce fut parce qu'il fallait mettre les exportations de ces pays en mesure d'affronter dans de meilleures conditions la concurrence des Etats-Unis, en éliminant

les disparités de prix qui empêchaient les marchandises européennes de pénétrer sur les marchés où les produits étrangers ne faisaient pas l'objet de mesures restrictives. La nécessité d'un aménagement de ce genre avait été rendue particulièrement impérieuse par le fléchissement de la demande dans les pays extra-européens et par le fait que — les arriérés de demande accumulés au cours de la guerre ayant reçu satisfaction — il semblait que le marché dût à nouveau être dominé par les acheteurs ; en réalité, il apparut clairement, très peu de temps après, que cette situation avait été surtout due au ralentissement temporaire de l'activité de l'industrie et à l'intense liquidation des stocks qui s'étaient produits aux Etats-Unis, à un moment où la demande faiblissait de toutes parts. Cet état de choses s'était traduit par une baisse du volume des marchandises que les Etats-Unis importent d'Europe et, davantage encore, de celles que leur livrent la zone sterling d'outre-mer et les autres pays producteurs de matières premières. Parallèlement, une vive offensive de la spéculation s'était dessinée contre la livre sterling pendant l'été de 1949 : c'est ce qui explique, pour une bonne part, que le Royaume-Uni ait, à cette époque, subi en peu de temps de grosses pertes d'or et de dollars, et le fait a été pour beaucoup dans le choix de la date et du taux de la dévaluation. C'est dans cette atmosphère de crise et de spéculation que le nouveau taux de change de la livre sterling a été fixé à un niveau qui, comme le déclaraient à l'époque les personnalités qualifiées, était jugé assez bas pour que tout nouvel assaut de la spéculation eût pour effet de soutenir la livre plutôt que de l'affaiblir ; il ne semble pas que ce taux ait été le résultat d'un calcul rigoureux tendant à mettre les prix des exportations britanniques au niveau des prix des exportations des Etats-Unis [1].

La nouvelle parité des autres monnaies européennes qui ont été dévaluées en même temps que la livre sterling a encore moins été fixée, d'après un calcul tant soit peu rigoureux de la mesure dans laquelle ces monnaies se trouvaient auparavant surévaluées par rapport au dollar. Les principaux fournisseurs européens de denrées alimentaires et de matières premières du Royaume-Uni — à savoir : l'Irlande, les Pays-Bas et les pays scandinaves — ont suivi plus ou moins automatiquement la livre sterling en dévaluant leur monnaie de 30% environ, et cela surtout parce que les prix de leurs exportations étaient principalement fixés en sterling, soit dans le cadre de contrats de longue durée, soit d'autre manière, et qu'ils ne semblaient pas devoir augmenter. Le cours de ces monnaies par rapport à la livre sterling a donc été maintenu tel quel, afin d'épargner des pertes aux exportateurs, ce qui, pensait-on, devait permettre de répartir équitablement entre toutes les classes de la population la charge supplémentaire que la dévaluation de la livre sterling allait causer en entraînant une altération du taux d'échange. Les principaux concurrents de l'industrie britannique, dont les monnaies avaient fait l'objet d'une offensive moins poussée de la spéculation que la livre, dévaluèrent — afin d'éviter que leur capacité de concurrence ne se trouvât par trop compromise — mais dans une proportion moins considérable que le Royaume-Uni, bien qu'il n'y ait guère eu de raisons, si tant est qu'il y en ait eu, de penser que ces différences de taux aient été justifiées par les disparités des prix à l'exportation.

De l'exposé que l'on a lu au Chapitre 4, il ressort clairement que les modifications qui se sont produites dans les échanges commerciaux et dans les paiements depuis la dévaluation ont été beaucoup plus considérables et beaucoup plus rapides qu'on n'aurait pu le prévoir et que ne saurait l'expliquer la seule dévaluation. La très vive reprise de la demande mondiale a déterminé un accroissement des exportations de tous les pays d'Europe, qu'ils eussent dévalué ou non, ainsi que, dans la plupart des cas, une certaine amélioration de leur balance des paiements. Mais, si l'on ne se contente pas de considérer ces progrès d'ensemble et que l'on examine de plus près le détail des modifications survenues, on constate que les articles manufacturés provenant des pays qui ont procédé à la dévaluation la plus forte ont pris une place bien plus grande sur les marchés d'exportation ; il est vrai toutefois que, dans le cas particulier du

[1] « Pour établir ce chiffre, nous avons dû nous demander à quel prix nos marchandises pourraient, dans les pays de la zone dollar et dans les autres pays où ces marchandises sont en concurrence avec des marchandises de la zone dollar, soutenir cette concurrence ; nous avons dû tenir compte du cours auquel la livre sterling « bon marché » se traitait réellement dans les divers pays et sur les diverses places ; et nous avons dû tenir compte de l'idée que le public se faisait du taux auquel il était probable que nous nous arrêterions au cas où nous déciderions de changer quelque chose... Enfin, il était indispensable de montrer de façon absolument nette que ce n'était pas là une première mesure présentant le caractère d'une expérience, mais bien une opération définitive et complète. Il nous a fallu persuader le monde entier et notre propre peuple que nous n'irions, sans doute aucun, pas au-delà. Je pense qu'en cela, nous avons réussi. » — Déclaration du Chancelier de l'Echiquier faite le 27 septembre 1949. Voir le « Hansard », Cinquième série, Vol. 468, col. 21-22.

Royaume-Uni, on a été amené à conclure de l'examen des faits que, en raison sans doute de l'action exercée par la forte demande intérieure, cette amélioration a été faible, eu égard à la fois à la place très importante que ce pays occupait déjà sur le marché mondial et à l'ampleur de la dévaluation de la livre sterling.

L'évolution des prix depuis la dévaluation, qui a été étudiée au Chapitre 4, a suivi, elle aussi, un cours fort différent de celui que l'on aurait pu prévoir. Jusque vers le milieu de 1950, la hausse des prix à l'importation dans les pays qui avaient dévalué a été, dans l'ensemble, relativement faible, et cela surtout parce que les prix à l'exportation, aussi bien des articles manufacturés que de la plupart des produits de base, dans les pays qui avaient dévalué, sont, à l'épreuve des faits, apparus relativement stables ; mais les prix des exportations en provenance de la zone dollar n'ont pas continué à baisser, comme on aurait pu l'espérer à la suite des dévaluations effectuées ailleurs, et même, dans bien des cas, ils ont été de beaucoup supérieurs à ce qu'ils avaient été en 1949. Après le milieu de l'année 1950, les prix de la quasi-totalité des marchandises qui font l'objet du commerce international, qu'elles proviennent de la zone dollar ou non, réagirent à l'intensification de la demande et se mirent à monter rapidement. Comme on l'a vu au Chapitre 1, les prix des matières premières ont augmenté en 1950 de près de 80% par rapport aux prix des articles manufacturés.

En raison de ces événements survenus au second semestre de 1950, l'Europe se trouve aujourd'hui, du point de vue des prix mondiaux et à l'égard du marché mondial, dans une situation absolument différente de celle qui régnait — ou que l'on pouvait prévoir — au moment de la dévaluation. La très forte hausse des prix des matières premières non seulement exige que les monnaies européennes soient valorisées pour contrecarrer ces modifications de prix, mais encore fournit l'occasion de procéder à cette opération sans que la balance des paiements ait à en souffrir. Le jugement que l'on peut porter sur la situation des marchés d'après l'analyse faite dans les chapitres précédents comporte trois conclusions principales.

Premièrement : les recettes en devises étrangères des pays extra-européens producteurs de matières premières, provenant des exportations de ces pays à destination de l'Europe et de l'Amérique du Nord, dépasseront en 1951 de 3 à 4 milliards de dollars les recettes de 1950, si les prix des matières premières considérés dans leur ensemble se maintiennent au niveau moyen auquel ils s'établissaient à la fin de 1950.

Deuxièmement : il n'est pas probable que les Etats-Unis exportent assez d'articles manufacturés pour donner satisfaction, dans une mesure importante, au surcroît de la demande, car il y a pénurie de matières premières, la production à des fins militaires bénéficie d'une certaine priorité, la production des marchandises destinées au secteur civil est soumise à des restrictions, et la tendance générale à l'inflation de l'économie américaine a pour effet de diminuer le volume des exportations en faisant augmenter celui des importations des Etats-Unis. Parallèlement, la situation qui prévaut dans ce pays provoque une forte augmentation de la demande de marchandises européennes de toute espèce, c'est-à-dire non pas seulement d'articles manufacturés, mais aussi de matières industrielles telles que les produits métalliques semi-finis et les produits chimiques de base.

Troisièmement : l'aptitude des pays européens à fournir le très grand surcroît d'exportations nécessaire pour donner satisfaction à la demande accrue des pays extra-européens risque de se trouver limitée à peu près par les mêmes facteurs dont l'action s'exerce sur les exportations des Etats-Unis, bien que la production à des fins militaires dans les pays de l'Europe occidentale n'empiète pas encore sur la production globale dans une mesure aussi considérable qu'aux Etats-Unis.

Cette modification de la situation du marché est l'élément essentiel de l'exposé que la présente ETUDE donne de l'évolution récente et de l'évolution probable des rapports commerciaux de l'Europe avec le reste du monde ; c'est aussi l'élément essentiel en fonction duquel il faut envisager une valorisation éventuelle des monnaies européennes. Les décisions que l'on sera amené à suggérer dépendront donc pour beaucoup de la validité des trois conclusions brièvement résumées ci-dessus. Si les prix des matières premières s'effondraient, les perspectives se trouveraient, bien entendu, totalement bouleversées, mais la baisse récente des prix de certains produits-clés — caoutchouc, étain et laine — n'a guère eu d'autre effet que de contrebalancer la nouvelle hausse qui a été enregistrée au début de 1951 ; même si ces prix venaient à baisser encore, l'effet d'une telle baisse serait peut-être neutralisé par le mouvement — moins brusque mais plus ample — à la hausse qui a été imprimé aux prix des produits de base en général. Le second point, à savoir l'aptitude plus ou moins grande des Etats-Unis

à fournir actuellement à leurs clients des exportations accrues, revêt aussi une importance primordiale dans l'analyse des faits, car, si les prix des exportations européennes, par suite d'une éventuelle valorisation des monnaies, venaient à monter fortement, il en résulterait des conséquences néfastes, au cas où les Etats-Unis se trouveraient effectivement en mesure d'exporter des quantités fortement accrues d'articles manufacturés — et disposés à le faire — à des prix s'établissant à peu près au niveau actuel. Cependant, il faudrait que cette augmentation des exportations des Etats-Unis fût réellement très considérable pour que non seulement la demande extérieure accrue reçût satisfaction, mais aussi pour que les exportations des Etats-Unis réussissent à supplanter dans une mesure appréciable, sur les marchés extra-européens, les exportations européennes actuelles ; or, l'analyse de la situation des Etats-Unis, qui figure au Chapitre 1, donne à penser que la chose n'est pas probable.

Pour ce qui est des perspectives d'avenir des exportations européennes à destination des pays extra-européens, il ne s'agit pas seulement de savoir s'il est possible ou probable qu'elles augmentent encore dans des proportions importantes ; il s'agit en outre de savoir si l'augmentation du volume de ces exportations est bien le moyen le plus souhaitable de faire face à la situation actuelle. Ce qui ressort avant tout du présent exposé, c'est, au fond, qu'actuellement le rapport entre les prix des matières premières, d'une part, et les prix des articles manufacturés, d'autre part, est loin de correspondre à la plus ou moins grande rareté des uns et des autres. C'est là un phénomène de disparité qui a toujours tendance à se manifester en période de hausse accélérée des prix, du fait des conditions extrêmement différentes dans lesquelles les marchandises de base, d'une part, et les articles manufacturés, d'autre part, sont produits et vendus. Dans le cas de la plupart des produits de base, lorsque la demande dépasse l'offre, cela se traduit aussitôt par une hausse des prix, tandis que, lorsqu'il s'agit d'articles manufacturés, ce qui arrive plus généralement, c'est que les carnets de commandes s'allongent, tout comme les délais de livraison. Néanmoins, les prix des articles manufacturés finissent par monter peu à peu sous la double pression de la hausse des prix de revient et du renforcement de la demande. La question qui se pose est de savoir s'il ne vaudrait pas mieux brûler les étapes en valorisant les monnaies, tout en maintenant les prix intérieurs aussi stables que possible, plutôt que de laisser le champ libre en Europe au processus infiniment plus désordonné de l'inflation intérieure. Cette question doit être examinée en fonction des conséquences pratiques probables d'une valorisation des monnaies.

Ce que l'on peut attendre d'une valorisation des monnaies

Les conséquences d'une modification des parités de change, comme on l'a déjà vu dans l'exposé relatif à l'évolution des prix consécutive à la dévaluation [1] dépendent pour une part de l'étendue de la zone monétaire intéressée. Dans la situation actuelle, une valorisation monétaire doit nécessairement être envisagée comme une action concertée de l'ensemble des pays de l'Europe occidentale vis-à-vis du dollar. Il y aurait, bien entendu, des exceptions comprenant d'un côté les pays qui, traditionnellement, demeurent attachés à l'étalon élastique qu'est l'or, et, à l'autre extrême, les pays dans lesquels l'inflation a déjà fait des progrès tels qu'une valorisation de la monnaie ne leur pourrait valoir tout au plus qu'un avantage éphémère.

Par ailleurs, il y a lieu également de présumer que de nombreux pays extra-européens producteurs de matières premières s'associeraient à une valorisation des monnaies ; ainsi agiraient notamment les pays qui possèdent des liens monétaires étroits avec les pays européens, de même que la plupart des pays de la zone sterling d'outre-mer ont dévalué leur monnaie dès que la livre sterling a été dévaluée [2]. Le fait qu'il est probable qu'une valorisation des monnaies gagnerait les pays extra-européens producteurs de matières premières pourrait sembler propre à réduire à néant les avantages que les pays européens en pourraient attendre, puisque l'objet même d'un rajustement des taux de change devrait être d'abaisser les prix, chiffrés en monnaies européennes, des matières premières. Mais on aurait tort de formuler à la hâte une pareille conclusion, comme le prouve l'exposé donné ci-après des effets probables d'une valorisation des monnaies sur les prix des importations européennes.

Le fait primordial consiste en ceci que, par la seule vertu de son importance du point de vue de la production et du point de vue de la consommation, la zone dollar est en elle-même une des forces principales dont l'action contribue à fixer les prix de nom-

[1] Voir la Section 1 du Chapitre 4.

[2] On a, en fait, bien plus parlé d'une valorisation de la livre australienne que d'une éventuelle valorisation de la livre sterling.

breux produits de base qui font l'objet du commerce international ; et, dans la mesure où ces prix resteraient stables en dollars, ils baisseraient, chiffrés dans la monnaie des pays qui auraient valorisé leur monnaie par rapport au dollar. Au nombre de ces marchandises, il faut ranger avant tout celles que la zone dollar elle-même produit et consomme en grosses quantités et dont les plus importantes sont le coton, le tabac, les céréales, le bois, le sucre et — à nouveau en 1951 — le charbon. Comme le volume des exportations de ces marchandises à destination de l'Europe est actuellement, dans une large mesure, subordonné à des contrôles directs, soit par voie de contingentement des exportations d'une part, soit par voie de restriction des importations d'autre part, rien ne permet de supposer que les prix en dollars de ces marchandises augmenteraient de façon tant soit peu sensible du fait qu'il y aurait eu en Europe valorisation des monnaies. Il en irait de façon fort semblable aussi des articles manufacturés que les Etats-Unis livrent à l'Europe. De la sorte, pour la totalité des marchandises que l'Europe importe d'Amérique du Nord — dont la quantité, en 1950, était encore égale à plus du tiers [1] des importations européennes en provenance de l'ensemble des pays extra-européens — les prix en dollars ne seraient pas fortement influencés par l'accroissement du pouvoir d'achat des monnaies européennes (encore que ces prix puissent continuer à monter pour d'autres raisons) : on pourrait donc escompter que les prix, chiffrés en monnaies européennes, diminueraient à peu près de toute la proportion dans laquelle ces monnaies auraient été valorisées [2].

En outre, il existe un certain nombre de marchandises qui occupent une place importante dans les échanges internationaux et que la zone dollar consomme en grosses quantités et dont elle est importatrice nette : caoutchouc, laine, étain, cuivre et autres métaux non ferreux, cacao, café, etc. Plusieurs de ces marchandises sont produites principalement dans des régions extra-européennes qui, comme on l'a fait observer plus haut, suivraient probablement l'exemple donné par les pays européens pour ce qui est de la valorisation des monnaies. Mais les prix de la plupart de ces marchandises ont augmenté beaucoup plus que les prix de revient : ce sont uniquement des prix de rareté qui sont dus au fait que la demande a augmenté beaucoup plus vite que la production. Les prix de revient n'entrent donc guère en ligne de compte pour déterminer les effets qu'une valorisation des monnaies pourrait avoir sur les prix à l'exportation ; ce qui compte surtout, c'est la répercussion que subirait la demande dans les principaux centres consommateurs, et, plus précisément, l'importance plus ou moins grande de la demande dans les pays d'Europe occidentale qui pourraient valoriser leurs monnaies, comparée à la demande aux Etats-Unis et ailleurs. Dans la plupart des cas, la demande est beaucoup plus forte dans les pays extra-européens [3], et il semblerait donc que les prix en dollars de ces marchandises dussent avoir tendance à plafonner ou à ne monter que faiblement, tandis que l'on pourrait prévoir une forte baisse des prix chiffrés en monnaies européennes. Il devrait en aller de même aussi du pétrole, bien que cette marchandise ne soit pas de celles dont le prix a fortement augmenté depuis le début de la guerre de Corée : il n'y a guère de raison de penser que le prix en dollars du pétrole doive être affecté dans une proportion importante par une valorisation des monnaies européennes, puisque les Etats-Unis, à eux seuls, consomment près de 70% de tout le pétrole consommé dans le monde en dehors de l'Union soviétique et de l'Europe orientale. Le pétrole entre néanmoins pour 15% dans les importations européennes globales en provenance de pays extra-européens, et si son prix, chiffré en monnaies européennes, baissait, l'avantage ainsi obtenu serait substantiel.

Un grand nombre d'autres marchandises qui occupent une grande place dans les importations de l'Europe sont, en revanche, beaucoup moins sensibles à l'influence des prix cotés dans la zone dollar que ne le sont les deux grands groupes de produits dont il a été question jusqu'ici. Ces marchandises — le cas

[1] Y compris les importations en provenance de Cuba et du Mexique.

[2] Les prix des marchandises analogues provenant d'autres sources pourraient aussi, par contagion, subir une certaine baisse, quoique, à vrai dire, cette influence doive, pour le moment, être assez faible en raison de l'action anormale exercée sur le libre jeu des marchés par le contingentement des exportations et les contrats d'achats par grosses quantités ou par les mesures administratives de contrôle.

[3] Pour ce qui est de la part qui revient aux Etats-Unis dans la consommation de la plupart des produits mentionnés, voir le Tableau 38. Il convient en outre de noter que, pour certains de de ces produits (parmi lesquels le caoutchouc, la laine et les métaux non ferreux sont les plus importants), la demande destinée à la production à des fins militaires et à la constitution de stocks stratégiques constitue une part relativement forte et incompressible du total, et que, dans ces cas-là, c'est l'ampleur plus ou moins grande de la demande du secteur civil dans l'une et l'autre zone qui constitue l'élément décisif pour déterminer les effets qu'exercerait sur les prix une valorisation des monnaies en Europe occidentale.

de certaines d'entre elles a été étudié dans l'exposé relatif aux prix qui figure au Chapitre 4 — ne font pas de façon prédominante l'objet d'un commerce très actif entre la zone dollar et les autres zones, et, dans un assez grand nombre de cas, les prix en sont fixés par décision administrative ou réglés en vertu de clauses de contrats d'achat de longue durée. Leurs prix ne réagissent pas beaucoup, du moins à bref délai, aux modifications que peuvent subir en plus ou en moins les cours de change des monnaies européennes par rapport au dollar : si donc les monnaies européennes étaient valorisées, le fait ne pourrait guère avoir l'heureuse conséquence de faire baisser les prix de ce groupe important de marchandises. Toutefois, il est vrai aussi que les prix de ces marchandises ont, dans la plupart des cas, depuis quelques mois, monté beaucoup moins que ceux des marchandises qui, pour les raisons exposées ci-dessus, sont particulièrement dociles aux impulsions venant de la zone dollar.

Les avantages nets qu'une valorisation des monnaies européennes pourrait procurer en faisant baisser les prix à l'importation dépendent donc pour une bonne part, on le voit, de la mesure plus ou moins grande dans laquelle la zone dollar, d'une part, et les autres zones, d'autre part, sont grosses productrices et consommatrices des nombreux et divers produits qui font l'objet du commerce international. Au total, on peut estimer que la baisse du niveau moyen des prix des marchandises que l'Europe importe en provenance de pays extra-européens équivaudrait approximativement aux deux tiers de la modification en pourcentage des taux européens par rapport au dollar correspondant à un degré donné de valorisation des monnaies. En d'autres termes, si la parité de change par rapport au dollar était modifiée de 30%, par exemple, les prix des marchandises importées de pays extra-européens baisseraient en moyenne de quelque 20%, et une modification plus faible ou plus forte du taux de change aurait, sur la réduction des prix à l'importation, une répercussion qui varierait en raison directe de cette modification du taux de change [1].

Il apparaît donc qu'une valorisation des monnaies, selon son degré d'importance, pourrait atténuer sensiblement la forte hausse des prix à l'importation, et que les baisses envisagées toucheraient surtout les marchandises dont les prix ont récemment accusé les hausses les plus fortes, précisément parce que ce sont là les marchandises qui sont le plus dociles aux impulsions venant des marchés où les prix sont libellés en dollars. Ce serait, il sied de le noter, non seulement de l'intérêt des pays importateurs européens, mais aussi, dans une certaine mesure, de l'intérêt des fournisseurs extra-européens dont la monnaie pourrait également être valorisée : si les prix de ces marchandises, chiffrés dans la monnaie du pays en cause, diminuaient, les avantages exceptionnels que ces pays tirent actuellement de l'évolution de leur taux d'échange s'en trouveraient réduits, il est vrai, mais, en même temps, cette baisse des prix aurait pour effet d'atténuer la poussée inflationniste dont il a été question au Chapitre 1 et qui se manifeste présentement dans ces pays.

Pour ce qui est du comportement éventuel des prix à l'exportation des pays européens en cas de valorisation monétaire, il importe assez peu, dans la situation actuelle, si paradoxal que cela puisse paraître, de savoir si ces prix chiffrés en monnaie du pays, resteront stables ou baisseront. L'un et l'autre cas comportent quelque avantage : si les prix restent immobiles, l'Europe aura réussi à compenser au maximum l'aggravation de son taux d'échange ; si les prix diminuent, la lutte contre l'inflation s'en trouvera facilitée du côté des exportations comme du côté des importations. C'est ce qui pourrait arriver pour certaines matières industrielles produites en Europe et peut-être aussi pour les textiles ; mais, d'une façon générale, il est probable que les prix à l'exportation chiffrés en monnaie du pays [2] resteraient relativement stables : c'est ce qui s'est passé dans une situation exactement opposée, pendant assez longtemps

[1] Cette évaluation (comme celle que l'on trouvera plus loin au sujet des importations en provenance de sources européennes et extra-européennes) repose sur les principes généraux énoncés dans le texte, ainsi que sur une étude détaillée de la façon dont évolueraient probablement, en cas de valorisation des monnaies, les prix de vingt marchandises principales représentant des deux tiers aux trois quarts des importations globales des principaux pays d'Europe occidentale, en provenance de toutes sources, compte tenu non seulement de la part qui revient à ces pays (et aux régions extra-européennes à eux rattachées) dans la production et la consommation mondiales, mais aussi de particularités de structure qui, comme on l'a déjà fait observer, sont appelées, sans doute, à exercer une influence particulière sur la courbe des prix.

[2] Il faudrait pour cela, bien entendu, que l'on réussît à contenir les forces inflationnistes d'origine intérieure, faute de quoi les prix à l'exportation continueraient à monter malgré la valorisation de la monnaie.

après la dévaluation, jusqu'au moment où commença à se faire sentir l'influence générale des événements déclenchés par la guerre de Corée.

Comme les marchandises exportées par l'Europe entrent aussi pour une forte part dans les importations de la plupart des pays européens, l'évolution escomptée de la courbe des prix de ces marchandises aurait tendance à atténuer la diminution moyenne que n'importe quel pays européen donné pourrait espérer voir se produire dans le prix de ses importations globales, y compris les importations d'origine européenne, par comparaison avec la baisse des prix des marchandises importées de pays extra-européens par l'ensemble des pays européens. La baisse générale des prix à l'importation pour tel ou tel pays européen (considéré comme membre d'un groupe plus vaste de pays qui auraient valorisé leur monnaie) atteindrait probablement la moitié environ de la modification en pourcentage de son taux de change par rapport au dollar en fonction du degré de la valorisation opérée.

Jusqu'ici, le présent exposé des résultats probables d'une valorisation des monnaies a surtout porté sur les répercussions qu'une telle opération exercerait sur les prix à l'importation et sur les prix à l'exportation. On a déjà indiqué que — en raison du fait essentiel que le marché n'est plus, comme en 1949, dominé par les acheteurs, mais par les vendeurs — ces modifications des prix ne compromettraient pas, mais au contraire amélioreraient plutôt la situation de la balance des paiements de l'Europe vis-à-vis des pays extra-européens, et particulièrement vis-à-vis des régions productrices de matières premières à l'égard desquelles l'augmentation du solde déficitaire de l'Europe, survenue en 1950, menace de grandir encore [1]. Comme il y a actuellement pénurie, non seulement de matières premières, mais aussi d'articles manufacturés, il ne semble guère y avoir de raison de penser que la baisse des prix à l'importation qu'entraînerait en Europe la valorisation des monnaies doive provoquer une forte augmentation de la valeur des importations ; il n'est pas probable non plus, semble-t-il, que la hausse des prix à l'exportation des marchandises européennes par rapport au dollar [2] doive avoir pour effet de réduire dans une forte proportion le volume, et encore moins la valeur, des exportations de l'Europe. Il importe de ne pas perdre de vue que les métaux, les produits des industries mécaniques et les produits chimiques entrent pour environ 55% dans les exportations de l'Europe à destination des pays extra-européens, et les textiles, de leur côté, pour 25% ; or, tous ces produits sont de ceux dont la fabrication exige des matières premières dont il y a pénurie et pour lesquels la concurrence entre les acheteurs est vive. Même si les prix, chiffrés en dollars, des exportations européennes venaient à subir une forte hausse et si la capacité de concurrence de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis paraissait s'affaiblir, il ne serait donc pas très difficile d'écouler sur le marché mondial la plus grosse partie des exportations européennes. A dire vrai, si le volume des exportations venait effectivement à diminuer quelque peu, cela ne serait même pas mauvais, dans la situation présente, pourvu que les recettes globales en devises étrangères puissent, néanmoins, augmenter assez pour compenser en partie les pertes sensibles subies du fait de la hausse des prix à l'importation. A plus lointaine échéance, le plus grand inconvénient d'une valorisation des monnaies consisterait peut-être en ceci que certaines des occasions exceptionnelles qui s'offrent aujourd'hui aux exportations européennes de prendre pied sur le difficile marché des Etats-Unis seraient perdues ; il se peut qu'une telle perte vienne à être déplorée lorsque la situation exceptionnelle de la demande actuelle aura disparu [3]. Mais, dans l'immédiat, il est beaucoup plus probable qu'une valorisation des mon-

[1] Pour les pays du continent européen, l'amélioration de la balance des paiements vis-à-vis des pays extra-européens producteurs de matières premières aurait surtout pour effet de réduire les soldes excédentaires inscrits au crédit de la zone sterling dans l'Union européenne de paiements (c'est-à-dire que l'U.E.P. tirerait moins sur le quota du Royaume-Uni et qu'elle effectuerait de moins importants versements d'or au bénéfice du Royaume-Uni). Pour le Royaume-Uni lui-même, l'amélioration aurait surtout pour conséquence de ralentir le rythme auquel s'accumulent les soldes excédentaires en sterling des pays membres de la zone sterling.

[2] C'est-à-dire si les prix, chiffrés en monnaies valorisées, des exportations européennes restent à peu près les mêmes qu'à l'heure actuelle.

[3] S'il est vrai que les exportations de nombreuses catégories de marchandises vendues aux Etats-Unis pourraient être développées davantage et s'implanter plus solidement sur le marché de ce pays, on aurait tort de croire que cela s'applique dans la même mesure à un grand nombre de marchandises qui entrent actuellement pour beaucoup dans l'augmentation du volume des ventes. Par exemple, les exportations d'alcool industriel français vers les Etats-Unis, dont il a été question au Chapitre 1, ont évidemment un caractère exceptionnel ; elles s'expliquent, d'une part, par le fait que des stocks surabondants avaient été constitués en France, et, d'autre part, par le développement de la fabrication de caoutchouc synthétique aux Etats-Unis ; une sous-commission du Sénat des Etats-Unis, qui a examiné le programme de stockage, a recommandé que les Etats-Unis prennent des mesures pour cesser d'être tributaires de fournisseurs étrangers en matière d'alcool industriel.

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE

naies aurait pour effet, non pas de diminuer, mais bien d'augmenter les gains totaux de l'Europe en dollars, aussi bien sur le marché des Etats-Unis eux-mêmes que sur les marchés d'Amérique latine ou sur d'autres marchés où le montant des dollars à dépenser est supérieur au montant que les pays industriels peuvent acquérir par la vente de leurs exportations.

Les modalités d'application de la politique des changes

Pour qu'une politique des changes réussisse à remédier aux difficultés et aux pressions auxquelles les pays d'Europe sont actuellement en butte, deux conditions principales doivent être remplies. La première est que cette politique des changes ait de la souplesse : non pas certes en ce sens que les taux de change doivent ou puissent varier d'un jour à l'autre, mais en ce sens, simplement, qu'il doit toujours être possible d'ajuster les taux ; en d'autres termes, les autorités compétentes en matière monétaire doivent avoir la faculté (et être disposées à le faire) d'ajuster à n'importe quel moment ces taux à un niveau plus élevé ou plus bas, et dans toute proportion qui paraît opportune en utilisant les moyens en leur pouvoir.

Qu'une politique des changes doive être souple, cela s'impose pour plusieurs raisons. En effet, il est difficile d'apprécier exactement la situation actuelle du marché mondial et d'estimer la mesure dans laquelle il convient, dans cette situation, de valoriser les monnaies ; il est possible que les prix des matières premières et autres produits de base poursuivent longtemps encore leur mouvement ascendant, ou qu'ils plafonnent, ou même qu'ils retombent ; enfin, on ne sait trop combien de temps la situation politique internationale demeurera tendue et pendant combien de temps les dépenses militaires continueront d'augmenter ; on ne sait trop non plus quelles seront les conséquences ultimes de l'actuel état de choses.

C'est à cause de cette instabilité de la situation générale que, dans tout l'exposé qui précède, on a parlé à dessein d'une « valorisation » des monnaies et non pas d'une « re-valuation » (qui désignerait l'opération inverse de la dévaluation), car ce serait commettre une erreur que de prétendre une fois de plus fixer des parités de change invariables dans une économie mondiale instable [1]. On s'aperçoit nettement aujourd'hui qu'en s'évertuant au lendemain même de la guerre — c'est-à-dire avant que la production et le commerce mondial aient acquis une stabilité suffisante — à établir des taux de change fixes, les pays européens se sont gratuitement privés de la faculté d'employer l'un des instruments les plus utiles qui leur aurait permis d'adapter leur situation économique propre aux conditions du monde extérieur ; de même, au moment de la dévaluation, en 1949, ils ont négligé de tirer parti de l'occasion qui s'offrait alors à eux d'appliquer des principes comportant plus de souplesse. Pour que l'on puisse maintenir la stabilité des parités de change, il faut que les conditions économiques déterminantes soient, elles aussi, relativement stables [2]. La stabilité du taux de change cesse d'être un bien lorsque, grâce à elle, le choc des vagues de hausse et de baisse des prix et des revenus qui se produisent à l'étranger se communique au système intérieur des prix et des revenus. Le maintien de taux de change fixes n'est, après tout, que l'un des aspects de la stabilité monétaire, et il n'y a guère de raison de lui donner le pas sur la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie. Lorsque les progrès de l'inflation tuent la confiance dans la stabilité monétaire prise dans ce dernier sens, la possibilité même d'un progrès économique ordonné et soutenu se trouve gravement compromise, comme tend à le prouver l'histoire économique et monétaire de la France et de l'Italie depuis quelques dizaines d'années.

La possibilité qu'à une date qu'on ne saurait aujourd'hui prévoir, la situation économique du monde se transforme à un point tel qu'il devienne nécessaire de dévaluer les monnaies européennes, est une raison de préférer une politique de changes souple, et non pas une raison de s'opposer, à l'heure

[1] C'est de cette idée que s'inspirent les raisons qui ont poussé le Gouvernement canadien à adopter, après avoir sollicité l'avis du Fonds monétaire international, le système de taux variables qui est actuellement le sien. On lit, à la page 15 de l'*Annual Report of the Foreign Exchange Control Board for the Year 1950* (Rapport annuel de l'Office des changes pour l'année 1950) (Ottawa, 10 avril 1951), que « lorsqu'il s'est demandé ce qu'il convenait de faire... [l'Office des changes avait à recommander des mesures propres à contenir certains facteurs inflationnistes procédant de l'état de la balance des paiements du Canada, à une époque où la poussée inflationniste causait déjà des préoccupations], le Gouvernement a envisagé la possibilité de modifier la parité du dollar canadien pour la fixer à un niveau plus élevé ; mais il est arrivé à la conclusion que, dans la situation du moment, il n'était pas possible de déterminer d'avance, avec une chance suffisante de tomber juste, quel devrait être ce niveau ».

[2] Inversement, lorsque d'amples fluctuations se produisent dans l'ensemble de la situation économique mondiale, les divers pays doivent être prêts, soit à se défendre là-contre dans toute la mesure du possible à l'aide d'un contrôle direct des échanges, soit à répondre à ces fluctuations en laissant varier les prix intérieurs et le niveau de l'emploi.

actuelle, à la valorisation des monnaies européennes. La nécessité d'une dévaluation éventuelle des monnaies à l'avenir ne sera pas moins forte si les pays européens commencent par faire d'abord la douloureuse expérience d'une hausse démesurée des prix, qu'elle ne le sera si, grâce à une valorisation des monnaies, ces pays réussissent dès maintenant à endiguer l'inflation. Le résultat final serait le même. La différence consiste en ceci que, si l'on n'applique pas une politique des changes plus souple, les cours des monnaies auront toujours tendance à évoluer dans une seule direction, à savoir à la baisse. Il n'en peut être autrement si, en un temps d'expansion économique comme la période actuelle, les pays laissent l'inflation suivre son cours et, devenant par la suite incapables de faire baisser le niveau général des prix et des salaires, sont contraints de dévaluer leur monnaie pour opérer l'indispensable adaptation à une situation devenue moins prospère du marché mondial.

La confiance dans la valeur d'une monnaie serait beaucoup plus efficacement maintenue à la longue si l'épreuve des faits venait à prouver que les hausses, comme les baisses, de la valeur de cette monnaie, s'inscrivent dans le cadre d'une politique d'ensemble visant à maintenir la stabilité monétaire à l'intérieur. Dans l'état actuel des choses, en se hâtant trop de fixer des taux de change, on a, de façon parfaitement superflue, fait le jeu de la spéculation. Comme un pays ne se décide à ajuster son taux de change qu'à son corps défendant et après que de fortes pressions se renforçant mutuellement se soient manifestées, les spéculateurs peuvent savoir de façon assez certaine que le taux de change est sur le point de subir un ajustement dans un seul sens qu'il est très facile de prévoir. Il ne faut pas être très clairvoyant pour comprendre que, si l'on laisse l'inflation se développer en Europe, la spéculation se déchaînera à nouveau tôt ou tard contre les monnaies européennes, lorsque les prix mondiaux commenceront à baisser.

Une politique des changes plus souple peut être pratiquée de manière à combattre et à déjouer la spéculation, puisque d'ordinaire les autorités compétentes en matière monétaire peuvent choisir le moment ainsi que le degré et le sens des ajustements qu'elles jugent indispensables [1]. C'est seulement, comme cela s'est vérifié depuis la guerre, quand on laisse les taux de change s'écarter très loin de leur position d'équilibre que les spéculateurs peuvent avoir la quasi-certitude de faire des bénéfices assez gros pour avoir intérêt à courir le risque de manœuvres spéculatives. Mais l'élimination de l'action et des bénéfices illégitimes des spéculateurs ne constitue qu'une considération d'ordre secondaire, au regard de la contribution qu'une politique monétaire plus souple pourrait apporter à la tâche qui consiste à amortir le choc inflationniste des hausses des prix des matières premières et à faciliter les ajustements ultérieurs que pourrait imposer la suite des événements se déroulant sur le marché mondial.

La seconde des deux conditions qu'exige le succès d'une politique des changes visant à renverser la marée montante de l'inflation dans les pays européens consiste en ceci que la valorisation des monnaies devrait s'inscrire dans une série plus complètement développée et coordonnée de mesures tendant à contenir les forces inflationnistes sous toutes leurs formes. Les avantages que pourrait au premier abord produire l'abaissement des prix à l'importation seraient très passagers si les prix et les salaires n'en continuaient pas moins à monter. Le mouvement ascendant des prix et des salaires a déjà fait de grands progrès dans la plupart des pays, et il faut pour l'enrayer bien autre chose qu'une simple valorisation des monnaies. La série des mesures qu'il serait indispensable d'appliquer comprend une politique fiscale propre non seulement à contrebalancer l'augmentation des dépenses militaires par un renforcement des impôts, mais aussi à empêcher les profits de croître à l'excès ; une politique d'investissements associant des mesures d'ordre fiscal et des mesures intéressant le crédit à des mesures directes de contrôle, afin d'empêcher les dépenses en capital non indispensables et de combattre le stockage des matières premières et des autres marchandises ; et enfin, une politique des salaires s'étendant au pays entier et qui, sous réserve des ajustements supplémentaires les plus réduits possible que l'équité peut exiger, impose une suspension, acceptée d'un commun accord, de toute

[1] Cette conclusion semble corroborée par l'expérience qu'a faite le Royaume-Uni du système souple de la « monnaie dirigée » qui a fonctionné avec succès de 1932 à 1936, c'est-à-dire peu de temps après la dévaluation de la livre sterling, effectuée pendant la crise économique mondiale, et jusqu'au moment où fut conclu l'accord tripartite avec les Etats-Unis et la France. Cette expérience prouve que la monnaie a été maintenue suffisamment stable de jour en jour pour que le cours ordonné et la reprise du commerce n'en soient pas gênés, tandis qu'en même temps, les autorités compétentes en matière monétaire étaient en mesure de procéder aux rajustements nécessaires des taux de change sans risquer de laisser le champ libre aux spéculateurs pour qu'ils puissent faire de gros bénéfices.

nouvelle hausse générale de salaires pour permettre d'appliquer et de mettre à l'épreuve l'ensemble de la politique de stabilisation des prix [1].

Si un certain nombre de pays réussissaient vraiment par ces moyens à rétablir la stabilité monétaire intérieure, ce succès devrait valoir des avantages non seulement à ces pays eux-mêmes, mais aussi à d'autres pays. Il n'y a certainement guère lieu de penser que la situation des autres pays doive être beaucoup plus affectée par une valorisation des monnaies qu'elle ne le serait à une date à peine plus éloignée, si l'inflation se poursuivait sans entrave dans des pays qui devraient être en mesure de la contenir efficacement. Les avantages résultant de la valorisation des monnaies pourraient s'étendre à d'autres pays et se généraliser grâce, notamment, au renversement des anticipations actuelles qui se traduisent par la spéculation sur les marchandises et le stockage des matières premières. Pour le moment, on est beaucoup trop persuadé dans tous les pays que les matières premières vont manquer et que les prix vont se maintenir à un niveau élevé, voire monter davantage encore, et, comme on l'a vu au Chapitre 3, cette disposition d'esprit a pour effet de rendre la pénurie de marchandises pire qu'elle n'est en réalité. S'il est possible — en faisant baisser, grâce à la valorisation des monnaies, les prix des importations — d'ébranler cette conviction que la pénurie et la cherté sont choses inévitables, les effets de ce revirement seraient salutaires non seulement pour les pays qui auraient valorisé leur monnaie, mais aussi pour les autres.

Peut-être prétendra-t-on que le meilleur moment de valoriser les monnaies européennes est déjà passé : la hausse des prix des matières premières a déjà entraîné une forte perturbation de la structure des prix et des salaires dans la plupart des pays. Mais ceux qui soutiendraient cette opinion négligeraient de tenir compte de deux réalités qui ont été établies au cours de l'exposé qui précède [2]. La première de ces réalités, c'est que la cherté des importations n'a encore exercé qu'une partie de ses effets sur le niveau des prix intérieurs, même si l'on admet que les prix des produits de base ne monteront plus. La seconde est que la situation du marché mondial comme des divers marchés intérieurs est telle qu'il est très probable que le mouvement ascendant de la spirale des prix et des revenus va se poursuivre. Une valorisation, même faible, des monnaies européennes aurait pour effet de contribuer à ralentir ce mouvement ; si l'ajustement était plus important, il se pourrait fort bien qu'il l'arrête tout à fait.

[1] Dans certains pays, il faudra peut-être aussi remettre en vigueur ou renforcer les contrôles sur les importations, encore qu'il doive être d'autant moins nécessaire de recourir à ces mesures que le nombre des pays européens ayant valorisé leur monnaie aura été plus grand. L'Allemagne occidentale fournit un bon exemple à cet égard, bien que la nécessité où l'on a déjà été de revenir sur la libération des importations de ce pays en provenance d'autres pays d'Europe occidentale ne doive pas nécessairement s'accentuer dans des proportions importantes du fait de la valorisation des monnaies, si cette opération monétaire s'inscrit dans le cadre d'un rajustement général des monnaies européennes à un niveau plus élevé.

[2] Voir aussi la Section 1 du présent Chapitre.

Annexe A

STATISTIQUES SUPPLÉMENTAIRES

Tableau I

INDICES DE LA PRODUCTION DANS LES INDUSTRIES TEXTILES

Pays	En pourcentage[a] de la production totale de 1950	*1938 = 100*				*1948 = 100*							
						1949				1950			
		1947	1948	1949	1950[b]	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.[b]
Allemagne : zones occidentales	16,4	25	41	75	97	153	175	184	217	224	220	229	277
Autriche	1,0	31[c]	51[c]	77[c]	94[c]	132	147	148	179	194	180	170	202
Belgique	4,9	130	116	120	146	102	103	98	110	118	110	120	143
Danemark	0,6	108	134	151	172	113	113	99	126	130	137	115	131
Espagne	..	152[d]	153[d]	145[d]	163[d]	87	105	86	102	99	111	102	114
Finlande	0,7	97	110	131	146	115	120	112	126	130	132	117	141
France	16,3	89	102	101	109	103	107	86	103	107	111	93	116
Grèce	1,8	90	89	100	137	106	108	115	125	125	142	168	178
Hongrie	1,4	68	88	111	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	0,5	139	152	167	193	112	103	98	128	123	131	120	135
Italie	11,1	100	96	99	102	105	111	94	103	107	103	96	119
Norvège	0,7	124	144	168	180	125	122	95	123	135	130	102	133
Pays-Bas	3,4	87	105	122	136	111	115	110	127	131	129	122	138
Pologne	5,0	86[c]	114[c]	133[c]	150[c]	..	..	..	..	..	..	..	..
Royaume-Uni	29,9	81	95	102	112	108	105	102	114	120	117	112	122
Suède	2,8	121	135	142	139[e]	107	108	92	104	106[e]	102[e]	89[e]	104[e]
Tchécoslovaquie[e]	3,5	60[c]	77[c]	81[c]	89[c]	105	110	90	118	122	121	95	130
Total pour les pays énumérés	100,0[f]	75[f]	87[f]	98[f]	110[f]	110	114	104	120	125	124	117	137

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

[a] On a obtenu ces chiffres en appliquant aux indices de volume indiqués pour 1950 (1938 = 100) les coefficients de pondération de 1938 qui sont proportionnels à la production nette. Les chiffres ainsi obtenus ne tiennent, par conséquent, pas compte des variations de prix des divers produits depuis 1938.

[b] Chiffres provisoires.

[c] 1937 = 100 ; pour la Pologne, production de 1937 dans les limites territoriales d'avant guerre = 100.

[d] 1940 = 100.

[e] Y compris les vêtements de confection.

[f] Non compris l'Espagne.

Tableau II

INDICES DE LA PRODUCTION DANS LES INDUSTRIES CHIMIQUES

Pays	En pourcentage [a] de la production totale de 1950	*1938 = 100*				*1948 = 100*							
						1949				1950			
		1947	1948	1949	1950 [b]	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim. [b]
Allemagne : zones occidentales.	18,7	34	49	69	89	135	140	141	148	157	177	199	194
Autriche	2,4	77 [c]	145 [c]	167 [c]	208 [c]	93	121	125	123	134	136	144	166
Belgique	4,1	129 [d]	151 [d]	158 [d]	170 [d]	104	106	97	113	..	..	..	..
Danemark	1,1	100	114	126	139	113	110	102	118	123	130	107	128
Finlande	1,8	154	178	204	234	112	113	108	123	131	140	123	133
France	9,3	97	114	112	118	102	105	87	100	102	106	99	115
Grèce	1,0	59	63	81	94	114	126	136	138	138	121	153	185
Hongrie	2,0	88	107	174	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	0,4	103	109	122	144	113	111	104	122	132	124	127	144
Italie	6,0	80	93	105	121	102	114	120	114	113	129	128	151
Norvège	1,6	111	119	137	174	119	125	119	141	154	177	154	154
Pays-Bas	1,4	83	105	110	133	106	103	98	112	..	..	..	..
Pologne	12,5	154 [c]	305 [c]	408 [c]	480 [c]	..	..	..	..	..	..	..	..
Royaume-Uni	25,2	161	184	189	214	104	105	96	107	111	116	118	122
Suède	6,3	167	190	205	220	..	..	..	..	..	..	..	..
Suisse [e]	2,1	171	174	158	169	..	..	..	..	..	..	..	..
Tchécoslovaquie	4,1	102 [c]	124 [c]	134 [c]	140 [c]	105	110	101	116	109	109	108	115
Total pour les pays énumérés	100,0	93	116	131	152	109	113	107	117	121	128	130	138

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

NOTE. — Les indices portent, dans toute la mesure du possible, sur la production des principaux produits chimiques, des engrais, des matières colorantes, des huiles végétales industrielles, du savon et des allumettes, mais n'englobent pas la production de caoutchouc ni de rayonne.

[a] On a obtenu ces chiffres en appliquant aux indices de volume indiqués pour 1950 (1938 = 100) les coefficients de pondération de 1938 qui sont proportionnels à la production nette. Les chiffres ainsi obtenus ne tiennent, par conséquent, pas compte des variations de prix des divers produits depuis 1938.

[b] Chiffres provisoires.

[c] 1937 = 100 ; pour la Pologne, production de 1937 dans les limites territoriales d'avant guerre = 100.

[d] 1936-1938 = 100.

[e] Indice approximatif établi d'après le chiffre des exportations et le nombre d'heures de travail effectuées par ouvrier.

Tableau III

INDICES DE LA PRODUCTION DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Pays	En pourcentage [a] de la production totale de 1950	*1938 = 100*				*1948 = 100*							
						1949				1950			
		1947	1948	1949	1950 [b]	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim. *b*
Allemagne : zones occidentales.	19,2	31	53	78	93	120	151	163	160	133	178	200	197
Autriche	2,5	49 *c*	108 *c*	143 *c*	156 *c*	77	139	166	145	98	160	177	141
Belgique	4,9	91 *d*	95 *d*	70 *d*	85 *d*	68	68	75	85	81	89	88	101
Danemark	1,8	112	127	135	144	85	113	113	112	93	125	119	116
Espagne	4,5	155 *e*	158 *e*	155 *e*	187 *e*	..	..	..	..	..	..	..	..
Finlande	1,1	104	128	141	150	92	110	136	105	98	124	130	113
France	8,2	105	125	127	133	105	106	92	101	101	108	104	112
Grèce	0,7	59	87	99	120	105	110	116	127	107	131	154	162
Hongrie	0,5	91	101	130	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	0,4	146	207	251	275	116	127	112	129	118	126	141	147
Italie	6,8	84	90	96	119	91	116	107	113	118	141	130	140
Norvège	2,2	126	139	149	159	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	2,3	72	95	111	125	111	109	116	129	125	128	132	141
Pologne	3,5	73 *f*	94 *f*	111 *f*	128 *f*	..	..	..	..	..	..	..	..
Royaume-Uni	31,4	128	150	156	165	104	104	101	107	108	109	109	114
Suède	2,5	135	139	142	155	..	..	..	..	..	..	..	..
Tchécoslovaquie	3,7	92 *c*	110 *c*	112 *c*	123 *c*	82	107	111	109	91	118	130	114
Yougoslavie	3,8	205 *g*	225 *g*	250 *g*	273 *g*	..	..	..	..	..	..	..	..
Total pour les pays énumérés	100.0	84	102	111	124	101	111	112	115	109	124	127	130

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

NOTE. — Ces données se rapportent à la production de pierres, de chaux, de briques, de tuiles, de ciment, de verrerie et de céramique.

a On a obtenu ces chiffres en appliquant aux indices de volume indiqués pour 1950 (1938 = 100) les coefficients de pondération de 1938 qui sont proportionnels à la production nette. Les chiffres ainsi obtenus ne tiennent, par conséquent, pas compte des variations de prix des divers produits depuis 1938.

b Chiffres provisoires.

c 1937 = 100.

d 1936-1938 = 100.

e 1935 = 100.

f Production courante comparée à la production de 1937 dans les limites territoriales d'avant guerre.

g 1939 = 100.

Tableau IV

PRODUCTION DE CHARBON

En millions de tonnes

Pays	1948				1949				1950			
	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
Allemagne : zones occidentales [a]	20,58	20,65	23,14	24,04	25,35	24,76	26,98	27,73	28,21	26,37	28,20	29,54
Belgique	6,28	6,68	6,51	7,21	7,39	7,18	5,96	7,33	7,29	6,89	6,00	7,12
France	12,96	11,99	11,06	7,28	13,39	12,64	12,12	13,05	13,63	12,32	11,84	13,06
Sarre	2,89	3,00	3,32	3,36	3,49	3,42	3,61	3,74	3,85	3,68	3,67	3,89
Pays-Bas	2,78	2,72	2,74	2,80	2,85	2,83	2,98	3,04	3,11	3,00	3,11	3,03
Pologne	16,71	16,65	18,13	18,77	18,08	17,86	18,68	19,46	19,68	18,60	19,87	19,64
Royaume-Uni [b]	52,60	54,35	50,11	55,55	55,39	54,17	51,71	57,34	56,83	54,86	51,43	56,62
Total pour les pays énumérés	114,80	116,03	115,01	119,01	125,94	122,86	122,04	131,68	132,60	125,71	124,12	132,89
Etats-Unis [c]	142,68	145,28	154,69	153,06	125,67	129,63	86,05	94,62	97,31	136,12	130,31	141,01

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Les chiffres portent sur la production nette de houille sur le carreau des mines (charbon lavé et amené à la surface). La production de lignite n'est pas comprise.

a Y compris la production de *pechkohle*.

b Y compris la production des mines à ciel ouvert.

c Y compris de faibles quantités de lignite.

Tableau V

PRODUCTION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

En milliards de kilowatts-heures

Pays	1948				1949				1950			
	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
Allemagne : zones occidentales	8,21	7,69	7,97	8,74	9,48	8,87	9,56	10,81	10,53	9,84	10,94	12,66
Autriche	1,13	1,37	1,53	1,23	1,14	1,47	1,53	1,36	1,27	1,60	1,78	1,64
Belgique [a]	2,01	1,86	1,88	2,16	2,13	1,97	1,88	2,19	2,16	1,94	1,95	2,43
Danemark	0,48	0,39	0,44	0,53	0,49	0,42	0,45	0,57	0,52	0,43	0,47	0,61
Espagne	1,74	1,62	1,30	1,45	1,40	1,37	1,30	1,57	1,84	1,79	1,69	1,69
Finlande	0,69	0,70	0,74	0,83	0,87	0,88	0,83	0,98	1,03	0,98	1,01	1,10
France [b]	7,04	6,95	6,77	6,81	6,91	7,02	6,72	7,75	7,70	7,62	7,25	8,90
Italie	5,11	5,77	6,09	5,73	4,75	5,41	5,39	5,23	5,32	6,31	6,51	6,86
Norvège [c]	2,74	3,13	2,93	3,65	3,97	3,60	3,35	4,27	4,55	4,07	3,89	4,82
Pays-Bas	1,40	1,22	1,15	1,50	1,50	1,35	1,35	1,79	1,78	1,57	1,66	2,03
Pologne [c]	1,87	1,70	1,81	2,13	2,04	1,83	1,95	2,33	2,33	2,12	2,24	2,85
Royaume-Uni [d]	12,73	10,61	10,10	13,09	13,66	11,02	10,38	14,06	14,87	12,32	11,72	16,11
Suède	3,19	3,51	3,39	4,00	4,11	3,85	3,76	4,44	4,66	4,30	4,28	5,11
Suisse [e]	2,06	2,17	2,43	1,99	1,59	2,19	2,13	1,86	1,79	2,30	2,80	2,23
Tchécoslovaquie	1,86	1,76	1,76	2,14	2,11	1,94	1,95	2,27	..	..	..	..
Total pour les pays énumérés	52,25	50,42	50,28	55,97	56,15	53,17	52,51	61,48	62,66	59,41	60,33	71,44
Etats-Unis	82,87	80,77	84,51	88,19	87,35	83,65	85,80	87,75	92,33	93,29	98,15	104,16

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Sauf indication contraire, les données s'appliquent à la production totale d'énergie électrique.

[a] Production totale des centrales des services publics et autres centrales d'une puissance installée supérieure à 100 kilowatts.

[b] Production des centrales hydro-électriques d'une puissance supérieure à 1.000 kilowatts et des centrales thermiques d'une puissance supérieure à 5.000 kilowatts.

[c] Production des services publics et autres centrales d'une puissance installée égale ou supérieure à 1.000 kilowatts.

[d] Production des services publics ; non compris l'Irlande du Nord.

[e] Production des services publics augmentée des achats d'énergie à des compagnies de chemins de fer et à des établissements industriels, destinée au réseau public.

Tableau VI

PRODUCTION D'ÉNERGIE HYDRO-ÉLECTRIQUE ET D'ÉNERGIE THERMIQUE

En milliards de kilowatts-heures

Pays	TOTAL				HYDRO-ÉLECTRIQUE				THERMIQUE			
	1938	1948	1949	1950	1938	1948	1949	1950	1938	1948	1949	1950
Allemagne	50,1 [a]	48,2	56,7	..	6,9 [a]	..	..	..	43,1 [a]	..	..	..
dont : zones occidentales	31,1	32,6	38,7	44,0	6,5	7,7	6,6	8,2	24,6	24,9	32,1	35,7
Zone soviétique	17,2	14,4	16,5	..	0,4	..	..	..	16,8	..	..	..
Autriche	3,0	5,3	5,5	6,3	2,4	4,4	4,2	5,0	0,6	0,9	1,3	1,3
Belgique [b]	5,3	7,9	8,2	8,5	—	0,1	—	0,1	5,2	7,8	8,1	8,4
Danemark	1,1	1,8	1,9	2,0	—	—	—	—	1,1	1,8	1,9	2,0
Espagne	2,7	6,1	5,6	7,0	2,2	5,2	4,0	5,0	0,5	0,9	1,6	2,0
Finlande	3,1	3,0	3,6	4,1	2,5	1,9	3,0	3,6	0,7	1,0	0,5	0,5
France [c]	18,6	27,6	28,4	31,5	8,9	14,3	10,6	15,6	9,6	13,2	17,8	15,9
Sarre	1,3	1,2	1,5	1,5	—	—	—	—	1,3	1,2	1,5	1,5
Italie	15,5	22,7	20,8	25,0	14,6	20,9	17,4	22,2	1,0	1,8	3,4	2,8
Norvège [d]	9,6	12,4	15,2	17,3	9,5	12,4	15,2	17,3	0,1	0,1	—	—
Pays-Bas	3,5	5,3	6,0	7,0	—	—	—	—	3,5	5,3	6,0	7,0
Pologne [d]	7,9 [e]	7,5	8,1	9,5	0,1 [e]	0,4	0,4	0,5	7,9 [e]	7,1	7,7	9,0
Royaume-Uni [f]	24,4	46,5	49,1	55,0	1,0	1,3	1,2	1,5	23,4	45,2	47,9	53,5
Suède	8,2	14,1	16,2	18,3	7,3	12,6	15,1	17,5	0,9	1,4	1,0	0,9
Suisse [g]	7,0	10,4	9,7	10,5	7,0	10,4	9,6	10,3	—	0,1	0,2	0,2
Tchécoslovaquie	4,1	7,5	8,3	9,1	0,6	0,9	1,0	1,1	3,5	6,6	7,3	8,0
Yougoslavie	1,1	2,0	2,2	2,4	0,5	1,0	1,0	1,1	0,6	1,0	1,2	1,3
Autres pays d'Europe	4,6	7,3	8,3	9,6	0,7	1,1	1,1	1,4	3,9	6,2	7,2	8,2
Total pour l'Europe (moins l'U.R.S.S.)	181	247	267	300	65	95	91	111	116	152	175	189
Etats-Unis [h]	142,0	336,8	344,5	387,9	44,3	82,5	89,7	95,9	69,5	200,2	201,3	233,1

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Sauf indication contraire, les données s'appliquent à la production totale d'énergie électrique. Le Royaume-Uni est le principal pays qui fasse exception (voir note *f*). Toutefois, une évaluation de la production totale d'énergie électrique du Royaume-Uni, y compris l'Irlande du Nord, a été incorporée aux totaux pour l'Europe.

[a] Dans les limites territoriales d'après guerre. La production totale d'énergie électrique dans les limites territoriales d'avant guerre, non compris la Sarre, était de 51,4 milliards de kilowatts.

[b] Production totale des centrales des services publics et autres centrales d'une puissance installée supérieure à 100 kilowatts.

[c] Production des centrales hydro-électriques ayant une puissance supérieure à 1.000 kilowatts et production des centrales thermiques d'une puissance de plus de 5.000 kilowatts.

[d] Production des centrales des services publics et autres centrales d'une puissance installée supérieure ou égale à 1.000 kilowatts.

[e] Dans les limites territoriales d'après guerre. La production totale d'énergie électrique dans les limites territoriales d'avant guerre était de 4 milliards de kilowatts.

[f] Production des services publics seulement ; non compris l'Irlande du Nord.

[g] Les chiffres s'entendent de la production totale pendant la période de douze mois se terminant au 30 septembre de l'année indiquée.

[h] La production totale vise la production des établissements industriels aussi bien que celle des centrales électriques appartenant à des entreprises civiles ou à des municipalités. Les données relatives à l'énergie hydro-électrique et à l'énergie thermique concernent uniquement la production des centrales électriques appartenant à des entreprises privées ou à des municipalités.

Tableau VII

CAPACITÉ DE PRODUCTION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

Situation en fin d'année — *En milliers de kilowatts*

Pays	Puissance installée			
	1938	1948	1949	1950
Allemagne	16.534 [a]	14.812	15.453	16.630
dont : zones occidentales	9.239	10.092	10.653	11.630
Zone soviétique [b]	5.956	4.720	4.800	5.000
Autriche	1.157	1.717	1.806	2.000
Belgique	2.619	2.743	2.858	2.986
Bulgarie [c]	104	170	..	..
Danemark	603	832	832	872
Espagne	1.530	1.990	2.268	2.550
Finlande	870	965	1.088	1.183
France	9.179	9.715	10.375	11.047
Grèce	126	199	217	245
Hongrie	690	823	870	1.030
Irlande [c]	160	218	234	269
Italie	5.839	7.398	7.843	8.400
Luxembourg	137	139	139	135
Norvège	2.055	2,684	2.897	3.016
Pays-Bas	1.741	1.995	2.053	2.125
Pologne	1.692 [d]	2.460	2.786	2.970
Portugal	280	334	345	480
Roumanie	510	600	600	740
Royaume-Uni [e]	9.365	13.194	13.913	15.085
Suède	2.262	3.550	3.725	3.980
Suisse [f]	2.085	2.690	2.920	3.110
Tchécoslovaquie	1.870 [g]	2.740	2.900	3.100
Turquie	178	306	382	402
Yougoslavie	495	620	655	682
Total pour les pays énumérés	62.081	72.894	77.450	83.450

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

NOTE. — Sauf indication contraire, les chiffres s'appliquent à la puissance installée totale.

[a] Dans les limites territoriales d'avant guerre, non compris la Sarre.

[b] Y compris Berlin pour toutes les périodes.

[c] Production des services publics seulement.

[d] Dans les limites territoriales d'avant guerre.

[e] Production des services publics seulement ; non compris l'Irlande du Nord.

[f] Au 30 juin.

[g] 1936.

Tableau VIII

PRODUCTION DE PÉTROLE BRUT ET CONSOMMATION DE PÉTROLE BRUT ET DE PRODUITS PÉTROLIERS

En millions de tonnes

Pays	Production de pétrole brut				Consommation apparente de pétrole brut et de produits pétroliers [a]			
	1938	1948	1949	1950	1938	1948	1949	1950
Allemagne [b]	1,47	1,27	1,62	2,06	7,29	..	..	..
dont : zones occidentales	1,17	0,64	0,84	1,12	5,72	2,29	3,05	3,73
Autriche	0,06	0,96	1,25	1,50	0,39	1,02	1,30	1,57
Belgique-Luxembourg	—	—	—	—	0,82	1,68	1,76	2,26
Danemark	—	—	—	—	0,86	1,27	1,42	2,00
Espagne	—	—	—	—	0,34	1,06	1,24	1,62
France	0,07	0,05	0,06	0,13	7,58	8,03	9,68	11,46
Hongrie	0,04	0,48	0,51	0,55	0,25	.	..	..
Italie	0,01	0,01	0,01	0,01	2,49	2,64	3,29	4,89
Norvège	—	—	—	—	0,59	1,44	1,49	1,57
Pays-Bas	—	0,50	0,62	0,71	1,56	2,90	2,94	3,35
Pologne	0,51	0,15	0,17	0,18	0,50	.	..	..
Portugal	—	—	—	—	0,19	0,60	0,54	0,55
Roumanie	6,59	4,30	4,72	5,35	2,13	..	..	..
Royaume-Uni [c]	0,13	0,16	0,16	..	12,40	19,18	18,91	19,85
Suède	—	—	—	—	1,30	3,54	3,24	3,98
Tchécoslovaquie	0,02	0,04	0,05	0,05	0,39	0,41	..	..
Autres pays européens	0,12	0,28	0,40	0,54	1,87	3,71	4,33	5,05
Total pour l'Europe (moins l'U.R.S.S.)	9,02	8,20	9,57	11,24	40,96	54,86	59,41	69,00
Etats-Unis	171,04	276,74	252,10	270,12	149,15	267,05	266,22	298,48

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Sauf dans le cas de l'Allemagne, les chiffres ne comprennent ni la production ni la consommation de pétrole synthétique. Tous les chiffres relatifs à l'avant-guerre s'entendent des limites territoriales d'avant guerre.

a Consommation apparente de pétrole brut, c'est-à-dire la production de pétrole brut à laquelle s'ajoutent les importations nettes de pétrole brut et de produits pétroliers (en quantités équivalentes de pétrole brut), sans tenir compte des modifications qui interviennent dans les stocks. Toutefois, les chiffres concernant la France, l'Italie, le Royaume-Uni et les Etats-Unis se rapportent dans tout le tableau aux quantités de pétrole brut raffiné auxquelles s'ajoutent les importations nettes de produits raffinés (en quantités équivalentes de pétrole brut) ; ils tiennent donc compte des variations de stocks de pétrole brut. En outre, les données relatives à la France ont été ajustées pour tenir compte des variations de stocks de produits raffinés.

b Dans les chiffres est comprise la production de produits liquides provenant des usines d'hydrogénation et des usines de fabrication synthétique. En 1938, la production s'est élevée, pour l'ensemble de l'Allemagne, à des quantités équivalant à 0,92 million de tonnes de pétrole brut et, pour les zones occidentales d'Allemagne, elles ont été évaluées à 0,62 million de tonnes. On a admis que la consommation a été égale à la production.

c Pour la production du pétrole brut, il s'agit en majeure partie d'huile de schiste.

Tableau IX

CONSOMMATION D'ÉNERGIE

En millions de tonnes, en quantités équivalentes de charbon

Pays	Charbon, coke et lignite [a]				Energie électrique				Pétrole brut et produits pétroliers				Total			
	1938	1948	1949	1950	1938	1948	1949	1950	1938	1948	1949	1950	1938	1948	1949	1950
Allemagne [b]	176,8	..	..	..	34,8	30,3	35,6	40,1	10,9	..	..	..	221,2	..	..	..
dont : zones occidentales	..	75,7	83,6	86,5	19,6	20,5	24,4	27,6	8,6	3,4	4,6	5,6	..	99,6	112,5	119,8
Autriche	3,8	7,0	7,5	7,0	1,9	3,3	3,5	4,0	0,6	1,5	1,9	2,4	6,3	11,8	12,9	13,3
Belgique-Luxembourg	25,0	25,4	23,2	23,0	3,6	5,3	5,5	5,8	1,2	2,5	2,6	3,4	29,8	33,2	31,4	32,1
Danemark	4,7	3,3	4,2	5,3	0,7	1,2	1,2	1,3	1,3	1,9	2,1	3,0	6,7	6,3	7,5	9,6
Espagne	6,3	10,7	11,1	10,9	1,7	3,8	3,5	4,4	0,5	1,6	1,9	2,4	8,5	16,2	16,5	17,7
Finlande	1,4	1,8	0,9	1,6	2,0	1,9	2,2	2,6	0,4	0,8	0,6	0,8	3,7	4,4	3,7	5,0
France [c]	60,8	59,3	65,3	58,7	11,7	18,1	18,8	20,7	11,4	12,0	14,5	17,2	83,8	89,6	98,9	96,9
Italie [d]	13,4	8,6	8,0	7,9	9,8	14,3	13,1	15,7	3,7	4,0	4,9	7,3	26,9	27,0	26,3	31,7
Norvège	2,9	2,0	1,8	2,3	6,1	7,8	9,6	10,9	0,9	2,2	2,2	2,4	9,9	12,0	13,6	15,5
Pays-Bas	11,6	10,5	11,3	11,7	2,2	3,3	3,8	4,4	2,3	4,3	4,4	5,0	16,1	18,2	19,4	21,1
Pologne [e]	24,3	37,2	38,8	..	2 5	4,7	5,1	6,0	0,8	..	..	..	27,5	..	..	..
Royaume-Uni	166,1	164,5	163,8	165,5	21 2	35,9	38,0	42,0	18,6	28,8	28,4	29,8	205,9	229,2	230,2	237,3
Suède	7,5	6,6	5,4	6,7	5,1	8,9	10,2	11,5	2,0	5,3	4,9	6,0	14,6	20,8	20,5	24,2
Suisse	3,5	2,6	1,9	2,6	4,4	6,6	6,1	6,6	0,7	1,3	1,5	1,8	8,6	10,5	9,5	11,0
Tchécoslovaquie	19,8	26,7	27,8	..	2,6	4,7	5,2	5,7	0,6	0,6	..	..	22,9	32,0	33,7	..
Autres pays d'Europe	13,7	16,1	16,2	..	3,3	5,5	6,2	7,1	5,6	8,5	9,7	..	22,5	30,1	32,3	..
Total pour l'Europe (moins l'U.R.S.S.)	541	482	498	509	114	156	167	189	61	82	89	103	715	718	753	799

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

NOTE. — Les chiffres portent sur la consommation totale de charbon, de coke, de lignite, d'énergie électrique, de pétrole brut et de produits pétroliers bruts. Il n'a pas été tenu compte de la consommation du bois de chauffage.

a La consommation de charbon, de coke et de lignite équivaut à la production de houille et de lignite à quoi s'ajoutent les importations nettes de charbon, de coke et de lignite, après ajustement pour tenir compte des variations de stocks. Dans le cas de l'Autriche, du Danemark, de l'Espagne, de la Finlande, de l'Italie, de la Suisse et de la Tchécoslovaquie, les données portent sur la consommation apparente sans qu'il soit tenu compte des variations de stocks. Pour l'Allemagne, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne et la Suède, seules les données relatives à l'année d'avant guerre n'ont pas été ajustées. Les quantités de charbon et de lignite consommées par les centrales électriques ne sont pas comprises.

b Les chiffres relatifs à 1938 s'entendent de la consommation dans les limites territoriales d'avant guerre, y compris la Sarre.

c Pour les années d'après guerre, la Sarre est comprise avec la France. Les données relatives à la consommation totale d'énergie comprennent la consommation de gaz naturel.

d Les chiffres de la consommation totale comprennent la consommation de gaz naturel.

e Les chiffres relatifs à 1938 s'entendent de la consommation dans les limites territoriales d'avant guerre.

Tableau X

PRODUCTION DE MINERAI DE FER, DE FONTE ET DE FERRO-ALLIAGES, ET CONSOMMATION DE FERRAILLE

En millions de tonnes

Pays	PRODUCTION DE MINERAI DE FER				PRODUCTION DE FONTE ET DE FERRO-ALLIAGES				CONSOMMATION DE FERRAILLE			
	1938	1948	1949	1950	1938	1948	1949	1950	1938	1948	1949	1950
Allemagne	3,7 [a]	2,0	2,5	3,0	15,3 [a]	4,8	7,4	9,8	9,7 [a]	..	..	..
dont : zones occidentales	3,5	2,0	2,5	2,9	15,2	4,7	7,1	9,5	8,5	4,0	7,0	9,2
Zone soviétique	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	1,2	..	..	..
Autriche	0,8	0,4	0,4	0,6	0,6	0,6	0,8	0,9	0,4	0,4	0,5	0,6
Belgique-Luxembourg	1,6	1,1	1,3	1,2	4,0	6,6	6,1	6,2	0,8	2,6	2,1	2,2
Espagne	1,2	0,8	0,9	1,0	0,4	0,5	0,6	0,7	..	0,3	0,3	0,4
France	10,9	7,6	10,4	9,9	6,0	6,6	8,3	7,8	2,8	3,7	4,3	..
Sarre	—	—	—	—	2,4	1,1	1,6	1,7	0,7	0,4	0,6	..
Hongrie	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,4	0,4	0,5	..	..	..	..
Italie	0,5	0,3	0,3	0,2	0,9	0,4	0,4	0,5	2,1	2,3	2,2	2,5
Pays-Bas	—	—	—	—	0,3	0,4	0,4	0,5	0,1	0,5	0,6	0,6
Pologne	0,3 [b]	0,2	0,2	0,3	1,3 [b]	1,1	1,2	1,4	1,1 [b]	..	..	..
Royaume-Uni	3,6	4,0	4,1	3,9	6,9	9,4	9,7	9,8	8,7	12,4	13,4	14,1
Suède	8,5	8,1	8,4	8,5	0,7	0,8	0,8	0,8	0,7	0,9	1,0	1,1
Tchécoslovaquie	0,6	0,5	0,5	0,5	1,3	1,7	1,7	1,8	0,9	..	..	..
Turquie	—	0,1	0,1	0,1	—	0,1	0,1	0,1	—	—	—	—
Autres pays d'Europe	1,5	0,7	0,8	0,9	0,3	0,6	0,7	0,7	..	..	..	..
Total pour l'Europe (moins l'U.R.S.S.)	33,3	25,8	30,0	30,3	40,5	35,1	40,4	43,1	..	..	..	..
Etats-Unis	14,5	51,5	43,3	50,2	19,1	55,2	49,2	59,3	21,7	57,3	49,8	62,1

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — *Minerai de fer :* Les chiffres indiquent le fer contenu dans les minerais extraits, y compris les minerais manganésifères, mais non compris les pyrites. Pour les pourcentages de fer contenu, voir Annexe B.

Fonte et ferro-alliages : Les chiffres indiquent la production totale de fonte et de ferro-alliages des hauts fourneaux, destinée aussi bien à la fabrication de l'acier qu'à d'autres fins.

Consommation de ferraille : Les chiffres indiquent la consommation de ferraille dans les hauts fourneaux, les aciéries et les fonderies de fer. Voir Annexe B.

[a] Dans les limites territoriales d'après guerre. Dans les limites territoriales d'avant guerre (non compris la Sarre), la production avait été la suivante (en millions de tonnes) : minerai de fer 3,7 ; fonte 15,7 ; consommation de ferraille 9,9.

[b] Dans les limites territoriales d'après guerre. Dans les limites territoriales d'avant guerre, la production avait été la suivante (en millions de tonnes) : minerai de fer 0,3 ; fonte 0,9.

Tableau XI

PRODUCTION D'ACIER BRUT

En millions de tonnes

Pays	1948				1949				1950			
	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
Allemagne : zones occidentales	0,98	1,10	1,59	1,90	2,15	2,31	2,42	2,28	2,85	2,85	3,22	3,21
Belgique	0,93	0,87	1,02	1,09	1,15	1,02	0,82	0,86	0,89	0,88	0,85	1,15
Luxembourg	0,53	0,59	0,64	0,69	0,71	0,61	0,51	0,45	0,54	0,56	0,64	0,71
France	1,74	1,86	1,80	1,85	2,28	2,33	2,19	2,32	1,99	2,16	2,04	2,45
Sarre	0,21	0,28	0,36	0,37	0,43	0,44	0,44	0,44	0,44	0,39	0,50	0,57
Italie	0,49	0,56	0,55	0,53	0,45	0,55	0,52	0,54	0,56	0,56	0,59	0,61
Pologne	0,46	0,47	0,49	0,54	0,57	0,56	0,57	0,60	0,62	0,62	0,63	0,65
Royaume-Uni	3,80	3,90	3,55	3,87	4,03	4,05	3,70	4,03	4,24	4,21	3,86	4,24
Suède	0,31	0,32	0,27	0,35	0,35	0,33	0,31	0,38	0,39	0,35	0,33	0,39
Total pour les pays énumérés	9,45	9,94	10,26	11,19	12,10	12,20	11,49	11,91	12,51	12,58	12,66	13,99
Etats-Unis	20,00	19,12	19,91	21,39	21,86	19,87	17,33	11,68	20,15	22,59	22,22	22,78

Sources : Voir Annexe B.

NOTE. — Les chiffres de production portent sur la production totale de lingots d'acier et de moulages de première coulée, y compris les alliages d'acier spéciaux, qu'ils soient destinés à être utilisés par le producteur lui-même ou qu'ils soient destinés à la vente. Le fer forgé (puddlé) n'est pas compris dans ces statistiques.

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA URBINO

Tableau XII

PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS CHIMIQUES DANS DIVERS PAYS

En milliers de tonnes

Pays	Acide sulfurique				Carbure de calcium				Soude caustique				Cendre de soude			
	1938	1948	1949	1950	1938	1948	1949	1950	1938	1948	1949	1950	1938	1948	1949	1950
Allemagne :																
Zones occidentales	1.348 [a]	830	1.139	1.444	528 [a]	420	522	633	138 [a]	186	251	335	425 [a]	400	568	735
Zone soviétique	375 [a]	147	290	334	192 [a]	48	192	..	124 [a]	80	110	127	378 [a]	49	75	83
Autriche	28 [b]	6	7	8	5 [b]	8	8	12	6 [b]	14	22	31	42 [b]	72	92	95
Belgique	749	829	826	..												
Espagne									30 [c]	57	58	65	64 [c]	70	77	79
France	1.272	1.275	1.151	1.215	156	181	187	176	126	196	216	240	484	715	582	717
Italie	1.076	937	1.096	1.141	135	138	96	119	165	193	183	151	352	378	350	341
Norvège					51	22	28	..								
Pays-Bas	525	410	439	485												
Pologne	310 [d]	218	275	283	100 [d]	162	162	..	30 [d]	48	56	65				
Portugal	80	141	193	170									4	15	12	12
Roumanie	43	33	44	59												
Royaume-Uni	1.010	1.578	1.687	1.816					[e]	[e]	[e]	[e]	[e]	[e]	[e]	[e]
Suède	167	281	..	..					16	58	..	..				
Yougoslavie	24	44	45	46					10	19	19	..	20	35	35	..
Total pour les pays énumérés	7.007	6.729	7.480	8.125	1.167	979	1.195	1.330	645	851	980	1.110	1.769	1.734	1.791	2.100
Etats-Unis	..	10.393	10.371	12.134	..	619	549	605	948 [f]	2.156	2.017	2.295	2.564 [f]	4.151	3.553	3.341

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

Note. — Dans certains cas, on manque, pour un produit chimique donné, d'un ou deux chiffres de la série, à savoir : pour la Suède, pour 1949 et 1950 (acide sulfurique et soude caustique); pour la Zone soviétique d'Allemagne, la Norvège et la Pologne, pour 1950 (carbure de calcium) ; pour la Yougoslavie, pour 1950 (soude caustique et cendre de soude) ; dans ces cas-là, on a procédé à des évaluations qui ont été comprises dans le total. Toutefois, dans le cas de plusieurs pays, on ne possède pas, pour toutes les périodes considérées, des données comparables pour les quatre produits chimiques étudiés ; dans ce cas, aucune évaluation n'a été incorporée au total.

[a] 1936.
[b] 1937.
[c] 1941.
[d] Dans les limites territoriales d'après guerre. Dans les limites territoriales d'avant guerre, la production était la suivante (en milliers de tonnes) : acide sulfurique 189, et carbure de calcium 64. Pour la soude caustique, la production d'avant guerre dans les territoires cédés à la Pologne était négligeable.
[e] On ne dispose pas des chiffres. La production totale de carbonates était (en milliers de tonnes) : 1.522 en 1937 et 1.395 en 1946.
[f] 1939.

Tableau XIII

PRODUCTION D'ENGRAIS

En milliers de tonnes

Pays	Superphosphates (*Teneur en P_2O_5*)				Engrais potassiques (*Teneur en K_2O*)				Engrais azotés (*Teneur en N*)			
	1938	1948	1949	1950	1938	1948	1949	1950	1938	1948	1949	1950
Allemagne : zones occident.	110	..	64	75	740	720	749	912	367	340	370	442
Belgique-Luxembourg	38	120	115	..	—	7	7	7	94	153	165	166
Espagne	194 [a]	127	152	170	121 [a]	166	168	175	4	4	6	9
France	192	236	168	167	582	769	896	1.018	177	184	213	236
Italie	225	125	229	..	—	—	—	—	109 [b]	102	120	..
Norvège	6	6	6	..	—	—	—	—	84	86	124	159
Pays-Bas	91	152	170	170	—	—	—	—	99	83	90	153
Pologne	36 [c]	45	52	..	108 [d]	—	—	—	51 [c]	54	65	..
Royaume-Uni	65	211	220	223	—	—	—	—	121	249	257	265
Suède	52	78	97	..	—	—	—	—	8 [b]	21	21	..
Tchécoslovaquie	22	31	..	..	—	—	—	—	24	32	36	..
Total pour les pays énumérés	1.031	1.262	1.304	1.400	1.551	1.662	1.820	2.112	1.138	1.308	1.467	1.700
Etats-Unis	643	1.472	1.520	1.604	288	1.034	1.014	1.145	240 [e]	905 [e]	975 [e]	995 [e]

Sources : Voir Annexe B.

[a] 1935.

[b] 1938/39.

[c] Dans les limites territoriales d'avant guerre.

[d] Dans les limites territoriales d'avant guerre ; en 1938, dans les limites territoriales d'après guerre, la production était nulle.

[e] Période de douze mois se terminant le 30 juin de l'année indiquée.

Tableau XIV

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE PÂTE DE BOIS

En milliers de tonnes

Pays	Production				Consommation [a]			
	1938	1948	1949	1950	1938	1948	1949	1950
Allemagne	2.462 [b]	..	..	..	2.544 [b]	..	..	..
dont : zones occidentales	1.029	450	700	865	..	560	950	1.123
Autriche	363	216	290	343	243	201	209	232
Belgique-Luxembourg	70	52	55	75	183	213	211	259
Danemark	3	1	1	1	53	76	65	67
Finlande	2.110	1.675	1.613	1.913	865	817	691	857
France	347	466	485	532	740	710	811	936
Italie	193	203	242	300	460	301	444	503
Norvège	900	816	901	1.018	403	600	610	650
Pays-Bas	105	42	73	85	184	201	198	223
Royaume-Uni	70	64	80	90	1.794	1.035	1.411	1.659
Suède	3.061	3.003	3.024	3.250	1,086	1.106	1.225	1.300
Suisse	84	142	128	140	101	212	153	167
Tchécoslovaquie	318	260	270	..	227	222	230	..
Autres pays d'Europe	323	358	396	463	449	490	538	633
Total pour l'Europe (moins l'U.R.S.S.)	10.409	8.050	8.700	9.900	9.332	7.100	8.300	9.500
Etats-Unis	5.382	11.678	11.029	13.330	6.806	13.600	12.541	15.420

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

[a] Les chiffres ont été rectifiés pour tenir compte des variations des stocks, dans la mesure où elles sont connues. Dans certains cas, où l'on ne dispose d'aucune donnée sur les variations de stocks en 1950 ou lorsque l'on sait que les stocks ont subi des fluctuations, on a procédé à des évaluations d'après la production de papier.

[b] Dans les limites territoriales d'avant guerre.

Tableau XV

PRODUCTION DE CIMENT

En millions de tonnes

Pays	1938	1948	1949	1950	1949				1950			
					1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
Allemagne	13,93 [a]	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
dont : zones occidentales	11,45	5,58	8,46	10,88	1,54	2,16	2,50	2,25	1,75	2,83	3,37	2,93
Zone soviétique	2,48	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Autriche	0,43 [b]	0,72	1,10	1,29	0,18	0,29	0,33	0,30	0,24	0,35	0,39	0,32
Belgique	2,91	3,33	2,93	3,56	0,58	0,75	0,79	0,81	0,70	0,93	0,96	0,97
Danemark	0,64	0,77	0,84	0,87	0,16	0,22	0,22	0,24	0,18	0,23	0,23	0,23
Espagne	0,59	1,65	1,69	1,93	0,38	0,46	0,38	0,48	0,48	0,50	0,49	0,46
France	3,55	5,38	6,44	7,21	1,40	1,71	1,62	1,72	1,52	1,86	1,92	1,90
Italie	4,61	3,14	4,04	5,00	0,70	1,11	1,14	1,09	0,99	1,31	1,41	1,30
Norvège	0,33	0,53	0,59	0,58	0,14	0,16	0,15	0,14	0,14	0,15	0,15	0,14
Pays-Bas	0,46	0,59	0,56	0,59	0,12	0,15	0,16	0,14	0,12	0,15	0,16	0,16
Pologne	3,05 [c]	1,82	2,34	2,53	0,46	0,63	0,67	0,58	0,47	0,72	0,70	0,64
Portugal	0,27	0,50	0,52	0,57	0,13	0,13	0,13	0,13	0,11	0,14	0,17	0,16
Royaume-Uni	7,84	8,66	9,36	9,91	2,21	2,41	2,41	2,33	2,36	2,52	2,60	2,43
Suède	0,99	1,49	1,69	1,94	0,28	0,45	0,52	0,44	0,35	0,52	0,56	0,51
Tchécoslovaquie	1,27 [b]	1,66	1,74	..	0,32	0,50	0,48	0,44	..	..	..	..
Turquie	0,29	0,34	0,37	0,40	0,03	0,11	0,12	0,11	0,07	0,12	0,11	0,10
Autres pays d'Europe	3,49	4,57	5,48	6,35	..	..	..	..	..	..	..	..
Total pour l'Europe (moins l'U.R.S.S.)	45	42	49	57	9,9	13,0	13,4	13,0	11,4	14,8	15,8	14,7
Etats-Unis	17,96	34,62	35,42	37,99	7,47	9,21	9,62	9,11	7,13	9,79	10,68	10,39

Sources : Voir Annexe B.

[a] Dans les limites territoriales d'après guerre. Dans les limites territoriales d'avant guerre, non compris la Sarre, la production était de 15,26 millions de tonnes.

[b] 1937.

[c] Dans les limites territoriales d'après guerre. Dans les limites territoriales d'avant guerre, la production était de 1,72 million de tonnes.

Tableau XVI

PRODUCTION DE BRIQUES DE CONSTRUCTION

(En millions d'unités)

Pays	1938	1948	1949	1950
Allemagne : zones occidentales	4.572 [a]	2.058	3.541	4.232
Autriche	648 [b]	372	485	496
Belgique	2.000	2.580	1.897	1.836
Danemark	426	522	543	565
Finlande	144	130	167	180
France	1.238	1.293	1.233	1.258
Italie	..	1.025	1.128	1.550
Pays-Bas	1.007	972	1.083	1.190
Pologne	3.210 [c]	975	1.253	1.541
Royaume-Uni [d]	7.800	4.600	5.227	5.923
Suède	359	351	302	334
Tchécoslovaquie	1.128 [b]	924	804	..
Yougoslavie	236 [e]	865	973	..

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

NOTE. — La dimension des briques varie d'un pays à l'autre ; aussi les chiffres ne sont-ils pas toujours comparables entre les pays.

[a] 1936.

[b] 1937.

[c] Evaluation de la production de 1937 dans les limites territoriales d'après guerre. Dans les limites territoriales d'avant guerre, la production se chiffrait à 1.847 millions.

[d] Non compris l'Irlande du Nord.

[e] 1939.

Tableau XVII

FLOTTES MARCHANDES

Pays	Tonnage des flottes marchandes *a* — *En milliers de tonnes de jauge brute*				Indices *(1939=100)*		Répartition par age du tonnage *(En pourcentage de l'effectif total)* — 5 ans		de 5 à 25 ans		plus de 25 ans		Nouveaux navires *b* — *En milliers de tonnes de jauge brute*			Navires mis a la ferraille — *En milliers de tonnes de jauge brute*		
	1939	1948	1949	1950	1949	1950	1939	1950	1939	1950	1939	1950	1948	1949	1950	1939	1948	1949
Allemagne	4.483	428	300	460	7	10	20	9	66	37	14	53	..	..	145	168	7	6
Belgique	408	439	436	482	107	118	25	31	57	62	18	7	21	15	27	..	..	..
Danemark	1.175	1.123	1.170	1.269	100	108	17	26	69	50	14	24	50	111	126	30	15	6
Espagne	902	1.147	1.193	1.190	132	132	2	14	67	28	31	58	22	15	27	46	2	10
Finlande	590	446	479	503	81	85	..	..	..	..	..	..	3	5	11	..	..	..
France	2.934	2.786	3.070	3.207	105	109	13	26	71	53	16	20	273	218	250	149	20	17
Grèce	1.781	1.286	1.329	1.349	75	76	6	—	50	70	44	30	—	—	—	81	10	13
Italie	3.425	2.100	2.443	2.580	71	75	2	8	66	57	32	35	25	11	98	17	2	2
Norvège	4.834	4.261	4.916	5.456	102	113	25	30	64	57	11	12	466	640	500	101	28	17
Pays-Bas	2.970	2.737	2.990	3.109	101	105	22	19	69	66	9	15	133	125	169	56	12	2
Pologne	122	180	193	199	158	163	..	..	..	..	..	..	3	1	7	..	..	..
Portugal	257	462	515	537	200	209	..	..	..	..	..	..	89	10	39	..	..	..
Royaume-Uni	17.891	18.025	18.093	18.219	101	102	21	21	68	63	11	16	766	745	884	755	228	328
Suède	1.577	1.973	2.048	2.048	130	130	15	24	53	46	32	30	101	64	108	49	8	6
Yougoslavie	410	202	209	215	51	52	..	..	..	..	..	..	—	2	11	..	..	..
Total pour les pays énumérés	43.759	37.595	39.384	40.823	90	93	18	21	66	59	16	20	1.952	1.962	2.402	1.452	332	407
U.R.S.S.	1.306	2.097	2.118	2.125	162	163	..	1	..	48	..	51	5	13	24	..	..	..

Sources : Lloyd's Register of Shipping: Statistical Tables et *Annual Summary of the Mercantile Shipbuilding of the World.*

Note — Les chiffres indiqués représentent le tonnage de navires à moteur ou à vapeur de 100 tonnes brutes au moins.

a Au 30 juin.

b Immatriculation des navires lancés au cours de l'année indiquée.

Tableau XVIII

TONNAGE DE NAVIRES MARCHANDS LANCÉS

En milliers de tonnes de jauge brute

Pays	1938	1948	1949	1950
Allemagne	481	—	.. [a]	155
Belgique	30	52	45	66
Danemark	158	99	86	125
Espagne	1 [b]	22	15	27
Finlande	20	7	12	10
France	47	138	155	181
Italie	94	112	99	107
Norvège	55	47	59	53
Pays-Bas	240	142	169	228
Royaume-Uni	1.030	1.176	1.267	1.325
Suède	166	246	323	348
Autres pays européens	27	15	17	23
Total pour l'Europe (moins l'U.R.S.S.)	2.350	2.057	2.249 [c]	2.649
Etats-Unis	201	126	633	437

Sources : Lloyd's Register of Shipping : Statistical Tables et *Annual Summary of Merchant Ships launched in the World.*

NOTE. — Les chiffres indiqués représentent le tonnage de tous les navires à moteur ou à vapeur de 100 tonnes brutes au moins qui ont été lancés au cours de l'année, que leur construction ait été terminée au cours de l'année ou qu'ils aient encore été en cours de construction à la fin de l'année.

a On ne possède pas de relevés statistiques.

b 1939.

c Le total ne comprend aucune évaluation pour l'Allemagne.

Tableau XIX

PARC DE VÉHICULES UTILITAIRES

Situation en fin d'année — *En milliers*

Pays	1938	1948	1949	1950
Allemagne : zones occidentales	225,7 [a]	306,7	355,9	397,3
Zone soviétique	138,7	..	125,0	..
Autriche	16,2 [b]	42,9 [b]	43,8 [b]	45,1 [c]
Belgique	79,3	115,4	120,4	136,0
Bulgarie	3,1 [d]	5,0	5,9	..
Danemark	42,2 [e]	57,1	56,9	60,9
Finlande	20,0	32,3	33,2	35,2
France	453,0	502,3	557,3	600,0
Grèce	8,6 [d]	17,0	18,0	..
Hongrie	5,3	10,2 [f]	10,3	..
Irlande	11,1 [g]	22,8	23,9	..
Italie	89,9	199,4	218,1	240,0
Luxembourg	4,4	3,9	4,2	..
Norvège	35,3	50,0	49,9	..
Pays-Bas [h]	53,0	66,4	73,4	83,4
Pologne	8,6 [i]	29,0	..	..
Portugal [j]	11,1	16,9	17,5	..
Roumanie [k]	8,1	..	11,6	..
Royaume-Uni [e]	541,7	828,1	908,3	956,0
Suède	62,2	82,4	80,1	80,7 [g]
Suisse	22,4	32,8 [e]	37,4 [e]	40,5 [e]
Tchécoslovaquie	31,6	..	62,9	..
Turquie	4,9	12,8	13,9	15,7
Yougoslavie	5,2	16,6	16,9	..
Total pour les pays énumérés	1.881,5	2.630,0	2.875,0	..

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

NOTE. — Les chiffres comprennent les camions, les autobus, les tracteurs et les semi-remorques attelées à un tracteur ; mais ils ne comprennent pas les taxis, les voitures de louage, les trolleybus, les remorques, les tracteurs agricoles ni les tracteurs routiers.

a Au 1er juillet.
b Au 31 octobre. Les données concernant l'avant-guerre sont celles de 1937.
c Au 30 avril.
d 1939.
e Au 30 septembre.
f Au 1er mai.
g 1937.
h Au 1er août ; les données d'avant guerre se rapportent à 1939.
i Camions seulement ; dans les limites territoriales d'avant guerre.
j Pour le Portugal : territoire métropolitain seulement ; les chiffres ne comprennent pas les camionnettes.
k Camions seulement.

Tableau XX

PRODUCTION D'AUTOMOBILES

En milliers d'unités

Pays	1938	1948	1949	1950	1949				1950			
					1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
VOITURES DE TOURISME												
Allemagne : zones occid.	174,1 [a]	30,0	104,0	216,0	16,1	21,9	29,3	36,7	42,7	49,8	57,1	66,6
France	182,4 [b]	100,1	187,7	257,3	38,3	48,2	42,2	59,0	52,6	70,2	59,5	74,9
Italie	59,0	44,4	65,4	101,3	13,4	12,6	16,8	22,6	21,8	24,4	25,0	30,2
Royaume-Uni	341,0	334,8	412,3	522,5	96,2	100,5	99,5	116,1	131,4	131,1	123,7	136,3
Total pour les pays énumérés	757	509	769	1.097	164	183	188	234	248	276	265	308
Etats-Unis	2.001 [c]	3.909	5.119	6.666	1.055	1.327	1.576	1.162	1.343	1.751	1.895	1.677
VÉHICULES UTILITAIRES												
Allemagne : zones occid.	42,7 [a]	29,7	57,4	85,5	13,8	13,5	14,5	15,8	15,1	20,0	24,8	25,7
Autriche	1,2 [d]	0,9	2,2	2,6	0,4	0,5	0,6	0,8	0,8	0,6	0,6	0,6
France	45,0 [b]	98,3	98,0	100,3	27,1	28,1	21,2	21,6	19,7	25,8	23,7	31,1
Italie	10,1	15,5	20,7	26,5	4,4	4,3	5,5	6,5	7,0	7,0	5,6	6,9
Royaume-Uni	104,0	173,3	216,4	261,2	51,7	52,3	51,0	61,4	66,3	67,7	60,9	66,3
Total pour les pays énumérés	203	318	395	476	97	99	93	106	109	121	116	131
Etats-Unis	490 [c]	1.376	1.134	1.337	325	294	289	226	295	361	353	328

Sources : Voir Annexe B.

[a] 1936.

[b] Octobre 1937-septembre 1938.

[c] Il y a lieu de noter qu'en 1937, la production de voitures de tourisme s'élevait à 3.916.000 unités et celle des véhicules utilitaires à 893.000.

[d] 1937.

Tableau XXI

PARC DE LOCOMOTIVES DE CHEMINS DE FER

Situation en fin d'année

Pays	1938	1948	1949	1950
Allemagne	20.381 [a]	..	..	..
dont : zones occidentales	..	16.377	16.230	15.402
Autriche	2.040 [b]	2.164	2.129	2.148
Belgique-Luxembourg	3.734	3.040	2.832	2.872 [c]
Bulgarie	593	..	..	..
Danemark	597 [d]	598 [d]	630	631
Espagne	3.065 [e]	3.348	3.360	..
Finlande	749	800	816	..
France	18.107	13.939	13.418	13.043
Sarre	330 [f]	342	342	..
Grèce	448 [b]	238 [g]	241	250 [h]
Hongrie	1.848 [h]	1.642 [i]	..	..
Italie	5.504	5.087 [h]	5.219	5.214 [c]
Norvège	505 [h]	549	551	549
Pays-Bas	1.060	1.036	969	969
Pologne	5.497 [j]	.. [k]	..	..
Portugal	424	440	445	..
Roumanie	3.534	.. [l]	..	..
Royaume-Uni [m]	19.620	20.297	19.870	19.674
Suède	1.980	.. [n]	..	..
Suisse	878	878	864	872
Tchécoslovaquie	4.122 [b]	3.080	3.027	..
Turquie	911	985	974	901 [c]
Yougoslavie	2.309	2.396	2.474	..
Total pour les pays énumérés	98.236	95.336	93.864	92.750

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

a Dans les limites territoriales d'avant guerre, non compris la Sarre, année 1937.
b 1937.
c Au 30 septembre.
d Au 31 mars.
e 1935.
f 1933.
g Au 31 mars 1949.
h Au 30 juin.
i Au 1er février.
j Dans les limites territoriales d'avant guerre.
k 6.874 en 1947.
l 3.048 en 1946.
m Non compris l'Irlande du Nord.
n 2.014 en 1947.

Tableau XXII

EFFECTIF ET CAPACITÉ TOTALE DE CHARGEMENT DES WAGONS

Situation en fin d'année

Pays	Wagons — Milliers d'unités				Capacité totale de chargement — Milliers de tonnes		
	1938	1948	1949	1950	1938	1948	1949
Allemagne	601,1 [a]	..	..	..	10.172 [a]	..	..
dont zones occidentales	..	341,5	342,4	342,7	..	..	..
Autriche	35,4 [b]	24,5	30,4	31,3	538 [b]	..	..
Belgique-Luxembourg	115,9	99,1	100.5	99,8 [c]	2.063	1.980	1.976
Bulgarie	10,9	..	..	..	169	..	..
Danemark	12,1 [d]	15,1 [d]	15,7	15,8	174 [d]	235 [d]	241
Espagne	77,4 [e]	82,3	81,7	..	984 [e]	1.139	1.112
Finlande	24,3	26,4	27,1	..	369	415	429
France	504,4	435,2	440,8	423,9	9.120	8.336	8.716
Sarre	15,1 [f]	11,3	10,6	..	258 [f]	220	207
Grèce	6,7 [b]	4,8 [g]	4,9	5,1 [h]	..	..	..
Hongrie	41,0 [h]	..	..	..	626 [h]	..	..
Italie	133,8	102,9 [h]	136,7	136,3 [c]	2.532	1.960 [h]	2.556
Norvège	11,4	12,3	12,4	12,3	150	180	185
Pays-Bas	28,8	24,6	23,7	24,6	479	422	416
Pologne	169,8 [i]	..	..	..	2.824 [i]	..	..
Portugal	8,4	9,9	9,8	..	111	146	144
Roumanie	63,4	..	..	..	956	..	..
Royaume-Uni [j]	1.284,3	1.189,9	1.121,9	1.113,7	14.958	15.108	14.341
Suède	47,7	50,9	51,2	..	827	921	926
Suisse	17,6	20,1	20,7	20.8	255	307	316
Tchécoslovaquie	98,2 [b]	72,0	..	..	1.605 [b]	1.142	..
Turquie	14,8	15,5	14,4	14,5 [c]	231	264	271
Yougoslavie	53,9	..	..	..	780	..	..
Total pour tous les pays énumérés	3.376,5	2.953	2.932	2.910	50.281	46.013	46.332

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

a Dans les limites territoriales d'avant guerre, non compris la Sarre, année 1937.
b 1937.
c Au 30 septembre.
d Au 31 mars.
e 1935.
f 1933.
g Au 31 mars 1949.
h Au 30 juin.
i Dans les limites territoriales d'avant guerre.
j Non compris l'Irlande du Nord.

Tableau XXIII

NOMBRE DE TRACTEURS EN SERVICE DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES

Situation en fin d'année

Pays	Tracteurs (en milliers)				Hectares par tracteur	
	1938	1948	1949	1950	1938	1949
Allemagne :	60,0	75,0	97,0	138,0	300	150
dont : zones occidentales	..	70,0	90,0	126,0	..	100
Zone soviétique	..	5,0	7,0	12,0	..	700
Autriche	1,8 [a]	10,3	12,9	16,0	1.100 [a]	150
Belgique	1,4	3,7	5,3	6,8	750	200
Bulgarie	2,6 [b]	3,3	4,7	5,0	1.600 [b]	900
Danemark	4,0	11,0	16,0	21,7	700	200
Espagne	10,0	15,0	16,0	16,0	1.600	1.200
Finlande	4,0	7,5	10,0	12,0	650	250
France	30,2 [c]	89,0	112,0	135,0	700 [c]	200
Grèce	1,5	2,9	4,0	5,0	1.500	850
Hongrie	7,0 [a]	13,3	15,0	18,0	800 [a]	400
Irlande	4,0	12,5	14,8	17,0	300	100
Italie	38,7	52,3	59,0	66,3	350	250
Norvège	2,8	6,7	8,0	10,0	300	100
Pays-Bas	5,0	12,0	15,0	19,0	200	75
Pologne	1,5	14,4	15,5	22,0	12.400	1.100
Portugal	1,0	3,0	4,0	5,0	..	..
Roumanie	2,0	11,0	12,5	15,2	6.700	750
Royaume-Uni	55,0	280,0	305,2	325,0	100	25
Suède	20,0	42,0	52,0	60,0	200	75
Suisse	8,2	17,0	18,0	19,5	50	25
Tchécoslovaquie	5,7 [d]	22,0	27,0	29,2	1.050 [d]	200
Turquie	1,0	3,6	5,6	7,8	7.400	2.650
Yougoslavie	2,3 [c]	6,6	7,2	7,2	3.600 [c]	1.150
Total pour les pays énumérés	270,2	714,1	836,7	976,7	600	200

Sources : Voir Annexe B.

a 1935. *b* 1934. *c* 1939. *d* 1936.

NOTE. — Les chiffres se rapportent au territoire effectif du pays pendant l'année indiquée. Le nombre de tracteurs est rapporté au nombre d'hectares de terres arables.

Tableau XXIV

PRODUCTION DE TRACTEURS AGRICOLES

En milliers d'unités

Pays	1937	1948	1949	1950
Allemagne : zones occidentales	12,0	7,6 [a]	26,7	57,6
Zone soviétique	4,0	—	0,6	5,0
Autriche	0,1	4,1	4,2	5,7
France	1,7 [b]	12,4	17,3	14,2
Hongrie	0,7	1,5	3,4	5,1
Italie	2,0 [c]	3,4	7,5	8,0
Pologne	—	1,2	2,3	3,7
Roumanie	—	0,8	2,2	3,7
Royaume-Uni	17,9	117,0	90,4	120,2
Suède	0,3 [c]	3,9	5,4	7,0
Suisse	1,3	2,9	1,8	1,2
Tchécoslovaquie	0,2	9,1	9,7	12,0
Total pour les pays énumérés	40,2	163,9	171,5	243,4

Sources : Voir Annexe B. *a* Zone anglo-américaine. *b* 1938. *c* 1934-1938.

Tableau XXV

PRODUCTION EN EUROPE ORIENTALE ET EN U.R.S.S. EN 1950

Indices : 1949 = 100

Industrie	BULGARIE	TCHÉCOSLOVAQUIE	ALLEMAGNE : ZONE SOVIÉTIQUE	HONGRIE	POLOGNE	ROUMANIE	YOUGOSLAVIE	U.R.S.S.	Industrie
Industries extractives	Houille 111 Lignite 131	Industrie extractive 105 Houille 108 Lignite 104	Houille 93 Lignite 108 Minerai de fer 131 Minerai de cuivre 115	Houille 112 Lignite 109	Houille 105 Lignite 105 Minerai de fer 113 Pétrole brut 107 Sel gemme 103	Houille et lignite 110 Minerai de fer 122 Pétrole brut 114 Méthane 124	Production et traitement du charbon 106 Pétrole brut 138	Houille et lignite 111 Pétrole brut 113 Gaz naturel 107	*Industries extractives*
Energie électrique	121	111	..	118	117	117	112	116	*Energie électrique*
Métaux		Métallurgie 109	Fonte 135 Acier brut 165 Produits laminés en acier 219 Cuivre électrolytique 138 Produits laminés en métaux non ferreux 109	Fer et acier 118 Moulages 142 Barres d'acier laminé 108 Moulages d'acier laminé 121 Alumine et aluminium 116	Fonte 109 Acier brut 109 Produits laminés en acier 114 Zinc 105 Plomb raffiné 125	Fonte 122 Acier brut 122 Produits laminés en acier 111	Métaux ferreux 105 Métaux non ferreux 112	Fonte 117 Acier brut 117 Produits laminés en acier 116 Rails de chemins de fer 111 Tuyaux en fer 116 Cuivre 110 Zinc 117 Plomb 124	*Métaux*
Industries mécaniques	Charrues à tracteur 359 Herses à disques et à tracteur 377 Semoirs à tracteur 192 Batteuses 245 Moissonneuses-batteuses (-lieuses) 526 Matériel électrique 155 Moteurs électriques 143 Moteurs à combustion interne 217 Machines pour les industries alimentaires 102 Ampoules électriques 202	Industrie mécanique lourde 127 Construction d'automobiles et d'avions 112 Industrie mécanique de précision 120 Industrie mécanique générale 127 Machines à coudre 125 Motocycles 107 Appareils de radio 110 Ampoules électriques 153	Wagons de marchandises 140 Voitures de voyageurs 163 Camions automobiles 271 Automobiles 204 Motocycles 226 Bicyclettes 136 Tracteurs de 22 CV 612 Tracteurs de 40 CV 602 Moteurs électriques de plus de 10 kW 132 Roulements à billes 160	Locomotives 113 Wagons de marchandises 82 Voitures de voyageurs 178 Camions automobiles 261 Autobus 247 Motocycles 126 Bicyclettes 114 Tracteurs 151 Cultivateurs à tracteur 123 Moteurs Diesel 167 Machines rotatives électriques 149 Pompes électriques 119 Tours 196 Appareils de radio 143 Matériel téléphonique 132 Machines à coudre 148	Locomotives 106 Wagons de chemins de fer 102 Camions automobiles 309 Motocycles 170 Bicyclettes 109 Tracteurs 160 Appareils de distribution et de commutation et matériel électrique 186 Machines-outils pour le travail des métaux et le travail du bois (en tonnes) 129 Appareils de radio 176	Moteurs à combustion interne 205 Machines rotatives électriques 200 Transformateurs 123 Tracteurs 169 Mélangeurs à ciment 392 Machines-outils 958 Ampoules électriques 115 Appareils de radio 215	Constructions navales 107 Constructions électriques 113	Locom., grands rés. (électr.) 124 Wagons de marchandises, grands réseaux 117 Camions automobiles 130 Automobiles 141 Autobus 113 Motocycles 134 Bicyclettes 131 Tracteurs 123 Moisson.-batteuses, (-lieuses) 159 Charrues à tracteur 147 Semoirs à tracteur 185 Cultivateurs à tracteur 167 Excavateurs 128 Turbines à vapeur 190 Grues automatiques 112 Chargeurs automatiques 182	*Industries mécaniques* U.R.S.S. *(suite)* Equipement des industries métallurgiques 112 Moteurs électriques : moins de 100 kW. 120 plus de 100 kW. 120 Machines-outils pour le travail des métaux 112 Métiers à tisser 126 Roulements à billes 135 Appareils de radio 122 Phonographes 108 Machines à coudre 122 Horloges et montres 127 Appareils photographiques 156 Ampoules électriques 128
Produits chimiques, etc.	Savon 115 Pneus d'automobiles 159	Industrie chimique 105	Acide sulfurique 115 Soude caustique 115 Soude calcinée 110 Engrais phosphorés 120 Pneus d'automobiles 155	Engrais artificiels 142 Huiles de machines 173 Savon 121 Allumettes 120 Pneus d'automobiles 147	Soude caustique 115 Soude calcinée 105 Nitrate et nitrate d'ammonium 111 Acide sulfurique 103 Savon 132 Allumettes 108	Soude caustique 107 Acide sulfurique 135 Engrais artificiels 129 Savon 136 Pneus d'automobiles 122 Colorants synthétiques 146	Industrie chimique 109	Soude caustique 115 Soude 117 Engrais minéraux 119 Savon 111 Caoutchouc synthétique 118 Pneus d'automobiles 130 Colorants synthétiques 109	*Produits chimiques, etc.*
Textiles et vêtements	Cotonnades 127 Lainages 137 Soieries 146 Bonneterie de coton 119 Bas 120 Chaussures de cuir et de caoutchouc 327	Industrie textile et industrie du vêtement 109 Industrie du cuir et industrie du caoutchouc 99 Vêtements de travail 120 Vêtements d'hommes 135 Vêtements de femmes 141	Soie artificielle 122 Produits textiles 144 Chaussures de toute sorte 131 Chaussures de cuir 132	Filés de coton 115 Cotonnades 108 Filés de laine 141 Lainages 112 Filés de soie 103 Soieries 117 Filés de chanvre et de lin 138 Filés de jute 112 Vêtements d'hommes 234 Vêtements de femmes 333 Chaussures de cuir 147	Cotonnades 107 Lainages 113 Soieries 120 Tissus de lin et de chanvre 127 Soie artificielle 111 Chaussures de cuir 127	Cotonnades 140 Lainages 127 Tissus de chanvre et de lin 190 Chaussures de cuir 125 Chaussures de caoutchouc 128	Industrie textile 96	Filés de coton 116 Cotonnades 108 Toiles 125 Lainages 103 Soieries 123 Bonneterie 126 Chaussures de cuir 124 Chaussures de caoutchouc 118	*Textiles et vêtements*
Papier et imprimerie	Papier 115	Industrie du papier 107 Imprimerie 124	Papier 116 Cellulose 134		Papier 110 Cellulose 105	Papier 112	Industrie du papier 99 Imprimerie 110	Papier 120	*Papier et imprimerie*
Denrées alimentaires, boissons et tabac	Viande 112 Beurre 228 Fromage 108 Fromage type Gruyère 120 Tabac 111	Industrie des denrées alimentaires, boissons et tabac 125 Pain 151 Lait préparé 129 Sucre 118 Produits à base de fruits et légumes 124 Alcool 123 Bière 111 Cigarettes 120	Farine 113 Viande 179 Huiles végétales 189 Margarine 173	Sucre 125 Confiserie 190 Saucisses 195 Spiritueux 66 Bière 165 Cigarettes 86	Farine 117 Sucre 128 Confiserie 144 Vins 157 Bière 141 Cigarettes 119	Farine 142 Pain 125 Viande 109 Viande en conserves 211 Huiles végétales 130 Lait 122 Beurre 113 Fromage 158 Confiserie 127 Confiture 141 Bière 114 Tabac 109	Industries alimentaires 90 Industrie du tabac 92	Viande 135 Saucisses 140 Huiles végétales 114 Beurre 107 Fromage 129 Sucre 123 Conserves 133 Thé 122 Alcool 106 Vins 177 Vins champagnisés 138 Bière 133 Cigarettes 116	*Denrées alimentaires, boissons et tabac*
Matériaux de construction, etc.	Ciment 122 Briques, etc. 138 Verre à vitres 103	Matériaux de construction et céramique 108 Industrie du verre 115	Ciment 118 Verre à vitres 112	Ciment 144 Glace sans tain 112 Chaux 138 Briques 206 Briques réfractaires 138	Ciment 108 Verre à vitres 115 Briques 123 Chaux 119	Ciment 117 Briques réfractaires 117	Matériaux de construction 109	Ciment 126 Verre à vitres 106 Briques 124 Ardoises pour toitures 121 Carton bitumé pour toitures 118 Maisons préfabriquées 119	*Matériaux de construction*
Bâtiment	Construction industrielle 150	Total industrie du bâtiment 137 Construction industrielle 172 Espace habitable dans nouveaux logements 127 Nombre de logements neufs 130		Total industrie du bâtiment 226	Entreprises de bâtiment socialisées : Valeur de la production 180 Emploi 150	Total industrie du bâtiment 160	Total industrie du bâtiment 95	Logements 118	*Bâtiment*

Sources : Voir Annexe B.

Tableau XXVI

REVENU NATIONAL BRUT ET REVENU NATIONAL NET, ET IMPÔTS INDIRECTS DÉDUCTION FAITE DES SOMMES VERSÉES AU TITRE DES SUBVENTIONS

En millards d'unités des diverses monnaies nationales, aux prix courants

Pays	Revenu national brut au coût des facteurs			Revenu national net au coût des facteurs			Impôts indirects, déduction faite des sommes versées au titre des subventions		
	1948	1949	1950	1948	1949	1950	1948	1949	1950
Allemagne : zones occident.	66,4 *a*	71,2	76,1	60,0 *a*	64,4	69,6	6,4 *a*	10,6	11,1 *b*
Autriche	28,2	34,3	37,6	25,8	31,7	34,4	1,8	2,5	3,6
Belgique	279	280	300	251	252	270	24,3	24,4	19 *c*
Danemark	17,3	18,3	20,8	15,9	16,8	19,1	1,17	1,31	1,56
Espagne	114	120	163	109	114	155	7,8 *c*	8,3 *c*	9,4 *c*
Finlande	341	361	464	306	320	415	54	63	67
France	5.940	7.090	7.930	5.290	6.420	7.280	489	970	1.140
Grèce	15.200	20.000	21.800	14.500	19.100	20.800	..	1.590 *c d*	..
Irlande	0,334	0,351	0,362	0,326	0,342	0,353	0,032	0,036	0,038
Italie	6.550	6.650	7.110	5.940	6.090	6.550	677	792	902
Norvège	9,56	10,3	11,1	9,14	9,67	10,3	0,756	0,804	0,926
Pays-Bas	14,7	16,0	17,5	12,9	14,2	15,5	1,35	1,75	2,10
Pologne	2.200	2.330	3.140	1.980	2.200	2.960	..	227 *c*	..
Royaume-Uni	10,1	10,9	11,4	9,2	9,9	10,4	1,47	1,48	1,60
Suède	24,2	25,3	26,9	22,2	23,2	24,7	1,83	1,88	1,73
Suisse	19,1	18,4	18,8	17,7	17,0	17,4	0,762	0,820	..
Tchécoslovaquie	230	280	..	213	260	..	40,7	..	..
Turquie	7,53	7,53	7,68	7,24	7,24	7,38	0,656	0,761 *c*	..
Etats-Unis	241	236	257	224	217	236	18	20	23

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

a Second semestre de 1948 au taux annuel.

b Premier semestre de 1950 au taux annuel.

c Prévisions budgétaires.

d 1949/50.

Tableau XXVII

VARIATIONS DU VOLUME DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS DES PAYS EUROPÉENS

Indices — 1949 = 100

Pays	Importations										Exportations									
	1949 (*en millions de dollars c.a.f.*)	1949				1950				1950		1949 (*en millions de dollars f.o.b.*)	1949				1950				1950	
		1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	*1949 = 100*	*1938 = 100*		1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	*1949 = 100*	*1938 = 100*
Royaume-Uni	8.337	93	102	103	102	97	108	97	97	100	87	6.556	103	97	95	105	113	110	116	125	116	175
Irlande	471	96	100	95	109	108	112	101	119	110	139	215	87	93	105	116	94	98	131	130	113	101
France	3.252	102	106	94	99	112	107	89	118	107	105	2.698	96	102	91	112	116	123	123	179	135	173
Pays-Bas	1.839	101	99	95	105	123	137	130	137	132	124	1.291	88	86	99	126	111	120	148	170	137	132
Belgique	1.800	96	98	96	110	107	105	102	129	111	111	1.757	103	106	99	92	110	102	88	130	107	104
Suisse	881	102	94	90	114	100	106	135	155	124	147	803	90	96	99	114	92	100	114	150	114	142
Italie	1.491	102	117	101	81	109	111	105	104	107	126	1.094	95	93	103	108	107	116	128	145	124	105
Espagne	457	102	112	100	86	84	116	109	..	..	..	384	102	104	82	112	128	133	117	..	..	..
Turquie	299	88	84	108	119	91	120	125	131	117	146	247	105	98	52	145	94	79	79	139	98	117
Danemark	803	102	105	92	102	127	117	126	137	127	136	663	89	98	93	120	110	120	136	152	129	121
Suède	1.103	99	96	99	106	107	124	130	142	126	113	1.074	78	98	104	120	111	125	127	142	126	130
Norvège	771	93	106	94	106	113	110	86	105	104	121	395	108	103	87	103	131	127	133	137	132	110
Finlande [a]	409	83	98	99	119	99	118	97	110	106	83	399	59	85	116	141	74	128	140	99	110	85
Allemagne : zones occident.[b]	2.238	79	104	96	121	116	103	132	161	128	101	1.125	84	93	100	122	157	183	222	274	209	94
Autriche [c]	410	82	98	103	117	106	101	86	107	100	78	297	101	106	93	101	118	138	142	198	149	108
Pologne	633	81	93	103	124	130	133	113	..	..	..	679	91	91	102	117	101	104	118	..	..	..
Total pour l'Europe [d]	28.788	95	102	98	105	108	112	108	120	112	106	22.631	96	98	96	111	114	117	124	147	125	124

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

a Afin de rendre les données relatives à la Finlande comparables à celles des autres pays, la rectification apportée à l'indice officiel finlandais pour tenir compte des variations saisonnières a été supprimée

b Pour les trois premiers trimestres de 1949, il a été procédé à des évaluations pour la zone française, car cette zone n'était pas comprise dans la série primitive pour cette période.

c Non compris les importations de caractère non commercial.

d Y compris l'U.R.S.S. et les autres pays de l'Europe qui ne sont pas énumérés dans le tableau.

Tableau XXVIII

COMPOSITION, PAR CATÉGORIES DE MARCHANDISES, DES IMPORTATIONS DE L'EUROPE EN PROVENANCE DES ÉTATS-UNIS

En millions de dollars, f.o.b., aux prix courants

Catégorie de marchandises	1949				1950				1949	1950
	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		
Graines et céréales	282	252	207	171	150	104	87	117	912	458
Fruits et noix	29	17	11	13	15	11	9	5	70	40
Viande et produits à base de viande	4	6	6	4	3	3	4	5	20	15
Produits laitiers	19	31	16	7	4	6	2	6	73	18
Huiles et graisses animales et végétales [a]	51	93	34	39	50	29	26	53	217	158
Tabac brut et manufacturé	35	32	77	63	21	29	73	80	207	203
Charbons et produits apparentés	33	41	9	2	1	2	—	5	85	8
Pétrole et produits dérivés	58	47	30	26	29	28	21	26	161	104
Acier ouvré	38	54	50	21	26	29	24	22	163	101
Cuivre et articles manufacturés	17	16	8	14	17	14	11	19	55	61
Tous autres métaux et articles manufacturés	28	30	20	17	15	16	13	8	95	52
Bois et papier	11	13	10	9	7	8	8	12	43	35
Coton brut	178	196	76	199	165	185	75	136	649	561
Toutes autres fibres textiles et articles manufacturés	24	34	20	16	19	24	16	25	94	84
Cuirs et peaux et articles manufacturés en cuir	16	10	10	8	9	6	5	6	44	26
Articles de caoutchouc	9	7	6	6	4	5	3	4	28	16
Machines	117	135	132	136	119	133	117	124	520	493
Véhicules	66	72	50	64	74	54	37	27	252	192
Produits chimiques	57	56	43	41	38	38	37	37	197	150
Tous autres articles	79	61	50	54	46	61	38	56	244	201
Total	1.151	1.203	865	910	812	785	606	773	4.129	2.976

Sources : Les chiffres sont tirés de *United States Exports of Domestic and Foreign Merchandise*, Série N° F.T. 420, Département du Commerce des Etats-Unis.

NOTE. — Les données postérieures à juin 1950 ne comprennent pas les marchandises portées sous la rubrique « Catégories spéciales » qui ne figurent pas dans les statistiques commerciales, par destination, des Etats-Unis.

[a] Y compris les graines oléagineuses.

Tableau XXIX

COMPOSITION, PAR CATÉGORIES DE MARCHANDISES, DES EXPORTATIONS DE L'EUROPE A DESTINATION DES ÉTATS-UNIS [a]

En millions de dollars, f.o.b., aux prix courants

	1948				1949				1950			
	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
Denrées alimentaires	32	29	27	38	30	22	21	33	36	34	44	57
Boissons	13	13	13	19	12	14	12	21	13	15	24	29
Tabac brut et manufacturé	12	14	13	12	11	11	12	10	12	11	12	11
Métaux et articles manufacturés	22	27	44	57	71	44	38	33	30	51	72	117
Bois, liège, papier et articles manufacturés	47	39	32	25	23	18	18	29	29	23	24	30
Textiles et articles manufacturés	46	44	47	45	40	26	32	48	55	51	64	82
Cuirs, fourrures et articles manufacturés	16	22	21	16	12	15	17	11	17	15	24	18
Machines	7	8	6	9	8	5	7	6	5	7	7	11
Véhicules et pièces de rechange	6	9	10	11	6	3	2	4	4	6	8	10
Produits chimiques et produits apparentés	8	8	9	8	8	6	5	9	11	14	17	33
Montres et horloges	14	14	15	17	12	12	13	14	10	11	15	21
Pierres précieuses, métaux précieux, bijouterie, etc.	16	17	19	15	10	11	12	13	14	12	19	18
Objets d'art et antiquités	4	3	4	4	4	3	4	7	8	4	8	5
Tous autres articles	24	27	30	31	26	20	28	28	28	29	42	50
Total	267	274	290	307	273	210	221	266	272	283	380	492

Sources : Les chiffres sont empruntés à *United States Imports of Merchandise for Consumption*, Série N° F.T. 120, Département du Commerce des Etats-Unis.

a Les exportations de l'U.R.S.S. à destination des Etats-Unis sont comprises dans ces chiffres.

Tableau XXX

COMMERCE DES PAYS EUROPÉENS AVEC L'EUROPE ET LES RÉGIONS EXTRA-EUROPÉENNES

En millions de dollars aux prix courants

Pays et période / Commerce avec		Europe			Régions rattachées à l'Europe[a]			Etats-Unis et Canada			Républiques d'Amérique latine			Autres pays extra-européens			Total pour les pays extra-européens			Total pour le monde		
		Import. (c.a.f.)	Export. (f.o.b.)	Solde (f.o.b.)[b]	Import. (c.a.f.)	Export. (f.o.b.)	Solde (f.o.b.)[b]	Import. (c.a.f.)	Export. (f.o.b.)	Solde (f.o.b.)[b]	Import. (c.a.f.)	Export. (f.o.b.)	Solde (f.o.b.)[b]	Import. (c.a.f.)	Export. (f.o.b.)	Solde (f.o.b.)[b]	Import. (c.a.f.)	Export. (f.o.b.)	Solde (f.o.b.)[b]	Import. (c.a.f.)	Export. (f.o.b.)	Solde (f.o.b.)[b]
Royaume-Uni	1949 1er sem.	1.165	1.057	− 73	1.808	1.770	+ 187	843	264	− 474	318	253	− 25	303	219	− 46	3.272	2.506	− 358	4.437	3.563	− 431
	2e sem.	1.167	887	− 237	1.442	1.442	+ 180	803	237	− 465	336	241	− 53	152	186	+ 52	2.733	2.106	− 286	3.900	2.993	− 523
	1950 1er sem.	1.016	932	− 35	1.430	1.275	+ 24	537	276	− 195	327	203	− 83	225	161	− 35	2.519	1.915	− 289	3.535	2.847	− 324
	2e sem.	1.153	960	− 168	1.412	1.420	+ 185	558	394	− 93	374	223	− 105	197	190	+ 18	2.541	2.227	+ 5	3.694	3.187	− 163
France	1949 1er sem.	456	597	+ 155	707	677	+ 58	381	33	− 301	100	59	− 29	113	57	− 41	1.301	826	− 313	1.757	1.423	− 158
	2e sem.	484	543	+ 77	616	540	+ 1	236	32	− 174	88	115	+ 38	71	45	− 17	1.011	732	− 152	1.495	1.275	− 75
	1950 1er sem.	494	611	+ 141	625	562	+ 15	216	41	− 148	123	106	− 2	110	52	− 45	1.074	761	− 180	1.568	1.372	− 39
	2e sem.	432	776	+ 353	679	657	+ 63	185	98	− 64	125	96	− 13	80	61	− 9	1.069	912	− 23	1.501	1.688	+ 330
Pays-Bas	1949 1er sem.	574	437	− 120	157	145	+ 8	184	22	− 139	71	16	− 46	18	19	+ 3	430	202	− 174	1.004	639	− 294
	2e sem.	492	494	+ 20	131	102	− 12	132	22	− 94	65	20	− 37	15	14	+ 2	343	158	− 141	835	652	− 121
	1950 1er sem.	575	457	− 90	176	91	− 64	139	19	− 103	61	17	− 36	38	24	− 9	414	151	− 212	989	608	− 302
	2e sem.	639	568	− 58	210	112	− 71	107	48	− 46	71	37	− 25	53	31	− 16	441	228	− 158	1.080	796	− 216
Belgique-Luxembourg	1949 1er sem.	488	668	+ 195	159	119	− 20	189	66	− 100	72	66	+ 2	17	37	+ 22	437	288	− 96	925	956	+ 99
	2e sem.	460	554	+ 112	138	101	− 21	189	47	− 119	71	73	+ 11	17	26	+ 11	415	247	− 118	875	801	− 6
	1950 1er sem.	462	546	+ 106	164	84	− 59	170	69	− 80	66	50	− 8	25	33	+ 12	425	236	− 135	887	782	− 29
	2e sem.	564	580	+ 29	196	83	− 89	195	94	− 77	76	62	− 4	32	43	+ 14	499	282	− 156	1.063	862	− 127
Suisse	1949 1er sem.	252	228	− 17	34	37	+ 8	118	49	− 55	31	47	+ 20	21	19	+ 1	204	152	− 26	456	380	− 43
	2e sem.	246	263	+ 26	27	27	+ 3	97	62	− 22	34	50	+ 21	21	21	+ 3	179	160	+ 5	425	423	+ 31
	1950 1er sem.	247	242	+ 7	33	23	− 6	74	54	− 12	38	42	+ 9	22	20	+ 1	167	139	− 8	414	381	− 1
	2e sem.	366	322	− 36	58	35	− 16	102	82	− 8	63	56	+ 1	48	31	− 11	271	204	− 34	637	526	− 70
Italie	1949 1er sem.	256	288	+ 40	118	95	− 9	317	25	− 252	85	107	+ 32	61	48	− 5	581	275	− 234	837	563	− 194
	2e sem.	238	315	+ 86	90	72	− 6	209	25	− 158	67	82	+ 24	50	37	− 7	416	216	− 147	654	531	− 61
	1950 1er sem.	298	332	+ 49	87	68	− 8	198	28	− 146	80	71	+ 1	61	34	− 19	426	201	− 172	724	533	− 123
	2e sem.	283	377	+ 100	120	117	+ 12	142	55	− 70	78	61	− 8	89	46	− 32	429	279	− 98	712	656	+ 2
Danemark	1949 1er sem.	337	306	− 21	9	10	+ 2	83	4	− 68	14	3	− 10	5	7	+ 2	111	24	− 74	448	330	− 95
	2e sem.	279	307	+ 38	9	10	+ 3	51	5	− 40	9	6	− 2	7	5	− 1	76	26	− 40	355	333	− 2
	1950 1er sem.	330	265	− 49	13	9	− 2	44	5	− 34	8	7	+ 1	10	5	− 4	75	26	− 39	405	291	− 88
	2e sem.	382	324	− 50	10	13	+ 5	42	9	− 28	17	11	− 3	12	8	− 3	81	41	− 29	463	365	− 79
Suède	1949 1er sem.	394	399	+ 18	67	45	− 13	58	26	− 25	45	41	+ 2	25	22	0	195	134	− 36	589	533	− 18
	2e sem.	339	404	+ 77	58	36	− 16	54	37	− 10	36	45	+ 13	27	19	− 5	175	137	− 18	514	541	+ 59
	1950 1er sem.	343	362	+ 36	56	37	− 13	54	31	− 16	47	43	+ 2	28	17	− 8	185	128	− 35	528	490	+ 1
	2e sem.	444	448	+ 13	71	48	− 15	54	41	− 6	51	60	+ 16	31	17	− 10	207	166	− 15	651	614	− 2
Norvège	1949 1er sem.	297	177	− 111	26	20	− 3	70	15	− 46	13	7	− 4	13	6	− 5	122	48	− 58	419	225	− 169
	2e sem.	260	126	− 124	18	14	− 2	55	13	− 36	10	8	− 1	9	9	+ 2	92	44	− 37	352	170	− 161
	1950 1er sem.	252	135	− 106	32	12	− 16	48	17	− 25	13	10	− 1	14	7	− 6	107	46	− 48	359	181	− 154
	2e sem.	213	151	− 57	24	15	− 6	47	22	− 18	18	13	− 3	14	8	− 4	103	58	− 31	316	209	− 88
Allemagne : Zones occidentales	1949 1er sem.	387	459	+ 84	123	32	− 76	426	28	− 345	60	12	− 40	57	12	− 37	666	84	− 498	1.053	543	− 414
	2e sem.	496	483	+ 6	135	39	− 79	410	26	− 332	92	21	− 60	52	13	− 32	689	99	− 503	1.185	582	− 497
	1950 1er sem.	592	634	+ 71	207	45	− 136	215	30	− 158	75	45	− 21	32	25	− 3	529	145	− 318	1.121	779	− 247
	2e sem.	893	867	− 7	297	98	− 162	226	83	− 115	110	109	+ 13	57	46	− 4	690	336	− 268	1.583	1.203	− 275
Finlande	1949 1er sem.	155	136	− 14	11	5	− 4	17	16	+ 1	19	12	− 4	2	4	+ 2	49	37	− 5	204	173	− 19
	2e sem.	161	189	+ 34	12	6	− 5	15	14	+ 1	13	9	− 3	4	8	+ 5	44	37	− 2	205	226	+ 32
	1950 1er sem.	131	108	− 17	11	6	− 3	12	16	+ 5	18	7	− 9	4	4	+ 1	45	33	− 6	176	141	− 23
	2e sem.	165	165	+ 3	14	11	− 1	12	18	+ 7	18	11	− 4	3	8	+ 6	47	48	+ 8	212	213	+ 11
Pays de l'Europe orientale[c]	1949 1er sem.	1.552	1.539	+ 34	71	37	− 25	53	44	− 3	24	20	− 1	44	36	− 2	192	137	− 31	1.744	1.676	+ 3
	2e sem.	1.533	1.514	+ 38	70	39	− 23	46	47	+ 7	24	20	− 1	38	38	+ 5	178	144	− 12	1.711	1.658	+ 26
	1950 1er sem.	1.697	1.651	+ 35	62	20	− 34	45	53	+ 13	19	6	− 11	51	70	+ 25	177	149	− 7	1.874	1.800	+ 28
	2e sem.	1.713	1.683	+ 7	62	20	− 34	41	52	+ 16	19	6	− 11	51	70	+ 26	173	148	− 3	1.886	1.831	+ 4
Autres pays d'Europe[d]	1949 1er sem.	724	533	− 170	164	87	− 57	356	66	− 246	108	24	− 71	38	43	+ 10	666	220	− 364	1.390	753	− 534
	2e sem.	665	489	− 153	153	87	− 48	347	49	− 255	77	28	− 39	44	36	− 3	621	200	− 345	1.286	689	− 498
	1950 1er sem.	603	427	− 148	141	87	− 37	289	76	− 177	48	27	− 15	66	33	− 25	544	223	− 254	1.147	650	− 402
	2e sem.	707	562	− 129	147	90	− 38	221	105	− 88	56	44	− 6	66	46	− 11	490	285	− 143	1.197	847	− 272
Total pour l'Europe	1949 1er sem.	7.037	6.824	—	3.454	3.079	+ 56	3.095	658	−2.053	960	667	− 174	717	529	− 96	8.226	4.933	−2.267	15.263	11.757	−2.267
	2e sem.	6.820	6.568	—	2.899	2.515	− 25	2.644	616	−1.697	922	718	− 89	507	457	+ 15	6.972	4.306	−1.796	13.792	10.874	−1.796
	1950 1er sem.	7.040	6.702	—	3.037	2.319	− 339	2.041	715	−1.076	923	634	− 173	686	485	− 115	6.687	4.153	−1.703	13.727	10.855	−1.703
	2e sem.	7.954	7.783	—	3.300	2.719	− 167	1.932	1.101	− 590	1.076	789	− 152	733	605	− 36	7.041	5.214	− 945	14.995	12.997	− 945

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

[a] Zone sterling d'outre-mer et territoires dépendants d'outre-mer.

[b] Avant de calculer le solde des différents pays, on a rectifié les chiffres des importations de façon à en obtenir la valeur approximative f.o.b. Dans le commerce intereuropéen, pour opérer cette rectification, on a calculé la différence entre les valeurs c.a.f. indiquées dans les statistiques des pays importateurs et les valeurs f.o.b. indiquées dans les statistiques des pays exportateurs. Pour les importations en provenance de régions extra-européennes, on a obtenu les valeurs approximatives f.o.b. en réduisant uniformément de 12,5 % les chiffres c.a.f. enregistrés dans les statistiques.

[c] Allemagne (Zone soviétique), Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, U.R.S.S. et Yougoslavie.

[d] Autriche, Espagne, Grèce, Irlande, Islande, Portugal et Turquie.

Tableau XXXI

BALANCE DES PAIEMENTS DE L'EUROPE ET D'AUTRES RÉGIONS VIS-A-VIS DES ÉTATS-UNIS

En millions de dollars courants

Rubrique	Année	Zone monétaire européenne — Europe — Royaume-Uni	Europe — Autres pays d'Europe	Europe — Total pour l'Europe	Zone sterling d'outre-mer [a]	Territoires dépendants d'outre-mer [b]	Total pour la zone monétaire européenne	Canada	Républiques d'Amérique latine	Toutes autres régions [c]	Institutions internationales	Total mondial	Année	Rubrique
A. Marchandises et services (total)	1948	— 298	—3.381	—3.679	— 448	— 97	—4.224	— 441	—1.173	— 863	— 35	—6.736	1948	A. Marchandises et services (total)
	1949	— 309	—2.857	—3.166	— 383	— 137	—3.686	— 549	— 657	—1.317	— 32	—6.241	1949	
	1950	+ 13	—1.722	—1.709	+ 385	+ 52	—1.272	— 271	— 271	— 358	— 37	—2.209	1950	
Balance commerciale du compte marchandises	1948	— 258	—3.285	—3.543	— 276	— 67	—3.886	— 326	— 518	— 857	— 7	—5.594	1948	Balance commerciale du compte marchandises
	1949	— 405	—2.868	—3.273	— 222	— 91	—3.586	— 363	— 202	—1.069	+ 27	—5.193	1949	
	1950	— 176	—1.924	—2.100	+ 534	+ 73	—1.493	— 59	+ 368	— 228	+ 20	—1.392	1950	
Exportations à destination des Etats-Unis	1948	403	1.009	1.412	1.037	318	2.767	1.612	2.644	795	15	7.833	1948	Exportations à destination des Etats-Unis
	1949	320	853	1.173	883	335	2.391	1.567	2.503	653	30	7.144	1949	
	1950	345	1.150	1.495	1.265	303	3.063	1.948	3.084	1.171	21	9.287	1950	
Importations en provenance des Etats-Unis	1948	661	4.294	4.955	1.313	385	6.653	1.938	3.162	1.652	22	13.427	1948	Importations en provenance des Etats-Unis
	1949	725	3.721	4.446	1.105	426	5.977	1.930	2.705	1.722	3	12.337	1949	
	1950	521	3.074	3.595	731	230	4.556	2.007	2.716	1.399	1	10.679	1950	
Services (chiffre net)	1948	— 40	— 96	— 136	— 172	— 30	— 338	— 115	— 655	— 6	— 28	—1.142	1948	Services (chiffre net)
	1949	+ 96	+ 11	+ 107	— 161	— 46	— 100	— 186	— 455	— 248	— 59	—1.048	1949	
	1950	+ 189	+ 202	+ 391	— 149	— 21	+ 221	— 212	— 639	— 130	— 57	— 817	1950	
B. Dons et mouvements de capitaux privés (total)	1948	+ 42	+ 694	+ 736	+ 94	+ 15	+ 845	+ 177	+ 344	+ 327	+ 6	+1.699	1948	B. Dons et mouvements de capitaux privés (total)
	1949	+ 18	+ 244	+ 262	+ 95	+ 11	+ 368	+ 128	+ 377	+ 217	— 65	+1.025	1949	
	1950	+ 70	+ 139	+ 209	+ 89	+ 11	+ 309	— 34	+ 163	+ 196	— 106	+ 528	1950	
Dons privés	1948	+ 40	+ 389	+ 429	+ 20	+ 2	+ 451	+ 4	+ 24	+ 168	+ 5	+ 652	1948	Dons privés
	1949	+ 32	+ 353	+ 385	+ 14	—	+ 399	+ 10	+ 16	+ 88	+ 2	+ 515	1949	
	1950	+ 27	+ 285	+ 312	+ 16	+ 1	+ 329	— 2	+ 10	+ 92	+ 10	+ 439	1950	
Capitaux appartenant à des citoyens des Etats-Unis	1948	+ 26	+ 96	+ 122	+ 65	+ 14	+ 201	+ 197	+ 330	+ 141	+ 8	+ 877	1948	Capitaux appartenant à des citoyens des Etats-Unis
	1949	+ 57	— 101	— 44	+ 82	+ 11	+ 49	+ 81	+ 365	+ 122	+ 19	+ 636	1949	
	1950	+ 129	+ 144	+ 273	+ 76	+ 11	+ 360	+ 453	+ 185	+ 91	+ 1	+1.090	1950	
Capitaux étrangers à long terme [d]	1948	— 24	+ 209	+ 185	+ 9	— 1	+ 193	— 24	— 10	+ 18	— 7	+ 170	1948	Capitaux étrangers à long terme [d]
	1949	— 71	— 8	— 79	— 1	—	— 80	+ 37	— 4	+ 7	— 86	— 126	1949	
	1950	— 86	— 290	— 376	— 3	— 1	— 380	— 485	— 32	+ 13	— 117	—1.001	1950	
C. Excédent ou déficit du compte marchandises et services, des dons et mouvements de capitaux privés (A+B)	1948	— 256	—2.687	—2.943	— 354	— 82	—3.379	— 264	— 829	— 536	— 29	—5.037	1948	C. Excédent ou déficit du compte marchandises et services et services des dons et mouvements de capitaux privés (A+B)
	1949	— 291	—2.613	—2.904	— 288	— 126	—3.318	— 421	— 280	—1.100	— 97	—5.216	1949	
	1950	+ 83	—1.583	—1.500	+ 474	+ 63	— 963	— 305	— 108	— 162	— 143	—1.681	1950	
D. Financement d'Etat (total)	1948	+1.481	+3.200	+4.681	+ 541	— 7	+5.215	— 437	+ 50	+ 733	+ 488	+6.049	1948	D. Financement d'Etat (total)
	1949	+1.548	+3.409	+4.957	+ 153	+ 16	+5.126	— 59	— 273	+1.145	+ 253	+6.192	1949	
	1950	— 285	+2.184	+1.899	— 15	— 39	+1.845	— 123	— 274	+ 176	+ 57	+1.681	1950	
Dons du Gouvernement des Etats-Unis	1948	+ 475	+2.669	+3.144	— 4	—	+3.140	+ 5	+ 17	+ 883	+ 116	+4.161	1948	Dons du Gouvernement des Etats-Unis
	1949	+ 981	+3.183	+4.164	+ 1	—	+4.165	+ 10	+ 31	+ 994	+ 104	+5.304	1949	
	1950	+ 660	+2.606	+3.266	+ 4	—	+3.270	+ 6	+ 26	+ 740	+ 91	+4.133	1950	
Crédits accordés par le Gouvernement des Etats-Unis	1948	+ 494	+ 483	+ 977	+ 1	— 2	+ 976	—	— 53	— 19	+ 3	+ 907	1948	Crédits accordés par le Gouvernement des Etats-Unis
	1949	+ 67	+ 493	+ 560	+ 1	+ 1	+ 562	+ 1	+ 39	+ 21	+ 20	+ 643	1949	
	1950	— 19	+ 149	+ 130	— 4	+ 4	+ 130	+ 1	— 2	+ 10	+ 20	+ 159	1950	
Soldes étrangers à court terme aux Etats-Unis [e]	1948	— 228	— 140	— 368	+ 27	+ 9	— 332	— 365	— 93	— 127	+ 368	— 549	1948	Soldes étrangers à court terme aux Etats-Unis [e]
	1949	+ 54	— 49	+ 5	— 44	+ 36	— 3	— 80	— 212	+ 186	+ 190	+ 81	1949	
	1950	+ 94	— 247	— 153	— 27	— 36	— 216	— 31	— 138	— 489	+ 4	— 868	1950	
Mouvements d'or monétaire [e]	1948	+ 740	+ 188	+ 928	+ 517	— 14	+1.431	— 77	+ 179	— 4	+ 1	+1.530	1948	Mouvements d'or monétaire [e]
	1949	+ 446	— 218	+ 228	+ 195	— 21	+ 402	+ 10	— 131	— 56	— 61	+ 164	1949	
	1950	—1.020	— 324	—1.344	+ 12	— 7	—1.339	— 99	— 162	— 85	— 58	—1.743	1950	
E. Erreurs, omissions et règlements multilatéraux [f]	1948	—1.225	— 513	—1.738	— 187	+ 89	—1.836	+ 701	+ 779	— 197	— 459	—1.012	1948	E. Erreurs, omissions et règlements multilatéraux [f]
	1949	—1.257	— 796	—2.053	+ 135	+ 110	—1.808	+ 480	+ 553	— 45	— 156	— 976	1949	
	1950	+ 202	— 601	— 399	— 459	— 24	— 882	+ 428	+ 382	— 14	+ 86	—	1950	

Sources : Les chiffres sont tirés du *Survey of Current Business*, Département du Commerce des Etats-Unis, juin 1950, ainsi que de données relatives à 1950 fournies directement par la Division de la Balance des paiements *(Balance of Payments Division)* du Département du Commerce des Etats-Unis.

NOTE. — Tous les signes ont été inversés par rapport à ceux qui figurent dans la source originale, de manière à présenter les données du point de vue de l'Europe et des autres groupes de pays indiqués dans le tableau, et non du point de vue des Etats-Unis. Certaines rubriques du tableau ont fait l'objet de réserves importantes (inclusion et exclusion des exportations de la « catégorie spéciale », ainsi que des transactions effectuées dans le cadre du Programme d'assistance pour la défense mutuelle) ; pour ces réserves, voir l'Annexe B.

a Y compris les territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni.

b Non compris les territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni et de l'Espagne.

c Y compris les territoires d'outre-mer dépendant de l'Espagne.

d Publics et privés.

e Le signe plus (+) indique un retrait de fonds sur les soldes étrangers en dollars aux Etats-Unis ou la vente d'or aux Etats-Unis ; le signe moins (—) indique l'acquisition d'avoirs de ce genre.

f Les chiffres de ces rangées qui sont affectés du signe moins (—) représentent un excédent (a) des crédits en dollars (évaluation) reçus des Etats-Unis (y compris les recettes effectuées à la suite de prélèvements sur les soldes en dollars ou de la vente d'or, par rapport (b) aux montants estimés nécessaires pour les paiements de tout genre à verser aux Etats-Unis. La différence représente le résultat net (a) des erreurs et omissions, et (b) les montants en dollars transférés à d'autres régions. Les chiffres définitifs figurant en regard de cette rubrique sous la colonne « Total mondial » indiquent le résultat net de toutes les erreurs et omissions qui ont pu se produire dans la balance globale des paiements des Etats-Unis.

Tableau XXXII

EXPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS DE LA ZONE STERLING VERS LES ÉTATS-UNIS

En millions de dollars courants et en quantités

Produit	Principaux pays exportateurs	Unité	Quantité					Valeur				
			1938	1948	1949	1950 *a*		1938	1948	1949	1950 *a*	
						1er sem.	2e sem.				1er sem.	2e sem.
Caoutchouc	Malaisie britannique, Ceylan	Million de livres	617,6	1144,6	793,3	928,5	996,1	86,0	218,6	132,1	164,5	337,5
Laine	Australie, Nouvelle-Zélande, Union Sud-Africaine, Inde, Pakistan	Million de livres *(laine lavée)*	21,0	161,6	104,7	184,3	159,1	7,2	142,0	108,2	165,3	180,6
Jute et articles manufacturés	Inde, Pakistan	Million de livres	608,3	695,9	592,3	549,3	596,6	31,2	163,0	133,1	99,5	118,0
Etain	Malaisie britannique	Million de livres	82,1	76,9	77,0	129,9	107,8	33,0	71,7	77,3	95,4	96,9
Diamants	Union Sud-Africaine	Million de carats	1,2	8,8	4,2	4,1	5,7	10,0	77,1	46,9	66,4	86,1
Cacao	Afrique occid. britannique, Antilles britanniques	Million de livres	157,4	268,9	301,8	478,5	171,8	6,6	94,3	67,8	100,7	50,8
Pétrole et produits dérivés	Kuweit, Trinité, Bahrein, Irak	Million de barils	—	9,7	25,0	27,8	33,1	—	16,0	42,2	44,1	53,4
Thé	Ceylan, Inde	Million de livres	34,3	73,2	64,9	90,4	79,8	10,1	38,0	33,6	44,5	38,3
Minerai de manganèse	Union Sud-Africaine, Inde, Pakistan, Côte de l'Or	Million de livres *(de métal contenu)*	192,0	791,7	884,7	1439,8	1426,5	1,8	11,0	16,2	31,2	31,1
Cuirs et peaux	Inde, Pakistan, Australie, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Union Sud-Afric.	Million d'unités	23,7	33,7	33,7	21,8	23,9	9,0	37,0	30,3	21,0	23,8
Cuivre brut	Rhodésie du Nord et Rhodésie du Sud, Union Sud-Africaine, Malaisie britannique	Million de livres *(de métal contenu)*	13,1	49,3	75,5	129,4	83,8	1,2	9,2	13,9	20,0	20,5
Fourrures	Australie, Nouvelle-Zélande, Union Sud-Africaine	Million d'unités	..	15,7	11,2	3,9	10,4	4,4	29,5	17,0	2,8	12,7
Plomb brut	Australie	Million de livres *(de métal contenu)*	0,5	60,9	36,7	31,6	57,2	—	9,9	6,3	3,2	6,3
Tous autres articles			..	..	..	..	..	54,6	188,0	196,4	252,4	328,2
Total			..	..	..	..	..	255,1	1.105,3	921,3	1.111,0	1.384,2

Sources : United States Imports of Merchandise for Consumption, Série N° F.T. 120, Département du Commerce des Etats-Unis.

a Taux annuel.

Tableau XXXIII

INDICES DES PRIX DE GROS

Pays	*1938 = 100*				*1948 = 100*																
	1947	1948	1949	1950	1949		1950												1951		
					Sept.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Allemagne : zone anglo-américaine [a]	..	184 [b]	185	183	99	98	99	98	97	97	96	96	97	98	100	101	102	106	111	115	118
Autriche [c]	296 [d]	326	418	553	133	154	156	160	164	161	162	159	175	169	173	184	185	187	194	201	206
Belgique	357	391	372	391	93	94	94	94	93	93	94	94	97	102	107	109	110	113	117	121	123
Danemark	207	227	233	262	101	106	109	110	111	111	112	111	112	115	118	120	125	129	134	138	142
Espagne [e]	421	451	483	570	108	113	112	114	114	119	117	119	122	128	133	142	146	150	158	159	..
Finlande	724	956	963	1.110	103	104	105	105	107	108	111	114	117	118	122	126	127	132	146	150	155
France [f]	989	1.712	1.917	2.076	..	..	116	115	117	117	117	116	119	120	125	127	131	135	138	146	150
Grèce	18.320	25.620	30.300	31.460	118	120	121	124	120	118	115	115	119	123	123	127	133	136	140	144	..
Irlande [g]	219	232	231	244	98	102	102	103	103	104	103	104	105	105	105	108	110	113	115	116	..
Italie	5.159	5.443	5.169	4.905	90	87	87	87	87	86	86	86	86	90	93	95	97	100	104	106	105
Norvège	175	181	184	209	102	103	103	104	104	112	112	113	115	119	123	125	126	127	129	134	135
Pays-Bas [h]	265	275	289	322	103	110	111	114	114	113	113	115	115	117	120	122	125	128	135	139	144
Portugal	241	240	246	243	103	102	103	103	102	105	102	101	101	99	99	99	100	100	102	110	..
Royaume-Uni	189	216	227	259	105	110	111	112	112	114	116	117	118	120	124	127	132	133	137	139	143
Suède	179	193	195	205	101	102	102	103	103	103	103	104	105	105	107	107	114	118	124	128	134
Suisse	209	217	206	203	94	92	91	90	90	90	91	91	92	95	96	98	100	101	104	106	107
Turquie	433	466	503	452	106	103	103	103	101	99	95	92	90	90	93	96	99	101	104	..	..
Etats-Unis	193	210	197	205	93	92	92	92	93	93	95	95	99	101	102	102	104	106	109	111	112

Sources et méthodes : Voir Annexe B.

[a] Prix à la production des produits industriels ; les moyennes mensuelles sont calculées sur la base : 1949 = 100.

[b] Moyenne pour la période allant de juin à décembre 1948.

[c] Les moyennes annuelles sont calculées sur la base : mars 1938 = 100.

[d] Quatrième trimestre de 1947.

[e] Les moyennes annuelles sont calculées sur la base : 1936 = 100.

[f] Nouvelle série à partir de janvier 1950. Voir Annexe B.

[g] Les moyennes annuelles sont calculées sur la base : octobre 1938 = 100.

[h] Nouvelle série à partir de 1949. Voir Annexe B.

Tableau XXXIV

INDICES DU COÛT DE LA VIE

Pays	*1938 = 100*				*1948 = 100*																
	1947	1948	1949	1950	1949		1950												1951		
					Sept.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Allemagne : zone anglo-américaine [a]	..	161 [b]	160	151	97	97	96	96	95	95	97	94	93	92	92	93	93	94	96	97	100
Autriche	211	321	411	465	136	148	147	143	141	139	137	141	142	139	143	153	156	158	162	163	168
Belgique	293	352	342	339	97	97	96	96	95	94	94	94	93	96	100	100	99	98	101	102	104
Danemark	163	166	168	176	101 [c]	..	103	..	..	105	..	..	106	..	..	109	..	..	113	..	117 [d]
Espagne [e]	424	453	478	529	106	110	113	114	115	115	115	115	115	116	118	120	122	124	126	128	..
Finlande	590	795	808	921	103	105	106	107	108	109	111	119	119	118	119	122	125	127	131	131	132
France	..	1.580	1.817	2.020	115	121	..	..	124	..	..	123	..	..	130	..	..	135	137	139	142
Grèce	17.500	24.700	28.370	30.600	115	115	120	123	122	118	118	119	124	125	126	130	130	131	133	136	142
Irlande	177	183	185	187	101 [f]	101 [g]	..	101	..	..	103	..	..	101	..	..	103	..	..	..	..
Islande [h]	408	415	428	511	103	107	108	109	110	112	116	121	127	128	129	135	140	141	142	144	..
Italie	4.575	4.844	4.985	4.854	101	98	98	98	97	98	98	100	100	101	103	102	103	103	105	107	107
Luxembourg	276	293	310	322	111	110	110	109	109	108	108	108	108	110	111	113	113	114	113	115	117
Norvège [i]	160	159	159	167	101	100	101	101	101	104	105	105	105	105	108	109	111	112	113	114	115
Pays-Bas [j] [k]	199	205	219	239	105	110	112	114	114	115	116	115	115	116	119	121	121	121	121	123	..
Pologne	12.500	13.200	..	..	102	107	112	113	111	114	113	113	115	..	113	113	114	..	..	..	..
Portugal [l]	211	205	213	213	106	105	108	106	105	110	104	101	101	103	102	102	102	103	105	106	..
Royaume-Uni	170	181	185	191	104	105	105	105	105	106	105	105	105	105	105	106	107	107	108	109	110
Suède	147	154	157	159	102	102	..	..	102	..	..	102	..	..	103	..	..	105	..	..	115
Suisse [i]	158	163	162	159	99	99	98	97	97	97	97	97	97	98	98	99	99	99	100	100	100
Turquie	326	330	355	340	108	108	109	110	109	108	108	103	99	98	97	98	99	100	101	..	..

Sources : Voir Annexe B.

[a] Les indices mensuels ont été établis sur la base : 1949 = 100.

[b] Moyenne pour la période allant de juin à décembre 1948.

[c] Octobre 1949.

[d] Avril 1951.

[e] Les moyennes annuelles sont calculées sur la base: juillet 1936=100.

[f] Août 1949.

[g] Novembre 1949.

[h] Les moyennes annuelles sont calculées sur la base : premier trimestre 1939 = 100.

[i] Nouvelle série à partir de mars 1950 ; voir Annexe B.

[j] Les moyennes annuelles sont calculées sur la base 1938/39=100.

[k] Nouvelle série à partir de janvier 1950 ; voir Annexe B.

[l] Les moyennes annuelles sont calculées sur la base : juillet 1938-juin 1939 = 100.

Tableau XXXV

GAINS DES SALARIÉS DANS L'INDUSTRIE

Indices — moyenne annuelle 1948 = 100

Pays	Gains horaires nominaux												Gains horaires réels [a]											
	1948				1949				1950				1948				1949				1950			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Allemagne : zone anglo-américaine [b]	82	83	90	96	97	101	102	103	104	105	109	114	..	88	91	91	93	102	105	106	109	112	118	121
Autriche	..	..	..	..	112	124	126	130	130 [c]	131	132	155 [d]	..	..	..	..	99	92	92	88	93 [c]	93	92	99 [d]
Belgique	98	100	102	104	105	106	106	107	107	109	111	115	100	99	99	103	109	103	109	110	113	116	111	118
Danemark [e]	96	100	101	103	103	104	105	106	105	110	110	112	97	100	100	102	101	103	104	104	101	104	103	101
Finlande [e]	92	101	104	104	104	105	107	108	108	119	133 *f*	143 *f*	95	103	100	101	104	106	103	102	101	105	112 *f*	115 *f*
France	93 [d]	97	106	112	113	114	115	116	121	123	132	139	..	..	..	..	100	102	100	96	98	100	102	103
Irlande [g]	..	..	..	..	..	..	..	..	107	108	107	..	..	..	..	..	..	..	..	..	105	104	106	..
Italie	99	100	101	102	102	104	104	106	106	107	106	110 *f*	98	100	100	101	99	101	103	108	109	108	103	107 *f*
Norvège [e]	97	99	101	103	102	106	105	107	106	111	110	118 *f*	97	100	102	104	103	106	104	107	104	106	104	107 *f*
Pays-Bas [h]	99	100	100	103	103	103	103	103	108	108	114	114	100	99	101	101	97	95	98	94	95	94	96	94
Royaume-Uni [c]	99	..	101	..	103	..	105	..	106	..	109	113 *f*	99	..	101	..	102	..	101	..	100	..	103	104 *f*
Suède [d]	97	101	101	102	103	104	105	105	106	109	109	111	98	100	100	100	101	103	102	102	104	107	107	108
Suisse [h]	100	100	101	101	101	101	101	101	101	101	102	102	100	100	101	101	102	102	102	102	102	104	104	103

NOTE. — Les indices se rapportent généralement aux gains horaires des salariés dans les industries manufacturières, les services publics et le bâtiment.

a Gains horaires nominaux réduits d'après l'indice du coût de la vie.

b Moyenne annuelle 1949 = 100.

c Mois suivant le mois indiqué.

d Mois précédant le mois indiqué.

e Trimestre se terminant avec le mois indiqué.

f Chiffres provisoires.

g Octobre 1948 = 100.

h Taux des salaires horaires.

ANNEXE B

NOTES RELATIVES AUX SOURCES ET MÉTHODES

I. OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Les statistiques qui figurent dans l'*Etude sur la Situation économique de l'Europe* doivent être considérées essentiellement comme la documentation de base sur laquelle s'appuie l'analyse de la situation économique exposée dans les divers chapitres. Aussi diffèrent-elles quelque peu dans leur nature des statistiques que publient d'ordinaire les annuaires et autres publications de caractère purement statistique. En premier lieu, lorsque l'on ne dispose pas de chiffres officiels, il vaut souvent mieux procéder à une évaluation que de se passer complètement de chiffres. C'est pourquoi les tableaux contiennent parfois des chiffres estimés qui comportent une marge d'erreur plus grande que celle que tolèrent d'ordinaire les publications statistiques. En second lieu, il a souvent fallu aménager les statistiques fournies par les divers pays, selon des définitions plus uniformes, afin que les divers chiffres pussent être comparés de pays à pays. Pour cette raison, les chiffres figurant dans cette *Etude* diffèrent dans bien des cas de ceux que donnent les publications des divers pays ou telles autres publications de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. On trouvera dans les notes qui suivent des commentaires détaillés concernant les plus importantes de ces différences. Enfin, les méthodes d'établissement des chiffres ont été choisies en vue de l'usage particulier que l'on se proposait de faire de ces données. Il ne s'ensuit pas forcément que d'autres méthodes n'eussent pas été préférables, si l'on s'était proposé d'autres fins.

En maintes circonstances, les chiffres du présent ouvrage diffèrent de ceux qui figuraient dans l'ETUDE de l'année dernière. Les corrections les plus importantes sont commentées dans les diverses sections qui suivent. Dans un certain nombre d'autres cas, les corrections opérées ne présentent qu'une importance secondaire et s'expliquent, pour une bonne part, par des modifications apportées aux statistiques des divers pays. L'on ne trouvera ci-après aucune explication des corrections appartenant à cette deuxième catégorie.

Lorsqu'un tableau fournit des totaux valables pour un certain nombre de pays, ces totaux s'entendent toujours du même groupe de pays pour chaque période envisagée. Lorsque pour une ou plusieurs de ces périodes l'on ne dispose pas de chiffres concernant un pays donné, on a fait figurer, dans les totaux, des évaluations qui remplacent les chiffres manquants. Les totaux figurant sous la rubrique « Totaux pour l'Europe » comprennent toujours des évaluations relatives aux pays pour lesquels l'on ne disposait pas de données numériques. On trouvera ci-après des détails concernant les plus importantes de ces évaluations.

Lorsqu'il existe un léger écart entre les divers éléments constitutifs d'un total inscrit dans un tableau et ce total lui-même, c'est parce que l'on en a arrondi les chiffres.

On a fait figurer dans les tableaux les données communiquées jusqu'au 20 avril 1951. D'une façon générale, les chiffres les plus récents doivent être considérés comme présentant un caractère provisoire et sujets à révision.

II. INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (TABLEAUX 9, 19, 21, I, II et III)

1. OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Les indices de la production industrielle, qu'ils expriment la production totale ou la production d'une industrie particulière, sont, en règle générale, tirés des sources officielles et semi-officielles énumérées plus loin. Dans certains cas, ces indices ont été tirés de publications qui ne présentent pas de caractère officiel. La plupart du temps, toutefois, les indices primitifs ont été ajustés de manière que les données sur lesquelles ils portent permettent la comparaison entre les divers pays ; nombreux sont les cas où l'on a substitué à l'année de base primitive de l'indice l'année 1938 pour les indices annuels, et l'année 1948 pour les indices trimestriels.

Cependant, malgré ces ajustements, on n'a pas réussi à rendre les chiffres entièrement comparables d'un pays à l'autre. Il sied notamment de signaler les divergences suivantes :

Coefficients de pondération pour l'avant-guerre et pour l'après-guerre

La plupart des pays européens continuent à calculer leurs indices de production à l'aide de coefficients de pondération d'avant guerre, mais un certain nombre de pays ont remanié leur système de pondération et emploient aujourd'hui des coeffi-

cients de pondération d'après guerre. Lorsqu'il en est ainsi (tel est le cas pour la Tchécoslovaquie, le Danemark, la Finlande, le Luxembourg, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni), on a utilisé, pour la période d'après guerre, les nouveaux indices. Cependant, pour établir le rapport avec 1938, on ne peut employer généralement que le coefficient d'avant guerre, sauf dans le cas du Royaume-Uni, où le chiffre de la production de 1946 (c'est-à-dire l'année de base d'après guerre) par rapport à 1938 est établi à la fois à l'aide de coefficients d'avant guerre et de coefficients d'après guerre. C'est pourquoi le rapport établi entre 1938 et les années d'après guerre repose, dans tous les cas (y compris le cas du Royaume-Uni), sur des coefficients de pondération d'avant guerre. Comme on constate qu'en général, le rapport des coûts entre l'avant-guerre et l'après-guerre a tendance à évoluer en raison inverse du rapport de la production d'avant guerre et de la production d'après guerre, on obtiendrait, si l'on utilisait pour tous les pays des coefficients de pondération d'après guerre, un total européen très sensiblement plus faible par rapport à 1938. Ce procédé utilisé pour le seul Royaume-Uni, abaisserait de 2 points l'indice européen, pour la période d'après guerre.

Indices de la production nette et de la production brute

Bien que la méthode la plus usuelle pour calculer les indices de la production consiste à pondérer les indices du volume de la production des diverses marchandises d'après leur valeur nette de production au cours de l'année de base, les pays d'Europe orientale, Tchécoslovaquie exceptée, calculent leurs indices en évaluant la production courante à prix fixes. Aussi ces indices expriment-ils la production brute plutôt que la production nette. L'une et l'autre méthode aboutiraient à des résultats analogues, si la seconde n'était appliquée qu'à la production finale, mais on n'est guère renseigné sur le détail des modalités d'application de la méthode en vigueur dans les pays d'Europe orientale. Dans la mesure où les prix d'après lesquels on calcule la valeur de la production courante sont modifiés au début d'une phase nouvelle d'exécution du plan économique, les indices calculés par la voie de la seconde méthode ne sont pas comparables avec les indices fournis par la première méthode, car ces derniers sont calculés à l'aide de coefficients de pondération constants.

Correction destinée à tenir compte du nombre variable des jours de travail que compte chaque mois ainsi que des fluctuations saisonnières

Bien que l'on ait fait usage, toutes les fois qu'on l'a pu, d'indices corrigés de manière que chaque mois comporte le même nombre de jours de travail, on a dû, pour certains pays (la Finlande, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, la Pologne, le Portugal, la Sarre, l'Espagne et la Turquie), faute de séries statistiques corrigées, se servir d'indices non corrigés. Cependant, on peut admettre que, si l'on disposait d'indices corrigés et qu'on les utilisât pour tous les pays, le total pour l'Europe ne serait probablement pas modifié de plus d'un point, car les tableaux ne rassemblent que des indices trimestriels et les variations du nombre des jours de travail dans un seul et même trimestre sont relativement faibles.

Pour ce qui est des variations saisonnières, aucun des indices relatifs aux pays européens n'est, semble-t-il, complètement corrigé à cet égard, bien qu'il y ait des pays (par exemple, la Belgique ; la Suède, jusqu'en 1948) où des corrections partielles ont été opérées. Cependant, pour l'essentiel, les indices retenus doivent être regardés comme ne comportant aucune correction destinée à tenir compte des fluctuations saisonnières.

Territoires d'avant guerre et territoires d'après guerre

En général, on n'a pas tenu compte des modifications territoriales survenues entre l'avant-guerre et l'après-guerre, sauf dans le cas de la Pologne, où les modifications territoriales intéressent une région importante du point de vue industriel. Comme les indices officiels relatifs à la Pologne relient la production d'après guerre dans le territoire d'après guerre à la production d'avant guerre dans le territoire d'avant guerre, on a procédé en calculant les totaux pour l'Europe à une correction de façon que ces totaux se rapportent à des territoires constants (d'après guerre) aussi bien pour les années d'avant guerre que pour les années d'après guerre.

Les deux séries d'indices relatifs aux pays d'Europe orientale

Comme nous l'avons fait observer ci-dessus, il n'y a pas comparabilité entre les indices relatifs aux pays d'Europe occidentale et les indices relatifs aux pays d'Europe orientale, du fait des méthodes différentes de calcul ; mais indépendamment de cela, on rencontre une autre difficulté tenant au fait que, dans plusieurs pays d'Europe orientale, les indices officiels de la production industrielle qui ont trait aux premières années de l'après-guerre ont été depuis peu remplacés par de nouveaux indices qui accusent de considérables différences en ce qui concerne non seulement l'évolution de la production, mais aussi le niveau de celle-ci. Bien que, dans tous les cas, les indices de l'ensemble de la production industrielle figurant au Tableau 9 aient été tirés des documents les plus récents, les différences entre les anciens indices et les nouveaux indices sont telles qu'il n'est pas possible de n'en pas faire état. Ces différences sont mentionnées dans les notes qui suivent :

Hongrie : Les indices annuels que l'on a fait figurer au Tableau 9 sont tirés des diverses publications officielles énumérées dans les notes qui suivent. Toutefois, l'indice de 1949, auquel a été relié l'indice de 1950, est sujet à caution, si l'on

tient compte d'une déclaration du ministre Gerö reproduite dans le *Szabad Nép* du 10 décembre 1949. D'après cette déclaration, le niveau de la production avait à l'époque déjà atteint 140 % du chiffre d'avant guerre, alors que les plans ne prévoyaient que le chiffre de 127 (1938 = 100). Pour 1949 l'indice annuel est de 153 (1938 = 100). Pour que le chiffre de 140 (qui probablement concerne soit une période d'une durée inférieure à 12 mois — 10 ou 11 par exemple — de l'année 1949, soit même un unique mois de la fin de cette année-là) fut compatible avec l'indice annuel de 153, il faudrait que la production eût augmenté si fortement à la fin de 1949 que l'on est porté à croire que les chiffres ont été révisés dans une certaine mesure.

Pologne : L'indice le plus récent de la production brute, sur la base de l'année 1937 = 100, passe de 105,8 à 145,7, soit une augmentation de 38 % entre 1947 et 1948. L'indice de la production nette, que publiait naguère l'Institut polonais des recherches économiques sur la base de l'année 1938 = 100 donnait, pour le niveau de la production en 1947 et en 1948, les chiffres de 104 et 134 respectivement, soit une augmentation de 29 %.

Tchécoslovaquie : L'indice actuellement publié est basé sur 1948, il porte sur 298 produits et il est pondéré d'après les valeurs nettes. Un article récent du *Statistický Obzor* indique que le champ de cet indice s'accroît peu à peu, bien que le nombre des produits reste le même pour la comparaison entre périodes correspondantes d'années successives. Le nouvel indice montre que le chiffre de la production a dépassé en 1949 de 15,8 % le chiffre de 1948, alors que, d'après l'ancien indice (lequel était calculé avec coefficients de pondération de 1937 sur la base 1937 = 100 et portait sur 91 marchandises), l'augmentation entre 1948 et 1949 n'est que de 8 %.

2. Sources des indices généraux (Tableau 9)

Les indices généraux portent sur les industries manufacturières, les industries extractives et les services de distribution du gaz, de l'eau et de l'électricité, mais non pas sur le bâtiment. Le tableau A indique le champ des indices généraux inscrits au Tableau 9 et comprend certaines industries qui ont été ajoutées par la Division des Etudes et des Programmes.

Les notes qui suivent indiquent les sources auxquelles on a puisé les indices pour chaque pays ainsi que les principales corrections opérées :

Allemagne :

Zones occidentales : (1) *Wirtschaft und Statistik ;* (2) *Bulletin statistique,* Commandement en chef français en Allemagne. Base primitive : 1936. Les anciens indices de 1947 et de 1948, relatifs à la zone anglo-américaine et à la zone française, combinés à l'aide des valeurs nettes qu'indique l'ouvrage intitulé *Economic Data on Potsdam Germany,* Office du Gouvernement militaire en Allemagne (U.S.), ont été reliés à l'indice que donne (1) pour les années 1949 et 1950 concernant les zones occidentales.

Secteurs occidentaux de Berlin : (1) *Wochenbericht des deutschen Institutes für Wirtschaftsforschung,* (2) *Jahresbericht des Magistrats,* Berlin, 1949.
L'indice fourni dans (1) ne comprend ni les services publics, ni l'industrie des denrées alimentaires. Le niveau de cet indice a été ajusté de manière à porter sur ces activités économiques, grâce aux renseignements que fournit un article paru dans la même publication (N° 45, 1950). La base primitive (1936) a été transposée en 1938.

Zone soviétique : Die Wirtschaft, Berlin.
L'indice de 1950 a été établi d'après le rapport concernant l'état d'exécution des plans au cours de cette année-là.

Autriche : Monatsberichte des Österreichischen Institutes für Wirtschaftsforschung
L'année de base primitive (1937) de l'indice a été conservée. L'indice de 1947 a été calculé en comparant le chiffre de la production industrielle de 1948 et celui de 1947 à l'aide de trois méthodes différentes de calcul : *a)* calcul direct reposant sur les chiffres des divers secteurs particuliers de la production combinés conformément au système de pondération employé pour l'établissement des indices courants ; *b)* indice antérieurement publié dans les *Monatsberichte* ; et *c)* indice établi par le Commissaire des Etats-Unis en Autriche. Le chiffre indiqué pour 1947 est la moyenne des indices obtenus par ces trois méthodes de calcul lesquelles ont donné des résultats très sensiblement analogues.

Belgique : Bulletin de l'Institut de recherches économiques et sociales, Université catholique de Louvain.
Base primitive : 1936-1938.

Bulgarie : (1) *Bulletin mensuel de la Direction générale de la statistique ;* (2) *Bulgarian Bulletin,* Bureau de Londres de l'Agence télégraphique bulgare.
Les indices de 1947 et 1948 (base primitive : 1939) sont tirés de (1). Les indices de 1949 et 1950 ont été établis par évaluation d'après les déclarations publiées concernant l'état d'exécution des plans que fournit (2).

Tableau A

CHAMP DES INDICES GÉNÉRAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Pays	Industries aliment.	Industries du bois	Habillement	Imprimerie	Industrie mécanique	Industrie chimique	Autres industries manufacturières	Industries extractives	Gaz	Eau	Electricité
Allemagne :											
zones occidentales.		o	o	o	o	o	o	o	o		o
zone occidentale de Berlin	..	o	o	o	o	o	..		a		a
zone soviétique	..	..	..	..	..	..	..	..	..		..
Autriche	o				o	o	o	o			o
Belgique	o					o ('47-'49)	o	o	o		o
Bulgarie	o	o	..	..	o	o	o	o	..		o
Danemark	o	o	o	o	o	o	o	a	aq		aq
Espagne	o				o	o	o	o	o		o
Finlande	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o
France	a	a	a	o	o	o	o	o	o		o
Sarre							o	o			
Grèce	o	o	o		o	o	o	aq	..		o
Hongrie	o	o	o	o	o	o	o	o	o		o
Irlande	o	o	o	o	o	o	o	o	a	a	aq
Italie	o	o	o		o	o	o	o	o		o
Luxembourg	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o
Norvège	o	o	..		o	o	o	o	o		aq
Pays-Bas	o		o		o	o ('47-'49)	o	o	o	o	o
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..		..
Portugal	o				o	o	o	o			o
Roumanie	..	..	..	..	..	..	..	..	..		..
Royaume-Uni	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o
Suède	o	o	o	o	o	o	o	o	a ('47-'48)		aq
Tchécoslovaquie	o	o	o	o	o	o	o	o	o		o
Turquie	o					o	o	o			o

NOTE. — Les signes ci-après ont été employés :

o = compris dans le champ de l'indice primitif.

a = ajoutés à l'indice primitif en chiffres annuels.

aq = ajoutés à l'indice primitif en chiffres trimestriels ainsi qu'en chiffres annuels.

.. = on ne sait pas si cette industrie est, ou non, comprise dans le champ de l'indice.

L'absence de tout signe signifie que l'industrie en question n'est pas comprise dans le champ de l'indice.

Lorsqu'une période est indiquée entre parenthèses, c'est que les indices primitifs concernent uniquement cette période-là.

Danemark : Statistiske Efterretninger

Base primitive : 1935. Les indices annuels des industries manufacturières de 1947, 1948 et 1949 sont les indices définitifs (comparables) que publie *Industriel Produktionsstatistik*. La production d'électricité et de gaz a été ajoutée à l'indice établi par le Bureau danois de statistique. Coefficients de pondération (1938) : industries manufacturières 90,6 ; gaz 2,9 ; électricité 6,5. L'indice ainsi obtenu, transposé sur la base de 1947, a été combiné avec l'indice de la production de lignite. Coefficients de pondération : lignite 3 ; industries manufacturières et services publics 107. Les indices ainsi obtenus ont été alors transposés sur la base 1938 = 100. Les indices trimestriels figurant dans les tableaux ont été établis en combinant les indices primitifs, calculés à nouveau sur la base de 1947 pour les industries manufacturières (100,0), l'électricité (5,5) et gaz (1,6). Les indices ainsi obtenus ont été alors transposés sur la base 1948 = 100.

Espagne : La Division des Etudes et des Programmes a établi par le calcul un indice qui repose sur les renseignements concernant le volume de la production de 42 marchandises, publiés dans le *Boletin de Estadística*, Instituto Nacional de Estadística de Madrid. Les secteurs économiques entrant dans le champ de cet indice sont les mines, la métallurgie, l'industrie mécanique, l'industrie chimique, les matériaux de construction, les textiles, le papier, le cuir, le gaz et l'électricité ainsi que, pour l'indice annuel, les industries des denrées alimentaires. Les coefficients de pondération utilisés pour combiner ces séries reposent sur l'emploi en 1940, année qui a également été prise pour base de l'indice.

Etats-Unis : Survey of Current Business

Base primitive : 1935-1939. On s'est servi de l'indice non ajusté.

Finlande : (1) *Tilastokatsauksia ;* (2) *Economic Review,* Kansallis Osake Pankki, Helsinki.
Les indices annuels et les indices trimestriels de 1950 sont tirés de (1). Ceux de 1949 ont été calculés en reliant les indices de 1949 et de 1950 que fournissent les indices corrigés de (2) avec les données trimestrielles de 1950 fournies dans (1).

France : Bulletin de la Statistique générale de la France
Les indices annuels englobent l'habillement, les industries du bois et les industries alimentaires.

Sarre : La Division des Etudes et des Programmes a établi par le calcul un indice qui repose sur les renseignements concernant le volume de la production que l'on trouve dans les *Saarländische Bevölkerungs- und Wirtschaftszahlen,* et qui porte sur le charbon, le coke, la fonte, l'acier et l'acier laminé. Les coefficients de pondération utilisés pour combiner ces séries sont fonction de la valeur relative nette à la tonne que l'on connaît pour la France en 1938.

Grèce : Monthly Indicators of Industrial Production in Greece, publiés par la Fédération des industries grecques, Athènes.
Base primitive : 1939. Les indices relatifs à l'extraction de minerais, à la production de lignite et aux industries manufacturières ont été combinés. Coefficients de pondération : 49,2 et 949.

Hongrie : (1) *Statisztikai Szemle,* janvier-juin 1948, (2) *Statisztikai Szemle,* janvier-février 1950, p. 75 ; (3) *Statisztikai Tájékoztató ;* (4) *Jelentés a Haroméves terv elsö évéröl.*
L'indice annuel de 1947 est tiré de (1). L'indice de 1949 a été calculé d'après (3) 1950, N° 1, p. 4. Les indices relatifs à l'industrie lourde et aux industries légères ont été combinés à l'aide des coefficients de pondération fournis dans (4), p. 174 et suivantes. L'indice de 1950 repose sur (3) 1951, N° 1 qui indique l'augmentation annuelle par rapport à 1949. Pour 1948, l'indice a été obtenu en appliquant à l'indice de 1949 le taux d'augmentation annuelle entre 1948 et 1949 que fournit (2). Tous les indices relatifs à la Hongrie expriment les progrès de la production brute en prix d'août 1946 pour la période 1938-1949 et en prix de 1949 pour 1949-1950.

Irlande : Irish Trade Journal and Statistical Bulletin
Base primitive : 1936. Les indices pour 1947 et 1948 ont été obtenus en combinant les indices définitifs des industries manufacturières avec ceux de la production d'électricité et de gaz. Les indices trimestriels ont été établis en combinant l'indice normalement publié de la production des marchandises transportables et celui de la production d'électricité. Coefficients de pondération de 1948 : 94,3 et 5,7 respectivement.

Italie : Notiziario Istat, Serie B, Istituto Centrale di Statistica.
Les nouveaux indices calculés par l'Institut central italien de statistique ont été modifiés afin de tenir compte de la correction apportée à l'indice de l'industrie mécanique par la Division des Etudes et des Programmes dans les conditions indiquées ci-après, page 235.

Luxembourg : Bulletin du Service d'Etudes et de Documentation économiques et de l'Office de la Statistique générale.
On a pris les « indices mensuels corrigés ». Les indices primitifs sont désormais transposés de la base 1937/38 = 100 sur la base 1938 = 100. La note que l'on trouve à ce sujet dans le *Bulletin économique pour l'Europe,* Vol. 2, N° 1, p. 66, est erronée : le chiffre qui figure dans ladite livraison ainsi que dans les suivantes a été, en réalité, établi sur la base 1937/38 = 100.

Norvège : Statistike Meldinger.
La production d'électricité a été ajoutée à l'indice établi par le Bureau central norvégien de statistique. Coefficients de pondération (1938) : industries manufacturières 89,4, électricité 10,6. Les indices annuels des industries manufacturières en 1947, 1948 et 1949 sont les indices définitifs que fournit le *Norges Industri.* Les indices trimestriels pour 1949 ont été ajustés au niveau des indices annuels définitifs.

Pays-Bas : Statistisch Bulletin van het Centraal Bureau voor de Statistiek.
C'est l'indice de la production par jour de travail que l'on a utilisé.

Pologne : (1) *Wiadomości Statystyczne ;* (2) *Statistical Tables of the Polish Institute for Economic Research.*
L'indice courant que publie (1) et qui a pour base l'année 1937 a été transposé sur la base 1938 à l'aide de l'ancien indice que donne (2).

Portugal : L'indice a été calculé par la Division des Etudes et des Programmes sur la base des renseignements relatifs au volume de la production de 40 marchandises, fournis par le *Boletim Mensal do Instituto Nacional de Estatística* (mines, denrées alimentaires, cuir, liège, produits chimiques, matériaux de construction, textiles, papier et électricité). Les coefficients de pondération employés pour combiner ces séries reposent sur les statistiques de l'emploi fournies par le recensement de 1940 ainsi que sur des renseignements concernant l'emploi, les heures de travail effectuées et les quantités de combustibles et carburants consommées en 1948. Le champ de l'indice trimestriel est légèrement moins étendu que celui de l'indice annuel.

Roumanie : (1) *Vnechnaia Torgovlia,* N° 2, 1951 ; (2) *For a Lasting Peace,* 1er janvier 1948 (hebdomadaire publié par les services d'information du parti communiste et des travailleurs) ; (3) *La Roumanie Nouvelle.*
L'indice de 1950 est tiré de (1). Les indices des autres années ont été évalués d'après les progrès de la production d'une année à l'autre, dont font état les rapports sur l'état d'exécution des plans, que publie (3). Seul l'indice de 1947 a été évalué d'après (2).

Royaume-Uni : Monthly Digest of Statistics
Base primitive : 1946. Le bâtiment a été éliminé du champ de l'indice. L'indice a été transposé sur la base de 1938 en utilisant la relation avec l'avant guerre (après élimination du bâtiment) que donne le *Board of Trade Journal* du 11 septembre 1948.

Suède : Kommersiella Meddelanden
La production de gaz et d'électricité a été ajoutée aux indices définitifs de 1947 et de 1948 ; la production d'électricité seule aux indices de 1949 et 1950. Coefficients de pondération : industries manufacturières 1.000, services publics 71. Les nouveaux indices mensuels, à partir de janvier 1949, ne comportent plus d'ajustement destiné à tenir compte des fluctuations saisonnières.

Tchécoslovaquie : (1) *Statistický Zpravodaj ;* (2) *Hospodář ;* (3) *Czech Economic Bulletin*
L'indice de l'année 1948 est tiré de (3). L'indice de 1947 a été obtenu en reliant l'ancien indice publié dans (1) à l'indice de 1948. Les indices annuels de 1949 et de 1950 sont tirés des renseignements que fournit (2) sur l'état d'exécution des plans. Les indices trimestriels de 1949 que fournit (2) et que l'on a supposé établis sur le trimestre correspondant de 1948 = 100, ont été ramenés à la moyenne de 1948 = 100, à l'aide des anciens indices trimestriels de 1948 mis en regard de l'ancienne moyenne pour 1948 publiée dans (1). Pour 1950, les indices trimestriels ont été tirés des renseignements que fournit (2) sur l'état d'exécution des plans pour le premier semestre et pour le troisième trimestre. L'indice du quatrième trimestre a été établi par différence.

Turquie : Recovery Guides, Economic Co-operation Administration
Les indices pour les années 1947 à 1949 ont été tirés de la source indiquée. L'indice pour 1950 a été établi par évaluation d'après les renseignements relatifs au volume de la production de charbon, ciment, papier, filés, sucre, tabac, spiritueux, vins, ainsi qu'aux exportations de chrome.

3. Sources des indices des industries particulières (Tableaux 19, 21, I, II et III)

Dans la plupart des cas, à la réserve de celui de l'industrie du bâtiment, les sources sont les mêmes que celles des indices généraux. Lorsque l'indice a été tiré de sources différentes, celles-ci sont mentionnées dans les notes suivantes qui indiquent également le champ des indices et les coefficients de pondération appliqués à ceux d'entre les indices qui procèdent de la combinaison de deux ou de plusieurs séries.

Industrie mécanique (Tableau 19)

Ces indices portent autant que possible sur l'industrie mécanique et l'industrie électrique, le matériel de transport (y compris les navires et aéronefs) et les articles métalliques.

Allemagne :

Zones occidentales : Les anciens indices établis pour la zone anglo-américaine et pour la zone française en 1947 et en 1948 ont été reliés au nouvel indice établi pour les zones occidentales en 1949 et en 1950 que donne *Wirtschaft und Statistik,* et cela de la même façon que l'indice général de la production. Champ de l'indice et coefficients de pondération : Zone française : machines 4, véhicules 1, industrie électrique 1, articles métalliques 3 ; Zone anglo-américaine : machines et appareils optiques 30, véhicules 12, outillage électrique 12, autres articles métalliques 37. Nouvel indice pour les zones occidentales : machines 35, véhicules 14, industrie électrique 13, fer, acier et articles métalliques 26, constructions sidérurgiques (à l'exception des wagons de chemins de fer) 7, et constructions navales 5.

Secteurs occidentaux de Berlin : Les indices primitifs que donne le *Wochenbericht* ont été combinés d'après les coefficients de pondération de la *Berliner Statistik,* édition orientale, 1947, p. 80 (industrie électrotechnique 59, machines 30, articles métalliques 11). Les indices du premier semestre de 1949 que ne donne pas le *Wochenbericht* ont été établis par évaluation d'après les renseignements que fournit sur la valeur brute de la production la *Berliner Statistik,* édition occidentale. L'année de base primitive (1936) a été transposée en 1938.

Autriche : Véhicules, machines et outillage électrotechnique. Coefficients de pondération (1937) : 18, 51 et 31. L'indice de 1947 a été évalué d'après les diverses données relatives à la fabrication des produits des industries mécaniques que publient les *Monatsberichte.*

Belgique : Les renseignements ont été communiqués par le Ministère des Affaires économiques de Belgique.

Danemark : Articles métalliques et matériel de transport. Coefficients de pondération (1948) : 70 et 30, d'après les renseignements relatifs à la valeur nette de la production en 1948 publiés dans *Industriel Produktionsstaatistik* 1948.

Finlande : Les indices annuels et les indices mensuels pour 1950 ont été tirés de *Tilastokatsauksia*. Les indices trimestriels pour 1949 ont été déduits des indices de 1950 en comparant les indices trimestriels pour 1949 et 1950 de l'ensemble des industries métallurgiques et des industries travaillant les métaux que donne l'*Economic Review*, Kansallis Osake Pankki.

Grèce : Les indices mentionnés comprennent la fabrication de l'acier.

Hongrie : L'indice de 1949 est tiré du *Statisztikai Tájékoztató*, 1950, N° 1, p. 4. Les indices de la sidérurgie et des machines ont été combinés d'après les coefficients de pondération fournis par *Jelentés a Haroméves terv elsö évéröl* (1er août 1947-31 juillet 1948), p. 174. L'indice de 1948 a été tiré du chiffre de 1949 par application du pourcentage d'augmentation indiqué dans le rapport sur l'état d'exécution des plans en 1949. Le chiffre de 1947 est la moyenne des années de plan 1946/47 et 1947/48 ; il n'est donc qu'une approximation. Tous les indices concernant la Hongrie se rapportent à la production brute aux prix d'août 1946 pour la période 1938-1949 et en prix de 1949 pour 1949/50.

Irlande : Constructions mécaniques et outillage, montage, construction et réparation de véhicules. Coefficients de pondération (1938) : 40 et 60.

Italie : L'indice officiel de l'industrie mécanique que publie depuis peu l'Institut central italien de statistique ne comprend pas la production d'armements, qui entrait pour 29 pour cent dans la production totale de l'industrie mécanique en 1938, mais qui a été négligeable ou égale à zéro depuis la guerre. Aussi a-t-on corrigé l'indice en conséquence pour tenir compte de la production des armements au cours de l'année de base.

Norvège : Le chiffre des indices mensuels de 1949 et 1950 a été ajusté d'après le nouvel indice définitif que fournit pour 1949 *Norges Industri.*

Pays-Bas : Industrie métallurgique. Les indices, ajustés pour tenir compte du nombre des jours de travail, ont été fournis par le Bureau central néerlandais de statistique.

Pologne : Statystyka Przemyslowa, 1937 ; *Gospodarka Planowa.*
La valeur de la production de l'industrie mécanique et de l'industrie électrotechnique, en 1948, exprimée en prix de 1937, que l'on a tirée de la deuxième source, a été reliée à la valeur de la production de 1937 d'après la première source citée. Les chiffres relatifs aux autres années ont été évalués d'après les renseignements concernant le volume.

Royaume-Uni : Industrie mécanique, constructions navales, et appareillages électriques ; véhicules ; articles métalliques non compris ailleurs. Coefficient de pondération (1946) : 59, 30 et 11.

Suède : Les indices de 1947 et 1948 ont été communiqués par le Kommerskollegium. Les indices courants reposent sur le nombre des heures-ouvrier effectuées et ont été reliés à ces indices du Kommerskollegium.

Suisse : On s'est servi des chiffres relatifs à la valeur de la production de la période 1947-1950, évalués par M. F. Kneschaurek sous la direction de M. W. A. Jöhr, professeur à l'Université de Saint-Gall. Ces chiffres de valeur ont été réduits à l'aide des prix dérivés des exportations. La relation avec 1938 a été établie d'après le nombre des heures-ouvrier effectuées, réduites de 5,5 % afin de tenir compte des modifications de la productivité. Ce pourcentage de réduction a été établi par évaluation d'après *Fabrimetal*, bulletin hebdomadaire d'information et de liaison, Bruxelles, N° 64, 1947.

Tchécoslovaquie : Les indices de 1950 sont ceux que publie l'*Hospodář*, reliés à l'ancien indice que publiait auparavant la *Statistický Zpravodaj*. Le nouvel indice distingue quatre secteurs : machines lourdes, véhicules, appareils de précision et industrie métallique légère. On a pris la moyenne des indices de ces quatre secteurs.

Bâtiment (Tableau 21)

Ces indices portent sur l'activité globale de l'industrie du bâtiment, y compris les constructions neuves ainsi que, dans la plupart des cas, les réparations de logements et autres bâtiments, les travaux publics, etc. Comme le champ de l'indice varie de pays à pays, on n'a pas tenté de calculer une moyenne valable pour l'Europe entière.

Allemagne :

Zone anglo-américaine : Wirtschaft und Statistik. On a transposé les données de la base primitive 1936 = 100 à 1938 à l'aide des renseignements relatifs à l'emploi. Cet indice repose sur le nombre des heures-ouvrier effectuées, corrigé pour tenir compte des modifications de la productivité.

Belgique : Agence économique et financière. L'indice s'étend à la totalité de l'activité de l'industrie du bâtiment.

Danemark : Danmarks Nationalbuget, 1950. Les données de base pour 1950 sont tirées des *Statistiske Efterretninger*, 1950.

Finlande : Economic Survey of Finland, août 1950. L'indice a été tiré des renseignements relatifs au revenu national aux prix courants. L'indice de 1950 repose sur des renseignements qui ont été directement communiqués. La part de l'activité du bâtiment dans le revenu national, telle qu'elle est indiquée dans la source mentionnée, est établie essentiellement d'après les données relatives aux matières premières utilisées.

France : Bulletin de la Statistique générale de la France. Les indices mentionnés sont ceux qui se publient en même temps que l'indice général de la production industrielle. Ils reposent essentiellement sur le nombre des heures-ouvrier effectuées.

Grèce : L'indice a été calculé à partir de la valeur, en prix de 1949, des logements neufs construits, d'après les renseignements fournis par le Ministère grec du logement et de la reconstruction.

Irlande : Les indices ont été communiqués par le Bureau central irlandais de statistique. Le champ de ces indices comprend tous les secteurs du bâtiment et de la construction.

Italie : Les indices sont la combinaison d'un indice du nombre des pièces bâties et des journées-ouvrier effectuées dans les travaux publics. Les coefficients de pondération (1938) sont 60 et 40. Les données de base pour 1948 ont été communiquées par l'Institut central italien de statistiques. L'indice de 1949 est tiré des renseignements appropriés publiés dans le *Bollettino Mensile de Statistica*, février et octobre 1950 et du *Compendio di Statistica*, 1949/50, pp. 138 et 141. L'indice de 1950 a été établi par évaluation d'après les renseignements analogues, quoique incomplets, que donne le *Bollettino Mensile di Statistica.*

Norvège : Nasjonal Budsjettet, 1950 et 1951 (St. Meld. N° 1).

Pays-Bas : Les indices ont été communiqués par le Bureau central de statistique.

Royaume-Uni : Monthly Digest of Statistics. Cet indice est l'indice officiel qui entre dans le calcul de l'indice général de la production industrielle que publie la revue mentionnée.

Suède : L'indice repose sur la valeur en prix constants des bâtiments construits telle que l'indique le *Konjunkturläget Hösten 1949*, Konjunkturinstitutet, Stockholm. Les renseignements correspondants pour 1950 et les chiffres corrigés concernant les années précédentes ont été communiqués par le Konjunkturinstitutet.

Textiles (Tableau I)

Les indices mentionnés sont ceux que les sources donnent comme concernant l'« industrie textile ». L'industrie de l'habillement n'est pas comprise dans le champ de l'indice, sauf lorsque cette industrie ne peut être dissociée de l'indice.

Allemagne :

Zones occidentales : Les anciens indices relatifs à la zone anglo-américaine et à la zone française pour 1947 et 1948 ont été reliés de la même façon que l'indice général de la production au nouvel indice relatif aux zones occidentales pour 1949 et 1950 que donne *Wirtschaft und Statistik.*

Autriche : L'indice de 1947 a été évalué sur la base des anciens indices publiés dans les *Monatsberichte.*

Danemark : L'indice de 1950 a été relié à l'indice définitif de 1949.

Espagne : Boletín de Estadística. Les indices mentionnés procèdent de la combinaison des séries statistiques suivantes : peignés de laine, filés de laine, filés de coton, filés de rayonne et fibranne.

Finlande : Les indices annuels et les indices trimestriels de 1950 sont tirés de *Tilastokatsauksia.* Les indices trimestriels de 1949 ont été établis par évaluation d'après les indices de 1950 en fonction des progrès de la production qu'indique l'*Economic Review*, Kansallis Osake Pankki (indice revisé ; voir les notes relatives à l'indice général de la production).

Hongrie : L'indice de 1949 est tiré des *Statisztikai Tájékoztató*, 1950, N° 1, p. 4. L'indice de 1948 a été calculé à partir du chiffre de 1949 à l'aide du pourcentage d'augmentation qu'indique le rapport sur l'état d'exécution des plans en 1949. Le chiffre de 1947 est la moyenne des années de plan 1946/47 et 1947/48 ; aussi n'est-il qu'une approximation. Tous les indices concernant la Hongrie s'entendent de la production brute chiffrée, quant à la valeur, en prix de 1946 pour la période 1938-1949 et en prix de 1949 pour 1949-1950.

Irlande : Toile, coton, jute et grosse toile ; lainages et peignés ; ainsi que bonneterie. Coefficients de pondération (1938) : 30, 29 et 41.

Italie : On s'est servi du nouvel indice établi par l'Institut central italien de statistique.

Pays-Bas : Les indices, corrigés pour tenir compte du nombre des jours de travail, ont été communiqués par le Bureau central néerlandais de statistique.

Pologne : Les indices de 1947, 1948 et 1949 ont été calculés sur la base des renseignements relatifs à la production que fournissent les *Wiadomości Statystyczne*. Les marchandises entrant dans le champ de cet indice comprennent les filés de coton, les tissus de coton, les filés de laine, les tissus de laine et les tissus de rayonne. Quant à l'indice de 1950, on l'a estimé d'après le rapport sur l'état d'exécution des plans en admettant une augmentation moyenne de 12 %.

Suède : Les indices de 1947 et 1948 ont été communiqués par le Kommerskollegium. Ils ne comprennent pas les vêtements de confection. Les indices officiels publiés pour 1949 et 1950, qui comprennent les vêtements de confection, ont été reliés à ces chiffres.

Tchécoslovaquie : Les indices de 1950 sont ceux que publie *Hospodář* reliés à l'ancien indice que donnait auparavant le *Statistický Zpravodaj*.

Industrie chimique (Tableau II)

Les indices mentionnés sont ceux que les sources donnent comme concernant l'« industrie chimique ». Cependant, la définition de cette industrie varie de pays à pays. Dans toute la mesure du possible, la production des oléagineux d'origine végétale et du savon a été ajoutée lorsque l'indice officiel ne les comprenait pas.

Allemagne :

Zones occidentales : Les anciens indices de 1947 et de 1948 relatifs à la zone anglo-américaine et à la zone française ont été reliés de la même façon que l'indice général de la production au nouvel indice relatif aux zones occidentales que donne pour 1949 et 1950 *Wirtschaft und Statistik*.

Autriche : L'indice de 1947 a été tiré de renseignements directement communiqués par le Haut Commissaire des Etats-Unis.

Belgique : L'indice ne se publie plus depuis la fin de 1949. Aussi a-t-on établi par évaluation l'indice de 1950 d'après la production d'azote primaire, de sulfate d'ammonium, d'engrais mélangés (poids brut), de goudron brut, d'allumettes et d'alcool.

Danemark : L'indice de 1950 a été relié à l'indice définitif de 1949.

Finlande : Les indices annuels et les indices trimestriels de 1950 sont tirés de *Tilastokatsauksia*. Les indices trimestriels de 1949 ont été déduits des indices de 1950, compte tenu du développement de la production que révèle l'*Economic Review* Kansallis Osake Pankki (il s'agit d'un indice revisé ; voir les notes relatives à l'indice général de la production).

France : La production de savon et d'oléagineux d'origine végétale a été ajoutée aux indices annuels.

Hongrie : L'indice de 1949 a été tiré de *Statisztikai Tájékoztató*, 1950, N° 1, p. 4. L'indice de 1948 a été tiré du chiffre de 1949 d'après le pourcentage d'augmentation qu'indique le rapport sur l'état d'exécution des plans en 1949. Le chiffre de 1947 est une moyenne des années de plan 1946/47 et 1947/48 ; ce n'est donc qu'une approximation. Tous les indices concernant la Hongrie s'entendent de la production brute chiffrée, pour la valeur, en prix de 1946 pour la période 1938-1949, et en prix de 1949 pour 1949-1950.

Irlande : Savon et bougies ; produits chimiques, médicaments, huiles, couleurs et vernis ; engrais. Coefficients de pondération (1938) : 21, 61 et 18.

Italie : On s'est servi du nouvel indice qu'établit l'Institut central italien de statistique.

Norvège : Le chiffre des indices mensuels, pour 1949 et 1950, a été ajusté d'après le nouvel indice définitif de 1949 que donne *Norges Industri*. On a ajouté la production des huiles industrielles aux indices annuels.

Pays-Bas : Les indices de 1947, 1948 et 1949 qui ont été ajustés pour tenir compte du nombre des jours de travail, ont été communiqués par le Bureau central néerlandais de stastitique. Il n'a pas été publié d'indice pour 1950. Cependant, une évaluation a été faite d'après la valeur des ventes de l'industrie chimique (publiée dans *Maandschrift*) réduite au moyen de l'indice des prix de gros des produits chimiques finis. L'indice ainsi obtenu a été légèrement ajusté d'après les fluctuations de l'emploi dans l'industrie chimique.

Pologne : Pour 1947 et 1948, on a calculé un indice d'après les renseignements relatifs à la production que donnent les *Wiadomości Statystczne*, 1950, N° 1, et *Gospodarka Planowa*, 1949, p. 263. On a compris dans le champ de l'indice les produits suivants : savon, engrais azotés, teintures, allumettes, carbure de calcium, super-phosphates, acide sulfurique et soude caustique. L'indice de 1949 a été calculé d'après le pourcentage d'augmentation de la production que donne pour les diverses marchandises le rapport sur l'état d'exécution des plans.

Suède : Les indices de 1947 et 1948 ont été communiqués par le Kommerskollegium. Le champ de ces indices n'englobe pas la distillation du bois. L'indice de 1949 (qui englobe la distillation du bois) est l'indice publié officiellement, relié à 1948.

Suisse : *La Vie économique.*
Les indices ont été établis en prenant la moyenne de l'indice du volume des exportations et de l'indice des heures-ouvrier effectuées.

Tchécoslovaquie : Les indices de 1950 sont ceux que publie *Hospodář*, reliés à l'ancien indice que fournissait auparavant le *Statistický Zpravodaj.*

Matériaux de construction (Tableau III)

Ces indices portent sur la production de briques, tuiles, ciment, verre, céramique et autres produits minéraux non métalliques.

Allemagne :

Zones occidentales : Pour 1949 et 1950, les indices fournis par *Wirtschaft und Statistik* pour la pierre et les articles de poterie, les produits céramiques, le verre creux et le verre plat ont été combinés. Pour 1947 et 1948, cet indice combiné a été rétroactivement extrapolé à l'aide d'un indice de champ analogue construit d'après les données relatives à la zone anglo-américaine et à la zone française.

Belgique : La production des carrières a été éliminée du champ de l'indice.

Espagne : *La Renta Nacional de España*, 1949, p. 54. L'indice des matériaux de construction que donne cette publication a été transposé de manière à reposer sur l'année 1935 = 100. L'indice de 1950 a été établi par évaluation d'aprés la production de ciment.

Finlande : Les indices annuels et trimestriels de 1950 sont tirés de *Tilastokatsauksia.* Les indices trimestriels de 1949 ont été établis par évaluation d'après les indices de 1950 en comparant l'indice de 1949 et l'indice de 1950 que fournit l'*Economic Review*, Kansallis Osake Pankki (indice revisé ; voir les notes relatives à l'indice général de la production).

France : Les indices du verre et des matériaux de construction (produits céramiques compris) ont été combinés. Coefficients de pondération (1938) : matériaux de construction 72, verre 28.

Hongrie : L'indice de 1949 est le résultat d'une combinaison des indices publiés concernant le verre et les matériaux de construction affecté des coefficients de pondération fournis par *Jelentés a Haroméves terv elsö évéröl* (1er août 1947-31 juillet 1948), p. 174. L'indice de 1948 a été tiré du chiffre de 1949 à l'aide du pourcentage d'augmentation indiqué dans le rapport sur l'état d'exécution des plans en 1949. Le chiffre de 1947 est la moyenne des années de plan 1946/47 et 1947/48 ; il n'est donc qu'une approximation. Tous les indices concernant la Hongrie s'entendent de la production brute chiffrée, quant à la valeur, en prix d'août 1946 pour la période 1938-1949 et en prix de 1949 pour 1949-1950.

Italie : On s'est servi du nouvel indice calculé par l'Institut central italien de statistique.

Norvège : Indices annuels définitifs.

Pays-Bas : Les indices, ajustés pour tenir compte du nombre des jours de travail, ont été fournis par le Bureau central néerlandais de statistique.

Pologne : Les indices de 1947 et 1948 ont été calculés sur la base des renseignements relatifs à la production que donnent les *Wiadomości Statystyzne*, du 20 mars 1949. Les produits indiqués ci-après ont été inclus dans le champ de l'indice : chaux (à l'exclusion de la chaux agricole), ciment, briques, porcelaine fine (vaisselle, etc.), porcelaine (à l'exclusion de la porcelaine industrielle), porcelaine industrielle et verre plat. Les indices pour 1949 et 1950 ont été établis à l'aide des pourcentages d'augmentation qu'indique pour les diverses marchandises le rapport sur l'état d'exécution des plans. Cependant, il a fallu évaluer d'après les renseignements fournis pour les trois premiers trimestres la production des briques et de la porcelaine fine en 1950.

Royaume-Uni : Porcelaine fine et poterie, verre, briques, ciment, etc. L'indice utilisé pour établir la liaison avec l'avant-guerre comprend le bâtiment ainsi que les matériaux de construction.

Suède : Indices annuels définitifs établis par le Kommerskollegium.

Tchécoslovaquie : Les indices de 1950 sont ceux que publie *Hospodář*, reliés à l'ancien indice que publiait auparavant le *Statistický Zpravodaj*. Les matériaux de construction, la céramique et le verre ont été combinés. Coefficients de pondération (1938) : matériaux de construction et produits céramiques 6, verre 2.

Yougoslavie : Les indices ont été calculés sur la base des renseignements relatifs à la production que publie l'*Annuaire statistique* des Nations Unies 1949-1950, le rapport statistique de la Yougoslavie aux Nations Unies et la revue *Laka Industrija*. Les marchandises comprises dans le champ de l'indice sont le ciment, les briques et tuiles et le verre. Le chiffre de 1950 a été tiré du rapport sur l'état d'exécution des plans.

4. Indices « européens » combinés

Les indices annuels « européens » de la production générale de l'industrie, ainsi que ceux des diverses industries particulières qui figurent aux Tableaux 9, 19, I, II, III, ont été établis en combinant les indices fournis pour les divers pays, (1938 = 100), pondérés à l'aide de coefficients proportionnels en principe à la part de l'ensemble de l'industrie ou de l'industrie particulière intéressée dans le revenu national ou dans la production nette de 1938, mesurée en dollars au pouvoir d'achat de 1938.

Pour évaluer la part qui revient à une industrie dans le revenu national chiffré en monnaie du pays, défini comme la somme des revenus produits par l'industrie et mesuré en tant que valeur brute de la production diminuée de la valeur des matériaux achetés, etc. et de l'amortissement, on s'est servi de la classification normalisée des industries pour les dix pays pour lesquels on disposait d'évaluations du revenu national réparti selon l'industrie d'origine. Pour trois autres pays, on s'est servi d'évaluations relatives à la production nette de l'industrie. L'*Etude sur la Situation économique de l'Europe en 1948*, aux pages 268-272, donne la liste complète des sources où ont été puisés ces renseignements et ces évaluations.

Afin de transposer les renseignements ainsi obtenus en unités permettant la comparaison, on a converti en dollars, au pouvoir d'achat de 1938, les montants libellés en monnaie des divers pays. Les taux de change nécessaires ont été calculés en admettant qu'en 1929, la parité des monnaies européennes, par rapport au dollar, exprimait en général de façon exacte le pouvoir d'achat de la monnaie des divers pays à l'égard des produits de l'industrie. On a fait exception pour le Royaume-Uni, dans le cas duquel on a estimé que la livre sterling se trouvait surévaluée d'environ 15 % et pour les pays scandinaves et la Finlande, dans le cas desquels on a admis que la monnaie nationale était à la parité de la livre et non pas à celle du dollar. En tenant compte ensuite de l'évolution des prix des articles manufacturés dans les pays européens et aux Etats-Unis, entre 1929 et 1938, on a alors obtenu les taux de parité de pouvoir d'achat dont on a fait usage.

Les données relatives à la part revenant à l'industrie dans le revenu national, qui ont été obtenues de la sorte, ont été employées pour calculer la production par personne employée en 1938 et c'est le résultat de ce calcul qui a fourni la base des évaluations du niveau probable de la production par personne employée dans les pays pour lesquels l'on ne disposait pas de renseignements relatifs au revenu national. En établissant ces évaluations, on a tenu compte de la similitude des structures industrielles et des autres facteurs entrant en ligne de compte entre les pays pour lesquels on connaît la part revenant à l'industrie dans le revenu national et ceux pour lesquels il a fallu évaluer cette part.

Les coefficients de pondération à l'aide desquels on a combiné les indices de la production générale de l'industrie des divers pays afin d'obtenir un indice global valable pour l'Europe entière sont proportionnels à la part qui revient à l'industrie dans le revenu national telle qu'on l'a établie en appliquant les méthodes exposées dans les paragraphes précédents.

Dans le cas des coefficients de pondération concernant l'industrie mécanique, la plus ou moins grande importance de cette industrie par rapport à la production générale de l'industrie, a été établie à l'aide des systèmes de pondération qu'ont adoptés les divers pays pour calculer leurs indices nationaux ; les pourcentages ainsi obtenus ont été appliqués à la valeur nette de la production générale de l'industrie chiffrée en dollars au pouvoir d'achat de 1938.

Dans le cas des textiles et des matériaux de construction, la définition de ces industries varie suivant les recensements de l'industrie effectués dans les divers pays. C'est pourquoi on a appliqué une méthode différente, afin d'établir une série de coefficients de pondération qui tînt compte de la plus ou moins grande importance de la production nette de ces industries dans les divers pays. Pour chaque pays on a exprimé la production de filés et de tissus de coton, de laine et de rayonne sous la forme de la valeur ajoutée par tonne de chacun de ces produits en livres sterling, aux prix de 1935, d'après le recensement de la production du Royaume-Uni. Les chiffres de la valeur ajoutée par tonne pour le Royaume-Uni sont à peu près identiques aux données analogues dont on dispose pour la France (1938) et pour l'Allemagne (1936). Les coefficients de pondération utilisés pour l'industrie textile sont proportionnels à la valeur ainsi obtenue pour chaque pays. Les coefficients de pondération pour les matériaux de construction ont été estimés en évaluant la production de 1938 (pour l'Autriche et la Tchécoslovaquie, la production de 1937), de briques et de ciment dans chaque pays, en prix de gros des Etats-Unis de 1938.

Pour combiner les indices de la production de l'industrie chimique, on a procédé à une évaluation de la valeur en dollars de la production nette de cette industrie en 1938 (1) en déterminant, d'après les recensements de l'industrie, le pourcentage imputable à cette industrie dans la part qui revient à l'ensemble des industries, et (2) en appliquant ce pourcentage à la part totale exprimée en dollars et calculée selon la méthode exposée ci-dessus de l'ensemble des industries dans chaque pays.

Les coefficients de pondération appliqués pour la production générale de l'industrie et pour les diverses industries particulières en 1938 sont indiqués dans le tableau suivant :

Tableau B

COEFFICIENTS DE PONDÉRATION UTILISÉS POUR COMBINER LES INDICES NATIONAUX DE LA PRODUCTION DE L'INDUSTRIE

Pays	Ensemble des industries	Industrie mécanique	Industrie textile	Industrie chimique	Matériaux de construction
Allemagne : zones occidentales	20,0	27,2	18,6	31,9	25,6
Secteurs occidentaux de Berlin	2,1	5,1	—	—	—
Zone soviétique	7,9	—	—	—	—
Autriche	1,5	1,1	1,2	1,7	2,0
Belgique	2,9	2,7	3,7	3,7	7,2
Bulgarie	0,2	—	—	—	—
Danemark	1,2	1,3	0,4	1,2	1,5
Espagne	2,8	—	—	—	3,0
Finlande	0,5	0,3	0,5	1,2	1,0
France	11,6	15,0	16,5	11,8	7,7
Grèce	0,6	0,2	1,4	1,5	0,7
Hongrie	1,0	0,5	1,1	1,4	0,4
Irlande	0,4	0,1	0,3	0,5	0,2
Italie	6,6	5,3	12,0	7,5	7,1
Luxembourg	0,2	—	—	—	—
Norvège	0,8	0,7	0,4	1,3	1,7
Pays-Bas	2,5	2,5	2,8	1,5	2,3
Pologne	2,6	2,1	3,7	4,0	3,5
Portugal	0,4	—	—	—	—
Roumanie	0,8	—	—	—	—
Royaume-Uni	24,6	26,7	29,3	17,9	23,7
Sarre	0,4	—	—	—	—
Suède	2,8	3,9	2,3	4,4	2,0
Suisse	—	1,9	—	1,9	—
Tchécoslovaquie	3,2	2,5	4,3	4,4	3,7
Turquie	0,5	—	—	—	—
Yougoslavie	—	—	—	—	1,7
Pologne (territoires recouvrés)	1,9	0,9	1,5	2,2	5,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Les indices trimestriels figurant dans les tableaux reposent sur la base 1948 = 100 et les coefficients de pondération utilisés pour combiner ces indices de manière à donner des indices « européens » globaux sont des coefficients de pondération de 1938, transposés sur la base de 1948 à l'aide des indices annuels de 1948 (1938 = 100). Ces coefficients de pondération expriment donc la production de 1948, mesurée en prix de 1938, et ne tiennent pas compte des modifications survenues dans la structure du rapport des prix de revient et des prix de vente entre 1938 et 1948. La part respective en pourcentage de chaque pays dans l'indice global européen, en 1950, a été calculée de même, en appliquant au coefficient de pondération de 1938 l'indice annuel de production de 1950. Ces renseignements ne sauraient donc tenir compte des modifications qui se sont produites entre l'avant-guerre et l'après-guerre dans la structure internationale des prix de revient et des prix de vente.

Pour la Pologne, les indices figurant dans les tableaux relient la production d'après guerre dans le territoire d'après guerre avec la production d'avant guerre dans le territoire d'avant guerre. Afin d'éliminer l'élément d'erreur que cette définition risquait d'introduire dans les chiffres relatifs à l'ensemble de l'Europe, les indices concernant la Pologne, que l'on a fait entrer en ligne de compte pour calculer les moyennes européennes, ont été multipliés par le rapport entre la production du territoire d'après guerre et la production du territoire d'avant guerre de la Pologne.

Bien que les pays compris dans le calcul des moyennes « européennes » ne représentent pas la totalité du nombre des pays européens (Union soviétique non comprise), les moyennes en question ne varieraient guère si l'on englobait les pays qui n'y

figurent pas. Le nombre des pays sur lesquels portent les indices relatifs aux diverses industries est légèrement inférieur au nombre des pays sur lesquels porte l'indice général de la production de l'industrie. Faute d'indices, il a fallu renoncer à tenir compte de certains pays tels que la zone soviétique d'Allemagne.

Comme il est des pays pour lesquels on ne dispose que d'indices annuels de la production, les indices « européens » trimestriels (1948 = 100) portent sur un nombre de pays moindre que celui sur lequel portent les indices annuels (1938 = 100) figurant au même tableau. Aussi, les totaux « européens » annuels ne sont-ils pas toujours égaux à la moyenne des renseignements trimestriels correspondants.

5. Production industrielle mondiale (Diagrammes 1A et 1B)

Les deux diagrammes sont établis sur la base des indices de la production industrielle qui sont publiés dans le *Bulletin mensuel de statistique* de l'Organisation des Nations Unies. Les indices de chaque groupe de pays sont indiqués au diagramme 1B. Les chiffres primitifs ont été transposés sur la base 1948 = 100. D'autre part, le diagramme 1A a été obtenu en multipliant chacun de ces indices par les coefficients de pondération revisés que l'on a utilisés pour le calcul de l'indice mondial de la production des industries extractives et manufacturières publié dans le *Bulletin mensuel de statistique* d'avril 1951. Tous les coefficients ont été transposés sur la base de 1948 en utilisant les indices eux-mêmes. L'indice du reste du monde est obtenu sous forme de reste calculé en déduisant les indices des pays indiqués dans le diagramme de l'indice de la production industrielle du monde entier, y compris l'Union soviétique.

III. L'EMPLOI (TABLEAUX 11 ET 26)

1. Observations générales

Les indices de l'emploi dans l'industrie figurant au Tableau 11 portent sur l'industrie manufacturière et minière, sur les services de fourniture de gaz, d'eau et d'électricité, mais non pas sur l'industrie du bâtiment. Dans toute la mesure du possible, ces indices concernent toutes les personnes occupées dans ces secteurs, aussi bien salariées qu'employées, quelle que soit l'importance de l'établissement qui les occupe. Cependant, les renseignements dont on dispose ne font pas toujours ressortir exactement les fluctuations de l'emploi dans l'ensemble de l'industrie, comme le montre le tableau ci-après :

Tableau C

CHAMP DES INDICES DE L'EMPLOI (1948)

En milliers de personnes

Pays	Emploi total (salariés et employés)	Emploi exprimé par l'indice annuel	Emploi exprimé par l'indice trimestriel
Allemagne : zones occidentales	5.600	5.600 SE	..
Secteurs occidentaux de Berlin	300	300 SE	176 SE
Zone soviétique	2.450	2.450	
Autriche	723	294 SE	294 SE
Belgique	1.192	1.192 SE	564 S
Danemark	425 *b*	266 SE	..
Finlande	310 *b*	env. 300 SE	95 S
France	4.700	env. 3.000 SE	env. 3.000 S
Hongrie	..	411 SE	
Irlande	200 *b*	127 SE	130 *a*
Italie	3.300 *b*	2.830 SE	1.767 S
Norvège	300 *b*	232 SE	290 SE
Pays-Bas	997 *b*	997 SE	770 SE
Pologne (1949)	1.800 *b*	1.483 SE	1.050/1.500 S/SE
Royaume-Uni (1949)	plus de 9.000	9.500 *a*	9.500 *a*
Suède	850 *b*	796 SE	500 S
Suisse	650 *b*	531 S	340 S
Tchécoslovaquie	plus de 1.800	1.400 SE	1.400 SE

Note. — *a* = Y compris les directeurs et propriétaires. *b* = Chiffres approximatifs. S = Salariés. E = Employés.

Comme les indices de l'emploi ont entre autres fins celle de servir à calculer le chiffre de la production par ouvrier de l'industrie (Tableau 26), on a procédé à des ajustements, lorsque cela était nécessaire, afin de tenir compte des fluctuations de l'emploi réel qui n'apparaissent pas dans les séries statistiques de base. C'est ainsi que l'indice de 1947 pour le Royaume-Uni et l'indice de 1949 et 1950 pour la Finlande ont été ajustés afin de tenir compte des effets de la crise charbonnière et des grèves, respectivement. De même, l'indice concernant la Suède a été corrigé pour tenir compte de l'accroissement de l'emploi total déterminé par l'ouverture d'entreprises nouvelles qui n'entrent pas encore dans le calcul des statistiques couramment publiées.

En maintes circonstances, le défaut de renseignements statistiques a imposé de n'utiliser que les données relatives à l'emploi qui concernent soit des entreprises dépassant une importance minimum donnée, soit un échantillon d'entreprises, soit les seuls salariés. En certains cas, les séries que l'on possédait ont été prolongées à l'aide de renseignements moins représentatifs. Pour cette raison, il arrive souvent en particulier que les indices trimestriels fournissent une base moins sûre que les données annuelles. Les détails d'ordre technique de ce genre sont mentionnés dans la section « Sources et notes » ci-après pour chaque pays particulier.

2. Sources et Notes

Allemagne :

Zones occidentales : Arbeits- und Sozialstatische Mitteilungen.

L'indice de 1947, tiré de la livraison du 25 novembre 1950, concerne les salariés et les employés. Les indices de 1948, 1949 et 1950 sont établis d'après le nombre des salariés et employés occupés dans l'ensemble de l'industrie à la fin de chaque trimestre. L'indice relatif au premier trimestre de 1950 a été ajusté pour tenir compte du faible chiffre de l'emploi en février d'après des statistiques industrielles qui n'apparaissent pas dans les chiffres trimestriels.

Secteurs occidentaux de Berlin : (1) *Berlin in Zahlen 1945 ;*
(2) *Statistisches Handbuch für Deutschland 1928-44 ;*
(3) *Statistical annex to the monthly report of the U.S. Military Governor Nr. 21 ;*
(4) *Berliner Statistik ;*
(5) *The Economy of Western Berlin*, Berlin 1950.

L'indice concernant 1947 met en regard l'effectif des salariés et employés en mars-septembre 1947, d'après (3), d'une part et en mai 1939 d'après (1), d'autre part, avec un ajustement destiné à ramener les chiffres à 1938 qui a été opéré à l'aide des données que fournit (2) pour l'ensemble de l'Allemagne d'avant guerre. L'effectif de 1947 a été réparti par secteurs (anglo-américano-français et soviétique) d'après le recensement de la population de 1946 dont les résultats sont donnés dans (4). L'indice de 1949 a été obtenu en comparant le chiffre de 1947 pour les secteurs occidentaux avec les renseignements correspondants pour 1949 que donne (5). Les indices trimestriels et l'indice de 1948 reposent sur les statistiques industrielles concernant les entreprises qui occupent plus de cinq ouvriers.

Zone soviétique : (1) *Statistical annex to the monthly report of the U.S. Military Governor Nr. 21 ;*
(2) *Statistisches Handbuch für Deutschland 1928-1944 ;*
(3) *Europa Archiv*, 20 mars 1950.

L'indice de 1947 met en regard l'effectif des salariés et employés répartis par secteurs de l'industrie en mars-septembre 1947 d'après (1) et l'effectif des salariés et employés occupés en 1938 d'après (2) (les renseignements relatifs à la zone soviétique ont été évalués d'après ce que l'on sait de la façon dont se répartissait la main-d'œuvre dans l'ensemble de l'Allemagne d'avant guerre au mois de mai 1939). On a présumé que l'indice de 1949 était le même qu'en 1947, car il ne semble pas qu'il se soit produit de modifications intéressant la main-d'œuvre, à en juger d'après le nombre des ouvriers répartis par métiers et activités en 1947 (que donne (1)) et en 1949 (d'après les renseignements communiqués par le Haut Commissaire français en Allemagne). L'indice de 1948 est une évaluation approximative établie d'après les chiffres que donne (3).

Autriche : (1) *Monatsberichte des Österreichischen Institutes für Wirtschaftsforschung ;*
(2) *Statistische Nachrichten.*

La source (1) donne les indices de l'emploi dans les grandes entreprises pour 1937 et pour les années d'après guerre, sur la base 1934 = 100. La comparaison entre 1934 et les années d'après guerre n'a pas été faite d'après l'évolution de l'indice mais d'après les chiffres des recensements complets des salariés et employés qui ont eu lieu en mars 1948 ainsi qu'en 1934 et qui sont publiés dans (2).

Belgique : Bulletin de statistique.

Les indices mensuels de l'emploi ont été calculés d'après le nombre des salariés occupés dans les houillères, les carrières, la sidérurgie, la métallurgie, l'industrie des métaux non ferreux, les industries du tabac, des produits azotés, de la chaux et de l'argile, du papier, de la tuilerie, de l'adduction d'eau, du travail du bois, de la bonneterie, du tissage et de la céramique ; l'indice de 1947 (1937 = 100) a été établi d'après des renseignements directs. Les indices annuels pour 1948 et 1949 ont été établis par évaluation d'après les relevés des services de sécurité sociale. Les indices trimestriels de 1949 ont été calculés à partir des indices mensuels ajustés à l'aide des chiffres semestriels de la sécurité sociale ; les indices trimestriels de 1950 ont été construits sur les données mensuelles.

Danemark : (1) *Industriel Produktionsstatistik* (Statistiske Meddelelser), 1938, 1939, 1947, 1948 et 1949 ;
(2) *Statistiske Efterretninger.*

Le lien entre 1947 et 1938, pour l'emploi, a été calculé de la façon suivante : un indice de l'emploi des personnes salariées travaillant dans les entreprises industrielles qui occupent plus de cinq ouvriers, obtenu par comparaison entre 1938 et 1939, a été relié à un indice de l'emploi des salariés et employés de la même catégorie d'entreprises en comparant 1939 avec 1947. Les données sont tirées de (1). Les indices de 1948 et 1949 concernent le nombre des salariés et des employés et viennent de la même source. Les chiffres ont été ajustés pour tenir compte du personnel occupé dans l'extraction du lignite pendant la période d'après guerre, mais, comme ces ouvriers ne se livrent à ce travail que pendant le quart de l'année, on a considéré que quatre ouvriers de cette catégorie équivalaient à un ouvrier travaillant à temps complet. L'indice trimestriel repose sur les chiffres relatifs aux salariés au cours de divers mois d'après (1) pour ce qui est de l'année 1949 et sur l'indice de l'emploi publié par (2) pour ce qui est de 1950.

Finlande : (1) *Tilastokatsauksia* ;
(2) *Teollisuustilastoa* ;
(3) *Sosiaalinen Aikakauskirja.*

L'indice de 1947 est tiré des chiffres que donnent (1) et (2) concernant les salariés et les employés. Les indices de 1948, 1949 et 1950, tirés de renseignements directement communiqués, ont été ajustés de manière à tenir compte des grèves. Les indices trimestriels sont tirés d'un indice-chaîne qui repose sur les chiffres relatifs aux salariés que fournit (3).

France : (1) *Revue française du Travail ;*
(2) *Bulletin de la Statistique générale de la France.*

Les chiffres concernant les salariés et les employés occupés dans l'« énergie » et les « industries de transformation, bâtiment exclu » ont été combinés.

Hongrie : (1) *Jelentés a Haroméves terv elsö évéröl ;*
(2) *Gasdasagstatis ;*
(3) *Statisztikai Tàjékoztató.*

L'effectif des salariés occupés dans les industries extractives, dans la fonderie et dans les industries manufacturières pour 1938 (moyenne mensuelle) et pour chacun des mois de l'année 1947 est donné dans (1). L'effectif des employés occupés dans les mines a été établi par évaluation d'après les renseignements relatifs aux houillères d'Etat que donne (2) ; celui des employés occupés dans les fonderies a été évalué d'après des renseignements analogues relatifs à l'industrie lourde ; celui des employés occupés dans l'industrie manufacturière a été évalué d'après le rapport concernant l'industrie que fournit (2), juin 1948, page 448. L'effectif d'avant guerre des employés est indiqué d'après le *Statistical Yearbook* de la Hongrie, édition de 1938. L'indice de 1947 ainsi obtenu a été relié à l'indice des salariés travaillant en usine (1947 = 100) que donne (3), 1951, N° 1, page 8.

Irlande : Irish Trade Journal and Statistical Bulletin

Les indices de 1947 et de 1948 sont tirés des résultats du recensement de la production.
L'indice de 1949-1950 est tiré du chiffre de l'effectif employé pendant chaque trimestre.

Italie : (1) *Annuario di statistiche del lavoro,* Confederazione Generale dell'Industria Italiana, Rome ;
(2) *Rilevazioni statistische sulla occupazione e la disoccupazione in Italia,* Ministero del Lavoro.

Les indices annuels pour 1947 et 1948 ont été calculés d'après le nombre des salariés et des employés donné par (1). Les autres indices reposent sur le chiffre de l'effectif des salariés entrant dans un échantillon qui comprend en général les entreprises occupant plus de dix ouvriers, d'après (2).

Norvège : (1) *Norges Industri 1947, 1948, 1949 :*
(2) *Arbeidsmarkedet.*

L'effectif des salariés et employés occupés au cours des années 1938-1949 dans les entreprises industrielles sur lesquelles porte le recensement annuel de la production est tiré de (1). L'indice trimestriel a été construit à partir des chiffres que donne (2) sur la base 1949 = 100 et transposé en 1948 à l'aide des renseignements fournis par (1).

Pays-Bas : Statistisch Bulletin.

Les indices annuels de l'emploi pour 1947, 1948 et 1949 sont tirés de la source indiquée. L'indice de 1950 ainsi que les renseignements trimestriels ont été communiqués directement.

Pologne : (1) *Wiadomości Statystyczne ;*
(2) *Poland of Today,* Polish Research and Information Service, New-York.

L'indice trimestriel de l'emploi repose sur l'indice de l'emploi (1947 = 100) que donne (1). Les chiffres concernant 1949 et 1950 procèdent de renseignements communiqués directement. Le lien avec l'année d'avant guerre est tiré de (2), juin 1950. On ne sait trop si ces derniers chiffres mettent en regard l'effectif des salariés et employés (donné dans (1)) en 1938 et en 1949 ou seulement l'effectif des salariés.

Royaume-Uni : Monthly Digest of Statistics.

La source indique la répartition de l'ensemble de la main-d'œuvre en Grande-Bretagne entre les industries extractives et carrières, les services de fourniture de gaz, d'eau et d'électricité et les industries manufacturières. On ne possède pas de chiffres pour février 1947. On a calculé une moyenne pour les onze autres mois et l'on a présumé que la moyenne annuelle s'établissait à un chiffre inférieur de 2 % à cette moyenne. Le chiffre retenu pour le premier trimestre de 1947 est la moyenne du mois de janvier et du mois de mars réduite de 8 % (voir pour ces évaluations le *London and Cambridge Economic Service*, 1947, p. 40). Il a fallu ajuster les chiffres primitifs en raison des corrections qui s'opèrent au mois de juillet de chaque année. L'indice de 1947 (1938 = 100), communiqué directement par le Ministère du travail, concerne onze mois (février exclu) ; il a été ajusté de manière à cadrer avec la moyenne annuelle corrigée de l'effectif des personnes employées. Les chiffres de 1949 ont été ajustés pour tenir compte d'une extension du champ.

Suède : Industri, 1938, 1946, 1947, 1948.

Les indices annuels pour 1947 et 1948 qui mettent en regard l'effectif des salariés et employés, à l'exclusion des patrons et propriétaires, sont tirés de la source indiquée. On a tenu compte du fait qu'en 1946, le champ de l'indice était différent. Les indices trimestriels reposent sur des indices qui mettent en regard le nombre des salariés occupés au cours de mois successifs ; ils ont été ajustés pour tenir compte des entreprises nouvellement ouvertes d'après *Oversikt över det ekonomiska läget 1951*, p. 38.

Suisse : La Vie économique.

Les indices annuels de l'emploi ont été établis d'après le nombre des ouvriers — apparemment, des seuls salariés — travaillant en usine, établi au mois d'octobre de chaque année. Les indices trimestriels ont été tirés des indices-chaînes que fournit la source citée et qui concernent les seuls salariés. Comme l'emploi, au troisième trimestre de 1949, était au niveau le plus bas qui ait été atteint cette année-là, l'indice annuel a été relevé d'un point.

Tchécoslovaquie : (1) *Statistický Zpravodaj ;*
(2) *Hospodář.*

Indice spécial de l'emploi publié conjointement avec l'indice de la production industrielle. Cet indice comprend aussi les employeurs. Pour 1950, toutefois, l'indice de l'emploi a été tiré par voie de déduction de l'indice de la productivité et de l'indice de la production industrielle.

3. Coefficients de pondération

Les indices combinés de l'emploi dans l'industrie ont été obtenus en pondérant conjointement les indices des divers pays à l'aide de coefficients calculés comme suit : d'abord, on s'est procuré des renseignements sur l'emploi total pour celle des années de la période 1947-1950 pour laquelle les renseignements de ce genre étaient le plus complets. Ces renseignements ont ensuite été ramenés à l'année 1938 et, le cas échéant, transposés à l'année 1948 à l'aide des indices eux-mêmes. Les indices « européens » ainsi obtenus sont sujets à caution du fait que les indices concernant les divers pays ne sont pas absolument comparables et du fait que l'on ne sait pas dans quelle mesure l'artisanat et la petite industrie sont inclus. Il semble bien qu'en certains cas ces secteurs n'entrent pas dans le calcul des statistiques de l'emploi.

Comme l'indice concernant la Pologne met en regard l'emploi d'après guerre dans le territoire actuel avec l'emploi d'avant guerre dans le territoire d'avant guerre, on a affecté aux territoires nouvellement acquis l'indice zéro, mais le coefficient de pondération affecté à ces territoires entre dans le total des coefficients de pondération qui ont servi à calculer l'indice « européen ».

Tableau D

COEFFICIENTS DE PONDÉRATION UTILISÉS POUR COMBINER LES INDICES NATIONAUX DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE

(pourcentages)

Allemagne :		Finlande	0,6	Pologne :	
Zones occidentales	17,6	France	14,1	Territoire d'avant guerre	3,8
Secteurs occidentaux de Berlin	1,6	Hongrie	1,3	Territoires recouvrés	2,5
Zone soviétique	7,8	Irlande	0,6	Royaume-Uni	23,8
Autriche	1,6	Italie	8,5	Suède	2,2
Belgique	3,1	Norvège	0,9	Suisse	1,9
Danemark	0,9	Pays-Bas	0,9	Tchécoslovaquie	5,0

4. Production par ouvrier dans l'industrie (Tableau 26)

Les indices de la production par ouvrier ont, en général, été obtenus en divisant les indices de la production industrielle du Tableau 9 par les indices de l'emploi du Tableau 11. Dans la mesure où les indices de l'emploi ont été correctement ajustés pour tenir compte des modifications des heures par ouvrier, dont ne tiennent pas compte les renseignements relatifs à l'emploi qui ont été utilisés, les rapports ainsi calculés expriment donc le niveau de la productivité par an et par salarié.

Cependant, pour certains pays, les indices de la production dont on dispose n'ont qu'un caractère approximatif. De plus, il existe parfois d'autres indices qui donnent un niveau de production très sensiblement différent des indices du Tableau 9. Pour ces raisons, les indices de la productivité ont été portés au Tableau 26 toutes les fois où ces indices sont publiés en tant que tels. Il en va notamment ainsi pour la zone soviétique d'Allemagne et pour la Pologne (en ce qui concerne la modification survenue entre 1949 et 1950). Il en va également ainsi pour la Tchécoslovaquie, pays où, en fait, l'indice de l'emploi donné au Tableau 11 a été tiré de l'indice de la production industrielle et de l'indice de la productivité. Enfin, l'indice de la production par ouvrier en Hongrie, en 1949, a été tiré du *Statisztikai Tájékoztató*, 1951, N° 1.

IV. PRODUCTION ET CONSOMMATION DES PRINCIPAUX PRODUITS (TABLEAUX 12, 16, 18, 22, 27-29, 32, 33, 47, IV-XVI, XX, XXIV ET XXV)

1. Observations générales

Les chiffres de la production et de la consommation des principaux articles ont été surtout tirés de publications officielles, comme l'indiquent les notes des tableaux et les notes ci-après. Néanmoins, dans la plupart des cas, on a complété les chiffres originaux par des évaluations, dans les conditions qui sont exposées dans les paragraphes suivants.

Production d'avant guerre dans les limites territoriales d'après guerre. Les statistiques officielles allemandes de la production permettent de décomposer par zones la production globale de 1936 des principaux articles en Allemagne (quatre zones d'occupation, Berlin, Sarre et territoires cédés à la Pologne). On a considéré qu'en 1938, la production s'était répartie entre les zones de la même façon qu'en 1936. La production de 1938 dans les zones d'occupation d'Allemagne, dans la Sarre et dans les territoires cédés a été ainsi évaluée. Les chiffres des évaluations relatives aux territoires cédés ont été ajoutés aux chiffres de la production du territoire de la Pologne d'avant guerre. Aucune rectification n'a été faite pour tenir compte des territoires cédés par la Pologne à l'Union soviétique.

Parfois la production allemande globale a été en 1938 fort différente de ce qu'elle avait été en 1936 ou bien la répartition par régions de cette production s'est beaucoup modifiée entre 1936, et les années postérieures pour lesquelles il a été possible d'effectuer une répartition par zones ; dans ces cas-là, on n'a pas tenté d'évaluer pour 1938 la répartition par zones d'occupation et les chiffres mentionnés s'entendent donc de l'année 1936.

Nombreux sont les articles pour lesquels il n'est pas possible d'effectuer avec une exactitude acceptable la répartition par zones de la consommation de l'Allemagne pour la période d'avant guerre. Aussi, lorsque les tableaux indiquent à la fois la consommation et la production d'un article donné, les chiffres d'avant guerre relatifs à l'Allemagne et à la Pologne s'entendent des limites territoriales d'avant guerre.

Importations et exportations nettes. Comme, pour un certain nombre d'articles et pour un certain nombre de pays, on ne dispose pas de statistiques directes de la consommation ni de renseignements sur les stocks, on a généralement calculé la consommation en ajoutant aux chiffres de la production ceux des importations nettes ou en en déduisant les exportations nettes. Les chiffres des échanges commerciaux utilisés pour ces calculs ont été puisés dans les statistiques officielles du commerce. Les importations ou les exportations nettes des pays pour lesquels l'on ne dispose pas de relevés commerciaux officiels ont été établies d'après les statistiques commerciales des fournisseurs ou des clients de ces pays. Pour calculer les importations ou les exportations globales nettes de l'Europe (Union soviétique non comprise), il a fallu, à maintes reprises, évaluer les échanges qui ont eu lieu entre les pays de l'Europe orientale et l'Union soviétique.

Les chiffres annuels concernant 1950 ont, dans certains cas, été établis par évaluation, d'après des données portant sur une période d'une durée inférieure à l'année entière. En outre, il n'est pas toujours certain que la liste des importations et des exportations porte sur les mêmes articles que les chiffres de la production. Les données concernant la consommation que l'on a obtenue de la sorte, en combinant des chiffres provenant de sources différentes, sont donc sujettes à de plus amples marges d'erreurs que ne sont les données relatives à la production.

Totaux pour l'Europe. Pour la plupart des articles, on possède les chiffres de la production d'avant guerre pour à peu près tous les pays européens. Mais, dans bien des cas, on ne possède pas de statistiques concernant la production d'après guerre. En maintes circonstances, lorsque l'on n'avait pas de renseignements concernant l'après-guerre, on a été en mesure d'évaluer la production des divers pays en s'appuyant sur les indices publiés, sur des renseignements que l'on avait concernant une partie de l'année ou sur une connaissance générale des tendances qui se sont manifestées. Dans les cas de ce genre, on n'a pas inscrit ces évaluations dans les tableaux, mais on s'en est servi pour calculer les totaux « européens ». Parfois, il n'a pas été possible d'évaluer

dans des conditions acceptables la production de certains pays. Lorsque l'importance de la production de telle ou telle marchandise dans ces pays est faible au regard de l'importance de la production des autres pays, on a admis que la production avait évolué dans le même sens que celle des pays pour lesquels l'on possédait des données relatives à la production. Lorsque l'on manquait de renseignements concernant une part importante de la production européenne ou lorsque la production est mesurée en unités hétérogènes, on n'a pas tenté d'établir un total valable pour l'Europe entière.

2. Sources et Notes

Production d'acier brut et d'acier fini et consommation d'acier fini (Tableaux 28 et XI)

Acier brut

Les chiffres s'entendent de la production globale de lingots et de moulages d'acier, y compris les aciers spéciaux, que ceux-ci soient destinés à être encore transformés par le producteur ou à être vendus. Les renseignements qui ont été retenus concernant les moulages d'acier s'entendent soit du poids de l'acier coulé pour la fabrication des moulages, soit du poids réel des moulages ébarbés et usinés. Le fer puddlé n'est pas compris.

Les chiffres sont tirés du *Bulletin trimestriel de statistiques de l'acier pour l'Europe*, publié par la Section de l'Acier de la Commission économique pour l'Europe, du *Bulletin mensuel de statistique* publié par l'Organisation des Nations Unies, ainsi que des diverses publications nationales indiquées ci-après :

Allemagne : Wochenbericht, Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung.

Autriche : Monatsberichte des Österreichischen Institutes für Wirtschaftsforschung.

Espagne : Boletín de Estadística. Ces statistiques ne comprennent pas la production des moulages ; l'on estime toutefois que cette dernière est faible.

Etats-Unis : Les chiffres ne comprennent pas l'acier à moulages qu'utilisent les fonderies appartenant à des compagnies qui ne fabriquent pas l'acier en lingots.

France : Bulletin de la Chambre syndicale de la Sidérurgie française.

Sarre : Bulletin mensuel de statistique industrielle.

Italie : Bollettino Mensile di Statistica.

Suède : Kommersiella Meddelanden.

Tchécoslovaquie : Le chiffre de 1950 est calculé d'après le pourcentage d'augmentation de la production métallurgique par rapport à 1949, contenu dans le rapport sur l'état d'exécution du plan.

Acier laminé

Les renseignements s'entendent des produits laminés à chaud. Les chiffres de la production sont tirés du *Bulletin trimestriel de statistiques de l'acier pour l'Europe*, publié par la Section de l'Acier de la Commission économique pour l'Europe, et, dans le cas des Etats-Unis, de l'*Annual Statistical Report*, publié par l'American Iron and Steel Institute. Le chiffre de 1950 pour les Etats-Unis a été évalué d'après la production d'acier brut.

La consommation d'acier laminé s'entend de la consommation apparente, c'est-à-dire de la production d'acier fini augmentée des importations nettes d'acier fini, sans qu'il soit tenu compte des variations de niveau des stocks. Les chiffres du commerce sont tirés des statistiques du commerce extérieur des divers pays.

Production de minerai de fer, de fonte et de ferro-alliages et consommation de ferraille (Tableau X)

Minerai de fer

Les chiffres expriment la teneur en métal des minerais de fer extraits, y compris les minerais de fer manganésifères mais à l'exclusion des pyrites. Les pourcentages de teneur en métal que l'on a admis sont les suivants :

Allemagne :		Espagne	— 48	Pologne	— 34
Zones occidentales	— 30 (avant-guerre)	France	— 33	Royaume-Uni	— 30
	— 27 (après-guerre)	Hongrie	— 39	Suède	— 61
Zone soviétique	— 30	Italie	— 45	Tchécoslovaquie	— 34
Autriche	— 30	Luxembourg	— 30	Turquie	— 60
Belgique	— 35				

Ce sont là des pourcentages qui diffèrent de ceux qu'on avait admis dans l'Etude de l'année dernière, parce qu'ils ont été corrigés d'après des renseignements plus récents communiqués à la Section de l'Acier de la Commission économique pour l'Europe.

Les chiffres sont tirés du *Bulletin trimestriel de statistiques de l'acier pour l'Europe* publié par la Section de l'Acier de la Commission économique pour l'Europe et, dans le cas des Etats-Unis, du *Bulletin mensuel de statistique* publié par l'Organisation des Nations Unies.

Les chiffres relatifs aux Etats-Unis concernent la production de tous les minerais de fer utilisables dont la teneur en fer est en moyenne supérieure à 50 %. Les « minerais de fer utilisables » ne comprennent pas les minerais de fer manganésifères contenant 5 % ou davantage de manganèse.

Les chiffres relatifs à la Pologne comprennent une faible quantité de pyrites de fer.

Fonte

Les renseignements s'entendent de la quantité totale produite de fonte et de ferro-alliages de haut fourneau, destinés ou non à la fabrication de l'acier.

Les chiffres sont tirés du *Bulletin trimestriel de statistiques de l'acier pour l'Europe*, publié par la Section de l'Acier de la Commission économique pour l'Europe, et des diverses publications nationales énumérées ci-après :

Allemagne :

Zones occidentales : Wirtschaft und Statistik.

Zone soviétique : Statistische Praxis, février 1951.
D'après cette publication, la production de fonte a augmenté de 35 % entre 1949 et 1950.

Autriche : Statistische Nachrichten.

Belgique : Bulletin de statistique.

France et Sarre : Bulletin de la Chambre syndicale de la Sidérurgie française.

Hongrie : Statisztikai Szemle, janvier 1951. D'après cette publication, la production de la sidérurgie a augmenté de 17,8 % de 1949 à 1950.

Pays-Bas : Maandschrift van het Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pologne : Polish Facts and Figures, 27 janvier 1951.
D'après cette publication, la production a augmenté de 9 % entre 1949 et 1950.

Ferraille

Les renseignements concernent la ferraille consommée dans les hauts fourneaux, dans les aciéries et les fonderies, sauf dans les pays suivants :

Belgique et France : hauts fourneaux, aciéries et fabriques de fer puddlé.

Sarre et Tchécoslovaquie : hauts fourneaux et aciéries.

Espagne : aciéries.

Royaume-Uni et Pologne : hauts fourneaux, aciéries, fonderies et fabriques de fer puddlé.

Les chiffres sont tirés du *Bulletin trimestriel de statistiques de l'acier pour l'Europe*, publié par la Section de l'Acier de la Commission économique pour l'Europe, et, dans le cas des Etats-Unis, du *Survey of Current Business.*

Production et consommation de houille et de lignite (Tableaux 27 et IV)

Les chiffres de la production s'entendent sur le carreau des mines des quantités nettes extraites de charbon lavé amené à la surface. Les données relatives à la consommation tiennent compte des modifications des stocks, toutes les fois où ces modifications sont connues, comme il est indiqué dans la note du Tableau 27. Ces chiffres ne comprennent pas les charbons de soute embarqués sur des navires battant pavillon étranger.

Les coefficients employés pour convertir le lignite en son équivalent de houille sont les suivants :

Pays	*Quantité de lignite équivalant à une tonne de houille*
Allemagne	4,5 tonnes
Autriche	2,0 »
Italie : Picea	1,5 »
Xiloide	3,0 »
Tchécoslovaquie	1,7 »
Autres pays	3,0 »

Les chiffres sont tirés du *Bulletin mensuel de statistique* de l'Organisation des Nations Unies, du *Bulletin mensuel de Statistiques du charbon*, publiés par la Division du charbon de la Commission économique pour l'Europe, des statistiques commerciales des divers pays et des diverses publications nationales suivantes :

Allemagne :

Zones occidentales : Zahlen zur Kohlenwirtschaft, Deutsche Kohlenbergbau-Leitung, Essen. Les chiffres indiqués pour la houille comprennent les quantités de houille bitumineuse extraites.

Autriche : Monatsberichte des Österreichischen Institutes für Wirtschaftsforschung.

Espagne : Boletin de Estadistica.

France et Sarre : Bulletin mensuel de statistique ; Bulletin mensuel de statistique industrielle.

Italie : Bollettino Mensile di Statistica. Le chiffre d'avant guerre comprend la production de la Vénétie Julienne.

Pays-Bas : Maandschrift van het Centraal Bureau voor de Statistiek.

Royaume-Uni : Monthly Digest of Statistics. Les renseignements sur la production comprennent le charbon provenant des mines à ciel ouvert. Les données relatives à la consommation sont celles que publie la revue mentionnée, augmentées des tonnages expédiés en Irlande du Nord ainsi que des charbons de soute embarqués sur navires britanniques.

Production d'énergie électrique (Tableaux V et VI)

Les chiffres relatifs à la production totale d'énergie électrique ainsi que les chiffres relatifs à la production d'énergie hydraulique, d'une part, et d'énergie thermique, d'autre part, ont été communiqués par la Section de l'Energie de la Division de l'Energie et de l'Acier de la Commission économique pour l'Europe. La Section de l'Energie les a, dans la plupart des cas, reçus des autorités compétentes du pays intéressé. Il arrive que les chiffres utilisés ici diffèrent des statistiques que fournissent les publications des divers pays ; cela provient, la plupart du temps, de ce que les chiffres de ces derniers documents portent sur des données moins complètes. Pour les pays qui n'ont pas officiellement répondu aux questionnaires, on a puisé les données dans la documentation publiée dans le pays.

Les chiffres inscrits dans les tableaux s'entendent de la production totale d'électricité, c'est-à-dire de la production des services publics et de celle que l'industrie privée fabrique et consomme elle-même. L'exception principale à cette règle est constituée par le Royaume-Uni, pour lequel seule est indiquée la production des services publics. Néanmoins, les totaux « européens » comprennent des évaluations de la production totale du Royaume-Uni (Irlande du Nord comprise). Ces évaluations reposent sur des renseignements communiqués par les autorités britanniques.

Production de pétrole brut et consommation de pétrole brut et de produits pétroliers (Tableau VIII)

Les renseignements relatifs à la production sont tirés du *Petroleum Press Service*, publié par le Petroleum Press Bureau, de Londres, et des publications nationales suivantes :

Allemagne (zones occidentales) : Wirtschaft und Statistik ; Statistisches Handbuch von Deutschland, 1928-1944.

France : Bulletin mensuel de statistique.

Les renseignements relatifs à la consommation de pétrole brut et de produits pétroliers ont été obtenus en ajoutant à la production de pétrole brut les importations nettes de pétrole brut et de produits raffinés (ces derniers ont été convertis en pétrole brut à l'aide du coefficient de conversion : 1 tonne de produit raffiné = 1,11 tonne de pétrole brut). On n'a pas tenu compte des modifications des stocks, sauf dans les cas énumérés ci-après. Lorsqu'on l'a pu, le mazout pour les navires battant pavillon étranger a été considéré comme exporté et, pour cette raison, ne figure pas dans les chiffres de la consommation.

Pour les pays indiqués ci-après la consommation a été évaluée selon une méthode différente :

Etats-Unis : Survey of Current Business.

Les chiffres relatifs à la demande intérieure de produits raffinés que fournit cet ouvrage ont été convertis en leur équivalent de pétrole brut. On a établi les coefficients de conversion en comparant les tonnages traités par les raffineries et la production de ces raffineries, d'après le même ouvrage.

France : Bulletin mensuel de statistique industrielle.

Ce bulletin fournit l'indication du tonnage de pétrole brut traité dans les raffineries. A ce tonnage on a ajouté le chiffre net des produits raffinés importés. Pour les années d'après guerre on a tenu compte des modifications des stocks de produits raffinés qu'indique la source citée.

Italie : Bollettino del Comitato Carboni.

On a employé la même méthode que pour les autres pays, à ceci près que, pour les années d'après guerre, les modifications des stocks de pétrole brut ont été prises en considération. Ces modifications de stocks ont été évaluées en soustrayant le tonnage traité dans les raffineries des arrivages de pétrole brut, les deux séries de chiffres étant fournies par la publication mentionnée.

Royaume-Uni : Ministry of Fuel and Power Statistical Digest, 1948 and 1949.

On a appliqué la même méthode que pour la France, sans tenir compte, toutefois, des modifications des stocks de produits raffinés. Le chiffre de 1950 a été établi par évaluation d'après les renseignements que donnait le *Petroleum Times*, de Londres, en date du 9 mars 1951, p. 180.

Consommation totale d'énergie (Tableau IX)

La consommation d'énergie a été évaluée en convertissant les différentes sources primaires d'énergie — charbon, lignite, énergie hydro-électrique, huiles minérales et, dans le cas de la France et de l'Italie, gaz naturel — en quantité équivalente de houille à l'aide des coefficients suivants, établis d'après la valeur calorifique.

Combustible ou carburant	*Quantité équivalant à une tonne de houille*
a. Lignites ou « charbon brun »	Voir ci-dessus la note relative au Tableau 27
b. Pétrole brut et produits pétroliers	2/3 de tonne
c. Energie hydraulique	1.590 kWh.
d. Gaz naturel	752 m^3

La consommation de l'énergie hydro-électrique a été considérée comme égale à la production. On n'a pas tenu compte du bois de feu, qui présente de l'importance seulement dans quelques pays.

Production des produits chimiques de base (Tableau XII)

Acide sulfurique

Les chiffres concernent la production exprimée en quantités d'acide sulfurique pur (monohydraté) (100 % $SO_4 H_2$) et comprennent l'équivalent en acide sulfurique de l'oléum ou acide sulfurique « fumant ».

Les chiffres sont tirés de l'*Annuaire statistique 1949-50* de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que des diverses publications nationales suivantes :

Allemagne :

Zones occidentales : Economic Data on Potsdam Germany, Office du Gouvernement militaire pour l'Allemagne (Etats-Unis), septembre 1947 ; *Wirtschaft und Statistik ; Wochenbericht*, Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung.

Zone soviétique : Economic Data on Potsdam Germany, septembre 1947 ; Division de l'Industrie et des Produits de base de la Commission économique pour l'Europe (document ECE/IM/41), pour 1948 et 1949. Le chiffre de 1950 a été tiré du rapport sur l'état d'exécution des plans.

Autriche : Report of the United States High Commissioner, Annexe statistique.

Belgique : Bulletin de l'Institut de recherches économiques et sociales, Université catholique de Louvain, mai 1950.

Etats-Unis : Survey of Current Business.

France : Bulletin mensuel de statistique.

Italie : Bollettino Mensile di Statistica.

Pays-Bas : Les chiffres concernant les années d'après guerre que fournit l'*Annuaire statistique 1949-50* de l'Organisation des Nations Unies ont été ajustés et ramenés au niveau du chiffre de 1938 que fournit une note du même ouvrage. Le chiffre de 1950 a été obtenu en appliquant à la production de 1949 l'indice de production que donne le *Maandschrift van het Centraal Bureau voor de Statistiek.*

Pologne : Statistical Yearbook of Poland, 1948 ; Rocznik Statystyczny 1949 ; Wiadomości Statystyczne ; Rapport sur l'état d'exécution du plan, 1950.

Portugal : Anuário Estatistico : Estatistica Industrial.

Roumanie : Evolutia Economiei Romanesti, avril 1948 (supplément des *Probleme Economice*) ; *Bursa*, 28 avril 1948, Bucarest. Les chiffres relatifs à 1949 et 1950 ont été tirés de rapports sur l'état d'exécution des plans.

Royaume-Uni : Monthly Digest of Statistics.

Suède : Industri.

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA

Carbure de calcium

Les chiffres sont ceux que donnent les publications des divers pays comme étant ceux de la production de carbure de calcium. Il se peut que la définition diffère légèrement de pays à pays.

Les données ont été tirées des publications suivantes :

Allemagne :

Zones occidentales : Industrielle Produktion nach Zonen ; Wirtschaft und Statistik ; Statistische Berichte.

Zone soviétique : Industrielle Produktion nach Zonen ; Economic Data on Potsdam Germany, septembre 1947 ; *Réalités allemandes*, N° 4, avril 1949 ; *L'Industrie chimique et Phosphates réunis*, Paris, juin 1950.

Autriche : Statistische Nachrichten.

Etats-Unis : Survey of Current Business.

France : Bulletin mensuel de statistique industrielle.

Italie : La Chimica e l'Industria, XXXV, juin 1950, Milan. Le chiffre de 1950 a été, pour une part, établi par évaluation.

Norvège : Norges Industri ; Produksjonsstatistikk ; Statistisk-Økonomisk Oversikt over Året 1948.

Pologne : Wiadomości Statystyczne.

Soude caustique

Les chiffres concernent la production totale de soude caustique (hydroxyde de sodium, NaOH).

Les renseignements sont tirés de l'*Annuaire statistique 1949-50* de l'Organisation des Nations Unies et des diverses publications nationales suivantes :

Allemagne :

Zones occidentales : Industrielle Produktion nach Zonen : Statistische Berichte.

Zone soviétique : Industrielle Produktion nach Zonen ; Die Wirtschaft, 27 juillet 1950.

Autriche : Monatsberichte des Österreichischen Institutes für Wirtschaftsforschung.

Espagne : Boletin de Estadistica.

Etats-Unis : Survey of Current Business.

France : Bulletin mensuel de statistique industrielle.

Italie : Bollettino Mensile di Statistica.

Pologne : Wiadomości Statystyczne. Le chiffre de 1950 est tiré du rapport sur l'état d'exécution des plans.

Suède : Industri.

Soude (cendres de soude)

Les chiffres concernent la production globale de soude (carbonate de soude CO_3Na_2) après élimination, quand cela a été possible, du carbonate de soude naturel et du bicarbonate de soude (CO_3NaH).

Les chiffres sont tirés de l'*Annuaire statistique 1949-1950* de l'Organisation des Nations Unies et des diverses publications nationales suivantes :

Allemagne :

Zones occidentales : Wirtschaft und Statistik ; Statistische Berichte.

Zone soviétique : Economic Data on Potsdam Germany, Office du Gouvernement militaire pour l'Allemagne (Etats-Unis), septembre 1947 ; *Statistische Praxis*, octobre 1950. Le chiffre de 1950 a été tiré de l'exposé sur l'état d'exécution des plans.

Autriche : Report of the United States High Commissioner ; Foreign Commerce Weekly (Département du Commerce des Etats-Unis), juillet 1950. Le chiffre de 1950 est en partie le résultat d'une évaluation.

Espagne : Boletin de Estadistica.

Etats-Unis : Survey of Current Business.

France : Bulletin mensuel de statistique industrielle.

Italie : La Chimica e l'Industria, XXXII, Milan, juin 1950. *L'Industrie chimique et Phosphates réunis*, Paris, septembre 1950 ; *Notiziario Istat.* Les chiffres de 1950 ont été obtenus en appliquant à la production de 1949 l'indice de production que donne la dernière publication citée.

Portugal : Anuário Estatistico ; Estatistica Industrial.

Production et consommation de soufre en Europe occidentale (Tableau 32) et disponibilités des Etats-Unis en soufre (Tableau 33)

Europe occidentale : Production : Les chiffres relatifs à la production de soufre naturel concernent l'Espagne, la France et l'Italie ; les chiffres relatifs à la production des pyrites concernent l'Allemagne, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Italie, la Norvège, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède et la Yougoslavie. Les renseignements relatifs aux années 1936-1938, 1948 et 1949 sont tirés de l'*Annuaire statistique 1949-1950* de l'Organisation des Nations Unies, sauf pour ce qui est des pyrites extraites en Finlande en 1949, dont le chiffre a été établi par évaluation. Le chiffre d'avant guerre que l'on a retenu pour l'Allemagne s'entend de la production dans les limites territoriales d'avant guerre.

On ne possède pas de chiffre sur la production de soufre naturel en France pour 1950 ; la production française de 1949 équivalait à moins de 5 % de la production globale de l'Europe occidentale ; pour établir le chiffre global de 1950, on a supposé que cette proportion était restée la même.

Les renseignements relatifs à la production en 1950 sont tirés des sources indiquées ci-après :

Espagne : Boletín de Estadística, mars 1951.

Italie : Bollettino Mensile di Statistica, mars 1951.

Norvège : Statistiske Meldinger, N° 2, 1951.

Pour les autres pays, on a établi par évaluation le tonnage des pyrites extraites en 1950.

Commerce : Les chiffres des importations nettes de soufre et de pyrites tiennent compte du commerce de tous les principaux pays. Tous les chiffres ont été tirés des statistiques commerciales des divers pays, sauf pour la Yougoslavie, dont les exportations de 1948 sont indiquées d'après le *Survey of the Economy of the Federal Republic of Yugoslavia* : les exportations de la Yougoslavie en 1949 et en 1950 ont été considérées comme égales à celles de 1948. Les chiffres des exportations espagnoles d'avant la guerre s'entendent de l'année 1935. On a procédé à un ajustement pour éliminer des statistiques commerciales allemandes d'avant guerre les chiffres relatifs au commerce de l'Allemagne orientale.

La teneur en soufre des exportations nettes a été calculée d'après les coefficients de conversion que donne l'*Annuaire statistique 1949-1950* de l'Organisation des Nations Unies. Pour les importations, on s'est servi de chiffres exprimant la teneur moyenne en soufre de la production de l'Europe occidentale, de l'Algérie, et de Chypre durant la période 1945/1949.

Etats-Unis : La *production* de soufre naturel et de pyrites est indiquée d'après l'*Annuaire statistique 1949-50* de l'Organisation des Nations Unies. Le chiffre de 1950 concernant la production de soufre est tiré du *Survey of Current Business* ; pour les pyrites, le chiffre de 1950 a été évalué. Le chiffre du *commerce* du soufre naturel et des pyrites a été tiré des statistiques commerciales des Etats-Unis. Les fluctuations des stocks pour la période d'avant guerre sont indiquées d'après le *Minerals Yearbook*, du Département de l'Intérieur des Etats-Unis, et, pour les années d'après guerre, du *Survey of Current Business.*

Production d'engrais (Tableau XIII)

Superphosphates

Les chiffres s'entendent des superphosphates obtenus en traitant le phosphate de roche par un acide. Tous les chiffres sont exprimés en teneur en P_2O_5.

Les chiffres sont tirés de l'*Annuaire statistique 1949-50* des Nations Unies, des *Commodity Reports, Fertilizers,* 10 août 1950, de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, ainsi que des sources nationales indiquées ci-après. Dans certains cas, les chiffres ont été établis par évaluation d'après les renseignements concernant la production au cours de l'année agricole.

Allemagne : Zones occidentales : Industrial Production Statistics.

Espagne : Boletín de Estadística.

Etats-Unis : Survey of Current Business.

France : Bulletin mensuel de statistique.

Italie : Bollettino Mensile del Comitato Carboni.

Norvège : Statistisk Årbok ; Norges Industri.

Pays-Bas : Jaarcijfers voor Nederland ; Maandschrift van het Centraal Bureau voor de Statistiek. La production de 1938 est indiquée d'après la première publication. Les chiffres des années d'après guerre ont été obtenus en appliquant à la production de 1938 les indices de production que fournit la seconde publication.

Pologne : Concise Statistical Yearbook of Poland, 1938 ; Wiadomości Statystyczne.

Royaume-Uni : Monthly Digest of Statistics.

Suède : Kommersiella Meddelanden.

Potasse

Les renseignements concernent l'équivalent en K_2O des divers sels potassiques extraits.

Les chiffres ont été tirés des publications suivantes :

Allemagne :

Zones occidentales : Statistische Berichte ; Industrial Production Statistics.

Belgique : Bulletin de statistique.

Etats-Unis : Minerals Yearbook 1949, Bureau des Mines.

France : Bulletin mensuel de statistique industrielle.

Pologne : l'*Annuaire statistique 1948* de l'Organisation des Nations Unies.

Azote

Les chiffres expriment la teneur évaluée en azote des engrais azotés seulement mais non pas l'azote utilisé par l'industrie. Ils portent sur la production (teneur en azote) de solutions ammoniacales, de sulfate, nitrate et phosphate d'ammonium, de nitrate de calcium, de cyanamide calcique, de nitrate de soude, de nitrate de potasse, de nitrate de soude potassique, de chaux azotée, d'urée et d'ammoniac anhydre.

Les chiffres sont tirés de l'*Annuaire statistique 1949-50* de l'Organisation des Nations Unies, des *Commodity Reports, Fertilizers*, 10 août 1950, de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture et des publications de divers pays énumérées ci-après. En certains cas, les renseignements ont été établis par évaluation d'après les chiffres relatifs à la production au cours de l'année agricole.

Allemagne :

Zones occidentales : Die wirtschaftliche Lage in der Bundesrepublik Deutschland ; Industrial Production Statistics.

Belgique : Bulletin de Statistique.

France : Bulletin mensuel de statistique industrielle.

Norvège : Statistiske Meldinger.

Pays-Bas : Maandschrift van het Centraal Bureau voor de Statistiek. Les indices de la production que fournit cette publication ont été appliqués à la production de 1938.

Pologne : Wiadomości Statystyczne.

Royaume-Uni : Monthly Digest of Statistics.

Tchécoslovaquie : Statistický Zpravodaj.

Production de filés de coton, de filés de laine, de filés de rayonne et de fibranne (Tableau 18)

Filés de coton

Les chiffres s'entendent du poids total de filés de coton pur produit pour la vente directe, pour une transformation ultérieure, ou pour le travail à façon. Sauf indication contraire, les filés mélangés, les filés de coton provenant de déchets de coton et la filasse de coton pour pneumatiques ne sont pas compris, pour autant que l'on dispose de renseignements sur ce point.

Les chiffres sont tirés du *Bulletin mensuel de statistique* de l'Organisation des Nations Unies et des statistiques nationales suivantes :

Allemagne : Statistical Handbook of Germany, 1946, Office du Gouvernement militaire pour l'Allemagne (Etats-Unis). Les chiffres comprennent les filés mélangés.

Autriche : Monatsberichte des Österreichischen Institutes für Wirtschaftsforschung. Les chiffres comprennent les déchets.

Belgique : Bulletin de statistique. Les filés de coton mêlés de fibres artificielles sont compris.

Espagne : Boletin de Estadistica.

Etats-Unis : The Cotton Board Trade Letter, Cotton Board, Manchester. Les renseignements relatifs à la production que donne cette publication sont des évaluations établies d'après la consommation de coton brut.

France : Bulletin mensuel de statistique industrielle. Les chiffres comprennent les filés provenant des déchets de coton, les filés de shoddy, la fibranne (brins) et la filasse de coton pour pneumatiques.

Hongrie : Statisztikai Szemle. Le chiffre de 1950 est tiré du rapport sur l'état d'exécution des plans.

Italie : Notiziario della Confederazione Generale dell'Industria Italiana. Les chiffres comprennent les filés mélangés composés en majeure partie de coton.

Pays-Bas : Maandschrift van het Centraal Bureau voor de Statistiek. Les chiffres comprennent les filés mélangés composés en majeure partie de coton, ainsi que les filés de coton provenant de déchets.

Royaume-Uni : Poids total conditionné des filés de coton pur fabriqués ainsi que des filés destinés à l'industrie comme la filasse de coton pour pneumatiques.

Suède : Les chiffres comprennent les filés mélangés.

Tchécoslovaquie : Les chiffres comprennent les filés de vigogne et la filasse de coton pour pneumatiques.

Turquie : Konjonktür.

Filés de laine

Les chiffres s'entendent du poids total des filés de laine pure produits pour la vente, pour une transformation ultérieure, ou pour le travail à façon. Le poids total comprend les filés cardés et peignés destinés à être tissés, tricotés, etc. Sauf indication contraire, les filés de laine mélangés et les filés provenant de déchets de laine ne sont pas compris, pour autant que l'on ait des renseignements sur ce point.

Les chiffres sont tirés du *Bulletin mensuel de statistique* de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que des statistiques des divers pays suivants :

Allemagne : Statistical Handbook of Germany, 1946, Office du Gouvernement militaire pour l'Allemagne (Etats-Unis).

Autriche : Monatsberichte des Österreichischen Institutes für Wirtschaftsforschung ; Wool Intelligence, Commonwealth Economic Committee, Londres. Les chiffres comprennent les filés mélangés.

Belgique : Bulletin de statistique.

Espagne : Boletin de Estadistica.

Etats-Unis : Production de toutes les filatures connues produisant des filés par le procédé du peignage de la laine. Les chiffres comprennent les mélanges.

Hongrie : Le chiffre de 1950 a été calculé d'après le pourcentage d'augmentation par rapport à 1949 que fournit la *Statisztikai Szemle.* Les chiffres comprennent les filés mélangés.

Italie : Bollettino del Comitato Carboni ; Mondo Economico, Milan. Le chiffre de 1950 est une évaluation qui repose sur les renseignements concernant la production de sept mois. Le chiffre de 1938, qui est tiré de la seconde source citée, n'est peut-être pas rigoureusement comparable avec ceux des années d'après guerre. Les chiffres comprennent les filés mélangés.

Pays-Bas : Les chiffres comprennent les filés mélangés.

Portugal : World Wool Digest, International Wool Secretariat, Londres. Les chiffres comprennent les filés mélangés.

Royaume-Uni : Monthly Digest of Statistics ; World Wool Digest, International Wool Secretariat, Londres. Les chiffres que donne la première publication s'entendent des livraisons de filés peignés ainsi que la production évaluée de filés de laine. Les chiffres relatifs à l'avant guerre sont tirés de la deuxième publication citée.

Suède : Statistisk Årsbok, 1949. Les chiffres comprennent les filés mélangés.

Turquie : Konjonktür. Le chiffre de 1950 est évalué d'après les renseignements concernant la production de huit mois.

Rayonne et Fibranne

Les chiffres s'entendent du poids total de rayonne et de fibranne. Sauf indication contraire, les déchets, la paille, le crin artificiel et les autres fibres artificielles à base non cellulosique (nylon, lanital, PE-CE, etc.) et les filés de rayonne ne sont pas compris.

Les chiffres sont tirés de *Rayon Organon,* Textile Economics Bureau, New-York, du *Bulletin mensuel de statistique* de l'Organisation des Nations Unies et des diverses publications nationales suivantes :

Allemagne : Les chiffres comprennent les fils de rayonne ; la soie viscose à haute ténacité et les autres rayonnes, à l'exclusion des déchets ; la fibranne comprend le jute artificiel. La production par zones en 1936 s'élevait à 51.300 tonnes dans les zones occidentales, à 29.600 tonnes dans la zone soviétique et à 5.200 tonnes dans le reste de l'Allemagne *(Statistical Handbook of Germany, 1946,* Part III, B.2).

Belgique : Bulletin de statistique.

Espagne : Boletin de Estadistica.

Etats-Unis : Les chiffres comprennent la production d'étoupe, produit intermédiaire obtenu au cours de la fabrication de la fibranne.

France : Bulletin mensuel de statistique industrielle. Production totale de rayonne et de fibranne, y compris les déchets de lanital.

Italie : Bollettino Mensile di Statistica.

Pays-Bas : Maandschrift van het Centraal Bureau voor de Statistiek.

Royaume-Uni : Monthly Digest of Statistics. Les chiffres comprennent la production totale de rayonne (y compris le nylon) et de fibranne. Le Royaume-Uni ne produisait pas de nylon avant 1941.

Production et consommation de pâte de bois (Tableau XIV)

Les chiffres s'entendent du poids à sec de la pâte de bois de toutes catégories préparée au moyen de procédés mécaniques ou chimiques. Les chiffres relatifs à la consommation s'entendent de la consommation apparente, c'est-à-dire de la production augmentée des importations nettes, compte non tenu des modifications des stocks, à la réserve des exceptions mentionnées ci-après.

Les chiffres ont été fournis par la Division du Bois de la Commission économique pour l'Europe. Ils sont pour une bonne part tirés des rapports que des experts de divers pays ont établis en vue d'une étude sur les tendances de la consommation du bois, à laquelle procède la Division du Bois. Des renseignements supplémentaires ont été puisés dans l'*Annuaire statistique des produits forestiers, 1950*, publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, dans les *Statistiques du Bois* publiées par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture et par la Commission économique pour l'Europe, ainsi que des statistiques du commerce extérieur des divers pays.

Les modifications des stocks ont été prises en considération dans le cas des pays suivants pour les années indiquées ci-après:

Autriche :	pour 1948 et 1949	Pays-Bas :	pour 1948
Belgique :	pour 1948	Norvège :	pour 1948, 1949 et 1950
Danemark :	pour 1949	Suède :	pour 1948, 1949 et 1950
Allemagne : zones occidentales :	pour 1949	Royaume-Uni :	pour 1948, 1949 et 1950

Des renseignements concernant les modifications des stocks sont tirés de l'*Annuaire statistique des produits forestiers* et, dans le cas du Royaume-Uni, du *Monthly Digest of Statistics*. Dans le cas de la Norvège pour toutes les années, dans celui de la Suède pour 1950, les modifications des stocks ont été approximativement évaluées d'après les renseignements relatifs à la production de papier et de carton.

Dans le cas des pays où l'on n'a pas pris en considération pour 1950 les modifications des stocks, il se peut que les chiffres de la consommation soient légèrement trop bas, car l'on sait qu'au cours de cette année-là les stocks de pâte de bois ont baissé dans la plupart des pays.

Production et consommation de sciages tendres (résineux) (Tableau 29)

Les chiffres s'entendent de la production et de la consommation de planches, madriers, planches de caisserie, etc. Les traverses de chemin de fer ne sont pas comprises. Il est possible que les données sur lesquelles portent les chiffres varient légèrement de pays à pays, mais les séries statistiques pour chaque pays particulier sont comparables.

Les renseignements relatifs à la production concernent la production totale des scieries, que celles-ci traitent des bois du pays ou des grumes importées.

Les chiffres ont été fournis par la Division du Bois de la Commission économique pour l'Europe. Ils sont, pour une bonne part, tirés des rapports que des experts de divers pays ont établis en vue d'une étude sur les tendances de la consommation du bois à laquelle procède la Division du Bois. Des renseignements supplémentaires ont été puisés dans l'*Annuaire statistique des produits forestiers, 1950*, publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture et dans les *Statistiques du bois* publiées par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture et par la Commission économique pour l'Europe, ainsi que des statistiques du commerce extérieur des divers pays.

Production de ciment (Tableau XV)

Les chiffres s'entendent de la production des seuls ciments artificiels : ciment Portland, bauxite, ciment romain, etc., sauf indication contraire indiquée en note. Les chiffres sont tirés du *Bulletin mensuel de statistique* de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que des publications suivantes :

Allemagne : Statistical Handbook of Germany, Part III, B. 1, Office du Gouvernement militaire pour l'Allemagne (Etats-Unis), 1946.

Autriche : Monatsberichte des Österreichischen Institutes für Wirtschaftsforschung.

Belgique : Les chiffres expriment la production globale.

Danemark : Ciment Portland seulement.

Espagne : Boletin de Estadistica. Ciment Portland seulement.

Etats-Unis : Ciment Portland seulement.

France : Bulletin mensuel de statistique industrielle. Les chiffres comprennent les ciments artificiels (ciment Portland, ciment de haut fourneau, ciment de laitier au clinker, ciments spéciaux, ciment de bâtiment) d'une résistance à l'écrasement supérieure à 100 kg/cm².

Italie : Bollettino Mensile di Statistica. Les chiffres des années d'après guerre expriment 90 % à peu près de la production globale.

Norvège : Statistiske Meldinger. Ciment Portland seulement.

Pays-Bas : Maandschrift van het Centraal Bureau voor de Statistiek. Les chiffres expriment la production de ciment Portland et de ciment de laitier de haut fourneau.

Pologne : Ciment Portland seulement.

Royaume-Uni : Monthly Digest of Statistics. Ciment Portland seulement.

Tchécoslovaquie : Ciment Portland seulement.

Turquie : Konjonktür. On ne possède pas de détails.

Production de briques de construction (Tableau XVI)

Les chiffres s'entendent de la production globale de briques d'argile utilisées pour la construction. Ils comprennent aussi bien les briques ordinaires que les briques d'ornementation, qu'elles soient pleines, creuses, façonnées ou perforées. Sauf indication contraire, les briques réfractaires, de pavage, de béton, de schiste, et les briques silico-calcaires, ne sont pas comprises.

Les dimensions des briques peuvent différer de pays à pays ; aussi les chiffres ne sont-ils pas toujours comparables d'un pays à l'autre. Les chiffres sont tirés du *Bulletin mensuel de statistique* de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que des diverses publications nationales suivantes :

Autriche : Monatsberichte des Österreichischen Institutes für Wirtschaftsforschung.

Belgique : Bulletin de statistique. Les chiffres ne comprennent pas la production de briques d'ornementation.

Danemark : Statistisk Årbog. Les chiffres de 1950 sont établis d'après les indices de l'industrie de la brique tirés des *Statistiske Efterretninger.*

Finlande : Tilastokatsauksia.

France : Bulletin mensuel de statistique industrielle. Les briques qui ne sont pas mises dans le commerce n'ont pas été comprises. La série originale est fournie en tonne métriques ; ce tonnage a été converti en nombre de briques au taux de 400 briques = 1 tonne.

Italie : Bollettino del Comitato Carboni, Ministerio dell' Industria e del Commercio. Les chiffres de 1950 ont été évalués d'après les renseignements relatifs à la production des sept premiers mois.

Pays-Bas : Maandschrift van het Centraal Bureau voor de Statistiek. Briques ordinaires seulement, à l'exclusion des briques de dimensions spéciales, creuses, d'ornementation et silico-calcaires.

Pologne : Les chiffres sont ceux de la production de la totalité des fabriques d'Etat et de la totalité des fabriques coopératives et privées employant au moins 20 ouvriers.

Royaume-Uni : Monthly Digest of Statistics. Les chiffres expriment la production de briques ordinaires et d'ornementation et de briques spéciales utilisées dans l'industrie, qui sont fabriquées à partir de schiste, de sable et chaux, d'argile ou de béton, mais ne comprennent pas les briques à four, les briques vernissées ni aucune espèce de briques réfractaires.

Suède : Industriell Månadsstatistik.

Yougoslavie : Annuaire statistique 1949-1950, de l'Organisation des Nations Unies.

Construction de logements (Tableau 22)

Les chiffres de ce tableau sont tirés *a)* du *Bulletin mensuel de statistique* de l'Organisation des Nations Unies, et *b)* de l'*Annuaire statistique 1949-50* de l'Organisation des Nations Unies.

En outre, on a puisé aux sources suivantes :

Allemagne :

Zones occidentales : Avant guerre : évaluation établie en prenant 60 % du chiffre que donne l'annuaire pour l'ensemble de l'Allemagne. 1949-1950 : *Wirtschaft und Statistik.* Les chiffres publiés pour la zone anglo-américaine en 1949 ont été augmentés de 7 % afin d'englober la zone française.

Autriche : Evaluations officielles non publiées.

Belgique : Avant guerre : *Politique des logements en Europe,* O.I.T., 1930, p. 18. 1948-1949 : L'*Economie belge, 1949,* Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, p. 75. 1950 : renseignements fournis par le Ministère de la Santé publique et de la Famille. Les chiffres, qui s'entendent des bâtiments achevés, ont été convertis en unités de logement en augmentant d'environ 8 % les chiffres originaux.

Danemark : 1947-1949 : *Economic Survey of Denmark for 1950,* p. 27. 1950 : Evaluation officielle non publiée. Les données que fournit le *Bulletin mensuel de statistique* ne comprennent pas les logements construits à la campagne.

Finlande : 1948-1949 : *Bank of Finland Bulletin,* mai 1950. 1950 : prévision de l'*Economic Survey of Finland,* août 1950, p. 15.

France : Avant guerre : *Etudes et Conjoncture* (Union Française), juillet 1947, p. 48. 1947-1950 : Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme.

Hongrie : 1950 : discours de Z. Vas, *Szabad Nép,* 7 janvier 1951.

Italie : 1950 : Evaluation complétée en doublant le chiffre (proportion de 1949) afin d'englober les communes de moins de 20.000 habitants.

Norvège : Avant guerre : Evaluations officielles non publiées. Après guerre : *Statistiske Meldinger.*

Pologne : 1950 : Rapport annuel du Bureau central de planification. Les chiffres originaux (81.600 pièces) ont été convertis en unités de logement à raison de 2,4 pièces = 1 logement.

Roumanie : 1950 : Rapport annuel du Bureau central de planification. Les chiffres originaux (370.000 m²) ont été convertis en unités de logement à raison de 1 logement = 45 m².

Royaume-Uni : 1947-1950 : *Monthly Digest of Statistics.*

Suède : 1939, 1947-1949 : *Sociala Meddelanden,* N° 8, 1950. 1950 : *Översikt över det Ekonomiska Läget 1951* (National-budget för År 1951), Meddelanden från Konjunkturinstitut, Série B. 12, p. 129.

Suisse : Evaluations officielles non publiées. Les chiffres publiés concernent seulement les communes de plus de 1.000 habitants.

Tchécoslovaquie : 1950 : Rapport annuel du Bureau central de planification. Les chiffres originaux (22.000 pièces) ont été convertis en logements à raison de 1,7 pièce = 1 logement.

Yougoslavie : 1947-1948 : Evaluations officielles non publiées. 1949-1950 : *Technika,* 8 octobre 1950, p. 248. Les chiffres originaux ont été convertis en unités de logement à raison de un logement = 45 m².

Production d'automobiles (Tableau XX)

Les chiffres s'entendent de la production totale de véhicules automobiles vendus dans le pays ou exportés. Ils comprennent la production des compagnies à capital étranger exploitant des usines situées sur le territoire du pays intéressé. Ils ne comprennent pas, cependant, la production des véhicules finis qui sont montés sur des châssis importés. Les taxis sont compris dans le chiffre de la production des voitures de tourisme. Les chiffres des véhicules utilitaires s'entendent de la production des camions et autobus, camionnettes de livraison et véhicules spéciaux tels qu'ambulances, véhicules du service de lutte contre l'incendie, etc. Les véhicules qui sont utilisés en dehors du réseau routier, tels que les tracteurs industriels et agricoles, les machines employées à la construction de routes et à d'autres travaux de ce genre, ne sont pas compris.

Allemagne :

Zones occidentales : Wirtschaft und Statistik ; Bulletin mensuel de statistique de l'Organisation des Nations Unies.

Autriche : (Véhicules utilitaires seulement.) *Statistische Nachrichten ; Bulletin mensuel de statistique* de l'Organisation des Nations Unies.

Etats-Unis : Bulletin mensuel de statistique de l'Organisation des Nations Unies. Voitures vendues par les fabricants.

France : Bulletin mensuel de statistique industrielle.

Italie : Notiziario della Confederazione Generale dell'Industria Italiana ; Congiuntura Economica. Les chiffres relatifs aux voitures de tourisme qu'a publiés jusqu'ici le *Bulletin économique pour l'Europe* comprenaient un certain nombre de véhicules utilitaires. Ces chiffres ont été corrigés, et ils sont maintenant comparables aux chiffres fournis pour les autres pays.

Royaume-Uni : Monthly Digest of Statistics.

Production de tracteurs (Tableau XXIV)

Les chiffres s'entendent de la production de tracteurs agricoles ; ils comprennent les tracteurs à deux et à trois roues et les tracteurs à chenilles, mais ne comprennent pas les motoculteurs. Les chiffres sont tirés des sources suivantes :

Allemagne :

Zones occidentales : Agricultural Machinery, Political and Economic Planning, Londres, 1949 ; *Wirtschaft und Statistik.*

Zone soviétique : Agricultural Machinery, Political and Economic Planning, Londres, 1949. Les chiffres pour les années d'après guerre ont été évalués d'après les articles parus dans le *German Economic Press Review,* 3 novembre 1949 et 13 avril 1950, et dans le *Soviet Monitor,* Tass, Londres, 19 août 1950.

Autriche : Statistische Nachrichten.

France : Bulletin mensuel de statistique industrielle ; Deux ans d'exécution du plan de modernisation et d'équipement, 1947-1948, 4e Rapport semestriel, Paris 1949 ; *L'Usine nouvelle,* Paris, 11 mars 1951.

Hongrie : Report of the First Year of the Three-year Plan, Budapest ; *Szabad Nép,* 5 février 1950 et 23 janvier 1951.

Italie : Chiffres communiqués par les services statistiques italiens à la Division de l'Industrie et des Produits de base de la Commission économique pour l'Europe.

Pologne : Survey on the Farm Machinery Situation in Europe, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, 1951, *Gospodarka Planowa,* N° 2, 1951.

Roumanie : Informations roumaines, 14 février 1951, Paris ; *La Roumanie Nouvelle,* 16-28 février 1951, Bucarest.

Royaume-Uni : Monthly Digest of Statistics.

Suède : Chiffres communiqués par le Gouvernement suédois à la Division de l'Industrie et des Produits de base de la Commission économique pour l'Europe. Le chiffre de 1950 est une évaluation établie par ladite Division.

Suisse : Chiffres communiqués à la Division de l'Industrie et des Produits de base de la Commission économique pour l'Europe.

Tchécoslovaquie : Statistický Zpravodaj, complété à l'aide de renseignements que le Gouvernement tchécoslovaque a fait parvenir à la Division de l'Industrie et des Produits de base de la Commission économique pour l'Europe. Les chiffres de 1950 ont été évalués d'après les renseignements fournis par le Plan.

Production de viande et de lait (Tableau 16)

Viande

Les chiffres s'entendent de la production de viande préparée pour la boucherie, y compris les abats. La viande de chèvre et de buffle est comprise, dans le cas des pays où la production de ces viandes est de quelque importance ; la volaille n'est pas comprise. Les animaux importés sur pied et abattus dans le pays sont compris. Les graisses d'abattage ne sont pas comprises, dans le cas des pays pour lesquels on dispose de statistiques dignes de foi. Le lard toutefois est compris.

Les chiffres sont tirés des *Commodity Reports, Meat and Livestock,* 29 décembre 1950, de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

Lait

Les chiffres s'entendent de la production totale de lait de vache ; le lait de bufflone, de brebis et de chèvre est compris dans le cas des pays où cette production est de quelque importance.

Les chiffres sont tirés de l'*Annuaire statistique 1949-50* de l'Organisation des Nations Unies, du *Bulletin mensuel de statistique* de l'Organisation des Nations Unies et des sources nationales suivantes :

Allemagne :

Zones occidentales : Revue d'études économiques franco-allemandes, Baden-Baden, janvier 1951.

Autriche : Chiffres communiqués par les autorités autrichiennes à la Division de l'Agriculture de la Commission économique pour l'Europe.

France : Revue d'études économiques franco-allemandes, Baden-Baden, janvier 1951.

Italie : Chiffres communiqués par les autorités italiennes à la Division de l'Agriculture de la Commission économique pour l'Europe.

Pays-Bas : Maandschrift van het Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pologne : Les chiffres de 1949 ont été évalués d'après la production des années précédentes et l'augmentation de l'effectif du cheptel.

Dans certains cas, il a fallu établir par évaluation le chiffre de 1950, d'après les renseignements sur la production mensuelle. Or, ces chiffres de production mensuelle n'expriment pas toujours la production totale de lait. Dans les cas de ce genre, on a admis que l'augmentation de la production totale de lait en 1950, par rapport à 1949, a été proportionnelle à l'augmentation de cette part de la production de lait qui est exprimée par les chiffres de la production mensuelle. Il a fallu procéder ainsi dans le cas du Danemark, des Pays-Bas, de la Suède, de la Suisse et du Royaume-Uni.

Consommation de denrées alimentaires par habitant dans les zones occidentales d'Allemagne et au Royaume-Uni (Tableau 47)

Allemagne occidentale :

Les chiffres concernant l'avant-guerre et 1948/1949 sont tirés des *Bilans alimentaires de la F.A.O.* ; ceux de 1950, du *Statistischer Monatsbericht des Bundesministeriums fur Ernährung, Landwirtschaft und Forsten*, août 1950 et février 1951.

La consommation d'avant guerre s'entend du territoire d'avant guerre de l'ensemble de l'Allemagne ; la consommation de 1948/49 s'entend des zones occidentales d'Allemagne, à l'exclusion des secteurs occidentaux de Berlin, tandis qu'en 1950, les chiffres de la consommation concernent aussi les secteurs occidentaux de Berlin.

Les chiffres de la consommation de céréales en 1950 expriment les quantités totales de blé, de seigle, d'orge, d'avoine et de riz utilisées pour la consommation humaine en dehors du secteur agricole. Les quantités de céréales qui sont directement consommées dans les exploitations agricoles (c'est-à-dire qui n'en sortent pas, même pour passer par la minoterie) sont négligeables. Les chiffres relatifs aux autres années ont été ajustés afin d'éliminer certaines céréales peu importantes. Le chiffre de la consommation des céréales a été grossi en augmentant de 17 % le chiffre de la consommation des céréales panifiables, afin de tenir compte des quantités sorties des exploitations agricoles sans laisser de trace.

Les chiffres concernent la consommation de viande, abats compris, à l'exclusion de la volaille, des lapins et du gibier. On a tenu compte des modifications des stocks de viande. Afin d'évaluer la quantité de viande consommée dans le secteur agricole en 1950, on a multiplié le nombre des animaux abattus à la ferme par les poids moyens d'abattage — diminué du poids des graisses d'abattage — des animaux abattus pour la boucherie. Dans le cas des moutons et des veaux, on n'a pas soustrait le poids des graisses d'abattage, qui ne présente qu'une importance minime. La consommation totale de viande du secteur agricole, ainsi calculée, a été jointe à la quantité totale de viande consommée en dehors du secteur agricole.

La consommation de sucre est celle de la quantité totale de sucre écoulée sur le marché. On a admis que la proportion de sucre raffiné utilisé par les industries manufacturières par rapport à la consommation globale a été la même en 1950 qu'en 1948/1949, c'est-à-dire 1,2 pour cent, selon les *Bilans alimentaires de la F.A.O.* On a tenu compte des pertes et des modifications des stocks.

La consommation des huiles et graisses comestibles a été ajustée pour tenir compte des graisses d'abattage provenant de l'abattage familial.

Royaume-Uni :

Tous les chiffres sont tirés du *Monthly Digest of Statistics*, février 1951. Les chiffres ont été ajustés de manière à éliminer les quantités consommées de volaille, de lapins et de gibier. Les abats sont inclus.

3. La production industrielle de l'U.R.S.S. et de l'Europe orientale (Tableaux 12 et XXV)

La production industrielle de l'U.R.S.S. (Tableau 12)

Les renseignements concernant 1937 sont, pour la plupart, tirés du *Projet de troisième plan quinquennal de développement de l'économie nationale de l'U.R.S.S., 1938-1942*, Moscou, 1939 (en russe) ; ceux qui concernent 1938 sont tirés de l'ouvrage *L'édification du socialisme en U.R.S.S., 1933-1938*, Moscou, 1939 (en russe). Les chiffres relatifs aux plans de 1950 proviennent de la loi sur le « Plan quinquennal de relèvement et de développement de l'économie nationale de l'U.R.S.S., 1946-1950 », Moscou, 1946. Les chiffres de la production réelle de 1950 sont établis d'après le « Rapport sur l'exécution du Plan quinquennal 1946-1950 » (*Pravda*, 17 avril 1951), qui indique, par rapport à 1940, les indices relatifs à 1950. Les chiffres de la production de 1948 et de 1949 ont été établis d'après la production de 1950 à l'aide des pourcentages d'augmentation annuelle que fournissent les rapports annuels sur l'état d'exécution des plans. Les chiffres de la production réelle de 1940 ont été tirés des sources énumérées ci-après. Lorsque certains renseignements relatifs à d'autres années ont été puisés à des sources différentes de celles qui viennent d'être énumérées, ces sources différentes sont indiquées ci-dessous.

Charbon et lignite : Soviet News, 31 janvier 1947.

Pétrole brut : Kalendar Spravochnik, 1948, p. 99.

Energie électrique : Kalendar Spravochnik, 1948, p. 94. Le chiffre de 1949 repose sur une déclaration de G. Malenkov, Vice-Président du Conseil des Ministres de l'U.R.S.S., aux termes de laquelle la production de 1949 a dépassé de 62 pour cent celle de 1940 (*Pravda*, 10 mars 1950). Le chiffre de 1948 a été tiré du chiffre précédent en appliquant le pourcentage d'augmentation annuelle officiellement publié.

Fonte, acier brut et acier laminé : E. Lokchin, *Industry in the U.S.S.R.*, Moscou, 1948 (page 95 de l'édition anglaise).

Cuivre : L'ouvrage de N. A. Voznessensky, *Les réalisations économiques de l'U.R.S.S. en 1940 et le Plan de développement de l'économie nationale en 1941*, enseigne qu'en 1940 la production du cuivre avait augmenté de 65 pour cent par rapport à celle de 1937. Le chiffre de 1937 a été établi d'après la production de 1938 (103.200 tonnes) en appliquant le pourcentage d'augmentation annuelle que donne *Industriya* du 8 février 1939.

Les chiffres de 1948, 1949 et 1950 ont été calculés à l'aide des pourcentages d'augmentation annuelle depuis 1945. La production de 1945 est établie d'après celle de 1950 et d'après un passage de la loi du Plan quinquennal aux termes duquel la production de 1950 devait atteindre 160 pour cent de celle de 1945.

Equipement pour laminoirs de fer et d'acier : Pravda, 24 avril 1946.

Machines-outils pour le travail des métaux : La production de 1940 est établie d'après l'indication aux termes de laquelle la production de 1950 — que le Plan chiffrait à 74.000 pièces — représente 150 pour cent de celle de 1940 (E. Lokchin : *L'industrie soviétique dans le nouveau Plan quinquennal*, Moscou, 1946, p. 37 — en russe). Il n'a pas été possible de donner les chiffres absolus réels pour la période d'après guerre, parce que la définition sur laquelle reposent les chiffres disponibles ne permet pas la comparaison.

Tracteurs : Les chiffres de 1949 et 1950 sont donnés dans les rapports annuels sur l'état d'exécution des plans (*Pravda*, 18 janvier 1950, et *Soviet News*, 29 janvier 1951). Le rapport sur l'exécution du Plan quinquennal expose que la production de 1950 exprimée en unités de 15 CV (PAF) avait atteint 380 pour cent de la production de 1940. Les chiffres de 1940 et 1950 sont exprimés en unités numériques car on ne dispose pas de renseignements qui permettent de les exprimer en unités de 15 CV (PAF). Le chiffre de 1940 est tiré de l'ouvrage de E. Lokchin, *L'industrie soviétique dans le nouveau Plan quinquennal*, p. 40.

Moissonneuses-batteuses : Les chiffres de 1949 et de 1950 sont donnés par les rapports annuels sur l'exécution des plans. L'indice de 1950 par rapport à 1940 est tiré du rapport sur l'exécution du Plan quinquennal. Le chiffre de 1940 a été établi à l'aide du chiffre de la production de 1950 à l'aide de l'indice ci-dessus.

Moteurs électriques : Les indices de la production de 1950 pour les moteurs de 100 Kw au maximum sont tirés d'une déclaration de G. M. Malenkov, selon laquelle la production de 1949 a été égale à deux fois et demie celle de 1940. Pour ce qui est des moteurs de plus de 100 Kw, ces indices sont tirés d'une déclaration de N. A. Boulganine, Vice-Président du Conseil des Ministres de l'Union soviétique (*Bolchevik*, N° 21, 1950).

Engrais minéraux : Boulganine *(loc. cit.)* expose que la production des engrais minéraux en 1950 a atteint près du double du chiffre de 1940. Quant au chiffre de 1940, il est tiré des renseignements que fournit *Khimitcheskaya Promychlennost*, N° 4, 1947, p. 1.

Ciment : E. Lokchin, l'*Industrie soviétique dans le nouveau Plan quinquennal*, p. 62. *Tsement*, N° 2, 1947, indique que la production prévue par le plan pour 1947 était égale au chiffre d'avant guerre (5,8 millions de tonnes), dépassant la production de 1946 de 71 pour cent. La production réelle de 1947 a été établie en appliquant à la production de 1946 ainsi calculée le pourcentage d'augmentation annuelle qui a été publié. Les chiffres de la production de 1948, 1949 et 1950 reposent eux aussi sur les pourcentages d'augmentation annuelle.

Bois d'œuvre : Liesnaya Promychlennost, N°s 6-7, 1946, chiffre la production prévue au plan pour 1950 à 190 millions de mètres cubes. Dans les *Trudy Instituta Liesa*, Vol. II, 1948, on lit que la production de 1950 doit dépasser de 59 pour cent celle de 1940.

Papier : Pravda, 12 avril 1946. Dans les *Trudy Instituta Liesa*, Vol. II, 1948, p. 44, on lit que « la production de 1950 sera plus de quatre fois supérieure à celle de 1945 ».

Verre à vitres : Pravda, 21 mars 1946.

Cotonnades : Tekstil'naya Promychlennost, N° 10, 1947, p. 4, indique qu'en 1950 la production doit atteindre 120,6 pour cent de la production de 1940 (ce qui donne pour 1940 le chiffre de 3.886 millions de mètres) et 292 pour cent de celle de 1945. Les chiffres relatifs à 1948, 1949 et 1950 ont été établis d'après la production de 1945, à l'aide des pourcentages d'augmentation annuelle. Le chiffre de 1949 est également calculé d'après une déclaration de G. M. Malenkov (10 mars 1950) selon laquelle la production de 1949 a atteint 220 pour cent de celle de 1945.

Lainages : Troud du 17 avril 1946 fournit la production prévue au plan pour 1950 en unités de volume et indique que cette production doit atteindre 132,5 pour cent de celle de 1940. Le chiffre de 1949 est calculé d'après une déclaration de A. Kosyguine, Vice-Président du Conseil des Ministres de l'U.R.S.S., selon laquelle la production de 1949 a dépassé celle de 1940 de 35 pour cent (*Pravda*, 21 décembre 1949). Les chiffres de 1948 et 1950 reposent sur la production de 1949, à laquelle on a appliqué les pourcentages d'augmentation annuelle que fournissent les rapports sur l'état d'exécution des plans.

Soieries : Tekstil'naya Promychlennost, N° 10, 1947, fournit la production prévue au plan pour 1950 en unités de volume et indique qu'elle doit atteindre 203 % de celle de 1940. Dans le discours mentionné ci-dessus, A. Kosyguine a déclaré qu'en 1949 la production avait dépassé de 46 % celle de 1940. Le chiffre de 1948 et celui de 1950 ont été établis d'après la production de 1949, à laquelle on a appliqué les pourcentages d'augmentation annuelle publiés.

Chaussures de cuir : Lyogkaya Promychlennost, Nos 3-4, 1946, indique que la production prévue de 1950 en unités de volume doit dépasser de 17 % celle de la dernière année d'avant guerre. Les chiffres de 1948 et de 1950 ont été tirés de celui de 1949 à l'aide des pourcentages d'augmentation annuelle. La production de 1949 a été calculée d'après la déclaration de G. M. Malenkov, selon laquelle la production de cette année-là égalait 260 % de celle de 1945, cette dernière, selon une déclaration de Loukine, Ministre de l'industrie légère, étant égale au quart de la production prévue au Plan pour 1950.

Beurre : E. Lokchin, dans l'*Industrie soviétique dans le nouveau Plan quinquennal,* déclare que la production de beurre prévue au Plan pour 1950, laquelle est donnée en unités de volume, doit dépasser de 33 % celle de 1940.

Sucre : L. Volodarski, dans l'*Exécution du Plan quinquennal d'après guerre,* 1947, déclare que l'objectif de production de 1950, tel qu'il est indiqué au Plan, dépassera de près de 250.000 tonnes l'objectif de 1940.

Indices (1949 = 100) de la production de l'Europe orientale et de l'U.R.S.S. en 1950 (Tableau XXV)

Les chiffres inscrits dans ce tableau sont tirés des rapports sur l'exécution des plans indiqués ci-après.

Allemagne orientale : Rapport de la Commission de planification d'Etat concernant l'exécution du plan économique en 1950. *Statistische Praxis,* N° 2, février 1951.

Bulgarie : Rapport de la Commission de planification d'Etat concernant l'exécution du plan économique en 1950, *Otetchestven Front* (Front national), 30 janvier 1951.

Hongrie : Rapport du Bureau central de statistique concernant l'exécution du plan économique national en 1950. *Szabad Nép,* 23 janvier 1951.

Pologne : Rapport de la Commission de planification d'Etat concernant l'exécution du plan économique en 1950 ; *Gospodarka Planowa,* N° 2, février 1951.

Roumanie : Exposé de la Commission de planification d'Etat concernant l'exécution du plan économique en 1950, *La Roumanie Nouvelle,* N° 61, 16-28 février 1951.

Tchécoslovaquie : Rapport de la Commission de planification d'Etat concernant l'exécution du plan économique pendant la deuxième année du Plan quinquennal, *Rudé Právo,* N° 25, 21 janvier 1951. La production de houille et de lignite est fournie dans *Hospodář,* N° 1, 4 janvier 1951.

Union soviétique : Rapport de l'Administration centrale de statistique du Conseil des Ministres de l'U.R.S.S. concernant l'exécution du plan économique en 1950 ; *Soviet News,* revue publiée par l'Ambassade de l'U.R.S.S. à Londres, N° 2475, 29 janvier 1951.

Yougoslavie : Rapport de la Commission fédérale de planification concernant l'exécution du plan économique en 1950, *Politika,* 21 janvier 1951.

V. INDICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE (TABLEAU 14)

Les indices de la production agricole de ce tableau ont été fournis par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. Ils ont été calculés d'après la formule

$$\frac{\Sigma\, p_o\, q_i}{\Sigma\, p_o\, q_o}$$

où p_o = le prix dérivé mondial moyen à l'exportation du produit au cours de la période prise pour base (1934-38),
q_o = la production moyenne annuelle du produit au cours de la période de base,
et q_i = la production du produit au cours de l'année donnée.

Ces indices sont essentiellement des indices de la production brute et n'expriment que la production normale destinée à la consommation courante. Cependant, la production brute a été pour une bonne part ajustée de manière à éliminer tout double emploi, en déduisant la part de la production qui a été utilisée pour la nourriture du bétail. Les accroissements de capital qui prennent la forme d'une augmentation de l'effectif du cheptel ne sont pas compris.

La composition par marchandises de l'indice fourni pour chaque pays particulier est toujours la même, sauf dans la mesure où il a été impossible d'obtenir des chiffres ou dans la mesure où il n'a pas été possible d'évaluer dans des conditions acceptables les données relatives à la production. Les mêmes prix ont été appliqués aux quantités produites en chaque pays.

On trouvera l'exposé détaillé du mode de calcul dans les *F.A.O. Index Numbers of Food and Agricultural Production, Progress Report,* de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, Washington, novembre 1950.

Les indices calculés pour les mêmes articles et d'après des prix uniformes pour les divers pays diffèrent souvent des indices qui figurent dans les publications officielles de ces pays, comme il ressort du tableau ci-après.

Comparaison des indices établis par la F.A.O. et des indices fournis par les divers pays en fait de production agricole

Pays	Indices de la F.A.O. 1934-1938=100			Indices des divers pays				
	1947	1948	1949	Année de base	1947	1948	1949	1950
Allemagne occidentale . .	64	77	84	1936	..	79	88	..
Espagne	93	83	90	1940	111	101	..	..
Finlande	87	106	108	1938	..	84	93	..
France	77	96	96	1938	71	91	..	..
Grèce	89	83	..	1939	64	62	72	68
Hongrie	64	98	94	1934-1938	71	90	87	..
Irlande	92	97	97	1937	96	94	99	..
Italie	89	97	102	1938	78	85	90	..
Norvège	91	100	106	1938	82	104	110	123
Pays-Bas	88	104	117	1935-1939	68	76	100	..
Turquie	103	118	102	1938	91	119	..	..

NOTE. — Les indices de la F.A.O. et certains des indices des divers pays s'entendent de l'année agricole qui commence le 1er juillet de l'année du millésime cité. Les deux séries d'indices ne sont pas toujours rigoureusement comparables quant au champ ; c'est ainsi que l'indice national des Pays-Bas ne comprend pas les légumes et que l'indice de la Turquie s'entend à l'exclusion du cheptel et des produits laitiers.

Les indices de la production européenne globale ont été calculés par la Division des Etudes et des Programmes. Les coefficients de pondération concernent la production agricole nette, exprimée dans les mêmes prix que ceux qui ont servi à calculer les indices des divers pays, compte tenu, en calculant les coefficients de pondération, de la consommation d'engrais et de tourteaux. Pour les détails, voir l'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1949*, pp. 266 et 267. Pour la Hongrie, le chiffre de 1949, indiqué comme indice de la F.A.O., a été évalué d'après l'indice de la F.A.O. pour 1948 sur la base des indices nationaux pour 1948 et 1949.

VI. DONNÉES ET CALCULS SPÉCIAUX RELATIFS AUX MATIÈRES PREMIÈRES

(TABLEAUX 1, 2, 30, 31, 34-37, et Chapitre 1, pages 16 et 17, et Chapitre 3, page 95)

1. LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET LES DISPONIBILITÉS EN MATIÈRES PREMIÈRES INDUSTRIELLES (TABLEAUX 1 ET 2)

a) *La production et les disponibilités dans le monde (Tableau 1)*

Les indices du Tableau 1 ont été calculés comme il est dit ci-après :

Production mondiale des industries manufacturières

L'indice est tiré du *Bulletin mensuel de statistique* de l'Organisation des Nations Unies. L'Union soviétique n'est pas comprise, et la base primitive (1937 = 100) a été transposée en 1946-1950 = 100.

Production mondiale de textiles

L'indice de la production mondiale de filés a été établi d'après la production totale des filés, exprimée en tonnes métriques. Dans le calcul de cet indice on a fait entrer tous les pays pour lesquels l'on disposait de renseignements suffisants. Les chiffres sont tirés de l'*Annuaire statistique 1949-50* de l'Organisation des Nations Unies ainsi que du *Bulletin mensuel de statistique* de l'Organisation des Nations Unies. Les indices ainsi obtenus pour les filés de coton et les filés de laine ont été combinés à l'aide de coefficients de pondération respectivement égaux à 2 et à 1.

Les indices des tissus ont été établis de la même façon. Lorsque les renseignements relatifs à la production étaient fournis en mètres ou en mètres carrés, ces chiffres ont été convertis en tonnes métriques à l'aide de coefficients de conversion tirés des statistiques des exportations du Royaume-Uni. C'est là certes une méthode fort approximative, mais on a des raisons de penser que les erreurs éventuelles n'ont sur l'évolution exprimée par les indices qu'une influence relativement faible. Les indices des cotonnades et des lainages ont été combinés de la même façon que ceux des filés.

BIBLIOTECA UNIVERSITARIA

Production mondiale de métaux et de produits de l'industrie mécanique

L'indice de la production de la métallurgie comprend la fonte et ceux d'entre les métaux non ferreux dont les minerais entrent dans le calcul de l'indice de production des matières premières. Cet indice a été calculé de la même façon que celui de la production des matières premières, dont le mode de calcul est indiqué ci-après. Les prix de gros pratiqués aux Etats-Unis en 1948, ainsi que les renseignements relatifs à la production de 1950, sont tirés du *Bulletin mensuel de statistique* de l'Organisation des Nations Unies. Les chiffres de la production des années précédentes ont été puisés dans l'*Annuaire statistique 1949-50*.

L'indice de production de l'industrie mécanique ne porte que sur les Etats-Unis et l'Europe. Mais ces deux régions produisent ensemble 80 % au moins de tout ce que produit l'industrie mécanique mondiale.

L'indice concernant les Etats-Unis est tiré du *Statistical Abstract of the United States 1949* et du *Survey of Current Business*. Les indices que donnent ces deux publications concernant le matériel de transport et les machines ont été combinés à l'aide de coefficients de pondération (1935-1939) égaux à 35,4 et 64,6 respectivement. La base primitive 1935-1939 = 100 a été transposée en 1946-1950 = 100.

L'indice concernant l'Europe a été tiré du Tableau 9 de la présente ETUDE. Les deux indices concernant les Etats-Unis et l'Europe ont été combinés d'après la consommation d'acier fini à l'aide de coefficients de pondération (1946) égaux à 73,1 et 26,9 respectivement.

Production mondiale de matières premières

L'indice de la production mondiale des matières premières exprime l'évolution de la valeur de la production brute de ces matières premières en prix constants de 1948 aux Etats-Unis. Il a été calculé d'après la formule

$$I_i = \frac{\Sigma\, q_i\ p_{48}}{\Sigma\, q_o\ p_{48}}$$

où

q^1 = la quantité produite pendant l'année i,
q_o = la quantité moyenne produite en 1946-1950,
p_{48} = le prix de gros aux Etats-Unis en 1948.

Les produits entrant dans ces calculs sont le minerai de fer, le minerai de cuivre, le minerai de plomb, le minerai de zinc, le minerai d'étain, la bauxite, le caoutchouc (naturel et synthétique), le soufre (y compris le soufre contenu dans les pyrites), le coton brut, la laine brute et la pâte de bois.

Les renseignements concernant les prix sont tirés du *Bulletin mensuel de statistique* de l'Organisation des Nations Unies (pour le caoutchouc, le coton brut, la laine brute et la pâte de bois), du *Statistical Abstract of the United States* (pour le minerai de fer) et du *Minerals Yearbook*, Bureau of the Mines (pour les minerais de métaux non ferreux et pour le soufre). Les prix des minerais ont été convertis en dollars par unité de métal contenu. Lorsque l'on ne connaissait pas les prix de gros pratiqués, on a pris, pour établir la valeur de la production de minerais de métaux non ferreux, les prix dérivés des importations des Etats-Unis.

Tous les renseignements relatifs à la production sont tirés de l'*Annuaire statistique 1949-50* de l'Organisation des Nations Unies et, pour 1950, du *Bulletin mensuel de statistique* de l'Organisation des Nations Unies, à la réserve des exceptions suivantes :

Etain : Bulletin statistique, Groupe international d'études de l'étain, La Haye.

Autres minerais de métaux non ferreux : Les chiffres de 1950 ont été évalués d'après les chiffres que fournit *The Iron Age*, New-York.

Caoutchouc : Rubber Statistical Bulletin, Groupe international d'études du caoutchouc, Londres.

Soufre : Le chiffre de 1950 a été évalué d'après la production des Etats-Unis, qui sont, de loin, le pays le plus important parmi les producteurs de soufre. Source : *Survey of Current Business*.

Coton brut : Cotton, Comité consultatif international du coton, Washington.

Laine brute : Wool Intelligence, Commonwealth Economic Committee, Londres.

b) *La production et les disponibilités industrielles dans divers pays (Tableau 2)*

Pour les divers pays figurant au Tableau 2, on a appliqué la même méthode générale qui consiste à comparer les indices de l'activité de l'industrie, d'une part, et ceux de l'approvisionnement de l'industrie en matières premières, d'autre part.

Pour chacun des pays considérés, deux indices trimestriels (1949 = 100) ont été calculés, qui montrent quel cours ont suivi l'activité de l'industrie et l'approvisionnement en matières premières (combustibles et carburants exclus). Le rapport entre ces deux indices indique la mesure dans laquelle la relation entre l'approvisionnement normal et les besoins normaux de l'industrie s'écarte, au cours d'un trimestre donné, de la relation moyenne constatée en 1949.

Indices de l'activité industrielle

Les indices ont été calculés d'après les indices officiels de la production, dont les sources sont indiquées ci-dessus, à la Section II, 3. Cependant, pour établir des indices qui fussent comparables aux indices de l'approvisionnement en matières premières, dont il va être question ci-après, les séries statistiques qui entrent dans la composition des indices généraux de la production industrielle ont été pondérées à nouveau d'après la valeur des matières premières entrant dans le calcul exposé ci-dessous, que les diverses industries ont traitées au cours de l'année de base. Ces valeurs relatives des quantités de matières premières traitées par l'industrie ont été évaluées d'après diverses sources, et notamment d'après les recensements de la production, reportés le cas échéant à l'année de base.

Indices de l'approvisionnement en matières premières

Les indices ont pour fin de faire ressortir les variations de la consommation apparente, c'est-à-dire de la production augmentée des importations et diminuée des exportations, pour les principales matières premières. On n'a pas tenu compte des modifications des stocks. On a, pour tous les pays, fait entrer en ligne de compte les matières premières énumérées ci-après, à la réserve des exceptions signalées :

Coton brut (linters compris)
Laine brute et laine cardée
Jute, lin, chanvre et autres fibres textiles (sauf pour l'Italie)
Cuirs et peaux
Caoutchouc
Bois d'œuvre (sauf pour la France)
Pâte de bois
Minerais de fer et concentrés
Ferraille d'acier (commerce seulement) (sauf pour les Etats-Unis et la France)
Bauxite (Etats-Unis et France seulement)
Aluminium (sauf pour la France)
Cuivre (y compris les minerais et concentrés)
Plomb » » » » » »
Nickel » » » » » » (sauf pour la France)
Etain » » » » » »
Zinc » » » » » »
Soufre et pyrites (sauf pour l'Allemagne occidentale et l'Italie)
Potasse (sauf pour les Etats-Unis et l'Italie)

Les chiffres de la consommation apparente ou de l'approvisionnement, qui sont exprimés en volume, ont été pondérés d'après les prix de gros moyens de 1949 pratiqués dans le pays pour la production locale et d'après les prix dérivés moyens des importations et des exportations de 1949, respectivement pour les importations et les exportations. Les articles dont on a constaté que l'influence était insignifiante sur la valeur globale ont été éliminés, comme on le signale dans la liste ci-dessus. En outre, en ce qui concerne l'Italie, on a constaté que dans tous les cas la production du pays n'exerçait qu'une influence négligeable sur l'approvisionnement, et, pour cette raison, on ne l'a pas fait entrer en ligne de compte. On a procédé aux corrections nécessaires, dans toutes les étapes du calcul, pour éviter de compter deux fois la même quantité. Les renseignements relatifs à la production des divers pays ont été surtout puisés aux sources indiquées ci-après :

Etats-Unis : Survey of Current Business.

Royaume-Uni : Monthly Digest of Statistics.

Allemagne :

Zones occidentales : Wirtschaft und Statistik.

France : Bulletin mensuel de statistique.

Italie : Bollettino mensile di Statistica.

Les chiffres des importations et des exportations ont été puisés dans les statistiques commerciales officielles.

2. Augmentation probable des recettes provenant des exportations des pays extra-européens producteurs de matières premières *(voir le texte, page 16 et 17 du Chapitre 1)*

Le calcul dont il est question à la page 16 du Chapitre 1 a été effectué dans les conditions exposées ci-après. Les importations des Etats-Unis et de l'Europe en provenance du reste du monde, au cours de la période qui s'étend d'octobre 1949 à septembre

1950 — au cours de laquelle l'influence de la guerre de Corée ne s'était guère exercée sur les échanges mondiaux de matières premières ni du point de vue du volume ni du point de vue des prix — ont été déterminés d'après les statistiques commerciales des divers pays, pour les principales denrées alimentaires et matières premières industrielles. Les produits dont on a tenu compte sont :

Céréales panifiables	Pétroles bruts
Céréales secondaires	Carburants raffinés
Huiles, graisses, et graines oléagineuses	Concentrés de minerais non ferreux
Sucre	Cuivre (non ouvré)
Viande	Plomb
Café	Etain
Tabac	Coton brut
Fèves de cacao	Laine brute
Tourteaux et aliments du bétail	Cuirs et peaux brutes
	Caoutchouc brut

Ces marchandises, prises ensemble, représentent les trois quarts à peu près des exportations des pays producteurs de matières premières à destination des Etats-Unis et de l'Europe au cours de la période de douze mois s'étendant d'octobre 1949 à septembre 1950.

Afin de parvenir à une évaluation minimum approximative du montant en dollars auquel on peut évaluer les recettes provenant de la vente aux Etats-Unis et à l'Europe des denrées alimentaires et d'affouragement ainsi que des matières premières en provenance des pays extra-européens producteurs de matières premières, on a choisi pour mai et décembre 1950 un prix mondial représentatif pour chacune des marchandises énumérées, et l'on a appliqué aux valeurs à l'exportation des 19 marchandises énumérées la modification subie par ces prix représentatifs entre la première et la seconde période. L'accroissement de la valeur globale, ainsi calculée, s'est élevée à 3,2 milliards de dollars.

Il y a lieu de considérer l'évaluation de 3 à 4 milliards de dollars, que donne le texte du Chapitre 1, comme une évaluation minimum, et cela pour deux raisons. En premier lieu, il n'a pas été tenu compte des hausses qu'ont pu subir les prix des autres denrées alimentaires et matières premières qui, entre octobre 1949 et septembre 1950, sont entrées pour un quart environ dans les recettes globales provenant de la vente des exportations. En second lieu, les prix pratiqués au mois de mai 1950 — bien que ce mois soit antérieur au moment où les hostilités se sont déclenchées en Corée — étaient dans l'ensemble supérieurs à la moyenne de la période envisagée, alors que les prix de décembre 1950 étaient encore fort au-dessous du niveau qu'ils ont atteint pendant les cinq premiers mois de 1951 et qu'il est donc probable qu'ils sont inférieurs d'autant au prix moyen perçu par les pays extra-européens producteurs de matières premières pour les marchandises que ceux-ci ont importées au cours de l'année 1951.

3. Production, consommation et stocks de certaines matières premières (Tableaux 30, 31, 34-37)

a) *Production et consommation des métaux non ferreux dans le monde (Tableaux 30 et 31, et texte de la page 95 du Chapitre 3)*

Observations générales

Etant donné que les renseignements relatifs à la production des métaux de seconde fusion font défaut, sont peu exacts, ou ne sont pas comparables entre eux, les données retenues s'entendent toujours des seuls métaux de première fusion. Toutefois, il n'a pas toujours été possible de limiter ainsi les chiffres de la consommation, notamment en ce qui concerne le cuivre et l'aluminium dans le cas des Etats-Unis, de l'Allemagne et du Japon.

Production mondiale

Les renseignements relatifs à la production sont tirés de l'*Annuaire statistique 1949-1950*, ainsi que du *Bulletin mensuel de statistique* de l'Organisation des Nations Unies. On a procédé à un ajustement des chiffres relatifs à la production mondiale de l'avant-guerre, de manière à ne retenir que ceux qui concernent les zones occidentales d'Allemagne ; on a admis, pour ce faire, que tout l'étain métal, les trois quarts environ de l'aluminium et du zinc, le quart du cuivre de fonderie et la plus grosse part du plomb raffiné en Allemagne en 1936-1938 avaient été produits dans les zones occidentales. Les évaluations relatives à la production yougoslave de tous métaux, en 1950, sont approximatives. Pour le plomb, la production des Etats-Unis comprend le plomb antimonieux, dont une proportion importante provient de récupération.

Consommation mondiale

Dans le cas des Etats-Unis et du Royaume-Uni, les statistiques de la consommation concernent les quantités réellement consommées par les fabricants, c'est-à-dire tiennent compte des modifications des stocks détenus par les producteurs, par

l'Etat, par les négociants et les fabricants. Dans le cas des autres pays, les modifications des stocks n'ont été prises en considération que dans la mesure où l'on disposait de renseignements sur ce point. Les chiffres relatifs au cuivre, au plomb et au zinc ont été puisés dans les *Yearbooks* et *Reports* de l'« American Bureau of Metal Statistics ». Lorsqu'il est précisé que les chiffres de la consommation fournis par ces publications n'ont qu'un champ restreint ou comprennent de grosses quantités de déchets, les chiffres ont été ajustés d'après les renseignements que donne l'ouvrage intitulé *Statistiques, cuivre, plomb, zinc, étain, aluminium, argent, or, Minerais et Métaux*, Paris, 1950, et d'après les chiffres concernant la production et le commerce publiés dans les divers pays.

On ne possède de chiffres, concernant la consommation d'aluminium, que pour les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Pour les autres pays, groupés sous la rubrique « reste du monde », les renseignements relatifs à la consommation ont été obtenus par différence, c'est-à-dire que l'on a déduit la consommation des Etats-Unis et les exportations nettes à destination de l'Union soviétique et de l'Europe orientale du chiffre global de la production mondiale, ajusté pour tenir compte de la modification des stocks.

Les renseignements relatifs à l'étain sont tirés des *Annuaires* et *Bulletins* du Groupe international d'études de l'étain.

Pour tous les métaux non ferreux, le chiffre de la consommation mondiale a été corrigé de manière à ne concerner, pour 1936-1938, que les zones occidentales d'Allemagne.

Les exportations nettes à destination de l'Union soviétique et de l'Europe orientale comprennent les quantités expédiées en Bulgarie, Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne et Roumanie. Les chiffres sont tirés, pour la période d'avant guerre, des statistiques commerciales de ces pays et, pour les années d'après guerre, des statistiques commerciales des pays fournisseurs.

Stocks stratégiques

Pour les années 1948-1950, les chiffres retenus concernent les seuls Etats-Unis. Il est vrai que les Etats-Unis ne publient pas officiellement sur les stocks stratégiques qu'ils constituent de renseignements décomposés par marchandises, mais on a établi les évaluations en question à l'aide de renseignements épars parus dans la presse mondiale, d'après diverses déclarations officielles du Gouvernement des Etats-Unis et, indépendamment de ces sources, d'après des calculs de l'écart existant entre les quantités totales écoulées sur le marché et la consommation globale des industries de transformation. Les évaluations relatives à l'année 1951 concernent seulement les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Pour les Etats-Unis, ces évaluations reposent sur les renseignements dont on disposait au mois d'avril 1951 concernant les plans de stockage. Pour le Royaume-Uni, l'évaluation est calculée d'après le niveau atteint par les stocks au cours de la seconde guerre mondiale ainsi que sur les dépenses projetées pour 1951 par le Ministère des approvisionnements (Ministry of Supply). La marge d'erreur de ces évaluations est probablement importante.

Soldes résiduels

Ces soldes résiduels sont le résultat d'un certain nombre de circonstances diverses que voici : il n'a pas été tenu compte des importations nettes en Allemagne orientale du métal produit en dehors de l'Union soviétique et de l'Europe orientale ; il n'a pas été possible dans certains cas d'éliminer le métal de seconde fusion ; les évaluations des stocks stratégiques sont entachées d'erreurs, et, enfin, les variations des stocks du commerce sont également comprises dans les soldes résiduels.

Les besoins de la production d'armement en 1950 et 1951 (page 95 du Chapitre 3)

Les évaluations de la page 95 du Chapitre 3, relatives aux quantités probables des divers métaux non ferreux qu'exigeront les programmes d'armement, s'entendent des besoins des Etats-Unis et de l'Europe occidentale.

Les chiffres des besoins en principaux métaux n'ont été publiés que pour la France (*Le Monde*, 9 février 1951). Pour les Etats-Unis et le Royaume-Uni, les évaluations ont été établies d'après les quantités totales de chacun des métaux non ferreux disponibles en 1950, d'après l'approvisionnement escompté en 1951 et d'après la part de ces quantités qui sera probablement consacrée aux fabrications militaires. Dans le cas des Etats-Unis, les évaluations ont été vérifiées en tenant compte des renseignements relatifs aux besoins qui ont paru dans la presse, dans l'*Economic Report of the President* de janvier 1951, et dans l'ouvrage intitulé *Building America's Might*, publié par l'Office of Defense Mobilization, en avril 1951. Il n'a pas été possible d'effectuer des vérifications analogues pour les évaluations concernant le Royaume-Uni. Pour les autres pays d'Europe occidentale, l'accroissement des besoins évalués en 1951 par rapport à 1950 a été chiffré d'après l'augmentation des dépenses militaires inscrites au budget des divers Etats.

Il va de soi que les résultats de ces diverses évaluations sont sujets à des marges d'erreur très amples.

b) *Production et consommation de coton brut, de laine brute et de caoutchouc dans le monde (Tableaux 34-36)*

Les renseignements sont tirés des sources suivantes :

Coton : *Report on the Developing World Cotton Situation*, Comité consultatif international du coton (C.C.I.C.), mai 1950.
Cotton, Quarterly Statistical Bulletin, C.C.I.C., septembre 1950.
Cotton, Monthly Review of the World Situation, C.C.I.C.

Laine : *World Wool Digest*, Secrétariat international pour la laine, et en particulier numéro du 20 décembre 1950.
Wool Intelligence, Commonwealth Economic Committee (C.E.C.).
Rapports sur les produits : La laine, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (F.A.O.), mars 1950.
World Fibre Survey, F.A.O., 1947.
Textile Fibres, C.E.C., 1951.

Caoutchouc : Rubber Statistical Bulletin, Rubber Study Group.
Synthetic Rubber, Recommendations of the President transmitted to the Congress, Washington, janvier 1950.
Plantation Crops, C.E.C., 1950.

Les chiffres relatifs à la laine consommée sont indiqués par année civile, tandis que les chiffres relatifs à la laine produite s'entendent de saisons. Les chiffres relatifs à la consommation mondiale de la laine pendant les saisons indiquées au Tableau 35 ont été obtenus en prenant la moyenne de deux années civiles consécutives.

Afin de parvenir, dans les trois tableaux, à éliminer l'Union soviétique et l'Europe orientale, pour lesquelles les évaluations concernant la production et la consommation sont incomplètes dans les sources énumérées ci-dessus, il a fallu procéder à certaines évaluations supplémentaires. En particulier, la consommation de coton, de laine et de caoutchouc de la zone soviétique d'Allemagne a été évaluée d'après la répartition par régions de la production des industries consommatrices, telle qu'elle ressort du recensement industriel de 1936.

Les stocks stratégiques de caoutchouc, qui ne sont pas compris dans les chiffres relatifs aux stocks que donnent les publications énumérées ci-dessus et qui par conséquent ne figurent pas dans les chiffres des stocks inscrits au Tableau 37, ont été évalués par élimination en comparant les importations, la consommation et les modifications des stocks recensés. Le chiffre du solde ainsi obtenu doit être considéré comme une évaluation très prudente, car le stock des Etats-Unis, à ce que l'on croit, s'élevait à 450.000 tonnes dès la fin de l'année 1949 (voir *The Economist*, 10 février 1951).

c) *Stocks identifiables de certaines matières premières (Tableau 37)*

Les sources où l'on a puisé les renseignements figurant dans ce tableau sont les suivantes :

Métaux non ferreux : Pour le cuivre, le plomb et le zinc, toutes les séries statistiques relatives aux pays du Commonwealth sont tirées des *Bulletins of the British Bureau of Non-Ferrous Metal Statistics*. Tous les renseignements concernant les Etats-Unis et les renseignements relatifs au cuivre concernant les « autres producteurs » proviennent des *Yearbooks* et des *Reports* de l'American Bureau of Metal Statistics ; cet organisme a d'ailleurs fourni directement des renseignements supplémentaires. Les chiffres relatifs à l'aluminium, pour les Etats-Unis, viennent du *Minerals Yearbook*, United States Department of the Interior. Tous les renseignements relatifs à l'étain proviennent du *Bulletin statistique* du Groupe international d'études de l'étain.

Soufre naturel : Les chiffres concernant les Etats-Unis sont tirés du *Survey of Current Business*. Les chiffres relatifs au Royaume-Uni proviennent du *Monthly Digest of Statistics*.

Coton, laine et caoutchouc : Les chiffres sont tirés des publications énumérées dans la section précédente.

VII. EFFECTIF DU CHEPTEL, CAPACITÉ DE PRODUCTION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE ET STOCKS DE DIVERS BIENS D'ÉQUIPEMENT (TABLEAUX 13, 15, VII, XIX et XXI-XXIII)

Etat numérique du cheptel en U.R.S.S. (Tableau 13)

Effectif total du cheptel

1928 et 1945 : A. Baykov, « Agricultural Development in the U.S.S.R. » (*Bulletins on Soviet Economic Development*, N° 2, Birmingham, 1949).

1937—Territoire d'avant guerre : *Projet de troisième plan quinquennal de développement de l'économie nationale de l'U.R.S.S., 1938-1942*, Moscou, 1939 (en russe).

1937—Territoire d'après guerre : *Annuaire de statistique agricole 1938-1939*, Rome 1939 ;
Maly Rocznik Statystyczny, 1939, Varsovie, 1939 ;
Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich, 1939-1940 ;
Anuarul Statistic al Romaniei 1939 si 1940, Bucarest, 1940.

1950 : *Soviet News*, 29 janvier 1951.

Cheptel appartenant à des collectivités

1937 et 1940 : *Projet de troisième plan quinquennal*, cité ci-dessus ; N. Voznessenski, *Voennaya Ekonomika SSSR v period otechestvennoi voiny*, Moscou, 1947.

1950 : Déclaration de N. A. Boulganine (*Bolchevik*, N° 21, 1950).

Effectif du cheptel bovin et porcin (Tableau 15)

Les chiffres relatifs aux bovins comprennent les vaches laitières aussi bien que les autres bovins.

Les renseignements fournis pour les divers pays s'entendent, pour la période d'avant guerre, de la plus récente évaluation antérieure à décembre 1939, et, pour les années d'après guerre, au recensement ou à l'évaluation la plus voisine du 1er janvier de la période de douze mois qui s'étend du 1er octobre au 30 septembre des années civiles du millésime indiqué. C'est pourquoi les renseignements fournis ne concernent pas forcément le même moment pour les divers pays. Cependant, les renseignements fournis pour un seul et même pays concernent approximativement le même moment pour toutes les années.

Les chiffres ont été fournis par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. Ils proviennent des réponses faites par les gouvernements aux questionnaires, ainsi que des publications officielles de divers gouvernements ; ces renseignements ont été complétés par des évaluations auxquelles a procédé le Secrétariat de la F.A.O. Ces dernières évaluations elles-mêmes reposent, dans la plupart des cas, sur des renseignements tirés de diverses publications officielles ou semi-officielles des différents pays.

Dans un certain nombre de cas — lorsque les publications d'un pays donné fournissent des chiffres plus récents que ceux qui avaient été communiqués par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture — on a donné la préférence aux chiffres fournis par les pays. Parfois, pour des raisons de comparabilité — par exemple, lorsque les renseignements concernent des moments de l'année différents de ceux qui sont utilisés pour les années antérieures — il a fallu corriger aussi les chiffres relatifs aux années antérieures.

Capacité de production d'énergie électrique (Tableau VII)

Les chiffres s'entendent de la capacité de production d'énergie électrique, y compris la capacité de production des industries privées fabriquant elles-mêmes l'électricité qu'elles utilisent, sauf indication contraire donnée dans les notes du tableau.

Les chiffres qui ont été fournis par la Section de l'Energie de la Division de l'Energie et de l'Acier de la Commission économique pour l'Europe ont, dans la plupart des cas, été communiqués par les autorités compétentes du pays intéressé. Il peut arriver que ces renseignements diffèrent de ceux que fournissent les statistiques publiées dans les divers pays : cela est dû la plupart du temps au fait que le champ des statistiques données dans les publications des divers pays est moins étendu. Dans le cas des pays qui n'ont pas fait officiellement réponse aux questionnaires, on a puisé les renseignements dans la documentation publiée par ces pays.

Parc de véhicules utilitaires (Tableau XIX)

Les chiffres s'entendent des camions, autocars, tracteurs et trains de semi-remorques. Les taxis, voitures de louage, trolleybus, remorques, tracteurs agricoles et tracteurs routiers ne sont pas compris.

Les chiffres qui ont été fournis par la Division des Transports de la Commission économique pour l'Europe ont été, dans la plupart des cas, communiqués par les autorités compétentes du pays intéressé. Dans le cas des pays qui n'ont pas fait officiellement réponse aux questionnaires, on a puisé les renseignements dans la documentation publiée par ces pays.

Les chiffres relatifs à la France et à l'Italie pour 1950 ont été évalués d'après l'augmentation en chiffres nets du parc, c'est-à-dire d'après la production diminuée des exportations nettes, compte tenu des véhicules retirés du service. Le chiffre relatif au Royaume-Uni pour 1950, qui a été évalué d'après les renseignements publiés dans le *Monthly Digest of Statistics*, a un champ légèrement différent de celui des autres années.

Parc de locomotives de chemins de fer et effectif et capacité des wagons de chemins de fer (Tableaux XXI et XXII)

Les chiffres qui ont été fournis par la Division des Transports de la Commission économique pour l'Europe ont été, dans la plupart des cas, communiqués par les autorités compétentes du pays intéressé. Dans le cas des pays qui n'ont pas officiellement fait réponse aux questionnaires, on a puisé les renseignements dans la *Statistique internationale des Chemins de fer*, que publie l'Union internationale des Chemins de fer, ainsi que dans la documentation publiée par les divers pays.

Il arrive parfois que les chiffres diffèrent de ceux qu'enregistrent les autres publications, internationales ou nationales, et cela surtout en raison de différences de définition : les chiffres retenus peuvent, par exemple, concerner le matériel roulant de voie normale seulement, alors que les statistiques nationales englobent aussi le matériel de voie étroite. Les définitions adoptées ne sont pas les mêmes dans tous les pays, car, pour chaque pays, on a retenu celles d'entre les séries qui permettent la comparaison entre les années d'avant guerre et les années d'après guerre.

Les chiffres retenus s'entendent du seul matériel roulant de voie normale dans le cas de l'Autriche, des zones occidentales d'Allemagne, de l'Italie, du Luxembourg, du Portugal, de la Suisse et du Royaume-Uni. Pour la Norvège, les chiffres d'avant guerre comprennent le matériel roulant de voie étroite ; pour les années d'après guerre, le matériel de voie étroite a été éliminé. On est fondé à croire cependant, du fait que les wagons de voie étroite ont été en très grand nombre transformés en wagons de voie normale, que c'est là le moyen d'obtenir les chiffres les plus comparables. Pour tous les autres pays, les chiffres retenus portent à la fois sur les wagons de voie normale et sur les wagons de voie étroite.

Nombre de tracteurs en service dans les exploitations agricoles (Tableau XXIII)

Les chiffres s'entendent du parc des tracteurs agricoles, y compris les tracteurs à deux et à trois roues et les tracteurs à chenilles, à l'exclusion des motoculteurs. Ces chiffres, qui ont été communiqués directement par les autorités des pays intéressés, ou établis par évaluation d'après l'augmentation du parc et d'après le nombre des tracteurs mis à la ferraille, ont été fournis par la Division de l'Industrie et des Produits de base de la Commission économique pour l'Europe. De plus, on a puisé aux sources suivantes :

Allemagne :

Zones occidentales : Statistische Berichte, 26 juin 1950 ;

Zone soviétique : German Economic Press Review, 3 et 10 novembre 1949 ; *Soviet Monitor*, 24 juillet 1950.

Autriche : Statistische Nachrichten, 1947, N° 3, p. 54.

Belgique : Commodity Report, Chapter C, Agricultural Machinery, E.C.A., 1948, p. 3.

Bulgarie : Obzor bolgarskogo selskogo hozjaistva i danie o kooperativnom zemlepolzovanii i Bolgarii, Prague, 1947, p. 21 ; *Free Bulgaria*, 19 juin 1949. Le chiffre de 1950 a été établi d'après le rapport sur l'état d'exécution des plans.

France : Statistique agricole annuelle, 1939, p. 219 ; *Usine nouvelle*, 1er mars 1951.

Grèce : Survey of the Farm Machinery Situation in Europe, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

Hongrie : Beszélõ Számok, 1949, N° 1, Département de statistique du Conseil national des Syndicats ; *Szabad Nép*, 5 février 1950 et 23 janvier 1951.

Pays-Bas : Commodity Report, Chapter C, Agricultural Machinery, E.C.A., 1948, p. 3.

Pologne : Gospodarka Planowa : 1948, Nos 7 et 8 ; 1950 N° 1, et 1951 N° 1 ; *Trybuna Ludu*, 1949, N° 13.

Roumanie : Annuarul Statistic 1939-1940, p. 516 ; *Recensământul Agricol din Republica Populară Română*, 1948, p. 31 ; *Informations Roumaines*, 22 février 1950, Paris ; *La Roumanie Nouvelle*, 28 février 1951.

Royaume-Uni : Agricultural Machinery, Political and Economic Planning, Londres, 1949.

Suède : Les chiffres d'avant guerre enregistrés dans les diverses sources s'échelonnent entre 10.000 (*Survey of the Farm Machinery Situation in Europe*, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) et 22.500 (*Commodity Report*, Chapter C, Agricultural Machinery, E.C.A.). On s'est arrêté au chiffre de 20.000.

Suisse : Commodity Report, Chapter C, Agricultural Machinery, E.C.A., p. 3 ; *Bulletin*, C.I.G.R., Morges, août 1948.

Tchécoslovaquie : Annuaire statistique 1938, p. 118 ; *Czechoslovak Five-Year Plan ; Bulletin* de la Banque Nationale, 1949, Nos 11 et 12. Le chiffre de 1950 a été établi d'après le rapport sur l'état d'exécution des plans.

Yougoslavie : Borba, 28 avril 1950 ; *Rapport annuel 1950 du Gouvernement de la R.F.Y. à l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.*

VIII. LE REVENU NATIONAL ET LES INVESTISSEMENTS (TABLEAUX 23-25, 65 ET XXVI)

1. Revenu national brut et revenu national net, et impôts indirects déduction faite des sommes versées au titre des subventions (Tableau XXVI)

Toutes les données sont chiffrées dans la monnaie du pays aux prix courants. On a, dans toute la mesure du possible, corrigé les chiffres du revenu national brut, afin de les rendre plus comparables de pays à pays. On a notamment tenté d'ajuster les chiffres de la formation de capital brut d'après une définition uniforme, et cela surtout en tenant compte du seul amortissement proprement dit, à l'exclusion de l'entretien et des réparations. On trouvera ci-après, à la Section 3, l'exposé de ces ajustements.

Les données relatives au revenu national net sont également assez comparables, car on peut admettre que les différences qu'il peut y avoir dans la définition de la notion d'investissement brut entre les divers pays sont contrebalancées par des différences correspondantes de la définition de l'amortissement, etc. D'autres ajustements ont été faits dans le sens indiqué par les *Statistiques du Revenu national 1938-1948* du Bureau de statistique des Nations Unies, 1950, Chapitres II et IV.

Les données indiquées sur le coût des facteurs peuvent être converties en données exprimées aux prix du marché en ajoutant les chiffres des impôts indirects diminués du montant des subventions, que fournit le tableau.

2. Investissement brut en capital fixe (Tableaux 23-25)

Le capital fixe est défini comme comprenant les bâtiments et autres constructions, les machines et le matériel de transport mais non l'armement, ni les constructions à fins militaires, ni le capital destiné à la consommation autre que les logements. Les

voitures de tourisme sont comprises lorsquelles sont achetées pour compte commercial. L'investissement brut en capital fixe comprend toutes les dépenses qu'entraîne l'installation de capital fixe nouveau, qu'il s'agisse de remplacement ou de rénovation, d'une part, ou d'augmentation de capital, d'autre part, ainsi que les dépenses qu'entraîne la reconstitution du capital fixe. On a éliminé toutes les dépenses afférentes à l'entretien et aux réparations normaux. Comme la notion d'investissement brut qui est appliquée dans un certain nombre de pays n'est pas conforme à cette définition, les chiffres originaux ont fait l'objet d'ajustements dont le détail est exposé ci-après à propos de chaque pays.

Du fait que l'on a éliminé de l'investissement brut les dépenses d'entretien et de réparations normaux, le niveau plus ou moins élevé de l'investissement selon les pays et, dans un pays donné, selon les secteurs de l'économie, diffère quelque peu des chiffres que fournissait l'ETUDE de l'année dernière. De plus, pour un certain nombre de pays, les chiffres ont été corrigés pour tenir compte de renseignements révisés qui ont été communiqués par la suite.

On a renoncé à calculer l'investissement net. Il est vrai que cet investissement est, en principe, comparable d'un pays à l'autre, mais la comparaison est entachée d'un risque considérable d'erreur en raison de l'élément d'arbitraire que comporte le calcul de la consommation de capital. Au cours des années récentes, les évaluations fournies par les divers pays pour la consommation de capital étaient ajustées de manière à rendre l'investissement net dans un pays donné comparable d'une année à l'autre, mais, en raison des méthodes différentes que les divers pays appliquent pour évaluer la consommation de capital, il n'était pas possible d'effectuer entre les pays des comparaisons relatives à l'investissement net qui fussent tout à fait valables.

On n'a rien changé à la définition des secteurs économiques adoptée dans l'ETUDE de l'année dernière. La rubrique « Agriculture, pêche et forêts » comprend les dépenses consacrées à l'équipement, aux constructions, à l'amélioration des terres mais non la valeur des modifications de l'effectif du cheptel, ni celle des réserves de bois sur pied ou des récoltes sur pied. La valeur de ces derniers éléments est considérée comme un investissement en stocks. La rubrique « Transports et communications » comprend la valeur des améliorations apportées au réseau routier mais ne comprend pas les véhicules acquis par d'autres que par les entreprises de transport. La rubrique « Secteur public et autres secteurs » comprend les investissements effectués par le commerce de gros et de détail et par les pouvoirs publics en fait de travaux publics, écoles, hôpitaux, bâtiments administratifs, etc., mais ne comprend pas les dépenses militaires ou de défense nationale.

On a procédé en trois étapes au calcul qui a permis de convertir en dollars des Etats-Unis aux prix de 1950 les montants primitifs chiffrés dans la monnaie d'un pays donné, en prix courants. En premier lieu on a réduit les chiffres au niveau des prix

Tableau E

INDICES DU COUT DE L'INVESTISSEMENT

Pays	Niveau du coût de l'investissement				Taux de change de 1950 (en cents de dollar des Etats-Unis par unité monétaire du pays)	
	1938 = 100	1947 = 100				
	1950	1948	1949	1950	Taux de parité, évalué	Taux officiel
Allemagne : zones occid.	199 [a]	100 [b]	97 [b]	95 [b]	26,2	23,8
Autriche	615 [c]	100 [b]	115 [b]	126 [b]	4,19	4,65
Belgique	380 [d]	106	109	113	1,65	2,00
Danemark	223	107	111	116	15,2	14,5
Etats-Unis	195	121	119	123		
Finlande	1.440	127	128	154	0,249	0,435
France	1.770	172	194	208	0,316	0,286
Irlande	238	107	108	111	358,0	280,0
Italie	5.190	113	109	110	0,177	0,160
Norvège	252 [e]	116	121	126	15,1	14,0
Pays-Bas	320	104	105	114	32,2	26,3
Pologne	10.000 [f]	127	..	..	0,300 [f]	0,980 [f]
Royaume-Uni	238	107	109	111	358,0	280,0
Suède	195	106	108	111	22,4	19,3
Suisse	230	106	107	106	18,6	23,1

[a] 1936 = 100. [b] 1948 = 100. [c] 1937 = 100 [d] 1936-38 = 100. [e] 1939 = 100. 1948.

de 1938 à l'aide de l'indice du coût de l'investissement que fournit le tableau ci-dessus pour chaque pays ; le mode de calcul de ce coût est indiqué ci-après sous la rubrique de chaque pays particulier. En deuxième lieu, les montants chiffrés en monnaies nationales, ainsi réduits, ont été convertis en dollars aux prix de 1938 à l'aide des taux de parité de change établis par évaluation pour les articles fabriqués par l'industrie qui ont été publiés pour la première fois dans l'ETUDE de 1948 [Tableau B, p. 261, et (pour la Pologne) p. 292]. Enfin, les montants relatifs à chaque année particulière, ainsi chiffrés en dollars de 1938, ont été convertis à nouveau en dollars de 1950 à l'aide du pourcentage d'augmentation de l'indice des prix des biens d'investissement aux Etats-Unis entre l'année en question et l'année 1950. De la sorte, les données sont, en principe, tout à fait comparables de pays à pays, et les modifications survenues entre l'avant-guerre et l'après-guerre dans le coût relatif de l'investissement sont ainsi éliminées. Il convient cependant d'observer que, comme les taux de parité reposent sur les prix des produits de l'industrie manufacturière, il se peut qu'ils ne soient pas tout à fait représentatifs du niveau plus ou moins élevé du prix des biens d'investissement dans les divers pays en 1938, particulièrement lorsqu'il s'agit de bâtiments et d'autres constructions. Mais, bien qu'il ne soit pas encore possible d'améliorer ces taux, on a des raisons de penser qu'ils permettent bien mieux que les taux officiels de change de 1938 de donner une idée du niveau relatif des prix des biens d'investissement.

Le Tableau E indique également les taux de parité de change que l'on a adoptés pour convertir en prix libellés en dollars des Etats-Unis de 1950 les investissements, chiffrés en monnaies nationales en prix de 1950, ainsi que les taux officiels de change appliqués en 1950. Les taux de change pour les autres années peuvent, bien entendu, être déduits de l'évolution des indices du coût de l'investissement.

3. LE VOLUME RÉEL DES DÉPENSES ET DE LA PRODUCTION EN 1950 (TABLEAU 65)

Les données d'après lesquelles ont été établis les indices inscrits au Tableau 65 ont été initialement tirées des sources énumérées ci-après. Néanmoins, les chiffres publiés ont été soumis aux ajustements et à la conversion qui font l'objet de l'exposé ci-après.

On connaissait le volume de la consommation du secteur privé en prix constants pour l'Allemagne occidentale, l'Autriche, le Royaume-Uni et la Suède. Ces pays ont également fait connaître en prix constants la consommation du secteur pubilc, sauf dans le cas du Royaume-Uni, où la valeur courante de la consommation du secteur public a été réduite à l'aide de l'indice des prix obtenu en comparant la consommation du secteur privé en prix courants d'une part et en prix constants de l'autre. Dans le cas du Danemark, de la France, de l'Irlande et de la Norvège, le volume de la consommation a été réduit à l'aide des indices officiels du coût de la vie ; pour la Finlande, on s'est servi de l'indice général des prix de gros, car, dans ce pays, l'indice du coût de la vie ne traduit pas complètement la hausse des prix (voir *Monthly Bulletin*, Banque de Finlande, N°s 9-10, 1950, p. 2). Dans le cas des Pays-Bas, il a fallu ajuster à un niveau inférieur (de 2 à 3 % environ) l'indice du coût de la vie, car l'indice non ajusté du coût de la vie ne cadrait pas avec les renseignements relatifs à la production nationale en prix courants et en prix constants. Les chiffres concernant la formation de capital dans le pays (y compris les fluctuations des stocks de l'industrie et du commerce) ont été établis par évaluation en réduisant les chiffres fournis en prix courants à l'aide des indices du coût de l'investissement que fournit le Tableau E. Les indices des importations et des exportations sont ceux que donne le Tableau XXVII. La production réelle est indiquée d'après les sources nationales, sauf dans le cas de l'Irlande et du Royaume-Uni, où elle a été évaluée en établissant le montant global des dépenses nationales en prix constants. Dans le cas du Royaume-Uni, l'évaluation de la production réelle comprend les modifications du poste « recettes invisibles » de la balance des paiements (réduit à l'aide de l'indice officiel des prix à l'exportation). Les chiffres relatifs au taux d'échange sont tirés du Tableau 42 et du *Bulletin mensuel de statistique*. Ces chiffres ont été pondérés à l'aide des données trimestrielles relatives au volume, que donne le Tableau XXVII, de façon à fournir une moyenne annuelle. Les chiffres du revenu réel ont été établis par évaluation, en ajustant le chiffre de la production réelle pour tenir compte du manque à gagner qu'a provoqué l'aggravation du taux d'échange. Ce manque à gagner a été évalué en soustrayant de la valeur de la production réelle la différence existant entre le solde déficitaire réel des échanges commerciaux de 1950 et le solde déficitaire (excédentaire) des échanges qui se serait constitué si le commerce des marchandises en 1950 s'était effectué aux prix de 1949.

4. SOURCES ET NOTES

Abréviations employées :

I.B. = Investissements bruts
C.I. = Coût de l'investissement
I.I. = Impôts indirects diminués du montant des subventions versées

La note concernant chaque pays particulier concerne :

A. le revenu national brut et le revenu national net, et

B. les investissements bruts en capital fixe.

Allemagne :

Zones occidentales : (1) *Wirtschaft und Statistik*, décembre 1950 ;

(2) *Bericht der Bundesrepublik Deutschland über die wirtschaftliche Lage und die Entwicklungsmöglichkeiten bis zum Jahre 1952/53* (Contribution de l'Allemagne au troisième rapport de l'O.E.C.E.), Bonn, février 1951 ;

(3) *Mitteilungen des wirtschaftswissenschaftlichen Institutes der Gewerkschaften*, février 1951 ;

(4) Evaluations communiquées par le Ministère fédéral de l'Economie.

A. Les données sont tirées de (1) et de (2).

B. Les I.B. totaux en capital fixe pour les années 1948 à 1950 sont tirés de (3) ; les I.B. répartis par secteurs de l'économie pour 1949 reposent sur des renseignements tirés de (4) et, pour 1950, sur la répartition par pourcentages qu'indique (3), p. 5, note 8. Les chiffres des I.B. par branches de l'industrie sont des évaluations très approximatives reposant sur les prévisions pour 1950-1951. Les chiffres s'entendent à l'exclusion des dépenses consacrées à l'entretien et aux réparations normaux. L'indice du C.I. est fourni par (3).

Autriche : (1) Evaluations communiquées par l'*Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung ;*

(2) *Gesamtschau der österreichischen Wirtschaft in den Jahren 1948 und 1949*. Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung, Sonderheft 7, Vienne, 1950.

A. Les données sont tirées de (1) ; elles sont également publiées dans (2). Pour 1948 et 1950, les I.I. ont été évalués d'après le budget de l'Etat et des collectivités. On a admis qu'en 1950 l'amortissement équivalait à la même part du revenu national brut qu'en 1949.

B. Les I.B. et le C.I. sont tirés de (1).

Belgique : (1) P. van der Meiren, « National Income, Gross National Expenditure and Related Totals in Belgium, 1938 and 1946-1949 », *Economica-Documentatie*, Vol. 1, N° 1, août 1950 (Louvain, Belgique) ;

(2) *Quatrième rapport relatif au problème des investissements*, Ministère de la Coordination économique et du Rééquipement national ;

(3) *Cinquième rapport relatif au problème des investissements*, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes ;

(4) Renseignements supplémentaires communiqués par le Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes.

A. Les données, jusqu'en 1949, sont tirées de (1). Le chiffre de 1950 a été évalué d'après la production de l'agriculture et de l'industrie ainsi que d'après les prix de gros. Les I.I. sont indiqués d'après les budgets des pouvoirs publics.

B. Les I.B. en capital fixe, globaux, décomposés pas secteurs économiques et par branches de l'industrie, pour 1947, proviennent de (2) ; pour 1948 et 1949, de (3). On a disjoint du secteur des transports et du secteur public le montant évalué des dépenses d'entretien et de réparations normaux qui étaient incorporés au chiffre des travaux publics. Les investissements effectués dans les logements de mineurs ont été transférés de la rubrique de l'industrie à la rubrique des logements. Les chiffres publiés pour 1949 ont été ajustés à un niveau inférieur d'après (4). Les évaluations des I.B. pour 1950 sont des chiffres provisoires reposant sur les renseignements que fournit (4). Pour toutes les années, les investissements d'ordre militaire ont été éliminés.

L'indice du C.I. est la moyenne simple de : *a)* la moyenne de l'indice officiel des prix de gros des matériaux de construction et de l'indice des salaires payés dans l'industrie du bâtiment, et *b)* des indices officiels des prix de gros des métaux et articles métalliques.

Danemark : (1) *Statistiske Efterretninger ;*

(2) *Statistisk Årsbog 1950 ;*

(3) *Economic Survey of Denmark, National Budget for 1949 ;*

(4) *Economic Survey of Denmark, National Budget for 1950 ;*

(5) Renseignements fournis par le Département des Statistiques, Copenhague.

A. Les renseignements sont tirés de (1), (2) et (5). On a admis qu'en 1950 l'amortissement équivalait à la même part du revenu national net qu'en 1949.

B. Les I.B. totaux en capital fixe pour les années 1947 à 1950 sont tirés de (5). Les dépenses effectuées pour des réparations (dont la part dans le total est de 29-36 %) ont été évaluées d'après les renseignements que fournissent (3), (4) et (5). Les investissements dans le secteur agricole, de 1947 à 1949, sont tirés de (1), N° 11, 1950 ; les investissements dans les logements, de 1947 à 1950, sont tirés de (5). Les investissements répartis par branches de l'industrie manufacturière, pour les années 1947 à 1950, ont été évalués d'après les renseignements que fournit (1), N° 18 de 1949, N° 28 de 1950, et N° 13 de 1951, pour un échantillon d'entreprises ; le chiffre des I.B. dans chaque branche a été obtenu en relevant

les chiffres fournis par l'inverse de la fraction sondée (emploi) retenue pour chaque branche et en ajustant les résultats de telle façon que les totaux cadrent avec les évaluations officielles définitives. Pour 1947, les dépenses affectées aux logements ont été déduites ; pour 1950, on s'est servi de l'évaluation officielle des investissements définitifs. L'indice du C.I. pour les années 1938 à 1947 que fournit (2), p. 265, a été relié à l'indice que fournit, pour les années 1947 à 1950, la source (5).

Espagne : *La renta nacional de España en 1949*, Consejo de economia nacional, Madrid, 1950.

A. Le chiffre de 1950 a été évalué d'après les renseignements relatifs aux prix et à la production du secteur agricole et du secteur industriel. On a admis que l'amortissement était égal à 5 % environ du revenu national net. Les I.I. sont indiqués d'après le budget des pouvoirs publics.

Etats-Unis :

A. Les renseignements sont tirés de *The Economic Report of the President* transmis au Congrès en janvier 1951 et du *Survey of Current Business* de juillet 1950 et de février 1951.

Finlande : (1) Evaluations communiquées par l'Office central statistique de Finlande ;
(2) *Economic Survey of Finland*, Département de l'Economie du Ministère des Finances, Helsinki, 1950.

A. Les données sont tirées de (1) et de (2).

B. Les I.B. totaux pour les années 1947 à 1950 sont tirés de (1) et de (2), les I.B. par secteurs de l'économie pour les années 1947 à 1950 sont tirés de (1). Pour chacune de ces années, on a réduit le chiffre de 30 % environ afin d'éliminer du total des investissements le montant de l'entretien et des réparations normaux. On n'a pas réussi à opérer des ajustements analogues pour les chiffres de l'investissement réparti par secteurs de l'économie.

L'indice du C.I. pour les années 1938 à 1949 est fourni dans (2), p. 6. Le chiffre en a été extrapolé pour toutes les années jusqu'à 1950 à l'aide des indices des prix des importations de biens d'équipement et de machines ainsi que de l'indice officiel du coût de la construction.

France : (1) Evaluations communiquées par le Commissariat général du Plan et le Ministère des Finances et des Affaires économiques ;
(2) *Rapport sur les comptes économiques de la Nation*, Ministère des Finances et des Affaires économiques, Paris, 1951 ;
(3) *Deuxième rapport de la Commission des investissements*, Ministère des Finances et des Affaires économiques, 1949 ;
(4) *Troisième rapport de la Commission des investissements ;*
(5) *Etats des opérations du Plan de modernisation, 1950, et d'équipement*, Commissariat général du Plan, 1949.

A. Les données relatives à l'année 1948 proviennent de (1) ; celles qui sont relatives à 1949 et 1950 proviennent de (2).

B. Les I.B. totaux en capital fixe pour 1947 et 1948 sont tirés de (1), pour 1949 et 1950 de (2). Les dépenses effectuées pour l'entretien et les réparations normaux, qui ont été déduites pour chaque année, ont été évaluées à 55 % environ de la valeur des travaux de construction compris dans les chiffres des I.B., c'est-à-dire à 25 % environ des I.B. globaux. Les I.B. répartis par secteurs de l'économie pour les années 1949 et 1950 ont été établis par évaluation d'après les renseignements que fournissent (4) et (1). Les chiffres figurant dans ces documents ne sont toutefois pas comparables avec ceux qui ont été indiqués ci-dessus, du fait qu'ils ne comprennent pas le renouvellement des biens d'équipement financé par le secteur privé et que, d'autre part, ils comprennent les dépenses affectées à l'entretien et aux réparations normaux lorsque les frais en sont supportés par les fonds publics. Les chiffres ont été ajustés en déduisant un montant établi par évaluation du volume considérable des réparations compris sous la rubrique « Logements » et en ajoutant, à la rubrique de l'« Industrie » et à la rubrique « Secteur public et autres secteurs », le chiffre évalué du renouvellement, diminué des réparations. On a admis que les rubriques d'entretien relatives aux deux autres secteurs se trouvent contrebalancées par l'élimination du renouvellement. Les investissements dans les logements destinés aux mineurs que fournissent (4) et (5) ont été transférés de la rubrique des industries extractives à celle des « Logements », tandis que l'évaluation des investissements effectués dans les ponts et chaussées et dans les P.T.T., lesquels avaient été rangés en 1949 sous la rubrique « Secteur public », a été transférée à la rubrique « Transports et communications ». Pour toutes les années, les investissements à fins militaires ont été éliminés.

Grèce : (1) *Bulletin mensuel de statistique*, Organisation des Nations Unies ;
(2) *To Vima*, 3 janvier 1951.

A. Les chiffres concernant 1948 et 1949 proviennent de (1). Les chiffres relatifs à 1950 sont des évaluations qui reposent sur les renseignements que fournit (2). On a admis que l'amortissement s'élevait à 5 % environ du revenu national. Les I.I. sont tirés des renseignements relatifs au budget.

Hongrie :

B. Bien que l'on possède les chiffres des investissements totaux en prix courants, on ne les a pas utilisés, faute de connaître les modifications qui se sont produites depuis 1948 dans le niveau des prix. Les I.B. totaux pour 1950 sont tirés d'un

discours du Ministre de la Planification dont a rendu compte le *Szabad Nép* du 7 janvier 1951. La répartition par pourcentages des investissements directement productifs en 1950 est fournie dans le rapport officiel sur l'état d'exécution du Plan économique de 1950. On a admis que les capitaux investis dans les logements et autres constructions à fins sociales étaient égaux aux chiffres figurant au Plan qui sont indiqués dans le *Képes Figyelö*, Budapest, 7 janvier 1950, et dans le *Szabad Nép*, 18-22 juin 1950.

Irlande : *Tables of National Income and Expenditure, 1938 et 1944-1950* tenus par le Bureau central de statistique de Dublin, 1951.

A. Les renseignements sont tirés de la source indiquée.

B. Les I.B. pour les années 1947 à 1949 et l'indice du C.I. pour les années 1938 à 1949 proviennent de la source citée. Les chiffres ne comprennent pas les dépenses affectées à l'entretien et aux réparations normaux.

Italie : (1) *Annuario Statistico Italiano*, 1949-1950 ;
(2) *Compendio Statistico Italiano*, 1949-1950 ;
(3) *Relazione Generale sulla Situazione Economica del Paese*, Chambre des Députés, Doc. IX, N° 2, 1951 ;
(4) *Adunanza Generale Ordinaria dei Participanti*, Banque d'Italie, mai 1949 ;
(5) *Adunanza Generale Ordinaria dei Participanti*, Banque d'Italie, mai 1950 ;
(6) Renseignements supplémentaires communiqués par la Banque d'Italie.

A. Les renseignements sont tirés de (1), de (2) et de (3). On a admis qu'en 1950 le montant payé à l'étranger des intérêts et dividendes nets a été égal à ce qu'il avait été en 1949. On a englobé la valeur des services publics rendus au secteur privé mais on a éliminé les dons en provenance de l'étranger.

B. Les I.B. en capital fixe, totaux et répartis par secteurs, proviennent pour 1947 de (4), pour 1948 et 1949 de (5), et pour 1950 de (6). Sur la base de (5), les investissements en cheptel ont été déduits du secteur agricole et les investissements en logements disjoints du secteur des travaux publics. Les investissements par branches d'industrie en 1949 et en 1950 proviennent de (6). Les chiffres s'entendent à l'exclusion des dépenses consacrées à l'entretien et aux réparations.

L'indice du C.I. est la moyenne : *a)* de l'indice officiel des prix de gros des produits de l'industrie mécanique, et *b)* de l'indice du prix de revient de la construction de logements et de bâtiments industriels, donné dans *Index*, du Centro per la Statistica aziendale.

Norvège : (1) *Nasjonalbudsjettet 1950*, St. meld. N° 1, 1950 ;
(2) *Nasjonalbudsjettet 1951*, St. meld. N° 1, 1951 ;
(3) *Økonomisk Utsyn Over Året 1950.*

A. Les renseignements sont tirés de (1) et de (2). On a admis qu'en 1950 l'amortissement équivalait à la même part du revenu national qu'en 1949.

B. Les I.B. en capital fixe pour 1947 et 1948, totaux et répartis par secteurs de l'économie, proviennent de (1) ; pour 1949 et 1950 de (2). Les investissements par branches de l'industrie pour les années 1947-1949 proviennent de (3), p. 102. Les chiffres originaux ont été ajustés d'après les renseignements que fournissent (1) et (2), de manière à éliminer l'entretien et les réparations normaux. Pour le secteur de l'industrie et des transports, des chiffres distincts sont publiés concernant l'entretien ; pour les autres secteurs, les évaluations reposent sur des renseignements partiels. On estime que les dépenses d'entretien, etc., atteignent 32 à 36 % des I.B. totaux en capital fixe pour les années 1947 à 1950. On n'a pas été en mesure d'ajuster de façon analogue les chiffres exprimant les investissements par branches de l'industrie.

L'indice du C.I. est tiré de (3), p. 99, et on a admis que la productivité du bâtiment était égale à 80 % du chiffre d'avant guerre.

Pays-Bas : (1) *Statistisch Bulletin van het Centraal Bureau voor de Statistiek*, N° 28, 1951 ;
(2) Evaluations communiquées par le Centraal Planbureau ;
(3) *Statistische en Econometrische Onderzoekingen*, Centraal Bureau voor de Statistiek, mars 1949.

A. Les renseignements sont tirés de (1).

B. Les I.B. en capital fixe, totaux et par secteurs de l'économie, pour les années 1947 à 1950, et les investissements répartis par branches de l'industrie pour 1948 et 1949, sont tirés de (2). Les chiffres s'entendent à l'exclusion des dépenses consacrées à l'entretien et aux réparations normaux ainsi qu'à l'exclusion des investissements d'ordre militaire.

L'indice du C.I. fourni dans (3) a été mis à jour à l'aide des informations que donne (2).

Pologne : (1) *Gospodarka Planowa*, N° 1, 1949 ;
(2) *Gospodarka Planowa*, N° 2, 1951 ;
(3) *Statistical News of the Central Statistical Office* ;
(4) *Wiadomości Narodowego Banku Polskiego*, 1948, N° 4 ;
(5) *Życie Gospodarcze*, N° 5, 1950.

A. Le revenu national net (à l'exclusion de certains services) est donné en prix d'avant guerre pour 1949 et 1950 dans (2), tandis que, pour 1948, il a été indiqué directement par le Gouvernement polonais. Ces chiffres ont été relevés à l'aide de l'indice officiel du coût de la vie que publie (3). A ces évaluations on a ajouté 12 % afin de les rendre conformes à la définition uniforme qui est appliquée dans les autres pays. On a admis que l'amortissement était égal à 6 % du revenu national net. Les I.I. sont indiqués d'après le budget des pouvoirs publics.

B. Les I.B. totaux en capital fixe prévus au Plan pour 1947 et 1948 sont les mêmes que dans les ETUDES précédentes. Les I.B., répartis par secteurs de l'économie dans le cadre du Plan pour 1947 et 1948 et concernant l'ensemble de l'économie pour 1949 et 1950 sont indiqués sous forme de répartition par pourcentages dans (2) et (5). Bien qu'il soit possible d'établir en prix courants la valeur totale atteinte par les I.B. en 1949, on n'a pas fait usage de ces données car l'on ne sait pas comment s'est établi le niveau des prix en 1949 par rapport à 1948.

L'indice du C.I. pour 1947 et 1948 est tiré de (1) et de (2).

Roumanie : Bien que l'on connaisse les chiffres des investissements totaux en prix courants, on n'en a pas fait usage, car on ne connaît pas les modifications survenues dans le niveau des prix. Les investissements prévus au plan pour 1949 s'élevaient à 111 milliards de lei et ceux de 1950 à 153 milliards de lei (Source : Rapports annuels de l'Office central de Planification).

Royaume-Uni : (1) *Economic Survey for 1949* (Cmd. 7647) ;
(2) *Economic Survey for 1951* (Cmd. 8195) ;
(3) *National Income and Expenditure of the United Kingdom, 1946 à 1949* (Cmd. 7933) ;
(4) *National Income and Expenditure of the United Kingdom, 1946 à 1950* (Cmd. 8203) ;
(5) *Working Party Report, Building*, H.M.S.O., Londres 1950 ;
(6) *Board of Trade Journal.*

A. Les renseignements sont tirés de (2), (3) et (4). Comme l'évaluation officielle de l'amortissement proprement dit (c'est-à-dire à l'exclusion de l'entretien) a paru trop faible au regard de ce qu'est l'amortissement dans les autres pays — et cela principalement parce que cette évaluation est établie d'après le coût original des investissements — on l'a fortement augmentée. La nouvelle évaluation est calculée d'après l'amortissement en 1938, qui a été diminué d'environ 40 millions de livres pour tenir compte de l'entretien du réseau routier. On a ensuite admis que le stock de capital de 1949 était à peu près égal à celui de 1938. L'évaluation de l'amortissement de 1938, après avoir été affectée du coefficient d'augmentation fourni par l'indice du C.I. dont il sera question ci-dessous, a donc été utilisée pour 1949. On a admis que le volume de l'amortissement, en 1948 et en 1950, a respectivement été inférieur et supérieur de 5 % environ au chiffre de 1949. L'évolution du C.I. dans les années 1948 à 1950 a été enfin appliquée de manière à faire reposer ces évaluations relatives à 1948 et à 1950 sur le renouvellement du capital fixe.

B. Les I.B. totaux pour les années 1947 à 1950 et les I.B. répartis par secteurs de l'économie pour les années 1948 à 1950 proviennent de (4). Pour 1947, les chiffres des I.B. répartis par secteurs de l'économie ont été évalués d'après les renseignements que donne (1). La valeur des véhicules acquis par « Agriculture » et « Industrie » a été transférée de la rubrique « Transports et communications » (lorsqu'il s'agit de véhicules utilitaires) et de la rubrique « Autres secteurs » (lorsqu'il s'agit de voitures de tourisme). Les I.B. dans le bâtiment et dans l'outillage employé par l'industrie du bâtiment, ainsi que dans les industries extractives autres que les mines de charbon ont été transférés de la rubrique « Autres secteurs » à la rubrique « Industrie ». Les I.B. par branches de l'industrie pour les années 1948 à 1950 viennent de (4). Les dépenses affectées à l'entretien et à la réparation normaux des bâtiments, qui entrent pour 27 à 29 % dans le total des I.B., sont fournies de façon indépendante pour les années 1948 à 1950. Pour 1947, on a procédé à des évaluations distinctes.

L'indice du C.I. est la moyenne de : *a)* l'indice de la valeur moyenne à l'exportation des « machines » et « véhicules (y compris les locomotives, navires et aéronefs) » provenant de (6), et *b)* l'indice du coût de la construction pour les années 1938 à 1949 que donne (5), p. 79, relié à 1950 en comparant l'évolution de la valeur totale des constructions et des travaux publics civils à l'évolution de l'indice officiel de l'activité du bâtiment.

Suède : (1) Evaluations communiquées par le Konjunkturinstitutet ;
(2) *Översikt över det Ekonomiska Läget 1951* (National budget för År 1951), Meddelanden från Konjunkturinstitutet, Serie B : 12.

A. Les renseignements sont tirés de (2). On a établi la valeur de l'amortissement par évaluation à l'aide d'une comparaison avec le Danemark et la Norvège.

B. Les I.B. en capital fixe, totaux par secteurs économiques et par branches de l'industrie, pour les années 1947 à 1950, sont tirés de (1). Les dépenses affectées à l'entretien et aux réparations normaux (qui atteignent 30 à 36 % du total) apparaissent de manière distincte dans la même source.

L'indice du C.I. a été obtenu en reliant l'indice fourni par (2) pour les années 1946 à 1950 à l'indice officiel des prix de gros des produits de l'industrie manufacturière.

Suisse : (1) Articles publiés dans la presse suisse le 31 mars 1951 ;
(2) *La vie économique*, décembre 1950 ;
(3) *Annuaire statistique, 1950 ;*
(4) Evaluations non publiées, préparées par M. F. Kneuchaurek sous la direction de M. W. A. Jöhr, professeur à l'Université de Saint-Gall.

A. Les renseignements sont tirés de (1) et (2). On a admis que l'amortissement était égal à 8 % du revenu national.

B. Les I.B. en capital fixe, pour les années de 1947 à 1950, sont tirés de (4). Les chiffres originaux ont été ajustés de manière à éliminer les montants dépensés par les pouvoirs publics pour l'entretien et les réparations normaux.

L'indice du C.I. est la moyenne : *a)* des indices du coût de la construction à Zurich et à Bâle que fournit (3), et *b)* de l'indice du prix dérivé des exportations de machines obtenu en comparant l'indice officiel du volume et la valeur des machines exportées.

Tchécoslovaquie : (1) Evaluations (préparées par M. Stádník) communiquées par le Gouvernement tchécoslovaque ;
(2) *Hospodář*, 6 avril 1950 ;
(3) *Průběh plnění hospodářského plánu*, Rok 1947. (L'exécution du plan économique de 1947) ;
(4) *Všemi hlasy pro pětiletku*, Ministère de l'Information, 1949, p. 199 ;
(5) Discours de M. J. Dolanský, Ministre de la Planification, 23 janvier 1951 ;
(6) *Statistický Zpravodaj*, N° 3, 1949.

A. Les chiffres de 1948 sont tirés de (1), ceux de 1949 de (2). On a admis que l'amortissement équivalait à 8 % du revenu national net.

B. Bien que la Tchécoslovaquie ne figure pas dans les Tableaux 23-25, il est bon, semble-t-il, d'indiquer ici les évaluations officielles des I.B. en prix courants (en milliards de Kčs.) ; 1947 : 25 ; 1948 : 30-35 ; 1949 : 65 ; 1950 : 92. Ces chiffres ont été obtenus comme suit : ceux de 1947 d'après (3), ceux de 1948 d'après (4), ceux de 1949 et de 1950 d'après (5). De plus, on sait par (6) qu'en 1947 la valeur de la production de l'industrie du bâtiment s'est élevée à 15,1 milliards de Kčs., et en 1948 à 24,2 milliards de Kčs.

On n'a pas trouvé le moyen d'exprimer ces données en prix constants, car les modifications du C.I. depuis 1947 ne sont pas connues. L'indice officiel des prix de gros, qui ne se publie plus depuis septembre 1949, s'entend de prix soumis à contrôle. On sait que le C.I., notamment le coût de la construction, a augmenté dans des proportions beaucoup plus considérables.

Turquie : Sefik Bilkur, *Revenu national et dépenses nationales de la Turquie en 1947 et 1948*, Office Central de Statistique, 1949.

A. Les chiffres relatifs à 1948 sont tirés de la source citée. Les données pour 1949 et 1950 ont été évaluées à l'aide de l'indice des prix de gros et des indices de la production de l'industrie et de l'agriculture. On a admis que l'amortissement était égal à 4 % du revenu national. Les I.I. sont indiqués d'après le budget des pouvoirs publics.

IX. TRAITEMENTS ET SALAIRES (TABLEAUX, 64, 68, XXXV, ET DIAGRAMME 10)

1. Salaires horaires dans l'industrie (Tableaux 64 et XXXV, et Diagramme 10)

a) *Observations générales*

Les indices figurant au Tableau XXXV s'entendent en général des salaires horaires exprimés en monnaie du pays, payés dans l'industrie manufacturière et dans les services de fourniture de gaz, d'eau et d'électricité. L'industrie du bâtiment est exclue, sauf dans le cas de l'Allemagne occidentale, de la Belgique et du Danemark. Les industries extractives sont comprises dans le cas de la Finlande, de l'Italie, de la Norvège et de la Suède. Ces différences de champ, toutefois, ne sont pas de nature à exercer un effet appréciable sur les conclusions à tirer des chiffres.

Toutes les fois où l'on a pu, on s'est servi des chiffres relatifs au dernier mois de chaque trimestre. Cependant, dans le cas de la Suède, les données s'entendent du deuxième mois de chaque trimestre, et, dans le cas du Royaume-Uni, du mois d'avril et du mois d'octobre de chaque année. Dans le cas du Danemark, de la Norvège et de la Finlande, les chiffres sont des moyennes trimestrielles.

Dans le calcul de la moyenne annuelle de l'année 1948, qui concerne des pays pour lesquels l'on ne dispose de données que pour certains mois seulement, on a procédé à des ajustements destinés à faire porter le chiffre sur la totalité de la période de douze mois. Cet ajustement, joint au fait que l'on a arrondi les chiffres, explique pourquoi, en prenant la moyenne des données trimestrielles de 1948, qui figurent au Tableau XXXV, on n'obtient pas toujours le chiffre 100.

Les indices des salaires horaires réels ont été calculés en appliquant les indices du coût de la vie.

b) *Sources et Notes*

Allemagne :

Zone anglo-américaine : Wirtschaft und Statistik. Indice-chaîne des salaires payés dans l'industrie, bâtiment compris.

Autriche : Renseignements communiqués par l'Institut autrichien de Recherches économiques.

Belgique : Bulletin d'Information et Documentation, Banque nationale de Belgique.

Danemark : Statistiske Efterretninger. Les métiers et activités autres que ceux qui appartiennent au secteur industriel ont été éliminés des moyennes publiées. Les chiffres relatifs au quatrième trimestre de 1950 sont des évaluations provisoires qui reposent sur les hausses de taux de salaire accordées.

Finlande : Sosiaalinen Aikakauskirja. Les indices des salaires payés dans l'industrie aux ouvriers et aux ouvrières ont été combinés (coefficients de pondération 62/38). On a procédé à une évaluation pour le quatrième trimestre de 1950 en utilisant les données que fournit le *Konjunkturserier* du Ministère des Finances.

France : Revue française du travail. Taux normaux de salaire ajustés pour tenir compte des heures supplémentaires. Le bâtiment a été exclu.

Irlande : Irish Trade Journal and Statistical Bulletin. Base : octobre 1948.

Italie : Rilevazioni statistiche sulla occupazione operaia e la disoccupazione in Italia. On a procédé pour décembre 1950 à une évaluation reposant sur les renseignements que publie sur les taux de salaire le *Bollettino mensile di statistica.*

Norvège : Statistiske Meldinger. Les salaires horaires des ouvriers et des ouvrières ont été combinés (coefficients de pondération 78/22). Les évaluations préliminaires relatives au quatrième trimestre de 1950 ont été faites d'après les augmentations des taux de salaire officiellement accordées.

Pays-Bas : Maandschrift van het Centraal Bureau voor de Statistiek. Les renseignements s'entendent des taux de salaires horaires, mais les renseignements que l'on a sur l'évolution des salaires horaires payés dans l'industrie ne font pas apparaître de divergence importante par rapport à la série statistique des taux de salaire.

Royaume-Uni : The Ministry of Labour Gazette. On s'est servi uniquement des séries relatives aux industries manufacturières qu'a publiées, pour la première fois, la source citée dans sa livraison de mars 1951. On a procédé à une évaluation pour décembre 1950 d'après l'évolution des taux de salaire indiquée par la même source.

Suède : Sociala Meddelanden. Indices des salaires horaires dans l'industrie (février 1947 = 100). L'indice des salaires réels a été obtenu en utilisant l'indice officiel des prix à la consommation que publie la même source.

Suisse : La vie économique. Les chiffres, tirés de l'enquête annuelle sur les salaires qui s'effectue au mois d'octobre, ont été extrapolés et interpolés d'après le mouvement des taux de salaire qui est publié avec les résultats de l'enquête trimestrielle sur l'industrie.

2. L'EMPLOI, LES SALAIRES MOYENS ET LE BORDEREAU GLOBAL DES SALAIRES DANS LES SECTEURS NON AGRICOLES DES PAYS D'EUROPE ORIENTALE EN 1950 (TABLEAU 68)

Les indices (1949 = 100) ont été tirés des sources ci-après ou calculés d'après les renseignements fournis par lesdites sources :

Bulgarie : Salaires nominaux moyens : *Free Bulgaria,* 1er mars 1951 ;
Bordereau global des salaires : *Otechestven Front,* 30 janvier 1951.

Hongrie : Emploi : *Szabad Nép,* 26 février 1951 ;
Bordereau global des salaires : *Szabad Nép,* 23 janvier 1951.

Pologne : Salaires nominaux moyens : *Trybuna Ludu,* 22 février 1951. Emploi (secteur socialisé) : *Polish Facts and Figures* (Ambassade de Pologne à Londres), 27 janvier 1951.

On a éliminé l'effet des virements de main-d'œuvre entre le secteur privé et le secteur socialisé de l'économie, dans l'idée que ces virements de main-d'œuvre ont été proportionnels aux modifications du rapport de la production dans les deux secteurs. Pour ce qui est de la part qui revient au secteur socialisé dans le revenu national en 1949 et en 1950, voir *Gospodarka Planowa,* 1951, N° 2, p. 14.

Roumanie : Emploi : } *La Roumanie Nouvelle,*
Salaires nominaux moyens (industrie) : } 28 février 1951.

L'augmentation de l'emploi, indiquée en chiffres absolus, a été reliée à l'emploi en 1950 tel qu'il est indiqué (par rapport aux chiffres prévus au plan pour 1955) dans le Plan quinquennal : *La Roumanie Nouvelle,* 15 janvier 1951.

Tchécoslovaquie : Salaires nominaux moyens : *Rudé Právo,* 27 février 1951 ;
Bordereau global des salaires : *Rudé Právo,* 7 mars 1951.

X. LE COMMERCE INTERNATIONAL (TABLEAUX 4, 7, 43-46, 48-53, XXVII, XXX)

1. Le commerce des pays européens, en prix courants (Tableaux 43, XXX)

a) *Observations générales*

Les données ont été, en général, empruntées aux statistiques officielles du commerce extérieur des pays d'Europe. On n'a pas cherché à corriger les chiffres officiels, sauf dans la mesure indiquée ci-après. Chaque fois que la chose est possible, les chiffres portent sur le commerce spécial par pays d'origine et de consommation. Toutefois, les renseignements concernant les importations du Royaume-Uni se rapportent au commerce général, car on ne connaît pas la décomposition par pays d'origine des importations retenues. Les calculs concernant le commerce intereuropéen ainsi que les exportations à destination de pays extra-européens ont été, sauf indication différente, établis d'après les statistiques des exportations des pays européens, tandis que les importations en provenance de pays extra-européens ont été déterminées d'après les statistiques des importations de l'Europe, à la réserve des cas où, faute de statistiques détaillées concernant le commerce extérieur, on a eu recours aux statistiques des exportations des pays extra-européens.

b) *Principaux ajustements*

(i) Le commerce entre les zones occidentales et la zone orientale d'Allemagne [1] n'est pas incorporé aux statistiques du commerce extérieur des zones occidentales. D'autre part, dans les cas indiqués ci-après, le commerce entre les territoires mentionnés, que les statistiques commerciales officielles considèrent comme commerce extérieur, a été regardé comme un commerce intérieur, et il n'en a pas été tenu compte : échanges entre le Royaume-Uni et les îles Anglo-Normandes, échanges entre le Danemark et les îles Féroé, échanges entre la Norvège et le Spitzberg.

(ii) On ne dispose pas de statistiques relatives aux échanges de certains territoires de la région méditerranéenne (Chypre, Malte, Gibraltar, l'Albanie, etc.). On n'a considéré ces territoires comme faisant partie de l'Europe que dans le calcul des exportations des autres pays européens.

(iii) Certains éléments d'importance relativement secondaire, qui ne peuvent être logiquement attribués à aucune région particulière (comme par exemple les installations de pêche à la baleine du Royaume-Uni et les provisions de bord des navires), n'ont pas été retenus.

(iv) Dans la décomposition par pays et par marchandises du commerce du Danemark, il est tenu compte du fait que certaines importations qui sont réputées provenir du Royaume-Uni et de l'Union soviétique et certaines exportations signalées comme destinées aux Etats-Unis sont en réalité des importations provenant de la zone britannique et de la zone soviétique d'occupation en Allemagne, ou des exportations destinées à la zone d'occupation des Etats-Unis.

(v) Dans les données concernant le commerce mensuel du Portugal et de la Finlande, une part importante du commerce n'est pas décomposée par pays. La répartition géographique pour l'année 1949, que l'on connaît de façon plus détaillée grâce aux statistiques annuelles, a été présumée s'appliquer à la partie non spécifiée en 1950.

(vi) Les importations européennes en provenance des Etats-Unis sont, d'après les statistiques européennes, différentes de ce que les Etats-Unis enregistrent comme ayant été exporté à destination de l'Europe. Ces différences sont particulièrement considérables dans le cas de l'Autriche pour les années 1949 et 1950 et dans le cas de la Turquie et de la Grèce pour l'année 1949, car ces pays ne font figurer dans leurs statistiques que les transactions commerciales. Les chiffres « européens » ont été corrigés au Tableau XXX en faisant entrer en ligne de compte le chiffre des Etats-Unis, provision étant faite pour un délai de transport d'une durée d'un mois. Il convient d'observer qu'à partir du mois de juillet 1950 le pays de destination n'est pas indiqué dans les statistiques des Etats-Unis lorsqu'il s'agit de marchandises rangées dans les « catégories spéciales ».

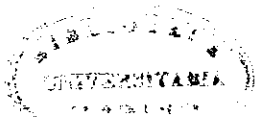
(vii) La conversion des chiffres c.a.f. en valeur f.o.b. a été effectuée en fixant l'écart à 5 % pour les échanges intereuropéens et à 12,5% pour les échanges avec les pays extra-européens. Pour le Tableau XXX, avant d'établir les chiffres des balances commerciales, on a ajusté les chiffres des importations de manière à les placer à peu près sur la base des valeurs f.o.b. Dans le commerce intereuropéen, cet ajustement a été calculé d'après l'écart entre les valeurs c.a.f., indiquées par les pays importateurs, et les valeurs f.o.b. indiquées par les pays exportateurs.

c) *Evaluations*

Le commerce des pays de l'Europe orientale et de la zone soviétique d'occupation en Allemagne pendant les années 1949 et 1950, pour lequel l'on ne dispose pas de statistiques officielles, a été chiffré par évaluation. Le commerce de la zone soviétique d'occupation en Allemagne a été incorporé à celui du groupe des « pays de l'Europe orientale » et non à celui de « l'Allemagne : zones occidentales » au Tableau XXX.

Pour le commerce réciproque des pays d'Europe orientale (zone soviétique d'occupation comprise) en 1949, on s'est servi des chiffres déjà publiés au Tableau XXI du *Bulletin économique pour l'Europe*, Volume 2, N° 2 ; les sources et méthodes qui ont servi à établir ces chiffres sont exposées aux pages 97 et 98 de la dite publication.

[1] A partir du 15 décembre 1948, les statistiques commerciales des zones occidentales donnent les chiffres relatifs aux secteurs occidentaux de Berlin, considérés comme appartenant au territoire douanier des zones occidentales.



Pour l'année 1950, on a puisé les renseignements dans la documentation publiée, qui est indiquée ci-après :

1. *Die Wirtschaft*, 29 novembre 1950 : la part du bloc oriental dans le commerce de la Tchécoslovaquie doit s'établir à 53 % pour les importations de ce pays et à 55 % pour ses exportations. (Les chiffres du commerce global sont fournis pour la période janvier-septembre 1950 dans le *Bulletin mensuel de statistique*, Volume V, N° 4, Bureau de statistique des Nations Unies.)

6 octobre 1950 : la valeur globale du commerce entre la Roumanie et l'Union soviétique doit augmenter de 30 % par rapport à 1949 ; les plans prévoient par rapport à 1949 une augmentation de 20 % du commerce de la Hongrie, ainsi que de celui de la Bulgarie d'une part, avec l'Union soviétique d'autre part.

25 août 1950 : les exportations de la zone soviétique d'Allemagne dirigées vers la Tchécoslovaquie et la Pologne doivent augmenter par rapport à 1949 de 13 % et de 44 % respectivement. 1er septembre 1950 : les exportations de la zone soviétique doivent augmenter de 56 %. Dans le même numéro de cette revue, on trouve les nombres-indices des exportations de la zone soviétique à destination des pays de l'Europe orientale pour les années 1947, 1948, 1949 et 1950.

2. *Polish Facts and Figures*, 18 mars 1950 : les échanges pour les années 1950-1955 entre la Tchécoslovaquie et la Pologne doivent atteindre une valeur d'environ 200 millions de dollars dans les deux sens (l'augmentation étant présumée progressive).

3. *Soviet Weekly*, 25 mai 1950 : les échanges entre la Tchécoslovaquie et la Hongrie doivent atteindre une valeur de 35 millions de dollars dans les deux sens.

4. *Czechoslovak Economic Bulletin*, 15 novembre 1950 : le commerce avec l'Union soviétique atteindra 25 % à peu près de la valeur du commerce global de la Tchécoslovaquie. A ce chiffre, on a jouté de part et d'autre 22 millions de dollars pour tenir compte de l'application de l'accord sur les textiles (*Economie soviétique et Economies planifiées*, août-septembre 1949).

5. *Vnechnyaya Torgovlya*, 1950, N° 11, p. 17 : le commerce de la Pologne avec l'Est doit atteindre 60 % du commerce total de ce pays, et la valeur globale des échanges entre la zone soviétique d'Allemagne et l'Union soviétique doit augmenter de 34 % par rapport à 1949.

6. *Rzeczpospolity Dziennik Polityczno Gospodarczy*, 2 novembre 1950 : la valeur du commerce global de la Pologne en 1950 doit atteindre 1.320 millions de dollars.

7. *Zahraniční obchod*, 10 novembre 1950 : par comparaison avec 1949, le commerce de la Pologne doit augmenter de 66 % avec la Roumanie et de 202 % avec la Hongrie.

8. *Życie Gospodarcze*, 1er-15 mai 1950 : les importations de la Pologne en provenance de la Bulgarie et de l'Union soviétique doivent augmenter par rapport à 1949 de 34 % et de 50 % respectivement, et le commerce global de la Pologne avec l'Union soviétique doit augmenter de 34 %.

9. *Statisztikai Tájékoztató*, 1950, N° 2, pp. 17 et 19 : les exportations de la Hongrie à destination des pays de l'Europe orientale doivent augmenter de 28 % par rapport à 1949.

10. *Prague News Letter*, 1er janvier 1950 : la valeur globale des échanges entre la zone soviétique et la Tchécoslovaquie doit augmenter de 50 % par rapport à 1949.

11. *Polish Embassy Press Release*, Washington, D.C., 7 juin 1950 : la valeur globale des échanges entre la zone soviétique et la Pologne doit augmenter de 60 % par rapport à 1949.

Pour le commerce des pays de l'Europe orientale avec les pays extra-européens, les évaluations ont été en partie fondées sur les statistiques des clients et fournisseurs de ces pays, qui ont été publiées pour un certain nombre de pays extra-européens dans l'ouvrage intitulé « Direction of World Trade », *Etudes statistiques*, Série T, Volume I, N° 4, préparé par le Bureau de statistique des Nations Unies.

d) *Conversion en dollars des Etats-Unis*

D'une façon générale, on a appliqué les coefficients de conversion en dollars des Etats-Unis que donne pour le commerce l'ouvrage intitulé " Summary of World Trade Statistics ", *Etudes statistiques*, Série D (Bureau de statistique des Nations Unies). Dans le cas de l'Italie et de l'Allemagne occidentale, les valeurs en dollars ont été empruntées telles quelles aux publications officielles.

e) *Groupement par régions des pays extra-européens*

Le *Bulletin économique pour l'Europe*, Volume 2, N° 2 (Tableau XXI), contient la définition des groupes de pays.

2. Indices du volume des importations et des exportations (Tableau XXVII)

a) *Sources des indices publiés*

Pour les sources et méthodes concernant les indices publiés avec l'année 1938 pour base, voir l'Etude de l'année dernière, page 295.

Les indices du volume des importations et des exportations globales des pays européens, établis sur la base 1949 = 100, ont été calculés d'après les sources indiquées ci-après. En raison des différences considérables qui existent entre les années de base de

ces indices et en raison des erreurs qui peuvent se glisser dans les calculs, lorsque l'on compare des années successives en se reportant en arrière pour utiliser ensuite une année de base fort antérieure, les chiffres inscrits dans ce tableau sont sujets à caution. Cependant les variations de ces chiffres au cours de brèves périodes sont probablement moins sujettes à caution de ce fait. Les indices du volume du commerce peuvent être répartis entre quatre types généraux, dont les caractéristiques sont exposées de façon plus détaillée dans le *Bulletin mensuel de statistique, supplément 1950*, du Bureau de statistique des Nations Unies, page 71 du texte anglais. Bien que trois seulement de ces types d'indices soient usités en Europe, on indique ci-dessous les définitions des quatre types. Etant donné les symboles

Q = indice du quantum,
p = prix dérivé de chaque article,
q = quantité de chaque article,
o = période de base ou période autre que la période envisagée,
n = période envisagée,

les formules caractéristiques de chaque type d'indice s'établissent comme suit :

Q_1 Indice du quantum à coefficients de pondération fixes : $${}_oQ_n = \frac{\Sigma p_o\, q_n}{\Sigma p_o\, q_o}$$

Q_2 Indice du quantum à coefficients de pondération variables de la période en cours : $${}_oQ_p = \frac{\Sigma p_n\, q_n}{\Sigma p_n\, q_o}$$

Q_3 Indice du quantum à coefficients de pondération variables d'une période antérieure : $${}_{n-1}Q_n = \frac{\Sigma p_{n-1}\, q_n}{\Sigma p_{n-1}\, q_{n-1}}$$

Q_4 Indice du quantum à coefficients de pondération variables mixtes : $${}_oQ_n = \sqrt{\frac{\Sigma p_n\, q_n}{\Sigma p_n\, q_o} \cdot \frac{\Sigma p_o\, q_n}{\Sigma p_o\, q_o}}$$

La liste suivante indique les sources, le type de l'indice et l'année de base initiale de tous les indices inscrits au Tableau XXVII.

Pays	*Source*	*Type d'indice*	*Année de base indiquée dans la source*
Allemagne :			
Zones occid. :	*Der Aussenhandel der Bundesrepublik Deutschland*	Q_1	1936
Autriche :	*Statistische Nachrichten*	Q_1	1937
Belgique-Luxembourg :	*Bulletin de statistique*	Q_1	1948
Danemark :	*Statistiske Efterretninger*	Q_1	1947
Espagne :	*Boletin de Estadistica*	Q_1	1935
Finlande :	*Utrikeshandel*	Q_1	1935
France :	*Bulletin mensuel de statistique*	Q_1	1949
Irlande :	*Irish Trade Journal and Statistical Bulletin*	Q_1	1930
Italie :	*Statistica del Commercio con l'Estero*	Q_4	1948
Norvège :	*Statistiske Meldinger utgitt av Statistik Sentralbyrå*	Q_1	1949
Pays-Bas :	*Maandschrift van het Centraal Bureau voor de Statistiek*	Q_1 (mensuel) Q_4 (annuel)	1948
Pologne :	*Wiadomości Statystyczne*	Q_1	1937
Royaume-Uni :	*The Board of Trade Journal*	Q_1	1947
Suède :	*Konjunkturläget*	Q_2 (trimestriel) Q_4 (annuel)	1937
Suisse :	*Bulletin Mensuel*, Banque nationale suisse	Q_1	1938
Turquie :	*Konjonktür*	Q_1	1938

Pour certains des pays énumérés dans le tableau ci-dessus, il convient de signaler en outre divers détails complémentaires :

Allemagne

Zones occidentales : Les indices primitifs publiés ont 1936 pour année de base. On n'a toutefois pas fait usage de ces indices tels quels, et cela pour les raisons suivantes : en premier lieu, ces indices concernent la seule zone anglo-américaine pour les trois premiers trimestres de 1949 et les trois zones occidentales à compter du quatrième trimestre de 1949 ; en second lieu, ces indices ont pour base l'année 1936 ; or la décomposition par marchandises du commerce de l'Allemagne a subi depuis lors des modifications très profondes. Enfin, les prix dérivés que supposent ces indices sont, notamment

pour les exportations, tout à fait différents de tout ce que l'on sait par ailleurs de l'évolution des prix. Dans ces conditions, on a procédé aux ajustements spéciaux indiqués ci-dessous :

La publication citée plus haut indique des indices spéciaux des prix dérivés (36 = 100) par groupe de marchandises. Pour les exportations, les indices affectés aux quatre principaux groupes de marchandises ont été transposés sur une période de base nouvelle, à savoir janvier-septembre 1949, puis pondérés d'après les exportations courantes correspondantes pour chaque trimestre. L'indice global des prix dérivés ainsi obtenu a été divisé alors par la valeur courante des exportations des trois zones occidentales (le chiffre de cette valeur comportant une évaluation relative à la zone française pour janvier-septembre 1949), ce qui a donné une série d'indices du volume du type Q_1. Au cours de ce calcul, on a présumé qu'entre janvier et septembre 1949 les prix avaient évolué dans la zone française de la même façon que dans la zone anglo-américaine.

Pour les importations, on a, sur la base de la période janvier-septembre 1949, procédé à un calcul plus détaillé. On a construit des indices des prix dérivés pour des marchandises particulières dont le total entre pour plus de 90 % dans les importations de 1950 en fait de denrées alimentaires et d'affouragement, de matières premières et de demi-produits (soit 6 des 8 groupes de marchandises d'importation). L'indice global a été obtenu en pondérant chacune des six séries ainsi calculées ainsi que la série officiellement publiée pour les articles semi-finis et finis (calculée sur la base janvier-septembre 1949) à l'aide de la valeur des importations courantes. Les indices du volume des importations en provenance des trois zones occidentales ont été obtenus alors en divisant cet indice global des prix dérivés par la valeur des importations. Enfin, les indices du volume ont été calculés en prenant pour base l'année 1949.

Autriche : Les indices s'entendent des seules importations commerciales (c'est-à-dire à l'exclusion de celles qui s'effectuent au titre du Programme de relèvement européen).

Finlande : Les indices sont à la fois ajustés pour tenir compte des fluctuations saisonnières et cumulatifs. Afin d'établir un indice qui soit comparable à ceux qui sont indiqués pour les autres pays, on a corrigé l'indice officiel de la façon suivante : en premier lieu, on a éliminé l'ajustement qui avait été opéré pour tenir compte des fluctuations saisonnières (cet ajustement repose sur la moyenne des années 1927-1936) ; en second lieu, les chiffres ainsi obtenus ont été décomposés par trimestres ; en troisième lieu, les indices ainsi obtenus ont été calculés à nouveau en prenant 1949 pour année de base. L'indice auquel aboutissent ces diverses opérations est du type Q_1.

Norvège : Les indices comprennent les navires.

Pologne : L'indice n'a pas été utilisé dans le calcul de l'indice global du volume pour l'Europe, comme il est indiqué ci-après.

b) *Evaluation et corrections*

Dans le cas du Portugal, on s'est servi d'un indice trimestriel fourni par l'Instituto Nacional de Estadistica, qui a pour base le trimestre correspondant de l'année précédente.

Pour les autres pays, dans le cas desquels on ne disposait pas d'indice du volume pour 1950, on a procédé à des évaluations que l'on a fait reposer sur la valeur des échanges courants exprimée en dollars des Etats-Unis (certaines de ces valeurs sont elles-mêmes déjà des évaluations), et que l'on a converties en prix de 1949 en admettant les postulats indiqués ci-après :

Pour les échanges réciproques entre certains pays (Zone soviétique d'Allemagne, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Union soviétique et Yougoslavie), on a présumé que les prix étaient restés constants en 1949 et en 1950. La valeur en prix de 1949 des échanges entre ces pays d'une part et les autres pays du monde d'autre part, a été établie par évaluation à l'aide d'un indice des prix dérivés construit d'après un échantillon de marchandises choisies parmi celles qui font l'objet de commerce entre les pays de l'Europe orientale et les pays de l'Europe occidentale. Un calcul analogue a permis d'établir le commerce global de la Grèce.

c) *Pondération*

Les indices de volume pour les divers pays ont été pondérés conjointement pour l'ensemble de l'Europe à l'aide des valeurs des échanges de 1949, qui s'entendent f.o.b. pour les exportations et c.a.f. pour les importations.

3. Mouvements trimestriels de la valeur, du volume et des prix dérivés du commerce international (Tableau 4)

a) *Valeurs en dollars des Etats-Unis en prix courants*

Les valeurs des exportations de l'Europe sont celles-là mêmes dont le mode de calcul a été exposé à la Section 1 ci-dessus. Toutefois, les importations en provenance de pays extra-européens ont été ajustées sur une base f.o.b. en diminuant de 12,5 % les chiffres c.a.f. Les chiffres relatifs aux Etats-Unis ont été établis d'après les statistiques de ce pays.

Pour le « reste du monde », les renseignements relatifs aux exportations ont été puisés dans le « Summary of World Trade Statistics », *Etudes statistiques*, Série D, Bureau de statistique des Nations Unies. Il convient d'observer que le « reste du monde »,

d'après la définition utilisée dans cette publication, ne comprend pas le Canada, alors que dans le Tableau 4 cette rubrique englobe ce pays. De plus, comme on a fait figurer dans ce tableau des évaluations relatives au commerce de tous les pays de l'Europe orientale, les chiffres des exportations mondiales sont plus élevés que ceux que publie le « Summary of World Trade Statistics », qui ne tiennent compte que des échanges de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie.

Les importations du « reste du monde » ont été établies en soustrayant du total mondial les importations des pays européens et des Etats-Unis. Il s'ensuit que les chiffres sont forcément approximatifs.

b) *Indices du volume (c'est-à-dire valeurs en prix de janvier-septembre 1949) et prix dérivés*

(i) *Europe.* Les chiffres trimestriels de la valeur (en prix de 1949 antérieurs à la dévaluation) des exportations globales et des importations globales ont été établis pour les pays européens à l'aide du calcul exposé ci-dessus à la Section 2. La répartition des importations globales et des exportations globales entre le commerce intereuropéen d'une part et le commerce avec les pays extra-européens d'autre part a été calculée d'après les chiffres trimestriels des valeurs courantes répartis entre le commerce intereuropéen d'une part, et le commerce avec les pays extra-européens de l'autre, ces chiffres étant réduits à l'aide d'indices trimestriels des prix dérivés, spécialement calculés pour les échanges de l'Europe avec les pays extra-européens.

Ces indices sont :

A — un indice spécial des exportations européennes à destination des pays extra-européens.

Etant donné que les exportations de l'Europe à destination des pays extra-européens sont presque exclusivement constituées par des articles manufacturés, on a construit cet indice en pondérant les indices des prix dérivés à l'exportation des articles manufacturés en provenance de pays exportateurs européens qui publient de tels indices (Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse). Ces indices ont été, dans la mesure où le mode de décomposition des indices des prix dérivés le permettait, pondérés pour chaque pays, d'après la composition par marchandises des exportations à destination des pays extra-européens au cours des neuf premiers mois de 1949 et de 1950, selon les indications fournies pour les groupes 3 à 9 de l'énumération qui figure ci-après à la Section 4 ; ils ont été pondérés pour l'ensemble des pays, d'après les exportations en provenance des divers pays qui ont été expédiées vers les pays extra-européens au cours de chaque trimestre. A l'aide de cet indice, on a calculé la valeur, exprimée en prix constants, des exportations à destination des pays extra-européens. Quant au commerce intereuropéen en prix constants, on l'a établi en soustrayant cette valeur de la valeur des exportations globales en prix constants (déterminée dans les conditions exposées ci-dessus).

B — un indice spécial des importations européennes en provenance de pays extra-européens.

A cette fin, on a fait usage de trois indices différents. En premier lieu, on a calculé un indice spécial des importations du Royaume-Uni en provenance des pays autres que les pays européens. Le deuxième indice, qui a été publié officiellement, concerne les importations de la France en provenance des territoires extra-européens rattachés à ce pays. Enfin, on a établi par le calcul un troisième indice qui est celui des importations des autres pays européens (dans lequel entrent les importations françaises provenant de pays extra-européens autres que les territoires rattachés à ce pays).

Pour le Royaume-Uni, le point de départ du calcul a été constitué par les indices de la valeur moyenne des importations que publie le *Board of Trade Journal* (1947 = 100). Ces indices ont été transposés de manière à reposer sur la base janvier-septembre 1949 = 100, et l'on a ainsi obtenu la valeur globale en prix constants des importations du Royaume-Uni. Ensuite, pour obtenir des indices spéciaux des importations en provenance des pays autres que les pays européens, on a effectué un calcul détaillé pour chacun des quarante-six groupes énumérés dans *Trade and Navigation Accounts of the United Kingdom*, en prenant à l'intérieur de chaque groupe les diverses marchandises particulières dans le cas desquelles on disposait de renseignements détaillés relatifs aux importations par pays d'origine. Lorsque la proportion des importations en provenance d'Europe est faible — c'est notamment le cas pour de nombreuses denrées alimentaires et matières premières — un indice spécial a été calculé pour ces importations plutôt que pour les importations en provenance de pays extra-européens, et leur valeur en prix constants a été déduite de la valeur, exprimée également en prix constants, du total des importations, le reste de cette soustraction fournissant la valeur des importations en provenance de pays extra-européens. Dans certains cas, toutefois, il valait mieux calculer directement l'indice des prix dérivés des importations en provenance de pays extra-européens, sans procéder au calcul intermédiaire portant sur les importations en provenance d'Europe (il en est ainsi, par exemple, dans le cas de la soie, des matières entrant dans la fabrication du papier et du bois d'œuvre). Pour les importations d'articles qui sont en totalité ou en majeure partie manufacturés et qui, sauf exception, ne présentent pas une grande importance (les exceptions sont constituées par les métaux et articles en métal, le pétrole raffiné, les graisses et les résines, dans le cas desquels les indices ont été calculés comme il est dit ci-dessus), l'indice des prix dérivés des importations globales a été appliqué aux importations en provenance de pays extra-européens.

Etant donné que les détails publiés sur la répartition des importations par pays d'origine ne sont pas suffisamment complets, il se peut que l'indice soit affecté d'une erreur systématique. D'une façon générale, l'indice, dans le cas de l'Europe, doit porter à peu de chose près sur 75 % du champ, mais les importations en provenance de l'Europe représentent moins de 30 % des importations globales du Royaume-Uni, de sorte que la marge d'erreur se trouve réduite.

Pour les autres pays européens, on a pris pour principe général, dans le cas des denrées alimentaires et des matières premières, de calculer pour chaque groupe principal de marchandises un indice spécial de prix exprimés en dollars. Ces indices ont été construits directement d'après les prix dérivés à l'importation des principaux pays importateurs, pondérés à l'intérieur de chaque groupe par les importations courantes du pays intéressé. Les divers groupes de marchandises ont été pondérés conjointement par la valeur courante des importations en provenance de pays extra-européens de treize pays d'Europe occidentale. Ces valeurs sont tirées des volumes parus dans la collection des *Economic Co-operation Administration Special Reports,* intitulés « Commodity Imports and Exports 1949 » (septembre 1950) et « Commodity Imports and Exports of Countries Participating in the European Recovery Program », janvier 1949-juin 1950 (janvier 1951). Les valeurs pour le troisième trimestre ont été indiquées directement par l'E.C.A., tandis que, pour le quatrième trimestre, les coefficients de pondération ont été établis par évaluation d'après les importations des principaux pays importateurs.

A l'aide de l'indice spécial calculé pour le Royaume-Uni, de l'indice des importations de la France en provenance de ses territoires d'outre-mer et de l'indice calculé pour les autres pays d'Europe, on a établi en prix de 1949 antérieurs à la dévaluation les valeurs des importations européennes en provenance de pays extra-européens. C'est en soustrayant ces résultats de la valeur en prix constants des importations globales que l'on a obtenu en prix constants le chiffre des échanges intereuropéens.

On disposait ainsi d'une deuxième évaluation de la valeur en prix constants du commerce intereuropéen. Après avoir transposé les chiffres sur une base f.o.b., on a eu des résultats qui étaient à peu près comparables à ceux que l'on avait obtenus en soustrayant les exportations à destination d'outre-mer du total des exportations. Après de légers ajustements, on a adopté un indice unique des prix dérivés pour les échanges intereuropéens f.o.b. Les indices du commerce avec les pays extra-européens ont ensuite été ajustés en conséquence.

(ii) *Etats-Unis.* Les chiffres ont été établis d'après l'indice officiel du volume (1936-1938 = 100) transposé sur la base janvier-septembre 1949 = 100.

(iii) *Reste du monde.* Les données sont tirées de « Summary of World Trade Statistics », *Etudes statistiques,* Série D, Bureau de statistique des Nations Unies, après incorporation des chiffres relatifs au Canada.

4. Exportations en provenance de l'Europe, des Etats-Unis, du Japon et de l'Inde a destination de l'Europe et des pays extra-européens répartis en dix groupes principaux de produits (Tableau 7, tableau du texte (page 22), Tableaux 48 a 50, Tableau 53)

a) *Plan général de l'enquête*

Dans l'état actuel des statistiques commerciales internationales, il n'est pas possible de procéder à une étude complète et précise, qui soit conforme à des définitions uniformes, des exportations des pays européens, des Etats-Unis et du Japon, par pays de destination et par groupes de marchandises clairement délimités. Aussi a-t-il fallu, en certains cas, lorsqu'on ne disposait pas de détails assez complets, se contenter de grands groupes de marchandises. Néanmoins, les résultats obtenus peuvent être regardés comme des approximations acceptables de l'ordre de grandeur des chiffres.

L'intérêt essentiel de cette enquête porte sur les exportations d'articles manufacturés. Les pays exportateurs considérés sont les principaux exportateurs européens d'articles manufacturés, ainsi que les Etats-Unis et le Japon. Les pays de destination considérés pour chacun des pays exportateurs comprennent : *a)* tous les pays d'Europe (quelle que soit la valeur des échanges), *b)* tous les pays extra-européens, pour autant que l'on dispose de statistiques, vers lesquels les exportations du pays exportateur envisagé ont atteint une dizaine de millions de dollars au moins en 1949 ou en 1950. Les exportations en provenance des Etats-Unis à destination de ces mêmes pays extra-européens et à destination de l'Europe ont été englobées, quelle que fût leur valeur. En outre, comme le commerce d'un pays avec les territoires extra-européens qui lui sont rattachés est d'ordinaire plus développé que le commerce de ce pays avec les autres régions extra-européennes, on a considéré, en relation avec la métropole européenne envisagée, la quasi-totalité des territoires de ce genre, à la seule exception des territoires rattachés au Royaume-Uni. Il s'ensuit que la liste des pays de destination diffère pour chacun des pays exportateurs sur lesquels a porté l'enquête.

Tous les renseignements s'entendent des neuf premiers mois seulement, les chiffres étant ajustés de manière à donner un taux annuel.

b) *Pays de destination et d'origine considérés*

On trouvera ci-après la liste des pays de destination compris dans l'étude, ainsi que les pays exportateurs correspondants.

Pays importateurs	*Pays exportateurs (outre les Etats-Unis)*
[a] Tous les pays européens . . .	Royaume-Uni, France, Pays-Bas, Belgique-Luxembourg, Suisse, Italie, Portugal, Suède, Norvège, Finlande, Allemagne, Danemark, Japon, Inde [b].
Etats-Unis	Royaume-Uni, Allemagne, France, Pays-Bas, Suède, Norvège, Finlande, Belgique-Luxembourg, Italie, Suisse, Portugal, Japon, Inde [b].

[a] Pays compris dans l'échantillon du Tableau 49 en tant que pays importateur.
[b] L'Inde n'a été considérée comme pays exportateur que pour les « textiles et articles manufacturés » (groupe de produits N° 8).

Pays importateurs	*Pays exportateurs (outre les Etats-Unis)*
[a] Canada	Royaume-Uni, Allemagne, France, Belgique-Luxembourg, Japon, Inde [b].
[a] Mexique	Royaume-Uni, Allemagne, Italie, Suisse, Japon.
[a] Venezuela	Royaume-Uni, Allemagne, Pays-Bas, Belgique-Luxembourg, Italie, Suisse, Japon.
[a] Cuba	Royaume-Uni, Allemagne, Belgique-Luxembourg, Suisse, Japon, Inde [b].
[a] Pérou	Royaume-Uni, Allemagne, Inde [b].
[a] Chili	Royaume-Uni, Allemagne, Belgique-Luxembourg, Italie, Suisse, Inde [b].
[a] Brésil	Royaume-Uni, Allemagne, France, Pays-Bas, Suède, Norvège, Belgique-Luxembourg, Italie, Suisse, Portugal.
[a] Uruguay	Royaume-Uni, Allemagne, Belgique-Luxembourg, Italie, Suisse, Inde [b].
[a] Argentine	Royaume-Uni, Allemagne, France, Pays-Bas, Suède, Finlande, Belgique-Luxembourg, Italie, Suisse, Inde [b].
[a] Indes occidentales britanniques	Royaume-Uni, Inde [b].
[a] Colombie	Royaume-Uni, Allemagne, Belgique-Luxembourg, Italie, Suisse.
[a] Australie	Royaume-Uni, Allemagne, France, Pays-Bas, Norvège, Belgique-Luxembourg, Japon.
[a] Nouvelle-Zélande	Royaume-Uni, Allemagne, Belgique-Luxembourg.
[a] Israël	Royaume-Uni, Allemagne.
[a] Inde	Royaume-Uni, Allemagne, France, Pays-Bas, Suède, Norvège, Belgique-Luxembourg, Italie, Suisse, Japon.
[a] Pakistan	Royaume-Uni, Allemagne, France, Pays-Bas, Norvège, Belgique-Luxembourg, Italie, Suisse, Japon.
[a] Malaisie britannique	Royaume-Uni, Japon, Inde [b].
[a] Ceylan	Royaume-Uni, Japon, Inde [b].
[a] Hong-Kong	Royaume-Uni, Allemagne, Japon, Inde [b].
Birmanie	Royaume-Uni, Inde [b].
[a] Irak	Royaume-Uni, Italie, Japon, Inde [b].
[a] Iran	Royaume-Uni, Allemagne, Italie, Japon, Inde [b].
Thaïlande	Royaume-Uni, Japon.
Chine	Royaume-Uni, Allemagne, France, Suisse, Japon.
Japon	Allemagne.
[a] Indochine française	France.
Syrie et Liban	France, Italie.
[a] Indonésie	Royaume-Uni, Allemagne, Pays-Bas, Japon.
[a] Egypte	Royaume-Uni, Allemagne, France, Pays-Bas, Belgique-Luxembourg, Italie, Inde [b].
[a] Afrique occidentale britannique	Royaume-Uni, Japon, Inde [b].
[a] Afrique orientale britannique et Rhodésie	Royaume-Uni, Allemagne, Japon, Inde [b].
[a] Union Sud-Africaine	Royaume-Uni, Allemagne, Pays-Bas, Suède, Belgique-Luxembourg, Italie, Suisse, Japon.
[a] Algérie	France.
[a] Maroc français	France.
[a] Tunisie	France.
[a] Autres territoires de l'Afrique française (y compris le Cameroun et Madagascar)	France.
Congo belge	Belgique-Luxembourg, Japon, Inde [b].
Territoires portugais d'Afrique continentale	Portugal.
Anciens territoires italiens d'Afrique	Italie.

[a] Pays compris dans l'échantillon du Tableau 49 en tant que pays importateur.
[b] L'Inde n'a été considérée comme pays exportateur que pour les « textiles et articles manufacturés » (groupe de produits N° 8).

On a considéré l'Allemagne dans son ensemble lorsqu'on l'a envisagée comme pays de destination, mais on n'a tenu compte que du commerce des zones occidentales lorsqu'on l'a considérée comme pays exportateur.

Pour les exportations japonaises, les chiffres ont été puisés dans les *Japanese Economic Statistics and Direction of International Trade*, ouvrage publié conjointement par le Bureau de statistique des Nations Unies et par d'autres institutions internationales, *Etudes statistiques*, Série T.

c) *Groupes de produits considérés*

Pour ce qui est des groupes de produits étudiés, la classification est essentiellement la même que celle qui est employée dans les statistiques du commerce extérieur du Royaume-Uni, à de légères modifications près. Il n'a, bien entendu, pas été possible

de reprendre exactement la même classification dans tous les cas, en partie à cause de la diversité des nomenclatures employées par les divers pays exportateurs et en partie parce que les classifications de produits employées pour les exportations à destination de pays particuliers sont souvent moins détaillées que les classifications employées pour le commerce global.

La liste ci-après indique la composition de chacun des dix groupes de produits d'après la nomenclature britannique.

Classification des produits

Groupe 1. *Denrées alimentaires, boissons et tabac*

Catégorie I : Denrées alimentaires, boissons et tabac.
Catégorie IV : Animaux non destinés à l'alimentation.

Groupe 2. *Matières premières et articles en majeure partie non manufacturés*

Catégorie II : Matières premières et articles en majeure partie non manufacturés.
Catégorie III A : Coke et combustibles fabriqués à partir du charbon ou du lignite.
Catégorie III P : Huiles, graisses et résines manufacturées.
Ciment (provenant de la catégorie III B).
Papier-journal (provenant de la catégorie III R).

Groupe 3. *Métaux et articles manufacturés*

Catégorie III C : Fer et acier et produits finis à base de fer et d'acier.
Catégorie III D : Métaux non ferreux et produits finis à base de métaux non ferreux (à l'exclusion de l'or partiellement ouvré, de l'or battu, etc.).
Catégorie III E : Coutellerie, quincaillerie, outils et instruments (à l'exclusion des montres).

Groupe 4. *Machines*

Catégorie III F : Appareils et machines électriques.
Catégorie III G : Machines.

Groupe 5/6. *Voitures de tourisme et matériel de transport*

Catégorie III S : (à l'exclusion des pneus et chambres à air en caoutchouc).

Groupe 7. *Produits chimiques et produits apparentés*

Catégorie III O : Produits chimiques, médicaments, teintures et colorants.

Groupe 8. *Textiles et articles manufacturés*

Catégorie III I : Filés de coton et produits finis.
Catégorie III J : Filés et peignés de laine et produits finis.
Catégorie III K : Filés de soie et de soie artificielle et produits finis.
Catégorie III L : Produits finis à base d'autres matières textiles.
Catégorie III M : Vêtements.

Groupe 9. *Tous autres articles manufacturés*

Catégorie III B : Poterie, verrerie, abrasifs, etc. (à l'exclusion du ciment).
Catégorie III H : Articles manufacturés à base de bois.
Catégorie III N : Chaussures.
Catégorie III Q : Cuirs et articles manufacturés à base de cuir.
Catégorie III R : Papiers, cartons, etc. (à l'exclusion du papier-journal).
Catégorie III T : Articles manufacturés en caoutchouc.
Catégorie III U : Articles divers.
Montres (provenant de la catégorie III E).
Pneus et chambres à air en caoutchouc (provenant de la catégorie III S).

Groupe 10. *Articles non désignés*

Catégorie V : Expéditions par la poste.
Exportations non spécifiées.

Cette année, les groupes 5 et 6 ont été fondus en un seul, en raison de la difficulté qu'il y a à distinguer les voitures de tourisme, des autres voitures dans certains pays. Le groupe 10 (articles non désignés), qui est essentiellement un poste résiduel, comprend non seulement les expéditions par la poste mais aussi les articles non spécifiés ou insuffisamment spécifiés qui, en bonne règle, devraient être rangés dans quelque autre catégorie.

d) *Conversion en prix de 1949 antérieurs à la dévaluation*

Les chiffres, exprimés en monnaie des divers pays pour l'année 1950, ainsi réunis, ont été corrigés pour être exprimés en prix de 1949 antérieurs à la dévaluation, à l'aide d'indices spéciaux de prix calculés pour chaque groupe de produits et pour chaque pays exportateur. Les indices de prix employés pour exprimer les échanges de 1950 en prix de 1949 antérieurs à la dévaluation sont, en principe, les indices des prix dérivés des exportations pour chaque groupe de produits, pondérés d'après la valeur des exportations pendant la période janvier-septembre 1950. Lorsqu'on ne disposait pas d'indices des prix dérivés, on s'est servi d'indices des prix de gros ou de prix dérivés spécialement calculés pour les principaux articles compris dans chaque groupe de produits. Dans la plupart des cas, une subdivision a été faite à l'intérieur d'un groupe donné de produits avant d'appliquer les indices de prix. C'est ainsi, par exemple, que les indices des 19 prix dérivés des exportations que publie le *Board of Trade Journal* ont été utilisés pour réduire les exportations du Royaume-Uni.

Les données relatives aux Etats-Unis n'ont été réduites que pour les denrées alimentaires, car, pour les autres groupes, les mouvements des prix d'une période à l'autre ne présentent pas de véritable importance.

e) *Changements survenus dans la part respective des pays exportateurs sur certains marchés d'articles manufacturés (Tableau 49)*

Les pourcentages figurant dans ce tableau ont été calculés comme il est dit ci-après. Pour chacun des pays importateurs retenus aux fins de ce calcul (c'est-à-dire qui sont marqués « a » aux pages 282 et 283), les exportations de 1949 et celles de 1950 en provenance de chacun des pays exportateurs considérés ont été exprimées sous forme d'un pourcentage des exportations expédiées à destination de ce pays importateur par tous les pays exportateurs considérés. Ces pourcentages ont été additionnés pour tous les pays exportateurs qui ont dévalué leur monnaie de 20% ou davantage (Groupe I) d'une part, et pour ceux qui ont dévalué leur monnaie de moins de 20% (Groupe II) d'autre part.

Ces pourcentages ayant été ainsi calculés pour chaque pays importateur, on en a ensuite pris la moyenne (moyenne simple) pour tous les pays importateurs et pour chacun des trois groupes entre lesquels sont répartis les pays importateurs figurant au tableau.

Pour certains des pays importateurs sur lesquels a porté l'enquête, on a tenu compte seulement des exportations en provenance de 2 ou 3 principaux pays fournisseurs. Malgré cette circonstance, les pourcentages moyens et les modifications de pourcentage entre 1949 et 1950 sont, pour les Groupes I et II, relativement dignes de foi, parce que les pays sur lesquels on n'a pas fait porter l'enquête se seraient rangés les uns dans le Groupe I et les autres dans le Groupe II, de sorte que les erreurs ont chance de s'annuler mutuellement. Les pourcentages relatifs à divers pays exportateurs, en revanche, donnent un chiffre trop élevé pour tous les marchés d'importation sur lesquels vendent d'autres pays du même groupe qui ont été laissés en dehors de l'enquête. Comme cette surestimation n'est pas contrebalancée au cours des opérations qui aboutissent à la moyenne des pourcentages pour tous les pays importateurs ou groupes de pays, les chiffres fournis pour les divers pays particuliers dans le tableau ne donnent pas, lorsqu'on en fait la somme, exactement le même total que les chiffres affectés respectivement au Groupe I et au Groupe II, sauf dans le cas des exportations à destination des pays de l'Europe occidentale où l'enquête est exhaustive, c'est-à-dire englobe pour chaque pays importateur les exportations en provenance de tous les pays exportateurs compris dans l'ensemble de l'enquête.

Certains pays importateurs ont été éliminés du calcul lorsqu'il s'agissait de marchandises, dont la totalité ou à peu près était fournie antérieurement à la dévaluation par des pays exportateurs qui ont dévalué leur monnaie ; la part de ces pays ne pouvait donc guère s'accroître dans de fortes proportions ; tel est aussi le cas de certains des territoires extra-européens rattachés à une métropole européenne.

5. Commerce des pays européens en prix constants et en prix courants (Tableau 43)

La valeur des échanges en prix courants a été exprimée en prix constants (niveau moyen, janvier-septembre 1949) dans les conditions indiquées ci-après :

Le commerce global du Royaume-Uni, des zones occidentales d'Allemagne et des autres pays d'Europe a été obtenu en multipliant les valeurs courantes de la période janvier-septembre 1949 par les indices du volume (Tableau 4). Le commerce de ces pays avec l'Europe a été calculé à l'aide des mêmes méthodes qui ont été appliquées au Tableau 4 (voir la Section 3 ci-dessus).

Les importations en provenance des Etats-Unis et du Canada ont été réduites à l'aide d'indices appropriés des prix de gros, choisis parmi ceux que donnent le *Survey of Current Business* et la *Monthly Labor Review* pour les Etats-Unis, ainsi que d'indices des prix à l'exportation que publie le *Trade of Canada, Exports*, janvier 1951, pour le Canada. Ces indices ont été pondérés conjointement d'après la composition des exportations des Etats-Unis et du Canada, du Royaume-Uni, des zones occidentales d'Allemagne et des autres pays européens respectivement.

Les exportations à destination des Etats-Unis et du Canada ont été réduites à l'aide d'indices des prix tirés du Tableau 48, lequel donne la valeur de ces exportations en janvier-septembre 1950 en prix de la période correspondante de 1949. Les mouve-

ments de prix du dernier trimestre de 1949 et de 1950 ont été tirés par soustraction des indices des prix dérivés des exportations concernant l'ensemble de l'année.

Le commerce avec « les autres pays extra-européens » a été obtenu par soustraction.

6. Importations de denrées alimentaires et de matières premières industrielles dans les pays de l'Europe occidentale (Tableaux 44-46)

Importations de denrées alimentaires et de matières premières industrielles dans quatorze pays de l'Europe occidentale (Tableau 44)

La valeur en prix courants des importations effectuées en 1949 et en 1950 en fait de « denrées alimentaires et produits d'affouragement », ainsi que de « matières premières industrielles », est indiquée d'après les rapports particuliers établis par les soins de l'Economic Co-operation Administration sur les *Commodity Imports and Exports 1949*, septembre 1950, et sur les *Commodity Imports and Exports of Countries Participating in the European Recovery Program, January 1949 to June 1950*. Les valeurs concernant le troisième trimestre ont été indiquées directement par l'E.C.A., tandis que celles du quatrième trimestre ont été tirées des statistiques commerciales des divers pays.

Les valeurs courantes ont été exprimées en prix de 1949 antérieurs à la dévaluation à l'aide de la méthode exposée ci-dessus à la Section 3, c'est-à-dire à l'aide des prix dérivés des importations en provenance des pays extra-européens ainsi que de l'Europe elle-même, ces prix dérivés ayant été calculés directement d'après les relevés commerciaux des principaux pays.

Importations brutes de denrées alimentaires et de matières premières industrielles de toutes provenances dans les pays de l'Europe occidentale (Tableau 45) ;
Importations de denrées alimentaires à destination du Royaume-Uni et des zones occidentales d'Allemagne (Tableau 46)

Toutes les données sont tirées des chiffres exprimant le volume des importations tel que l'indiquent les statistiques commerciales propres de chacun des pays importateurs. Afin de rendre ces données plus comparables entre elles, on a converti certains produits en leur équivalent de produit brut ; dans tous les cas de ce genre, les coefficients de conversion sont indiqués ci-après. On trouvera également ci-après pour chaque groupe de marchandises la référence au numéro correspondant de la classification-type pour le commerce international (*Etudes statistiques*, Série M, N° 10, Bureau de statistique des Nations Unies, 15 septembre 1950).

Articles	Numéros du groupe et des articles de la classification-type pour le commerce international	Coefficients de conversion employés
Denrées alimentaires et produits d'affouragement		
1. Céréales panifiables	041-01 ; 045-01 ; 046-01 ; 047-01	1 tonne de farine de blé = 1,25 tonne de grains 1 tonne de farine de seigle = 1,25 tonne de grains
2. Céréales secondaires	043-01 ; 044-01 ; 045-02 ; 045-09 ; 047-02 ; 047-09	1 tonne de farine de maïs = 1,43 tonne de grains 1 tonne de farine d'avoine = 2,50 tonnes de grains 1 tonne de farine d'orge = 1,82 tonne de grains 1 tonne de farine de sarrasin = 1,79 tonne de grains 1 tonne de farine non spécifiée = 1,70 tonne de grains
3. Viande	001-01 ; 001-02 ; 002-03 ; 011-01 ; 011-02 ; 011-03 ; 012-01 ; 012-02 ; 012-03	1 bovin sur pied = 0,22 tonne de viande 1 porc sur pied = 0,082 tonne de viande 1 mouton sur pied = 0,0188 tonne de viande
4. Beurre	023 en entier	
5. Fromage	024 en entier	
6. Œufs	025 en entier	1 tonne d'œufs congelés = 1,2 tonne d'œufs en coquille 1 tonne de poudre d'œuf = 4,44 tonnes d'œufs en coquille
7. Sucre	061 en entier	1 tonne de sucre raffiné = 1,1 tonne de sucre brut
8. Poisson	Division 03	
9. Graines oléagineuses	Division 22	
10. Graisses et huiles	Division 41	
11. Café	071-01 ; 071-02	
12. Thé	074-01	
13. Tabac	Division 12	Tabac à fumer réduit de 10 % pour l'emballage Cigarettes réduites de 15 % pour l'emballage Cigares réduits de 20 % pour l'emballage

Articles	Numéros du groupe et des articles de la classification-type pour le commerce international	Coefficients de conversion employés
Matières premières industrielles		
1. Charbon, coke et agglomérés	311 en entier	
2. Pétrole brut et raffiné	312 en entier ; 313-01 ; 313-02 ; 313-03 ; 313-04	1 tonne de produits pétroliers raffinés = 1,11 tonne de pétrole brut
3. Acier brut et acier fini. . . .	681-03 à 681-15 inclus	
4. Cuivre	682-01	
5. Plomb	685-01	
6. Etain	687-01	
7. Zinc	686-01	
8. Aluminium	684-01	
9. Soufre	272-06	
10. Bois	241-01 ; 242 en entier ; 243 en entier	
11. Pâte de bois (pesée à sec) .	251-02 ; 251-03 ; 251-04	
12. Papier-journal	641-01	
13. Laine crue	262-01 ; 262-02 ; 262-03 ; 262-06 ; 262-07 ; 262-08	
14. Coton brut	263-01 ; 263-03 ; 263-04	
15. Cuirs et peaux	211-01 ; 211-02 ; 211-03 ; 211-04 ; 211-09 ; 212-01	
16. Caoutchouc	Division 23	

7. Commerce des pays de l'Europe occidentale avec l'Europe orientale (Tableau 52)

Les valeurs courantes sont indiquées d'après les statistiques commerciales des pays d'Europe occidentale ; elles ont été exprimées en prix de 1949 antérieurs à la dévaluation à l'aide des indices suivants :

Pour les importations, des indices spéciaux des prix dérivés portant sur les principales marchandises ont été calculés pour chacun des principaux pays d'Europe occidentale. Pour les autres pays d'Europe occidentale, on s'est servi d'un indice obtenu en prenant la moyenne de ces indices spéciaux.

Pour les exportations, les indices des prix dérivés pour la période janvier-septembre 1950 ont été obtenus en divisant les valeurs des exportations à destination de l'Europe orientale par les valeurs exprimées en prix de 1949 antérieurs à la dévaluation qui sont donnés au Tableau 53. Le mouvement des prix au cours du quatrième trimestre de l'année 1949 et du quatrième trimestre de l'année 1950 a été établi par évaluation d'après l'évolution de l'indice global des prix dérivés des pays exportateurs.

XI. LES PRIX ET LE TAUX D'ÉCHANGE (TABLEAUX 3, 39, 40-42, 62, 63, XXXIII, XXXIV, ET DIAGRAMMES 2, 5 ET 7)

1. Les indices des prix dérivés et le taux d'échange (Tableaux 40-42, 62, et Diagramme 5)

Observations générales

Tous les indices utilisés dans ces tableaux peuvent se ranger dans l'un des quatre types généraux d'indice exposés ci-après. Etant donné les symboles :

P = indice des prix dérivés,
p = prix dérivé de chaque article,
q = quantité de chaque article,
o = base,
n = période envisagée,

les indices sont définis par les formules suivantes :

P_1 = indice des prix dérivés à coefficients de pondération variables de la période envisagée $\quad {}_oP_n = \dfrac{\Sigma p_n\, q_n}{\Sigma p_o\, q_n}$

P_2 = indice des prix dérivés à coefficients de pondération fixes $\quad {}_0P_n = \dfrac{\Sigma p_n q_0}{\Sigma p_0 q_0}$

P_3 = indice des prix dérivés à coefficients de pondération variables d'une période antérieure $\quad {}_{n-1}P_n = \dfrac{\Sigma P_n q_{n-1}}{\Sigma p_{n-1} q_{n-1}}$

P_4 = indice des prix dérivés à coefficients variables mixtes $\quad {}_0P_n = \sqrt{\dfrac{\Sigma p_n q_n}{\Sigma p_0 q_n} \cdot \dfrac{\Sigma p_n q_0}{\Sigma p_0 q_0}}$

Au cours de l'opération qui consiste à transposer les indices publiés ou postulés par les données publiées dans les divers pays de leur base primitive sur une base différente, ainsi qu'au cours du calcul qui consiste à établir des chiffres trimestriels à partir de données mensuelles, on a pondéré les indices primitifs portant sur chaque période d'après les indices correspondants du volume.

Sources et Notes

Dans un certain nombre de cas, on a établi les indices des prix dérivés en divisant les indices de volume par les indices correspondants des valeurs courantes. D'une façon générale, les sources sont celles qui ont été indiquées pour les indices de volume, à la réserve des cas particuliers énumérés ci-après :

Canada : Trade of Canada, Exports, janvier 1951, qui donne les indices des prix par groupes de produits.

Etats-Unis : Business Information Service, International Trade Statistics Series, U.S. Department of Commerce, donne les indices des prix dérivés par catégories économiques.

Royaume-Uni : Les indices utilisés pour calculer le taux d'échange (Tableau 42) sont tirés du *Board of Trade Journal* ; ils sont du type P_1 (1947 = 100). Aux Tableaux 40 et 41, les indices qui sont du type P_3 (1950 = 100) proviennent de la même source (31 mars 1951).

Les pays qui ne publient d'indices officiels ni du volume ni des prix dérivés pour l'ensemble des articles manufacturés ou dans le cas desquels on a jugé qu'il fallait pondérer à nouveau les séries constitutives des indices, parce que la composition interne du commerce des articles manufacturés avait subi de profondes modifications, on a combiné les séries suivantes d'après les valeurs de la période janvier-septembre 1949 :

Allemagne, zones occidentales : demi-produits ; articles manufacturés.

Belgique-Luxembourg : demi-produits ; articles manufacturés.

Canada : fibres et textiles ; produits à base de bois et papier ; fer, acier et produits à base de fer et d'acier ; métaux non ferreux et produits à base de métaux non ferreux ; minéraux non métalliques et produits de ces minéraux ; produits chimiques et engrais.

Etats-Unis : demi-produits ; articles manufacturés.

Pays-Bas : textiles ; articles métalliques ; produits chimiques ; chaussures ; produits à base de papier.

Suède : papier et carton ; produits métalliques ; machines, matériel de transport.

Le Diagramme 5 a été tracé d'après les séries qui ont servi à établir le Tableau 41, ainsi que d'après les indices correspondants des prix dérivés à l'exportation. On a ajouté les indices relatifs à la Turquie.

Les indices des prix dérivés à l'importation utilisés au Tableau 62 sont les mêmes que pour les Tableaux 40-42, sauf dans les cas suivants :

Allemagne : Der Aussenhandel der Bundesrepublik Deutschland. Indice du type P_1 (1936 = 100).

Finlande : Bulletin mensuel, Banque de Finlande. Indice des prix à l'importation type P_2 (1935 = 100).

Irlande : Irish Trade Journal and Statistical Bulletin. Indice du type P_1 tiré des valeurs à l'importation aux prix courants et aux prix de 1930.

Royaume-Uni : Board of Trade Journal. Indice du type P_1 (1947 = 100).

Suisse : Indice du type P_1 (1938 = 100) tiré des valeurs des importations et des indices du volume.

2. Les indices des prix de gros et du coût de la vie (Tableaux 62, XXXIII, XXXIV, et Diagramme 7)

Les indices des prix de gros et du coût de la vie figurant dans ces tableaux sont en général ceux qu'ont publiés le *Bulletin mensuel de statistique* des Nations Unies et la *Revue internationale du Travail* du Bureau international du Travail, respectivement. Dans certains cas, cependant, on a utilisé d'autres séries dont les sources sont énumérées ci-après.

Bien que les indices des prix de gros s'entendent généralement des matières premières, des demi-produits et des produits finis — extraits ou fabriqués dans le pays ou provenant de l'étranger — il arrive souvent que les articles manufacturés et les marchandises importées ne soient pas convenablement représentés. Cependant, il n'a pas été possible de procéder à des ajustements pour corriger ces défectuosités.

Allemagne :

Zone anglo-américaine : Prix de gros : *Wirtschaft und Statistik.* On a présumé que l'indice des prix de revient à la production des marchandises fabriquées par l'industrie était plus représentatif que l'indice général des prix de gros. On a conservé l'année de base primitive (1949 = 100), faute de disposer de renseignements complets pour 1948.

Autriche : Prix de gros : *Statistiche Nachrichten.*
Coût de la vie : *Monatsberichte des Österreichischen Institutes für Wirtschaftsforschung.*

Belgique : Coût de la vie : *Bulletin de l'Institut de recherches économiques et sociales,* Louvain.

France : Coût de la vie : *Bulletin mensuel de statistique.* Le nouvel indice des « prix à la consommation familiale » à Paris (1949 = 100) a été relié à l'année 1948 à l'aide des renseignements que l'on avait sur les mouvements des prix des divers articles entrant dans le calcul du nouvel indice.

Islande : Coût de la vie : *Hagtidindi.* La rubrique des denrées alimentaires et celle des loyers entrant dans le calcul de cet indice, qui ont été corrigés en avril 1950, ont été ramenés par extrapolation à 1948 d'après les mouvements des prix de ces articles tels que les indiquait l'ancien indice.

Royaume-Uni : Coût de la vie : Les indices annuels du coût de la vie sont tirés de renseignements relatifs aux dépenses des consommateurs en prix courants et en prix constants que fournit *National Income and Expenditure of the United Kingdom, 1946 to 1950* (Cmd. 8203).

Turquie : Coût de la vie : *Konjonktür.* L'indice concerne la ville d'Ankara.

3. Les prix de certains produits particuliers (Tableaux 39, 63, et Diagramme 2)

Changements survenus depuis la dévaluation dans les prix des produits de base (Tableau 39 et Diagramme 2)

Les chiffres figurant dans ce tableau et dans ce diagramme ont été établis à partir des données publiées dans les documents énumérés ci-après :

Statistiques financières internationales, Fonds monétaire international, Washington, D.C. ;

Wirtschaft und Statistik, Statistisches Bundesamt, Wiesbaden ;

Survey of Current Business, U.S. Department of Commerce, Washington, D.C. ;

Statistiques agricoles et alimentaires, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, Washington, D.C. ;

Foreign Crops and Markets, U.S. Department of Agriculture, Washington, D.C. ;

Wool Intelligence, Commonwealth Economic Committee, Londres ;

Kommersiella Meddelanden, Kommerskollegium, Stockholm ;

Records and Statistics, Supplément hebdomadaire de l'*Economist,* Londres ;

Bulletin mensuel de statistique, Institut national de la Statistique et des Etudes économiques, Paris.

Les mouvements des prix des textiles (Tableau 63)

Prix à l'importation des matières premières

Prix dérivés à l'importation du coton brut, de la laine crue et (sauf dans le cas de la France et du Royaume-Uni) de la laine lavée, pondérés à l'aide des valeurs globales des importations en 1949-1950. Les données sont tirées des statistiques du commerce extérieur des divers pays.

Indices des prix de gros des matières premières et des articles manufacturés

Pour la France, l'Italie, les Pays-Bas et la Suède, on s'est servi des indices officiels des prix de gros pour les deux groupes de produits. Dans le cas de la France, il a fallu relier les deux chiffres, en raison du changement survenu dans l'indice entre 1949 et 1950.

Pour la Belgique, les indices des prix des matières premières textiles et des articles textiles manufacturés que publient les livraisons successives du *Service mensuel de Conjoncture,* de l'Institut de recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain (Statistiques), ont été utilisés après avoir été reliés.

Pour l'Allemagne, les indices des prix des matières premières et des demi-produits ont été fournis par l'Institut de recherches des syndicats (W.W.I.) de Cologne.

Pour le Royaume-Uni, on s'est servi d'un indice complexe des prix de gros de la laine, du coton et des autres textiles.

Indices des prix de détail des vêtements

Dans tous les cas, sauf dans celui de la Suède, on a pris les chiffres affectés à la rubrique de l'habillement entrant dans le calcul des indices du coût de la vie. Pour les Pays-Bas, on a établi un lien entre l'ancien et le nouvel indice.

Pour la Suède, on s'est servi de la rubrique de l'habillement entrant dans le calcul de l'indice officiel des prix à la consommation.

4. Prix en dollars des articles manufacturés, des denrées alimentaires et des matières premières dans le commerce mondial (Tableau 3)

Les indices (janvier-septembre 1949 = 100) ont pour fin de faire ressortir le mouvement divergent des articles manufacturés, des denrées alimentaires et des matières premières dans le commerce mondial. L'indice des prix des articles manufacturés concerne les exportations des Etats-Unis et des principaux pays d'Europe, tandis que les indices des denrées alimentaires et des matières premières enregistrent le mouvement des prix des importations que les Etats-Unis, le Canada et l'Europe reçoivent du reste du monde. Les notes suivantes indiquent les sources et les méthodes utilisées dans le calcul de ces indices.

Articles manufacturés

L'indice est construit sur les prix dérivés des exportations d'articles manufacturés dans le cas des Etats-Unis et de ceux d'entre les pays européens pour lesquels l'on dispose d'indices des prix dérivés (c'est-à-dire des pays mentionnés ci-dessus à la Section 1 pour lesquels les séries constitutives, qui ont été combinées en des indices uniques concernant l'ensemble des articles manufacturés, sont énumérées pour chaque pays intéressé). Les indices, qui sont trimestriels, ont été pondérés d'après la valeur des exportations expédiées vers les autres pays extra-européens au cours de la période de base, à savoir janvier-septembre 1949.

Denrées alimentaires
Matières premières

Les indices sont construits d'après les prix cotés en dollars concernant les pays autres que les pays européens, à l'exclusion des Etats-Unis et du Canada ; ces prix cotés ont été principalement tirés des *International Financial Statistics* du Fonds monétaire international ainsi que du *Bulletin mensuel de statistique* des Nations Unies. On a établi des indices distincts pour chacun des produits suivants : café, copra, riz, thé, blé, viande de bœuf, coton, laine, graines oléagineuses et huiles végétales, beurre, cacao et sucre pour ce qui est des denrées alimentaires et des produits d'affouragement ainsi que cuivre, plomb, zinc, caoutchouc, étain et huiles minérales pour ce qui est des matières premières industrielles. Dans le calcul de ces indices, toutes les fois où l'on disposait de plus d'un prix coté, on a pondéré les chiffres en fonction de l'importance relative qu'avaient, en 1948, les exportations de chaque pays dans les exportations mondiales établies par évaluation, de la marchandise en question (mesurée en volume) d'après les *International Financial Statistics*.

Les indices relatifs à chacune des denrées alimentaires et à chacun des produits d'affouragement d'une part, et à chacune des matières premières industrielles de l'autre, ont été enfin combinés à l'aide d'un système de pondération reposant sur la valeur relative des quantités globales de chaque produit que les Etats-Unis, le Canada et l'Europe ont, en 1948, importées du reste du monde. Les produits considérés entrent pour 75 % à peu près dans les quantités totales de denrées alimentaires et de matières premières que ces régions ont importées cette année-là.

XII. LES BALANCES DE PAIEMENTS (TABLEAUX 5, 6, 54, 56-59 ET XXXI)

1. Réseau de corrélation des soldes des comptes des paiements courants (Tableau 5)

Faute d'une répartition précise par régions des renseignements dont on dispose concernant les balances de paiements, les chiffres fournis dans ce tableau concernant les balances bilatérales et les totaux régionaux reposent surtout sur des évaluations approximatives et ne doivent être considérés que comme indiquant des ordres de grandeur. Chaque fois que l'on a pu se procurer des évaluations établies par l'un et l'autre des deux partenaires, on a utilisé les chiffres qui semblaient être le plus complets et le plus exacts. En certains cas, il a été impossible de se procurer le moindre renseignement sur les transactions effectuées au titre des services entre deux régions ; on s'est alors servi des chiffres non corrigés des transactions commerciales. Parfois, ces chiffres ont été combinés avec des évaluations approximatives de la balance des transactions effectuées au titre des services.

Les soldes nets et la répartition géographique des régions entre lesquelles on a réparti les pays figurant dans ce tableau ne concordent pas toujours avec les éléments analogues que l'on peut puiser à d'autres sources. Ces différences sont surtout la conséquence des circonstances suivantes :

(i) Il n'est pas possible d'établir la répartition par régions de certaines corrections effectuées dans les relevés officiels des balances de paiements. Par exemple, au Tableau 54 de la présente Etude, les totaux européens concernant les transactions avec

les Etats-Unis ont été corrigés pour tenir compte de certains achats effectués dans des tiers pays (voir la Section 4 ci-après). Mais il devient impossible d'effectuer cette correction lorsque l'on subdivise l'« Europe » en Royaume-Uni d'une part et autres pays européens d'autre part.

(ii) Dans l'élaboration de ce tableau, il a fallu combiner des évaluations établies à partir de sources différentes et présumer que ces évaluations étaient homogènes et comparables.

(iii) Certaines répartitions auxquelles il a été procédé dans le tableau sont incomplètes. Les évaluations officielles de la balance des paiements du Canada, par exemple, distinguent les transactions effectuées avec les Etats-Unis, le Royaume-Uni, les autres pays de la zone sterling, les autres pays de l'E.R.P. et « tous les autres pays ». Les soldes évalués figurant dans ce tableau sont indiqués d'après les chiffres canadiens (chiffres parfois ajustés quant au champ) dans le cas de toutes les régions, sauf dans celui des « républiques de l'Amérique latine » et des « autres pays extra-européens », pour lesquels on s'est contenté d'utiliser les renseignements dont on disposait concernant les transactions commerciales.

(iv) D'autres divergences encore sont dues aux différences de champ et de comparabilité des renseignements de base, aux erreurs provenant du fait que les chiffres ont été arrondis, etc. De telles divergences exercent sur l'exactitude des évaluations des balances de paiements une répercussion plus sérieuse qu'elles ne font sur la plupart des autres catégories de données statistiques.

Les principales sources utilisées sont les suivantes :

Etats-Unis : Survey of Current Business, juin 1950 et mars 1951.

Royaume-Uni : United Kingdom Balance of Payments, 1946 to 1950 (No. 2), Cmd. 8201.
Les évaluations par régions fournies dans ce tableau ont été établies d'après le document ci-dessus, complété à l'aide de données fournies par les Etats-Unis et le Canada ainsi que d'évaluations effectuées par la Division des Etudes et des Programmes.

Canada : The Canadian Balance of International Payments, Preliminary Statement 1949, Dominion Bureau of Statistics.
Les chiffres de 1950 ont été communiqués directement par l'« International Payments Section, Dominion Bureau of Statistics ». La balance avec les Etats-Unis a été établie d'après les données de ce dernier pays.

Europe, à l'exclusion du Royaume-Uni : Les chiffres sont tirés des statistiques commerciales des divers pays, complétées à l'aide d'ajustements approximatifs destinés à tenir compte des transactions effectuées au titre des services, pour autant que la répartition géographique de ces transactions a pu être évaluée. La balance des paiements avec les Etats-Unis, avec le Royaume-Uni et avec le Canada est indiquée principalement d'après des renseignements que l'on a tirés des évaluations de ces pays mêmes.

Toutes autres régions : Les évaluations des soldes du compte des paiements courants de l'Europe, des Etats-Unis et du Canada avec ces régions ont été établies à partir de renseignements puisés aux sources déjà citées. Les évaluations des balances commerciales de ces régions entre elles ont été établies d'après les statistiques commerciales dont on disposait, et notamment d'après le « Summary of World Trade Statistics », *Etudes statistiques, Série D,* Nations Unies, deuxième trimestre 1950.

2. Solde du compte marchandises et services des pays producteurs de matières premières vis-a-vis de l'Europe et de l'Amérique du Nord, et modes de financement (Tableau 6)

Aux fins de ce tableau, on entend par « pays producteurs de matières premières » toutes les régions autres que l'Europe, les Etats-Unis et le Canada. Les évaluations reposent sur des renseignements fournis par ce dernier groupe de pays. On trouvera ci-après l'indication des sources et des méthodes du calcul :

Etats-Unis : Survey of Current Business, juin 1950 et mars 1951.

Canada : The Canadian Balance of International Payments, 1926 to 1948, and Preliminary Statement, 1949 and 1950. Dominion Bureau of Statistics.
Ces évaluations ont été complétées à l'aide des statistiques commerciales et de renseignements non publiés.

Europe : Tableaux 54 et 57 de la présente Etude, et Tableaux 63 et 68 de l'Etude de l'année dernière.

Les évaluations fournies dans ces tableaux pour les « autres pays extra-européens » comprennent le Canada. Pour le commerce des marchandises, on a effectué un ajustement approprié à l'aide des statistiques commerciales européennes. Pour toutes les autres transactions, toutefois, on a présumé que les transactions de l'Europe avec le Canada s'équilibraient mutuellement, du fait que les évaluations canadiennes utilisées comprennent les transactions effectuées au titre des services et les transactions de capitaux avec l'Europe.

Institutions internationales : International Financial Statistics, Fonds monétaire international, Washington, avril 1951.

Les chiffres indiqués pour le «financement par des institutions internationales» sont incomplets et ne portent que sur les opérations de change effectuées par le Fonds monétaire international et sur les prêts consentis par la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement.

Les chiffres fournis dans ce tableau ne sont que des évaluations approximatives d'ordres de grandeur. C'est ce que fait ressortir davantage encore l'importance du poste des « erreurs et omissions », qui révèle que le montant global des paiements des « pays producteurs de matières premières » a été évalué trop bas ou que les recettes globales de ces pays ont été évaluées trop haut.

3. Balance des paiements de l'Europe et d'autres régions vis-a-vis des Etats-Unis (Tableau XXXI) et l'aide en dollars et la structure des règlements interrégionaux en dollars (Tableau 58)

Ces tableaux sont le résultat d'un remaniement des données contenues dans les évaluations officielles de la balance des paiements des Etats-Unis, qu'a publiées le *Survey of Current Business* de juin 1950 et de mars 1951. Au Tableau XXXI, on a procédé à ce remaniement pour essayer de faire ressortir le degré d'importance du financement officiel opéré par les régions énumérées dans le tableau. En raison toutefois de la nature des renseignements de base, on n'a pas été en mesure de faire exactement le départ entre les transactions officielles et les transactions privées. C'est ainsi, par exemple, que les mouvements à long terme des fonds publics sont inscrits à la Partie B (dons et mouvements de capitaux privés), tandis que les mouvements des soldes à court terme des capitaux privés figurent à la Partie D (financement d'Etat). La disposition de ce tableau ne correspond donc pas à celle qu'a adoptée le Fonds monétaire international dans le *Balance of Payments Yearbook, 1948, et données préliminaires pour 1949*, pp. 410-412 du texte anglais.

Les statistiques des Etats-Unis ne font pas connaître le pays particulier de destination, lorsqu'il s'agit d'exportations de la « catégorie spéciale » ou d'exportations effectuées au titre du Programme d'assistance pour la défense mutuelle ; elles se bornent à désigner en termes très généraux la région de destination. Toutes les exportations de ce genre à destination de l'Europe, y compris celles qui ont pu être dirigées vers le Royaume-Uni, sont comprises dans les exportations à destination des « Autres pays européens ». Les marchandises qui ont été, au titre du Programme d'assistance pour la défense mutuelle, expédiées vers la « région générale de la Chine » sont comprises sous la rubrique « Tous autres pays ».

Les achats en tiers pays effectués dans le cadre du Programme de relèvement européen, qui figurent au Tableau 58, ont été calculés d'après les rapports indiqués ci-après qu'a publiés l'« Economic Co-operation Administration » : *Paid Shipments*, 31 décembre 1950 et 31 décembre 1949, et *Third Report to Congress*, 31 décembre 1948. Les chiffres annuels ont été obtenus par soustraction à partir de données additionnées et sont donc sujets aux erreurs auxquelles peuvent donner lieu les corrections éventuellement apportées aux chiffres antérieurement publiés. En outre, les chiffres de 1949 ont été établis en soustrayant du total des expéditions dont le prix avait été réglé à la fin de l'année 1949 le total des expéditions enregistrées jusqu'à la fin de l'année 1948, car l'on ne connaît pas le montant des règlements réellement effectués à cette dernière date. Il s'ensuit probablement que les chiffres de 1949 sont trop bas, car il s'écoule un délai entre le moment où les expéditions sont enregistrées et celui où s'effectuent réellement les remboursements de l'E.C.A.

Dans les renseignements que publie l'E.C.A., tous les achats de pétrole effectués en Arabie saoudite, en Iran, en Irak, à Bahrein, à Koweit et en Israël sont groupés sous la rubrique «Région pétrolifère du Moyen-Orient». Tous ces achats en tiers pays ont été portés dans la rubrique « Tous autres pays », au Tableau 58, et, par voie de conséquence, les recettes de la zone sterling d'outre-mer sont estimées à un chiffre fort inférieur au chiffre réel.

4. La balance des paiements de l'Europe (Tableaux 54, 57 et 59)

a) *Comptes commerciaux*

(i) *Commerce avec les Etats-Unis*

Les données concernant la balance commerciale de l'Europe avec les Etats-Unis en 1948-1950 ont été tirées des évaluations officielles de la balance des paiements des Etats-Unis, qu'a publiées le *Survey of Current Business*, juin 1950 et mars 1951. Les chiffres concernant le commerce qui sont à la base de ces évaluations ont été ajustés pour compenser le délai, évalué à un mois, qui s'écoule entre le moment où la même transaction est enregistrée aux Etats-Unis d'une part, et celui où elle est enregistrée en Europe d'autre part. De la sorte, les exportations des Etats-Unis (réexportations comprises), pour la période de douze mois qui va de décembre à novembre, ont été considérées comme correspondant aux importations européennes de l'année civile. De même, les importations générales des Etats-Unis en provenance d'Europe durant la période de février à janvier ont été considérées comme correspondant aux exportations européennes de l'année civile. Il n'a pas été possible d'effectuer une correction analogue pour les transactions portant sur les marchandises, qui ne sont pas enregistrées dans les statistiques du commerce.

Les données fournies par les Etats-Unis ont été, en outre, ajustées pour tenir compte de certains achats en tiers pays effectués par des institutions d'Etat des Etats-Unis. Les marchandises achetées dans les pays européens et consommées dans d'autres pays ou transférées dans d'autres pays ont été éliminées des exportations européennes à destination des Etats-Unis. De même, les marchandises achetées à d'autres pays que les Etats-Unis et transférées en Europe par le Gouvernement des Etats-Unis ne

sont pas comprises non plus dans les marchandises que l'Europe a importées des Etats-Unis. On suppose que ces deux catégories de transactions sont incorporées aux échanges de l'Europe avec les « autres pays extra-européens ». La contrepartie des règlements en dollars entraînés par ces transactions figure au poste « Autres sommes versées en dollars par des pays européens à des pays autres que les Etats-Unis » au Tableau 57.

(ii) *Commerce avec les autres pays extra-européens*

Les renseignements de base ont été rassemblés d'après les statistiques commerciales des divers pays d'Europe. Les chiffres des importations c.a.f. ont été ajustés de manière à fournir une base f.o.b. en diminuant de 12,5 % les valeurs primitives c.a.f. pour toutes les années.

Les évaluations ainsi obtenues ont fait l'objet d'un ajustement supplémentaire destiné à éliminer les importations et les exportations d'or de tout genre ; cet ajustement a pu être opéré pour les pays suivants : France, Suisse, Belgique-Luxembourg, Pays-Bas, Allemagne occidentale et Royaume-Uni. Le chiffre total des marchandises importées par l'Europe a, d'autre part, été diminué d'un montant, établi par évaluation, afin d'éviter que les marchandises réexportées par le Royaume-Uni à destination de l'Europe ne figurent deux fois dans les chiffres lorsque les pays enregistrent leurs importations d'après le pays d'origine.

b) *Comptes des services*

Les évaluations des transactions figurant sous la rubrique des « services » dans la balance des paiements de l'Europe ont été établies par la Division des Balances de paiements du Fonds monétaire international. Le mode de calcul de ces évaluations se trouve exposé de façon détaillée dans le *Balance of Payments Yearbook, 1949-1950*, que le Fonds est sur le point de publier. Les évaluations pour 1950 sont éminemment provisoires, car elles sont établies d'après des renseignements incomplets.

Les transactions de l'Europe avec les Etats-Unis qui entrent dans le compte des services ont été établies à partir de renseignements officiels des Etats-Unis. Les chiffres du compte des transports de l'Europe vis-à-vis des « autres pays extra-européens » sont des évaluations distinctes qui ont été fournies par la Division des Balances de paiements du Fonds monétaire international. Les chiffres des sommes globales perçues au titre des revenus des investissements ont été établis en combinant les données fournies par les divers pays qui ont été ajustées quant à la portée ; d'autre part, l'évaluation des sommes nettes perçues au titre du revenu des investissements en provenance des « autres pays extra-européens » a été établie en soustrayant du total les chiffres relatifs aux Etats-Unis. Le poste des « autres services » est un solde résiduel que l'on a obtenu en soustrayant les évaluations ci-dessus mentionnées du solde net du compte des services, tel qu'il est enregistré par les pays d'Europe. Le déficit considérable par lequel se solde ce compte dans les transactions de l'Europe avec les «autres pays extra-européens » est donc sujet à une très ample marge d'erreur.

c) *Le financement du déficit (Tableau 57)*

Ce tableau a été préparé par la Division des Balances de paiements du Fonds monétaire international. On trouvera de plus amples détails sur les diverses transactions et sur les termes employés dans le *Balance of Payments Yearbook, 1949-1950*, que le Fonds est sur le point de publier.

Le chiffre qui figure à la colonne « Total » pour les « corrections » représente la différence entre le financement officiel européen présentant un caractère compensatoire vis-à-vis du reste du monde et les autres transactions enregistrées ou évaluées. Mais, dans la colonne « Etats-Unis », les erreurs et omissions, telles que les indiquent les évaluations officielles des Etats-Unis, se trouvent confondues avec des règlements multilatéraux de la Partie III du tableau. Le chiffre des « corrections » figurant dans la colonne « Etats-Unis » de ce tableau représente essentiellement les corrections dont il a été question dans la Section *a)* ci-dessus et certaines autres différences d'ordre statistique entre les renseignements provenant des Etats-Unis et ceux qui émanent de sources européennes dans les statistiques du financement d'Etat présentant un caractère compensatoire dans les deux régions. Le chiffre des « corrections » dans la colonne « Autres pays extra-européens » représente la différence entre celui qui figure à la colonne « Total » et celui qui figure à la colonne « Etats-Unis ».

5. Solde du compte marchandises et services de la zone sterling vis-a-vis des Etats-Unis et du Canada ainsi que de l'Europe continentale (Tableau 59)

Ce tableau a été établi en combinant les évaluations officielles de la balance de paiement des Etats-Unis, du Canada et du Royaume-Uni, dont il a été question à la Section 1 ci-dessus d'une part, et des statistiques commerciales des pays européens d'autre part.

Les chiffres de la colonne « Etats-Unis et Canada » proviennent des relevés officiels des balances de paiements que publient ces deux pays.

Les transactions effectuées entre le Royaume-Uni et le «reste de la zone sterling» sont tirées du relevé officiel du Royaume-Uni (Cmd. 8201). La conversion en dollars pour 1948 et 1950 a été effectuée au taux officiel de change du moment (4,03 dollars et 2,80 dollars pour 1 livre sterling respectivement). Les renseignements concernant l'année 1949 sont moins précis, car les chiffres ont été convertis en dollars à des taux de change moyens. A cette fin, les chiffres semestriels que fournit le *United Kingdom Balance of Payments, 1946 to 1950* (Cmd. 8065) ont été ajustés pour tenir compte des corrections incorporées au Cmd. 8201 (on a admis que ces corrections intéressaient dans la même mesure l'une et l'autre période), puis convertis en dollars au taux de 4,03 dollars pour 1 livre sterling au premier semestre, et 3,31 dollars au deuxième semestre de 1949.

Les chiffres concernant le commerce du « reste de la zone sterling » avec l'Europe continentale (c'est-à-dire les pays européens autres que les pays où a cours la livre sterling) ont été établis par la Division des Etudes et des Programmes d'après les statistiques commerciales des pays européens. Les chiffres relatifs aux transactions effectuées au titre des services proviennent des évaluations que l'on possède concernant les balances de paiements des pays d'Europe. Le commerce du Royaume-Uni avec l'Europe continentale a été établi d'après les statistiques commerciales du Royaume-Uni, les importations ayant été ajustées sur une base f.o.b. évaluée en diminuant de 10 % les valeurs c.a.f. enregistrées. Les chiffres des transactions effectuées au titre des services reposent sur les évaluations officielles des balances de paiements publiées dans le Cmd. 8201 et dans le Cmd. 8065 pour les pays membres de l'O.E.C.E. A ces chiffres l'on a ajouté une évaluation, établie par la Division des Etudes et des Programmes, du faible solde excédentaire qui revient au Royaume-Uni dans les transactions avec les pays européens qui ne sont pas membres de l'O.E.C.E. Il importe de remarquer que les chiffres définitifs inscrits au Tableau 59 englobent également les transactions de « services » du Royaume-Uni avec les territoires d'outre-mer rattachés à d'autres pays européens membres de l'O.E.C.E.

XIII. LES DÉPENSES PUBLIQUES ET LES IMPÔTS (TABLEAUX 66, 67 ET 69)

1. Dépenses publiques globales et dépenses militaires (Tableau 66)

Les chiffres des dépenses publiques que donne le Tableau 66 s'entendent du montant global des dépenses ordinaires et extraordinaires telles que les indiquent les budgets officiels publiés ; certains ajustements ont été opérés afin d'éliminer, dans toute la mesure du possible, les transactions présentant un caractère purement financier (amortissement de la dette, certains prêts et certaines avances de fonds, etc.). Les dépenses militaires comprennent les investissements à fins militaires ainsi que les dépenses qu'entraînent les nouveaux programmes de défense nationale, sauf indication contraire donnée en note. Les dépenses affectées aux organismes civils de protection du territoire sont comprises toutes les fois où la chose a pu se faire. Les pensions versées à titre militaire ne sont comprises que dans la mesure où les dépenses de ce genre sont imputées au budget militaire.

On a exprimé les dépenses militaires en pourcentage du revenu national net au coût des facteurs à partir des chiffres que donne le Tableau XXVI. Dans le cas des prévisions budgétaires relatives aux exercices 1950-1951, 1951 ou 1951-1952, on s'est servi du chiffre le plus récemment publié concernant le revenu national réel ou prévu.

On a, pour chaque pays, puisé aux sources indiquées ci-après :

Allemagne :

Zones occidentales : Report of the British High Commissioner, octobre-décembre 1950. Les chiffres concernent le seul Gouvernement fédéral.

Autriche : Bundesrechnungsabschluss der Republik Österreich, 1948 ; *Bundesfinanzgesetz* du 17 mars 1950 pour l'année 1950 ; *Bundesfinanzgesetz* du 15 décembre 1950 pour l'année 1951 ; *Statistische Nachrichten,* novembre 1950.

Belgique : Budget des recettes et des dépenses, Exposé général et Appendice à l'Exposé général, 1950 et 1951. Les chiffres indiqués pour 1948 et 1949 s'entendent des crédits ouverts, ceux de 1950 et de 1951 des crédits demandés.

Danemark : Statsregnskab, 1948-1949, 1949-1950 ; *Finanslov,* 1950-1951. *Forslag til finanslov,* 1951-1952 ; les chiffres de 1950-1951 comprennent les 310 millions de kroner qui constituent le budget supplémentaire présenté en février 1951. Les dépenses militaires pour 1950-1951 et pour 1951-1952 ont été évaluées d'après le programme triennal présenté à l'O.E.C.E.

Espagne : Boletin Oficial del Estado, 23 décembre 1949, 26 janvier 1951 ; *Moneda y Crédito,* décembre 1949 et 1950. Budget ordinaire. Les chiffres de 1948 et de 1949 sont ceux des dépenses engagées.

Finlande : Economic Survey of Finland, août 1950 ; *Statsbokslutet jämte bilagor,* 1949 ; *Regeringens proposition till Riksdagen angående Statsförslaget för år 1951.* Les chiffres de 1950 ne comprennent pas le montant du deuxième, ni celui du troisième budget supplémentaire (soit environ 8,8 milliards de markkaa).

France : « Projet de loi de finances pour 1951 », *Etudes et Conjoncture,* janvier-février 1951. On a fait figurer les dépenses supplémentaires proposées à partir du 1er mai. L'on a déduit des dépenses militaires indiquées pour 1951 le montant de l'assistance financière étrangère effectivement allouée (70 milliards de francs).

Hongrie : Economic Statistical Bulletin (Office central de statistique) N° 2, 1941 ; *Szabad Nép*, Budapest, 13 décembre 1949 et 1er-10 décembre 1950. Les budgets pour 1947-1948 et pour 1949 ne comprennent ni les montants afférents à la sécurité sociale ni le budget des collectivités locales.

Irlande : Finance accounts, 1948-1949, 1949-1950. *Estimates of Receipts and Expenditure*, 1950-1951.

Italie : Conto Riassuntivo del Tesoro (Supplément), 30 juin 1949 et 30 juin 1950 ; *Bilancio di Previsione per l'esercizio finanziario 1950/51* ; *Corriere della Sera*, 28 février 1951. Pour 1950/51, on a augmenté de 100 milliards de lires les prévisions budgétaires primitives, pour tenir compte du programme militaire.

Norvège : Nasjonalbudsjettet 1951, St. meld. N° 1, 1951. Les chiffres s'entendent de l'année civile.

Pays-Bas : Nota betreffende de Toestand van's Rijks Financiën behorende bij de ontwerp-begroting voor 1951. Le chiffre des dépenses militaires de 1951 a un caractère provisoire. Il est tiré d'informations de presse selon lesquelles le budget militaire de 1951 doit être porté à un milliard et demi de florins, le montant des dépenses militaires extraordinaires devant atteindre 2 milliards de florins au cours des quatre années qui viennent.

Pologne : Statistical News, N° 6, 1949, 7-8, 1950 ; *Ustawa Skarbowa*, 1950 (Budget de l'Etat), Dziennik Ustaw 20 avril 1950 ; *Trybuna Ludu*, 3 mars 1951.

Royaume-Uni : Financial Statement, 1949/50, 1950/51, 1951/52. Exposé relatif au budget. *The Times*, 11 avril 1951.

Suède : Budget-Redovisning, 1948/49, 1949/50 ; *Riksstat* 1950/51 ; *Kungl. Maj. proposition till Riksdagen angående statsverkets tillstånd och behov under budgetåret 1951/52.*

Suisse : Arrêté fédéral concernant le budget de la Confédération suisse, 1951. Pour 1950, les crédits supplémentaires (première et deuxième séries) sont compris.

Tchécoslovaquie : Státní Rozpočet (Budget de l'Etat), 1948, 1949, 1950. J. Kabez, ministre des finances, discours concernant le budget, *Rudé Právo*, 10 mars 1951.

Turquie : Banque centrale de la République de Turquie, Nos 74-75, 1950. *Resmî Gazette*, 1er mars 1950. L'exercice financier 1949/50 s'étend sur quatorze mois. Les chiffres donnés dans le tableau sont égaux aux 12/14 des dépenses de cette période.

U.R.S.S. : Pravda, Moscou, 11 mars 1949, 14 juin 1950, 8 mars 1951.

Yougoslavie : Zakon o opštedržavnom završnom računu za 1948 godinu (comptes clos). *Tanjug* (Agence officielle yougoslave, Paris), 28 décembre 1949 ; *Opstedržavni Budzet Federativne Narodne Republik Jugoslavije za 1950 godinu*, Sluzbeni list, F.N.R.S. 1950 ; *Zakon o opštedržavnom budzetu za godinu 1951*, Sluzbeni list, 13 décembre 1950.

2. Les dépenses militaires exprimées en années-ouvrier de l'industrie (Tableau 67)

Dépenses militaires

Les chiffres des dépenses militaires des pays européens pour les exercices financiers qui s'ouvrent respectivement en 1949, 1950 et 1951 ont été tirés des mêmes sources que les chiffres inscrits au Tableau 66.

Pour les Etats-Unis, les dépenses militaires des années civiles successives ont été évaluées comme suit :

Pour 1949, 12,9 milliards de dollars, et pour 1950, 13,7 milliards de dollars ; Council of Economic Advisers, *The Annual Economic Review*, janvier 1951, Tableau 10.

Pour 1951, 36,5 milliards de dollars (32,0 milliards de dollars pour les dépenses militaires, évaluation fondée sur *The Economic and Political Hazards of an Inflationary Defense Economy* (voir notes à la page 25 de la présente Etude) augmentée d'un montant évalué à 4,5 milliards de dollars pour le programme d'assistance militaire à l'étranger).

Coût du salaire d'une année-ouvrier de l'industrie

Les évaluations approximatives du coût moyen du salaire d'une année-ouvrier de l'industrie ont été effectuées d'après les données fournies par la documentation énumérée ci-après. D'une façon générale, ou bien on a fait usage d'évaluations directes des gains annuels ou bien on a utilisé des renseignements relatifs aux gains hebdomadaires ou mensuels que l'on a ajustés pour obtenir un taux annuel.

On a tenu compte des prestations sociales (assurances sociales, allocations familiales, congés payés, etc.) dans le cas des pays où ces prestations augmentent dans une proportion importante le coût du salaire qui est directement à la charge de l'employeur ou de l'entreprise. Les versements de l'Etat ne sont pas compris. Le pourcentage admis à ce titre est indiqué ci-dessous dans le Tableau F.

Le coût global annuel des salaires dans l'industrie (y compris la participation de l'employeur ou de l'entreprise aux frais des prestations sociales, le cas échéant) qui a été utilisé pour établir le Tableau 67 s'établit comme suit (en unités monétaires de chaque pays) :

Tableau F

COÛT ANNUEL DU SALAIRE D'UN OUVRIER DE L'INDUSTRIE

Pays	Pourcentage d'augmentation pour prestations sociales	1949	1950	1951
Allemagne : zones occidentales	14	3.100	3.420	3.850
Belgique	24	54.300	56.500	59.500
Danemark	—	6.400	6.800	7.500
Espagne	.. [a]	11.000	11.000	11.000
France	35	252.000	282.000	324.000
Italie	.. [a]	315.000	310.000	340.000
Norvège	—	6.700	7.000	7.700
Pays-Bas	25	2.700	2.900	3.100
Pologne	20	6.750	7.800	8.200
Royaume-Uni	7	321	336	353
Suède	—	5.400	5.650	6.300
Suisse	—	6.250	6.300	6.350
Tchécoslovaquie	20	53.500	61.900	63.000
Yougoslavie	20,7	51.200	51.200	51.200
Etats-Unis	—	2.750	2.960	3.200
U.R.S.S.	5	9.450	9.450	9.450

a La correction pour prestations sociales a déjà été faite dans les chiffres utilisés.

Les chiffres de 1949 et de 1950 correspondent approximativement aux niveaux annuels, alors que les chiffres de 1951 sont des évaluations établies d'après les chiffres de 1950 à l'aide des renseignements les plus récents dont on disposait au mois d'avril 1951 concernant l'évolution des gains de la main-d'œuvre depuis 1950.

Les sources où l'on a puisé pour calculer les chiffres ci-dessus et pour apprécier la nature des renseignements disponibles sont les suivantes :

Allemagne :

Zones occidentales : Wirtschaft und Statistik donne des renseignements trimestriels concernant les gains hebdomadaires dans la zone anglo-américaine ; à l'aide de ces chiffres, on a établi les évaluations annuelles.

Belgique : L'économie belge en 1949 indique les gains journaliers (par journée de 8 heures de travail) pour 1949 ; c'est de ces chiffres que l'on est parti pour établir les chiffres annuels. Les chiffres de 1950 ont été évalués d'après le mouvement des salaires horaires.

Danemark : La revue *Industriel Produktionsstatistik* donne les salaires moyens annuels, à l'aide desquels on a établi les chiffres de 1949 et ceux de 1950 en utilisant ce que l'on savait de l'évolution des gains horaires.

Espagne : Les évaluations des salaires mensuels, y compris les prestations sociales, ont été faites d'après une étude de D. Seers.

France : La Revue internationale du travail, du Bureau international du Travail, indique les taux de salaire horaire à l'aide desquels on a calculé les gains, en les augmentant de 12,5 % (conformément aux résultats d'une enquête spéciale effectuée en 1948).

Italie : Rassegna di Statistiche del lavoro, Confederazione Generale dell'Industria Italiana, fournit les chiffres des gains mensuels dans l'industrie (y compris les éléments indirects du salaire).

Norvège : On a évalué les gains annuels de 1949 et de 1950 d'après les données publiées dans le *Statistisk-Ökonomisk Oversikt over Året, 1949* et *1950.*

Pays-Bas : Le *Statistisch Bulletin van het Centraal Bureau voor de Statistiek* donne le bordereau global des salaires de 1949 ainsi que le nombre des années-ouvrier. Les chiffres ont été corrigés compte tenu du plafond des contributions des ouvriers.

Pologne : Le chiffre du salaire mensuel moyen de 1950, soit 18.000 zlotys (anciens), a été fourni par le Ministère du Service social. Le chiffre de 1949 a été évalué par rapport à celui de 1950, d'après une déclaration du Vice-Président du Conseil des Ministres parue dans la *Trybuna Ludu* du 22 février 1951.

Royaume-Uni : The Ministry of Labour Gazette donne les gains hebdomadaires pour 1949 et 1950 (avril et octobre).

Suède : Les gains annuels de 1949 et 1950 sont tirés des *Meddelanden från Socialstyrelsens Utredningsbyrå.*

Tchécoslovaquie : Hospodář, N° 40, 1950, indique les salaires mensuels pour le premier trimestre de 1949 et pour le premier trimestre de 1950 ; à l'aide de ces chiffres, on a établi une évaluation pour 1949. Le chiffre de 1950 est établi d'après celui de 1949 et d'après une déclaration du Président du Conseil publiée dans le *Rudé Právo* du 7 mars 1951.

Yougoslavie : Le Président du Conseil des Ministres, dans un discours, a indiqué que les gains journaliers en 1949 s'élevaient à 140,9 dinars (*Borba*, 6 mars 1950). Les contributions d'assurance sociale des employeurs atteignaient 20,7 % des salaires (rapport de la Yougoslavie à la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement).

Etats-Unis : Le *Survey of Current Business* indique les salaires hebdomadaires moyens payés dans les industries manufacturières.

U.R.S.S. : On a évalué les salaires annuels moyens de la façon suivante : 1) on est parti de la valeur du bordereau global des salaires du pays en 1948 qui est donné dans *Voprosy Ekonomiki*, N° 8, 1948, page 23, comme égal à peu près au double du chiffre de 1940. Ce chiffre de 1940 (162 milliards de roubles) a été tiré du *Kalendar Spravotchnik*, 1948, p. 178 ; 2) le nombre total des personnes salariées et employées en 1948 dépassait de 10 % le nombre de 1940, à en croire le *Rapport sur l'exécution du Plan de 1948*. Le chiffre de 1940 (31,2 millions de roubles) est fourni dans l'*Economie de guerre de l'Union soviétique*, de Voznessensky, p. 13 (en russe). Les salaires annuels moyens n'ont pas subi de modification en 1949 et 1950 par comparaison à l'année 1948.

Le pourcentage moyen de la correction opérée pour tenir compte des prestations sociales qui sont à la charge des entreprises a été évalué d'après le montant global, prévu au quatrième plan quinquennal, des contributions d'assurance sociale payées par les entreprises et du bordereau global des salaires de 1950 que fournit également le quatrième plan quinquennal.

Dans le cas de la Belgique, de la France, de l'Allemagne occidentale, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, les pourcentages approximatifs de correction pour prestations sociales (chiffres nets d'impôts) inscrits au tableau ci-dessus ont été tirés de la *Revue franco-belge*, juin 1950 « Salaires et charges sociales en Belgique et dans les pays voisins ».

Population

Les chiffres de la population pour les années 1950 et 1949 proviennent des statistiques des divers pays ainsi que de l'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1949*, page 310. On a établi par évaluation les chiffres de 1951, en admettant que la dernière augmentation annuelle enregistrée dans ce dernier document s'était produite à nouveau l'année suivante.

Chiffres arrondis

Etant donné le caractère approximatif des renseignements relatifs au coût annuel des salaires, les chiffres des dépenses militaires exprimés en années-ouvrier (c'est-à-dire ceux des trois premières colonnes du Tableau 67 ont été arrondis dans les conditions exposées ci-dessous :

Au-dessous de 100.000 années-ouvrier, aux 5.000 années-ouvrier les plus voisines ;
entre 100.000 et 200.000, aux 10.000 années-ouvrier les plus voisines ;
entre 200.000 et 500.000, aux 25.000 années-ouvrier les plus voisines ;
entre 500.000 et 1.000.000, aux 50.000 années-ouvrier les plus voisines ;
au-dessus de 1.000.000, aux 100.000 années-ouvrier les plus voisines.

Les chiffres des trois dernières colonnes du Tableau 67 sont tirés des chiffres ainsi arrondis.

3. Taux réel de l'impôt sur le revenu d'un ménage avec deux enfants (Tableau 69)

Les renseignements relatifs au taux réel de l'impôt sur le revenu ont été tirés des sources indiquées ci-dessous :

Allemagne :

Zones occidentales : Rudolf Binder, « Die Belastung durch die persönliche Einkommensteuer in Deutschland, England, und den Vereinigten Staaten », *Kieler Studien*, N° 11, 1950.

Autriche : Der Österreichische Volkswirt, N° 23, 9 juin 1950.

Danemark : Ejendoms og Personbeskatningen, i Skattearet 1949/50, Copenhague, 1950.

France : Code Fiscal, *Journal Officiel*, 30 avril 1950 ; Projet de loi de finances pour l'exercice 1950, Assemblée Nationale, N° 8336.

Italie : Les évaluations reposent sur la loi N° 25 du 11 janvier 1951 ; G. Luzzato « Un Nuovo Colpo alle Finanze Locali », *Mondo Economico*, 28 janvier 1951.

Pays-Bas : Belastingdruk in Nederland 1949, Centraal Bureau voor de Statistiek, 1950.

Royaume-Uni : Ninety-third Report of the Commissioners of His Majesty's Inland Revenue for the year ended 31 March 1950 (Cmd. 8103).

Finlande, Suède, Norvège : Statistisk Årsbokg för Helsingfors Stad, 1950, Tableau 303, p. 359, et renseignements complémentaires communiqués par le Bureau de statistique d'Oslo et celui d'Helsinki ainsi que, pour la Suède, par le Konjunkturinstitutet.

Les renseignements sur le montant total de l'impôt sur le revenu effectivement perçu (dernière colonne du tableau) sont tirés des budgets officiels et des statistiques fiscales officielles. Les recettes fiscales ont été reliées au revenu national net à l'aide des chiffres que donne le Tableau XXVI.

Indépendamment des détails fournis dans les notes de ce tableau, il convient de formuler les observations suivantes :

Finlande : Le chiffre exprime les recettes que le Gouvernement central tire des impôts frappant le revenu et les biens des personnes physiques, augmenté de 15 milliards de markkaa, somme à laquelle on a évalué le produit des impôts perçus par les collectivités locales.

France : On connaissait le chiffre des rôles émis au cours des onze premiers mois de l'année ; on l'a transposé sur une base annuelle en le multipliant par 12/11. Le chiffre ainsi établi a été augmenté de 9 %, en raison du rapport qui existait au 31 janvier 1951 entre la totalité des rôles émis et la totalité des recettes fiscales provenant de tous les impôts directs (*Journal Officiel* du 15 avril 1951).

Royaume-Uni : Le chiffre exprime la totalité des recettes provenant de l'impôt sur le revenu et de la surtaxe, diminuée d'un montant, établi par évaluation, destiné à tenir compte de l'impôt sur le revenu perçu sur les bénéfices non répartis des sociétés.

1526/12
BIBLIOTECA UNIVERSITARIA
2112
URBINO